



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>





From the Library
of the
Foreign and Commonwealth
Office

Transferred under the terms of the
Foreign and Commonwealth Office
Library Trust Deed 1991

Erasmus 11 *J*
Acquired

LAW

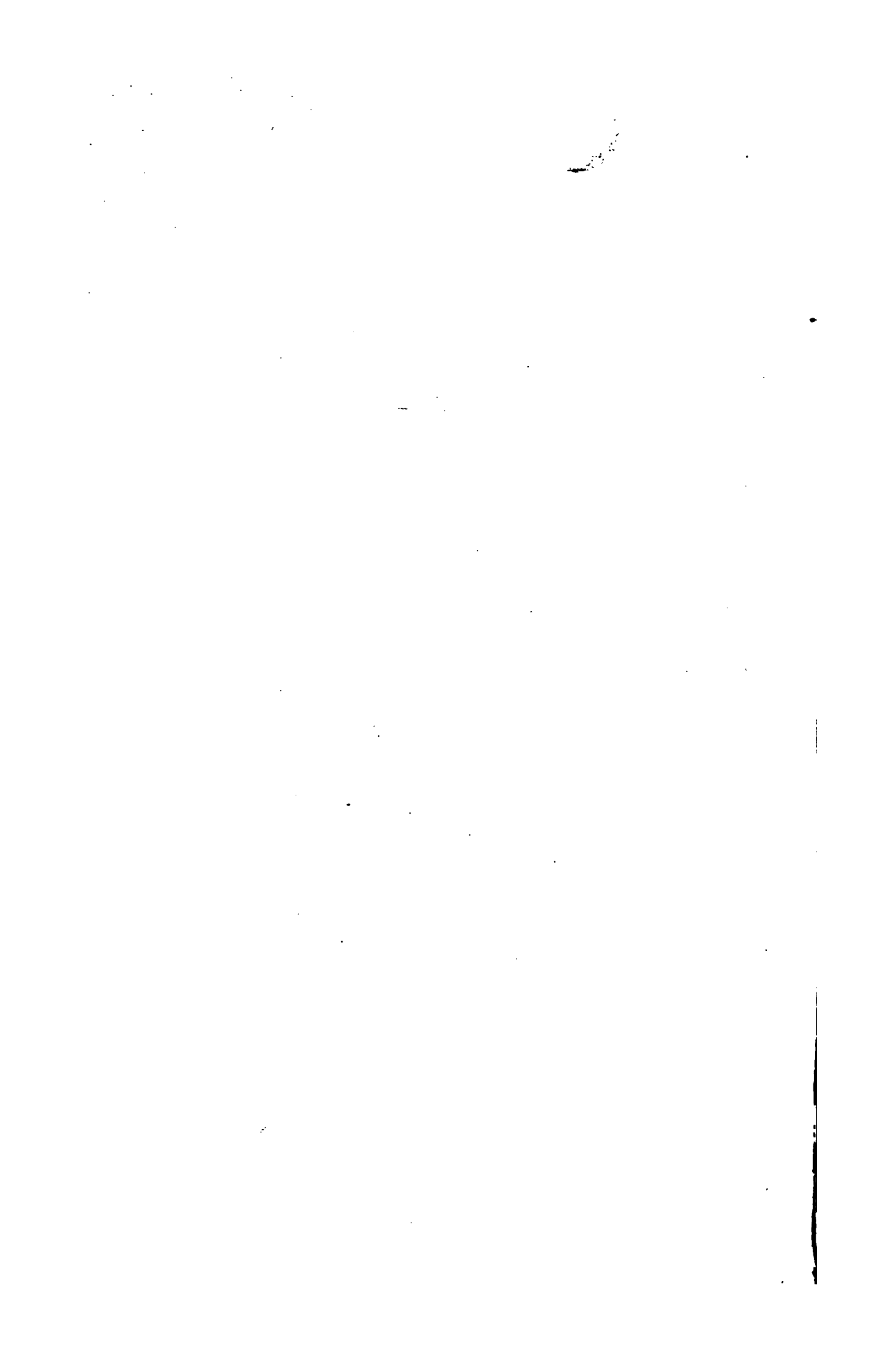
Internet 750 G881da2







HUGONIS GROTHII
DE JURE PRAEDAE
COMMENTARIUS.



Geno 11536

LE
DROIT DE PRISE

(DE JURE PRAEDAE)

PAR

H. GROTIUS

OUVRAGE ENTièrement INÉDIT

*Texte Latin, publié pour la première fois d'après le
manuscrit autographe*

PAR

GER. HAMAKER.

PARIS

ERNEST THORIN

libraire éditeur, 58 Boulevard St. Michel.

LA HAYE

MARTINUS NIJHOFF

libraire éditeur, 49 Raamstraat.

MDCCLXIX.



Ex officina typographica Joh. Enschedé & Fil.

PRAEFATIO.

Hugonis Grotii codicem, qui nunc primum editur, quatuor annis abhinc viderat nemo, nec quisquam summum virum viginti annis prius quam opus de jure belli ac pacis ederet, de jure praedae scripsisse sciebat. Ipse in libris suis et epistolis de hoc opere tacet. Res primum innotuit, cum anno 1864 catalogus prodiit librorum manuscriptorum, qui quondam Grotii fuerant, quos bibliopola M. Nijhoff publice Hagae Comitum venditurus erat: in his praeter alias chartas minoris pretii autographum Commentarii de jure praedae numerabatur. Viri docti in Academia Lugduno-Batava non facile quidquam negligunt, quod ad tanti viri famam pertineat: itaque et nunc operam dederunt, ut codex ille Bibliothecae Academicae emeretur. Liber magni momenti erat, et quod, ut catalogi auctor jam animadverterat, notum ejus Mare liberum hujus Commentarii duodecimum caput esse apparebat, et insuper quia ob ipsum operis titulum in promptu erat suspicari, multas quaestiones ibi tractari, quae et in libro ejus de jure belli ac pacis explicarentur.

V. Cl. S. Visseringius primus id ita se habere affirmavit in iis quae de Grotii opere exposuit Academiae Regiae Scientiarum Neerlandicae. (Vide Verslagen en Mededeelingen. Afdeeling Letterkunde. Deel IX. p. 145. vlgg.). Is tamen non constare sibi declarat, an liber etiam nunc mereatur edi: opus enim sibi, ut recte hac de re

judicare posset, accuratius investigandum fuisse. Post Visseringium V. Cl. R. Fruinius Grotii librum perlegit. Huic nulla dubitatio supererat et Commentarius omnino edendus esse videbatur. Itaque mihi persuasit ut editionis curam susciperem. Ego a re alienus non eram, sed illorum temporum historiae non multum operae dederam, cum tamen omnia, quae editori de operis origine et scriptoris consilio observanda essent, eo pertinerent. At Fruinius id mihi nullam molestiam creaturum dixit, cum ipse libri historiam compositurus esset in opusculo, quod in diario Belgico edere intenderet, indeque ego omnia, quibus mihi ad praefationem opus esset, haurire possem. Itaque editionis curam libens suscepi.

Codex ipsius auctoris manu scriptus et prelo paratus erat: mihi ulterius nihil faciendum fuit, quam ut edi curarem, quae scriptor ipse editioni destinasset. Hac in re quam accuratissimus esse studui et nihil mutavi; multum operae dedi ut loca a Grotio citata in scriptorum libris perquirerem et conferrem: sed non omnes libros ad manum habui. Ipse aliquid annotare consulto omisi, praeterquam sicubi in textu aliquid dēssset, vel locum aliquem minus accurate citari appareret. Quae non in ipso codice leguntur, sed a me addita sunt, uncis inclusi. Auctor documenta quaedam post volumen adijcere intendebat, sed ea in codice et chartis ejus desiderabantur: Fruinius omnia conquisivit, Belgice vel Germanice scripta: ego in Latinum sermonem converti et veniam a lectoribus peto, si orationis elegantia multum a Latinitate Grotii distare viderint. Textui praemittam partem eorum, quae Fruinius in diario Belgico (de Gids. 1868. Oct. en Nov.) de operis origine et historia composuit: si qui his non contenti plura ea de re cognoscere cupiunt, eos ad ipsum Fruinii opus remitto.

Ad hunc diem nemini innotuerat, qua re inductus Grotius praecclarum opus suum de jure belli ac pacis conscripsisset. Brevi post fugam e carcere, Parisiis, unius anni et paucorum mensium tempore totum absolvisse eum constabat. Nusquam se huic argumento jam prius intentum fuisse commemoraverat. In epistolis ad amicos eo consilio scripsisse se dixerat, ut feritatem ad bella pro lubitu suscipienda, pro lubitu gerenda, sedaret. Nunc demum apparuit Grotium cum Jus belli ac pacis conscriberet, opus ad manum habuisse et fre-

quenter inspexisse, quod viginti annis ante absolvisset et aliis rebus motus scribere aggressus esset. Nam Commentarium de jure praedae confecit, ut Lusitanos injuria Batavos ab Indicis commerciis prohibere, Batavos contra et Societatem Indicam Lusitanis merito bellum inferre et praedas ab iis agere demonstraret. Multum enim apud nostrates de jure praedae disputabatur, praesertim ex quo tempore praefectus Jac. Hemskerckius opulentam Lusitanorum navem in freto Malaccensi ceperat et domum abduxerat. Grotius ipse in Annalibus et Historiis eam rem nobis his verbis proponit (l. i. p. 429.)

Jorae quoque rex (est id regnum in Malaccensi regione) veteres in Lusitanos offensas promere ausus, Jac. Hemskerckium, duas tum naves ducentem Hollandicas, incitavit ad caraccam immensae magnitudinis in freto, quod Malaccam inter, Lusitanorum coloniam, et Sumatram intercedit, opprimendam; auctor idem testisque victoriae. Batavi praeda, quanta non alias parta, contenti, vitae hostium (septingenti ferme erant omnis sexus atque aetatis) pepercere, quamquam recentia multa exstabant Lusitanicae crudelitatis exempla. — Partae ex hostibus publicis opes magnum Lusitanis et regi damnum, Batavis et privatim et in commune cum laude commoda afferebant. Reperti tamen in gente non minus simplice quam quaestus studiosa, qui partem abnuerint, veluti minus deceret mercatores militare lucrum et, ut ferme accidit, multis immerentibus raptum. Movebat et vetus cum Lusitanis amicitia, coepisse credita quarto ante seculo, cum Ulyssiponem Belgae expugnare, etc.

Fruinius quo magis rem, quae hodie in oblivionem abiit, nobis exponeret, Acta Societatis Indicae et Ordinum Foederatorum inspexit, indeque multa extraxit, quae ad patriae historiam faciunt. Ad librum de jure praedae bene intelligendum magni momenti est, quod nobis persuadet Fruinius, Societatem Indicam initio nihil praeter navigationem et commercia cogitasse, eandem vero Lusitanorum injuriis et damnis illatis coactam, Ordinum Foederatorum consensu, mox vim vi arcere, bella inferre et praedas agere coepisse. Fruinius nova haec instituta non omnibus Indicae Societatis consortibus placuisse demonstrat, imo multos ea vehementer improbasse, in quibus primum

locum tenerint Mennonistae, homines ab omni bello alieni. Itaque hi suam praedae partem abnuerunt vel portiones vendiderunt. Fuere etiam, qui id fecisse non contenti, novam Societatem condere velent, quae unice negotiationi operam daret et a bellis abstereret. At respublica, quae Indicae navigationis privilegium priori Societati concesserat, novam aliam juxta illam existere non patiebatur. Hanc ob causam illi eam in Galliam transferre, et Henrici IV opibus subnixi Indicam negotiationem experiri intendebant. Sed res eventu caruit. Ordines enim regi ejusque ministris omnibus modis persuasere, ut rem differrent, et Societatem non crearent.

Magna pars hominum de jure praedae ita sentiebat, idque Grotio ad Commentarium conscribendum ansam dedisse apparet. Fruinius arbitratur eum hunc laborem suscepisse ipsa Societate auctore, cui in hac causa orator adfuerit. Utcunque se ea res habeat, ex ipso Commentario Indicae Societatis causa scripsisse eum manifestum est, ut ostenderet praedam ab Hemskerckio captam Societatis esse, quam jure et in posterum Lusitanis bellum illaturam et praedas ab iis acturam. Verum Grotio ut id nobis persuaderet, universum jus belli explicandum fuit: hac causa enim quaestiones plurimae continebantur, quae unice ex jure gentium illustrari possent. Itaque in prima libri parte de causa nihil, sed ipsum jus praedae exponit: haec appellat Dogmatica de jure praedae. (c. 1. in fine.)

Sequitur altera pars, qua nobis rerum status illius temporis describitur, imprimis Lusitanorum infestus Belgis animus, ex quo illi in Indiam navigare ibique commercia exercere coeperunt. Haec Grotius Historica vocat. Fruinius fontes exploravit, e quibus scriptor narrationes suas hausit, et comperit magnum eum documentorum numerum ante oculos habuisse, quae post eum inspexerit nemo, et quorum pars tantum supersit. Itaque his multa continentur, quae alibi nusquam leguntur et ad historiam Indicae Hollandorum navigationis pertinent.

Post Historica sequitur caput duodecimum, cujus major pars Maris liberi titulo separatim edita est. Opusculi hujus finem et propositum accuratius cognoscimus, cum ad locum attendimus, ubi primum legebatur. Demonstrandum erat Grotio, Lusitanos nullo jure Batavis bellum facere, quod sua Indicae negotiationis privilegia vio-

lari contendant; Batavos contra jure bellum inferre Lusitanis, quod illi liberam suam navigationem impedire studeant.

Ultima tria quae sequuntur capita ostendunt bellum in Lusitanos et praedationem non tantum justam esse, sed honestam et utilem. Vix opus est monere, ipsam causam hic agi et rerum statum illius temporis describi. Haec pars non magni momenti est; sed tamen propter vividum temporum imaginem, quam nobis in ea proposuit auctor, hodie quoque legi meretur.

Auctor Commentarium scripsit hieme anni 1604 et primis anni sequentis mensibus. Ipsa ejus verba id declarant. Mauritius Clusam ceperat die 21 mensis Augusti, anno 1604. Id a Grotio dicitur „capta nuper Clusa”. Nihil in textu mutavit vel addidit post mensem Novembrem anni 1608, quo tempore caput ejus duodecimum seorsum vulgari jussit.

Unde factum sit, ut opus, quod scriptor totum absolvisset, non ederetur, hodie pro certo dicere non possumus. Fruinius suspicatur Societatis rectores intellexisse, praedam melius vindicari silentio et possessionis inhaesione, quam scripto. Codex etiam in scrinio jacebat, cum tempora scriptorem moverunt, ut separatim unum ejus caput vulgaret. Quo consilio id ediderit manifestum e loco, quem Visseringius citavit ex Grotii Maris liberi defensione adversus Welwodum, quod opusculum ejus simul cum Commentarii autographo Bibliothecae Lugduno Batavae emtum est. Ibi leguntur haec:

Ante annos aliquot, cum viderem ingentis esse momenti ad patriae securitatem Indiae, quae Orientalis dicitur, commercium, id vero commercium satis appareret obsistentibus per vim atque insidias Lusitanis sine armis retineri non posse, operam dedi ut ad tuenda fortiter, quae tam feliciter coepissent, nostrorum animos inflammarem, proposita ob oculos causae ipsius justitia et aequitate, unde nasci τὸ εὐέλπυ recte a veteribus traditum existimabam. Igitur et universa belli praedaeque jura et historiam eorum, quae Lusitani saeve atque crudeliter in nostros perpetrassent, multaque alia ad hoc argumentum pertinentia eram persecutus amplo satis commentario, quem edere hactenus supersedi. At cum post aliquanto ab Hispanis spes aliqua patriae ostentaretur pacis aut induciarum, sed ab iisdem postularetur

res iniquissima, ut Indiae commercio abstinere, partem ejus commentarii, in qua ostensum erat nec jure, nec probabili ullo juris colore niti hanc postulationem, seorsum edere statui Maris liberi nomine, hoc animo ac spe, ut et nostris animum adderem, ne quid de manifestissimo jure decederent, et experirer an ab Hispanis obtineri posset, ut causam non tantum validissimis argumentis, sed et popularium suorum auctoritate jugulatam agerent paulo remissius: quorum utrumque successu non caruit.

Nobis persuadere non possumus, Mare liberum, ut Grotius affirmat, in conditiones induciarum vim aliquam exercuisse. Fruinius clare demonstrat opusculum sine scriptoris nomine vulgatum initio homines parum movisse, nec quidquam continuisse, quod novitate sua animos percelleret: aliquot annis post demum, cum inter Belgas et Anglos de Anglici maris dominio disputabatur, magnum nomen adeptum est.

Sponte intelligimus scriptorem, edita libri parte, de reliquis edendis non ulterius cogitasse. Fruinius jure, ut opinor, suspicatur Grotium jam ex illo tempore opus de jure gentium meditatam esse, quod partim e Dogmaticis de jure praedae confecturus esset, et sedecim annis post confecit. Tot annos fuisse inter primum ejus rei consilium et executionem, nihil est quod miremur: initio multiplicia magistratus munera, post vitae casus, quos nemo ignorat, huic labori vacare eum non siverunt.

Constat Indicae Societatis rectores, eodem fere tempore, anno 1610, inter se deliberasse an Grotio mandarent, ut Indicae negotiationis historiam conscriberet. Suspiciari licet ipsum Grotium auctorem iis fuisse, ut Historicis e Commentario de jure praedae ad hanc rem uteretur. Res eventu caruit.

In universo opere maximi pretii sunt Dogmatica. Haec enim principium sunt et fons celeberrimi de jure belli ac pacis libri. Si utrumque librum inter se conferas, in oculos incurrit Jus pacis postea Dogmaticis de jure belli superadditum esse, indeque fieri ut alterius operis partes minus bene inter se aptatae sint et cohaereant.

Ipsa juris gentium disciplina in utroque opere eadem est. Libri si quid discrepant, in forma discrimen cernitur, non in re. Auctor senior factus plus prudentiae adhibet, minus absolute loquitur,

plura excipit. Multa viderat, multos vitae casus expertus erat: itaque opus, quod juvenis scripserat, mutavit prout mutatus ejus in multis animus postulabat. At de juris principiis et origine eadem sentiebat.

E Commentario de jure praedae clarius quam ex altero opere cernimus, quae scriptoris laus sit circa jus gentium et jus naturae. Vulgo Grotius has disciplinas condidisse dicitur. At si qui nova eum juris dogmata excogitasse putant, vel docuisse, quae nemo ante eum docuerat, hi longe a vero absunt. Nulla fere dogmata promit, quae non alius cujusdam scriptoris auctoritate confirmet. In illis unus Albericus Gentilis laudatur, tamquam dux Grotii et is, qui viam ei praemunivit. Sed hac laude nequaquam dignus est. Multa collegit, in iis multa, quibus Grotius usus est, sed judicio caret, nec plus habet quam alii, quorum merita numquam laudantur. Non huic multum debet Grotius, sed summis apud Hispanos theologis et jurisconsultis, Caroli V et Philippi II aequalibus, Francisco Victoriae, Dominico Soto, Covarruviae et praesertim Vasquio, quorum merita ipse gratus agnoscit. Omnem fere Dogmaticorum materiem ex illorum scriptis collegit, et paucis aliis. Sed haec materies apud illos nullo ordine disposita latebat inter ingentes rerum minus utilium cumulos. Summa laus Grotii est, quod, quae ad manum erant, collegit et ita disposuit, ut inde nova juris disciplina nasceretur. Ante eum nemo viderat juris gentium originem in jure naturae quaerendam esse, nemo jus ipse inde deducere conatus erat. Dogmatica de jure praedae primum ejus rei specimen sunt. Methodus, quam ibi sequitur auctor, et argumentandi ratio summa laude digna est. E regulis nonnullis et legibus, quas tamquam axiomata praemittit, multo acumine et judicio universum jus belli et praedae colligit et explicat: leges, sententias, consuetudines secundo loco adhibet, ut earum ope confirmet, quae ex ipsa natura defluant.

Merito Fruinius animadvertit, opus illud conscriptum esse ab adolescente annorum viginti et duo. Summam recenset eorum, quibus opus fuit ut ejusmodi librum conficere posset, scriptores, quos legisse eum necesse erat, Latini sermonis elegantiam, argumentandi artificium, inprimis vero judicii maturitatem, cujus vix alterum exemplum in ejus aetatis adolescente conspicitur. Profecto Grotius,

si vir perrexisset, ut juvenis inceperat, omnibus doctis praestaret. Sed mature ad ingenii fastigium pervenit. Praeclara opera, quibus fama ejus nititur, juvenis scribere aggressus est, postea elaboravit tantum et polivit. Quae vir factus confecit, pleraque theologica sunt atque illis juvenilis ingenii fructibus multum cedunt, nec diu ipsi superfuerunt. Itaque illis, qui ingenii excellentiam ejus cognoscere cupiunt, omnino ad primam illorum operum formam attendendum est. Sed ejusmodi initia et primitiae raro supersunt. Est quod nobis gratulemur felicem casum libri ejus omnium celeberrimi pristinam formam servasse.

Nihil habeo, quod praeterea addam, ipsumque librum benevoli lectoris judicio commendo.

ERRATA.

p. 35. vs. 15.	<i>pro</i> ultraque	<i>l.</i> ultroque
p. 64. vs. 4.	„ habere	„ haberi.
p. 67. vs. 15.	„ invertuntur	„ invertantur.
p. 70. vs. 16.	„ consilii est:	„ consilii est,
p. 79. vs. 21.	„ obscuro	„ obscuro.
p. 138. vs. 10.	„ juris satisf.	„ juris sui satisf.
p. 170. vs. 34.	„ Dolium	„ Dolcum
p. 177. vs. 10.	„ Cidorum	„ Cidaem.
p. 181. vs. 24.	„ Rasalata	„ Rasalata, et passim.
p. 202. vs. 31.	„ Tiamaor	„ Tiamaon
p. 242. vs. 32.	<i>in marg.</i>	„ Probl. IV.
p. 267. vs. 19.	„ CAPUT XII.	„ CAPUT XIII.
ibid. vs. 26.	„ INFERUNTUR	„ INSERUNTUR

CONSPECTUS OPERIS.

CAPUT PRIMUM.

Exordium. Argumentum. Distributio. Methodus. Ordo operis.

CAPUT SECUNDUM.

Prolegomena, in quibus Regulae IX et Leges XIII.

CAPUT TERTIUM.

QUAESTIO I.

- Art. I. An bellum aliquod justum sit
- Art. II. Christianis,
- Art. III. in Christianos,
- Art. IV. omni jure.

CAPUT QUARTUM.

QUAESTIO II.

- Art. I. An praedam capere aliquando justum sit
- Art. II. Christianis,
- Art. III. ex Christianis,
- Art. IV. omni jure.

CAPUT QUINTUM.

QUAESTIO III.

Quae praeda justa sit.

QUESTIO IV.

Quod bellum justum sit.

CAPUT SEXTUM.

De causa belli efficiente.

QUAESTIO V.

- Art. I. Quae justa sit causa efficiens belli privati.
- Art. II. Quae justa sit causa efficiens belli publici.

CAPUT SEPTIMUM.

De materia belli circa quam et in qua.

QUAESTIO VI.

- Art. I. Quae sit justa materia belli circa quam efficientibus voluntariis.
- Art. II. Quae sit justa materia belli in qua efficientibus voluntariis.
- Art. III. Quae sit justa materia belli circa quam subditis.
- Art. IV. Quae sit justa materia belli in qua subditis.

Corollarium quaestionis vi.

An detur bellum utrimque justum

Art. I. respectu voluntariorum,

Art. II. respectu subditorum.

CAPUT OCTAVUM.

De forma belli suscipiendi gerendique.

QUAESTIO VII.

- Art. I. Quae sit justa forma belli privati suscipiendi.
- Art. II. Quae sit justa forma belli publici suscipiendi.
- Art. III. Quae sit justa forma belli gerendi voluntariis.
- Art. IV. Quae sit justa forma belli gerendi subditis.
- Coroll. I. Quatenus liceat subditos hostium offendere.
- Coroll. II. An detur depraedatio utrimque justa respectu subditorum, et quatenus.
- Coroll. III. An praedae acquisitio justa utrimque detur, et quatenus.

CAPUT NONUM.

De fine belli.

QUAESTIO VIII.

- Art. I. Quis sit justus belli finis voluntariis.
- Art. II. Quis sit justus belli finis subditis.

CAPUT DECIMUM.

QUAESTIO IX.

Cui praeda acquiratur

- Art. I. in bello privato,
- Art. II. in bello publico.

Coroll. Quatenus praeda his acquiratur, qui suis impensis, damnis, periculo, suorum ministrorum opera, nulla pacta mercede, bellum publicum gerunt.

CAPUT UNDECIMUM.

PARS I.

- Art. I. Causae belli Batavorum in Albanum, Hispanos, Philippum etc.
- Art. II. Officia Batavorum eo in bello.
- Art. III. Causae belli Batavorum in Lusitanos.
- Art. IV. Officia Batavorum in Lusitanos.
- Art. V. Injuriae Lusitanorum in Batavos per Lusitaniam.
- Art. VI. Injuriae Lusitanorum in Batavos alibi passim.
- Art. VII. Injuriae Lusitanorum in Batavos eo colore, quod attributas ipsis regiones commerciis adirent.
- Art. VIII. Idem color per Indiam.

PARS II.

- Art. I. Calumniae Lusitanorum in Batavos.
- Art. II. Submissi in Batavos hostes a Lusitanis.
- Art. III. Fraudes et perfidia Lusitanorum in Batavos.
- Art. IV. Coeptum a Lusitanis bellum in Batavos.
- Art. V. Bellum Lusitanorum in amicos Batavorum.

CAPUT DUODECIMUM.

In quo ostenditur, etiamsi bellum privatum fuisset, justum fore, justeque partam praedam Indicae Hollandorum Societati. In quo ista inseruntur Problemata:

- I. Ad gentes omnes omnibus patet aditus, jure gentium non permittente, sed imperante.
- II. Infideles ob hoc ipsum, quod infideles sunt, dominio publico privatorum exui non possunt, nec titulo inventionis, nec Pontificiae donationis, nec belli.
- III. Mare aut jus navigandi in eo proprium fieri non potest occupatione, aut donatione Pontificia, aut praescriptione sive consuetudine.
- IV. Jus mercandi cum gente altera proprium fieri non potest occupatione, aut donatione Pontificia, aut praescriptione sive consuetudine.

CAPUT DECIMUM TERTIUM.

In quo ostenditur justum esse bellum justeque partam praedam Societati ex causa publica patriae,

- Parte I. respectu Ordinum voluntaria agentium,
 Parte II. respectu Societatis Indicae subditae Ordinibus,
 Parte III. aut etiam ex causa publica sociorum.

In quo ista inseruntur Problemata.

- I. Respublica ejusve Ordines etiam cum habent Principem, belli tamen publice suscipiendi habent auctoritatem.
- II. Justa belli causa in Principem est tuitio legum patriarum, quibus Principatus adstringitur.
- III. Bellum in Principem indictionem non desiderat.
- IV. Praesentis temporis magistratui parere boni civis est.
- V. Bona fide civis pugnat contra Principem pro republica et legibus.
- VI. Bellum reipublicae in Principem, qui suus Princeps fuit, externum est.
- VII. Societas belli recte interdum a Christianis initur cum infidelibus contra Christianos pugnantibus.

CAPUT DECIMUM QUARTUM.

Pars I. Honestam esse praedae hujus capturam: in qua ista inseruntur Problemata.

- I. Justum omne honestum.
 - II. Honestae praecipue actio pro sociis, pro patria, adversus homines inemendabiles.
 - III. Honestae praecipue praedatio ex fine.
- Pars IV. Honestam esse praedae hujus possessionem.

CAPUT DECIMUM QUINTUM.

Pars I. Utilem esse praedae hujus capturam: in qua ista inseruntur Problemata.

- I. Omne justum utile.
 - II. Omne honestum utile.
 - III. Utile praecipue, quod statui reipublicae convenit
 - IV. Utile praecipue prodesse sociis.
 - V. Utile praecipue nocere hostibus.
 - VI. Utile quod facile.
- Pars II. Utilem esse hujus praedae possessionem. Epilogus.
-

HUGONIS GROTII

LIBER

DE JURE PRAEDAE.

CAPUT PRIMUM.

EXORDIUM. ARGUMENTUM. DISTRIBUTIO. METHODUS.

ORDO OPERIS.

Res sane nova et externis vix credenda accidit, ut eos inter *Exord.* homines, quibus tam diu in Hispanos bellum est, privatim praeterea gravissime offensos, illud disceptetur, an justo in bello hostem crudelissimum, quique gentium commercia prior violarit, auctoritate publica recte spolient. Ita fit, ut Batavi, qua gente non alia est honesti quaestus avidior, verecundari videantur nonnulli praedam agnoscere, misericordia scilicet in illos, qui ipsi ne hostium quidem jura servaverunt. Quod cum accidat partim quorumdam parum reipublicae amantium calumniis, partim aliorum religione et superstitiosa quadam abstinentia, ut illorum malitiae occurrere, ita horum simplicitatem instruere operae pretium fuit. Neque enim perspicaciori cuiquam ignotum esse potest, quo ista tendant et quibus hostium artibus misceantur. Nam si Hispanos maris obsessores offendere cessant Batavi, quod sane fiet, si res ista sine commodo periculum tantum afferet, crescet immensum illa ferocium animorum insolentia, clausa brevi tenebuntur littora totius orbis, corruet Asiatica omnis negotiatio, qua vel sola vel potissima publicas opes sustineri sciunt ipsi nec

hostis ignorat. Contra si fortuna uti placet, dedit Deus telum in ipsa imperii Hispanici viscera et non aliunde certius speranda libertas. Est tamen et in hoc errore, quod patriae liceat gratulari. Non mediocre Batavorum innocentiae argumentum est, ad ea etiam cunctari, quae fas gentium et jura publica permittunt. Non potest in illis justitia umquam requiri, non desiderari fides, qui jus illud cunctis populis certissimum et de quo nemo praeter ipsos dubitaret, tam solliciti tractant et velut suspenso gradu. Sed verissimum illud nimirum est utroque latere virtutes vitii ambiri ¹, etsi alia conspectiora sunt, alia contrarii mali magnitudine facilius delitescunt. Sic odio iracundiae oppositum stuporem, quem ἀοργησίαν Graeci dixerunt ², adeo ignoramus, ut ne Latinum quidem nomen invenerit. Est sane infamis animi morbus sine ullo juris aut honesti respectu flagrans lucri cupido, quae αἰσχροκέρδεια Graece dicitur. Sed potest et altrinsecus peccari, cum anxia quadam et scrupulosa rerum non turpium fuga occasiones negliguntur rei familiaris. Virum enim sapientem et bonum Socratici probant esse φιλοκερδή, hoc est *utilitatum suarum minime negligentem*: negantque philosophi justitiam esse οἰκοφθόρον ac πτωχοποιόν, *perniciem rei familiaris et auctorem mendicitatis* ³. Est quidem, ut recte dixit Lucilius ⁴,

Virtus quaerendae finem rei scire modumque.

Sed est etiam, ut sequitur,

Virtus divitiis pretium persolvere posse.

Cavendum et hic ne quid nimis, hoc est ne fingamus id vitiosum esse, quod vitio caret, neu dum in alios esse nolumus in nos iniqui simus. Non minus a scopo aberrat telum quod longe transvolat, quam quod citra relinquitur. Utrinque culpa, utrinque error est: tetrrior forte atque intestabilior illorum,

¹ Arist. de mor. ad Nicom. l. 2. c. 7. [p. 1108. 1. vs. 6.] ² Gell. l. 1. c. 26. Arist. de mor. ad Nicom. l. 4. c. 11. [p. 1126. 1. vs. 3.] ³ Plut. Cat. [p. 354. c.] ⁴ [ap. Laet. Instit. div. l. 6. c. 5.]

quibus ad omne facinus animus occalluit: ita tamen ut esse possit et quiddam, si ita loquendum est, tenerum nimis ac delicatum, quod rebus etiam quibus minime oportet offendi- tur. Sed nefanda justī et aequi irreverentia cum naturae hu- manae repugnet, satis sua turpitudine monstratur: alterum illud vitium, quod in exsuperantia positum est, hoc magis caveri debet, quia nullis proprie notis insignitum facile vir- tutis speciem induit atque ea imagine animis irrepit. Hoc il- lud est, quod veteri verbo dicitur *nodum in scirpo quaerere*.

Medium quiddam est justitia ¹. Malum est injuriam face- re, sed et pati malum est: illud quidem gravius, sed et hoc tale ut merito fugiendum sit. Verum quia frequentius in al- teram partem impingitur, ideo cura alterius nobis diligentius praecipī solet, quasi ad nostri curam satis natura feramur. Caeterum sapiens neque se parvi facit, neque commoditates suas negligit, ut quibus nemo rectius utatur ². Quare et injuriam omnem, quatenus jus fasque est, a se propulsabit ³. Aberit igitur a viro bono *μειονεξία*, minusque quam par est sibi tribuendi affectio. Haec ipsa tamen, quamdiu damnum ejus penes quem error est non egreditur, rideri magis quam culpari solet, nec tam injustitia quam stultitia dicitur. At si quando privata jactura commune periculum secum trahit, tum vero vi omni contra nitendum est, ne falsa civium per- suasione bonum publicum corrumpatur. Talis illorum ignavia fuit, qui religione aliqua impediti quominus pugnarent, res suas hostibus prodiderunt. Judaeorum sabbata ⁴ et Graecorum lunas ⁵ novimus et si qui alii non satis heroicum illud ⁶ tenuerunt:

εἰς δαῖνός ἐριστος ἀμύνασθαι περὶ πατρῆς.

Nil augustius est, patriam quam Marte tueri.

¹ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 9. [p. 1133. 2. vs. 30.] et ibid. c. 15. [p. 1138. 1. vs. 28.] ² Arist. ibid. l. 9. c. 4. et 8. [p. 1166. 1. vs. 20. et p. 1169. 1. vs. 17.] et de rep. l. 2. c. 8. [p. 1263. 1. vs. 31.] ³ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 12. [p. 1136. 2. vs. 19.] ⁴ Joseph. l. 14. c. 8. ⁵ Herod. l. 6. [c. 106.] Lucian. Astrol. [ed. Bekk. vol. 2. p. 290. § 25.] ⁶ Hom. Il. [l. 12. vs. 248.]

Multa possim exempla referre eorum, qui istam in partem peccaverunt. Sed quid necesse est? Quis enim dubitat, quin pios se et humanos Hebraei arbitrarentur, quod non in Madianitas et Cananaeos ad internecionem saevirent¹? Cui ignota est Saulis in regem devictum perversa misericordia²? quam tamen ob rem et hic et illi reprehensi acriter et puniti sunt. Et ne hoc quidem nunc agitur, sed ne relinquuntur penes hostem vires, quibus innocentium in exitium utatur. Vere sane, vere summus ille doctor pietatis et morum³ culpae bellum ob incommoda, quae inde sequuntur, cujus generis et caedes et praedae sunt, *timidorum* esse dixit non *religiosorum*.

Hunc igitur terrorem animi tenebrasque necesse est

Non radii solis neque lucida tela diei

*Discussant, sed naturae species ratioque.*⁴

Proprie enim ista, ni fallor, poetae verba usurpabo, cum omnino ex ipsa naturae specie, non aliunde quaerendum sit, quantum aliis, quantum nobis debeamus. Ita fiet ut explorato⁵ belli ac potissimum praedae jure, omnis res ista patere cuivis possit, qui modo sensu communi non careat.

Argum. Id autem, de quo quaeritur, tale est. Cum ab anno usque 1595 missae ab Hollandis Zelandisque mercatoribus naves in diversas Indici Oceani insulas, ab imperio Lusitanorum liberatas, commerciorum gratia itassent, nautae multis suorum caedibus suisque damnis, quae per Lusitanorum calumnias aut emissarios eorundemque perfidiam et vim denique apertam atque armatam, cum ipsi tum sociae gentes pertulerant, ad ultionem tandem se composuere. Post aliquot edita utrinque hostilitatis exempla anno 1602 accidit, ut Jacobus Hemskerckius classi Amstelodamensi octo navium praefec-

¹ Num. 19. 31. Deut. 7. 2. ² Sam. 1. 15. Ambros. de off. l. 1. 1. citatur in c. est injusta. [Haec non leguntur in libro Ambrosii de officiis, verum in serm. 8. ad ps. 118. vs. 2. Vide annot. ad Decr. Grat. p. 2. 23. 4. 33.] ³ August. c. Faust. Manich. l. 22. c. 74. citatur in c. quid culpatur. [Decr. Grat. p. 2. 23. 1. 4.] ⁴ Lucret. l. 2. [vs. 58. sqq.]

tus in freto Cincapurano, quod alterum est eorum quibus discreta Taprobane Malaccam contra aspicit, navem Lusitanicam ejus generis, quas *caraccas* vocant, Catharinam nomine, onustam mercibus inque deditionem coactam, hominibus dimissis domum abduceret. Fecerant quidem et alii ac postea fecerunt haud multum discrepantia, sed quia istud factum multis nominibus nobilissimum est, vice omnium quaestioni subjicere placuit, ut quo examinato facile caetera judicentur.

Sed hunc mihi laborem aggredienti multiplex disputatio occurrat, non quo argumentum per se haud satis expeditum sit, sed dissimilitudine dubitantium, qui partim religione quadam adducti approbare praedam verentur, quasi minus jure partam atque legitimam: alii de jure non ambigunt, sed hoc metuere videntur, ne tali facto labem aliquam famae aspergant: deinde si qui sunt, qui nec aequitati causae diffidunt, nec ea ratione existimationem suam laedi posse existimant, aliquid tamen imaginantur, quo evenire possit ut hoc ipsum, quod in praesens utile et quaestuosum videtur, jacturam latentem et damnum secum trahat. Ita fit ut quotquot sunt disceptandi genera, quae apud oratores ¹ tractari solent, hic omnia concurrant. Nec enim hoc duntaxat, rectene an perverse factum sit, velut apud judicem agitandum est, sed in laudando aut vituperando, munere censoris, sumendae partes, et quia manet occasio, anne idem quod hactenus factum est, in posterum fieri expediat, consilium oportet dari. Prima igitur juris erit quaestio, quae caeterarum quodammodo praejudicialis est. Ad hanc autem illa naturae, quam dixi, ratio vel maxime pertinet. Nam illi quidem operam mihi ludere videntur, qui res non inter cives sed populos diversos gestas, idque non pace sed bello, ex scriptis duntaxat legibus dijudicant. Dionis ejus, qui eloquentiae merito Chrysostomus dicitur, nitidus est in hanc rem locus²: τῶν μὲν ἐγγράφων οὐδὲν ἐν τοῖς πολεμίοις ἰσχύει, τὰ δὲ ἔθνη φυλάττεται παρὰ πᾶσι, κἀν εἰς ἐσχάτην

¹ Quintil. Instit. orat. l. 3. c. 4. ² in orat. de mor. [p. 649. vs. 21.]

ἔχθραν προέλασσι. *Eorum sane quae scripta sunt nihil inter hostes valet; mores autem servantur ab omnibus, etiam cum ad extremum odii processerint.* Ubi mores idem sunt, quod apud Tullium ¹ *non scripta sed nata lex*, et apud Sophoclem ² ἄγραπτα κάσφαλῆ θεῶν νόμιμα, *non scripta quidem illa sed certa Deum jura.* Lactantius ³ vero etiam philosophos reprehendit, quod cum de officiis ad rem militarem pertinentibus disputant, eam non ad veram justitiam accommodant, sed ad vitam moremque civilem. Quos auctores si illi non legunt, at Baldum ⁴ suum audire debuerant, qui sapienter docuit inter eos, qui supremam imperii potestatem sibi vindicant, si quid inciderit contentionis, non alium dari judicem, quam naturalem rationem, bonorum atque malorum arbitram: quod et alii eruditiores ⁵ consciscunt. Nec longe abit vulgatum illud, intellectus penuria eum laborare, qui legem quaerat ubi naturalis suppetat ratio. Aliunde igitur quam ex legum Romanarum corpore petenda est praestabilis illa scientia, quam Cicero ⁶ dicit consistere in foederibus, pactionibus, conditionibus populorum regum exterarumque nationum, in omni denique belli jure ac pacis. Melius aliquanto illi et certius, qui ex sacris litteris ista malunt disceptari, nisi quod nudas plerumque historias aut jus civile Hebraeorum pro jure divino obtendunt. Nam quae passim ex omnium gentium annalibus alii collegerunt, ut ad rem illustrandam plurimum, ita ad dijudicandum aut nihil aut parum valent, cum fere idem saepius fiat, quod male fit. Veram igitur nobis viam munierunt veteres illi jurisconsulti, quorum nomina reveremur, qui saepissime artem civilem ad ipsos naturae fontes revocant ⁷. Quod et apud Tullium ⁸

¹ pro Mil. [c. 4, § 10.] ² Antig. [vs. 454.] ³ Instit. div. l. 6. c. 6. ⁴ in praef. ad Cod. ⁵ Vasq. Controv. illustr. c. 51. n. 29. ⁶ pro Balbo. [c. 6. § 15.] ⁷ in tit. de just. et jure. [D. 1. 1.] de acq. rer. dom. [D. 41. 1.] de acq. poss. [D. 41. 2.] et alibi passim, ut in l. proponebatur. ff. de judiciis. [D. 5. 1. 76.] et in l. rerum mixtura. ff. de usuc. [D. 41. 3. 30.] ⁸ de leg. 1. 1. [c. 5. § 17.]

est: dicit enim non a praetoris edicto, ut tunc plerique faciebant, neque a XII tabulis, ut superiores, sed penitus ex intima philosophia hauriendam juris disciplinam. In hoc igitur prima esse debet cura: nec parum tamen ad confirmandam fidem valet, si quod jam nobis naturali ratione persuasum est, sacra auctoritate comprobetur, aut idem videamus sapientibus quondam viris et laudatissimis nationibus placuisse. Ordo autem instituto hic convenit, ut initio quid *Ordo.* universim atque in genere verum sit videamus, idque ipsum contrahamus paulatim ad propositam facti speciem. Sed quemadmodum mathematici, priusquam ipsas demonstrationes aggrediantur, communes quasdam solent notiones, de quibus inter omnes facile constat praescribere, ut fixum aliquid sit, in quo retro desinat sequentium probatio, ita nos quo fundamentum positum habeamus, cui tuto superstruantur caetera, regulas quasdam et leges maxime generales indicabimus, velut anticipationes, quas non tam discere aliquis, quam reminisci debeat. Eam ad rem novitatis mihi, forte etiam prolixitatis venia oranda est. Lectorum itaque patientiam rogo, ut quod re ipsa comprobabitur, id nunc mihi in antecessum credant, si quod taedium creaverint principia, ut plerique existimabunt satis cognita, ut omnes altius repetita, hoc ipsum defluentium inde argumentorum certitudine compensatum iri. Etiam illud haud falso utique affirmaverim, quaestiones juris bellici, quae perturbatissimae hactenus fuerunt, etiamsi hic omnes expressae non erunt, ex iisdem tamen principiis et eadem docendi ratione expediri posse atque definiri. *Sequuntur dogmatica de jure praedae.*

CAPUT II.

PROLEGOMENA, IN QUIBUS REGULAE IX ET LEGES XIII.

Unde nobis principium, nisi ab ipso principio? Prima igitur esto regula, supra quam nihil: *Quod Deus se velle signi- Regula I.*

ficarit, id jus est. Haec sententia ipsam juris causam indicat ac merito primi principii loco ponitur¹ videturque jus a Jove dictum, unde et jurare et jusjurandum, Jovisjurandum: aut quia veteres quae nos jura dicimus, *jusa*², hoc est jussa dixerunt. Jubere autem potestatis est. Prima potestas in omnia Dei, ut artificis in opus et ut dignioris in minus dignum. Ausonius³: *Jus certa Dei mens.* Hoc est quod Orpheus et post Orpheae veteres poetae omnes⁴ senserunt, cum dicerent Jovis adseorsos esse Themis et Dicens, unde recte Anaxarchus colligebat non tam ob id Deum aliquid velle, quia justum est, quam justum esse, quia Deus vult: etsi ille eo dicto abutebatur. Plutarchus⁵ autem paulo subtilius non tam Deas illas vult Jovi adsidere, quam *Jovem ipsum et Themis esse et Justitiam et legum omnium antiquissimam atque perfectissimam*; quae et Chrysippi fuit sententia⁶ dicentis *legis perpetuae et aeternae vim, quae quasi dux vitae et magistra officiorum sit, Jovem dici.* Dei voluntas non oraculis tantum et extraordinariis significationibus, sed vel maxime ex creantis intentione apparet. Inde enim *jus naturae* est⁷. Optime igitur Cicero⁸ cognitionem rerum caelestium etiam ad justitiam prodesse vult, *cum cognitum habeas, quod sit summi rectoris et domini numen, quod consilium, quae voluntas; cujus ad naturam apta ratio vera illa et summa lex a philosophis dicitur.* Huc et illud⁹ pertinet:

dixitque semel nascentibus auctor

Quidquid scire licet.

Et quem modo dicebam Chrysippus¹⁰: οὐ γὰρ ἔστιν εὐρεῖν τῆς δικαιοσύνης ἄλλην ἀρχὴν οὐδ' ἄλλην γένεσιν, ἢ τὴν ἐκ τοῦ Διὸς καὶ

¹ Thom. 1. 2. q. 93. art. 1. ² Fest. [ap. Paul. Diac. de verb. sign. 1. 9.]
³ Monosyll. [in pr. vs. 13.] ⁴ Hes. Theog. [vs. 901. sqq.] Plato de leg. 1. 4. [p. 716. a.] Demosth. c. Aristog. [p. 772.] Them. orat. 6 [p. 79. c.] Amm. Marc. Hist. 1. 21. [c. 1. med.] Pind. Olymp. 8. [vs. 28.] Plut. Alex. [p. 695 a.] ⁵ Plut. de doct. princ. [p. 781. a. et b.] ⁶ Cic. de nat. Deor. 1. 1. [c. 15. § 40.] ⁷ Inst. de jure nat. § pen. [I. 1. 2. § 11.] ⁸ de fin. 1. 4. [c. 5. § 11.] ⁹ Lucan. Phars. 1. 9. [vs. 575.] ¹⁰ [ap. Plut. Moral. p. 1035. c.]

τὴν ἐκ τῆς κοινῆς φύσεως. *Non potest aliud reperiri justitiae principium origone alia, quam a Deo et a communi natura.*

Cum igitur res conditas Deus esse fecerit et esse voluerit, proprietates quasdam naturales singulis indidit, quibus ipsum illud esse conservaretur et quibus ad bonum suum unumquodque, velut ex prima originis lege, duceretur ¹. Unde principium totius naturalis ordinis recte poetae et philosophi veteres ² *amorem* statuerunt, cujus prima vis primaque actio reciproca est in se ipsum. Qua ratione culpandum non est quod secutus Academicos Horatius ³ *utilitatem justii et aequi prope matrem* dixit. Omnis enim natura, ut plurimis locis Cicero inculcat, diligens est sui seque salvam ac beatam vult, idque non in hominibus solis videre est sed in bestiis etiam, imo et in rebus inanimis. Hic enim est ille verus et divinus sui amor ⁴, omni ex parte laudabilis. Quae enim in vitiis ponitur *φιλαυτία*, hoc est *nimum sui studium*, istius amoris excessus est. Recte autem Socrates cum apud Xenophontem ⁵ tum apud Platonem ⁶ atque etiam Diogenes ⁷ justitiam virtutem statuunt, quae nos utiles facit cum aliis tum nobis ipsis. Quippe hominem justum nullo modo sibi ipsi suarumve partium ulli facturum injuriam, causamve sibi futurum doloris aut incommodi. Quod egregie Plutarchus ⁸ adjuncta comparatione explicat, cum negat oleo similem esse justitiam, quod a medicis dicitur exterioribus corporis prodesse, nocere interioribus: justo enim summam sui esse curam. Alii ⁹ qui nomina subtilius distinguunt, non tam justitiae hoc opus esse volunt, quam caritatis, ad quam nos natura

¹ Cic. de fin. l. 4. [c. 10. § 25.] et Acad. l. 1. ² Plato in conv. ex Hes. et Parm. [p. 178. b.] ³ Sat. l. 1. 3. [vs. 98.] ⁴ Arist. de mor. ad Nicom. l. 9. c. 4. et 8. [p. 1166. l. vs. 17. et p. 1169. l. vs. 17.] de rep. l. 2. c. 5. [p. 1263. l. vs. 41. sqq.] Castr. ad § jus gentium. l. 1. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. § 4.] ⁵ Comment. l. 4. [c. 4.] ⁶ de rep. l. 1. [p. 353. e.] ⁷ ap. Stob. in floril. l. 9. [n. 49.] ⁸ Plut. Cat. [p. 354. d.] ⁹ Thom. 1. 2. q. 77. art. 4. in resp. Sen. de benef. l. 5. c. 9.

astringat, illud interim fatentes, in rebus humanis primam esse hominis adversus se ipsum officii rationem. Officium autem omne est, ut philosophi loquuntur, *περὶ τὰ πῶς ἔχοντα πρὸς ἡμᾶς*, hoc est, *quae certo modo ad nos referuntur*. Sunt autem haec duplicia, alia enim boni, alia mali ad nos rationem habent: quod et affectiones indicant duae, quas non homini soli sed animantibus cunctis natura indidit, fuga et appetitus. Id autem officium, de quo hic nobis agendum est, non ad cuncta bona malaque pertinet, sed ad ea duntaxat, quae homines hominibus aut conferre aut adimere possunt, tam actiones externas quam res ipsas. Nam praeter haec nihil venire potest in eam comparisonem, qua illud quaeritur, quantum homo sibi, quantumque alteri debeat. Haec autem bona malaque in summa duorum sunt generum. Prioris digniorisque ordinis sunt ea quae corpus ipsum attingunt, ut in malorum censu mors et huic affinis membrorum mutilatio et morbi; in bonorum vita cum integritate corporis et bona valetudine. Secundae classis quae sunt, ea ad res pertinent extra nos positas, nobis tamen utiles aut inutiles, tristes aut jucundas: quales sunt hinc honor, divitiae, voluptas; inde infamia, paupertas, dolor. Quare Plato ¹ cum dicit versari justitiam *περὶ σώματος θεραπείων ἢ περὶ χρημάτων κτήσιν*, circa corporis curam videlicet et rerum possessionem, rerum nomine etiam facta comprehendit. Ex hac igitur conjugatione emergunt leges juris naturalis duae.

Lex I. Prior: *Vitam tueri et declinare nocitura liceat* ². Altera:

Lex II. *Adjungere sibi quae ad vivendum sunt utilia eaque retinere liceat*; quod quidem cum Tullio ³ ita interpretabimur: *concessum, sibi quisque ut malit, quod ad vitae usum pertineat, quam alteri acquiri, id fieri non repugnante natura*. Nemo denique fuit in ulla secta philosophorum, qui de finibus disputaturus non has leges ut certissimas ante caetera poneret ⁴.

¹ de rep. l. 3. ² Cic. de off. l. 1. [c. 4. § 11.] de fin. l. 4. [c. 7. § 16.] et l. 5. [c. 9. § 24.] pro Mil. [c. 4. § 10.] ³ de off. l. 3. [c. 5. § 22.] ⁴ Cic. de fin. l. 3. [c. 6. § 20.] et passim.

Hac enim de re et Stoicis et Epicureis et Peripateticis convenit; ne Academicus quidem videntur dubitasse. Quatenus autem corpore constamus, alia nobis corpora naturaliter aut prodesse possunt, aut nocere. Et sic lex illa prior exercetur repulsione corporis a corpore, posterior applicatione corporis ad corpus. Cui usui data animantibus membra et nobis pedes ac manus, quae tum propulsationis, tum applicationis ministerio fungerentur. Applicatio ea Dei donatione est: nam qui animantibus ut essent dedit, idem dedit ad hanc rem necessaria. Necessaria autem sunt alia ut quid sit, alia ut cui bene sit: incolumitatis et commoditatis dicere possumus. Omnino autem viliora praestantium usibus concessa, ut plantae herbaeque bestiae, bestiae et res in universum omnes homini¹, ut qui dignitate rebus omnibus conditis praecellat. Cum autem Deus ista humano generi, non hominibus singulis donaverit², nec tamen ad usus converti possint nisi privatim occupando, necesse fuit eo deveniri ut suum cuique fieret, quod esset apprehensum, τὸ ἐσφτερισμένον. Apprehensio haec possessio Possessio.
Dominium dicitur, unde usus et mox dominium secutum est³. At vero non satis conservationi operum suorum provisum Deus credidit, si suam duntaxat incolumitatem cuique commendaret⁴, nisi et rem alteram alterius commodis vellet consulere, ut cuncta inter se velut aeterno foedere consentirent. Seneca: *alteri vivas oportet, si vis tibi vivere*. Duplex itaque est amor, sui et alterius, quorum ille cupidinis, hic amicitiae dicitur⁵. Hujus autem aliqua etiam in rebus inanimis species observatur, in brutis animantibus clarior, in homine vero luculentissima, ut cui praeter communes cum caeteris affectiones peculiariter concessa sit ratio illa imperatrix: cui scilicet ab ipso Deo prin-

¹ Gen. 1. in fine. Cic. de off. l. 1. [c. 4. § 11.] l. in pecudum. ff. de usuris. [D. 22. 1. 28.] Arist. de rep. l. 1. c. 8. [p. 1256. 2. vs. 16.] ² Cic. de leg. l. 1. [c. 8. § 25.] ³ l. 1. § 1. ff. de acq. poss. [D. 41. 2.] Vide infra c. 12. ad probl. 13. ⁴ Plato Lys. [p. 207. c.] ⁵ Thom. 1. 2. q. 26. art. 4.

cipium, qui mentis suae imaginem homini impressit, quod Epicharmi versu ¹ notatur:

ὁ δὲ γε τᾶνθρώπου λόγος πέφυκ' ἀπὸ τοῦ θείου λόγου.

Nam Dei a ratione ratio nascitur mortalium.

Est quidem ista ratio nostro vitio obnubilata plurimum, non ita tamen, quin conspicua restent semina divinae lucis, quae in consensu gentium maxime apparent. Cum enim malum falsumque sit natura sui quodammodo infinitum ² atque insuper sibi repugnans, concordia universalis nisi ad bonum et verum esse non potest. Placuit autem plerisque hunc ip-

*Jus gent.
prim.*

sum consensum jus naturae secundarium, seu jus gentium primarium appellare: cujus legem Cicero ³ nihil aliud esse ait, nisi *rectam et a numine Deorum tractam rationem*, qui et alibi: *omni in re consensus omnium gentium lex naturae putanda est*. Vidit hoc Heraclitus ⁴, qui cum duos poneret λόγους, τὸν ξυὸν καὶ τὸν ἴδιον, *communem scilicet propriamque rationem*, sive *sensum*, illum esse vult veritatis κριτήριον et quasi *judicem*, τὰ γὰρ κοινῇ φαινόμενα πιστά, *fida enim esse quae communiter ita viderentur*. Deinde adjicit, τρέφονται πάντες οἱ ἀνθρώπινοι νόμοι ὑπὸ ἐνὸς τοῦ θείου. *Leges mortalium omnes ab una divina foventur* ⁵. Et sic regula

Regula II. secunda a priori derivatur: *Quod consensus hominum velle cunctos significaverit, id jus est*. Maxime autem in eo consentitur, aliena nobis commoda curanda esse, quia id fere homini proprium est: unde Senecae ⁶ sapientia *bonum* dicitur *et suum et alienum*. Hinc illa justitia proprie dicta incipit, quam Aristoteles ⁷ aliique *circa bonum alienum versari tradi-*

¹ [ap. Clem. Alex. Strom. I. 6. p. 719.] ² Arist. de mor. ad Nicom. I 2. c. 5. [p. 1106. 2. vs. 29.] et I. 9. c. 4. [p. 1166. 1. vs. 13.] et c. 6. [p. 1167. 2. vs. 4.] Cic. de nat. Deor. I. 1. Thom. I. 2. q. 93. art. 3. ³ Phil. II. [c. 12. § 28.] Tusc. I. 1. [c. 13. § 30.] ⁴ ap. Sext. Philos. [Bekk. p. 219. § 131—135.] ⁵ de leg. I. 1. [c. 7. § 22. sq.] ⁶ Epist. 86. ⁷ de mor. ad Nicom. I. 5. c. 3. [p. 1129. 2. vs. 13.]

derunt, Cicero ¹ et Apuleius ² *foras spectare* dicunt: de qua praeclare Hesiodus ³:

τόνδε γὰρ ἀνθρώποισι νόμον διέταξε Κρονίων,
 ἰχθύσι μὲν καὶ θηρῶν καὶ οἰωνοῖς πετεηνοῖς
 ἐσθήμεν ἀλλήλους, ἐπεὶ οὐ δίκη ἐστὶ μετ' αὐτῶν,
 ἀνθρώποισι δ' ἔδωκε δίκην, ἣ πολλὸν ἀρίστη.

Humano generi nam lex datur ab Jove summo.

Quippe ferae, pisces, avium genus altivolantum

Mutua se vertunt in pabula, juris egentes:

Justitia at nobis, quae res est optima, cessit.

Seneca ⁴: *ut omnia inter se membra consentiunt, quia singula servari totius interest, ita homines singulis parcent, quia ad coetum geniti sumus. Salva autem esse societas, nisi amore et custodia partium non potest.* Idem ⁵ alibi: *Securitas securitate mutua paciscenda est.* Haec est illa hominum inter se cognatio, illa mundi civitas, quam tot tantisque praeconiis veteres philosophi nobis commendant, praesertim Stoici, quorum sententiam etiam Cicero ⁶ exsequitur: ex qua et illud est Florentini ⁷: *cum cognationem quandam inter nos natura constituerit, consequens esse ut hominem homini insidiari nefas sit*; quod ille ⁸ optime ad jus gentium refert. Unde apparet quam non recte magistri ignorantiae Academici contra justitiam disputaverint, eam quae natura est ad utilitatem duntaxat suam ducere, civilem vero non ex natura esse, sed ex opinione. Hanc enim mediam justitiam, quae humano generi propria est, omittebant ⁹.

Ex regula igitur prima et secunda leges duae procedunt de bono alieno, quae prioribus de bono suo respondent, easque justo limite circumscribunt ¹⁰. Una: *Ne quis alterum laedat*; *Lex III.*

¹ de rep. l. 2. [ap. Nonium in v. Projectnm.] ² de philos. Plat. [vol. 2. Oudendorpii. p. 229.] ³ Op. et D. [vs. 276. sqq.] ⁴ de ira l. 2. c. 31. ⁵ de clem. l. 1. c. 19. ⁶ Cic. de leg. l. 1. [c. 7. § 23.] ⁷ l. ut vim. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 3.] ⁸ Cic. de rep. l. 3. [c. 19. et 20.] Lact. Instit. div. l. 5. c. 15. 17. 18. ⁹ Lact. d. c. 18. ¹⁰ Cic. de off. l. 1. [c. 7. § 20. sq.] Inst. de just. et jure. § juris praecepta. [l. 1. 1. 3.]

Lex IV. altera: Ne quis occupet alteri occupata. Haec lex abstinentiae, illa innocentiae est: inde vitae securitas oritur, hinc dominiorum distinctio, celeberrimumque illud *Meum et Tuum*¹. Et hoc est illud, quo veteres² respexerunt, cum Cererem legiferam ejusque sacra Thesmophoria dixere, jura ex agrorum divisione inventa significantes. Ratio posterioris legis apud Quintilianum³ est: *Si haec conditio est, ut quidquid in usum hominis cessit proprium sit habentis, profecto quidquid jure possidetur injuria aufertur.* Hac velut fiducia inita est hominum societas, ad quam homo ex instituto Creatoris magis quam caetera animantia ferebatur⁴. Hinc τὰ ξυμβόλαια, hoc est *mutuae actiones passionisque natae sunt, et boni malique, sui et alieni mixtura: hinc illud ut homo homini Deus, homo homini lupus diceretur.* Quare justitia illa desideratur quae proprie ἀρετὴ κοινωνική⁵, *virtus socialis*, dicitur. Bonum autem, quod justitia haec socialis respicit, aequalitatem, ἰσονομίαν, malum inaequalitatem, πλεονεξίαν, appellamus. Nam sicut in rerum natura id bonum est, quod quam maxime potest *unum* est, ita in omni societate. Unum autem est primum quidem *idem*, secundo autem loco *tantumdem*. Quare ubi illud haberi non potest hoc succedit. Tantumdem autem duplex est, numeri et proportionis; sicut viginti quindecim et decem quinque pari numero superant, quinario scilicet, at viginti decem et decem quinque pari proportione, dimidio nimirum sui. Numerus tantum partes inter se componit, proportio partes ad totum refert. Itaque hi quibus alicujus totius praeuratio convenit, justitia utuntur proportionali, quae et assignatrix dici potest. Hac paterfamilias domesticis suis, pro diversa aetatum ac conditionum ratione, dimensum pensumque assignat. Hac Deus ipse universum ordinat, quem non alio sensu Plato

¹ l. ex hoc jure. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] ² Macrob. Sat. 3. c. 12.

³ Declam. 13. [in ed. L. B. a. 1665. p. 188.] ⁴ Arist. de rep. l. 1. c. 2. [p. 1253. 1. vs. 7.] ⁵ A rist. de rep. l. 3. c. 13. [p. 1293. 3. vs. 38.]

Geometram dixit, quam quia jus et aequum proportione quadam administrat ¹, ut ipse in Gorgia interpretatur: geometrae enim finis est omnia ad aequalitatem reducere. Altera autem justitia, quam nunc compensatricem placet dicere, non in communibus sed in propriis cujusque versatur, ideoque partes ad totum non refert, hoc est res et actiones seposito personarum respectu examinat. Opus ejus duplex, circa bonum quidem, servare; circa malum autem, sanare. Et leges igitur duae: una, *Malefacta corrigenda*: Lex V. altera, *Benefacta repensanda*: Graece ἀντιπροσώτων. Namque haec partium inter se relatio velut mixta est ex relatione reciproca, quae primi ordinis leges constituit, et foras prominente, quae secundi: ipsa vero mutua et alterna est: unde nascitur talio, τὸ ἀντιπεπονθός, *restitutio* scholasticis, opus justitiae compensatricis. Per hanc et qui plus habet alterius benefacto, id ipsum benefactori minus habenti reddit, et qui minus habet alterius malefacto, id ipsum a malefactore plus habente recipit. Unde sequitur obligationum genera esse duo, philosophis ² ἐκούσιον καὶ ἀκούσιον, *voluntariam* et *nec voluntariam*, jurisprudentibus ³ *ex contractu* et *delicto*. Utrovis modo, qui plus habet, debitor, qui minus, creditor dicitur, tantumdemque alteri superest, quantum alteri deest ⁴: quod si illi demtum huic additur, ea vera justitia est. Haec postulat rem reddi tam in furto quam in commodato, utque ex emto pretium, ex locato mercedem pendi, ita damnum datum exsolvi, pro injuria satisfieri. Fit autem nonnumquam, ut ea quae sunt partium propria ad totum, non tamen ut totum, dirigantur: neque tum personarum merita, sed rerum aut actionum valor expendi debet. Hinc praemia poenaeque descendunt. Nam et

¹ v. Plut. conv. l. 8. c. 2. [p. 719. b. et c.] ² Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 5. [p. 1131. i. vs. 2.] ³ l. i. ff de oblig. [D. 44. 7. 1.] ⁴ Arist. d. l. 5. 6. et seq. [p. 1130. i. vs. 9. seqq.]

adversus eum, qui beneficium sibi praestitit, grata esse universitas debet, sicut rerum utilium repertoires ab humano genere laudem gloriamque retulerunt; et contra satisfacere pro injuria debent, non minus qui omnibus eam, quam qui uni intulerunt. Pertinet autem ad omnes quodammodo injuria etiam uni illata, ob exemplum maxime, sicut corporis interest membra habere sana, praecipue ob contagium. Sed cum poena noxia sit ei, cui infertur, mirum videri potest, justitiam, quae pro cunctis sollicita est, ad malum cujusquam ferri. Quod ut intelligatur, notandum est numquam ullam artem malum sibi ut finem proponere, interdum tamen ut re interjecta uti, sine qua ad bonum veniri non potest, idque duntaxat ex necessitate. Numquam aegrum dolore afficiet medicus, nisi cum ratio valetudinis hoc exigit, neque partes ullas abscondet, nisi cum interest corporis. Ita dolor et mutilatio, quae per se mala erant, incipiunt bona esse, quia ducunt ad bonum majus, quam cui opposita ipsa fuerant mala. Ut similitudo sit clarior, qua philosophi in hoc argumento saepissime utuntur, distinguenda sunt poenarum genera. Ea notavit Gellius ¹ apud Taurum tria esse, apud Platonem duo. Sed Taurus adjunxit *τιμωριαν*, *satisfactionem*, quae proprie est inter singulos. Duo igitur relinquuntur ad universitatem pertinentia, prius est *castigatio*, Tauro *νοθεσία*, *κόλασις*, *παράνεισις*, Platoni ² etiam *εὐθύνη*, quae ipsum quem punit emendare conatur et humanitati utiliore reddere est, quae velut *θεραπευτικὸς τρόπος*, *sanandi ratio*, quae fit per contraria, ut Aristoteles ³ explicat. Alterum est *παράδειγμα*, hoc est *exemplum*, quod poenae similis metu alios a peccando deterret, quasi *προφυλακτικὸς τρόπος*, *praecavendi ratio*. Illi propositum est unum emendare, huic extra unum alios omnes. Ex his duobus sequitur et tertium, securitas omni-

¹ l. 6. c. 14. Plato Gorg. [p. 525. a. b.] ² Protag. [p. 326. e.] ³ Arist. de mor. ad Nicom. l. 2. c. 2. [p. 1104. 2. vs. 16. sqq.]

um: quia necesse est, si omnes bene faciant, neminem male pati. Hi sunt tres fines, quos Seneca ¹ dicit legem secutam in vindicandis injuriis: qui plerumque concurrunt, ita quidem ut Platonici ² etiam ultima supplicia nocentibus prodesse quodammodo velint, quando deploratis ingeniis non aliud remedium sit. Verissimum igitur esse apparet Platonis ³ illud, οὐ γὰρ ἐπὶ κακῶ δίκη γλυνεται οὐδέμια, *propter malum nulla fit juris animadversio*. Quod Scholastici ⁴ dixerant, *non debere in malo cujusquam conquiescere ulciscantis animus*. Qui recte ulciscitur, doctore Seneca ⁵, poenam exigit, *non ipsius poenae avidus, sed quia oportet: non quasi dulce sit vindicari, sed quasi utile: non irascitur, sed cavet: non praeterita intuetur, quae revocari non possunt, sed futura, quae possunt prohiberi*, et ut Plato ⁶ dixerat non ideo punit, quia peccatum est, sed ne peccetur. Et haec quidem de poenis, parte adeo necessaria, ut fuerint ⁷ qui justitiam describerent τιμωρίας ἀπαίτησιν παρὰ τῶν προηδικηκότων, *poenae exactionem ab his, qui priores injuriam fecerunt*. Huc pertinent illae juris sententiae: *Non debere male facta esse impunita: non indulgendum malitiae hominum*, et alia ejus generis. Lex autem altera de benefactis compensandis non minus manifestam habet aequitatem. Xenophon ⁸: τί δέ; τοὺς εὖ ποιοῦντας ἀντενεργετέιν οὐ πανταχοῦ νόμιμόν ἐστι; νόμιμον, ἔφη. *Quid? his qui bene meriti de nobis sunt bene vicissim facere, nonne jus ubique terrarum est? Est sane, inquit*. Et jurisconsulti ⁹ πρὸς ἀντίδωρα, *ad remunerandum*, naturalem esse volunt obligationem et natura iniquum esse, ut locupletetur quisquam aliena jactura et suum alicui beneficium damnosum sit: Seneca ¹⁰:

¹ de clem. l. 1. c. 22. ² Plato de rep. l. 3. [p. 410. a.] Apul. de phil. Plat. [vol. 2. p. 245.] Sen. de ira l. 1. c. 5. ³ de leg. l. 9. [p. 854. d.] ⁴ Thom. 2. 2. q. 108. Silv. in v. Vindicta. ⁵ de ira. l. 1. c. 9. l. 2. c. 32. d. l. c. 31. l. 1. c. 16. ⁶ Prot. [p. 324. b.] ⁷ Hierax ap. Stob. [in floril. l. 9. n. 58. in fine.] ⁸ Comm. l. 4. [c. 4. § 24.] ⁹ l. sed etsi lege. §. consuluit. ff. de pet. haer. [D. 5. 3. 25. § 11.] ¹⁰ de benef. l. 3. c. 14.

Aequissima vox est et jus gentium prae se ferens, Redde quod debes. Sed cum bonorum commutatio, ut diximus, sit voluntaria, mensura hujus crediti est creditoris voluntas. Bonum enim aliud simpliciter dicitur, aliud quod alicui bonum est et ut rectissime Aristoteles ¹ exponit: ὅσα περι ἕκαστον νόῳ ἀποδίδωσιν ἕκαστῳ, τοῦτ' ἐστὶν ἕκαστῳ ἀγαθόν. *Quod de re unaquaque mens dictaverit, id unicuique bonum est.* Fecit enim Deus hominem αὐτῆξούσιον, *liberum sui que juris*, ita ut actiones uniuscujusque et rerum suarum usus ipsius, non alieno arbitrio subjacerent, idemque gentium omnium consensu approbatur. Quid enim est aliud naturalis illa libertas, quam id quod cuique libitum est faciendi facultas ²? Et quod *Libertas* in actionibus idem est *Dominium* in rebus ³. Unde illud: *Suae quisque rei moderator et arbiter* ⁴. Potest autem mutari voluntas, sed non in fraudem alterius ⁵, ne scilicet credulitatem cujusquam lucremur ⁶, quae nobis utilis aut jucunda, ipsi fere damnosa sit. Nam etiamsi aliud non adsit incommodum, tamen opinione falli malum est: quod Plato ⁷ dixit: τὸ ἐψεῦσθαι τῆς ἀληθείας κακόν. Hujus autem mali justus nemo alteri causam dabit. Hinc illa fidei regula, *Quod se quisque velle significaverit, id in eum jus est* ⁸, cum qua consentit dictum vetus, volenti non fieri injuriam ⁹ et quod traditum est, aequitati naturali et fidei humanae nihil tam congruum esse, quam ea quae inter quosque placuerunt servari ¹⁰, et Ciceronis ¹¹, *fidem esse justitiae fundamentum.* Voluntatis autem significatio alia

Libertas
^{et}
Dominium.

Regula III.

¹ Rhet. l. 1. c. 6. [p. 1362. 1. vs. 24.] et de mor. ad Nicom. l. 3. c. 6. [p. 1113. 1. vs. 17]. Adde Apul. de phil. Plat. [vol. 2. p. 229.] ² Inst. de jure pers. §. 1. [l. 1. 3.] Arist. de rep. l. 6. c. 2. [p. 1317. 2. vs. 10.] ³ Vide Vasquium. Controv. ill. l. 1. c. 17. Arist. Rhet. [p. 1361. 1. vs. 19. sqq.] ⁴ l. in mandatis. C. mandati. [C. 4. 35. 21.] ⁵ v. l. si pignore. ff. de furtis. [D. 47. 2. 54.] ⁶ Plato de rep. l. 2. [p. 382. b.] ⁷ de rep. l. 3. [p. 413. a.] ⁸ Plato de leg. l. 11. [p. 920. d.] Ps. 12. ⁹ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 11. in fine. [p. 1136. 2. vs. 13.] l. in diem. ff. de aqua et aqua publ. [D. 39. 3. 9.] ¹⁰ l. 1. in pr. ff. de pactis. [D. 2. 12.] §. per traditionem. vs. nihil. Inst. de rer. div. [l. 2. 1. §. 40.] l. 1. ff. de const. pec. [D. 13. 5. 1.] ¹¹ Cic. de off. l. 1. [c. 7. §. 23.]

tacita, alia expressa est. Tacita ex signo qualicunque. Expressa ex eo signo, quod singulariter homini Deus eum in usum dedit, sermone scilicet ¹: quod sanctum adeo et inviolabile habetur ad communicanda bona et hominum inter se voluntates instrumentum, ut omnium consensu nullum gravius habeatur opprobrium mendacio ². Et ista pactorum origo est, quae conjungenda est, ut dixi, cum lege sexta, quam respiciens Simonides justitiam definivit, *verum dicere et acceptum reddere* ³. Et Platonici saepe justitiam ἀλήθειαν vocant, *Fidelitatem* transtulit Apulejus ⁴. His ita constitutis cum accideret ut multi, quae hominum quorundam ex corrupto ingenio malitia est, aut obligationibus non satisfacerent aut etiam fortunas alienas ipsamque vitam impeterent, idque plurimum impune ferrent, quia parati improvidos aut multi singulos adoriebantur, novo remedio opus fuit, ne humanae societatis leges invalidae destituerentur ⁵, excrescente praesertim in eam multitudinem hominum numero, ut longissimis discreti spatii benefaciendi inter se occasiones amitterent. Minores igitur societates unum in locum homines colligere coeperunt, non quo illam, quae cunctis hominibus intercedit, tollerent, sed ut eam certiori praesidio immunirent: simul etiam, ut multa, quae humanae vitae usus postulat, distincta multorum opera commodius conferrentur. Quippe, ut significanter inquit Plinius ⁶, *discretis quidem bonis omnium, sua cujusque ad singulos mala, sociatis autem atque permixtis, singulorum mala ad neminem, ad omnes omnium bona pertinent.* Et in hac re, ut in aliis omnibus, humana industria naturam imitata est, quae universi conservationem foedere quodam rerum omnium firmavit. Haec igitur minor societas consensu quodam contracta

Pacta.

¹ Arist. de rep. l. 1. c. 2. [p. 1253. 1. vs. 14.] l. Labeo. §. 2. ff. de sup. leg. [D. 33. 10. 7.] l. non figura. ff. de obl. et act. [D. 44. 7. 38.] Thom. 2. 2. q. 109. art. 3. ² Rom. 1. 31. ³ Plato de rep. l. 1. [p. 331. d. e.] ⁴ de Plat. [vol. 2. p. 229.] ⁵ v. Plat. Polit. [passim.] et de rep. l. 2. [p. 369. b. c.] ⁶ Panegyrico. [c. 32. §. 3.]

boni communis gratia ¹, i. e. ad se tuendam mutua ope et acquirenda pariter ea, quae ad vivendum necessaria sunt sufficiens multitudo, *respublica* dicitur et singuli in ea *cives*.

*Respublica
et cives.*

Initium huic ordini a Deo principe, qui omnem hunc mundum regit, cui nihil quod quidem in terris fiat esse acceptius philosophi ² prodiderunt, quam concilia coetusque hominum, quae civitates appellantur. Hanc legem, hoc jus, ut inquit Tullius ³, *Juppiter ipse sanxit, ut omnia quae reipublicae salutaria essent legitima et justa haberentur*. In hoc omnes fere gentes consentiunt, quae totum per orbem in tales conventus distributae conspiciuntur, ita ut vix hominum nomine digni videantur, qui ab isto instituto abhorrent, quare omnium probrorum quasi extremum est illud ⁴:

ἀφρήτωρ, ἀδέμιστος, ἀνόστιος.

Ille exlex, cui nulla tribus nullique penates.

Accessit communi naturae humanae iudicio singulorum voluntas, quae aut pactis conventis ut initio, aut tacita significatione ut postea demonstrata est, nimirum cum se quisque ad corpus jam constitutae reipublicae aggregaret ⁵: Quia cum unum et permanens corpus sit ex instituto rationis *respublica*, etsi partibus discreta, uno jure censi tota debet ⁶. In hac autem universitate, quae magnae illius velut quoddam compendium est, opera illa utriusque justitiae multo clarius apparent. Nam *assignatrix* possessiones publicas pro dignitate cujusque dominis adscribit et officia oneraque in cives pro viribus dispertit, *compensatrix* vero non tantum inter singulos aequalitatem tuetur, sed et bene de patria meritos honore et praemiis remuneratur et in commune nocentibus ad poenas utitur. Quomodo autem quae in singulos fiunt ad cunctos pertineant eadem docet, cum praeter triumphos

¹ Vide Apul. de phil. Plat. [vol. 2. p. 255.] Cic. de rep. l. 3. [in fragm. § 50.]

² Cic. Somn. Scip. [de rep. l. 6. c. 13. § 13.] ³ Phil. 11. [c. 12. § 28.]

⁴ Hom. [Il. 9. vs. 63.] ⁵ Thom. 2. 2. q. 98. art. 4. Vasq. c. 28. n. 18. ⁶ I. proponeretur. ff. de jud. [D. 5. 1. 76.] l. rerum mixtura. ff. de usucap. [D. 41. 3. 30.]

etiam coronas civicas donat nec intra majestatis reos publica judicia coercet, sed homicidas quoque et falsarios et id genus fontes ad supplicia deposcit. Et ista quidem cum ejus societatis, quae a natura instituta est, jure satis conveniunt. Peculiares autem civilis foederis leges, ex tribus regulis dimanantes, ultra eas quas dictavimus leges in hunc modum videntur procedere. Una: *Ut singuli cives caeteros tum universos,* Lex VII.
*tum singulos non modo non laederent, verum etiam tuerentur*¹. Altera: *Ut cives non modo alter alteri privatim aut in* Lex VIII.
commune possessa non eriperent, verum etiam singuli tum quae singulis, tum quae universis necessaria conferrent. Ex priore βοηθούς, ex posteriore κοινωνούς Plato² cives appellat, h. e. *auxiliares inter se atque participes*. Spectant itaque hae leges bonum quidem commune, non tamen ut diversorum, sicut leges tertii ordinis, sed ut unius atque adeo ut suum. Quamquam igitur ordo legum primo loco et deinceps positaram ostenderit bonum suum prius esse alieno³, h. e. ita natura comparatum, sibi ut quisque melius esse velit quam alteri, quo et illa spectant, *Proximus egomet mihi*, γόνυ κνήμης ἔγγιον, *tunica pallio propior*, tamen ubi quaeritur de bono singulorum et de bono omnium, quorum utrumque recte *bonum suum*⁴ dicitur, si quidem et omnes unum sunt aliquid, bonum illud omnium potius esse debet, quatenus ei scilicet et bonum inest singulorum⁵, non aliter atque merces nisi nave servata salvae esse nequeunt: Hierocles⁶: *χρὴ τὸ κοινὸν τοῦ κατ' ἰδίαν μὴ χωρίζειν ἀλλ' ἐν ἡγεῖσθαι καὶ ταύτων. τό τε γὰρ τῇ πατρίδι συμφέρον κοινόν ἐστι καὶ τῶν κατὰ μέρος ἐκάστω. Non oportet publicum a privato separare: quod enim patriae utile est, idem singulis etiam partibus commune est.* Hoc ipsum cur et quatenus bonum privatum publico subjaceat ex Periclis

¹ Arist. de rep. l. 3. c. 9. [p. 1280. 2. vs. 29.] ² de rep. l. 2. [p. 369. c.]
³ Arist. de mor. ad Nicom. l. 9. c. 8. [p. 1168. 2. vs. 6.] ⁴ l. pupillus. § ult. ff. de verb. sign. [D. 50. 16. 239.] ⁵ Thom. 2. 2. q. 26. art. 4. ad 3. Authent. res quae. C. comm. de leg. [C. 6. 43. ad l. 3.] ⁶ [ap. Stob. in floril. l. 39. n. 35.]

apud Thucydidem ¹ concione intelligi potest. Sunt enim haec verba: ἐγὼ γὰρ ἠγοῦμαι πάλιν πλείω ξύμπασαν ὀρθουμένην ἀφελεῖν τοὺς ἰδιώτας, ἢ καθ' ἕκαστον τῶν πολιτῶν εὐπραγοῦσαν, ἀβρῶαν δὲ σφαλλομένην. καλῶς μὲν γὰρ φερόμενος ἀνὴρ τὸ καθ' ἑαυτὸν διαφθειρομένης τῆς πατρίδος οὐδὲν ἤσσειν ξυναπόλλυται, κακοτυχῶν δὲ ἐν εὐτυχούσῃ πολλῶ μᾶλλον διασώζεται. ὁπότε οὖν πόλις μὲν τὰς ἰδίας ξυμφορὰς οἶα τε φέρειν, εἰς δὲ ἕκαστος τὰς ἐκείνης ἀδύνατος, πῶς οὐ χρὴ πάντα ἀμύνειν αὐτῇ καὶ μὴ ὃ νῦν ὑμεῖς δρᾶτε, ταῖς κατ' οἶκον κακοπραγίαις ἐκπεπληγμένοι τοῦ κοινοῦ τῆς σωτηρίας ἀφίσθε. I. e. *Ita enim existimo, etiam singulis hominibus plus eam prodesse civitatem, quae tota recte se habeat, quam si qua privatis floreat utilitatibus, ipsa autem universim laboret. Qui enim domesticas fortunas bene collocatas habet, patria tamen eversa pereat et ipse necesse est: contra vero etiam si quis in beata republica parum felix est, multo tamen facilius per illam incolumis servatur. Quare cum civitas quidem singulorum possit sustentare calamitates, singuli autem publicas non item, quid est cur non universos ipsi consulere ipsamque tueri oporteat, nec id facere, quod vos facitis, dum quasi attoniti jactura rei familiaris salutem proditis reipublicae?* Livius ² breviter ita concepit: *Respublica incolumis et privatas res facile salvas praestat: publica prodendo tua nequaquam seryes.* Cum autem voluntas boni mensura sit, ut diximus, sequitur universorum voluntatem valere quod ad bonum commune pertinet, atque etiam in bono singulorum, quatenus ad bonum commune ordinatur. Nam in hoc etiam singuli consenserunt estque illud inter caetera liberae voluntatis munus, posse suam voluntatem in alterius voluntatem conferre ³. Voluntas universorum ad universos directa *lex* dicitur; quae a Deo procedit, unde εὐρημα καὶ δῶρον θεοῦ, *inventum ac munus Dei* ⁴, nuncupatur: communi mortalitatis totius con-

Lex proprie dicta.

¹ [Thucyd. 1. 2. c. 60.] ² Liv. 1. 26. [c. 36.] ³ I. item eorum. § 1. ff. quod cui. univ. nom. [D. 3. 4. 6.] Thom. 1. 2. q. 95. art. 1. ⁴ 1. 2. ff. de legib. [D. 1. 3.]

sensu approbatur, νόμος γὰρ τῶν φύσει πολιτικῶν ζῴων προστατικός, *lex enim praeses animantium est, quae sui natura civilia sunt*¹, juxta Chrysippum: constat denique singulorum conventionem atque placito, quo respectu κοινὴ πόλεως συνθήκη i. e. *communis pactio civitatis* Demostheni et Platoni interdum appellatur². Ex prioribus igitur regulis et ista descendit: *Quid-Regula IV. quid respublica se velle significavit, id in cives universos jus est.* Hinc oritur jus illud quod θετικόν sive νομικόν aut etiam Jus civile. ἴδιον philosophi, juris auctores civile vocant: quod non est jus per se, sed ex alio³. Quemadmodum si bos cum ove permittetur, non sunt quidem haec per se aequalia, sed quia contractibus ita placuit. Nihil ergo mirum est, quod alioquin illicitum non foret hac ratione illicitum fieri⁴, aut cum jura naturalia, ut quae causam habeant perpetuam, ipsa etiam perpetuo durent, ista jura mutari cum sua causa⁵, hoc est cum hominum voluntate, aut alia alibi esse, quia scilicet bona rerumpublicarum sunt diversa. Voluntas universorum ad singulos directa boni publici intuitu *judicium* est. Nam cum homines abrepti saepe non vero sed falso atque inordinato sui amore, qui mali omnis causa est, id quod revera erat plus habere crederent aequalitatem esse et hinc dissidia ac tumultus orirentur, quae mala vitari concordiae et tranquillitatis publicae intererat, media inter contententes respublica quasi compromissaria partes diremit aequa divisione. Hoc est quod indicat Democritus⁶: οὐκ ἂν ἐκώλυον οἱ νόμοι τὴν ἐκάστου κατ'ἴδην ἐξουσίαν, εἰ μὴ ἕτερος ἕτερον ἐλυμαίνετο. Φθόνος γὰρ στάσιος ἀρχὴν ἀπεργάζεται. *Non prohibuissent utique leges suo quemque arbitrio vivere,*

¹ eadem l. 2. ² eadem l. 2. et l. 1. Arist. Rhet. l. 1. c. 15. [p. 1376. 2. vs. 9.] et de rep. l. 1. c. 6. [p. 1255. 1. vs. 6.] V. Vasq. Contr. ill. c. 44. n. 5. et c. 28. n. 12. ³ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 10. [p. 1134. 2. vs. 18.] Rhet. l. 1. c. 13. [p. 1373. 2. vs. 4.] Thom. 2. 2. q. 57. art. 2. in resp. ⁴ l. praetor ait. § 1. ff. de op. nov. nunt. [D. 39. 1. 20.] l. 1. § idem Pomponius. ff. quod falso tutore. [D. 27. 6. 1. § 5.] ⁵ Inst. de jur. nat. § pen. [l. 1. 2. § 11.] et ibi Theophilus. Arist. de rep. l. 3. c. 9. [p. 1280. 1. vs. 11. sqq.] ⁶ [ap. Stob. in floril. l. 38. n. 57.]

nisi alter alterum offensum iisset. Invidia enim seditioni molitur exordium. Sic judiciorum non alia quam legum origo. Dicuntur enim ¹:

δικάσπολοι οἱ κε θέμιστας
ἐκ Διὸς εἰρύονται.
*proceres sanctissima quotquot
Jura Jovis reddunt populis.*

item ²:

εἷς βασιλεὺς ᾧ ἔδωκε Κρόνου παῖς ἀγκυλομήτεω
σκῆπτρον τ' ἠδὲ θέμιστας.
*Rex unus cui dat Saturnius aurea regni
Sceptraque judiciumque.*

Et apud alterum ³:

μεστὰ δὲ Διὸς πᾶσαι μὲν ἀγυῖαι,
πᾶσαι δ' ἀνθρώπων ἀγοραί.
*nam vicos numine complet
Juppiter, idem hominum complet fora.*

Ac plane cum naturaliter cuique liceret jus sibi manu dicere, necessarium cunctis populis visum est aliquem instituere judiciorum ordinem, cui accessit et singulorum consensus, qui cum viderent aliter suum se consequi ob infirmitatem non posse, staturos se civitatis sententiae promiserunt. Et est omnino ea jurisdictionis natura, ut nisi ex consensu oriri non possit, quod satis vulgatum est ⁴. Id hac regula indicabitur:

Regula V. Quidquid respublica se velle significavit, id inter cives singulos jus est. Differt haec regula a priori, quod judicium

Judicium. a lege civili; est enim judicium lex ad factum singulare aptata. Atque adeo inter leges civiles prima est ista ad continendam societatem, quae judiciorum necessitatem facit: hoc

Lex IX. est: *Ne civis adversus civem jus suum nisi judicio exsequatur* ⁵.

¹ [Hom. II. 1. 1. vs. 238. sq.] ² [Hom. II. 1. 2. vs. 205. sq.] ³ [Aratus Phaenon. 1. 2. vs. 2. sq.] ⁴ Arg. in l. diem. §. stari. ff. de arbitris. [D. 4. 8. 27. § 2.] ⁵ l. exstat. ff. quod metu [D. 4. 2. 13.] l. nullus. C. de Judaeis. [C. 1. 9. 14.]

Habet autem haec lex in ipsa etiam republica locum, quae si quid cum singulis contendit hoc ipsum iudicii more facere debet ¹. Sed quia supra rempublicam nihil est, ipsa iudex necessario est etiam in sua causa. Vere itaque Tacitus ² *ita dixit divina voluntate provisum, ne populi alios iudices quam se ipsos paterentur*. Ex his quae supra diximus apparet potestatem civilem, quae in legibus iudiciisque ³ conspicitur, primo ac per se penes ipsam esse rempublicam: ut enim naturaliter singulis in se ac sua potestas est, ita in omnes resque omnium nisi omnium potestas esse non potest. Sed rursus sicut in re privata non ex nostris tantum actionibus obligamur aut commodum capimus, sed per illorum etiam operam, quos rebus nostris praefecimus, quia perinde est quod cuique facere licet id per se faciat an per alium ⁴, ita quia non cuivis de populo vacabat administrationi rerum civilium tempus impendere, quaedam etiam occurrebant quae melius per paucos agerentur, evenit, quod et nunc in collegiis majoribus solet, ut societas pro iure potestatis, quam in singulos habet, nonnullis e suo numero istum laborem partemve ejus aliquam mandaret. Qui tale mandatum accipiunt Graeco vocabulo ἀρχοντες, Latino *magistratus* vocantur. Notari hic potest contractuum alios parem utrinque utilitatem respicere, alios partis unius gratia comparatos, ut scilicet quod alteri deest voluntatis supplemento sarciatur, quia in locum impensae rei aut operae sola gratia contenta est. Ita distant locatio et commodatio, permutatio et donatio, societas et mandatum: quae postrema hic diverso respectu concurrunt. Nam magistratus, quatenus et ipsi cives sunt, fructum suae administrationis, hoc est bonum publicum pro sua parte percipiunt ⁵:

Magistratus.

¹ V. Panorm. in c. si quis contra. de foro comp. [Decretal. 2. 2. 4.] n. 21. Innoc. in c. ex parte. de verb. sign. [Decret. in sexto. 5. 12.] ² Ann. l. 13. [c. 56.] ³ Franc. Vict., de pot. civ. n. 7. Covarr. pract. quaest. c. 1. [n. 2.] ⁴ l. cum pater. §. dulcissimis. ff. de leg. 2. [Dig. 31. 1. 77. § 20.] ⁵ Plato de rep. l. 3. [p. 412. d.] Arist. de rep. l. 2. c. 5. [p. 1262. 2.]

at quatenus reipublicae sunt procuratores non ad suam, sed ad reipublicae utilitatem instituti sunt ¹, eodem scilicet modo quo navium gubernatores. Quare leges duae, quae contractui

Lex X. mandati naturaliter insunt, hic etiam reperiuntur, una: *Ut*

Lex XI. *magistratus omnia gerat e bono reipublicae; altera: Ut quidquid magistratus gessit respública ratum habeat.* Recte

Seneca ² de principe et republica locutus diduci alterum negat posse sine utriusque pernicie: *Nam ut illi viribus opus est, ita et huic capite.* Si nunc cessim eamus, ut

quae proxime dicta sunt ad sua principia retro ferantur, facile apparebit per consensum civitatis sanctumque apud omnes gentes magistratum nomen, ei rei non alium quam

Deum esse auctorem: quo spectat ἐκ δὲ Διὸς βασιλῆες: *Ab Jove sunt reges* ³. Vis autem illa mandati regulas constituit duas, postremis duabus comparatas, quarum una legislatorum, altera

Regula VI. iudicium confirmat auctoritatem. *Quod se magistratus velle*

Regula VII. *significavit id in cives universos jus est.* Et, *Quod se magistratus velle significavit id in cives singulos jus est* ⁴. Annectendum nunc illud est, esse quoddam jus mixtum ex jure gen-

Jus gentium secundarium.

tium et civili, sive jus gentium quod recte ac proprie *secundarium* ⁵ dicitur. Ut enim commune bonum privatorum ea induxit, quae jam recitavimus, ita cum sit aliquod commune rerumpublicarum inter se bonum, eas inter gentes quae res-

publicas sibi constituerant de hoc etiam convenit. Hinc est regula imitatrix ejus quae fuit quarta, cujus ratio ex

Regula VIII. tertia et secunda et consequenter ex prima deducitur. *Quidquid omnes respúblicae significarunt se velle, id in omnes jus est.* Exempla dari possunt de legatis non violandis ⁶,

¹ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 10. [p. 1134. 2. vs. 1.] Plato de rep. l. 1. [p. 341. c. d.] ² de clem. l. 1. c. 4. ³ Hesiod. Theog. [vs. 96.] ⁴ Inst. de jure nat. § sed et quod principi, et sqq. [l. 1. 2. § 6.] ⁵ Pet. Fab. Sem. l. 2. c. 1. circa medium. Vasq. Contr. post. c. 89. art. 25. [In Contr. post. Vasqui nullum est caput 89. Ultimium caput est 71. Disputatio de jure secundario legitur in Contr. illustr. d. 6.] ⁶ l. ult. ff. de legat. [D. 50. 7. 17.]

quos omnes gentes quae republica utuntur aequè sanctos habent, de mortuis sepeliendis ¹ et alia ejusmodi. Sunt autem haec duorum generum. Alia enim pacti vim habent inter respublicas, ut quae modo diximus: alia non habent, quae receptae potius consuetudinis nomine, quam juris appellaverim. Sed tamen et haec juris gentium frequenter dicuntur, ut quae de servitute, de certis contractuum generibus et successionum ordine populi omnes aut plerique, cum seorsim singulis ita expediret, in eandem formam imitatione aut fortuito statuerunt. Quare ab his institutis licet singulis recedere, quia nec communiter sed sigillatim introducta sunt. Nam et simili ratione non quidquid in republica plerisque usitatum est statim jus faciet, sed id demum quod civium inter se communicationem respicit. Sunt enim multa non publici sed privati moris, qualia infinita de vestitu, de convivis, de funeribus antiquarii congerunt, a quibus etsi vulgo receptis licitum tamen est singulis patribus familiarum suo arbitrio recedere. Sed inter leges caeteras ejus gentium juris, quod velut ex contractu populos ligat, praecipua est quae primae legi civili assimilatur: *Ne respublica neu civis in alteram rempublicam alteriusve civem jus suum nisi iudicio exsequatur.* Cuius quidem legis necessitas per se perspicua est et ex his, quae supra diximus, repeti potest: sed alia hic quaedam suboritur difficultas, quae in lege civili non erat. Nam cives reipublicae suae ὑποτάσσονται, ideoque sive inter se sive cum republica sua contendunt, merito ejus iudicium accipiunt: respublica autem alteri reipublicae non ὑποτάσσεται sed ἀντιτάσσεται, non subter sed contra posita est, atque itidem civis unius civi alterius. At rempublicam quidem debere iudicare facile constabat, ad utram vero duarum id pertineret controversum esse poterat, quippe cum singulae illud possent occinere:

Nova declaratio.

Lex XII.

Nova declaratio.

¹ Soph. Aiacē [vs. 1332.] et Antigone passim. Dio Chrysost. de consuet. [vol. 2. Reisk. p. 411.] Isocr. Hel. enc. [p. 214.] et in Paneg. [p. 51. Steph.]

δίκαιοι δ' ἔσμ' ἐν οἰκοῦντες πόλιν
αὐτοὶ καθ' αὐτοῦς κυρίασ κραίνειν δίκας ¹.

*Nos quotquot hujus colimus urbis moenia
Valemus ipsi nostra judicia exsequi.*

Nam sane supra rempublicam, quae est per se sufficiens multitudo, majus nullum imperium est. Neque vero respublicae aliae omnes convenire potuerunt, ut certantium inter se causas discerent. Distinctione igitur aliqua res fuit concilianda *Regula LX.* in hanc regulam: *In judicando priores sint partes ejus respublicae, unde cujusve a cive petitur. Quod si hujus officium cesserit, tum respública, quae ipsa cujusve civis petit, eam rem judicet.*

Neque vero aliter certamen illud expediri potuit. Nam cum in omni lite duae sint partes, actor et reus, et necesse omnino esset partis alterius rempublicam judicem fieri, commodissimum fuit ad eam iri primo loco, quae facillime judicatum exsequi posset. Ea autem est, penes quam plus esse dicitur: quod si auferatur, omnia fiunt aequalia. Et in hunc fere modum amicarum gentium foedera concipiuntur; ut in Gallorum et Annibalis foedere, si Galli Poenum accusarent, Poenorum ea de re judicium esset, sin Poeni Gallum, tum Gallorum feminae (erat enim ejus sexus magna etiam in publicis auctoritas) litem dijudicarent. Eadem de causa Demophon Eurystheo, Tatius rex Laurentibus, populus Atheniensis Alexandro, alii aliis saepissime responderunt, cum suorum civium aliquos in poenam dedere juberentur, si quis accusaret se jure et legibus animadversuros. Quod si tamen respública a civibus suis aut, quod frequentius ², a se illatam injuriam pertinaciter tueatur, neque eam fateatur et emendet, tum certe judicandi ordo ad alteram rempublicam, quae aut in se aut in cive suo se laesam conquesta est, naturali illo jure

¹ Eurip. Heracl. [vs. 142. sq.] ² Plut. de virtut. mul. [p. 246. Moral.]

³ Silv. in v. Repressaliae. 2. 3. et 4.

devolvitur. Non igitur sicut in republica una iudex jus facit, ita hic etiam quomodocunque judicasse sufficiet. Nulla enim est reipublicae in rempublicam potestas ex conventionem, sed ex natura, quae jus suum persequi unicuique permittit. Jus igitur praecedat necesse est. Huc illud pertinet, quod ab omnibus ¹ traditum est, alteram rempublicam alterius subditam fieri delinquendo. Nam quisquis justum bellum gerit, necesse est eatenus iudex fiat adversarii, sive, ut Plato ² dixit, *σωφρονιστής*, censor atque *castigator*. Reditur enim necessario ad jus naturae, quo unusquisque in sua causa iudicare permittebatur. Hactenus leges instituto convenientes praescripsimus: quae sunt omnes generales et necessariae, nisi quod una illis exceptio naturaliter inest ³, ut si quando aliquod factum eveniat in quo leges inter se conflagere videantur, quam vocant rhetores *τὴν κατὰ περιστάσιν μάχην*, pugnam ex *circumstantia*, tum superioris ratio habeatur inferiore postposita. Legum igitur cunctarum quasi lex erit ista: *Ut ubi simul observari possunt observentur: ubi id fieri non potest, tum potior sit quae est dignior*. Hoc ipsum vero, quae dignior sit, tum ex origine, tum ex fine intelligi potest. Ex origine enim jus divinum juri humano, jus humanum juri civili praestat ⁴. Ex fine id, quod ad bonum cuique suum pertinet, ei quod ad alienum praefertur, et bonum majus minori et mali majoris remotio minori bono. Exempli gratia si in solitudine insultu alicujus de vita pericliteris, hic cum adiri iudicem neque locus neque tempus ferat, neglecta lege nona de iudiciis, merito temet ipse defendes ⁵. Imo ne tertia quidem lex obstare

¹ Innoc. in c. postulasti. de foro comp. [Decretal. 2. 2. 14.] Cajet. ad Summ. Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. et ipse Thom. 2. 2. q. 67. art. 1. ad tertium. Bald. quib. mod. feud. amittatur. n. 4. [F. 1. 5. 17.] Franc. Vict. de jure belli. n. 17. 19. 46. et 56. ² de rep. l. 5. [p. 471. a.] ³ Silv. in v. Lex. § 8. Ibi, hoc tamen. ⁴ Scotus 21. dist. 41. Cic. de invent. l. 2. [c. 49.] ⁵ V. c. qui resistit. [Decr. Grat. p. 2. 11. 3. 97.] ⁶ l. 4. et 5. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2.] et l. scientiam. § 4. eo tit. [D. 9. 2. 45.] Cic. pro Milone. [c. 4. § 10. sq.]

poterit, quae alterum laedi vetat, cum jus tuum ex lege prima, quae vitam tibi tuam commendat ¹, aliter consequi non possis. Item si quis rem habeat meam nec pretium restituat idemque fugam adornet, ita ut nulla spes sit ad iudicium revocandi, hic cum cesset illa quam dixi lex de iudiciis ad sextam veniendum est, quae vult bene facientibus bene fieri, sive damnum lucro compensari ²: neque lex quarta, quae alienum vetat occupare, impedimento erit, quominus tantundem recipiam, quod ipsum mihi ad vitam conducat juxta legem secundam: nemo enim cogendus est suum jactare. At simul ac cessat praesens illud mortis aut jacturae periculum, leges jam non pugnantibus simul servari necesse est. Quid jus sit vidimus: unde injuria etiam noscitur, generali scilicet notione, ut id significet quidquid non jure fiat ³. Qua igitur actione jus ad eum, cui secundum regulas ac leges competit, perducitur, haec justa est: quae secus, injusta. Sed actiones ut ab animis incipiunt, ita desinunt in corporibus. Haec dicatur exsecutio. Corpus autem homini tributum est debile et infirmum, unde instrumenta extra corpus adjecta sunt, quae corpori inservirent. Arma haec vocamus: quibus justus ad tuendum et acquirendum, injustus ad offendendum et eripiendum utitur. Armata in armatum exsecutio bellum dicitur, justum quidem juris, injustum autem injuriae: publicum, quod ex voluntate reipublicae fit, quibus verbis etiam magistratus, puta, principis voluntas comprehenditur. Hoc autem est aut civile in partem ejusdem reipublicae, aut externum in alios, cujus species est quod sociale dicitur. Privatum, quod aliter. Id autem alii ⁴ non tam bellum, quam rixam dicere maluerunt: potest autem et hoc esse tam civile, quam externum. *Praeda* hic appellatur rei hostilis per bellum acquisitio.

Bellum justum, injustum, publicum,

civile, externum, privatum.

Praeda.

¹ Silv. in v. Furtum. § 10. quart. et in v. Homicidium. § 9. ² l. quid est. §. eum igitur. ff. de vi et vi armata [D. 43. 16. 3. § 9.] l. ait praetor. §. si debitorem. ff. quae in fr. cred. [D. 42. 8. 10. § 16.] Silv. in v. Bellum. 2. in pr. ³ l. 1. ff. de injuriis. [D. 47. 10.] ⁴ Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. Sen. de ira l. 3. c. 5.

CAPUT III.

QUAESTIO I.

- ART. I. AN BELLUM ALIQUOD JUSTUM SIT,
 ART. II. CHRISTIANIS,
 ART. III. IN CHRISTIANOS,
 ART. IV. OMNI JURE.

De praeda igitur dicturis primum belli quaestio expedienda est, possitne scilicet bellum aliquod justum esse. Hoc sane ut controversum esset, nemo fecit, qui non idem divinarum literarum magnam partem et summum aeterni numinis beneficium, civilem ordinem ac magistratuum jura everteret. Quo in numero Manichaei quondam fuerunt et sunt hodieque alii, qui Manichaeorum plerosque errores novo sub nomine revocant. Sed illorum cum in caeteris, tum et in hac parte inscitiam refutavit olim Augustinus¹: neque nostro saeculo defuerunt, qui resurgentem istam fanaticorum hominum superstitionem certissimis argumentis retunderent.

Nobis non tam illi refellendi videntur, quam confirmandi alii, qui cum idem non profiteantur, cur tamen diversum sentire debeant rationem non satis intelligunt. Sic igitur demonstrabimus. Qui finem vult idem vult ad finem necessaria². Vult autem Deus ut nos tueamur, teneamus ad vitam utilia, quod nobis debitum est consequamur, delinquentes puniamus, rempublicam pariter defendamus ejusque jussa sive etiam magistratuum imperia exsequamur, ut leges supra³ positae ostendunt. Haec autem interdum sunt, quorum causa bella suscipiuntur atque geruntur, et talia quidem ut saepenumero ea ipsa sine bello consequi non possimus: quod belli definitio supra⁴ posita demonstrat. Ut sicci et humidi, calidi et frigidi,

Demonstratio artificialis artic. I.

¹ Libris praecipue contra Faustum. ² Scotus. 41. dist. 1. q. unica. ³ cap. 2.
⁴ in fine capituli secundi.

ita justi atque injusti pugna quaedam quasi naturalis est et ipsa rei evidentia patet multos esse homines sanguinarios, rapaces, iniquos, maleficos, patriae proditores imperiique detrectatores, et hos quidem validos atque armatos, qui *ut rei agi possint aere vincendi sunt*, ut Tacitus loquitur. Quaedam igitur bella vult Deus, sive ut loquuntur theologi¹, bella quaedam cum bono placito Dei exercentur. Quidquid autem Deus ita vult, id justum esse nemo negabit. Et bella igitur quaedam justa sunt², sive bellare licitum est. Nec est quod contra haec vel in speciem dici possit. Nam qui bella detestantur aut causas detestantur aut effectus. In causas ut ambitionem, avaritiam, discordiam multa a theologis et philosophis severe dicta sunt, qui sane dum injusta bella accusant, aliqua justa esse non negant. At qui bellum damnant ex effectibus eo errore labuntur, qui nimium frequens est, ubi non distinguitur τὸ καθ'αὐτὸ καὶ τὸ κατὰ συμβεβηκός, id quod nimirum per se est et quod aliunde accidit. Nam strages sane et damna accidunt interdum bello etiam ab ea parte, qua justum est. Nihil tamen hoc obstat, cum bellantes recta ratione propositam sibi habeant vitae suae rerumque suarum conservationem. Actiones autem omnes ab eo quod per se inest, non ab eo quod foris accedit dijudicandae sunt. *Numquam successu crescit honestum*³. Itaque nec successu corrumpitur. Hoc est, ea quae a virtute proficiscuntur susceptione prima, non perfectione recta judicanda sunt, ut Stoici satis recte docebant⁴. Quamquam si id quod plerumque accidit respicimus, asserere licebit solere Deum fortunae bellicae ita iudicium suum interponere, ut non raro unde jus stetit, inde eventus cadat. Quod autem nonnulli somniant olim quidem licuisse bellum gerere, at post Christi institutionem idem non licere, aut certe inter Christianos non licere, hoc si ita intelligerent, in bello alterius semper partis aliquam esse culpam indignam Christiano nomine, fuerat tolerandum: nunc

Demonstratio artificialis I. artic. II. et III.

¹ Pantheol. Rain. Pis. in v. Bellum. c. 2. ² ex reg. 1. ³ Lucan. [Phars. l. 9. vs. 571.] ⁴ Cic. de fin. [l. 3. . 9. § 32.]

cum partem utramque necessario peccare statuunt, nihil est absurdius. Jus enim naturae, hoc est illud quod initio rebus creatis ad earumdem conservationem Deus inseruit, cum divina voluntas immutabilis et aeterna sit, semper et ubique jus est¹, ut Socrates in Minoe concludit²: semper, ut apud Sophoclem³:

οὐ γὰρ τι νῦν τε κἀχθές, ἀλλ' ἀεὶ ποτε

ζῆ ταῦτα.

Non illa nunc sunt, aut ab hesterno die:

Perpetua durant.

Ubique, ut apud Empedoclem:

ἀλλὰ τὸ μὲν πάντων νόμιμον διὰ τ'εὐρυμέδοντος

αἰθέρος ἠνεπέως τέταται, διὰ τ'ἀπλέτου αἰῆς.

Jus illud commune viget lateque patenti

Aethere et immensa positum tellure tenetur.

Est autem jus belli jus quoddam naturae secundum ea quae modo diximus, quod et Josephus⁴ recte exprimit: φύσεως γὰρ νόμος ἰσχυρὸς ἐν ἅπασιν τὸ ζῆν ἐθέλειν. διὰ τοῦτο καὶ τοὺς Φανερωῶς ἀφαιρουμένους ἡμᾶς τούτου πολεμίου ἡγούμεθα. *Est enim naturae lex illa, quae in omnibus valet, ut velint vivere, idque ipsum est quapropter eos, qui manifeste vita nos volunt spoliare, hostes censemus.* Et sic videmus caetera etiam animantia non pro vita duntaxat, sed pro conjugibus, ut ita loquar, pro sobole, pro sedibus proque alimentis naturae quodam instinctu dimicare. Si ergo jus est semper, etiam post Christum: si ubique, etiam inter Christianos⁵. Idem aliter etiam demon-

*Dem. artif.
II. artic.
II. et III.*

¹ v. Arist. Rhet. 1. 1. c. 13. et 15. [p. 1373. 2. vs. 7. et p. 1375. 1. vs. 31] de mor. ad Nicom. 1. 5. c. 10. [p. 1134. 2. vs. 18.] Cic. de invent. 1. 2. [c. 53. §. 161.] Inst. de jure nat. §. pen. in v. divina quadam. [I. 1. 2. §. 11.] Thom. 1. 2. q. 94. art. 5. ² Plato Min. [p. 316. b.] ³ Antig. [vs. 456.] ⁴ 1. 3. c. 8. [Ed. Havercamp. vol. 2. p. 247.] ⁵ Thom. 1. 2. q. 93. art. 6. et q. 94. art. 3.

mogenianus ¹ ad jus gentium refert, et Florentinus ² tutelam corporis et omnis injuriae propulsationem. Vidit hoc Baldus ³, qui inter jurisconsultos optime philosophatur, cum dixit armari rationem, quoties justitia sine armis tuta esse non potest. Quin et orbe jam fere omni percognito gens nulla est reperta, quae non fas putet jus suum vel armis persequi: atque adeo alta etiam pace urbium propugnacula, finium praesidia, portarum custodes quid aliud quam bellum minantur adversantibus? Quod si omnibus et in omnes jus est, profecto etiam Christianis in Christianos erit, quandoquidem Christianos hominum numero comprehendi non negamus et ratio insuper eadem est. Nam Christiani et injuria afficiuntur, et injuria afficiunt, interdum etiam armata. Cum enim Christianos hic dicimus, professio nominis intelligitur, non vitae imitatio, qua vere Christiani ostendimur ⁴. Fratres sumus: esto: at etiam fratrem ardentem in meam necem et jam tela vibrantem recte, ni fallor, armis repellam. Bella igitur gerere nullo jure repugnante concessum est. Juri enim divino, hoc est naturae et gentium, congruere jam satis apparuit: quae autem naturae vel gentium jure praecipuntur, lege civili tolli ne possunt quidem: et, ut Tullius scribit, *quod civile non idem continuo jus gentium, quod autem gentium idem civile esse debet* ⁵. Nam et civis, cum homo sit, idem velle debet quod homines omnes, et homo, utpote Dei opificium, id quod Deus per naturam dictat, sequi compellitur. Praeterea non ad singulorum duntaxat incolumitatem, sed ad reipublicae etiam et magistratuum tuitionem bella pertinent. Unde est quod nulla invenitur civitas, quae non aliquid de belli jure habeat constitutum: clarissimi vero legislatores praecipuam ope-

*Dem. artif.
artic. IV.*

¹ l. ex hoc jure. ff. de just. et jure [D. 1. 1. 5.] ² l. ut vim. eod. tit. [D. 1. 1. 3.] ³ ad l. 2. C. de servit. et aqua. [C. 3. 34.] n. 69. ⁴ v. Thom. 2. 2. q. 108. art. 1. ad 3. ⁵ l. omnes populi. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 9.] Thom. 1. 2. q. 95. art. 2. Plato Min. [p. 316. a. b. c.] Cic. de off. 1. 3. [c. 17. §. 69.]

ris sui partem in eo consumserunt, ut praemia fortibus, poenas ignavis decernerent. Et quandoquidem jus Romanum imperii magnitudine et diuturnitate perfectissimum merito habetur, in eo si jurisprudentium auctoritates Caesarumve constitutiones requirimus, integri exstant tituli de captivis et postliminio, de re militari, de veteranis, et alii qui militum privilegia comprehendunt ¹: si Pontificum etiam decreta respicimus ², multa sunt vel ab ipsis edita, vel e veterum scriptorum dictis concinnata, quae satis diserte bellorum justitiam declarant. Nunc ad divinas auctoritates veniamus: quod quidem genus probandi est *ἀρεθρον*, non ex arte proveniens, sed tamen longe certissimum. Ut enim per naturam, ita per scripturam Dei voluntas nobis significatur, quae est, uti diximus, justitiae norma. Bella autem ut voluntati suae congruentia Deus imperavit ³, ultraque se auctorem et adiutorem ⁴ professus est: cognomen tum etiam *Bellipotentis*, ut majestati suae conveniens agnovit ⁵: quo spectat et illud ad Abrahamum primi sacerdotis oraculum, *Deo tradente hostes venisse in ejus potestatem* ⁶: et prudentis feminae ⁷ vox ad regem: *praelia Domini praeliaris*. Imo vel hoc unum, quod reipublicae a se institutae istud quasi praesidium deus apposuit ⁸, satis evincit justum esse et quoties ratio eadem est, caeteris gentibus imitandum. Rursus et illud inter homines non insanos constare arbitror, eum qui actioni cuiquam leges praescribit, actionem ipsam non improbare, Deum praesertim, qui nihil frustra, nihil perperam faciat. Modum autem militiae per Mosem Deus edixit ⁹, iterumque per Christi ante-ambulationem in Novo Foedere ¹⁰. Ex quo loco Augustinus ¹¹, *si Chris-*

Demonstr. inartificialis I. art. I.

¹ de milit. testam. et de castr. pec. [I. 2. 11. et D. 49. 17.] et in poster. Cod. multi. ² causa 23. per totam et c. jus naturale. [Decr. Grat. p. 1. dist. 1. c. 7.] ³ Jud. 20. 18. et Sam. 1. 23. 2. et 2. 5. 19. v. Joh. de Lign. in tract. de bello. c. 11. [in Oceano Juris. vol. 16. p. 371.] ⁴ Ps. 18. vs. 35. et Ps. 144. in pr. ⁵ Exod. 15. 3. ⁶ Gen. 14. 20. ⁷ Sam. 1. 25. 28. ⁸ Passim in historia sacra. ⁹ Deut. 20. 10. ¹⁰ Luc. 3. 14. ¹¹ in ep. 5. ad Marcell. Citatur in c. 23. q. 1. c. 2. [Decr. Grat. p. 2.]

tiana, inquit, disciplina omnia bella culparet, hoc potius consilium salutis petentibus in Evangelio diceretur, ut abjicerent arma seque militiae omnino subtraherent. Dictum est autem eis: neminem concusseritis: estote contenti stipendiis vestris. Quibus proprium stipendium sufficere debere praecepit, militare utique non prohibuit. Et quod modo dicebamus, non posse ei cui finis placet, quod ad finem necessarium est displicere, non minus cum auctoritate quam cum ratione conjungi potest. Omnes enim leges, quae hactenus positae sunt, sacris etiam literis inscriptae reperiuntur. Nam qui diligere nos proximum sicut nosmet ipsos jubet ¹, verum nostri amorem primo loco ponit ut πρωτότυπον, cujus ἔκτυπος sit amor alterius, hic scilicet primitivus, ille effiguratus ². Huic sententiae si praeceptum de dominio ³, quod a Creatore hominibus datum est adjungatur, idem habebimus, quod in lege non tantum prima et tertia, verum etiam secunda et quarta expressum est. Cum vero a Deo admoneamur eripere eos, qui ad exitium trahuntur ⁴, multo magis nos ipsos eripere debemus: et subvenire egentibus jubemur ⁵: ergo et egestatem a nobis propulsare. Leges vero quinta et sexta istis verbis continentur: *Mensuram et mensuram, pondus et pondus odit Dominus* ⁶. *Qua vos mensura mensi aliis fueritis, eadem vobis remetietur* ⁷. *Quae tibi velis fieri, alteri feceris* ⁸: *quae nolis, ne feceris* ⁹. Et jus esse gentium ut bene facientibus bene fiat Christus ostendit, qui et gladio ferientes gladio feriendos ait ¹⁰: quod ipsum in lege veteri eousque expressum est, ut destricte prohibeamur nocentium miserescere ¹¹. Atqui saepe accidit ut nos ipsos resque nostras vindicare, debitum extorquere, poenas reposcere ob adversarii potentiam nisi manu armata non possimus. Bellare igitur licet. Etiam leges caeterae in sacris tabulis fixae repe-

Dem. in art.
II. art. I.

¹ Levit. 19. 18. Matth. 19. 19. ² Scot. 29. dist. 31. q. unica. et Thom. 2. 2. q. 26. art. 4. ³ Gen. 1. 28. et 29. ⁴ Prov. 24. 11. ⁵ Cor. 2. 8. toto capite. Eph. 4. 28. ⁶ Prov. 20. 10. ⁷ Matth. 7. 2. ⁸ Luc. 6. 31. ⁹ Matth. 7. 12. ¹⁰ Matth. 26. 52. ¹¹ Deut. 12. in fine. V. Ambr. de off. l. 1. [c. 29.]

riuntur, ut cum societatis commoda nobis ostentantur ¹, primordia intelligimus reipublicae et magistratuum sanctimoniam, cum eos a Deo esse verbis minime ambiguis Paulus ² affirmat. Hinc legum civilium vis, hinc judicandi potestas, quae vel ipso Jesu auctore ³ caelitus datur. Hinc Divina Sapientia, cujus ἀπόρροξ et velut propago est illa nostra qualiscunque, sic loquens inducitur: *Mihi consilium debetur, mihi officium: mea prudentia est et mea fortitudo. Per me et ipsi reges regnant et dictatores jura describunt. Per me imperant imperatores et principes terram dijudicant* ⁴. Isto autem Pauli dicto ⁵ quid est illustrius? *Omnis anima potestatibus excellentibus subdita esto: neque enim potestas ulla nisi a Deo est et quotquot sunt potestates, a Deo sunt ordinatae. Quisquis igitur potestati resistit, Dei ordinationi resistit: qui autem resistunt, ipsi sibi damnationem acquirunt. Nam magistratus non sunt terrori bonis operibus sed malis. Vis autem non metuere potestatem? Bonum facito et laudem ab ipsa consequeris. Est enim Dei minister tuo bono. Sin malum feceris, metue. Neque enim frustra gladium gerit. Dei enim minister est et vindictae exsecutor illis, qui faciunt mala. Quare necesse est subjici nec propter vindictam tantum, sed vel maxime propter conscientiam.* Apud omnes, quotquot ubique sunt philosophi, locus non exstat de jure magistratuum praeclarior. Auctorem quaeris? Habes Deum. Finem? Bonum est tuum. Cum autem vult Deus sacrosanctam esse magistratum auctoritatem, nonne etiam arma probat, quibus illa interdum defendenda est? An adversus inermes reos porriget illis Deus ultorem gladium, adversus armatos negabit, ut locum habeat illud omnis sceleris invitamentum, *quidquid multis peccatur inultum est* ⁶? Nequaquam. Non debent enim deterioris conditionis esse qui soli peccant, quam qui

¹ Eccl. 4. 9. ² Rom. 13. 1. ³ Joh. 19. 11. ⁴ Prov. 8. 14. et sq. ⁵ Rom. 13. 1. et sq. ⁶ Lucan. [Phars. l. 5. vs. 260.]

delictis suis hoc insuper adjungunt, quod in contactum criminis plures trahunt apertaque vi adversum leges et pacem publicam insurgunt, quibus non ideo plus juris est, sed timoris et verecundiae minus. Sequitur hinc bellum aliquod publicum justum esse. Idque ipsum aliter etiam probatur, quia nemo est qui probet instituta ob finem, cui finis ipse non multo etiam magis placere debeat. Tributa nemo nescit bellorum praecipue causa institui. Verum enim est Taciti ¹ illud: *neque gentium quietem sine armis, neque arma sine stipendiis, neque stipendia sine tributis haberi posse*. Tributa autem solvi Deus et per Christum et per Apostolum imperat ². Quare sequitur etiam bella aliqua ut justa Deo probari: Adde etiam Christianorum. Licet enim Christianis quidquid ante Christi legem licuit, nec Christus prohibuit ³. Bella ante Christum justa fuisse probavimus et fatentur omnes. Christus autem nihil prohibuit eorum, quae justa erant jure naturae, qualia esse bella diximus. Imo nihil Christus antiqui foederis mutavit ⁴, quod quidem ad vitae humanae justitiam moresque pertineret: sub quo et rem bellicam comprehendimus, quam insuper diserte probatam et Baptistae et Pauli sententiae supra ⁵ citatae satis convincunt. Justum igitur bellum aliquod Christianis. Et quidem in Christianos, hoc est, qui Christi nomen profitentur. Nam ex definitione et ratione oppositorum ⁶ justum est bellum in eos, qui faciunt injuriam. Christiani autem quidam sunt malefici et injuriosi, Christo teste ⁷: quos consequenter armis persequi jus est. Etiam Christiani poenis subjacent: hos enim Paulus ⁸ alloquitur his, quae modo adduximus verbis: et forte supplicia haud leviora quam caeteri merentur, quos sanctissimi nominis reverentia ab injuriis coercere non potuit. Poenae autem quaedam sine bello expeti

*Dem. inart.
III. art. I.*

*Dem. inart.
I. art. II.*

*Dem. inart.
II. art. II.*

*Dem. inart.
III. art. II.*

*Dem. inart.
I. art. III.*

*Dem. inart.
II. art.
III.*

¹ Hist. l. 4. [c. 74.] ² Matth. 22. 21. Rom. 13. 7. ³ Jac. 1. 21. et 25. v. Thom. 1. 2. q. 107. art. ult. ⁴ Matth. 17. V. dist. 6. c. ult. ⁵ in dem. inart. 1. et 2. art. 1. ⁶ in fine cap. 2. ⁷ Matth. 7. 22. 19. ⁸ Rom. 13. 4. V. Thom. 2. 2. q. 104. art. 6.

non possunt. Quare sicut inter Hebraeos, junctos non modo religionis sed et reipublicae et sanguinis vinculo, justa tamen bella fuisse certissimum est ¹, ita quin idem inter Christianos evenire possit, dubitare non convenit. Illud interim fatendum minime ex officio Christianorum hominum eos facere, qui injuriis suis armorum praestant occasionem, cum praeter communem totius humanitatis necessitudinem peculiari amoris et concordiae sacramento obligentur.

Nequaquam vero his rationibus repugnat quod et Christus ipse et philosophi, Platonici maxime, vetant τὸ ἀνταδικεῖν, *injuriam reponere*. Nam quid sit quod ab illis improbetur, ex his quae supra de poenis fuse satis tractavimus ², intelligi potest. Et primum satis constat praecepta illa privatis data et ecclesiae administris, quos hac in parte Christus privatos esse voluit, meritoque id prohiberi quod concessum, ut ad legem nonam diximus, totum ordinem reipublicae perturbaret ejusque tranquillitatem convelleret: quemadmodum antiqui juris regula ³ testatur non esse singulis permittendum, quod per magistratum publice possit fieri, ne sit occasio majoris tumultus. Hoc ipsum tamen quousque extendi debeat alibi videbimus. Interim apparet eas sententias ad publica arma non pertinere. Celsi alioquin et Juliani, nostrae pietatis hostium, accusationi subscriberemus, qui Christianos calumniati sunt cum ultione jura omnia tollere et magistratus poenasque nocentium. Quod tantum abest, ut contra theologi nostri ⁴ vindicationem in virtutum censu habeant, ut justitiae pedissequam. Alterum vitium, quod hac in parte culpari potest, manifestius est quam ut dici necesse sit, nimirum ubi causa ulciscendi injusta est. Tertium ubi modus exceditur, qui peccato respondet: illud justitiae, hoc clementiae esse contrarium Seneca ⁵ scripsit. Quartum est, ubi non justo animo ultio

¹ Jud. 20. 23. ² cap. 2. ³ l. non est singulis. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 176.]
⁴ Thom. 2. 2. q. 72. art. 3. et q. 108. et 158. Silv. in v. Ira. § 2 et 3. et in v. Vindicta. ⁵ de clem. l. 1. c. 20 et l. 2. c. 4.

exercetur: hoc est, ubi non respicitur bonum ipsius qui punitur, aut commune. Duo posteriora vitia uno loco idem ille Seneca¹ indicat: *Plus faciam quam oportet: libentius faciam.* Nam cum poena, ut ante nomina distinximus, proprie sit retributio ejus, quod a parte tota ex maleficio debetur, oportet eam dirigi ad publicam utilitatem: cui accedit, ut ibidem ostendimus, ut ipsorum saepe qui peccant intersit malitiam non ferre impunitam. Augustinus² hoc voluit, cum nihil infelicius dixit felicitate peccantium. Quod si poenas remittere non semper tenemur, multo sane minus id, quod nobis ex justitia commutative debetur. Nam quae praecepta etiam hoc videntur suadere, non id quod nostrum est remittere nos indistincte et quodammodo projicere jubent³, (nunquam enim viris sanctis religio fuit suum iudicio, aut si aliter non possent, vi justa consequi,) sed cedere potius quam peccatum subire aut publico esse offendiculo. Atqui saepe accidit ut non nostra duntaxat, sed publici etiam exempli intersit, habere nos id quod nostrum est. Jus igitur divinum his quas diximus sententiis bello omni non intercedit. Cum autem jus omne recte distribuatur in divinum et humanum, et bella quaedam ex jure divino procedere jam demonstratum sit, eadem omni jure justa esse illa colliget auctoritas⁴, quae jus humanum esse negat, si juri divino repugnet. Et hactenus divinis testimoniis utimur⁵, unde multo etiam plura peti possunt argumenta, si cum supra positis et ab ipsa natura petitis rationibus permisceantur. Sequuntur auctoritates humanae minus certae quidem illae, admodum tamen probabiles: sunt autem duplices, a factis dictisque. Nam si iustae merito existimantur justorum virorum actiones, si, inquam, ad res omnes discernendas plurimum valent exempla, tempus

*Dem. inari.
artic. IV.*

*Probatio-
nes inari.
sotius qua-
stionis ab
exemplis.*

¹ de ira. l. 3. c. 12. ² de serm. Dom. in monte. [vol. 3. p. 2. p. 117—170.]

³ Aug. ep. 4. ad Marcell. citatur in c. paratus. [Decr. Grat. p. 2. 23. l. 2.]
Adde ep. 50. ad Bonif. Com. V. c. ecclesia. c. ea vindicta. c. quisquis. [Decr. Grat. p. 2. 23. 4. c. 42. et 51. et 52.] ⁴ Act. 5. 29. ⁵ ad probat. art. 2. 3. et 4.

mihi illud, quo naturae ductu vivebatur ¹, bellatorem Abrahamum suppeditat, lex ipsa ² Mosem et Davidem ³, evangelica historia ⁴ centurionem non unum Paulumque ipsum contra inimicorum insidias militare praesidium postulantem: sequentia deinde saecula ⁴ tot religiosissimos imperatores, tot Christianissimos reges, qui etiam in eos, qui Christiani dicebantur, bella gesserunt. Quid autem, quod veteres etiam illos, Gedeonem, Baracum, Samsonem, Jephten, Samuelem et prophetas alios eadem, qua nos vegetamur, vera in Christum fide bella gessisse perscriptum est ⁵? Unde sequitur aliqua esse justa fidelibus bella. Rursus cum justum piumque id recte dicatur, quod viri justus ac pius justum piumque esse censuerunt, ut philosophos omnes omittam et jurisconsultos, quorum nemo hac de re dubitavit, paucas duntaxat illorum sententias referam, quorum et religio spectatissima et eruditio fuit. Augustini ⁶ est: *Officia vindictae possunt implere boni bono animo, quomodo judex et quomodo lex.* Ejusdem ⁷: *Non frustra sunt instituta potestas regis et cognitoris jus, unguis carnificis, arma militis, disciplina dominantis, severitas etiam boni patris. Habent omnia ista modos, causas, rationes, utilitates. Haec cum timentur et mali coercentur et boni quieti inter malos vivunt. Et illud ⁸: Nocendi cupiditas, ulciscendi crudelitas, impacatus atque implacabilis animus, feritas rebellandi, libido dominandi et si qua similia, haec sunt quae in bellis jure culpantur: quae plerumque ut etiam jure puniantur, adversus violentias resistentium (sive Deo sive aliquo legi-*

Prob. in art. tot. quart. a dictis.

¹ Gen. 14. 15. ² Exod. 17. 9. Num. 31. 7. Sam. 1. 17. 48. ³ Matth. 8. 8. et 27. 54. Marc. 15. 39. Luc. 7. 6. Act. 10. 1. Act. 29. 17. et 23. ⁴ Passim in Historiis Francicis, Germanicis et aliarum gentium. ⁵ Hebr. 11. 32. adde Chron. 1. 5. 20. ⁶ Quaest. Evang. l. 1. q. 10. [vol. 3. p. 2. p. 175.] in c. 15. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5.] ⁷ Ep. 54. ad Maced. in d. q. c. 17. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5.] ⁸ c. Faust. Manich. l. 22. c. 74. [vol. 8. p. 287.] in c. 4. [Decr. Grat. p. 2. 23. 1.]

timo imperio jubente) gerenda ipsa bella suscipiuntur a bonis, cum in eo rerum humanarum ordine inveniuntur, ubi eos vel jubere aliquid tale vel in talibus obedire juste ipse ordo constringit. Unde neque Joannes ab armis jubet discedere milites, et Christus tributa Caesari monet reddi: quia propter bella necessario militi stipendium praebetur. Illud¹ autem brevissimae veritatis: Apud veros Dei cultores etiam ipsa bella pacata sunt, quae non cupiditate aut crudelitate, sed pacis studio geruntur, ut mali coerceantur et boni subleventur. Nec divinum tantum jus sed et humanum attingit²: Miles cum obediens potestati, sub qua legitime constitutus est, hominem occidit, nulla civitatis suae lege reus est homicidii. Hieronymi³ e multis unum: Qui malos percutit in eo, quod mali sunt et habet vasa interfectionis, ut occidat pessimos, minister est Dei. Cujus⁴ et istud: Non est crudelis qui crudeles jugulat. Ambrosii⁵ autem: Fortitudo quae bello tuetur a barbaris patriam, vel domi defendit infirmos, vel a latronibus socios plena justitia est. Sive igitur naturae ductum sequimur, quem non sequi ne volentes quidem possumus, sive sacros libros inspicimus, a quibus nefas est dissentire, sive etiam virorum illustrium nonnihil movemur aut exemplis, aut sententiis, quamcunque demum rationem, quamcunque amplectimur auctoritatem, bellum aliquod justum est Christianis in Christianos omni jure⁶.

¹ de div. eccl. obs. in c. 6. [Decr. Grat. p. 2. 23. 1.] ² de civ. Dei l. 1. c. 26. in c. 13. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5.] ³ sup. Ezech. l. 3. c. 9. in c. 29. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5.] ⁴ sup. Esaiam. c. 13. in d. q. c. 28. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5.] ⁵ de off. l. 1. c. 27. in c. 5. [Decr. Grat. p. 2. 23. 3.] ⁶ convenit cum Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. Mart. Laud. de bello q. 9 et 32 et 45. [Ocean. Jur. tom. 16. p. 324. et seq.]

CAPUT IV.

QUAESTIO II.

- ART. I. AN PRAEDAM CAPERE ALIQUANDO JUSTUM SIT,
 ART. II. CHRISTIANIS,
 ART. III. EX CHRISTIANIS,
 ART. IV. OMNI JURE.

Confecta quaestione de bello, altera de praeda succedit: haec quaestio similis priori, et ex priore expediri potest. Ubi enim justum est aliquid, quatenus ad finem tendit, multo magis finis ipse justus est. Bellum autem justum idcirco est, quia ad juris adeptionem tendit ¹. Et in praeda jus nostrum per bellum adipiscimur, ut mihi quidem recte dixisse videantur, qui justa bella in hoc maxime putant consistere, quod capta capientium fiant ², quod et Germanica belli voce indicatur ³ et Graeca Martis; est autem ἄρης, ut videtur, ἀπὸ τοῦ αἰρεῖν. Praedam igitur aliquam justam esse necesse est ⁴, et quidem inter easdem personas et omni eodem jure, quo bellum justum esse demonstravimus. Sed quia hanc partem disputationis intelligi maxime interest, neque vero caeteri eam pertractarunt, qui de bello commentati sunt, eadem capita quibus priorem absolvimus quaestionem, in hac etiam redordiri placet. Ut igitur videamus quomodo praeda divinae voluntati secundum leges respondeat, sciendum est duas ab ea partes contineri ⁵, privationem scilicet prioris possessionis et acquisitionem dominii novi. Ut enim ejus, quod quid est, duae simul formae esse non possunt, ita nec ejusdem rei duo

Demonstratio universalis.

Dem. art. artic. I.

¹ ex concl. 1. et demonstrationibus praecedentibus. Vide etiam infra in tractatu de fine. ² Pan. in c. sicut. ult. de jurejur. [Decretal. 2. 24. 29.] n. 2. ³ krijgh. ⁴ Ex demonstr. seq. ⁵ Confer cum demonstr. artif. 1. artic. 1. concl. 1.

aut possessores aut domini in solidum ¹. Quare ut formae inductionem, ita possessionis et domini, privatio debet praecedere. Ea vero duplex est: universalis, ut apud physicos materiae primae, quae a natura inest, ita apud nos ἀδεσποτεία, *dominii vacuitas*, in rebus omnibus non occupatis: quo sensu illud intelligitur, libertatem natura etiam mutis animantibus datam, quia nondum captae in nullius dominio sunt ²: singularis, ut apud physicos materiae secundae, apud nos domini detractio, quae ex facto oritur: cujus modi sunt complures, sed ille simplicissimus, quo amissa possessione dominium amittitur, non minus quam acquisita acquiritur ³. Id enim naturale est et locum semper haberet, nisi lex quarta obsisteret, unde omissa possessione vindicationes oriuntur ⁴, deducta scilicet in irritum ea, quae contra jus facta est, apprehensione. Lex autem quarta locum habere non potest contra leges primi ordinis ⁵: quae cum nobis concedant omnia facere, quae ad vitae nostrae rerumque nostrarum tutelam sunt necessaria, sine dubio permittunt tolli instrumenta, quibus offendimur. Divitiae autem recte definiuntur multitudo instrumentorum tum in re familiari, tum in re publica ⁶. Omnes igitur res hostium totidem sunt instrumenta in nostrum exitium comparata: quibus scilicet arma parantur, aluntur exercitus, opprimuntur innoxii. Haec amoliri, haec illis extorquere non minus necesse est quam gladium furenti, si res nostras tutari, si denique salvi esse volumus. Onesander in hanc sententiam: *Ζημία γὰρ χρημάτων καὶ καρπῶν ἔνδεια μείοι πόλεμον, ὥσπερ ἡ οὐσία τρέφει. Nam damnatum in rebus datum fructuumque egestas minuit bellum, quod facultatibus alitur.* Neque vero praeceptum illud obstat, quod nos jubet alienis abstinere: cum ne illud quidem locum hic habeat, quo

¹ l. si ut certo. §. si duobus. ff. commodati. [D. 13. 6. 5. §. 15.] ² Tac. hist. l. 4. c. 17. l. naturalem. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 5.] V. c. jus naturale. [Decr. Grat. p. 1. 1. 7.] ³ l. 3. §. ult. ff. de acq. dom. [D. 41. 1.] ⁴ l. in rem. ff. de rei vind. [D. 6. 1. 23.] ⁵ ex lege 13. ⁶ Arist. de rep. l. 1. c. 8. [p. 1256. 2. vs. 36.]

alterum laedere vetamur. Servandae enim sunt leges singulae in suo ordine. Regula autem ista ¹, *non debere ei, cui quod plus est licet, id quod minus est non licere*, una et eadem certitudine nititur atque illa mathematicorum, *in eo quod plus est, id quod minus est perpetuo inesse*: quam et ipsam recte jurisconsulti ² usurpant, quippe cum non minorem in jure locum habeat proportionis observatio, quam in numerorum et magnitudinum dimensionibus. Quanto autem est prior in ratione bonorum vita quam possessiones, tanto est gravius occidere quam praedari ³. Cum igitur homicidii reus non sit, qui hominem justo in bello interfecit, multo minus furti tenetur, qui rem aufert hostilem. Cicero ⁴: *Neque est contra naturam spoliare eum, si possis, quem honestum est necare*. Quod et passim jurisconsulti ⁵ tradiderunt. Et causa quidem cur hostis re sua privari debeat satis jam apparet. An autem iisdem legibus simpliciter inspectis sequatur occupantem dominium irrevocabile, disputari potest. Videbitur enim nonnullis ⁶, cum prior dominus jure privatus sit, esse rem nullius atque adeo, sicut caetera, fieri primi possessoris: quod Nerva filius et post eum Paulus ⁷ sensisse videntur, cum bello capta iis rebus annumerant, quae cum nullius ante fuerint, ei acquiruntur naturaliter, qui primus earum possessionem nactus sit. Ratio autem illa statim succurret, quam modo diximus, quia leges superiores, quae sunt de bono nostro, oppositae inferioribus, bono alieno locum non faciunt. Nec aliud spectasse Cicero ⁸ videtur, si quis diligenter consideret, cum dicit *Cassium profectum in alienam provinciam, si homines le-*

Nova declaratio.

¹ l. non debet. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 21.] ² l. in eo. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 110.] et reg. jur. 53. [Decretal. in 6. 5. 12.] ³ l. sancimus. C. de sac. eccl. [C. 1. 2. 21.] ⁴ de off. l. 3. [c. 6. §. 32.] ⁵ Gl. ult. in c. de milit. vas. qui cont. [F. 2. 22.] Bald. in l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] n. 58. Jas. in l. ut vim. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 3.] n. 17. Et passim in argumentis a personis ad res. ⁶ vide supra c. 2. ad l. 2. ⁷ l. 1. §. 1. ff. de acq. poss. [D. 41. 2.] et Bart. ibi in sum. ⁸ Phil. 11. [c. 12. §. 23.]

gibus scriptis uterentur, his vero oppressis, suam, lege naturae. Ea scilicet lege quam nos secundam posuimus ¹. Sed qui accuratius considerabit leges omnes simulatque possunt pariter observandas, justam hic distinctionem facile inveniet. Nam manente quidem bello non posse res captas ab eo, qui amiserit, vindicari ex perpetuitate periculi satis intelliget ². Sed rebus pacatis ea, quae duntaxat ob securitatem tuam ceperis, alia causa non accedente, quominus restituere debeas rationem non videbit ³. Hic enim lex quarta, cum alteri nulli repugnet, debet reviviscere. Magna igitur differentia est in acquisitione rerum, quae nullius et rerum, quae alterius fuerunt; ad res eas quae dominum non habuerunt acquirendas sola possessio sufficit: ad res alterius nobis adjungendas praeter possessionem causa requiritur: ob quam ille scilicet, cujus res fuit, aut volens aut nolens ea privari debeat. Non sufficit igitur titulus universalis ille, quo vacantia occupamus, ad quaerendum in re hostili jus plenissimum, sed titulus alius desideratur, qui tamen in bello numquam deest ⁴: quod sic colligitur. Primum si ad rem nostram recuperandam arma moveantur, quin a detentore armato possessionem injustam recte avocem manu militari, dubium non est ⁵. Quis enim non intelligit, cum res utiles acquirere nobis permittimur ⁶, etiam partorum tuitionem et, si eripiantur, receptionem simul indicari? Quodsi rem ipsam consequi non possim, tanti tamen ille mihi, quanti res fuit obligatus est ⁷. Permittendum igitur mihi est ut quantum ille mihi debet, tantum ego ex bonis ejus consequar. Idemque erit si ab initio non rem meam vindicaverim, sed debitum persecutus sim ⁸. Nam cum tantumdem illi supersit, quantum mihi deest, id illi auferendum et mihi applicandum est. Et sic in forensi executione ⁹ cre-

¹ ut dictum est ad l. 13. supra e. 2. ² Vict. de jure belli. n. 18. et 44. et 55. ³ Silv. in v. Bellum. §. 11. concl. 3. ⁴ vide infra c. 7. ⁵ l. qui restituere. ff. de rei vind. [D. 6. 1. 68.] l. 3. ff. ne vis fiat [D. 43. 4.] ⁶ ex l. 2. ⁷ d. l. qui restituere. et seq. ⁸ ex l. 6. ⁹ Dig. de reb. auct. jud. poss. tot. tit. [D. 42. 5.]

ditores in bonorum debitoris possessionem mitti videmus, ut illis ex iisdem bonis satisfiat. Nam ut eadem bona publice distrahi sub hasta debeant, nec nisi in subsidium creditoribus addicantur, non a jure gentium sed civili ¹ venit, cujus imitatio etiam in repressaliis ² recepta est. Ipsa autem natura ab eo, per quem re mea careo, tandumdum me quovis modo recipere permittit, resque eo modo recepta fit mea, quod et theologis ³ placet: neque vero naturaliter fieri potest ut dominii causam praestet, qui ipse dominus non sit ⁴, quod tamen legibus introductum est. Quod si etiam delicta bello ulciscamur ⁵, certum est poenam non in corpora duntaxat, sed in facultates etiam dirigi, quae in forensibus etiam iudiciis injuriam passo addici solent ⁶. Ratio est apud Tryphonium ⁷: *Nam male meritis publice, ut exemplo aliis ad deterrenda maleficia sit, etiam egestate laborare debet.* Et huc illud pertinet Tullii ⁸, *ut omnes animi cruciatus et corporis etiam egestas ac mendicitas consequatur.* Et proprie istud de Lepido: *Atque ille si armis positus de vi damnatus esset, quo in iudicio certe defensionem non haberet, eandem calamitatem subirent liberi bonis publicatis.* Deque eodem: *Et si iudicio damnatos eadem poena sequitur cives, qui potuimus leniores esse in hostes?*

Jus autem rem acquirendi hostilem sive ob rem, sive ob debitum simplex aut etiam poenarium, non necessario bellum

¹ C. de jure dom. impetr. tot. tit. [C. 8. 33.] ² Bart. de repress. q. 9. ad 3.
³ Silv. in v. Furtum. q. 19. ex [caetera desunt.] ⁴ [Quam legem Grotius hoc loco citaverit, pro certo affirmare non audeo. Charta in margine lacera et versiculi prior pars deleta est: supersunt tantum duo verba, acq. dom., ut nobis de titulo constet. Allegaverat, puto, l. traditio. [D. 41. 1. 20.], quae ad sententiam ejus comprobendam unice pertinet.] ⁵ ex l. 5. Vict. de jure belli. n. 19 et 56. ⁶ Silv. in v. Poena. § 2. Ibi Tertium genus. Inst. de action. § in duplum. [L. 4. 6. § 23.] et de publ. jud. § item lex Julia de vi. [L. 4. 18. § 8.] l. 1. ff. de bon. damn. [D. 48. 20.] ⁷ l. bona fides. ff. depositi. [D. 16. 3. 31.] ⁸ Catil. 4. [c. 5. § 10.] ⁹ Epist. 11. ad Brut. [Pseudocic. ad Brut. 1. 12.] ¹⁰ Epist. 14. [Pseudocic. ad Brut. 1. 15.]

praecedit, interdum etiam comitatur¹. Primum enim quis est hostium qui vitam duntaxat nostram appetat, non etiam facultates, aut non vitam potius ob istas? Merito igitur per bellum id quod nobis quotidie eripitur, aut tantumdem recuperabimus². Unde plerisque visum est in bellis quasi tacitam pactionem permutationis accedere³, ut alea certaminis uterque contentus aliena caperet, sua amitteret: ut sit quod apud Menandrum⁴ est:

οἱ γὰρ θέλοντες προσλαβεῖν τὰ τῶν πέλας
ἀποτυγχάνουσι πολλάκις νικώμενοι,
τὰ δ' ἴδια προστιθέασι τοῖς ἀλλοτρίοις.
*Qui concupiscunt capere vicinas opes
Persaepe de spe clade cum victi cadunt,
Alterius etiam rebus adjiciunt suas.*

Neque longe hinc abit Aristotelicum illud⁵: ὁ γὰρ νόμος ὁμολογία τις ἔστιν, ἐν ᾗ τὰ κατὰ πόλεμον κρατούμενα τῶν κρατούντων εἶναι φασιν. *Est enim lex ista quasi consensus aliquis, quo bello capta esse dicuntur capientium.* Alterum, quod nunc dicam, perpetuum est, nec a bello potest abesse. Quod enim bellum geritur sine sumtu et sine damno? Ut enim caetera omnia ex voto succedant, quod numquam accidit, interim tamen qui bellum gerere cogitur, a rei domesticae procuracione avocatur. Atqui is qui justa arma induit, jus habet et damna omnia et impensas, ut sibi debita recuperandi⁶: quemadmodum in judiciis forensibus⁷ et dispendia et sumtus non litis modo, sed et executionis ab eo sarciri aequum est, qui sponte juri non paruit. Hinc illud est: *impensas belli lege victi suscepturus*⁸. Postremo certum est eum, qui justo bello sciens

¹ v. infra c. 7. ² Dig. quod quisque juris. tot. tit. [D. 2. 2.] Cic. de inv. l. 2. Silv. in v. Bellum. l. § 1. concl. 1. ³ Vasq. c. 9. n. 17. ⁴ [ap. Stob. in floril. l. 10. n. 3.] ⁵ de rep. l. 1. c. 6. [p. 1255. l. vs. 6.] ⁶ Vict. de jure belli n. 17 et 50 et 54. Bart. de repress. q. 9 ad 3. Mart. Laud. de bello q. 1. ⁷ Inst. de poen. tem. lit. § 1. [l. 4. 16.] et C. de fruct. et lit. imp. tot. tit. [C. 7. 51.] ⁸ Just. l. 33. [c. 1.]

resistat graviter delinquere ¹. Atque adeo si quid ille feliciter gerat, fur est et raptor violentus et sicarius. Sunt autem haec peccata ejusmodi, ut reum facultatibus omnibus, aut parte magna mulctari faciant ²: quae ei apponi debent, in quem peccatum est, aut homini aut reipublicae. Et hoc est quod tradunt theologi ³, in principio belli, si hostis offerat plenam satisfactionem non tantum injuriae et rerum, sed damnorum etiam ac impensarum, audiendum cum esse. At secus flagrante jam bello, quia hostis delinquens jam non eo sit statu, ut satisfacere debeat, sed † est pati, altero videlicet iudice jam constituto, qui possit. Ex his quae dicta sunt satis apparet etiam concordiam reipublicae et magistratuum auctoritatem saepe sine praeda conservari non posse ⁴, praecipue quia ad eam rem maximi sumtus desiderantur nec impune ferre debent, qui temere repugnant. Cum igitur patuerit ⁵ justum esse, quia et Deo gratum est, nos salutem nostram tueri, res nostras defensare aut recuperare, debitum consequi, etiam illud quod poenam continet, quae nos alteri cuiquam remittere Deus non cogit ⁶, praesertim cum in commune intersit maleficia non manere impunita, propugnare rempublicam et magistratus: horum autem nihil fieri possit, nisi hostes opibus exuantur, pleraque vero non aliter possimus obtinere, nisi per bellum, acquirendo id quod hostis fuit, hoc autem sit illud quod praeda dicitur ⁷, omnino consequitur praedari aliquando justum esse. Jam ex *Dem. art. I artic. II et III.*

¹ Mart. Land. q. 14. et 16. ² ex alleg. supra pos. ³ Cajet. in summ. pecc. Belli revocatio. ⁴ juxta l. 7. et sqq. V. Vict. n. 15. Silv. in v. Repressaliae, in princ. ibi: Qui autem. ⁵ toto c. 2. ⁶ Wilh. Math. de bello justo et licito. in 3. req. ⁷ ex defin. praedae in fine cap. 2.

† [Folii margo inferior ad dextram manum a muribus corrosa est, unde factum ut duo versus pro parte deleti sint. Sed quamvis de ipsis Grotii verbis hodie constare nequeat, haud multum aberrabimus, si in hanc fere sententiam scripsisse eum ponamus: in priore versu haec: sed *illatis graviora haud injustum* est pati; in altero ita: qui *de poena pro libitu statuere* possit.]

jure naturae praedam ¹ oriri probatum est, quod et in aliis animantibus conspicitur, illis etiam quae gregatim pascuntur aut volant: nam cum alias possessa relinquant possidentibus, idem tamen non faciunt praelio irritata: quo illud Plutarchi ² referri potest: οὐδὲν αὐτοῖς δεινὸν οὐδ' ἄδικον ποιούντας, ἀλλὰ τῷ πρεσβυτάτῳ τῶν νόμων ἀκολουθοῦντας, ὅς τῷ κρείττονι τὰ τῶν ἡττόνων δίδωσιν, ἀρχόμενος ἀπὸ τοῦ θεοῦ καὶ τελευτῶν εἰς τὰ θήρια. *Nihil se aut grave aut iniquum facere, sed jus antiquissimum sequi, quod res inferiorum superioribus largiatur, a Deo incipiens et in bestias desinens*: quaeque sunt in Gorgia Platonis et passim apud auctores in hanc sententiam. Et hoc ipsum jus esse naturae, quod etiam inter feras valeat, Josephus prodidit et non uno loco Aristides ³. Philosophus ⁴ etiam: ἡ πολεμικὴ φύσει κτητικὴ πῶς. *Res militaris naturaliter quodammodo acquisitiva est*. Theophilus ⁵ hanc acquisitionem φυσικὴν κτήσιν vocat, *possessionem videlicet naturalem*. Unde sequitur etiam inter Christianos juri praedae locum esse. Recte etiam praeda juri gentium, ἐθνικῷ νόμῳ, ut apud Theophilum est, attribuitur ⁶: ut apud Demosthenem ⁷: εἴτ' οὐ δεινὸν, ὃ γῆ καὶ θεοί, καὶ Φανερωῆς παράνομον, οὐ μόνον παρὰ τὸν γεγραμμένον νόμον, ἀλλὰ καὶ παρὰ τὸν κοινὸν ἀπάντων ἀνθρώπων νόμον, τὸν ἄγοντα καὶ φέροντα βία τὰ μὲν ἐν πολεμίου μοίρῃ μὴ ἐξεῖναι μοι ἀμύνασθαι. *Deinde vero nonne illud grave est, o Tellus et Dii, nonne manifestissimae iniquitatis, nec scripto duntaxat juri contrarium, sed illi etiam legi, quae generi humano communis est, ut cum quis res meas vi auferat rapiatque hostiliter, mihi non liceat par pari rependere?* Judice etiam Cyro ⁸ νόμος ἐν πᾶσιν ἀνθρώποις αἰδίδος ἐστίν, ὅταν πολεμούντων πόλις ἀλῶ τῶν ἐλόντων εἶναι τὰ χρήματα. *Lex est inter homines sempiterna, capta hostium*

Dem. art. II.
artic. II. et
III.

¹ Confer cum demonstr. art. 1. artic. 2. et 3. concl. 1. ² Cam. [p. 136. d. e.]
³ Citantur ap. Fabr. Sem. 1. 2. c. 2. [p. 26.] ⁴ Arist. de rep. 1. 1. c. 8. [p. 1256. 2. vs. 23.] ⁵ Inst. de rer. div. [I. 2. 1.] ⁶ Conf. cum dem. art. 2. artic. 2. et 3. concl. 1. ⁷ c. Aristocr. [p. 639. §. 20.] ⁸ Xenophon de inst. Cyri 1. 7. [c. 5. §. 73.]

urbe eorumdem res atque pecunias victori cedere. Et hic est ille Cyrus, cui regna Orientis armis quaesita Deus ipse ¹ addicit. Juris gentium jus belli pars est: quare Aeschines ²: εἰ μὲν πρὸς ἡμᾶς πολεμήσας δορυάλων τὴν πόλιν εἴλες, κυρίως ἔχεις τῷ τοῦ πολέμου νόμῳ κτησάμενος. *Quod si bello contra nos suscepto urbem armis captam occupasti, recte illam belli jure possides.* Idemque alii ³ jus victoriae dixerunt philosophique omnes ⁴ proprium quoddam genus acquisitionis ex hoste statuunt, quod aut πολεμικὴν aut ληστικὴν aut ἀγωνιστικὴν aut χειρωτικὴν vocant. Socrates autem apud Xenophontem ⁵, qui mos illi fuit obstetricia quadam arte, ex semine quod humanis animis insitum est elicere veritatem, Euthydemum interrogando eo perducit, ut cum spoliare in parte injustitiae poneret, hoc ipsum tamen in hoste justitiae consentaneum esse fateretur. Et Plato †: πάντα τῶν νικημένων ἀγαθὰ τῶν νικάντων γίνεσθαι. *bona omnia quae victus habuit victoris fieri.* Unde apparet quam illi ⁶ sint inepti, qui bella inter Christianos praeda volunt carere, nisi forte illa omnia putant injusta. Sed hominum alioquin eruditorum hac in parte inscitiam alii aperuerunt ⁷. Nos ex principiis ante positis rem tam perspicuam putamus, ut longiore disputatione non egeat: quin et hoc animadverti posse, diversae sententiae auctores ne hoc quidem ipsum, quid esset praeda, satis intellexisse. Quod autem a civili bello sumunt argumentum dupliciter absurdum est: primo enim quis illis concedat, bella Christianorum esse civilia, quasi vero totus orbis Christianus una sit respublica ⁸?

¹ Esaias tot. cap. 45. ² de fals. leg. [p. 32. § 33.] Fabr. Sem. 2. c. 3. ³ Tac. Hist. 1. 4. [c. 74.] ⁴ Plato Soph. [p. 219. d. e.] Arist. de rep. 1. 1. c. 6. et 8. [p. 1255. 1. vs. 6 et p. 1256. 2. vs. 23.] et Cic. de off. l. 1. ⁵ Comm. 1. 4. [c. 2. §. 15.] ⁶ Alc. in l. hostes. de verb. sign. [D. 50. 16. 118.] ⁷ Ayala de jure belli l. 1. c. 5. n. 2. Bellinus p. 2. tit. 18. n. 1. [in Ocean. jur. vol. 16. p. 346.] ⁸ V. Vasq. contr. ill. c. 22 et seq.

† [Grotius nobis in margine indicaverat Platonis opus, unde haec sumta sunt. Hodie nihil superest praeter litteras *ibus: de legibus*, ut videtur.]

Deinde quod in civili bello praedae locum non faciunt, in hoc etiam falluntur. Nam ut historias omittam, ex quibus discimus adeo praeda scaterere bella civilia, ut ista saepissime cupido homines ad res novas pellexerit ¹, quae est ratio cur magistratus, si aliter non possit ², id quod reipublicae debetur, vel ob solam poenam rebellionis, armata manu consequi non debeat? Plato ³ sane cum in civili dissensione bellum velit esse quam pacatissimum permittit tamen τὸν ἐπέτειον καρπὸν ἀφαιρεῖσθαι τοῖς κρατοῦσι τῶν κρατουμένων, *fructus annuos eripi victis a victoribus*. Tum vero quid tam contrarium est, quam praedam prohibere, ubi caedes permittas ⁴?

Dem. art. artic. IV.

Quia vero jus est gentium hostem spoliare, etiam jus civile sit necesse est. Quod et singularum nationum leges et consuetudines, quae de praedae distributione ubique plurimae sunt, manifestum faciunt. In Romano autem juris corpore ⁵ saepissime expressum est capta bello capientium fieri idemque probant Canones. Haec autem omnia dubitare nos non patiuntur, quin praeda omni jure concessa sit. Idque ipsum sacrae literae loquuntur.

Dem. in art. 1. artic. 1.

Estne aliquid quod magis volumus, quam quod lege expressa jubemus? Atqui inter leges militares sunt ista Dei verba ⁶ de capta civitate: *Omnia spolia ejus diripies tibi fruereque praeda hostium tuorum, quam dederat dominus Deus tuus tibi*. Sicut igitur victoria sic etiam praeda a Deo est: unde et partem Deo sacratam legimus ipso agnoscente ⁷, quod ne profanae quidem gentes omnino ignoraverunt ⁸, cum Jovem Praedatorem et Minervam Leitida, Martem denique

¹ Tac. Hist. l. 3. [c. 33.] ² Adde limitationem Silv. ad concl. 8. § 11. verbo Bellum. ³ de rep. l. 5. [p. 470. b. d. c.] ⁴ ut supra hoc capite. ⁵ l. naturalem. in fine. cum l. seq. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 5. et 6.] l. si quid bello. ff. de capt. [D. 49. 15. 28.] Inst. de rer. div. § item quae ab hostibus. [l. 2. 1. 17.] Dist. 1. c. jus militare. in fine. [Decr. Grat. p. 1. dist. 1. c. 10.] c. dicat aliquis. [Decr. Grat. p. 2. c. 23. q. 5. c. 25.] V. Gl. in d. c. jus militare. et in c. juris gentium [c. 2.] d. dist. ⁶ Deut. 20. 14. ⁷ Num. 31. et alibi. ⁸ Diod. Sic saepe. Virg. Liv. ap. Fabr. Sem. l. 2. c. 3. in fine.

aut Herculem aut Vulcanum spoliis hostium mactarunt. Unde et tropaea sancta fuere. Illud autem ipsius Josuâ¹ θεόπνευστου et a Divino numine dictatum negare quis potest? *Cum multis opibus ad sedes redite vestras, cum vi pecoris multa, cum auro argento aere ferro, cum vestimento omnifario, et participes estote praedae hostium vestrorum cum fratribus vestris.* Inter praecepta etiam quae Josuae dantur adversus Hajum proficiscenti illud² est: *Spolia ejus et jumenta ejus diripietis vobis.* Aut illud quod per Davidem enuntiatum³ est: *Accipite benedictionem de praeda hostium Domini*⁴. Sed vel hoc solum sufficere poterat, quod Deus Israclitas, formatum a se populum, ea ratione jus suum tutari voluit⁴: aut etiam quod modum praedae circumscripsit⁵ et quomodo dividi deberet ostendit. Illae etiam auctoritates, quae bellum esse justum aut simpliciter aut ex principiis probant, huc referri non incommode poterunt. Et eadem, quae bellum Christianis et in Christianos permittunt, ad praedam etiam pertinent: quia scilicet mutari non potuit, quod erat sui natura immutabile, nec Evangelica doctrina quidquam in moribus innovavit. Neque vero putandum est cum tam manifestis Dei oraculis pugnare Baptistae praeceptum⁶. In quo animadvertendum est consuli Johannem non a militibus in procinctu quique in hostem ituri erant, sed ab illis qui in Judaeae praesidiis versabantur. Quantis autem Romani milites injuriis miseros provinciales infestaverint quantamque solitudinem circum se fecerint illorum hiberna, testantur ejus saeculi scriptores. Has itaque vexationes, quas concussionem ipse vocat, ut hodieque dicuntur, et calumnias omnes Johannes prohibet iubetque milites *salaris*⁷ suis. (nam id ferme vox sonat) con-

Dem. in-art. II. artic. I. Dem. inart. III. artic. I. Dem. in-art. I. II. III. artic. II. et I. II. artic. III.

¹ Jos. 22. 11. ² Jos. 8. 2. ³ Sam. 1. 30. v. 26. ⁴ in dem. inart. I. artic. I. concl. 1. sub finem. ⁵ Num. 31. 26. Deut. 20. 19. Sam. 30. 22. ⁶ Luc. 3. 14. ⁷ ἀφώνιος.

tentos esse. Nec aliis ea sententia, quam rusticis et hospitibus parcat, in quos nimium crebrae sunt militum injuriae, ut omnes ad eum locum interpretes¹ consentiunt. Est enim hoc periniquum spoliari paganos immerentes, qui ad sui defensionem et sustentationem militum onera publicitus indicta sustineant. Sed nihil hoc ad res hostium pertinet, neque aliam sententiam habet, quam quod ante publicanis dictum erat, ne quid amplius exigent quam jure constitutum esset. Juste igitur, si imperantes ita decreverint, praeda ex hoste ad militem perveniet diciturque et haec pars esse salarii, hoc est praemiorum, quae milites juste consequi Paulus² testatur. Non aliud ergo Johannes his qui in Judaea militabant quam exercitibus suis Aurelianus³ edixit: *Annona sua quisque ut contentus esset: de praeda hostis, non de lacrymis provinciarum viveret.* Omni autem jure praedam esse justam eadem auctoritas evincit, quae de bello idem probavit. Restant sanctorum virorum exempla: quorum princeps facile Abrahamus⁴ multa nobis argumenta suppeditat. Primum enim cum res hostibus possessas vi aufert⁵, satis ostendit non debere ut alienum relinqui id, quod hostes detinent, ideoque hoc factum recte imitabimur. Agnoscit deinde praedam cum ejus partem decimam dat sacerdoti, ut in Epistola ad Hebraeos⁶ diserte explicatur. Illud autem ipsum de praedae decima apud alias etiam gentes invenitur⁷. Ad ultimum jus praedae apertius probare non potuit, quam cum quaedam ejus consumenda ministris suis dedit, auxiliatoribus vero partes e manubiis assignari voluit⁸. Neque enim erat is Abrahamus qui daret quidquam quod honeste accipi non posset. Caeterum quod e spoliis reliquum erat non quasi minus jure partum recusavit, hoc ipsum enim aperte fuisset professus: ne-

*Dem. in-
art. artic.
IV.
Prob. tota
quae ab ex-
emplis.*

¹ V. Cajet. in summ. pecc. Belli damna. Ferd. Diac. ad Duc. Reg. reg. 2. innocenciae. ² Cor. 1. 9. 7. ³ Vopisc. Aurel. [c. 7.] ⁴ Historia est Gen. 14. ⁵ Ibid. 15. et 16. ⁶ Ibid. 20. et Hebr. 7. 4. ⁷ Liv. l. 5. [c. 25.] ⁸ Gen. 14. 24.

que vero interpretum quisquam ¹ ita intellexit: sed longe alia de causa. Et nonnulli quidem ita verba exponunt, ut dicant Abrahamum ante expeditionem voto se obligasse, nihil se ex praeda sibi excepturum. Certum autem est vovere nos alia quam quae facere necessario debemus. Quae autem ratio illum moverit aut ad votum aut citra votum ad repudiationem partis ex praeda, illis verbis indicatur: *Ne dicas ego ditavi Abrahamum* ². Liberaliter igitur et quadam animi magnitudine cessit jure suo. Verebatur enim haud immerito vir innocens ne homines profani et verae religionis inimici temere ipsum calumniarentur, quasi sola praedae aviditate bello non ad se proprie pertinenti se immiscuisset. Habet igitur hoc rationem specialem, et a Periclis et Fabii facto haud longe discrepat, qui rei privatae jacturam fecerunt, ne iniquam suspicionem in se irritarent. Neque multum diversam rationem Fabricius apud Dionysium ³ reddit, quod cum posset ex praeda nihil suum fecerit, *καὶ τὸν ἐκ δικαίου πλοῦτον ὑπεριδὼν ἕνεκα δόξης, etiam juste partas divitias prae gloria contemnens*, idque se fecisse dicit Valerii Publicolae aliorumque exemplo. Marci etiam Catonis factum haud dissimile post Hispanicam victoriam ⁴, qui paene iisdem verbis, quibus et Abrahamus, negabat quidquam ad se perventurum e bello captis praeter ea quae in cibo ac potu consumsisset. Addebatque non ideo a se culpari alios imperatores, qui concessas ex praeda utilitates sumerent, sed malle se de virtute cum optimis, quam de opibus cum ditissimis contendere. Potuit et hoc Abrahami animum movisse, quod pleraeque res quae penes reges devictos inventae erant, non illorum fuerant antiquitus, sed Sodomae civibus, sociis tum Abrahami, recens ereptae ⁵, quas idcirco ad priores dominos aut eorum Principem velut postliminio redire nonnihil habebat rationis: ut et juris Ro-

¹ V. Ambr. de patriarchis l. 3. c. 2. et Nic. Liranum ad locum Gen. With. Math. de bello justo. req. 2. p. 5. ² Gen. 14. 23. ³ in fragm. [p. 747. vs. 43.] ⁴ Plut. Cat. [p. 342. a.] ⁵ Gen. ibid. 11. et 16.

mani aequitas in rebus quibusdam constituit ¹. Imo etiam ubi jus deest benignitate interdum id factum legimus. Atque ita Abrahamus idem tum fecerit, quod Romani alias, qui captis Volscorum castris Latinis atque Hernicis sociis edicto ad res cognoscendas vocatis easdem reddiderunt ². Idem Volumnius et postea Attilius devictis Samnitibus, idem Gracchus et Aemilius factitarunt. Nec aliter Scipio constituit superatis Lusitanis atque etiam capta Carthagine in signis et donariis, quae Sicularum fuerant. Caeterum videant si qui sunt, quibus haec non placent, quos viros et quales condemnent: cum praedas egisse legamus et Mosem ³, exemplar justitiae multo certius quam fuit aut Lycurgus aut Aristides, et sanctissimum ducem Josuam ⁴ et Davidem Deo amicissimum regem ⁵; tum vero Rubenitas cum Gaditis et parte Manassarum ⁶, qui hostium spoliis ditati ideo scribuntur, quia fiduciam in Deo collocaverant, itemque Asam Principem religionis nomine summo opere commendatum ⁷. Quod si ad Christianos Principes venimus, invenietur nemo qui non exempla illa secutus sit. Tametsi enim Christianorum moribus et quidem sero servitus exoleverit ⁸, (cujus rei diversa ratio demonstrari facile posset, nisi ab instituto hoc discederet), manere tamen illud ut res captae bello capientibus quaerantur apud cunctos juris magistratos exploratum est ⁹. Verum testimonia in numerum congerere nihil hic opus. Theologos poscimus? En unum pro omnibus Augustinum ¹⁰. *Si qua jam praecisi possidere coepistis, quia vobis ablata nobis dominus Deus dedit, non ideo*

*Prob. tota
quae a dic-
tis.*

¹ C. de postl. rev. l. ab hostibus. in fine. [C. 8. 51. 12.] V. Ang. ibi et Jas. ad leg. 2. ff. de acq. poss. [D. 41. 2]. n. 11 et 12. ² Liv. [l. 4. c. 29. l. 10. c. 20. et l. 24. c. 16.] et Polyb. [l. 2. c. 31.] ³ Num. 31. 9. ⁴ Jos. 8. 27. et 22. 8. ⁵ Sam. 1. 30. 20 et 2. 8. Chron. 1. 18. ⁶ Chron. 1. 5. 18 et seq. ⁷ Chron. 2. 14. ⁸ l. in pecud. ff. de usur. [D. 22. 1. 28.] ⁹ Inn. in c. olim. de rest. spol. [Decretal. 2. 13. 12.] Pan. in c. sicut. ult. de jurejurando. [Decretal. 2. 24. 29.] n. 8. Bart. ad l. hostes. in fine ff. de capt. [D. 49. 15. 24.] Bal. in l. 4. C. de ing. man. [C. 7. 14.] Mart. Laud. de bello q. 19. ¹⁰ c. litt. Petil. citatur in c. 2. [Decr. Grat. p. 2. 23. 7.]

concupiscimus aliena: quia illius imperio, cujus sunt omnia, facta sunt nostra, et juste nostra sunt. Placent juris Pontificii doctores? Pontifex ipse Innocentius ¹ *acquisita bello licite licite retineri* affirmat: idemque multis exsequitur Hostiensis ² et Panormitanus ³ et Archidiaconus ⁴. Quid juris Romani interpretes? Bartolus ⁵: *Ubi bellum licitum fuit depraedantes ex jure civili ad restitutionem non tenentur.* Baldus ⁶ hoc amplius: *In foro etiam interno conscientiae licite retinentur quae justo bello capta sunt: cujus et verba Jason ⁷ refert et omnes probant non modo jurisconsulti verum etiam sacrosanctae sapientiae interpretes, quicumque hanc disputationem proprie exsecuti sunt, ut Silvester, Adrianus, Angelus, Lupus et inter Hispanos Victoria et Covarruvias ⁸: quod si omnes auctores inspiciamus, nemo damnat praedam, multi avaritiam in praeda, τὸ πλεονέκτημα, id quod plus aequo est: sicut nec bellum, sed in bello crudelitatem culpari diximus. praedam igitur capere aliquando justum est Christianis ex Concl. II. Christianis omni jure ⁹.*

CAPUT V.

QUAESTIO III.

QUAE PRAEDA JUSTA SIT.

QUAESTIO IV.

QUOD BELLUM JUSTUM SIT.

Si igitur est aliqua ejusmodi, quaenam illa sit praeda, quae

¹ in c. quia plerique. de imm. Eccl. [Decretal. 3. 49. 8.] ² in summa tit. de poenit. [Decretal. 5. 38.] ³ in d. c. sicut et d. c. olim [Decretal. 2. 24. 29. et 2. 13. 12.] ⁴ in c. Dominus noster. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 2.] ⁵ ad l. naturalem. §. item quae ab host. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 5. § 7.] ⁶ in c. 1. in 4. col. de mil. vas. qui contumax est. [F. 2. 22.] ⁷ ad l. 1. ff. de acq. poss. [D. 41. 2.] n. 8. ⁸ Silv. in verbo Bellum §. 1. et §. 9. Adrianus in quaest. de rest. in part. et quaest. de bello. Angelus in disput. Renovata guerra. Lupus de bello §. ult. [Ocean. jur. vol. 16. p. 323.] Victoria de jure belli c. 51. et seq. Covarruvias ad l. peccatum, de reg. jur. can. parte 2. §. 11. [Covarr. Oper. Omn. vol. 1. p. 512.] ⁹ Mart. Laud. q. 11.

justa dici debeat, restat videndum. Neque longa est disquisitio. Ut enim ex his, quae ante diximus ¹, manifestum fit, *Concl. III. omnis praeda justa est, quae justo ex bello oritur* ². Et sic omnes definiunt. In eo nunc omnis disputatio vertitur, bellum quodnam justum sit ³. Sed ante omnis verbi tollenda est ambiguitas. Justum enim cum dico, non ita intelligo, sicut interdum usurpatur, quod ad suae naturae magnitudinem pervenit, ut justa aetas, justum navigium, justum opus dicitur, nec cui addita est species exterior solemnibus quodammodo, unde justa materfamilias, etsi pars haec est propositae considerationis (utroque enim significato justum bellum apud auctores legitur), sed hoc demum, cui nihil eorum deest quae jure aliquo divino aut humano requiruntur. Variè autem haec nec satis ordine a magistris tractata sunt. Septem quidam ⁴ bellorum nomina verius quam genera posuerunt: neque vera omnia, nec ipsa satis inter se distincta. Nonnulli hoc voluerunt ut a iudice esset et ex jure. Alii hic desiderant auctoritatem, causam (sic vocant illud unde bellum nascitur) et intentionem, seu potius id, quod cuique propositum est, nonnulli causam, modum, necessitatem ⁵. Auxerunt alii numerum, qui necessarium esse bellum cupiunt, ut sine reipublicae periculo omitti non possit, et jussum a magistratu summo, et justa causa, indictumque hosti et denuntiatum ⁶. *Nova declaratio.* Considerant alii ex re, ex causa, ex animo, ex auctoritate, ex persona. Sed in quaque partitione quid deficiat aut abundet, ita apparebit, si bellum ad summa quatuor causarum genera ⁷ revocemus. Solent enim actiones non minus quam

¹ Ex. demonstr. univ. q. 2. ² Convenit cum Thom. 2. 2. q. 66. art. 8. ad 1. ³ V. Bud. l. 3. ff. pro socio. [D. 17. 2.] et Ayalam de jure belli l. 1. c. 34. ⁴ Gemin. in c. 1. de homic. [Decretal. in 6. 5. 4.] et ex illo alii qui de bello scripserunt. ⁵ Thom. 2. 2. q. 40. Bart. de repress. Castr. ad l. ex hoc. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] Pantheol. Rain. Pisani. c. 1. With. Math. de bello justo et licito, in princ. ⁶ Joh. Lupus de bello, ex Hostiensis de treuga. [p. 323.] ⁷ Arist. Metaph. l. 4. c. 2. [p. 1013. 2. vs. 16.] v. Silv. in verbo Lex. §. 5.

res caeterae ad cas referri. Et quidem ut vitiosa sit actio aliquam causarum vitiosam esse sufficet ¹: recta vero ut sit (siquidem rectum nisi uno modo esse non potest) illas omnes, quomodo oportet, concurrere necesse est. Id Graecus indicat versus ²:

ἔσθλοὶ μὲν γὰρ ἀπλῶς, παντοδαπῶς δὲ κακοί.

Simpliciter bonus est: at malus omnimodis.

Omne ergo bellum justum est, quod omnes causas justas *Concl. IV. habet.* Causae itaque examinandae sunt. Et in prima parte videndum qui juste bellum gerant, in secunda quibus de causis et in quos, in tertia quomodo seu quatenus, in quarta quorsum quoque animo. Operam autem hanc non eo insumimus, quod aliorum nobis labores de jure belli displiceant, quippe quorum etiam auctoritas nobis usui futura sit: sed quia ex adminiculis, quae nobis jam comparavimus, aliquantum nos ad earundem rerum, quas illi tradiderunt certitudinem, aut saltem ad ordinis perspicuitatem collaturos existimavimus. •

CAPUT VI.

DE CAUSA BELLII EFFICIENTE.

QUAESTIO. V.

ART. I. QUAE JUSTA SIT CAUSA EFFICIENS BELLII PRIVATI.

ART. II. QUAE JUSTA SIT CAUSA EFFICIENS BELLII PUBLICI.

Causarum, quae aliquid efficiunt, alias esse principales traditum est, alias adjuvantes, alias instrumentorum nomine censerī: quae quidem omnes, ut in aliis plerumque rebus spectantur, ita et in voluntariis hominum actionibus, in quo genere bellum est. Naturaliter, sicuti diximus, juris quisque sui exsecutor est: ideo enim ex animo effecti sumus et cor-

¹ Dion. de divi. nomin. Thom. 2. 2. 110. art. 3. ² Arist. de mor. ad Nicom. l. 2. c. 5. [p. 1106. 2. vs. 35.]

pore, ut corpus sit quod animo inserviat ¹. Hoc ipsum et membrorum usus indicat, praecipue manuum ², quas exserendo nos ipsos tuemur, injiciendo rem ut nostram vindicamus: naturale est praeterea ut alter alteri beneficiamus atque opem feramus ³. Nam quod nobis laborantibus fieri velimus, idem recte alteri praestabimus ⁴. Nec male qui de officiis scripserunt ⁵ illud demonstrant Deo placuisse, ne quid post ipsum homini esset utilius homine. Sunt autem diversa inter homines societatis vocabula, secundum quae et cognati ad opem ferendam coeunt et vicini inclamantur ⁶ et in universum omnes ejusdem civitatis cives ⁷: unde illud in scenis *Porro Quirites* ⁸. Et Solonem ita docuisse accepimus beatam fore rempublicam, in qua alienas quisque injurias suas existimaret. Democritus ⁹: ἀδικουμένοισι τιμωρεῖν κατὰ δύναμιν χρὴ καὶ μὴ παριέναι. τὸ μὲν γὰρ τοιοῦτο δίκαιον καὶ ἀγαθόν, τὸ δὲ μὴ τοιοῦτο ἄδικον καὶ κακόν. *Injuria oppressos defendere pro viribus oportet et non negligere: illud enim justum bonumque est, hoc vero injustum et malum.* Et Aristotelis ¹⁰ est egregium dictum: δεῖ τοὺς ἀδικουμένους ὑπὲρ ἑαυτῶν πολεμεῖν ἢ ὑπὲρ συγγενῶν ἢ ὑπὲρ εὐεργετῶν ἢ συμμάχους ἀδικουμένοις βοηθεῖν. *Oportet aut pro se arma sumere si quis injuriam acceperit, aut pro cognatis aut pro benefactoribus aut pro injuria affectis auxiliariis.*

Quodsi etiam caetera desint vincula, tamen totius humani generis societas naturaeque communio hoc efficit, ut mala aliis illata nos etiam tangant. Hominibus enim humani nihil alienum esse debet: adeo quidem ut praeclarae gentes theologique et jurisconsulti non minimae auctoritatis multis casibus existiment puniendam esse eorum negligentiam qui, cum pos-

¹ V. reg. 5 et in fine c. 2. ² V. supra ad l. 2. ³ V. ante l. 5. et 6 et ad reg. 3. ⁴ V. demonstr. inart. 2. artic. 1. concl. 1. l. servus ea. ff. de servis export. [D. 18. 7. 7.] ⁵ Cic. ex Panact. de off. 1. 2. [c. 3. §. 11.] Cic. de off. 1. 3. [c. 6. §. 26 et 27.] ⁶ Dd. ad l. si quis in servit. in fine. ff. de fur. [D. 47. 2. 7.] ⁷ V. l. 7. c. 2. ⁸ [Laber. ap. Macrob. Sat. 1. 2. vs. 7.] ⁹ [ap. Stob. in floril. 1. 46. n. 43.] ¹⁰ Rhet. ad Alex. c. 3. [p. 1425. 1. vs. 12.]

sent prohibere, laedi aliquem permiserint ¹. Sed et auctores et auxiliares agunt vi sua, illi quidem sui ipsius, hi vero alterius gratia. Instrumenta autem non agunt sua vi, sed ejus qui movet ². Habet enim instrumentum rationem quodammodo partis: pars autem toti naturaliter famulatur. Hinc manus *ὄργανον ὀργάνων*, quasi instrumentorum omnium instrumentum, unde poeta ³:

Arma antiqua manus, dentes unguesque fuerunt.

Arma vicissim manus militis. Nos autem cum de instrumentis belli loquimur, non tormenta aut gladios aut hastas volumus intelligi: ista enim ad justitiae quaestionem parum pertinent: sed ipsos homines, quorum opera sub aliorum imperio est. Exemplum sit in filio ⁴, qui naturaliter pars quaedam est patris, cum a patre hoc ipsum quod est acceperit. Et in servo ⁵, nam et hic pars quodammodo domini est, ut quaevis possessio. Nam sicut pars non tantum pars est totius eadem relatione qua totum est totum partis, sed hoc ipsum quod est totius est, ita possessio est aliquid ipsius possidentis. Democritus ⁶: *οἰκέτησιν ὡς μέρεσι τοῦ σκήνεος χρῶ ἄλλω πρὸς ἄλλο.* h. e. *famulis tamquam partibus corporis aliis ad aliud utere.* Nec male dictum Aristoteli ⁷ quosdam esse natura servos, non quia non hominem Deus liberum creaverit, sed quia

¹ V. ad reg. 2. Bart. in l. ut vim. ff. de just. et jure. [D. 1. 3.] n. 7 et 8. Jas. ib. n. 29. Castr. ad §. jus gentium [§. 4] l. 1. eo tot. n. 10. 11. 12. Bart. ad l. hostes. ff. de capt. [D. 49. 15. 24.] n. 9. Inn. ad c. sicut. de jurejur. [Decretal. 2. 24. 29.] et in c. olim. de rest. spoliis [Decretal. 2. 13. 12.] et ibidem Pan. n. 15. Silv. in v. Bellum 2. §. 8. Thom. 1. 2. q. 47. art. 1. Gen. 14. toto cap. Prov. 24. 11. Ps. 82. 4. Dynus in c. non est sine. [Decretal. in 6. 5. 12. reg. 19.] Silv. in v. Homie. n. 10. Sen. ep. 95. ² Arist. de rep. l. 1. c. 4. [p. 1253. 2. vs. 27. sqq.] ³ [Lucr. l. 5. vs. 1282.] ⁴ l. cum seimus §. 1. C. de agric. et cens. [C. 11. 47. 22] Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 10. [p. 1134. 2. vs. 10.] Applica ex l. Gracchus. C. de adult. [C. 9. 9. 4.] Sen. contr. l. 1. 4. ⁵ Applica cx l. cum dom. ff. de S. C. Sil. [D. 29. 5. 19.] ⁶ [ap. Stob. in floril. l. 62. n. 45.] ⁷ de rep. l. 1. c. 5. [p. 1254. 2. vs. 16. sqq.]

sunt quidam eo ingenio, ut ipsis expediat alieno potius imperio regi quam suo¹. Quare familia quasi multitudo corporum est, quae ab uno animo moventur. Et omnis omnino minister instrumentum est: unde et eos, quorum nos opera utimur,

Subditi. manum nostram dicimus. Hos igitur omnes subditos voce-
Concl. V. artic. I. mus. Secundum haec ergo quae diximus, *bellum privatum*

(nam de eo prius agendum est) *juste gerit unusquisque et cum sociis et per subditos*. Baldi² huc illud referri potest: *quosdam movere bellum per se non per alium, item per se cum alio: quosdam per alium non per se: quosdam per alium et per se*. Sed tria, quae diximus, in una conspici possunt Abrahami³ historia, ubi non ipse duntaxat bellum gerit, sed Haner, Eschel et Mamres federati praetereaque familia ipsius Abrahami vernacula, qui pueri illic vocantur. Neminem autem hic excipio: quia si cui bellum gerere non licet, id non vitio contingit personae sed ordinis⁴, ob legem scilicet nonam, de cujus vi alibi erit agendi locus. Et sic intelligi debet Augustini⁵ illud: *ut nihil justus praecipue cogitet in his rebus, nisi ut bellum suscipiat cui bellare fas est: non enim fas est omnibus*. Plerumque enim auctores bellum cum dicunt non privatum sed publicum intelligunt, cujus frequentior consideratio est⁶. De quo et nos videamus. Sicut privatim belli gerendi penes singulos, ita publice bellandi potestas primo est penes rempublicam⁷, sive id quo de agitur ab initio publicum fuit, sive per judicium ex privato factum est publicum⁸. *Respublica* autem intelligi debet, quae est *αὐταρκής*, *sufficiens sibi et totum aliquod per se*: quae est *αὐτόνομος*, *αὐτὸδικος*, *αὐτοτελής*, ut Thucydides dice-

¹ Plato de rep. l. 9. [p. 590. d.] ² ad l. 2. C. de serv. et aqua. [C. 3. 34.]

³ Gen. c. 14 vss. 13. 14. 24. ⁴ V. exempl. in explic. l. 13. ⁵ super Jos. l. 6. q. 10. citatur in c. Dominus. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 2.] ⁶ V. l. 7. et 8.

⁷ Convenit enim Viet. de jure belli n. 5. et Caiet. ad Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. et in summ. pecc. Bellum injustum. ⁸ Bal. cons. l. 4. 106. Bart. de repress. in pr. n. 6.

ret, hoc est, *quae suas leges, sua judicia, sua tributa suosque magistratus habet*: cui proprium consilium propriaque est auctoritas, ut explicuit Cajetanus et Victoria ¹, ubi docet nihil obstare quominus plures principales perfectaeque respublicae sub uno sint Principe, aut alioquin arctissimo inter se foedere colligatae ². Nisi autem unaquaeque respublica belli gerendi haberet potestatem, non esset ad sui defensionem sufficiens ³. Quare populo Romano bellum jubere licuit et Latinis, Etruscis, Samnitibus, Tarentinis totque aliis Italiae populis, quos cum populo Romano certasse legimus ⁴; ut nunc Carthaginenses in Africa taceam, in Graecia Lacedaemonios, Athenienses multasque alias civitates. Idem de Hebraeis veteribus dici potest et de omnibus populis, qui sui fuerunt juris. Hinc post Cunaecum Bartolus ⁵ inter duas liberarum civitatum bellum justum esse affirmat et capta capientium fieri. Est et belli publici suscipiendi penes magistratum auctoritas ⁶. Nam cum respublica suam voluntatem semel in illorum voluntatem contulerit, quod reipublicae pro se licet, idem magistratum pro republica ⁷. Magistratus autem hic intelligi debet, qui mandatum belli gerendi habet. Habent autem quodammodo omnes, nisi specialiter exceptum appareat, quia ejusdem est jus dicere et jurisdictionem suam tueri, decernere et decreta exsequi ⁸. Id autem sine bello interdum fieri non potest. Praeterea in hostes internos vindicandi et in externos naturaliter ejusdem est potestatis ⁹. Sed ordo observandus est. Nam cum nihil sit in quo reipublicae salus magis quam in bello periclitetur, non est dubium quin ei cui pluri-

¹ Cajet. dictis locis. Vict. de jure belli n. 5. et n. 7. Henr. Gorich. de bello justo in praef. ² Arist. de rep. l. 2. c. 2 [p. 1261. vs. 24. sqq.] et l. 3. c. 9. [p. 1280. l. vs. 31. sqq.] ³ V. defin. post reg. 3. c. 2. Arist. de rep. l. 7. c. 4. [p. 1326. l. vs. 16. sqq.] ⁴ V. l. hostes. ff. de capt. [D. 49. 15. 24.] ⁵ ad l. ex hoc jure ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] et ad l. hostes. ff. de capt. [D. 49. 15. 24.] ⁶ V. ad l. 10. et 11. c. 2. ⁷ ex defin. c. 2. ⁸ V. l. qui restit. ff. de rei vind. [D. 6. 1. 68.] et Bart ad d. l. hostes. n. 11. ⁹ Cajet. in summ. pecc. in v. Bellum. Fulg. in d. l. ex hoc jure. [D. 1. 1. 5.] Oldr. cons. 70.

mum creditit respublica commissam voluerit ejus movendi facultatem. Cumque diversos instituerit magistratum gradus, non ambigua voluntatis significatio est, ut in re tam gravi ad supremum magistratum primo loco eatur, hic si habere non possit aut officium non faciat, ad secundum: et ita deinceps. Semper enim respublica et defendi ipsa vult, et justitiam exerceri, bonique publici procuratio ad magistratus omnes pertinet ¹. Ubi igitur populus ipse convenire in unum non solet neque hoc ex usu suo arbitratus est, belli movendi auctoritas primo penes illos illumve est, cui aut quibus tota civilis potestas aut pars ejus maxima mandata est. Sunt enim alibi plures ut pars populi aliqua aut optimates: alibi unus qui Princeps dicitur. Unde Augustinus ²: *Ordo, inquit, naturalis mortalium paci accommodatus hoc poscit, ut suscipiendi belli auctoritas atque consilium penes Principes ³ sit.* Ubi vero Princeps aut abest aut negligit neque lex est quae diserte vetat, quin possit proximus magistratus non solum rempublicam defendere, sed etiam bellum inferre et in hostes animadvertere et malefactores etiam occidere, non ambigo ⁴. Sed an si tale quid accadat, bellum publicum dicendum sit, disputatur. Ego quominus sit nihil video: habet enim reipublicae voluntatem: quam quidem in bello gerendo pro auctoritate habendam, hoc est, tacitam ejus significationem non minus quam expressam recipi debere, non Cicero ⁵ tantum, sed inter theologos etiam Cajetanus ⁶ explicat, ex veteri nimirum formula: *Salus populi suprema lex esto.* Agitatum tamen est hoc cum alibi tum Romae aliquoties. Jure enim Quiritium bellum, communiter certe, nisi ex Populi Senatusve sententia moveri non poterat. Cn. tamen Manlius cum Gallograccis bel-

Paradoxon.

¹ V. c. 2. ad. l. 10. ² c. Faust. Manich. l. 22. c. 74. citatur in c. quid culpatur. [Deer. Grat. p. 2. 23. l. 4.] ³ Sam. l. 8. 20. ⁴ Vict. n. 9 in fine. Bart. post Pet. in l. ex hoc jurc. ff. de just. et jure. [D. l. 1. 5.] Bart. de repress. g. princ. ad secundum. n. 6. Mart. Laud. de bello q. 2. [p. 324.] ⁵ Epist. ad Brutum 7. [l. 2.] ⁶ ad summ. Thom. 2. 2. q. 64. art. 3 in fine.

lum ob causam intulisset, quamquam illos hostes non acceperat, non absolutus modo est cum accusaretur, sed triumphum etiam impetravit. Repudiata et Catonis sententia, qui bellum istud, quod Julius Caesar cum imperio in Galliam missus Ariovisto et Germanis quodque idem Britannis intulit, privatum dicebat. Quamquam non diffiteor et Manlium et Caesarem eo defendi potuisse, quod cum genti alicui indictum est bellum, quicumque ei auxilio futuri sunt tacite comprehendi videntur. Ego vero etiam Decimi Bruti bellum publicum puto, quod ille gessit adversus Antonium, Galliam Citeriorem provinciam obtinens. Et his rationibus atque exemplis moveor ad repudiandam Innocentii et eum sequentis Bartoli auctoritatem ¹: quae sane in causis juris publici aut gentium non multum habere debet momenti, praesertim cum nec altera pars careat adstipulatoribus et quidem Hispanis ², quod genus in jurisprudentia minime contemnendum est: praesertim cum in repressaliis ³, quae belli species quaedam est, nemo non hoc ipsum concedat. Sicut autem privati a privatis ad bellum recte assumuntur, ita uni reipublicae aut magistratui non privati modo, sed et altera respublica aut magistratus in bello potest accedere ⁴. Hinc auxilia, quae Graeci ⁵ eleganter distinguunt *εὐμαχίαν καὶ ἐπιμαχίαν* vocantes, quarum haec ad defensionem duntaxat, ex lege scilicet prima, altera vero ad qualemcunque belli causam pertinet. Eodemque modo velut instrumenta publici belli sunt subditi, hoc est illi qui legibus reipublicae obstricti sunt: quo spectat in partem lex septima

¹ in c. olim. de rest. spol. [Decretal. 2. 13. 12.] n. 8. et in c. sicut. de jurejur. [Decretal. 2. 24. 29.] n. 5. et Pan. ibi et Bart. ad d. l. hostes. n. 11 et 12.
² Vict. d. l. Ayala de jure belli l. 1. c. 2. n. 9. Adde Silv. in v. Bellum. n. 2. ibi: sufficit etiam. ³ V. Silv. in v. Repress. §. 2. ⁴ Cic. de off. 1. 1. Ambr. de off. 1. 1. c. 36. citatur in c. non in ferenda. [Decr. Grat. p. 2. 23. 3. 7.] Bald. ad l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] n. 46 et 47. Cajet ad summ. Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. ad secundam. Mart. Laud. q. 15. [p. 324.] Vasq. contr. ill. c. 22. n. 6.
⁵ Thuc. lib. 1. [c. 44.] et ibi schol.

et octava cum quarta regula. Nemo igitur excipiendus est, nisi forte lege speciali aut moribus cujusque reipublicae, ut servi Romano jure, Pontificio clerici, diversa ratione. Quatenus autem subditi bellum gerant publicum alius¹ erit videndi locus. Nunc personarum duntaxat jura exquirimus, quorum haec est summa: *bellum publicum juste geritur a rep. sive magistratu in suo ordine cum socia rep. sociove magistratu perque subditos.*

*Concl. V.
artic. II.*

CAPUT VII.

DE MATERIA BELLI

CIRCA QUAM ET IN QUA.

QUESTIO VI.

ART. I. QUÆ SIT JUSTA MATERIA BELLI CIRCA QUAM EFFICIENTIBUS VOLUNTARIIS.

ART. II. QUÆ SIT JUSTA MATERIA BELLI IN QUA EFFICIENTIBUS VOLUNTARIIS.

ART. III. QUÆ SIT JUSTA MATERIA BELLI CIRCA QUAM SUBDITIS.

ART. IV. QUÆ SIT JUSTA MATERIA BELLI IN QUA SUBDITIS.
COROLLARIUM QUESTIONIS VI.

AN DETUR BELLUM UTRIMQUE JUSTUM.

ART. I. RESPECTU VOLUNTARIORUM.

ART. II. RESPECTU SUBDITORUM.

Nunc illud videamus qua de causa et in quos bella gerantur. Et prius de ea quae proprie dicitur belli causa, quam ipsam et belli principium Aristoteles² vocat, qui distinctius loquuntur *πρόφασιν*³. Cum igitur bellum justum juris sit exsecutio⁴, id de quo justo bello certatur, jus sit necesse⁵ est. Sed hic notandum, cum supra duo sint posita belligerantium

¹ in materia et forma. ² de rep. l. 1. c. 6. [p. 1255. l. vs. 24.] ³ Polyb. histor. l. 3. [c. 6. med.] ⁴ c. 2. in fine. ⁵ in princ. c. 6.

genera, voluntarium alterum alterumque velut instrumentum, quos subditos dicimus, non eodem modo jus in utroque considerari. Nam subditi quatenus subditi sunt jure non utuntur simpliciter, sed per quamdam comparisonem, ut scholastici prodiderunt. Proprie autem jus eorum est qui voluntarie agunt ¹. Ut autem jus sit, necesse est voluntatem ab apprehensione animi, apprehensionem animi ab ipsa oriri veritate. Neque enim frustra legem rectam esse rationem veteres definiverunt. Merito autem admonentur ² hi, qui bellum jubent, ne ultimum illud necessitatis telum usurpent, nisi justae subsint causae. Cicero ³: *illa bella injusta sunt, quae sunt sine causa suscepta*. Jus autem omne, quod nobis competit, ad quatuor leges referri potest, primam, secundam, quintam et sextam. Nam tertia et quarta, si ad bonum proprium invertuntur, a prima et secunda nihil discrepant, terminis duntaxat commutatis. Septima autem et caeterae omnes ad legem sextam referuntur, adminiculo scilicet regulae tertiae. Bellum igitur omne quatuor causarum ex aliqua oriri necesse est. Prima est sui defensio, ex lege prima. Nam ut Cicero ⁴ inquit, *illud est non modo justum, sed etiam necessarium, cum vi vis illata defenditur*. Et multa sunt apud auctores in eam sententiam. Altera est ob rem suam, ex lege secunda ⁵: unde non resistere duntaxat licet, verum etiam dejicere. Res autem intelligenda est non tantum corporalis, sed jus etiam omne atque adeo bona fama, quae bonis jure propria est, quaque spoliari minime debent. Tertia, quae a plerisque omissa est, ob debitum ex contractu aut simili ratione. Sed idcirco praeteritum hoc puto a nonnullis, quia et quod nobis

¹ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 10. [p. 1135. 1. vs. 15.] Inst. de just. et jure. in pr. [I. 1. 1.] ² Pan. in c. sicut. de jurejur. [Decretal. 2. 24. 29.] n. 12. Vict. de jure belli. n. 21. ³ de rep. l. 3. [c. 23. §. 18.] ap. Isidorum [Orig. l. 18. c. 1.] ⁴ [pro Milone c. 4. §. 9.] ⁵ l. 3. §. cum igitur. ff. de vi et vi armata. [D. 43. 16. 3. §. 9.] c. justum. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 1.]

debetur nostrum dicitur ¹. Sed tamen exprimi satius fuit, cum et juris illa feicialis formula ² non alio spectet: *Quas res nec dederunt, nec solverunt, nec fecerunt, quas dari, fieri, solvi oportuit*. Plato etiam in Alcibiade bella geri dixit non modo si quis vi opprimatur aut expiletur, verum etiam si deceptus fuerit. Et Seneca ³: *Urbes quoque urbibus quae praestitere exprobrant*. Quin et Baldus ⁴ de pecuniario debito exprimit. Quarta est ob maleficium injuriamque omnem, quae iniquo animo tam facto quam verbis infertur.— Augustinus ⁵: *Justa autem bella definiri solent, quae ulciscuntur injurias. Sic gens et civitas petenda est, quae vel vindicare neglexerit, quod a suis improbe factum est, vel reddere quod per injurias ablatum est*. Illud autem intelligendum est, causas quas dixi quatuor quasi materiae loco, easdem esse in bello et privato et publico. Sed publici ut exempla ita jura certiora sunt. Et tamen privatum efficiente et forma differt, materia non differt. Ad defensionem tutelamque corporis sui privata vis justa est omnium animantium exemplo ⁶. Quin ad rerum etiam suarum defensionem aut recuperationem ⁷. Neque minus ad consequendum id quod nobis debetur ⁸. Etiam expeditio poenae ex delicto privatim permittitur, ut in adulterum certis casi-

¹ l. meorum de V. S. [D. 50. 16. 91.] ² Liv. l. 1. [c. 32.] Adde §. omnium. Inst. de act. [l. 4. 6. §. 1.] ³ de benef. l. 3. c. 6. ⁴ ad l. 1. ff. de just. [D. 1. 1. 1.] ⁵ sup. Jos. l. 6. q. 10. citatur in c. Dominus. [Decr. Grat. p. 2. 23. a. 2.] ⁶ l. ut vim. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 3.] l. is qui aggr. C. de sicariis. [C. 9. 16. 2.] l. pen. ff. ad l. Jul. de vi publ. [D. 48. 6. 11.] c. significasti. [Decretal. 5. 12. 16.] Clem. tit. de homic. volunt. [l. 5. t. 4.] ⁷ Silv. in v. Duellum. §. 3. et in v. Bellum. 2. §. 10. 11. 12. l. 1. §. vim vi. ff. de vi armata. [D. 43. 16. 1. §. 27.] c. olim. de restituend. spoliis. [Decretal. 2. 13. 19.] l. 1. C. unde vi. [C. 8. 12.] l. si alius §. bellissime. ff. quod vi aut clam. et l. ult. §. si ad januam. eo tit. [D. 43. 24. 7. §. 3. et 22. §. 2.] ⁸ Exod. 22. 9. c. si perfodiens. de homic. [Decretal. 5. 12. 3.] l. ait praetor. §. si debitorem. ff. quae in fraud. cred. [D. 42. 8. 10. §. 16.] Innoc. in d. c. olim. de rest. spol. n. 8.

bus, in raptos, in desertores et transfugas ¹. Qua ratione Tertullianus ² dixit: *In reos majestatis et publicos hostes omnis homo miles est.* Leges ³ etiam haud temere nomen ultionis exprimunt, ejus quae concessa est. Sicut autem bellum aliquod privatum ex causa justum est, ita publicum injustum si causa desit ⁴. Hinc Senecae ⁵ querela: *Homicidia compescimus et singulas caedes: quid bella et occisarum gentium gloriosum scelus? Non avaritia, non crudelitas modum movit. Ea Senatusconsultis plebisque scitis saeva exercentur, et publice jubentur vetita privatim.* Quem imitatur Cyprianus ⁶: *Homicidium cum admittunt singuli crimen est: virtus vocatur cum publice geritur.* Hinc illud: *Jusque datum sceleris* ⁷. Unde rex Alexander, si justas belli causas in Asiam non habuit, recte a pirata tractus est in criminis societatem, ita ut Lucanus terrarum praedonem, Seneca ⁸ latronem illum dixerit. Idem de Crassi bello in Parthos dici potest. Spectandae igitur in utroque causae, quas esse quatuor diximus. Nam qui ⁹ tres statuunt justas bellorum causas, defensionem, recuperationem et punitionem, ut loquuntur, illam non infrequenter omittunt, quae locum habet, quoties quae convenerint non praestantur. Totidem enim esse debent executionum, quot sunt actionum genera, quod ad materiam attinet, quae in bello et judiciis eadem est ¹⁰. Et ex primo quidem genere raro judicia redduntur, quia moram istam se tuendi necessitas non permittit. Attamen interdicta de non offendendo huc pertinent. Secundo ex genere sunt in rem actiones, quas vindicationes dicimus: interdicta etiam posses-

Nova de claratio.

¹ l. Gracchus. C. de adult. [C. 9. 9. 4.] V. omnino Vasq. Controv. poster. l. 4. c. 8. l. raptos. C. de episcopis. [C. 1. 3. 54.] C. quando liceat unicuique. tot. tit. [C. 3. 27.] ² in apologetico. ³ C. d. t. l. i. et l. devotum. C. de metatis. [C. 12. 40. 5.] ⁴ Silv. in v. Bellum. l. n. 4. ⁵ Epist. 96. ⁶ Epist. l. 2. 2. ⁷ Lucan. [Phars. l. 10. vs. 21.] ⁸ V. Sen. de benef. l. 1. c. 13. ⁹ Bal. ad l. 2. C. de serv. et aqua. [C. 3. 34.] n. 71. et theologi. Wilh. Math. de bello justo et licito. ¹⁰ V. infra in forma.

sionis gratia comparata. Ex tertio et quarto actiones personales, conditiones scilicet ex contractu et ex maleficio. Sicut autem in lite sic et in bello quae causae, si verae essent, justum facerent actum petitoris, eadem si id jus non habent, quod prae se ferunt, justitiam transferunt ad reum seu defensorem. Ut si res nostra a nobis petatur, aut ad id urgeamur, ad quod obligati non sumus, aut insontes ad poenam poscatur, hic cum justa non sit offensio, defensionem ex lege prima justam esse necesse est ¹. Jus autem et hic, sicut in re forensi, non omne ante executionem nascitur. Est enim et hoc ipsum jus, id quod jus suum est exsequi: quod in praedae explicatione attigimus ². Ex his autem apparet, nec dominationis nec libertatis non debitae causa justa arma sumi: quae tamen eadem parta ante ut recte retineantur, ne bella quidem formidanda sunt. Quamquam illud non tam juris quam consilii est: videndum ne ob injurias leviores temere nos commoveamus, cum eas tolerare minus saepe sit incommodum, quam ista pati, sine quibus bellum esse non potest. Vitanda Charybdis, dum ne in Scyllam incidamus. Cui et hoc in foro simile est, quod litigare non quoties justum est etiam expedit. Haec autem quae de jure diximus non minus ad socios quam ad principales belli auctores pertinent ³: nam et illi considerare debent, ne cui se bello non justo immisceant. Nec enim coguntur, cum etiam jure sint irriti contractus ad cujusvis belli societatem ⁴. Unde Abrahamus ⁵ socios de justitia causae instruit et Achilles Graecis auxiliaturus apud poetam Latinum ⁶ causas prius belli requirens inducitur:

quae Danais tanti primordia belli,

Ede: libet justas hinc sumere protinus iras.

*Concl. VI.
artic. I.*

Quare his qui gerunt voluntarie, id bellum justam habet

¹ V. in dem. art. 1. conc. 2. ² Vict. n. 11. et 12. et Arist. de rep. l. 7. c. 2. [p. 1324. 1. vs. 35. sqq.] ³ Summ. Ros. in v. Bellum n. 10. Silv. in v. Bellum n. 9. concl. 4. ⁴ Inn. in c. sicut. de jurejur. Wilh. Math. de bello justo et licito. in 1. req. ⁵ Gen. 14. vs. 14. ⁶ Stat. Achill. l. 2. [vs. 333. sq.]

causam, quo vitam aut res defendunt aut recuperatum eunt, idve quod debetur aut poenas maleficii expetunt. Hoc constituto facile et altera quaestio explicabitur. Solet enim materiae loco censi etiam id quod actioni cuique subjacet, sive id quod patitur: ut in bello is in quem bellum geritur, hoc est hostis, quamquam id vocabulum non minus actionis quam passionis significatum habet. Sicut autem naturaliter cum agens agit vi caloris, sequitur id quod patitur frigidum esse ¹, ita cum appareat eum qui justum gerat bellum vi juris agere, necesse est contrario modo affectum esse eum, qui bellum justum patiatur. Opposimus autem juri injuriam ². Juste igitur bellum is demum patitur, qui injuriam facit ³. Augustinus ⁴: *Iniquitas partis adversae justa bella ingerit.* Cum quo consentit illud Leonis Imperatoris: *ὁ γὰρ τοῖς ἀδικήσασιν ἀνταμυνόμενος, οὗτος δίκαιος ἐστίν.* *Nam qui eos qui injuriam fecere ulciscitur justus est.* Theologi etiam suo loquendi modo ⁵: *Patiens dispositum ad bellum est nolens satisfacere.* Sed haec pars ut subtilius explicetur injuriae explicationem requirit. Injuria igitur illa quae juri opponitur tres habet significationes, quas Graeci totidem vocabulis distinguunt: quod non ex philosophis modo sed ex Ulpiano et Theophilo intelligi potest ⁶. Eademque distinctio clare apud Themistium in oratione ad Valentem et apud Diodorum ⁷ in Gylippi verbis reperitur. Primum est τὸ ἀδικον, secundum ἀδικημα, cujus sunt species ὕβρις καὶ ζημία, tertium ἀδικία. Hierax Philosophus in libro de justitia ⁸ commode haec discernit cum dicit primum esse ἀποτέλεσμα, secundum πράξιν, tertium ἔξιν, hoc est, opus, actionem, affectionem, quomodo differunt pictura, pictio et ars pingendi.

*Nova de-
claratio.*

¹ Arist. de gen. et corr. l. 1. c. 7. [p. 324. l. vs. 5.] ² in fine c. 2. ³ Vict. n. 13. [de jure belli.] ⁴ de civit. l. 4. ⁵ Cajet. ad summ. Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. ⁶ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 10. et 11. [p. 1135. l. vs. 8.] et Rhet. l. 1. c. 13. [p. 1373. 2. vs. 1.] l. 1. ff. de injuriis [D. 47. 10.] Inst. ibi in pr. [l. 4. 4.] ⁷ Biblioth. histor. l. 13. [c. 20.] ⁸ [ap. Stob. in floril. l. 9. n. 58.]

Ex primo *ἄδικόν τι πράττοντες*, ex secundo *ἄδικούντες*, ex tertio *ἄδικοι* dicimur. Omnis autem *ἀδικία* secum habet *ἀδίκημα* et *ἀδίκημα* omne τὸ *ἄδικον*: sed non retro. Nam ista quamquam in eo cui fit injuria nihil differunt, distinguuntur tamen in faciente. Nam *ἀδικία* non est nisi deliberato, *ἐκ προαιρέσεως*: *ἀδίκημα* interdum non deliberato, sed praecedente tamen scientia et voluntate, hoc est *ἔκοντί*, ubi nimirum intelligit agens et in quem et quomodo et cur agat, ideoque ipse vult agere. Τὸ *ἄδικον* autem, quod scholastici ¹ vocant injustum materiale et formali opponunt, Baldus ² vero vitium existentiae non conscientiae appellat, esse potest in iis etiam, quae non sponte fiunt, cujus generis sunt infortunia et errores, *ἀτυχήματα καὶ ἀμαρτήματα*: haec quidem cum initium agendi ab animo est agentis sed ita tamen ut in aliquo fallatur, illa vero ubi initium agendi aliunde, ut si telum manu fugerit, et in coactis. Τὸ *ἄδικον* omne veteres juris Romani auctores ³ *ποναται*, et id proprie cui abest τὸ *ἀδίκημα* *pauperiem* dixerunt. Animal quod sensu rationis caret injuria non facit, hoc est *ἀδίκημα* aut *ἀδικία* in istud animal non cadit, cum voluntatem non habeat et multo minus electionem. Injuriam tamen facit. Nam injuria nomen generale est ut in lege Aquilia ⁴, etiam in eo, qui nocere noluit. Et forte non errabimus si dicamus τὸν *ἄδικόν τι πράττοντα* *facere injuriam*, τὸν *ἄδικούντα* *facere injuria*, τὸν *ἄδικον* *facere injuriose*. Quibus respondent *δικαίῳ τι πράττειν*, *δικαιοπραγεῖν καὶ δικαίως πράττειν*, *facere jus*, *facere jure*, *facere juste*. Possunt et haec ad verba Marciani ⁵ de judiciis publicis aptari, ut dicamus *ἄδικόν τι πράττειν* eum qui *casu*, *ἄδικεῖν* qui *impetu*, *ἄδικως* *πράττειν* eum qui *proposito* delinquit. Dico igitur nos cum in hoste injuriam requirimus etiam eam comprehendere, quae voluntarie non fiat: quod hoc modo manifestum erit.

¹ Thom. 2. 2. q. 59. art. 2. ² ad l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] ³ l. 1. ff. si quadrupes. [D. 9. 1.] ⁴ l. sed etsi. §. 1. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 5.] ⁵ l. perspicendum. §. delinquitur. ff. de poenis. [D. 48. 19. 11. §. 2.]

Sicut jus esse diximus, quod legi primae et secundae, item quod quintae et sextae convenit, ita injuria est id, quod cum lege secunda aut quarta, item cum quinta et sexta pugnat. Nam leges primi et secundi ordinis simplices sunt, tertii autem ordinis compositae: ideo bis sumuntur. Si quis igitur somnians, quod Doctores quidam ¹ narrant accidisse, aut etiam furiosus, quod accidere quotidie potest, periculum mihi intentet, dubitandum non est, quin vim vi recte repellam, et si non alia superest salutis via, etiam interficiam ². At tamen nihil ille injuria facit, neque enim tum compos est animi. Satis est quod adversus legem tertiam est id quod facit. Jus enim habeo prohibendi hoc quovis modo ex prima lege, quae me mihi etiam prae aliis commendat. *Necessitas* enim, ut apud Senecam ³ est, *magnum humanae imbecillitatis patrocinium, omnem legem frangit*. Est autem necessitas jus illud primum naturae, ut in principio diximus ⁴. Similiter a bonae fidei possessore res vindicatur; quamquam enim ille adversus legem quartam non peccat sponte, exerceri tamen contra illum secunda debet. Potest et aliquis variis de causis aliquid mihi debere, quod ipse nesciat, puta si haeres sit. Cum igitur non solvendo faciat contra legem sextam, etsi non sponte, mihi tamen ejus legis usus negari non debet: quid enim esset iniquius quam alicui jus suum perire ob alterius errorem? Haec autem ut in legitimis actionibus ita in bello locum habent. In sola lege quinta respectus habetur voluntatis. Itaque delicta nisi sponte commissa non puniuntur. Ratio est quia malum rependitur sonti pro bono, quod non recte percepit ⁵, ex malo scilicet alieno. Non potest autem lucrari alterius incommodum quisquam censerī, qui ejus non sponte auctor fuit. Huc igitur non omne

¹ Bart. ad l. ut vim. ff. de just. [D. 1. 1. 3.] n. 1. Bald. ad l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] n. 50. ² c. si furiosus. de homic. [Clem. 1. 5. t. 4.] ³ Declam. 9. [Non est in Declam. 9., sed in Controv. 1. 4. num. 27. p. 321.] ⁴ ad l. 1. et 2. ⁵ vide l. 5. in c. 2.

ἄδικον venit, sed aut ἀδικημα aut ἀδικία: quae quomodo differentem faciant executionis modum postea videbimus¹. Illud nunc constat personas eas, quae injuriam quomodocunque faciant bello subjacere, si quidem juri subjacent. Nam et lex apud Demosthenem² est ἐπανόρθωμα τῶν ἑκουσίων καὶ ἀκουσίων ἀμαρτημάτων, nec ea tantum corrigit quae sponte, sed et quae non sponte peccantur. Sequitur ergo non eos duntaxat, qui agunt voluntate libera, hoc est principales et socios, sed instrumenta etiam, hoc est subditos, recte hostium nomine contineri. Nam subditus in eo quod jussus facit etiam si non ἀδικεῖ tamen ποιεῖ τὰ ἄδικα³, injusta facit, etsi non injuria. Ad subditos pertinent ista apud Romanos solemnia in denuntiatione⁴: *Populis priscorum Latinorum, hominibus priscis Latinis bellum indico facioque*. In rogatione⁵: *Vellent, juberent Philippo regi Macedonibusque, qui sub regno ejus essent bellum indici*. In ipso decreto⁶: *Populus Romanus cum populo Hermundulo hominibusque Hermundulis bellum jussit*: quod annotat Cincius in re militari. Illa autem formula⁷ etiam socios comprehendit: *Hostis sit ille quique intra praesidia ejus sunt*. Illud insuper sciendum est quod in jure diximus, idem ex contrariorum ratione in injuria obtinere, ut quaedam in ipsa executione oriatur. Nam justae executioni qui resistit sciens nesciensve injuriam facit. Aut enim detinet id quod alienum est, aut non facit id quod facere tenetur: quin etiam offendit eum quem offendere non debet. Non igitur tunc duntaxat respublica bello perseguenda est, cum ipsa primitus facit injuriam aut ejus reipublicae magistratus publico nomine atque auctoritate⁸: (facimus enim et hoc quod per alterum facimus:) sed tunc etiam cum cives qui fecerunt injuriam ipsa tuetur: et cives vicissim cum in-

¹ in forma. ² Citatur in l. 2. ff. de leg. [D. 1. 3.] ³ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 12. [p. 1136. 2. vs. 31.] ⁴ Liv. l. 1. [c. 32.] ⁵ Liv. l. 31. [c. 6.] ⁶ Gellius l. 16. c. 4. ⁷ Liv. l. 38. [c. 11.] et passim. ⁸ V. infra in forma.

juriae auctorem rempublicam aut magistratum propugnant ¹. Quia scilicet leges inferiores ut septima et undecima, cum ex regula tertia et quarta oriantur, praelatae sex primarum alicui, quae sunt Naturae et Gentium leges, ex regula scilicet prima et secunda, non jus faciunt sed injuriam ². His constitutis *justum est bellum his, qui voluntarie gerunt, in* *Concl. VI.
artic. II.* *singulos et in remp., qui quacumque cujusve magistratus injuriam fecerunt ³ et in remp., quae civem injuriae auctorem tuetur inque eorum omnium, qui injuriam faciunt, quales sunt, socios et subditos.* Proprie ut diximus jus non spectatur in subditorum actionibus, quatenus isti scilicet agendi principium a se non habent. Subjectum enim juris, ut ante attigimus, est voluntas, quae a rationis apprehensione dirigitur, theologis etiam auctoribus. Instrumenta autem ex aliena agunt voluntate. Sed notandum subditos, quamquam instrumenta sunt, esse tamen homines, homines autem nisi ex sua voluntate non agunt, extra actiones scilicet naturales. Quomodo igitur ista conciliabimus? Hoc modo ut dicamus subditorum voluntatem regi ab imperantium voluntate, (quod instrumentis convenit) ita tamen ut ratio non repugnet: idque ipsum quodammodo justum esse. Exemplum sit in servis, de quibus multa Aristoteles ⁴. Nam cum alii omnem virtutem atque adeo justitiam servo eriperent, alii eandem tribuerent, quae in libero homine est, egregie distinguit philosophus, cum dicit non perfectam in servo desiderari, sicut in eo qui imperat, sed eam quae ad usus serviles necessaria est: hanc autem parvam esse. Cum enim servus rationis sit particeps, non posse eum omni virtute spoliari, neque vero homini libero adaequari, cum non habeat τὸ βουλευτικόν, *vim libere deliberandi*. Partim igitur, ut dicere occoepi, ratione utitur,

Nova declaratio.

¹ Vid. Thom. 2. 2. q. 104. art. 5. Vasq. c. 2. et c. 26. n. 29. ² ex lege 13.
³ V. Platon. Alcib. 1. ⁴ de rep. 1. 1. c. ult. per totum. et de mor. ad Nicom. 1. 8. c. 12. [p. 1160. 2. vs. 29.]

partim non utitur, quo illud Homeri † mirifice pertinet:

ἡμῖσι γὰρ τε νόου ἀπαμείβεται εὐρύσπα Ζεὺς
ἀνδρῶν, οὓς ἂν δὴ κατὰ δούλιον ἡμᾶρ ἔλθῃσι.

Tollitur huic hominum generi pars altera mentis

Ab Jove, servilem voluit quos ducere vitam.

Itemque partim virtutis capax est, partim non est:

ἡμῖσι τῆς ἀρετῆς ἀποαιρεῖ δούλιον ἡμᾶρ.

Dimidia virtute caret servire coactus.

Quod autem in servo idem in subditis aliis obtinet, ut in filio. Nam, ut inquit ille, virtus pueri οὐκ αὐτοῦ πρὸς αὐτόν ἐστιν, ἀλλὰ πρὸς τὸν τέλειον καὶ ἡγούμενον, non ipsius ad ipsum, sed ad eum qui ut perfectior illi praestet. Et universalis haec differentia est τοῦ ἀρχοντος καὶ ἀρχομένου, eius nimirum quod imperat et eius quod paret: in quo ordine sunt et cives sigillatim considerati. Sunt enim servi legum, ut apud Ciceronem ¹ est; omne autem quod imperat est ei quod paret causa virtutis, ² ut Aristoteles explicat. Quo respicit Tacitus ³: *Principi summum rerum iudicium Dii dederunt, subditis obsequii gloria relicta est.* In his igitur verum est, quod Carneades et Academicus perperam ad omnes transtulerunt, justitiam in opinione consistere: οὐ φύσει ἀλλὰ νόμῳ, non natura sed lege. Esse enim obtemperacionem institutis populorum. Eandem justitiam Peripatetici modo legalem vocant, modo generalem, quia ratione eadem esse potest cum omnibus virtutibus, quatenus in praeceptionem cadunt. Addunt scholastici, sicut eam

¹ pro Cluent. [c. 53. §. 146.] ² V. Paul. Col. 3. 20. et 22. ad Tit. 3. 1. Eph. 3. 1. Rom. 13. 1. ³ Annal. 1. 4.

† [Locus Homeri est in Od. l. 17. vs. 322. sq. sed verba discrepant; nam hodie editur:

ἡμῖσι γὰρ τ' ἀρετῆς ἀποκίονται εὐρύσπα Ζεὺς
ἀνέρος, εὐτ' ἂν μιν κατὰ δούλιον ἡμᾶρ ἔλθῃσι.

At Grotius, qui hic non de virtute, sed de ratione loqueretur, Platonis [de leg. p. 777. a.] et Athenaei [l. 6. c. 18.] lectionem praetulit. Mox, ubi de virtute sermo est, ipse quoque alteram scripturam adhibet, sed memoriter et ita ut duo Homeri versus contrahat in unum, qui hac forma nusquam exstat.]

justitiam quae in commutatione est, inter partes, quae in distributione, a toto ad partes, ita hanc a partibus ad totum consistere. Primum igitur quod dixi, justum ne subditis quidem bellum esse, si ipsorum ratio repugnet¹, eandem sententiam theologi² sic efferunt: *Quidquid non ex fide est, peccatum est*: mala est enim voluntas, ut dicunt scholastici³, quae a ratione etiam errante dissentit. Tunc autem ratio repugnat, cum dictat jussum reipublicae aut magistratus et sic leges ordinum inferiorum non consentire cum superiorum ordinum legibus, et consequenter injustas esse per legem decimam tertiam: quod et regulae convincunt unde singulae leges oriuntur. Tritum illud, satius Deo parere quam hominibus⁴, quod ad nostram disputationem ita adaptat cum exemplo Ambrosius⁵: *Julianus Imperator quamvis esset apostata habuit tamen sub se Christianos milites: quibus cum dicebat: Producite aciem pro defensione reipublicae, obediebant ei: cum autem diceret eis: Producite arma in Christianos, tunc agnoscebant imperatum coeli*. Quin et jurisconsulti⁶ omnes non esse obediendum dicunt Principi, a quo manifestum sit id quod injustum est imperari. Et in maleficiis neminem mandato excusari⁷, nam et domino piraticam facienti aut simile quid injustum natura, non sine poena servum dicto audientem esse⁸. Et Seneca⁹: *Non enim aut nos omnia jubere possumus, aut in omnia servi parere coguntur. Contra rempublicam imperata non facient, nulli sceleri manus commodabunt*. Supra¹⁰ autem ostenderat, quae servi est in dominum, eam esse militis in ducem et in

¹ Summ. Ang. in v. Bellum. n. 8. ² Rom. 14. 23. Vict. n. 23. ³ Thom. 1. 2. q. 19. art. 4. Arist. de mor. ad Nicom. l. 6. c. 2. [p. 1139. 1. vs. 21.] ⁴ Acta. 5. 29. c. si dominus. [Decr. Grat. p. 2. 11. 3. 93.] Eccles. c. 8. vs. 1. ⁵ c. Julianus [Decr. Grat. p. 2. 11. 3. 94.] ⁶ Vasq. c. 2. n. 12. ⁷ l. non solum §. si mandatu ff. de injuriis et §. idemque ib. [D. 47. 10. 11. §. 3. et 5.] ⁸ l. serv. non in omn. ff. de act. et obl. [D. 44. 7. 20.] l. ad ea quae. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 157.] et ibi Pet. Faber. ⁹ Sen. de benef. l. 3. c. 20. ¹⁰ d. l. c. 8.

regem subditi rationem. Consentit Hieronymus ¹ qui de servis et filiis locutus, *in illis*, inquit, *tantum debeant dominis parentibusque esse subjecti, quae contra Dei mandata non sunt*. Neque illi igitur extra culpam, qui aut mortis metum aut bonorum amissionis praetendunt, dum ministros se faciunt cognitae aut creditae injustitiae. Comes enim justitiae fortitudo potius quaelibet mala tolerare decernit, quam malo consentire, ut in re simili dixit Augustinus ². Cum autem ratio non it in contrarium, etiamsi contineat in se injuriam, bellum tamen respectu subditorum non est injustum ³. Quod locum habere debet etiam in subdito de justitia dubitante, ut docet contra Adrianum Victoria ⁴. Posita enim regula est, obediendum potestatibus ⁵, a qua recedere nemo debet ⁶, nisi per apprehensionem legis decimae tertiae. Qui vero ambigit apprehendit nihil. Nec obstat, quod dubitas ne feceris. Non enim qui dubitat bellum quod imperatur justum sit necne, statim et illud dubitat, an in dubio obediendum sit. Et hoc quidem, cum cessat ratio, seu nihil definit. Multo autem magis hoc ipsum dicitur, cum ratio subditorum a bello stat: quod merito plerumque accidit. Jus enim ex facto oritur.

Nova declaratio.

Facta autem, utpote singularia, nec per artem nec per scientiam cognoscuntur, quae sunt duntaxat universalium. Paucissima autem sunt, quae sensibus percipiuntur, quia eodem tempore uno tantum in loco esse possumus. Sensus autem nisi proxima non percipit: nec ullus est alius vere noscendi modus. Hac necessitate humana ratio compulsa ad factorum judicia regulas sibi quasdam verisimilium sive τῶν εἰκότων fabricavit. Hae sunt προλήψεις quaedam, Latine *praesumptiones*, non ut in disciplinis certae atque perpetuae, sed quales maxime

¹ in epist. ad Eph. citatur in c. si dominus. [Decr. Grat. p. 2. 11. 3. 93. Hodie hic allegatur Hieronymus in epist. ad Titum. Vide notationes correctorum ad hunc canonem.] ² de civit. l. 1. [c. 18.] citatur in c. itane. [Decr. Grat. p. 2. 32. 5. 3.] ³ Ayala de jure belli l. 1. c. 2. n. 39. ⁴ n. 31. ⁵ V. reg. 4. et 6. c. 2. adde ex demonstr. inart. 2. artic. 1. concl. 1. c. 3. ⁶ Thom. 2. 2. q. 64. art. 3. ad 3.

secundum naturam haberi poterant, ut nimirum ex his, quae plerumque accidunt similia concluderentur¹; unde facti quaestio conjecturalis dicitur. Nam probationum, quas in judiciis recipimus, nullae necessario demonstrant: sed omnes ex istis praesumptionibus *ὡς ἐπὶ τὸ πλῶν, ex eo quod plerumque evenit*, originem sumunt². Principium autem praesumptionum facti hoc videtur esse, quod affectiones illas, quae maxime sunt naturales, ut verum et bonum, tum caeteras quae hinc derivantur, rebus cunctis inesse quodammodo sumimus. Hoc ex fonte sunt sobolis certitudo, possessionis commodum, testium et instrumentorum fides, jurisjurandi auctoritas. Cum autem de singulis bene opinari caritatis regula praecipiat³, tum maxime nos ratio et divinae literae⁴ vetant magistratum esse detractores. Muniti enim sunt maximis praesumptionibus, cum ob juramentum, quod fere solent praestare, tum ob consensum reipublicae et civium testimonia, ita ut si quis de illis secus existimaret, is non ipsos modo perfidiae, sed magnam etiam multitudinem stultitiae damnaret, quae cuncta sunt naturalibus istis quas dicebam affectionibus contraria. Quodsi in caeteris artibus, qui unamquamque profitentur periti in ea et diligentes censi debent⁵, quid obscuro est, cur magistratus, qui justitiae sunt sacerdotes non existimandi sint de belli causa sapienter judicasse? Est enim id officium boni magistratus. Et cum civibus judicant talia accidisse, ob quae bellum moveri debeat, cur non illis fides adhibenda sit, ut verum dicentibus⁶? Cumque nihil sit quod obstet, quomodo non inferiores leges cum superioribus convenire et idem esse, quod magistratus et quod Deus praecipit⁷, par sit credere?

¹ V. Thom. 1. 2. q. 105. art. 2. resp. ad 8. Et 2. 2. q. 70. art. 2. Vasq. c. 14. n. 2. Dd. in c. afferte. [Decretal. 2. 23. 2.] ² Arist. de mor. ad Nicom. 1. 1. c. 1. [p. 1094. 2. vs. 19.] l. 3. ff. de leg. ex Theophrasto. [D. 1. 3.] ³ l. merito. ff. pro socio. [D. 17. 2. 51.] ⁴ Eccl. 10. 17. Exod. 22. 28. Ep. Petri 1. 2. 17. ⁵ Bart. in tract. test. n. 86. ⁶ Bald. et Dd. ad l. non omnium. ff. de leg. [D. 1. 3. 20.] ⁷ l. ult. C. de leg. [C. 1. 14.] Pan. in c. si quando. de rescriptis. [Decretal. 1. 3. 5.] Felin. in c. ad aures. de rescriptis. [Decretal. 1. 3. 8.]

Quod autem in subditis sub republica aut magistratu constitutis, idem in filiis et servis obtinet, qui in sacris paternis aut dominica sunt potestate. Cum autem rationem non repugnantem requirimus, probabilis intelligi debet ¹. Neque enim crassa ignorantia juris puta naturalis aut facti inscitia, quod aliquis scire tenebatur, a peccato excusat. Sunt enim quaedam, quae sine culpa non nesciuntur: ea ipsa autem culpa cum jurisconsultis tum philosophis ² poenam mereri traditur. Demonstrata est veritas sententiae ejus, quae ad multorum conscientias placandas non parum pertinet. Eam Augustinus ³ his verbis concepit: *Ergo vir justus si forte sub rege etiam sacrilego militet, recte potest illo jubente bellare: si vice pacis ordinem servans, quod sibi jubetur vel non esse contra Dei praeceptum certum est, vel utrum sit certum non est: ita ut fortasse reum faciat regem iniquitas imperandi, innocentem autem militem ostendat ordo serviendi.* Nos hoc modo: *Subditis id bellum justam habet causam, quod jubetur a superiore, dum ratio probabilis subditorum non repugnet* ⁴. Eadem vero opera soluta est quaestio altera, quinam a subditis juste bello petantur. Hostes Romanorum in jure ⁵ dicuntur, quibus populus Romanus bellum decrevit. Et ubique subditi juste in illos bellum gerunt, in quos geri respublica magistratusve praecipit cum eadem quae modo exposita est exceptione ⁶. Sed hic gravi quaestione implicamur. Supra enim diximus in bello per se injusto subditos nescientes tamen injuriam facere et sic recte bello peti. Hic autem dicimus eosdem nescientes juste facere, cum bellum gerunt. Qui autem juste facit, jure etiam et jus facit. Idem autem jus esse et injuria non potest, cum sint haec contraria. Sed ve-

Concl. VI.
artic. III.

¹ Thom. 2. 2. q. 76. art. 1. 2. 3. 4. ² Arist. de mor. ad Nicom. 1. 2. c. 7. [per totum.] 1. nec supina. ff. de jur. et fact. ign. [D. 22. 6. 6.] ³ c. Faust. Manich. 1. 22. c. 74. citatur in c. quid culpa tur. [Deer. Grat. p. 2. 23. 1. 4.] Convenit cum Inn. in c. sicut. de jurejur. n. 1. [Decretal. 2. 24. 29.] ⁴ Silv. in v. Bellum. § 9. concl. 3. ⁵ 1. hostes. de capt. [D. 49. 15. 24.] ⁶ ad artic. 1. hujus concl.

rum est juste eundem et injuste agere non posse, cum utrumque istud agentis animum respiciat, in quo contrariae affectiones circa rem eandem simul esse non possunt. Jus autem facere et injuriam pariter idem potest, sed non respectu ejusdem. Actiones enim ab eodem procedentes possunt esse contrariae in diversis patientibus, sicut eadem ignis calefactione mollefiet cera, lutum duratur. Ita cum subditus legitima auctoritate bellum per se injustum gerit, injuria haec est ratione habita ejus in quem sumuntur arma, jus autem si imperantem consideres. Neque vero jus tantum, sed etiam justitia, cum, ut supra ostendimus, virtus subditi respicere debeat imperantem. Clarior res fiet ista argumentatione. Quod quis omittens injuste faceret, hoc ipsum non omittens juste facit. Injuste autem faceret subditus, si jubente magistratu bellum, quod ipse nesciat injustum esse, nollet gerere, peccaretque non tantum civiliter, verum etiam adversus conscientiam ¹. *Miles enim, ut apud Augustinum ² est, cum obediens potestati sub qua legitime constitutus est, hominem occidit, nulla civitatis suae lege reus est homicidii: imo nisi fecerit reus est imperii deserti atque contempti. Quod si sua sponte atque auctoritate fecisset, in crimen effusi humani sanguinis incidisset. Itaque unde punitur si fecerit injussus, inde punitur si non fecerit jussus.* Sequitur ergo juste facere subditum, cum bellum gerit, quod non existimat injustum esse, etiamsi eo ipso alteri fit injuria ³. Neque vero hoc mirum videri debet. Nam et judex, qui reum insontem legitimis tamen convictum probationibus condemnat, juste facit: id enim facit, quod nisi faceret peccaret: nec eo tamen minus fit innocenti injuria. Simile dici potest de exsecutore capitalis sententiae: tenetur enim exsequi nisi persuasum habeat in-

¹ Thom. 1. 2. q. 96. art. 4. Soto de just. et jure 1. 1. q. 6. arr. 4. ² de civit. l. 1. c. 26. citatur in 6. miles. [Deor. Grat. p. 2. 23. 5. 13.] ³ Silv. in v. Bellum. l. n. 9. conol. 4.

justum esse quod imperetur. Et quamquam his casibus error aliquis in ratione accedat, is tamen actionis justitiam non vitiat, cum ut scholastici ¹ tradiderunt, voluntas conveniens erranti rationi in his demum mala sit, quae scire tenetur. Multae autem sunt bellorum justae causae, quas vulgo indicari non expedit ²: neque oportet privatum hominem in ea re esse curiosum. Nam si cunctatio permetteretur, dum causam singuli examinarent, tempora resistendi hostibus proderentur. Potest huc referri: *Is damnum dat, qui jubet dare. Ejus vero nulla culpa est, cui parere necesse est* ³. Et alterum ⁴: *Liber homo si jussu alterius manu injuriam dedit, actio cum eo est qui jussit, si modo jus imperandi fuit. Quod si non habuit, cum eo agendum est qui fecit.* Quod applicari potest Augustini ⁵ verbis: *ut nihil justus praecipue cogitet, nisi ut bellum suscipiat, cui bellare fas est.* Scite igitur Panormitanus ⁶ sententiam Hostiensis contra bellum ita restringit, ut praesumi dicat justum esse bellum, quod a superiore potestate indictum est: nec ille solus sed omnes et theologi et juris utriusque professores ⁷ in eo consentiunt, subditos, quotiescunque sic accidit, juste pugnare nec caedis esse ullius reos. Hoc autem idem est ac si dicas: *Justum est bellum subditis in eos, quos superiores bello peti jubent, ratione probabili subditorum non repugnante.* Difficilis illa et agitata multum quaestio, possitne bellum utrimque justum esse ⁸, ex his quae dicta sunt explicari potest. Nam caetera quae ad justitiam requiruntur, puta auctoritas et bellandi mo-

*Concl. VI.
artic. IV.*

¹ Thom. 1. 2. q. 19. art. 6. ² Vict. n. 31. Cajet. in Summ. pecc. Bellum dubium. ³ l. is damnus. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 169.] ⁴ l. liber homo. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 37.] Adde Gl. in l. non videtur. §. qui jussu. de reg. jur. [D. 50. 17. 167. §. 1.] ⁵ sup. Josue. l. 6. q. 10. citatur in c. dominus. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 2.] ⁶ in c. sicut. de jurejur. n. 13. [Decretal. 2. 24. 29.] Host. de juris can. c. 1. Adde Silv. in v. Bellum. 1. n. 4. et 5. ⁷ Vict. n. 25. et 31. Inn. in c. quod super. de voto. [Decretal. 3. 34. 8.] Castr. ad l. ex hoc jure. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] n. 9. Ayala. l. 1. c. 2. n. 31. ⁸ V. Piccol. bell. civil. Phil. 21.

dus et animi intentio, quin utrique parti adesse possint nul-
 lam habet dubitationem. Omnis autem difficultas in ea parte
 residet, de qua nunc egimus. Nec enim fieri posse videtur ut
 ei, qui jus suum exsequitur, tamquam injuriam facienti jus sit
 resistere. Discrimen igitur habendum est subditorum et im-
 perantium. Nam in ipsa republica seu magistratu belli auc-
 tore facilius accidet ut injuria utrimque, quam ut jus inve-
 niatur; ut si cum quinque debeantur alter decem petat, alter
 offerat nihil. Nam idem hic est quod in contrariis effatis,
 quae simul falsa esse possunt, simul vera non possunt. Illud
 quidem contingit ut in jure aut facto principes labantur ¹ et
 sit quidem error excusabilis: sed hoc ipsum in foro si contin-
 gat, non eo magis dicitur jure litigatum. Nam in his qui vo-
 luntarie agunt, ut juste agant, necesse est actionem in se
 legibus esse convenientem. Quapropter *eorum qui voluntarie* <sup>Coroll.
artic. 1.</sup>
agunt respectu, bellum ex utraque parte justum non datur.
 Caeterum administratos tantum si consideres, quominus bellum
 utrimque justum esse possit nihil impedit. Omnis enim justitiae
 causa consistit non in re una, sed in jussu diversorum im-
 perantium contrario et ipsorum opinione. Facta autem di-
 versorum contraria se mutuo non impediunt, sicut et opiniones
 contrariae et utraeque probabiles eadem de re hominibus di-
 versis incidunt:

Quis justius induat arma

Scire nefas: magno se iudice quisque tuetur ².

Est et super eodem argumento illud Tullianum ³: *Erat
 autem obscuritas quaedam, erat certamen inter clarissimos
 duces: multi dubitabant quid optimum esset, multi quid sibi
 expediret, multi quid deceret, nonnulli etiam quid liceret.*
 Hi sunt igitur qui *justi hostes* passim vocantur, isti nimirum, <sup>Justi
hostes.</sup>
 qui quod faciunt superioris imperii faciunt decreto. Unde

¹ Vict. de jure belli. n. 59. ² Lucan. [Phars. l. 1. vs. 126. sq.] ³ pro Marc.
 [c. 10. §. 30.]

justi hostes non sunt in republica tyranni aut rebelles, extra rempolicam latrones et piratae. Cujus rei causa antehac non satis animadversa est. Sed omnium theologorum jurisque prudentium ¹ consensu: *Subditorum respectu bellum ex utraque parte justum datur, praecedente scilicet jussu, cui ratio probabilis non repugnet.*

*Coroll.
artic. II.*

CAPUT VIII.

DE FORMA BELLII SUSCIPIENDI GERENDIQUE.

QUAESTIO VII.

ART. I. QUAE SIT JUSTA FORMA BELLII PRIVATI SUSCIPIENDI.

ART. II. QUAE SIT JUSTA FORMA BELLII PUBLICI SUSCIPIENDI.

ART. III. QUAE SIT JUSTA FORMA BELLII GERENDI VOLUNTARIIS.

ART. IV. QUAE SIT JUSTA FORMA BELLII GERENDI SUBDITIS.

COR. I. QUATENUS LICEAT SUBDITOS HOSTIUM OFFENDERE.

COR. II. AN DETUR DEPRAEDATIO UTRIMQUE JUSTA RESPECTU
SUBDITORUM ET QUATENUS.

COR. III. AN PRAEDAE ACQUISITIO JUSTA UTRIMQUE DETUR
ET QUATENUS.

Forma etiam modusque belli aliter in his qui voluntarie agunt, aliter in subditis venit consideranda. Et sicut in rebus plerisque alia est forma inchoans, alia permanens, ita belli quidam sponte suscipiendi, quidam et sponte gerendi modus est. Forma autem, ut veteres philosophi ² docuerunt, quasi numerus est quidam: et justa igitur forma numerus conveniens juri,

¹ Vict. n. 32. Covarr. ad reg. peccatum. p. 2. §. 9. et 10. [Decretal. in 6. 5. 12. reg. 4.] Soto de justitia l. 5. q. 1. art. 7. Vasq. l. 1. c. 9. n. 16. ² Arist. Metaph. l. 7. c. 3. [p. 1043. 2. vs. 32.]

seu legum quaedam inter se harmonia. Ejus autem harmoniae, ut ita dicam, concentum regit lex decima tertia. Bellum executionem esse diximus. Ad eam rite constituendam lex nona et lex duodecima duntaxat pertinent. Prius autem est videre de eo bello quod a privatis suscipitur, in quo difficultas statim se non levis ostendit. In privato enim bello iudicium praecedere non potest: cum enim iudicia sint penes rempublicam, accedente ejus auctoritate bellum desineret esse privatum ¹. Quomodo igitur justam habere speciem potest bellum quod privatum est, cum lex nona et duodecima praecedens iudicium requirant? Quod in singulis etiam casibus auctoritate sapientum jurisque civilis comprobatur. Nemini enim Principe inconsulto datur armorum movendorum copia ²: esset enim hoc non justum bellum, sed privatum latrocinium ³: unde si quis injussu populi aut Principis bellum gesserit delectumve habuerit aut exercitum comparaverit, lege Julia tenetur majestatis ⁴. Quorsum igitur praesidia in publico disposita, quorsum interdicta et cautiones de non offendendo in jure proditae, nisi ut privatae defensionis non esset locus ⁵? Ad suae rei vindicationem quod attinet statutum scimus, si dominus possessionem ante adventum judicialis arbitrii violenter invaserit, et possessionem debere restitui et dominium amitti ⁶. Similiter in debito vis esse dicitur, quoties quis id quod deberi sibi putat non per iudicem reposcit, et jus crediti illi perire qui jus sibi dixerit ⁷. Delicti causa etiam apertior: *μὴ ἑαυτοὺς ἐνδικούντες*, non vosmet ipsos ulciscentes, inquit Apostolus ⁸: et Seneca ⁹: *inhumanum verbum est et quidem pro justo recep-*

¹ in art. 2. concl. 5. Silv. in v. Bellum n. 3. ibi primo. ² c. quid culpatur [Decr. Grat. p. 2. 23. l. 4.] C. ut armorum usus. tot. tit. [C. 11. 47.] ³ Liv. l. 38. [c. 45.] ⁴ l. 3. ff. ad l. Juliam majest. [D. 48. 4.] ⁵ V. Bart. in l. qui bona fide. §. si quis quid n. 1. ff. de damn. inf. [D. 39. 2. 13. §. 11.] ⁶ l. si quis in tantam. C. unde vi. [C. 8. 4. 7.] ⁷ l. 2. §. hac actione ff. vi bon. rapt. [D. 47. 8. 2. §. 18.] l. ex tot. ff. quod metu. [D. 4. 2. 13.] l. creditores. et l. ult. ff. ad l. Jul. de vi priv. [D. 48. 7. 7. et 8.] ⁸ Rom. 12. 19. ⁹ de ira l. 2. c. 32.

tum ultio, et a contumelia non multum differt nisi ordine. Qui dolorem regerit tantum excusatus peccat. Quaeque alia et philosophi ¹ et Christiani ² contra ultionem dixerunt huc pertinent. Unde dicitur Quintiliano ³ *injuriae compensatio non solum juri inimica sed paci. Est enim lex, forum, iudex: nisi quem jure vindicari pudet.* Idem scilicet hic traditur, quod et Romani Imperatoris rescripto ⁴ continetur, *etiam si aliquis sceleribus sit implicitus, idcirco iudiciorum vigorem jurisque publici tutelam in medio esse constitutam, ne quisquam sibi ipsi permittere valeret ultionem.* Et Theodericus ⁵ in eadem sententiam: *Hinc est quod legum reperta est sacra reverentia, ut nihil manu, nihil proprio ageretur impulsu.* Et tamen quatuor iisdem ex causis, quas nunc attigimus, bellum oriri justum, quod tamen privatum sit, jam ante ⁶ a nobis demonstratum est. Oportet igitur legem nonam et duodecimam cessare interdum aut potius sopiri. Facit autem hoc juxta legis decimae tertiae normam necessitas, secundum leges digniores: quae tum esse intelligitur cum ad consequendum jus nostrum iudicia deficiunt. Quatenus enim ista deficiunt eatenus vis, hoc est privata secundum naturam executio, justa est ⁷. Simulatque vero haberi possunt, ut ad leges diximus, omnia jura pariter observanda sunt. Notandum vero est defectum iudicii interdum momentaneum, interdum quasi continuum esse ⁸. Momentaneus est cum salvo jure nostro res eam dilationem non patitur, quae ad iudicium necessaria est ⁹. Primum igitur eo casu ad defensionem nostram, ut Baldus dixit ¹⁰, tantum licet, quantum expedit. Vitae enim disci-

Nova de-claratio.

¹ Plato Crit. [p. 49. b.] Arrian. Epict. l. 2. c. 10. ² Lactant. Instit. l. 6. c. 18. ³ Declam. 13. [Lugd. Bat. 1665. p. 190. med.] ⁴ l. nullus C. de Judaeis. [C. 1. 9. 14.] Adde l. 5. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2.] et l. ult. C. de malefic. [C. 9. 18. 9.] ⁵ Cassiod. Var. l. 4. ep. 10. ⁶ art. 1. q. 6. ⁷ Bart. de repress. ad sec. n. 6. Cajet. ad Summ. Thom. 2. 2. q. 66. art. 8. ibi, ex dictis autem patet. l. quemadm. §. 1. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 38.] ⁸ Bald. ad l. 1. C. unde vi [C. 8. 4.] maxime n. 38. et 40. ⁹ Silv. in v. Bellum. n. 3. ibi, unde dico. ¹⁰ in d. leg. 1.

men dilationem nullam permittit. Et jurisconsulti ¹ id omne probant quod adversus periculum, quod metu mortis, quod ad sui corporis tutelam, quod ad vim repellendam, quod ea-tenus fit, quatenus aliter nos honeste aut utiliter tueri non possumus. Et hoc illud est decantatum adeo moderamen tu-telae inculpatae ². Eodemque modo res nostras etiam coactis hominibus defensare possumus et recuperare, sed confestim duntaxat. Nam post intervallum, cum tempus fuerit judicem adeundi, vim cessare oportet. Ad debitum consequendum nihil ultra puto quam pignorationem seu manuum injectionem, ut in jure dicitur, concedi, si per fugam debitoris de amit-tendo jure nostro periclitemur ³. Igitur cum primum judex adiri poterit, ille potius quam ipse sibi creditor rem debito-ris in solutum addicet. Et sic apud Athenienses videmus ἀνδροληψίας ⁴, hoc est hominum pignorationes, privatis con-cessas fuisse: sed jure an injuria factae essent, id publice ju-dicatum. Cui simile in delictis, si is qui deliquit evasurus poenam videatur. Nam communi jure ⁵, lex enim specialis plus interdum indulget, apprehendere licebit sontem et deti-nere: non ita tamen, quin confestim judici tradendus sit. Hoc

¹ l. 4. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2.] l. 5. eo tit. l. ut vim. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 3.] l. sed et partus §. 1. ff. quod metu. [D. 4. 2. 12.] l. scientiam. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 45.] ² Silv. in v. Bellum. 2. in pr. Thom. 2. 2. q. 64. art. 7. Gl. et Bald. ad l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] Pan. ad c. sicut. de jurejur. [Decretal. 2. 24. 29.] n. 15. Bart. in d. l. ut vim. [D. 1. 1. 3.] n. 9. et 10. Jas. ibi n. 7. Summ. Ang. in v. Bellum. §. 6. Silv. d. loco. §. 13. l. si quis in servit. ff. de furt. [D. 47. 2. 7.] Bart. ad d. l. ut vim. [D. 1. 1. 3.] n. 7. et in l. hostes. de capt. [D. 49. 15. 24.] n. 9. l. 1. C. unde vi [C. 8. 4.] et ibi Bald. c. olim causam. de rest. spol. [Decretal. 2. 13. 12.] l. 3. §. eum igitur. ff. de vi et vi arm. [D. 43. 16. 3. §. 9.] l. qui poss. eod. tit. [l. 17.] Gabriel sup. 4. sent. dist. 15. q. 4. [in coment. ad Scoti dist.] ³ Festus in v. Struit. [p. 248.] l. generali. C. de decur. [C. 10. 31. 54.] l. si quis cur. C. de ep. et cler. [C. 1. 3. 12.] Dd. in l. Q. Mucius. alias l. quamvis alienum. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 39.] Bart. in tract. de repress. q. 9. ⁴ Julius Pollux [8. 50. 51.] ⁵ l. capite quinto ff. de adult. [D. 48. 5. 25.] Jas. in d. l. ut vim. [D. 1. 1. 3.] n. 25. Bald. in d. l. 1. [C. 8. 4.] n. 33.

enim est quod vetant jura, privatos habere carceres ¹. Ut vero continua sit iudicii penuria dupliciter contingere volunt doctores ², jure et facto. Jure, si nemo in illo loco jurisdictionem habeat, quod in terris desertis et insulis et oceano et sicubi terrarum sine republica vivitur, poterit contingere. Facto, ubi is ad quem jurisdictione pertinet aut a subditis non auditur, aut cognitioni non vacat ³. His casibus eo fere devenitur, quo in loco res erant, antequam respublica et iudicia instituerentur ⁴, ut recte dicit Castrensis ⁵. Tunc autem secundum sex duntaxat leges, quas initio posuimus, inter homines agebatur: hinc omne jus et juris quisque sui executor: quod naturaliter contingere diximus et animantia caetera nos docent ⁶. Ista igitur specie non se duntaxat resque suas *Paradoxon.* tueri, sed et res recuperare quamvis longissimo intervallo et ex re debitoris sibi solvere licebit.

Tribus igitur ex causis earum, quas supra quatuor numeravimus, privatum bellum justum oriri posse inter omnes constare video. Restat quarta, ex maleficio. Et haec quatenus ad restitutionem parti laesae faciendam tantum obligat, quin causa esse possit justa belli privati neminem puto dubitaturum. Nec enim minus juris mihi est ob damnum datum, quantum interest exigere, quam aut rem meam aut alio modo debitam reposcere. De eo difficilius est statuere, an ullo casu

¹ C. de priv. carc. inhib. [C. 9. 5.] tot. tit. Bart. d. loco. ² Bart. de repress. ad quint. in 2. princ. Silv. in v. Repress. §. 3. ³ Bald. in d. l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4. 1.] n. 45. ⁴ arg. l. 2. §. post orig. ff. de orig. jur. [D. 1. 2. 2. §. 13.] ⁵ ad l. ex hoc jure ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] et cons. 399. priusquam jura fierent. ⁶ l. 1. §. cum arietes. ff. si quadrupes [D. 9. 1. 1. §. 11.] Mart. Laud. de bello. q. 5. in fine. Bart. ad d. l. ex hoc jure [D. 1. 1. 5.] et ibi Jas. n. 38. Gl. in l. si alius. §. bellissime. ff. quod vi aut clam. [D. 43. 24. 7. §. 3.] Bart. in l. hostes. ff. de capt. [D. 49. 15. 24.] Inn. in c. postulasti de foro comp. [Decretal. 2. 2. 14.] et in d. c. olim. n. 9. Cajet. ad Thom. 2. 2. q. 66. art. 5. ad tert. Pan. in c. olim. n. 23. Silv. in v. Furtum q. 17. et in v. Bellum 2. §. 13. V. Menoch. Arbitr. jud. quaest. casu 516. ubi plurimos allegat theologos et juris consultos.

privatus poenam delicti expetere possit. Cum enim docent plerique puniendi potestatem soli reipublicae concessam, unde et publica judicia dicuntur, videri potest privata manus omnino excludi. Sed hoc commodius expediri non potest quam si videamus, quid licuerit unicuique ante respublicas ordinatas. Imperator sane Theodosius in ea lege, cujus verbis paulo antea utebamur ¹, cum judiciorum ordinem idcirco institutum dicit, ne sibi quisque ultionem permitteret, hoc sentire videtur, priusquam ille ordo institutus fuit, permissam singulis vindictam fuisse. Sed hoc immutatum, quia aut sui amore aut alterius odio modus facile excedebatur: nec multo diversum hic obtinere, quam in rei vindicatione et exactione debiti, quae cum olim per se quisque expediret, vitandis quae inde nascuntur periculis, judicia haberi coepere. Lucretius ² quidem clare satis hoc ipsum expressit:

Acrius ex ira quod enim se quisque parabat

Ulcisci, quam nunc concessum est legibus aequis,

Hanc ob rem est homines pertaesum vi colere aevum.

Et ipse Cicero ³, quem ut video theologorum praestantissimi hac in parte non culpant, cum jus naturae esse dixisset id quod nobis non opinio, sed innata vis afferat, inter ejus exempla statuit vindicationem, quam gratiae opponit: ac ne quis ambigeret, quantum eo nomine deberet intelligi, definit vindicationem, *per quam vim aut contumeliam defendendo aut ulciscendo propulsamus a nobis et a nostris, qui nobis cari esse debent, et per quam peccata punimus*. Civilis apud Tacitum ⁴: *Jure gentium*, inquit, *poenas reposco*. Quin et in sacra historia ⁵ Samson *insentem se pronuntiat, si Palaestinos, qui se malo affecerant conjugio intercepto, rursus malo afficeret*: et mox peractam ultionem hac ratione tuetur,

¹ d. l. nullus. C. de Judaeis. [C. 1. 9. 14.] ² l. 5. [vs. 1147. sqq.] ³ de invent. l. 2. [c. 53. §. 161.] Thom. 2. 2. q. 108. art. 2. et 2. 2. q. 158. art. 1. ad tert. ⁴ Histor. l. 4. [c. 32.] ⁵ Jud. 15. 3. et 11.

ut dicat, *ita se eis fecisse, quemadmodum sibi priores ipsi fecissent*. Vocatus quidem Dei hoc illi praestitit, ut publica potestate opus non haberet: sed interim recte se adversus gentes gentium jure defendit. Lex igitur illa quae maleficos punire jubet, cum ex jure naturae sive gentium descendat, civili societate et lege est antiquior. Quod a divina scriptura non videtur alienum, in qua post orbem submersum, cum in una domo reliquiae essent generis humani, civitatem non video, legem video, quae maleficia puniri jubet ¹: *Qui sanguinem hominis effudit, per hominem sanguis ejus effunditor*. Nec forte illud praetermittendum est, quod lex ista alteri legi subjicitur, quae bestias humano usui addicit, quia cum poenarum originem exquirunt theologi ², hac comparatione utuntur, ut dicant indigniora omnia digniorum usibus destinari: ita bestias quamquam a Deo creatas, ut essent, homo tamen recte interficit, vel ut ad usum vertat tamquam sua, vel ut tollat tamquam noxia, quorum utrumque eo quo dixi Scripturae loco exprimitur. Similiter volunt deploratae malitiae homines hoc ipso quod tales sunt, quasi divina humanaque imagine exuta, ad inferiorem ordinem detrudi inque bonorum usum ordinari et quodammodo ex personis res fieri, quae et secundum naturam servitutis origo est: tolli ergo posse tum ne noceant, tum ut ad exemplum usui sint: quod Seneca ³ dixit, *ut documentum omnium sint, et qui vivi noluerunt prodesse, morte certe eorum respublica utatur*. Quod enim de republica dicit, idem de universitate generis humani intelligendum jam demonstrabimus. Bestiarum exemplo ad nocentium poenas etiam Democritus ⁴ utitur, de jure naturali disputans. Ita enim ait: *κατὰ δὲ ζῶων φόβου καὶ μὴ φόβου ἄδε ἔχει. τὰ ἀδικέοντα καὶ θέλοντα ἀδικεῖν ἀλόγως ὁ κρείων καὶ πρὸς εὐεστοῦν τοῦτο ἔρδειν μᾶλλον ἢ μή. De occidendis*

¹ l. 9. 6. ² Thom. 2. 2. q. 64. art. 1. et ibi Cajet. ³ de ira l. 1. c. 6.
⁴ Nob. [in floril. l. 44. n. 16.]

aut non occidendis animantibus ita se res habet: quae injuriam faciunt aut facere volunt quisquis occiderit purus est, adeo quidem ut hoc fecisse quam non fecisse sit rectius. Et μοχ¹ κτείνειν χρὴ τὰ πημάλινοντα παρὰ δίκην πάντα περὶ παντός. *Ea quae nocent extra jus omnino occidere atque omnibus convenit.* Rursus²: ὅπως περὶ κινάδεων τε καὶ ἐρπετέων γεγράφεται τῶν πολεμίων, οὕτω καὶ κατὰ ἀνθρώπων δοκεῖ μοι χρεῶν εἶναι ποιεῖν. *Quae vero de vulpibus et inimicis serpentibus scripsimus, eadem in hominibus facienda videntur.* Et subiungit³: κτείνων καὶ ληστὴν πάντα κτείνων τις ἀδῶος ἂν εἴη, καὶ αὐτοχειρὴ καὶ κελεύων καὶ ψήφω. *Furem et latronem quicumque quomocunque occiderit innocens est, siye manu, siye jussu, siye suffragio.* Putes eum a Seneca⁴ lectum, qui, inquit, *cum cervicem noxio praecidi imperabo, eo vultu animoque ero, quo serpentes et animalia venenata percutio.* Et alibi⁵ *ne viperas quidem et natrices et si qua morsu aut ictu nocent affligeremus, si ut reliqua mansuefacere possemus aut efficere, ne nobis aliisve periculo essent. Ergo ne homini quidem nocebimus quia peccavit, sed ne peccet.* Ex his apparet puniendi causas esse naturales et ex ea lege procedere, quam nos primam descripsimus. Quid ergo, nonne puniendi potestas reipublicae propria est? Imo vero ut a republica ad magistratum, ita ad rempublicam jus omne a singulis devenit, collatoque consensu, ut ad regulam tertiam ostendimus⁶, potestas publica constituta est. Quare cum transferre nemo possit, quod non habuit, jus illud antiquius penes privatos fuisse quam penes rempublicam necesse videtur. Est et hoc argumentum in eam rem efficacissimum. Respublica non tantum subditos sibi ob maleficcium punit, sed etiam extraneos. In hos autem potestatem non habet jure civili, ut quod cives tantum ex consensu obliget. Habet igitur ex jure naturae seu gentium. Atqui

¹ [ibid. n. 17.] ² [ibid. n. 18.] ³ [ibid. n. 19.] ⁴ de ira l. 1. c. 16. ⁵ l. 2. c. 31. ⁶ v. c. 2. supra.

poenae ad bonum duntaxat reipublicae ordnantur. Id vero negari potest. Nam poenarum causa naturalis est, respublica vero non natura, sed ex conducto. Societas enim humani generis a natura, civilis autem, qua talis, ab instituto. Ipse Aristoteles ¹, quo maxime auctore contraria sententia nititur, ita scribit: ἄνθρωπος γὰρ τῆ φύσει συνδυαστικὸν μᾶλλον ἢ πολιτικόν, ὅσῳ πρότερον καὶ ἀναγκαιότερον οἶκον πόλεως καὶ τεκνοποιῶν κοινότερον τοῖς ζῴοις. *Homo enim conjugale magis quiddam est natura quam civile, quanto quidem et prior et magis necessaria est familia quam civitas et sobolis procreatio cunctis animalibus communior.* Quod et cum divina historia consentit. Deus enim qui cuncta creavit in sua perfectione, non rempublicam creavit sed homines duos. Itaque tantum societas humana erat, civitas non erat. Quare et aucto statim humano genere naturalis potestas penes patres familiarum fuit, juxta Homerum ²:

θεμιστεύει δὲ ἕκαστος
 παίδων ἢ δ' ἀλόχων.
*Soliti jus dicere quisque
 Conjugibus puerisque.*

Hos igitur pro sui familiaeque suae conservatione jurisdictionem ut internam, ita externam habuisse consentaneum est, unde domesticos magistratus dixit Seneca ³. Quod autem juris initio orbis ante constitutas civitates fuit, idem postea necesse est mansisse penes eos homines, qui judicia sibi non constituerunt, quibus, ut Seneca ⁴ loquitur, jura distinguit modus virium. Idem Quintilianus ⁵ indicat. Ita apud Ombricos observatum Damascenus ⁶ auctor est, ut manu se quisque ulcisceretur, manetque ex parte hodie apud Sarmatas. Imo et singulares illae dimicationes, quae hodie etiam multis in locis

¹ de mor. ad Nicom. l. 8. c. 14. [p. 1162. l. vs. 17.] ² [Od. l. 9. vs. 63.]

³ de benef. l. 3. c. 11. ⁴ de ira l. 3. c. 2. ⁵ in declam. 13. [ed. Lugd. Bat. a. 1665. p. 190. med.] ⁶ Stob. [in floril. l. 10. n. 70.]

usurpantur, reliquiae videri possunt illius moris et velut legis nonae exceptiones. Romani etiam veteres dominis, patribus, maritis, cognationi jura vitaeque necisque permiserunt. Alia quidem causa est executionis quae privatis lege speciali permittitur. Nam hic si ad arma veniatur, nescio an non publicum potius quam privatum bellum dicendum sit. Respublica enim quasi suscipit et gerendum singulis mandat. Etsi verum est pleraque illa ex eadem ratione, unde et privatum bellum fluere. Quia enim exempli gratia militibus et exactoribus non facile per judiciorum ordinem occurritur, idcirco ipsis privatis per leges se vindicandi potestas datur ¹. Et haec igitur sunt, quae velut vestigia habemus juris naturalis in puniendo. Sed adhuc dubitari potest, semota republica, quem sibi justum finem privatus ultor possit proponere. Facile respondebit, qui ex philosophis ² didicerit duas esse respublicas, alteram orbis, alteram urbis. Nimirum totius humani generis bonum ab eo spectari, non aliter quam cum serpentem occidit. Et hoc proprie est illud bonum commune, quod poenas omnes naturaliter respicere diximus. Hoc ipsum Plutarchus ³ egregie explicat: τῷ δὲ (θεῷ) ἔπεται δίκη τῶν ἀπολειπομένων τοῦ θεοῦ νόμου τιμωρὸς, ἢ χρώμεθα πάντες ἄνθρωποι φύσει πρὸς πάντας ἀνθρώπους ὡς περ πολίτας. *Justitia Deum comitatur ultrix eorum qui contra legem divinam delinquant: qua omnes homines natura utimur adversus omnes homines, ut cives.* Unde non longè abit, quod scholastici ⁴ dicunt, debere nos injurias etiam nostras ulcisci, si tales sint ut ad Ecclesiam, hoc est ad bonos omnes redundent. Hujus autem boni communis cura aequaliter ad quemvis pertinere videtur, sive ipsi sive alteri illata sit injuria, nisi quod suas injurias exsequi periculosius

¹ C. quando lic. unic. tot. tit. [C. 3. 27.] l. prohibitum. C. de jure fisci. [C. 10. 1. 5.] l. contra nostra. C. de exactoribus. [C. 12. 61. 5.] l. devotum. C. de metatis. [C. 12. 41. 5.] Jas. in l. ut vim. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 3.] n. 15. ² Sen. de vita beata. c. 31. ³ de exsilio [p. 601. b.] ⁴ Thom. 2. 2. q. 108. Silv. in v. Vindicta.

sit: quia vix est ut justus modus servetur. Nam fere, ut apud Senecam ¹ est, non ita agitur, qui non mandat ultionem, sed ipse ejus exactor animo simul ac manu saevit. Ideoque Principes, qui constituto judiciorum ordine, soli nisi per se vindicari non possunt, admoneri solent, ut ultionem impendant non dolore sed exemplo ². Quod autem nunc est in Principibus ideo quia jus civile in aliquo debuit desinere, id in singulis olim fuisse ratio naturalis persuadet. Et quod ante judicia fuit, idem erit judiciis quovis modo sublatis, ratione loci aut temporis. Nec aliud mihi spectasse videntur, qui crediderunt tyrannum, hoc est juris judiciorumque oppressorem, a privatis recte interfici. In quam sententiam Stoicorum placitum accipi potest, qui affirmant sapientem numquam esse privatum, quod Nasicæ exemplo Tullius ³ probat: quo et Horatius ⁴ respicit in Carmine ad Lollium: *Consulque non unius anni*, et quae sequuntur. Ipse etiam Plutarchus ⁵, quamquam alterius familiae, in hac parte non dissentit: sed virum civilem ab ipsa natura ait magistratum designari et quidem perpetuum, semperque legem ei principatum deferre, qui agat justa, norit utilia: neque eum tamen hac potestate usurum, nisi cum perfidia aut socordia eorum, qui publica munia ex suffragio obtinent, rem in periculum adduxit. Caesar ⁶, is qui postea dictator fuit, cum privatus etiamnum esset, piratas, a quibus captus ante fuerat, classe tumultuaria persecutus est, ipsorumque naves partim fugavit, partim mersit: cumque proconsul negligeret animadversionem in captivos sones, ipse eos in mare iterum vectus suffixit cruci: quia scilicet et iudex requisitus officium non faciebat, et in mari id nullo piaculo fieri posse videbatur, ubi non scriptis legibus, sed gentium jure vivitur.

¹ de ira l. 3. c. 3. ² Sen. de clem. l. 1. c. 20. ³ Tusc. l. 4. [c. 23. §. 51.]
⁴ Od. l. 4. 9. [vs. 39.] ⁵ in praec. polit. [p. 813. c. et p. 817. d. e.] ⁶ Vell. Paterc. l. 2. [c. 42. §. 2. sq.] Plut. in Caes. [p. 708. a. b. c.]

Hae rationes persuadebant fieri posse, quamquam raro forte ob imbecillitatem naturae humanae, ut privatus sine peccato aliquem puniat ex naturae lege, fiatque quodammodo alter alterius magistratus, dum tamen in ea quoque punitione judicis adhibeat religionem: quod multis argumentis firmare Castrensem ¹ video. *Inventa enim jura ut provideant, non ut noceant hominibus. Neque id quod extraordinarium est ordinaria habere subsidia: nec quemquam in periculo vetari sibi aliisque consulere, ut si a nautis in naufragio, in morbo a medicis destituatur. Ex necessitate et ne jus nostrum pereat multa permitti, quae alias non permetterentur, unaque re deficiente ad alteram recurri.* Nec aliter sensisse videntur viri undequaque doctissimi, Connanus, Vasquius, Petrus Faber, quibus adjici potest Ayala, Socinum Nepotem in hanc rem allegans ². Collecta sit igitur haec sententia: *Eate-* *Concl. VII.
artic. I.*
nus juste bellum privatum suscipitur, quatenus iudicium deficit. Bellum vero publicum interdum ex defectu iudicii, interdum ex iudicio fit ³. Ex defectu iudiciorum eodem quo privatum modo. Accidit autem hoc quoties, ut Cicero ⁴ ait, *ei qui expectare velit ante injusta poena luenda sit, quam justa repetenda*, et omnino cum res moram non patitur. Unde liquet injustum bellum inferenti justum bellum referri sine iudicio ullo ⁵, neque ejus belli denuntiationem requiri, ut faciales Romani in Aetolos decreverunt ⁶. Nam, sicut ex Platone Aelianus refert, quod ad propulsandam necessario injuriam bellum suscipitur, id non a praecone aut caduceatore, sed ab ipsa natura indicitur idemque censendum est si legati violati, aliudve quid factum quo gentium commercia dirimerentur. Neque enim iudicium haberi potest ab illis ad quos tuto nemini datur commeari. Illud interim notandum,

¹ cons. 399. ² Conn. comm. l. 1. c. 6. Vasq. Controv. post. l. 4. c. 8. Fabr. Sem. l. 2. c. 2. in fine. Ayala l. 1. c. 2. n. 9. et c. 5. n. 1. Soc. tom. 3. cons. 68. ³ v. Alb. Gent. de jure belli. l. 2. c. 1. et 2. ⁴ pro Mil. [c. 4. §. 10.] ⁵ Bald. cons. l. 3. 58. Gabriel sup. sent. 4. dist. 15. q. 4. casu. 2. ⁶ Liv. l. 36. [c. 3.]

quod et supra diximus, defervente periculo leges resuscitandas. Exempli causa, si quis alterius ditionis civis alicujus bona veniat raptum, poterunt non haec tantum recipi, sed et alia bona ante iudicium capi quasi in pignus, ita ut reddantur si iudicium secutum sit ¹. Quoties autem ratio temporis patitur, toties quicumque bellum suscipiunt et in quoscunque iudicium accipere debent. Unde bella civilia juste suscipiuntur secundum regulam quintam sive septimam et legem nonam: externa secundum legem duodecimam et regulam nonam ². Quare in bello civili pro cive aut republica contra civem sententia magistratus aut reipublicae desideratur, nec quidquam ultra ³: quod in externo aliter est: idque a Tullio ⁴ recte distinguitur, qui cum mittendos ad Antonium legatos negat sed vi eum cogendum ut ab obsidione Mutinae discederet, *non enim*, inquit, *cum Annibale res est hoste reipublicae, sed cum cive*: quod discrimen subtiliter Seneca ⁵ indicat, cum dicit, *indicta finitimis bella aut gesta cum civibus*. Quia iudici bellum civibus nec solet, nec necesse est. Idem erit in tyrannis, latronibus, piratis et quicumque pars alterius reipublicae non sunt. In bellis externis ⁶ lex illa quam dixi et regula constituunt denuntiationem adeo celebratam in jure belli, de qua non idem veteres censuerunt, nobis ex his quae praestruximus omnia erunt expedita. Recte illud sui juris tenebat miles apud ἡθικώτατον et ut ita dicam sententiosissimum auctorem ⁷:

*Omnia prius experiri verbis quam armis sapientem decet:
Qui scis an quae jubeam sine vi faciat?*

Nam et Euripides ⁸ dixerat:

Λόγοισι πείσας, εἰ δὲ μὴ βία δορῶς.

Verbis id impetrabo, sin minus manu.

¹ l. qui posses. ff. de vi et vi arm. [D. 43. 16. 17.] Arias de bello. n. 24. in partic. bello. [Ocean. Jur. tom. 16. p. 326.] ² v. c. 2. ³ Bald. in l. si manum. C. de obs. patr. [C. 6. 6. 4.] ⁴ Phil. 5. [c. 10. §. 26. sqq.] ⁵ de ira l. 3. c. 2. ⁶ Mart. Laud. de bello. q. 9. et 37. et 38. ⁷ Terent. Eun. [vs. 789. sq.] ⁸ [Suppl. vs. 347.]

Quod Cicero ¹ planius: *cum sint duo genera decernendi, unum per disceptationem, alterum per vim, confugiendum ad posterius, si uti non licet superiore.* Thucydides ² etiam: *ἐπὶ τὸν δίκαις δίδοντα οὐ νόμιμον ὡς ἐπ' ἀδικούντα ἵέναι.* *In eum qui iudicium accipere paratus sit, nefas ut in injuriam iri.* Theodorici ³ etiam illud non discrepat: *veniendum tunc ad arma, cum locum apud adversarium justitia non potest reperire.* Quo et illud ex parte spectat, quod ex scholasticis diximus ⁴, eum jure bellum pati, qui satisfacere nolit. Videmus hunc ordinem ab Israelitis observatum ⁵, qui de viris Gabaae supplicium a tribu Benjaminica sumi voluerunt, cumque id non impetrarent tum demum tribui bellum indixere. Et sic justum Minois bellum in Athenienses Diodorus ⁶ vocat, quia postulanti adversus filii interfectores jus redditum non fuerat. Ad arbitrum ut eatur honestum sane est, sed voluntarium, non necessarium. Nam arbitrum consensus facit, nec quisquam cogitur huic aut illi jus suum permittere. Nos autem ea quae sunt necessaria spectamus. Apparet ergo ex regula

Nova declaratio.

nona bellum suscepturo duplicem imponi necessitatem. Primo enim iudicium offerendum est reipublicae a qua cujusve cive quidquam petatur. Deinde ea si desit officio, debet respublica ipsa quae laesa est cujusve civis ferre sententiam. Prius illud jure feicali Romanorum, neque sane gens ulla hac in parte religiosior fuit, *clarigatio* aut *rerum repetitio* dicitur ⁷. Nam rerum repetendarum nomine egregie Servius ⁸ omnem injuriam dicit contineri. Est enim et rei et repetitionis nomen generale. Quod autem postulatur triplex est: *reddi, satisfieri, dedi*: dedi autem non simpliciter, sed aut dedi aut animadverti: ex lege scilicet secunda opposita quartae, ex

Clarigatio aut rerum repetitio.

¹ de off. [l. 1. c. 11. §. 34.] Adde Sam. 2. 20. 19. ² l. 1. [c. 85.] ³ Cassiod. Var. l. 1. 17. ⁴ in pr. c. 7. ⁵ Jud. 20. ⁶ [Histor. l. 4. c. 61.] ⁷ Plin. l. 12. c. 1. ⁸ ad l. 9. [vs. 53] et l. 10. [vs. 14]. Aeneidos. V. Briss. de form. l. 4. l. 1. ff. de reb. cred. [D. 12. 1. 1.] V. Festum in v. Recipere [p. 228.] l. restituere. de verb. sign. [D. 50. 16. 35.]

lege sexta, ex lege quinta. Nam prima opposita tertiae, non recipit, ut diximus iudicii necessitatem. Posterius autem est belli jussio, sive decretum reipublicae aut magistratus ejus, cui cujusve civi facta injuria est ¹, quo condemnatur pars adversa. Hinc formula ²: *Testor populum illum injustum esse neque jus reddere.* Et altera: *Quarum rerum, litium, causarum condixit pater patratus populi Romani Quiritium patri patrato populi priscorum Latinorum, hominibusque priscis Latinis, quas res nec solverunt, nec dederunt, nec fecerunt, quas res dari, fieri, solvi oportuit, puro pioque duello quaerendas censeo, consentio consciscoque.* Et tertium carmen: *Quod populi prisci Latini adversus populum Romanum Quiritium fecerunt, deliquerunt, quod populus Romanus Quiritium bellum cum priscis Latinis jussit esse, senatusque Romanus Quiritium censuit, consensit, conscivit ut bellum cum priscis Latinis fieret, ob eam rem ego populusque Romanus populo priscorum Latinorum bellum indico facioque.* Duo autem ista, rerum repetitio et decretum et sejungi possunt et jungi: sejungi, si quomodo diximus separatim fiant et interposito tempore, jungi, si simul laesa respublica alteri iudicium offerat et, ni juste iudicet suum ei iudicium denuntiet. Hoc ferme modo ³: *eam se injuriam, nisi ab ipsis qui fecerint dematur, ipsos omni vi depulsuros esse.* Aut ita ⁴: *ni supplicium in malos praesumant, usurum promiscua caede.* Neque vero aliter apud Euripidem ⁵ Theseus haec caduceatori ad Creontem mandata dat:

Θησεύς σ' ἀπαιτεῖ πρὸς χάριν θάψαι νεκρούς,
 συγγείτον' οἰκῶν γαῖαν, ἀξίων τυχεῖν
 φίλον τε θέσθαι πάντ' Ἐρεχθιδῶν λεῶν.
 κἄν μὲν θέλωσιν αἰνέσθαι, παλίσσυτος
 στεῖχ', ἦν δ' ἀπιστῶσ' οἷδε δεύτεροι λόγοι·
 κῶμον δέχεσθαι τὸν ἐμὸν ἀσπιδιφόρον.

¹ Silv. in v. Repress. §. 3. in req. 4. ² Liv. l. i. [c. 32.] ³ Liv. l. 8. [c. 23.] ⁴ Tac. Annal. l. 1. [c. 48.] ⁵ Suppl. [vs. 386. sqq.]

*Vicina Theseus qui tenet regni sola
 Humare poscit mortuos: quod si datur,
 Sit amica faciet gens Erechthidum tibi.
 Quae si probantur, tum refer retro pedem.
 Sin nemo paret, verba sint haec altera:
 Jam mox ut arma pubis exspectent meae.*

Et similia a Creonte Theseo nuntiantur, ut videamus morem Graeciae in tragoedia expressum: qui et in historia Romana passim occurrit. Quae autem duo ista sic complectitur vocatur denuntiatio sive indictio. Is vero qui prius misit res repetitum, non tenetur iterum denuntiare: sed sicut quae post sententiam usurpantur edicta, non a gentium jure sed ab instituto sunt cujusque civitatis, non aliter et belli suscipiendi solemnia, si qua sunt praeter ea quae diximus ¹, ut de iterandis denuntiationibus, non aliunde quam ex moribus cujusque populi descendunt, quod et Maecenas apud Dionem velle videtur. Multa ejus generis Romani usurparunt ab Aequicolis accepta, ut de hasta sanguinea et alia ejusmodi, sicut et triginta justis dies post sententiam ut in foro, ita in bello pari ratione damnato tribuebantur: neque mirum, cum aliae gentes etiam locum et tempus praelii saepe denuntiarint, quae ut interdum magna sunt, ita numquam necessaria. Unde et Romanos videmus sanctissimis temporibus res quidem numquam nisi ab ipsis, qui injuriam fecerant, aut magistratibus repetisse, bellum autem postquam decretum erat, non ad eosdem utique, sed vel ad proximos fines quasi dicis causa indixisse, vel hoc etiam omisisse, cum res legitime repetitae nec juri paritum esset. Varro etiam et Arnobius ² morem illum solemniter bellum denuntiandi, sicut alia quae sunt juris civilis, apud Romanos abolitum testantur. Videmus

Denuntiatio aut indictio.

¹ Bod. de rep. l. 1. c. 7. et Fabr. sem. l. 2. c. 2. sub fin. ² de ling. Lat. l. 5. [§. 86.] Arnob. c. gent. l. 2.

igitur quomodo sit intelligendum quod dicunt doctores ¹, nullum esse bellum justum nisi quod legitime indictum sit: quam sententiam nemo melius Cicerone ² interpretabitur, cum dicit *nullum bellum esse justum, nisi quod aut rebus repetitis geratur, aut denunciatum ante sit et indictum*. Alterum, non utrumque requirit. Et hoc ipsum sic restringendum est, ut denuntiatione opus non sit adversus eum, qui jam bellum suscepit: quod antea demonstravimus. Quo spectat illud apud Isidorum ³ fragmentum vetus: *Justum bellum est, quod ex edicto geritur rebus repetitis aut propulsandorum hominum causa*. Hostes enim sunt non modo quibus nos, sed et qui nobis bellum publice decernunt, ut in legibus ⁴ comprehensum est. Itaque adversus eos, qui se jam pro hostibus gerunt, nulla denuntiatio necessaria est, de quo constat inter doctores ⁵, qui tradunt eos, qui palam nobis noxii molestique sunt, ipso jure diffidatos videri. Nam diffidare apud illos est bellum indicere. Nobile est exemplum in Israelitis ⁶, qui cum praeceptum haberent a Deo ne quam gentem armis aggredierentur, nisi quam denunciando prius ad pacem invitassent, hoc ipsum tamen adversus gentes Chanaanorum plerasque observandum non putarunt, cum essent ab illis priores bello lacessiti. Cui consequens est illud, postquam semel res repetitae et decretum interpositum fuit, pro eo jure quod in executione ipsa nascitur, nullam conditionem aut sententiam requiri. Neque enim bellum tunc novum suscipitur, sed geritur susceptum: satis igitur est

¹ Joh. Andr. in c. pro human. de homic. [Decretal. in 6. 5. 4. 1.] Bald. in l. 2. C. de servit. et aqua. [C. 3. 34.] n. 71. et in l. si manum. C. de obs. patr. praest. [C. 6. 6. 4.] et in l. execut. C. de exec. rei jud. [C. 7. 53. 8.]
² de off. l. 1. [c. 11. §. 34.] et de rep. l. 2. [c. 17. §. 31.] ³ l. 18. c. 1. citatur in c. justum. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 1.] ⁴ l. hostes. de capt. [D. 49. 16. 24.] et de verb. sign. [D. 50. 16. 118.] ⁵ Bell. 5. cons. 3. c. 15. Adde l. 1. in fine ff. de act. emt. et vend. [D. 29. 1. 1.] Vasq. l. 1. c. 24. n. 5. ⁶ Deut. 20. 10.



petitam semel justitiam nec impetratam, ut ad jus scilicet naturale redeatur, quo vi suum consequi illicitum non est. Neque tamen inconueniens erit, etiam cum denuntiatio necessaria non est, sententiam tamen proferre universalem, ad debita scilicet consequenda, praesertim poenaria, ut res hostium quasi in iudicatum capiantur. Caeterum cum a principali belli auctore facta est denuntiatio, ab ejus socio denuntiari nihil oportet, qui juri alieno tantum adsistit nec quidquam ipse seorsum postulat. Similiter cum reipublicae alicui aut magistratui justa forma illatum est bellum, sociis ejus et subditis indici nihil necesse est: quod nostri interpretes¹ suo more sic efferunt: *diffidato Principe diffidatos esse omnes ejus subditos, complices et auxiliares*. Et hoc est quo se inter alia Cn. Manlius a legatis suis accusatus ob bellum Gallograecicum defendit. Verba autem illa Isidori plane idem significant ac si dicas: *Bellum publicum juste suscipitur quatenus iudicium deficit, aut rebus repetitis et ex decreto reipublicae suscipientis*. Videndum jam quid in his qui voluntarie agunt in bello gerendo desideretur et quantum illis permittatur: haec sane quaestio late patet, sed ad summa quaedam genera a nobis redigetur. Forma, ut diximus², justa est in convenientia legum. Sicut autem suscipiendo bello pugnare videbantur leges de iudiciis, quas partim per leges digniores sustulimus, partim conciliavimus, ita gerendo ob stare videntur primum lex tertia et quarta. Nam si verum est illud³:

Tum certare odiis, tum res rapuisse licebit:

si, inquam, ex bello et caedes sequuntur et rapinae, quid illis legibus faciemus, quae vetant nos homines alteros laedere et alienum attingere? Praeterea repugnare videtur plerumque regula tertia, cum exorto bello velut sublata videantur juris humani commercia.

¹ Bald. ad d. l. 2. C. de serv. [C. 3. 34.] n. 70. ² in princ. capit. ³ Virg. Aen. l. 10. [vs. 14.]

Concl. VII.
artic. II.

Dolus an virtus quis in hoste requirat ¹ ?

Huic enim nocere quaerimus :

ἢ δόλον ἢ βίην ἢ ἀμφοτέρων ἢ κρυφῶδόν ².

Sive dolo, seu vi manifesta, clamve palamve.

Prius autem de legibus secundi ordinis, hoc est tertia et quarta videamus: quae vi legis decimae tertiae eliduntur, ut alibi diximus, non modo si primae aut secundae opponantur, verum etiam si locus sit quintae et sextae, quatenus istis et prima et secunda insunt et ipsae illae tertia ac quarta. Quod si quid igitur ultra fiat quam leges primi et tertii ordinis postulant, aut in alterum quam in quem leges istae diriguntur, id extra justum belli modum est. Dupliciter nos offendunt hostes, dupliciter etiam offenduntur, in corpore et in rebus: unde συγγίαι sive conjugationes fiunt quatuor ³. Aut enim ejus qui corpus nostrum impetit corpus vicissim impetimus, aut spoliamus spoliante[m], aut periculum vitae nobis inferentem bonis mulctamus, aut pro rebus nostris arma stringimus; quae omnia per se injusta non esse prius ostensum est, nunc quatenus permittantur videamus. Si quem igitur aut pro vita tuenda aut pro rebus nostris vulnerare possumus aut etiam spoliare (quod ita dico ut legis primae et secundae, non etiam delicti habeam rationem), ab eo manus abstinere debemus, simulatque periculum cessat, ut post victoriam. Si rem nostram aut id quod nobis debetur reposcimus, ubi id erimus consecuti, nihil amplius arrogare nobis licet. Si ultionem delicti persequimur, ea quoque debet esse temperata pro modo delicti, ut illa teneatur

Regula, peccatis quae poenas irrogat aequas ⁴.

Differt autem hoc ab eo, quod superiore capite tractatum est: ibi causam subesse volebamus, hic vero causae modum adjungimus. Seneca ⁵ crudeles eos proprie vult dici, *qui pu-*

¹ Virg. Aen. 1. 2. [vs. 390.] ² [Apoll. Rhod. 1. 2. vs. 983.] ³ Dd. ad 1. ut vim. ff. de just. et jure [D. 1. 1. 3.] et ad 1. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] ⁴ Horat. Sat. 1. 3. [vs. 118.] ⁵ de clem. 1. 2. c. 4.

niendi causam habent, modum non habent. Ad hoc autem ne alius pro alio belli malis afficiatur, notandum est interdum aliquem ex facto suo proprio aut communi obligari, interdum ex alieno, praecedente tamen aut sequente facto suo: quod ad leges primi ordinis quantum pertinet locum habere non potest: istae enim factum unum respiciunt, neque animi habent rationem: sed in contractibus saepe accidit, in delictis etiam accidere potest, quatenus poena delicti pecuniaria est sive ad facultates pertinet: unde vadimonia ¹. Sed poenae corporalis vicarium jura ² non recipiunt. Ratio est quia nemo potest id obligare, in quod dominium non habet ³. In res dominium nobis Deus dedit, in nos ipsos retinuit sibi: quare cum libet bona alienare possumus, vitam deponere non possumus ⁴, sicut servo peculium datur, in se potestas non datur. Primum igitur socius ex facto socii quod obligatur, id facto ipsius accidit, hoc est re ipsa, non quasi ex conventionem. Nam si debitum rei respicimus optime et ex aequitate naturali a theologis ⁵ traditum est, causam aequalitati praestare omnes debere, qui causam aliquo modo inaequalitati praestiterunt. Praestitisse autem dicuntur non hi tantum, qui ipsi auferunt aut detinent, sed et alii qui ablationi jussum, consilium, consensum, operam praestant, aut qui postea impediunt quominus fiat restitutio. Omnes autem socii aut hoc, aut illud faciunt: quare necesse est in solidum singulos obligari ⁶, quorum auxilio pars iniqua audacior, altera timidior redditur: quod in bello universim considerato per-

Nova declaratio.

¹ l. si quis. ff. de cust. reor. [D. 48. 3. 4.] Silv. in v. Fidejussor. §. 7. et 8.
² Bart. in l. si quis. ff. de poenis [D. 48. 19. 6.] et Dd. in l. si a reo. §. fin. eo tit. [non est in eo tit. sed D. 46. 1. 70.] ³ l. liber. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 13.] c. si non licet. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5. 9.] ⁴ Facit hoc pro opinione Rosellae in Summa, in q. de judice. V. Silv. in v. Judex. p. 2. §. 5. ibi: ex his duabus. ⁵ Covarr. in c. peccatum. §. 12. n. 2. Silv. in v. Restitutio. 3. §. 6. ibi: quartum. et in v. Bellum. 1. §. 11. concl. 1. et 7. ⁶ l. 1. §. si plures dolo. ff. de eo per quem factum erit. [D. 11. 10. 1. §. 4.] Scot. sent. 4. dist. 15. q. 2. art. 4. et ibi Gabriel et Richard. Ibidem art. 5. q. 4. et Thom. art. 5. quaest. 3. ap. Wilh. Math. de bello justo et licito. in 1. req.

petuum est. Sin ad poenam convertimur ¹, etiam hac obstringi eos certum est, qui delinquentes ope, consilio firmant, et quidem eadem qua principales; nam et ipsi delinquent. Ex facto magistratus respública obligatur ², tamquam ex conventionē, ut qui magistrum aut institorem praeponunt ³: interdum etiam ad poenam: tenentur enim, qui tales sibi praefecerunt, unde alii acciperent injuriam. Nam quasi in dolo versari videtur, qui homini minus idoneo credidit ⁴. Non igitur immerito plane ⁵:

Quidquid delirant reges, plectuntur Achivi.

Neque ratione caret, quod Hesiodus ⁶ conqueritur:

ἔφρ' ἀποτίσῃ

δῆμος ἀπασθαλίας βασιλέων,

impia regum

Ut peccata luat populus.

Fitque hoc ipsum Deo auctore, qui non raro ob Principum delicta populum punivit, cujus rei insignia sunt exempla ⁷. Beati Justini est: *πικροτάτη τιμωρία τῶν ἡμαρτηκότων βασιλέων τιμωρία τοῦ λαοῦ. Acerbissima peccantium Principum poena est poena populi.* Ambrosius ⁸ etiam: *Regum lapsus poena populorum est: sicut enim eorum virtute servamur, ita etiam eorum errore periclitamur.* Deinde vero obligatur respública

¹ c. qui consentit. [Decr. Grat. p. 2. 11. §. 100.] Inst. de obl. quae ex del. §. interdum quoque. [I. 4. 1. §. 11.] l. 2. §. si quis non hom. ff. vi bon. rapt. [D. 47. 8. 2. §. 12.] Silv. in v. Homicidium. 1. §. 13. 15. 16. 17. Adde Bald. ad l. non ideo minus. C. de acc. [C. 9. 2. 5.] et in l. 2. C. de servit. et aqua. [C. 3. 34.] n. 70. et in leg. 1. C. unde vi [C. 8. 4.] n. 24. ² Vict. de pot. civ. n. 12. Dig. de exercit. act. [D. 14. 1.] tot. tit. ³ Silv. in v. Restitutio. 3. §. 5. ibi: quintum. et §. 11. ibi: decimum. et in v. Obligatio. §. 6. Dig. de instit. act. tot. tit. [D. 14. 3.] et tit. nautae, caupones. [D. 4. 9.] ⁴ l. vel per litteras. ff. si mentor. [D. 11. 6. 2.] l. de illo. §. 1. ff. pro socio. [D. 17. 2. 23.] l. ult. §. 4. ff. nautae, caupones. [D. 4. 9. 7.] l. si quid contendit. §. 1. ff. fam. ercisc. [D. 10. 2. 45.] ⁵ Hor. [Ep. 1. 2. vs. 14.] ⁶ [Op. et D. vs. 260. sq.] ⁷ Gen. 20. 4. et. 9. V. Fab. Sem. 1. 3. c. 19. ⁸ in apol. de Dav. [vol. 1. p. 727. f.]

ex facto civis ¹, non quidem simpliciter, sed si ipsa jus non reddat; ita enim litem facit suam: nam et ratum habendo non minus quam mandando obligamur ². Qua de causa Scyrios olim ab Amphictyonibus damnatos legimus ³, quorum nonnulli impune piraticam exercuerant. Hac etiam specie civitas non alieno ex facto simpliciter obligatur, cum suum accedat, non modo quia jus suum consequi alterum impedit, verum etiam quia peccat adversus officium suum ex nona regula, quae externis non minus quam civibus judicia justa reddenda indicat. Certum autem est eum qui non prohibet id, quod prohibere et potest et debet, ad id quod interest teneri. Et hoc cum in debitis caeteris tum et in poenariis locum habet. Quo et Hesiodus ⁴ respicit:

πολλάκι καὶ ξύμπασα πόλις κακοῦ ἀνδρὸς ἐπαυρεῖ.

Saepe luit populus poenas unius iniqui.

Quod egregie Proclus explicat: ὡς ἐξὸν καλύειν μὴ καλύουσα τὴν τοῦ ἐνὸς πονηρίαν, quia civitas cum prohibere possit unius malitiam non prohibet, additque exempla duo, alterum illud quod et Horatius annotavit ex initio Iliados de Agamemnone, alterum vero de Graecorum classe exusta ⁵:

Unius ob noxam et furias Ajacis Oilei.

Quia scilicet populus non demonstrat, indigne se ferre illorum flagitia. Hinc expiationes. Sed nos sacris in litteris ⁶ argumenta habemus admodum illustria Deo hoc placere, ut impunita singulorum peccata a populo luantur. Rationem reddidit Agapetus ⁷ in Paraeneticis ad Justinianum: ἴσον τῷ πλημμελεῖν τὸ μὴ καλύειν τοὺς πλημμελοῦντας λογίζου. κἄν γὰρ τις πολιτεύηται μὲν ἐνθέσμως, ἀνέχεται δὲ βιούντων ἀθέσμως, σύνεργος τῶν

¹ V. Bart. de repress. q. 4. n. 13. ² c. dominus. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2.] Covarr. in reg. pecc. n. 10. Thom. 2. 2. q. 62. art. 7. in resp. Silv. in v. Restitutio. 3. §. 6. secundum. et ibi: et octavo. Mart. Laud. q. 18. ³ Plut. Cim. [p. 483. b. c.] ⁴ [Op. et D. vs. 240.] ⁵ Virg. Aen. l. 1. [vs. 41.] ⁶ Num. 35. 33. et 34. ⁷ [ed. Paris. a. 1624. p. 367. c.]

κακῶν παρὰ θεῶν κρίνεται. *Idem delicto habe non prohibere delinquentes. Nam et si quis caetera juste rempublicam administret, toleret tamen viventes injuste, adjutor malorum apud Deum judicatur.* Praeterea vero ex facto reipublicae cives singuli obligantur. Est enim illud naturali aequitati consentaneum, ut cum ex ea societate commoda captemus, etiam incommoda patiamur ¹. Varia hac de re juris civilis interpretes ²: sed ex jure civili. Nam cum universi et singuli natura non differant, humano commento et ex civium consensu distingui coepere ³. Jus autem gentium tales differentias non recipit parique loco habet universitates publicas et privatas societates. Privatarum autem societatum constat eam esse rationem, ut quod ipsae debent, id a sociorum singulis exigi possit. Praeterea apparet illud ⁴, non minus a singulis rempublicam constitui, quam a republica magistratum ⁵: itaque eodem modo teneri, etiam cum de malefacto agitur, ad damnum resarciendum ⁶. Nam capita civium innocentium absit ut ἀντιψυχα, sive reipublicae delictis obnoxia, dicamus, praesertim cum ipsa per se puniri possit ⁷. Nam et capite minui potest cum fit tributaria, quod divino jure ⁸ constitutum est, et perimi quodammodo ⁹, πόλεως γὰρ ἐστὶ θάνατος ἀνάστατον γενέσθαι. *Mors est urbis vastari funditus*: quod Carthagini aliisque accidit, quibus hostile aratrum impressum est dissolutumque corpus civitatis. Poenae autem pecuniariae, quas debet respublica, videntur a subditis expeti posse, ut quibus

¹ Joh. Ceph. cons. 58. ² ad l. si municeps. et l. sicut. ff. quod cujusque univ. nom. [D. 3. 4. 2. et 7.] ad l. civitas. ff. de reb. cred. [D. 12. 1. 27.] ad l. 4. ff. de re jud. [D. 42. 1.] Bald. in l. 1. C. ne filius pro patre. [C. 4. 13.] et in l. exsec. C. de exec. rei jud. [C. 7. 53. 8.] C. ut nullus ex vicariis. [C. 11. 57.] Nov. 12. Sen. de benef. l. 6. c. 19. ³ l. 1. ff. quod cujusque univ. nom. [D. 3. 4. 1.] ⁴ in c. 2. ⁵ Silv. in v. Reppressaliae. in pr. ibi: et adde allegat. Thom. 2. 2. q. 40. ⁶ l. metum autem. §. animadvertendum. ff. quod met. cav. [D. 4. 2. 9. §. 1.] ⁷ Deut. 20. 11. ⁸ Lyc. in Leocr. [p. 155. §. 61.] ⁹ l. si ususfructus. ff. quib. mod. ususfr. amit. [D. 7. 4. 21.] V. Fabr. Sem. l. 1. c. 1.

sublatis tollatur etiam respublica. Affirmat Thomas poena damni pro altero affici eos, qui id quod sunt alterius sunt et veluti partes, quod non minus in subditis quam in filiis et servis obtinere debet. Atqui, sicut diximus, plerumque sunt extra culpam: verum quidem, sed docent iidem scholastici ¹ imponi poenam numquam sine culpa, saepe tamen sine culpa ejus qui punitur, non tamen sine causa, quae hic est evidens. Et haec est sola ratio ² quae repressalias sustinet, non proximis duntaxat saeculis, sed priscis etiam gentibus usurpatas, pignorationum et ἀνδροληψιών vocabulo: quod enim civis mihi debet, hoc debet respublica jus non reddens, et quod respublica, hoc cives singuli: quod Bartolum ³ non fefellit. Accedit commoditatis ratio, quia creditores aliunde jus suum consequi facile non possunt, ipsis autem civibus inter se minus incommodum est actionibus experiri ⁴ et quod quisque damni passus est, ab eo repossere, qui in culpa fuit. Breviter, ut materiam forma restringat, *eatenus bellum ab agentibus voluntarie juste geritur, quatenus intra id jus manet, quo de agitur, intraque personas ei juri obligatas.* Hoc ipsum subjectis speciebus clarius explicari potest, praesertim in subditis hostium publicorum, de quibus maxime disputari solet inter juris bellici auctores ⁵. Quatenus ergo verum sit Euripideum illud videamus:

καθαρὸς ἅπας τοὶ πολεμικοὺς δεῖ ἄν κτάνη.

Purus piusque est quisquis hostem occiderit.

Et num recte Tacito dictum: *in pace causas et merita spectari, ubi bellum ingruat innocentes ac noxios juxta cadere.*

Ex hac enim similitudine jus praedae apertius fiet. Ad corpus quod attinet, offendi ex legibus primi ordinis, quae ani-

Concl. VII.
artic. III.
pari. I.

Nova de-
claratio.

¹ c. sine culpa. de reg. jur. et ibi Dynus. [Decretal. in 6. 5. 12. 5. reg. 23.] Silv. in v. Poena. in princ. ² Thom. 2. 2. q. 108. art. 4. Adde Silv. in v. Bellum. §. 11. concl. 6. et 7. ³ in tract. de repress. in pr. Adde l. 1. in fine ff. de exerc. act. [D. 14. 1.] Mart. Laud. de bello. q. 38. ⁴ l. 1. C. sumt. injuncti. [C. 11. 37.] ⁵ V. Vict. n. 37 et 45.

num adversarii non respiciunt ¹, subditi hostium omnes possunt, qui juris nostri executioni resistunt, scientes sive ignorant: faciunt enim injuriam quamquam non injuria. Hoc divina lege ² expresse confirmatur, quae in expugnacione urbis puberes omnes interfici jubet, quorum multi non possunt non esse innocentes. Idem contra in urbis defensione ³ erit: *nec reus est mortis alienae, qui cum suae possessioni murorum ambitum circumduxit, aliquis ex ipsorum usu percussus interiit*: Augustino auctore. Quodsi erunt nonnulli, qui ab hostium universitate separari possint neque executionem nostram impediunt ⁴, his sane quod ad corpus attinet omnino parcendum est. Cicero ⁵: *tum ii qui armis positis ad imperatorum fidem confugiunt, quamvis murum aries percusserit, recipiendi sunt*. Nec alium sensum habet, virorum quidem eruditorum sententia, id quod Celsus ⁶ scripserat, recipi nobis transfugam jure belli, eum scilicet qui hostium partes deseruit. Sicut autem in dedita urbe omnibus, ita in ea quae expugnatur quantum fieri potest illis parci, quorum corpora executioni nostrae non obstant, aequitas praecipit et lex divina ⁷ certissima aequitatis magistra. Negat igitur Seneca in tragoedia ⁸ feminam hostis nomen capere. Negat se Camillus ⁹ arma habere adversus eam aetatem, cui etiam captis urbibus parcur. Et Alexander ¹⁰: *cum captivis et feminis bellum gerere non soleo: armatus sit oportet quem oderim*. Et merito de captivo adjicit. Falso enim et Aeacidarum more praeferciter ille ¹¹:

Lex nulla capto parcat aut poenam impedit.

¹ V. ad. art. 2. concl. 6. ² Deut. 20. 17. Adde Jos. 6. et Sam. 1. 15. ³ August. ad Public. ep. 154. citatur in c. de occidendis. [Deer. Grat. p. 2. 23. 5. 8.] Adde l. item si obstetrix. §. ult. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 9.] ⁴ Vict. n. 49. Alb. Gent. de jure belli l. 2. c. 16. ad 21. Wilh. Math. in req. 2. p. 3. ⁵ de off. l. 1. [c. 11. §. 35.] ⁶ l. transfugam. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 51.] Cujac. Obs. l. 4. c. 9. ⁷ Deut. 20. 14. Plato de rep. l. 5. [p. 471. a.] ⁸ Oct. [vs. 864.] ⁹ Liv. l. 5. [c. 27.] ¹⁰ Curt. l. 4. [c. 45.] ¹¹ Sen. Troad. [vs. 333. sq.]

Et qui respondet:

Quod non vetat lex, hoc vetat fieri pudor,
 non satis dicit. Vetat enim hoc lex et quidem sanctissima naturae, quae homini homine prodige utendum negat. Seneca ¹: *aequi bonique natura parcere etiam captivis jubet. Hostem pugnantem, inquit theologus ², necessitas deprimat non voluntas. Sicut bellanti et resistenti violentia redditur, ita victoriis capto misericordia debetur, maxime in quo pacis perturbatio non timetur.* Unde et apud Euripidem Eurystheus ³ negat puras fore ejus manus, qui ipsi non parceret, cui belli fortuna pepercisset. Eodem fere loco agricolas haberi convenit, inermes scilicet et qui patentes campos inhabitant paratique sunt armis cedere. Nam in istos quorsum saeviatur, cum non sint belli mora, sed, ut Pollio dicebat, praeda victoris? Aliud ergo erit, si non impedita agricultura hostes redderentur fortiores ⁴. Et haec quidem de subditis bonae fidei, hoc est qui culpam nullam admisere, dicta sunt. *Sapiens, ut apud Senecam ⁵ est, hostes dimittit salvos, aliquando etiam laudatos, si honestis causis, pro fide, pro foedere, pro libertate in bellum accincti sunt.* Nam nocentes omnino puniendi sunt ex lege quinta ⁶: *cujus legis jus non item sicut alterum illud cum victoria cessat, quod cuivis paulo rem penitius introspicenti patet.* Isti igitur etiam corpore poenam subire debent, si modo delictum tale supplicium desiderat: qua in re non aliud in bello, aliud in forensi judicio statuendum est ⁷. Egregie Plato ⁸ hactenus in bello dissidium probat, *μέχρις οὗ ἂν οἱ αἰτίοι ἀναγκασθῶσιν ὑπὸ τῶν ἀναίτιων ἀλγούντων δοῦναι δίκην.* *Donec ii qui in culpa fuerint cogantur innocentibus, qui priores dolore affecti sunt, poenas luere.* Gylippus in oratione contra

¹ de clem. l. 1. c. 18. ² August. ad Bonif. ep. 1. citatur in e. noli. [Decr. Grat. p. 2. 23. l. 3.] ³ Heracl. [vs. 1009. sqq.] ⁴ Wilh. Math. in req. 2. p. 2. ⁵ de clem. l. 1. c. ult. ⁶ Vict. n. 46. ⁷ Vict. n. 47. ⁸ de rep. l. 7. [p. 471. b.]

captivos Athenienses apud Siculum ¹ ab his, qui malitia et cupiditate sua in clades inciderunt frustra fortunam accusari dicit, frustra que affectari supplicum nomen. Servari enim ista praesidia hominibus, quorum cum purus esset animus sola fortuna peccavit. Nam qui istius essent juris auctores infelicibus misericordiam, per injustitiam delinquentibus poenam proposuisse. Deinde concludit: διόπερ ἔκουσίας ἐλόμενοι πόλεμον ἄδικον εὐφύχως ὑπομενόντων τὰ τούτου δεινά. *Quare cum bellum injustum sponte inceperint, ejusdem infortunia fortiter ferant.* Eumdemque in sensum Themistius ² deberi dicit casui veniam, errori castigationem, iniquitati poenam. In tertio autem genere eos ponit, qui rebellionis fuerunt auctores, in secundo, qui impetu quodam belli abrepti sunt, in primo, qui parti tum forte validiori succubuerunt. Sicut de Atheniensibus dicit Vellejus, eos Mithridatis temporibus ab inimicis oppressos, oppugnatos ab amicis et animos extra moenia, corpora necessitati servientes intra muros habuisse. Quo exemplo probari potest illorum distinctio, qui alios esse hostes dicunt, alios apud hostes. Ad hunc igitur modum victor iudicis nactus potestatem animadversionem temperabit. Et de corpore hactenus. Ad bona vero quod attinet, cum satis alibi ³ sit explicatum eripi ea posse ad propulsandum periculum, quod vitae aut rebus imminet, acquiri vero ex causa debiti, quorum illud ex primi ordinis, hoc ex tertii legibus descendit, quid hic in subditis statui debeat visu non est difficile. Subditos enim, quatenus jus nostrum etiam innocentes impediunt, bello subjici ante ⁴ dictum est. Facultatibus autem suis impediunt nos omnes, etiam qui ipsi non militant ⁵, cum tributa conferunt, quibus ea parantur, quae nos in vitae adducunt discrimen neque tantum vetant nostra recuperare, sed nova insuper cogunt amittere ⁶. His

¹ Diod. Sic. l. 13. [c. 29.] ² in oratione ad Valentem [p. 111. vs. 15.] et in altera ad Valentinianum. [p. 148. vs. 3.] ³ c. 3. in demonstr. art. 1. Vict. n. 39. 55. ⁴ ad art. 2. concl. 6. ⁵ v. c. 2. ⁶ Silv. in v. Restitutio. 3. in fine.

igitur privandi sunt, si modo aequum non est nos, cum juri nostro insistimus, ejus rei poenas ferre: neque distinguenda est subditorum conditio, cum hae leges, ut aliquoties repetivimus, animum adversantis non respiciant sed factum. Sed non ipsis duntaxat extorqueri, verum et nobis easdem res applicari posse ita colligitur, quia sive ab illis subditis raptae sunt, quos aut ob noxam suam aut causam quamvis aliam obstrictos nobis privatim habemus, nihil est justius quam armis repeti quod aliter non potest, sive respublica est quae in nos deliquit ¹ aut alio nomine in aere est nostro, cum jam constet subditorum bona pro republica obligari ², quominus et haec in solutum capi possint nihil vetat: dum tamen amplius nihil sumatur, quam nobis debitum est, in quo et damnorum restitutio et sumtuum continetur. Haec autem causa etiam post victoriam manet ³, cum prior illa sublata est, ad periculi propulsationem. Neque enim alio fine bella gerimus, quam ut jus nostrum victoria consequamur. Livius: *Ubi omnia ei qui armis plus potest dedita sunt, quae ex iis habere victor, quibus multare eos velit, ipsius jus et arbitrium est.* Omnes igitur subditi et semper spoliari poterunt, occidi non item. Nam si periculum nostrum adspicimus, multi sunt qui vi corporis nobis nihil obstant, quorum ideo corporibus vim aliquam inferri nihil profuerit: at bonis nemo non hostium nobis nocet, ut maxime non velit. Sin ad jus crediti convertimur, obligata sunt pro republica subditorum bona, non autem corpora ⁴. Unde et in repressaliis cum ereptio rei permittatur, prohibetur offensio personae ⁵. Non valet igitur ductum a rebus ad personas argumentum. Non enim cui minus aliquid licet statim et quod majus est permittitur. Hujus autem sententiae quamquam rationes minus apud alios exploratae sunt, auctores habemus et theologos omnes et le-

¹ Vict. n. 56. ² V. paulo superius. ³ Vict. n. 50. et 57. ⁴ V. Ayalam l. 1. c. 4. n. 6. ⁵ Bart. de repress. 8. princ. n. 1. Silv. in v. Repressaliae. in princ. in req. 6. Covarr. in c. peccatum. §. 9. n. 4. in fine.

gum peritos¹. Tradunt enim, id quod dicitur praedam justo bello capientis fieri, de bonis intelligendum non ejus modo qui injuste pugnat, sed omnium ipsius subditorum non feminis non infantibus exceptis, donec juste pugnanti de debito suo vel injuria vel offensione illata vel damno sibi suisve dato atque eo quod intersit omnino satisfactum sit, hostisve paratus sit satisfacere aut juri se pariturum offerat. Neque de caetero hic spectari, num persona sit innocens, Cajetanus et inter Hispanos Covarruvia² testatur. Et alter Hispanus³: *si hostes nolunt restituere res injuria ablatas et non possit qui laesus est aliunde commode recuperare, potest undecunque satisfactionem capere sive a nocentibus sive ab innocentibus, ita ut non mercatores non agricolae excipiantur*. Ita ille: quod autem alii⁴ hac etiam in parte navigantibus et mercatoribus temperandum putant, id ita ipsi explicant, ut navigantes eos comprehendant, qui vi tempestatis alienum in littus abripiuntur, et mercatores externos duntaxat publicasque ad nundinas venientes. Mercatoribus autem subditis ne repressaliae quidem abstinere. Et haec vera sunt, nisi aut personis quibusdam aut ordini hominum aut loco sit promissa securitas⁵ pactis aut tacito utrimque usu, propter fidem scilicet, de qua mox agemus. Ita legimus Indos agricolis pepercisse. Et in concilio Lateranensi⁶ praeceptum *ut presbyteri, monachi, conversi, peregrini, mercatores, rustici cunctes vel redeuntes vel agricultura existentes, et animalia quibus*

¹ Thom. 2. 2. q. 66. art. 8. ad 1. Ant. de Butrio in c. olim. de rest. spol. [Decretal. 2. 13. 12.] Host. ad tit. de poena. in Summa et post illum Joh. Lupus in tract. de bello §. si bene advertisti [Ocean. Jur. vol. 16. p. 322.] Inn. in d. c. olim. Joh. Faber ad §. item bello capta. Inst. de rer. div. [1. 2. 1.] ² Cajet. in Summ. pecc. in v. Belli damna. Covarr. ad reg. peccatum. p. 2. §. 11. ³ Vict. n. 39. et 41. ⁴ Bart. de repress. 7. princ. n. 15. Bell. 5. contr. 3. c. 15. Silv. in v. Repressaliae. §. 8. ⁵ Wilh. Math. de bello justo et licito. req. 2. p. 4. Cajet. in Summ. pecc. in v. Belli damna. ⁶ c. 2. de treuga et pace. [Decretal. 1. 34.]

arant et semina portant ad agrum congrua securitate laentur. Et hic etiam mercatores tantum extraneos intelligi par est. Cajetanus ¹: *per mercatores intelligo non negotiatores qui ibi resident, sed illos qui hospitantur aut transeunt. Quoniam mercatores incolas non video melioris esse conditionis, quam artifices.* Sed totum hoc edictum juris pontificii, quod *Treugam canonicam* vocant, doctores ² usu hodierno receptum negant: neque vero causam perpetuam habet. Illud autem perspicuae est veritatis, rem alienam, quae ad hostem non pertineat, hoc autem est, nec ad socios nec ad subditos, etsi penes hostem sit, capientibus non magis posse acquiri, quam creditori rem commodatam aut furtivam in bonis debitoris repertam. Induci hic obiter potest frequens illa ³ et multum aliis ⁴ agitata quaestio, quid hosti liceat in adversas qui apud hostes sunt, inque eos qui hostem mercibus juvant. Ac primum nullam hic esse vim loci, in quo quispiam apprehenditur, satis perspicuum est. Locus enim ipse causa obligationis non est. Obligatos autem esse oportet, quos liceat spoliare ⁵. Subjacent igitur bello inquilini, si modo pars sunt reipublicae adversariae, non minus quam alii subditi. Pars autem, quod hanc quaestionem attinet, intelligi debent, qui eo sunt jure ut ad tuitionem ejus reipublicae et tributa conferenda compelli possint. Nam, ut Agathias ⁶ recte explicat, hostis non natalium loco censendus est, sed ex studio, si ea faciat quae hosti placent aut hostem juvet. Quod ad mercium tractatores attinet, exploratum est apud theologos et jurisconsultos obligari neminem ex damno post factum suum secuto, nisi qui causam dederit, neque ex damno quod ante factum suum accidit, nisi qui causa fuerit impediendae restitutionis. Neque sufficit causam dedisse quomodocunque, sed ut dolus aut saltem culpa adsit requiritur. Qui igitur arma aut alia quaevis, quae proprium in bello

Nova declaratio.

¹ in Summ. peccat. in v. Belli damna. ² Pan. ibi. Wilh. Math. req. 2. p. 2.
³ Alber. Gent. de jure belli l. 2. c. 22. ⁴ Silv. in v. Repressaliae. §. 5. ⁵ l. 3.

usum habent, hosti transmiserit ¹, justum bellum gerenti ea-
 tenus obligatur, quatenus videri potest aut damno insequenti
 causam dedisse, aut ejus quod ante datum erat satisfactionem
 impedivisse. Cum enim factum ipsius bello sit accommoda-
 tum, non est extra culpam, qui causae injustae quamvis
 imprudens adstitit ²: similis illi scilicet, qui debitorem miseri-
 cordia motus carceri exemit, aut reo fugam monstravit, aut in
 causa † litis patrono ³, quos omnes ad resti-
 tutionem simpliciter obligari constans eruditorum sententia est.
 Et hoc est quod Amalasantha * Justiniano respondet hostium
 loco esse, qui hosti ad bellum necessaria subministrant ⁴.
 Sin merces ejusmodi fuerint, quae per se bello non inser-
 viunt, sed tamen parti injustae belli in longum ducendi
 praestant occasionem, si quidem travector scire hoc debuit,
 idem dicendum est. Alioqui non est putandus in culpa esse,
 nisi a republica justum bellum gerente hoc ipsum illi cum
 justitiae demonstratione denuntiatum sit ⁵. Argumentum hujus
 distinctionis illustre ex Seneca ⁶ colligi potest, qui in gratia

¹ V. c. ita quorundam. et c. ad liberandam. de Judaeis. [Decretal. 5. 6. 6. et
 5. 6. 17.] l. 2. C. quae res export. non deb. [C. 4. 41.] ² Silv. in v. Restitutio.
 p. 3. §. 12. sextum. et septimum. ³ Silv. in v. Advocatus. §. 16. ⁴ Procop. Bell.
 Goth. l. 1. [vol. 1. p. 315. c. d.] ⁵ V. c. significavit. cum c. quod olim. de
 Jud. [Decretal. 5. 6. 11. et 12.] et Extrav. de Jud. [Extrav. 8. 1.] C. quae res
 ven. non poss. et quae res export. et de commerciis. per totos titulos [C. 4.
 40. 41. et 63.] Wilh. Math. de bello justo. req. 2. p. 2. ⁶ de benef. l. 7. c. 20.

† [Hoc loco tria vel quatuor verba in manuscripti margine deleta sunt. Quid
 Grotius scripserit e levibus quae supersunt vestigiis expediri non potest. Auctor
 ipse in opere *de jure belli et pacis*, 111. l. 5. in consimili causa exempla
 affert, quibus hic quoque utitur, debitoris carceri exemti et rei cui fuga monstrata
 est, sed cum tertium exemplum omiserit, illa nobis lucem nullam praebere pos-
 sunt. Silvester, cujus Summam Grotius allegat in v. Advocatus. §. 16. haec verba
 habet, quae Grotius spectasse videtur: *advocatus tenetur ad restitutionem omnium,
 quae illi, contra quos advocabat, propter ipsius patrocinium injuste amiserunt.*]

* [Amalasantha apud Procopium non dicit hostis loco esse, qui hosti neces-
 saria subministrat, sed contra socii et amici nomine dignum videri, qui alte-
 rum in bello suis opibus juvet. Ipsa enim Justiniano hoc modo adstiterat in
 bello ejus adversus Vandalos.]

referenda tyranno eum vult modum servari, *ut, si beneficium illi meum neque vires majores daturum est in exitium commune, nec confirmaturum quas habet, id autem erit, quod illi reddi sine pernicie publica possit, reddam.* Deinde: *pecuniam, quae satellitem stipendio teneat, non subministrabo.* Item: *militem et arma non suggeram.* Naves se lusorias missurum affirmat, triremes negat. Quanto igitur plus damni ob talem operam contigisse judicabitur, quantumve impedimenti objectum, quominus hostis juri parere cogeretur, in tantum praeda ad satisfactionem procedet, sine ullo novo judicio, cum istud ipsum belli quaedam sit consequentia. Haec autem omnia ita in genere vera sunt, ut tamen semper praevalere debeat id quod inter gentes, de quibus agitur, communi jure receptum est. Sed ut ad quaestionem de subditis redeamus, collecta fuit sententia, quam memoriae his verbis *Coroll. I.* infigamus: *Juste corpora laeduntur subditorum quatenus delicto merentur¹, aut quatenus inscientes executionem impediunt: praeda autem juste capitur ab omnibus et semper usque ad debiti summam.* De legibus secundi ordinis, quatenus cum belli administratione concilientur, vidimus: ad regulam tertiam vocamur. Quidquid igitur promisimus, quod quidem in nostra fuit potestate, id cum damno etiam nostro praestare debemus. Neque hoc pugnat cum lege secunda². Nostro enim arbitrio res nostrae subjacent, earumque dispensatrix est regula quam dixi tertia: quod ex his quae in principio dicta sunt clarius intelligitur. Si igitur jus gentium spectemus, non civile aliquod, omnino hosti fides servanda est, ut docet Tullius³, etiam perfido, ut Ambrosius⁴: quod ita intelligendum est, nisi ab eo ipso contractu, ex quo fides postulatur, hostis prior recesserit⁵: cum enim mutua sit obligatio⁶, quasi conditio polliciti defecisse videbitur. Hoc uno excepto⁷

¹ V. Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. Bal. cons. 1. 4. 329. Vict. n. 50. 52. 54. Silv. in v. Bellum. 1. §. 10. concl. 7. ² V. c. 2. ³ de off. l. 1. [c. 13. §. 39.] et l. 3. ⁴ de off. l. 2. ⁵ Wilh. Math. de bello justo. in req. 2. p. 1. ⁶ ex ead. reg. 3. ⁷ Silius l. 14. [vs. 169. sqq.]

optimus ille

*Militiae, cui postremum primumque tueri
Inter bella fidem.*

*Nova de-
claratio.*

Ita ut nec metus accipienda sit excusatio, cum etiam qui mali vitandi causa quidquam promisit, negare non possit hoc se quam alterum maluisse. Voluntas igitur hoc modo coacta voluntas est, et adversario significata obligat. Qua in parte theologorum ¹ magis sententiae, quam jurisperitorum standum est. Illi enim rationem sequuntur naturalem, hi vero instituta civilia, quae utilitatis alicujus causa permittunt fieri saepe, quod alioqui facere non licet. Voluntas autem non federibus tantum et pactis, sed tacitis etiam judiciis adstringitur. Si quis igitur praesidia alicujus intrat, ita ut sub ipsius sit possessione atque potestate, is in id tempus partem se quodammodo facit ejus corporis, et nihil se contra ejus salutem statumve imperii machinaturum silentio satis profitetur. Ita proditores et immissos sicarios, multoque magis veneficos detestamur ², hoc etiam sensu ut non minus jubendo quam exsequendo delinquatur, eademque culpa et emtorem scelerum teneat et venditorem, videmusque haec talia veteres Romanos numquam usurpasse. Caeterum belli insidiae justae sunt omnes, quas prudens hostis non immerito metuat et in quibus nulla est amicitiae simulatio. *Cum quis justum bellum susceperit, utrum aperte pugnet an ex insidiis nihil ad justitiam interest* ³. Et hactenus Ulpiano et Socraticis ⁴ assentimur bonum esse dolum qui adversus hostem usum habet. Quod igitur modo diximus, juste geri bellum ab his qui sponte gerunt, quatenus intra jus manet et intra personas juri obligatas, interpretationem hanc

¹ Fern. Diac. ad duces Regini. reg. 5. V. Silv. in v. Bellum. 1. n. 9. Pantheol. Rain. Pisani. in v. Bellum. c. 5. Mart. Laud. q. 24. ² V. Alb. Gent. de jure belli. l. 2. c. 3. 4. 5. et seq. ³ August. Quaest. 1. 6. q. 10. citatur in c. Dominus. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 2.] ⁴ l. 1. §. non fuit. ff. de dolo. [D. 4. 3. 1. §. 3.] Plato de rep. l. 2. [p. 382. c.] et l. 3. [p. 389. b.] Xenoph. Comm. l. 4. [c. 2. §. 15. sq.] Mart. Laud. q. 44.

recipit sive additamentum *et quatenus fides permittit*. Nunc Concl. VII.
artic. III.
pars II. quomodo subditi juste bellum gerant, explicandum est: neque enim ab illis suscipi satis patet ¹. Materia belli voluntarie agentibus ipsum jus fuit, subditis praeceptum superioris: ut igitur illis jus, ita his praeceptum egredi tuto non licet ². Legum enim convenientia, ut alibi ostendimus ³, ratione subditorum in ea opinione consistit, qua superiorum jussa congrua justitiae arbitrantur: hoc autem illos tueri non potest, cum mandati fines non observant. Eatenus igitur juste bellabunt, quatenus mandatum accipiunt: non enim idem omnibus injungitur. Et bona quidem in bellorum usus conferre commune est omnium, corporis autem ministerium bello adhibere, quod militare dicitur, non omnes jubentur: neque sane expedit ⁴. Ordine enim et dilectu opus, sicut et rerum judicatarum executio non penes unumquemque est, sed penes eos duntaxat, qui jussum acceperunt ⁵. Fit autem hoc aut nominatim, aut inter caeteros, ut ita dicam, hoc est per evocationem ut in tumultu, quo celebris illa vox consulum ⁶ spectat: *qui rempublicam salvam volunt me sequantur*, et in justis proscriptionibus ⁷. Neque tantum ἀμείτως sive directe, sed ἐμμέτως perque interpositam personam. Ecce enim respublica aut Princeps belli ducem legit, qui accepta potestate constituit tribunos et centuriones, et hi militem legunt ⁸. Sine mandato autem juste non militari Cato satis intellexit ⁹, qui filium missum factum monebat ut caveret, ne praelium iniret, nisi novo militiae sacramento obligatus: neque enim jus esse, qui miles non sit, pugnare cum hoste. Vis autem haec mandati in singulis etiam actionibus spectatur. Peccant igitur milites, qui nulla ducum auctoritate populationibus et incen-

¹ in pr. capit. ² in concl. 6. ³ ad concl. 6. art. 3. ⁴ c. de occidendis. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5. 8.] ⁵ l. ult. C. de judic. [C. 3. 2. 4.] l. mil. §. qui judic. ff. de re jud. [D. 42. 1. 6. §. 2.] ⁶ Serv. ad Aeneid. l. 8. [vs. 1.] ⁷ Silv. in v. Assasinus. q. 3. ⁸ l. 1. §. magistrum. ff. de exerc. act. [D. 14. 1. 1. §. 1.] ⁹ Cic. de off. 1. 1. [c. 11. §. 37.]

diis grassantur ¹. Quin olim punitos etiam scimus, qui injussu imperatorum adversus hostem rem quamvis bene gessissent ², ut contra merito laudatur Cyri ille miles, qui strictum jam ensem in proelio repressit, simul receptui signa cecinerant. *Juste igitur bellum eatenus subditi gerunt, quatenus superior jubet.* Hoc si in actionibus singulis verum est, etiam in praeda obtineat necesse est ³, quae ut ex bello nascitur ita jus sequitur belli. Cum ergo bella respectu subditorum justa sint utrimque, uti demonstratum est ⁴, quae probabili superiorum imperio geruntur, sequitur et praedam utrimque non injuste capi atque etiam licite retineri ⁵. Cur enim magis rapinae conscientia gravetur, qui rem hostilem donante republica aut magistratu accipit, cum illis donandi jus esse putet, quam caedis, si quem iisdem jumentibus occidat? An si rem sententia publicatam a fisco emam nihil mihi de ejus sententiae justitia necesse erit inquirere, in bello autem non idem observabitur? Recte igitur theologi ⁶ affirmant eum, qui bona fide pugnavit, tuto etiam, quod ad conscientiam attinet, res bello captas detinere et, quamvis postea de belli injustitia erudiatur, ad ea tamen quae consumsit restituenda non teneri, nisi in quantum factus est locupletior. Semper enim hoc privilegium bonae fidei possessoribus competit, quo nomine cum omnes comprehendamus, qui rem a non domino acceperunt quem dominum putabant ⁷ eo titulo, qui a domino vero dominium transtulisset ⁸, subditos illos non possumus excludere. Datur enim praeda subditis, ut alibi ⁹ dicemus, publica concessione et velut dono: qui justus est titulus. Quisquis autem rempublicam aut magistratum juste bellum

Concl. VII.
artic. IV.

¹ Vict. n. 53. Silv. in v. Bellum. 1. §. 11. concl. 4. ² Silv. ib. §. 7. concl. 8. Mart. Laud. q. 22. per l. desert. §. in bello. ff. de re mil. [D. 49. 16. 3. §. 15.] et q. 47. ³ V. concl. 3. ⁴ coroll. c. 7. ⁵ Silv. in v. Restitutio. p. 3. §. 7. ibi. tertium. ⁶ Silv. in v. Bellum. §. 10. concl. 3. Vict. n. 33. Cajet. in Summ. pecc. in v. Belli damna. ⁷ Inst. de rer. div. §. si quis a non domino. [l. 2. 1. §. 35.] ⁸ l. bonae. ff. de verb. sign. [D. 50. 16. 109.] ⁹ c. 10.

putat gerere, simul etiam jus illis competere putat in bello capta ¹. Nam et hic acquirendi dominii modus est, omnino similis ei qui fit per rem judicatam ²: si enim juste pugnaret respublica, iudex in hostes etiam externos constitueretur ³. Et hic igitur convenit quod dicere solemus, juste eum possidere, qui praetore auctore comparat aut possidet ⁴. Sicut igitur bellum, ita et *depraedatio rerumque captarum detentio subditorum respectu ex utraque parte justa datur: praecedente scilicet jussu, cui ratio probabilis non repugnet*. An vero utrimque et dominium, hoc est jus illud irrevocabile, quaeratur, inquisitione indiget. Omnino ausim affirmare jure gentium primario, quod ex natura defluit, hoc ipsum non contingere. Neque enim opinio cujusquam ⁵ eousque sufficit, ut domino nolenti dominium auferat. Et naturaliter obligamur ad restitutionem, non tantum iniqua acceptione rei alienae, sed qualicunque possessione: unde nec praescriptiones eo jure receptas verissima sententia est ⁶. Sed defendi potest jure gentium secundo, quod esse sui origine civile diximus ⁷, idem illud procedere. Videntur enim populi conscivisse, ut bello capta utrimque capientium fierent ⁸, nec ejus rei deesse rationes. Diligentius enim rempublicam defendunt cives bellicae onera promtiores sustinent rei privatae vinculo ⁹, cum spes quodammodo praecisa est semel amissa recuperandi. Nec reipublicae quidquam abscedit, cui aut victae jus foret inane sine viribus, aut victricis inter caetera, quae in dominio hostium fuerunt, etiam bello erepta acquirerentur. Magnum autem hujus rei argumentum est, quod facta pace, de quibus non

Coroll. II.

Nova declaratio.

¹ ex concl. 3. ² l. naturalem. §. ult. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 5. §. 7.]
³ V. ad reg. 9. ⁴ l. juste possidet. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 11.] l. qui auctore. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 137]. ⁵ l. 2. ff. de iis qui sunt sui vel al. juris. [D. 1. 6.] l. solvendo. ff. de neg. gest. [D. 3. 5. 39.] l. distractis. et l. debitorem. C. de pign. [C. 8. 14. 14. et 15.] l. 3. C. de rei vind. [C. 3. 32.]
⁶ Vasq. contr. ill. l. 2. c. 51. n. 23. ⁷ V. reg. 8. ⁸ V. in simili Vict. n. 49.
⁹ l. in bello ff. de capt. in pr. [D. 49. 15. 12.]

Jus postlimini.

expresse convenit ut redderentur, haec ut belli praemia penes possessores manent¹. Videtur igitur, cum pactione efficiendum sit ut recipiantur, jus commune in contrarium praecedere: hoc autem aliud esse non potest, quam ex tacito civitatum consensu. Potest et illud eidem rei documento esse, quod omnes res quae bello capiuntur aut in postliminio sunt, aut extra postliminium. In his quae postliminium non habent, cum recepta ad priores dominos non redeant, certum est amissum esse jus domini hostesque dominos re vera factos. Ea vero quae in postliminio sunt non in dominio permansisse, sed in dominium restitui putanda sunt, quia postliminium dicitur jus esse rei amissae alienataeque recipiendae², ita ut recepta pro iis habeantur, quasi hostes numquam iis potiti essent: clareque traditum est, ubi dominium retinetur, nihil esse opus postliminii. Idem ex eo colligi potest, quia redempta ab hostibus dicuntur protinus fieri redimentis, sed offerenti pretium jus postliminii dari. Haec autem omnia tam ex una parte, quam ex altera obtinere apertissimi juris est³. Et sane haud scio an ulla sit natio, quae aliter existimet. Nam et in sacra historia praeda Davidis dicitur id, quod David Amelecitis, Amelecitae autem suis hostibus eripuerant⁴: unde apparet dominium bis esse translatum. Fuit ista doctissimi Fulgosii sententia, quam Jason sequitur⁵. Romani quidem observantissimi aequitatis apertius hoc ipsum constituerant, quam ut dubitatio relinqueretur⁶. Ne pontificii quidem juris interpretes⁷ dissentiunt. Unde sequi videtur subditum, qui bel-

¹ l. si quid bello. ff. de capt. [D. 49. 15. 28.] Cujac. ad. l. 5. ff. de pact. [D. 2. 14.] et Observ. l. 19. n. 7. ² l. postliminium. ff. de capt. [D. 49. 15. 19.] Cic. Top. [c. 8. §. 36. sq.] l. in bello. §. caetera. ff. eo tit. [l. 12. §. 6.] l. non dubito. et l. hostes. [l. 7. et l. 24.] d. l. in bello. §. si quis servum. [l. 12. eo tit. §. 7.] ³ Fest. in v. Postliminium. d. l. in bello. §. manumittendo. [§. 9.] ⁴ Sam. 1. 30. 20. ⁵ uterque ad l. ex hoc jure. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] ⁶ Inst. quibus modis jus pot. §. qui ab host. [l. 1. 12. §. 5.] Dig. de capt. toto tit. [D. 49. 19.] ⁷ gl. in c. jus gentium. [Decr. Grat. p. 1. 1. 4. 9.] Pan. ad c. sicut. de jurejur.

lum gessit bona fide, etiamsi postea discat bellum injustum fuisse, ad restitutionem eorum, quae ex praeda obtinet, nullo modo obligari: quod enim semel recte mihi quaesitum est, id ut meum esse desinat nisi facto meo contingere non potest ¹. Cui simile est, quod bonae fidei possessor fructus suos facit ², qui naturaliter essent veri domini, et si quis rem alienam bona fide usucepit, is justus fit dominus, non quia in tempore vis ulla est domini adjiciendi, sed quia lex civilis jus facit ³, qua si quis utitur, injustus aut irreligiosus dici non potest: adeo quidem ut a plerisque ⁴ recte traditum putem eum, qui bona fide praescriptionis tempora implevit, ex mala fide sequenti ad restitutionem ne in conscientia quidem obligari: jam enim ex lege dominium habet ⁵. Quod autem Ayala Hispanus ⁶ voluit, etiam cum liquido de injustitia belli constat, capta tamen acquiri, id mihi nullo modo probari potest: nam nec esse legem qua hoc introductum sit ⁷, neque si foret tolerandam puto exemplo aliarum, quae praedonibus favent, cum et ratione nulla nitatur et ad peccandum homines invitet. Inter legitimos igitur hostes jura ista obtinent, ut in constitutione Severi ⁸ exprimitur: illos autem legitimos sive justos esse diximus ⁹, qui probabilem magistratuum auctoritatem sequuntur: caeteros autem nihil a latronibus differre ¹⁰, a quibus capta dominum non mutant nec postliminio indigent ¹¹. Quare cum in bello civili vix possit utrimque contingere aequa auctoritas, aut etiam, quia non eo modo cives, quo republicae in hanc alienationem consenserunt, neque vero ratio eadem est, cum pacē constituta facilius inter illos judicia procedant, his de causis id quod

¹ l. id quod nostrum. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 11.] ² l. fructus pendentes. ff. de rei vind. [D. 6. 1. 44.] ³ c. qui peccat. [Decr. Grat. p. 2. 23. 4. 40.] ⁴ Vasq. l. 2. c. 74. Scorus in 4. dist. 15. Silv. in v. Praescriptio. p. 1. §. 13. ⁵ Vasq. l. 1. c. 28. n. 21. ⁶ l. 1. c. 2. n. 34. ⁷ canonistae in c. ult. de praescript. [Decretal. 2. 26. 20.] ⁸ l. 1. C. de capt. [C. 1. 3.] ⁹ ad 2. art. coroll. c. 7. ¹⁰ c. 7. princ. ¹¹ l. hostes. ff. de capt. [D. 49. 15. 24.]

diximus in externis duntaxat bellis, non etiam in civilibus locum habet ¹. In externis igitur capiendo acquiritur, hoc est ex consensu illo nationum universali, accedente possessione non quidem ambigua; sed tuta quodammodo et segura. Nec enim prius dominium amittere ² videmur, quam cum rei persecutio cepit esse difficilis, ita ut non facile speretur recipi posse. Id autem in jure militari contingere tunc intelligitur, cum res intra praesidia finesque hostium perducta est. Alii ³ hoc non loco sed tempore definiendum putaverunt, ut scilicet viginti et quatuor horarum spatio dominium amitteretur, qui dies est civilis: minus quidem recte, ut ego arbitrator, nisi quod in mari captis navibus hoc ipsum non sine ratione receptum videtur. Jure igitur gentium ⁴, non illo naturali, sed positivo et quasi de pacto saltem inter plerosque

Coroll. III. populos inito, justa rerum bello publico externo captarum acquisitio utraque ex parte respectu subditorum datur, jussu scilicet praecedente, cui ratio probabilis non repugnet ⁵.

CAPUT IX.

DE FINE BELLII.

QUAESTIO VIII.

ART. I. QUIS SIT JUSTUS BELLII FINIS VOLUNTARIIS.

ART. II. QUIS SIT JUSTUS BELLII FINIS SUBDITIS.

Justitiae fruendae causa bella a piis geruntur: quae, ut egregie Polus Lucanus ⁶ philosophus explicabat, eadem in societate

¹ l. si quis. §. in civil. ff. de capt. [D. 49. 15. 21. §. 1.] ² l. Pomponius. ff. fam. ercisc. [D. 10. 2. 8.] l. Pomponius. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 44.] l. naturalem. §. examen. eo tit. [D. 41. 1. 5. §. 4.] l. postliminii. §. 1. ff. de capt. [D. 49. 15. 5. §. 1.] ³ arg. l. 3. §. eum igitur. ff. de vi et vi arm. [D. 43. 16. 3. §. 9.] Duar. ad l. 1. de acq. poss. [D. 41. 2.] ⁴ in Const. Gall. l. 20. tit. 13. art. 24. ⁵ Vasq. l. 1. c. 9. n. 17. Et Covarr. ad reg. peccatum p. 2. §. 11. Hinc mirum est. ⁶ ap. Stob. [floril. l. 9. n. 54.]

pax dicitur, in subditis vero adversus imperantes promptum obsequium. De priori, quod ad voluntarie agentes pertinet, prius videamus. Pax igitur fructus justitiae est: et Plato ¹ leges cum verae justitiae gratia et cum pacis ergo institutas dicit, idem significat. Vult Cicero ² ita bellum suscipi, *ut nihil aliud quam pax quaesita videatur*. Sed alibi ³ pacem non dicit esse dicendam eam quae *pactio sit servitutis*, sed *tranquillam libertatem*. Idem ⁴ utrumque conjungit: *suscipienda bella sunt ob eam causam, ut sine injuria in pace vivatur*. Sapientes Crispo auctore ⁵ *pacis causa bellum gerunt et laborem spe otii sustentant*: sed interpretatur ipse ⁶, cum dicit: *majores nostri religiosissimi mortales nihil victis eripiebant praeter injuriae licentiam*. Inter theologos Augustinus ⁷ *non pacem quaeri ait, ut bellum exerccatur, sed bellum geri, ut pax acquiratur*. Pax autem illi dicitur *ordinata concordia* ⁸. Et veteres theologo ⁹ ad historiam Melchisedeci explicant pacem et justitiam non re, sed nominibus differre. Non igitur pax qualiscunque bellanti proposita esse debet, sed ea demum, quae justa atque honesta est. Nam alioqui frustra bella susciperentur, quae tum fere necessitas exprimit, cum dantur, ut ille ¹⁰ ait, *jura armis saeviora*. Cavenda igitur pax, monente Tullio ¹¹, quae insidias contineat. *Est enim pace aut misera aut suspecta tutius bellum*, Tacito ¹² suasore. Demosthenis egregium est dictum *πόλεμος ἔνδοξος εἰρήνης αἰσχρῶς αἰρετώτερος*. *Bellum gloriosum pro turpi pace eligi debet*. Thucydides ¹³ etiam bello dicit *pacem confirmari*:

¹ de legg. l. 1. [p. 628. c.] Arist. de rep. l. 7. c. 15. [p. 1334 l. vs. 22.]
² de off. l. 1. [c. 23. §. 80.] ³ Phil. 12. [c. 6. §. 14.] ⁴ de off. l. 1. [c. 11. §. 35.] ⁵ Orat. ad Caes. [l. c. 6.] ⁶ Jug. [Haec non leguntur in Jugurtha, sed in Catilina. c. 12.] ⁷ Ep. 1. ad Bonif. citatur in c. noli. [Decr. Grat. p. 2. 23. l. 3.] ⁸ de civ. l. 15. ⁹ Ep. ad Hebr. 7. 2. et Clem. Strom. l. 4. [p. 231. vs. 11. sqq. Sylb.] ¹⁰ Florus. [Epit. bell. omn. 4. 12.] ¹¹ [haec videntur spectare locum Cic. de off. l. 1. c. 11. §. 35.] ¹² Ann. l. 3. et Hist. l. 4. [c. 49.] ¹³ l. 1. [c. 36.]

at si quis amore pacis bellum reformidet eum non extra periculum fore: quod et clarius explicat cum dicit, esse quidem modestorum hominum quiescere, nisi injuria lacessitos: sed et fortium, ubi injuria afficiantur, pacem cum bello commutare: rursumque re bene gesta, ubi tulerit occasio, depositis armis redire in gratiam. Neque, ait, aut bellorum successu extolli quemquam oportet, aut pacis otio delinitum contumeliam pati. Qui enim ob pacis voluptatem a belli ratione abhorret, is si desideat, quam celerrime tranquillitatis ista delectatione spoliabitur, qua captus ad arma sumenda segnior fuit. Haec ille. Aquinas ¹ etiam geri quidem bellum dicit pacis gratia, sed bonae non malae. Esse enim et quamdam pacem, quam Christus se negat in mundum attulisse. Et alii ab eo theologi ² finem belli esse dicunt amovere ea, quae pacem perturbant. Pacem autem perturbari, cum quis injuste impugnatur, cum suum alicui aufertur aut damnum inferitur, et cum justitia sive certa punitio denegatur ³. Quae quidem singula ad amussim conveniunt his causis ex quibus bellum oriri diximus. Pax igitur bellanti proposita nihil est aliud quam injuriae depulsio, sive quod in idem recidit juris adeptio, non utique sui, sed interdum etiam alieni: quod in sociis manifestum est ⁴. Nec minus tamen accidere potest in ipsis belli auctoribus, ut puta si hi quibus fit injuria oppressi ita sint, ut resistendi non habeant facultatem. Sic Abrahamus pro Lotho et Sodomi civibus bellum suscipit, sic Constantius pro Romanis contra Maxentium, Theodosius pro Christianis contra Chosroen Persam. Fortitudo, quae defendit infirmos, Ambrosio justitia dicitur ⁵. Seneca ⁶ vult eum qui patriam non meam impugnat, sed suae gravis est, et sepositus a mea gente suam exagitat, pravitate animi intercidisse mecum juris humani societatem, ita ut prior potiorque officii sit ra-

Nova declaratio.

¹ Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. ad 3. ² Wilh. Math. in req. 2. p. 7. ³ in concl. 6. art. 1. ⁴ c. 6. ⁵ in fine c. 3. ⁶ de benef. l. 7. c. 19.

tio, quod humano generi, quam quod uni hominum debeo. Quis est bonus, inquit Cicero¹, qui facit nihil nisi sua causa? Tamen in hoc bono alieno etiam suum appetitur: interest enim securitatis omnium arceri injurias, ne qui eas faciunt, hoc ipso validiores, aliquando in nos etiam exsurgant, aut alii invitentur, si impunitatis multa exstent exempla. Illud etiam notatu non indignum est, sicut rempublicam diximus² bellum saepe suscipere publicum pro privata utilitate civis, ita et civem pro utilitate publica arma sumere, quod interdum accidit, cum oppressa respublica se totam vindicare non potest. Fecit hoc Nasica adversus Gracchum, cujus quidem factum a bonis omnibus laudatur, fecit Octavius contra Antonium, fecerant omnes tyrannicidae. Sed et istos manifestum est aliqua ex parte sui agere gratia. Nam sicut reipublicae interest statum civium privatim salvum atque florentem esse, ita multo magis civium rempublicam conservari. Praeterea omnes, qui ob jus alienum bello decertant³, necessario jus suum ad consequenda damna et impensas cum eo conjunctum habent. Damnamus igitur omnes illos, qui ἐκ πλεονεξίας et iniquo animo bella gerunt etiam justis causis. Absit igitur a republica, magistratu, privato bellum suscipiente et socio, *profunda cupido imperii et divitiarum*⁴, absint quae teste Seneca⁵

Rupere foedus, impius lucri furor

Et ira praeceps.

Hoc est Augustino⁶ exprimente, *nocendi cupiditas, ulciscendi crudelitas*, et quae alia ex illo jam ante citavimus⁷. Nam ut idem antistes⁸ docet, *apud veros Dei cultores etiam ipsa bella pacata sunt, quae non cupiditate aut crudelitate, sed pacis studio geruntur, ut mali coerceantur et boni subleventur*. Hoc est: *hi qui voluntarie agunt justo animo bel-*

*Concl. VIII.
artic. I.*

¹ ad fam. l. 7. ep. 12. ² c. 6. ³ c. 4. ⁴ Sall. in fragm. [libr. 4. Hist. ep. Mithrid.] ⁵ Hippol. [vs. 540. sq.] ⁶ c. quid culpatur. [Decr. Grat. p. 2. 23. 1. 4.] ⁷ in fine c. 3. ⁸ de div. eccl. obs. citatur in c. apud. [Decr. Grat. p. 2. 23. 1. 6.]

lum gerunt, quod juris adipiscendi gratia gerunt. Nam in subditis, ut dicere ocepimus ¹, obsequium spectatur, quod in jure pontificio Gregorii verbis ² exprimitur: *summa militiae laus inter alia bona merita haec est, obedientiam reipublicae utilitatibus exhibere.* Quare et ab his abesse debent ea, quae a voluntariis removimus. Sunt autem istis vitiis affines fere mercenarii, ut Plato ³ ex Tyrtaeo probat, qui scilicet sola spe lucri pericula contemnunt ⁴. Antiphanis ⁵ non inelegans versus est de milite:

ὄς ἕνεκα τοῦ ζῆν ἔρχεται ἀποθανούμενος.

Qui nempe vitam ut quaerat in mortem ruit.

Non est vetitum militi salaria accipere teste Paulo ⁶, in quibus etiam praedam comprehendi largiente republica aut magistratu diximus et dicemus ⁷. Sed hunc praecipuum tibi scopum proponere, ut ex praeda lucrum facias, vitiosum est. Similiter eos, qui officio publico funguntur, accipere honoraria recte scimus et in his interdum multas civium. Iniquum enim esset serviri omnium utilitatibus damno unius: sed alium tamen finem magistratus proponere sibi debet, bonum scilicet publicum. Hoc ipsum voluit Augustinus ⁸: *militare non est delictum, sed propter praedam militare peccatum est: nec rempublicam gerere crinosum est, sed ideo gerere rempublicam ut divitias augeas videtur esse damnabile.* Hi vero qui damnum passi sunt ipsi, hoc dum reparant, etiam propter praedam recte militant, hoc est propter juris sui consecutionem, quae in praeda consistit. Sed quod diximus de animi rectitudine in eam tantum cognitionem venit, quae cogitationes introspicit ⁹, hoc est ubi Deus de homine, aut homo de sese judicat. At si quando in forum res ista veniat, puta si pacatus aliquis iudex de praeda decernat, omittenda

¹ princ. cap. ² c. ult. 23. 1. [Decr. Grat. p. 2.] ³ de legg. l. 1. [p. 630. b.]
⁴ Silv. in v. Bellum. §. 10. concl. 4. Cajet. in Summ. pecc. in v. Bellum dubium.
⁵ [ap. Stob. floril. l. 53. n. 9.] ⁶ Cor. 1. 9. 7. ⁷ c. 4 et c. 10. ⁸ de verb. Dom. citatur in c. militare. [Decr. Grat. p. 2. 23. 1. 5.] ⁹ Scot. 15. dist. 41. q. 4.

sunt illa, quorum indicia haberi non possunt. Imo et in conscientiae judicio peccat quidem qui non pro populo bellum gerit, sed non eo minus recte praedam retinet. Prudenter itaque scholastici ¹: *bonam intentionem non requiri ad licite retinenda, quae bello obvenerunt, sicut nec exsecutio, quae fit judicis jussu, ex animo censenda est exsecutoris.* Prava enim capientis intentio per se ad restitutionem numquam obligat ². At in foro externo idem dici potest de bona fide sive justitiae opinione, quam in subditis requirimus: ut ne haec quidem respiciatur, nisi forte injustitia sit omnino evidens. Unde sequitur in judicium id solum venire, de quo constare potest, videlicet imperium superioris, quomodo tradunt jurisconsulti omnes ³. Quod si conscientiam respicimus, *subditi justo animo id bellum gerunt, quod gerunt ut* Concl. VIII. artic. II. *obediant superiori.*

CAPUT X.

QUAESTIO IX.

CUI PRAEDA ACQUIRATUR,

ART. I. IN BELLO PRIVATO.

ART. II. IN BELLO PUBLICO.

COROLL. QUATENUS PRAEDA HIS ACQUIRATUR, QUI SUIS
IMPENSIS, DAMNIS, PERICULO, SUORUM MINISTRORUM
OPERA, NULLA PACTA MERCEDE, BELLUM
PUBLICUM GERUNT.

Res hostiles recte eripi recteque acquiri posse, satis ut arbitror demonstratum est ⁴. Manet una controversia propria

¹ Cajet. ad Thom. 2. 2. q. 40. art. 1. ad 2. ibi: in eodem est. Arias de bello. n. 18. [Ocean. jur. vol. 16. p. 326.] Covarr. in c. peccatum. de reg. jur. §. 9. n. 2. Summ. Ang. in v. Bellum. n. 3. Summ. Ros. n. 3. et n. 8. Silv. n. 2. ibi: tertium. ² Thom. 2. 2. q. 66. art. 8. Cajet. in Summ. pecc. in v. Bellum injustum. ³ Hadrianus in c. aggredior. Cajet. d. q. 40. art. 1. ad finem. Covarr. ad reg. peccatum. §. 10. et 11. ⁴ concl. 2. item art. 3. et 4. et coroll. 2. et 3. concl. 7.

nostrae disceptationi, quis fiat rerum bello captarum dominus. Naturalem autem ordinem et hic servabimus, ut prius de privato loquamur, posterius de publico ¹, quod ad perspicuitatem non parum confert. In commune autem ex his quae jam dicta sunt ² sciri potest, eandem esse naturam eorum quae bello et quae in causam judicati capiuntur ³: nam sive publica accedit auctoritas, nihil a forensi executione bellum differt, nisi quod ob potentiam adversarii armis agendum est: sive privata necessitate pugnetur, palam est ad jus illud rediri, quo unusquisque suus iudex erat. Nemo igitur recte dominus fiet praedae, nisi qui jus, hoc est causam crediti habet. Omnino igitur eradicanda est ex hominum animis falsa opinio, quae velut sublata omni inter hostes humana societate, quidquid illorum fuit, exemplo τῶν ἀδικοῦτων, hoc est *rerum vacantium*, in medio positum vult occupanti. Quamquam enim multae sunt veterum sententiae, quae huc inclinent, cum venationi comparant genus istud acquirendi ⁴, nec aliud significare videntur sententiae, quas ad asserendum jus praedae ex oratoribus et philosophis initio ⁵ allegavimus, et inter ipsos juris auctores Paulus ⁶ res bello captas illis accensere videtur, quae nullius sunt, atque adeo primo possessori quaeruntur, negari tamen non potest, quod ne interpretes quidem nostros ⁷ latuit, esse dissimilitudinem haud exiguam inter ea, quae nullius dominio subjecta umquam fuerunt, et ea, quae ad hostes pertinuisse confitendum est. Nam si tanto plus odiis quam naturae largimur, ut legem, quae alieno abstinere vetat ⁸, inter hostes abrogemus, nihil obstat quominus et pactorum fidem tollamus, et omne illud, quod fas armorum

¹ ex c. 6. ² d. concl. 2. et d. art. 3. concl. 7. ³ art. 1. et 2. concl. 7.
⁴ Xen. Cyrop. [l. 2. c. 4. §. 19.] Plato Soph. [p. 219. d. e.] et de legg. l. 7.
 Arist. de rep. l. 1. c. 8. [p. 1256. 2. vs. 23.] ⁵ c. 4. ⁶ l. 1. ff. de acq. poss.
 §. 1. et l. 5. in fine. de acq. rer. dom. et pr. l. 7. [D. 41. 2. et D. 41. 1.]
⁷ Jaş. ad d. l. 1. n. 1. Duar. ad eamd. Don. Comm. l. 4. c. 21. ⁸ [Dedi quod
 in Grotii autographo est, *vetat. Lege, jubet.*]

dicitur: quorum utrumque injustum esse Socrati in primo Politico disputanti ¹ credimus. Nec effugit philosophorum notam Pindarus ², cum dixisset: *χρὴ δὲ πᾶν ἔρδοντ' ἀμαυρῶσαι τὸν ἐχθρόν.* *Quidvis facere oportet ut inimicum perdas.* Ego et Tullium ³ audio: *Sunt autem quaedam officia etiam adversus eos servanda, a quibus injuriam acceperis. Est enim ulciscendi et puniendi modus.* Et te, secunde Romule, qui cum ludimagistrum remitteres ⁴: *Nobis, ajebas, et Faliscis quae pacto fit humano societas non est: quam ingeneravit natura utique est, eritque: sunt et belli sicut et pacis jura.* Nec alio magis nomine Fabricium laudat Seneca ⁵, *boni exempli tenacem: quod difficillimum est, in bello innocentem: qui aliquid esse crederet etiam in hostes nefas.* Tollit bellum communionem civilem, non illam humani generis. Manet igitur etiam lex quarta, nisi quatenus secunda praevalet. Secundae autem vis ut diximus, in quinta etiam et sexta includitur. Unde sequitur rem hostilem nisi ob debitum acquiri non posse, hoc est, praeter possessionem debere causam accedere, quod quamquam alibi demonstratum est ⁶, hoc tamen loco repetere non abs re fuit. De praeda igitur belli privati cui quaeratur videamus. Sed quisquis hoc quaerit, is primum illud ponere videtur jus aliquid praedae ex bello privato oriri: quod interpretes plerique canonum et legum, et qui belli jura tractarunt videntur negare ⁷. Aliquoties jam diximus *Paradoxon.* non esse, cur nobis semper placere debeat illorum sententia, qui contenti juris civilis cognitione ea, quae juris gentium ⁸ sunt, ex veris principiis discere supersederunt. Et meretur hic observari ratio definiendi quae a Fabro affertur. Is enim

¹ Plato de rep. 1. [p. 335. d. e.] ² [Isthm. 4. vs. 82.] ³ de off. l. 1. [c. 11. §. 33.] ⁴ Liv. l. 5. [c. 27.] ⁵ Ep. 120. ⁶ princ. c. 4. ⁷ Inn. et Pan. in c. olim. de rest. spol. [Decretal. 2. 13. 12.] et in c. sicut. de jurejur. [Decretal. 2. 24. 29.] Bart. ad l. hostes. ff. de capt. [D. 49. 15. 24.] Jas. in l. ex hoc jure. ff. de just. et jure [D. 1. 1. 5.] Franc. Arias in tract. de bello §. de bello particulari. [Ocean. jur. vol. 16. p. 325. sqq.] ⁸ Inst. de rer. div. §. item quae ab hoste. [l. 2. 1. §. 17.]

idcirco non putat ex bello privato praedam nasci, quia nusquam hoc in jure scriptum habeatur: quasi vero quae in corpore legum Romanarum continentur non ad jus praecipue civile pertineant, ita ut multa in illis praetermittantur, quae communis ratio melius, quam ulla auctoritas dijudicet. Sed cur non inveniatur haec nostra quaestio dictu facile est: quia Romani imperii ea majestas idque virium fuit, ut penuria iudicii, continua sane, cujus in bello privato vim esse maximam diximus ¹, vix unquam laboraretur. At si definiendi veras rationes inquirimus, quid est certius quam in bello id omne licere, -quod ad juris executionem necessarium est ², tam in privato quam publico? Atqui necessarium est, si debitum consequi volumus, acquirere nos rem hostilem, hoc autem est illud ipsum, quod praedam vocamus ³: nisi quis forte eum qui privatim nos oppugnat hostem dici non vult nec quod sic quaeritur praedam, de quo etsi pertinaciter nolim digladiari, dummodo de re constet, multum tamen ad rem extricandam pertinere arbitror, in jure eodem nominibus uti non diversis. Et si diligenter illorum quos diximus juris consultorum ⁴ sententias scrutamur, parum aberit quin sono differentia, re eadem dicere videantur. Ita enim docent, bello privato, si iudex desit, posse nos pro recuperatione rerum nostrarum et his quae nobis debentur etiam ex intervallo capere res adversariorum pretio tenus aequiparabili. Si pro cunctis quae nobis debentur, utique et pro damnis et impen-sis ad juris consecutionem factis; imo pro periculis etiam lucroque cessanti, sive damno extrinseco et omni eo quod interest, ut tradunt theologi ⁵ in hoc argumento: nam haec etiam iudex, si quis daretur, insonti adjudicaret, cum par sit cuncta in ejus odium vergere qui malo causam dedit ⁶.

¹ art. 1. concl. 7. ² princ. c. 4. et concl. 7. art. 1. ³ fine c. 2. ⁴ Franc. Arias d. l. ⁵ Wilh. Math. de bello justo, in req. 1. per l. proinde. et seq. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 25. et 26.] ⁶ d. c. sicut. de jurejur. l. quoniam. C. de vi publ. [C. 9. 12. 6.]

Imo etiam pro his, quae ex delicto debentur. Nam et in judiciis fur in duplum aut quadruplum, in triplum raptor bonorum ei qui spoliatus est condemnatur. Etiam injuriae penditur aestimatio similesque poenas aut laesae parti, aut accusatori leges deferunt. Et hoc est quod Boethius ¹ interrogatus si cognitor resideret, cui supplicium inferendum putaret, eine qui fecisset, an qui pertulisset injuriam, respondet non ambigere se, quin perpresso satisfaceret dolore facientis. Nimirum, ut recte quidam ² in doctrina de bello scripsit, damni nomine juxta Aristotelem ³ omne id comprehenditur, quod mali rationem habet, in quo genere est etiam accepta injuria. Contrarium igitur lucrum, quod boni habet rationem, justa scilicet vindicta, parti laesae naturaliter convenit. Qua de re alibi disseruimus ⁴. Tantumdem ergo in bello publico et in privato consequimur. Quod si omnes fatentur, quo ista distinctio? Illud forte in causa est, quod nonnulli ⁵ velle videntur bello privato capta venire in calculum, publico autem acquisita non compensari cum debito principali et, quamvis damnum excedant, manere penes occupantem. Sed illi non satis intelligunt praedam omnem, quae capitur extra persecutionem rei et damna, retineri posse in poenam, quam offendens respublica offensae debet, nec posse eam excedere: et quod justam poenam excedit, id reddi oportere Silvester ⁶ rectissime definit, cujus sententiam et nos amplexi sumus. Idem vero cur in bello privato concedi non debeat juxta ea quae modo et latius antea diximus, rationem nullam video. Sed quia facilius multo contingit, ut praeda privato bello et quidem justo capta debitum et damna et poenam excedat, quam

¹ de cons. phil. l. 4. [p. 283. 7.] ² Henr. Gorich. in tract. de bello justo. prop. 10. ³ de mor. ad Nicom. l. 5. c. 7. [p. 1132. 1. vs. 10. et 2. vs. 12.] ⁴ in c. 4. V. etiam c. 2. ad l. 5. et c. 8. ad concl. 1. ⁵ Archid. in c. Dominus noster. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 2.] Silv. in v. Bellum. §. 10. Vict. de jure belli. n. 51. ⁶ d. l. Idem in v. Repressaliae in princ. in 4. req. Mart. Laud. de bello. q. 5.

publico, quia bello publico ob diuturnitatem ejus scilicet et magnitudinem raro tantum ex hoste capitur, quantum vel solas impensas adaequet, idcirco jurisconsulti ¹ quibus velut solemne est τὸ ἄπαξ ἢ δις παραβαλεῖν, *praeterire id quod semel iterumve accidit*, capta bello publico indistincte acquiri dixerunt: privato autem non ultra quam vice eorum quae privatis deberentur. Conveniunt ergo hactenus jus praedae publicum et privatum: quae tamen subtilem aliquam differentiam recipere non est dissimulandum. Nam quod subditorum ratione, qui bona fide bellum administrant, res captas ex utraque parte in acquisitionem cadere bello publico asseruimus ², idem in privato vix putem obtinere: quia non ut republicae ita et privati inter se hanc rem consciverunt. Nec alio modo commodius interpreteris id quod ex doctoribus attulimus, privato bello capta capientium non fieri: hoc est, ipsum bellum ad hoc non sufficere, nisi causa quae revera justa sit bellum commitetur. Alterum discrimen intelligitur, si quis consideret, quid a republica privati differant. Neque enim numero, ut arbitror, illud definiri potest. Nam privati totidem, quot ad civitatem constituendam sufficere possunt, fortuito undecunque concursu conglobati, nihilo plus juris habebunt quam unus aut duo. Tum vero multitudo ista, quae satis sit, quo numero finietur, ita ut dici non possit pauciores sufficere? Unde ergo illa diversitas? Nimirum a civili potestate, quae consensu constituitur: unde judicia orta esse diximus ³. Haec igitur in pariunda praeda differentiam faciunt. Nam republica in se habet judiciariam potestatem ⁴, privatus non habet nisi quatenus publica deficit. Defectum autem commode satis, ut videtur in momentaneum et in continuum distinximus. Nam cum defectus est momentaneus, leges ut primum possunt reconciliandae sunt. Quare quod iidem illi doctores ⁵ dicunt,

¹ l. 4. 5. 6. ff. de legg. [D. 1. 3.] l. 3. in fine. ff. si pars hereditatis. [D. 5. 4.] ² c. 8. coroll. 3. ³ in c. 2. ⁴ ex l. 9. et 13. Adde art. 1. concl. 7. ⁵ Arias et ceteri, dictis locis.

in bello privato ultionem non permitti, captivitatem non usurpari et similia, ratio ipsa et locorum diligens collatio et quae supra dicta sunt demonstrant intelligenda de bello privato ob defectum iudicis momentaneum. Huc etiam accedit, quod iidem¹ tradunt, si cui res furto aut violentia abrepta sit, posse eum tantundem recipere, addicente mox superiore. Nam quamquam primo spoliatori jus vindicandi competat², dandam tamen secundo exceptionem compensationis in tantum, quantum est spolium vel injuria alterius. Videtur itaque jus quidem antea pignoris in rebus illis habuisse, postea vero jus dominii ex sententia. Et hinc ipsum nomen pignorationis descendit, nec alius ordo tenetur in repressaliis³. Sed hoc etiam casu, quo privatim captum publice adjudicatur in solutum⁴, tentandum arbitror ut praedae vocabulum repudiandum non sit: nam et hoc ipsum quod togatis iudiciis consequimur, ut nostri tradunt doctores, non a iudice accipere videmur sed ab adversario. Caeterum si iudiciorum continua sit penuria, ut puta si locus in nullius sit iurisdictione, hic cum plane veniatur ad jus illud naturae, quod nondum institutis iudiciis ubique fuit, statim hostis ab hoste capta ad modum crediti, velut se iudice acquirit. Neque postea cum iudex adiri potest ad restitutionem tenebitur, ob eam rationem quam dictant scholastici⁵ in simili argumento. Res enim, inquiunt, habens suam perfectionem, nec continens actum successivum non revocatur, licet postea cesset causa rei. Et si accadat ut hoc etiam casu jure civili, non gentium, sententia sequi debeat, ea tamen non est censenda jus dominii adjicere, sed quaesitum declarare⁶: quod tum ad excutiendas fraudes improborum introductum videri potest, tum ut tutiores sint, qui recte ceperunt, indicto omnibus

¹ Inn. in d. c. olim. n. 8. et in d. c. sicut. n. 6. et ibi Pan. Silv. in v. Bellum. §. 3. ² Silv. ibi §. 10. Prima. ³ Bart. in tract. de repress. 9. q. 1. ad 2. et 3. ⁴ Silv. in v. Repressaliae. in fine. ⁵ Silv. in v. Furtum. §. 10. Adde c. factum legitime. de reg. jur. in 6°. [Decretal. in sexto. 5. 12. reg. 73.] ⁶ I. sicuti §. sed si quaeratur. ff. si serv. vind. [D. 8. 5. 8. §. 3.]

silentio. Sed et multis aliis de causis evenire idem potest. Saepe enim videmus a veris dominis citari omnes, quicumque super rebus possessis movere velint controversiam ¹, quo sint ipsi in posterum securiores. Verum igitur est privato in bello praedam non excludi. Nam et bellum illud, quod Abrahamus adversus regem Chodorlomarum ejusque socios gessit ², privatum non fuisse probatu sit difficile, ex quo tamen ille nihil veritus est praedam abducere. Nec aliud dicendum est de Cajo Julio Caesare ³ adhuc adolescente, qui piratas a quibus captus fuerat privata classe persecutus, bona eorum pro praeda divisit. Idem in bello Octavii Antoniano non minus certum est. Atque ita plane ut nos dicimus censet Socinus Nepos ⁴, quem sequi videtur Ayala ⁵ Hispanus hac potissimum ratione, quod si bellum tale justum est, etiam jura belli et effectus locum habere debent. Constat ergo acquiri: sed cui in bello privato videamus. Cum autem id, quod agit principaliter, sui maxime causa agere credendum sit, dico rerum bello privato captarum dominum fieri eum, qui belli auctor sit principalis, quoad jus suum consecutus sit: quod sic etiam interpretor, ut si hostis etiam aliis debeat, ille tamen in praeda habeat privilegium ⁶. Primum enim damna omnia et impensae ad belli susceptorem spectant, qui scilicet jure gentium auxiliatoribus et subditis tenetur ad sumtus et dispendia. Certum autem est ex eo, quod e debitoris substantia redigitur, ante omnia deduci quidquid in executionem imputatur ⁷: ipsa nimirum suadente necessitate, cum alioqui ne alterum quidem consequi quisquam possit, nisi factis his sumtibus. Praeterea si quod jus crediti susceptor belli ante executionem habuit adversus eum qui spoliatur, etiam in hoc eum praefendum non dubitem exemplo creditoris, qui ante caeteros vigilave-

*Nova de-
claratio.*

¹ l. diffamari C. de ing. manum. [C. 7. 14. 5.] ² Gen. 14. ³ Plut. Caes. [p. 708. a. b. c.] ⁴ tom. 3. cons. 68. ⁵ de jure belli. l. 1. c. 2. ⁶ V. infra ad coroll. ⁷ Bart. de repress. 9. q. 1. ad 3.

rit ¹. Nam qui a pluribus debente id quod sibi debetur bona fide recepit, ad restitutionem ne conscientiae quidem iudicio obligatus est. Tum vero, si quid superest, admittentur caeteri, quibus alter ille bellator obstrictus fuit. Et postremo loco quod restabit, id ipsi spoliato salvum esse et post bellum parta securitate restitui debet ². Nam et in repressaliis hoc usurpari doctores consentiunt, et possessis ex decreto bonis debitorum non aliud observatur. Quod si praeda bellum privatum suscipienti, non igitur singulis occupantibus, acquiritur, primo scilicet et per se, seu naturaliter et nisi aliud actum sit. Nec obstat quod non ipse susceptor possessionem apprehendat suo corpore. Apprehendit enim per alios, aut subditos aut auxiliares. Et de subditis quidem res expedita est. Per filios enim perque servos, quasi nostri corporis partes omni ratione acquirimus: de quo inter jurisperitos facile convenit ³. Sed per auxiliares, hoc est sui juris homines, acquiri quomodo possit, plus habere videtur difficultatis. Verum tamen et hoc non incommode explicabitur, si illud teneatur, auxiliares seu belli socios nos eos dicere, qui principali accedunt: non si et ipsi sint aequae principales: nam tunc eodem quo alter jure utentur. De his ergo loquimur qui a susceptore mandatum receperunt. Dicendum ergo per liberam quoque personam, quae mandatum a nobis habet, ut possessionem, ita per possessionem dominium acquiri ⁴. Quae de re etiam videamus: nam hac sublata positione non dominium in rem, sed actionem duntaxat adversus personam con-

*Nova de-
claratio.*

¹ l. quod autem. §. apud Lab. ff. quod in fraud. cred. l. pupillis. eo tit. [D. 42. 8. 6. §. 6. et ibid. l. 24.] ² V. supra c. 4. et art. 3. concl. 7. Silv. in v. Bellum. 1. §. 7. concl. 5. ³ V. c. 6. Inst. per quas pers. nob. acq. in princ. [I. 2. 9.] l. 1. §. 1. in fin. ff. de his qui sui vel al. juris. [D. 1. 6.] l. acquiruntur. §. 1. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 10.] l. 1. §. item acquirimus. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 1. §. 5.] ⁴ l. traditio. §. fin. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 20. §. 2.] Inst. per quas pers. §. ex his. [I. 2. 9. §. 5.]

trita in scholis jurisprudentium ¹ alium possessorem ministerio meo me facere, possidere enim eum cujus nomine possidetur: ipsum autem procuratorem alienae tantum possessioni ministerium praestare. Sed dubitari potest ex naturali ratione hoc obtineat, an jure Quiritium et constitutione Severi ²: praesertim quia id utilitatis causa receptum dici videatur ³. At tamen non dubito, quin ex jure gentium procedat: cujus rei magnum sane argumentum est, quod in civilibus acquisitionibus aliter se res habet, ut in stipulationibus, quae alieno nomine fieri non possunt ⁴. Et discrete Modestinus ⁵: *quod naturaliter acquiritur sicut possessio*, inquit, *per quemlibet volentibus nobis possidere acquiritur*. Sed alia fuerunt de quibus disputatum est inter veteres juris auctores ⁶, quatenus scilicet possessio talis ignorantibus etiam nobis acquiratur, et quatenus accedente scientia procedat usucapio. Severus ⁷ autem ad haec etiam regulam produxit, neque sola, ut inquit, utilitatis ratione sed et jurisprudentiae. Possessio, ut in principio attigimus ⁸, ex duobus est, ex animo et corpore. Ab animo agendi initium esse debet, unde naturaliter nec infans primae aetatis, nec furiosus, nec quisquam qui non vult, possessionem acquirit ⁹. Animo autem ad apprehendendam possessionem naturaliter ministrare corpus debet: non tamen necessario nostrum. Paulus ¹⁰ Receptis: *Possessionem acquirimus animo et corpore*:

¹ l. liber homo. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 54.] l. possessio §. fin. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 1.] l. 2. C. per quas pers. nob. acq. [C. 4. 27.] l. negotiis. C. de neg. gestis. [C. 2. 19. 23.] l. quod meo. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 18.] ² l. 1. C. de acq. poss. [C. 7. 32.] ³ l. per procuratorem. C. eo tit. [C. 7. 32. 8.] l. solutum. §. 1. ff. de pign. act. [D. 13. 7. 11.] Paulus Rec. sent. l. 5. t. 2. in pr. ⁴ l. quaecunque. ff. de oblig. [D. 44. 7. 11.] l. stipulatio. §. alteri. ff. de verb. obl. [D. 45. 13. 8. §. 17.] l. 1. C. per quas pers. nob. acq. [C. 4. 27.] ⁵ l. ea quae. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 53.] ⁶ l. possessio. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 1.] l. si me. §. sed si non mihi. eo tit. [D. 41. 2. 34. §. 1.] ⁷ d. l. 1. C. per quas pers. [C. 4. 27.] ⁸ ad l. 2. supra c. 2. Adde l. quemadm. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 8.] ⁹ l. 1. ff. de acq. poss. §. furiosus. et §. procuratorem. [D. 41. 2. 1. §. 3. et §. 20.] ¹⁰ Sent. rec. l. 5. t. 2.

animo utique nostro, corpore vel nostro vel alieno. Sed alienum corpus ita demum nostro animo ad ministerium aptabitur, si et ipsius animus accedat: hoc est si mandatum susceperit ¹. Et sic intelligendum est quod dicitur posse quem per alium, quod potest facere per se ipsum ²: et qui per alium facit, perinde haberi ac si per se faciat. Natura enim, quae tam arcta societate genus humanum devinxit, concedit sane, quod interdum et necessarium est aut infirmitatis aut absentiae conditione, ut agat homo per hominem alterum quamvis liberum. Ergo ut alius nobis quaerat possessionem illud unum requiritur, ut operam duntaxat suam accomodet nobis: quae et ipsa Pauli ³ verba sunt. Ubi autem caetera in nobis sunt, quae dominium efficiunt, et sola deest possessio, quaesita per alterum possessione simul proprietates quaeritur, ut legibus proditum est ⁴: quod exemplo rei venditae et donatae comprobatur ⁵: cui consequens est, ubi sola possessio dominium facit multo nos facilius dominos fieri opera alterius: sicut in Olympicis illorum nomen inscribatur et praemia erant, a quibus missi vicissent. In hunc modum aucupes, piscatores, venatores, margaritarii, seu conducti, seu inducti quavis ratione ut nobis operam duntaxat suam navent, (quod diversum est ab aleae venditione: quia soli contractus dominium non transferunt,) quod capiunt statim nostrum faciunt ⁶. Hoc autem in operis bellicis eo certius colligitur, quia istae quod occupant aut ut sibi occupant, aut ut ei qui bellum suscepit. Et si quidem ut susceptori, deest illis animus sine quo non possidetur ⁷: sin ut sibi, nullam habent ipsae causam

¹ c. 5. et ad concl. 6. art. 3. ² c. potest. et qui facit. [Decretal. in sexto. 5. 12. reg. 68. et 72.] V. supra c. 2. ad l. 10. ³ l. 1. ff. de acq. poss. §. per procurat. [D. 41. 2. 1. §. 20.] ⁴ l. per procurat. C. de acq. poss. [C. 7. 32. 8.] ⁵ l. communis. §. procurat. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 42. §. 1.] l. traditio. §. fin. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 20. §. 2.] l. qui mihi. ff. de donat. [D. 39. 5. 13.] ⁶ l. ex emto. alias l. emtoem. in fine cum l. seq. ff. de act. emti. [D. 19. 1. 11. et 12.] ⁷ l. 1. §. per procurat. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 1. §. 20.]

per se contra adversarium: et sic non acquisitio foret sed rapina aut furtum. Nam praedam sine causa crediti procedere negavimus. Quin et Abrahami historia ¹ ab illis transmissa temporibus, quibus jus naturae purissimum vigeat, illud notandum suggerit, quod fatetur vir sanctus, id ex praeda ad se pertinere, quod ministris dedisset et quod sociis distribuere vellet. His enim exceptis nihil ultra dicit *ad se* perventurum. Primo igitur jure non subditi, non auxiliores, sed ipse *belli privati auctor principalis praedam acquirit usque ad juris satisfactionem*. Rei vero suae penes unumquemque arbitrium est ². Unde quod quis habet dominium recte transfert: imo etiam quod habiturus est. Id enim quod meum non est in eum casum, quo meum futurum est, recte transfero. Potest autem idem, in quem res ista translata est, meo nomine ut procurator possessionem apprehendere. Haec ipsa autem possessio accedente mea concessione vim traditionis accipit, ut in eo qui commodatum dono dat aut mutuo ³. Prius igitur pro me, deinde per me sibi possidere incipiet. Quo modo creditori per debitorem nostrum solvimus: quod cum fit sunt quidem acquisitiones duae, sed altera, ut Ulpianus ⁴ loquitur, celeritate conjungendarum inter se actionum occultatur. Et hoc est quod in jure Romano *brevi manu* ⁵ dicimus. Sicut igitur praedam, postquam mihi facta est propria, aut donare alteri aut in solutum dare possum aut quovis modo alienare, sic etiam dare alteri acquirendam. Quod cum fit is rei gestae ordo est, ut opera illius ad me praeda perveniat, nullo tamen momento penes me substituta, sed in ipsum continuo transitura, ut qui jam possessionem habeat et causam dominii praecedentem. Propterea diximus belli susceptorem dominum fieri primo ac per se et nisi aliter convenisset. Nam aut ipse fit dominus

Concl. IX.
artic. I.
pars I.
Nova de-
claratio.

¹ Gen. 14. vs. ult. ² V. c. 2. ad reg. 3. Inst. de rer. div. §. per traditionem. [L. 2. 1. §. 40.] ³ Inst. de rer. div. §. interdum. [L. 2. 1. §. 44.] ⁴ l. 3. §. pen. ff. de don. inter virum et ux. [D. 24. 1. 3. §. 12.] ⁵ l. licet. §. 1. ff. de jure dot. [D. 23. 3. 43.]

aut is cui praedam acquirendam ille assignavit. Sequitur Concl. IX. artic. I. pars II. Nova declaratio. consideratio acquirendae praedae ex bello publico: in qua sane eo majorem a nobis ipsis diligentiam exigimus, quia posteriores jurisconsulti secuti canonum interpretes ea, quae sunt consuetudinis et quidem minime universalis, quasi primum jus gentium retulerunt: et quidem ita praepostere ut, cum saepe legissent in jure Romano capta capientium fieri, in canonibus autem distribui praedam publico arbitrio, alii post alios ¹ dixerint primo fieri capta singulorum manu capientium, sed tamen assignanda duci, qui distribuat inter milites: quod quidem rationem nullam habet. Nam singuli illi capientes cum causa destituantur, ut diximus, sicut in privato, ita in publico bello non possunt acquirere. In utroque enim eadem obtinent. Primum cum pertineant ad rempublicam belli susceptricem damna et impensae, quae a subditis sociisque tolerantur, ut alibi dictum mox planius explicabitur, haec summo privilegio de praeda deducenda sunt. Praeferenda est etiam caeteris respublica in omni jure, quod habet adversus hostem, tum quia vigilavit, tum quia non temere ubique receptum est, ut fiscus habeat *πρωτοπραξίαν*, primumque jus crediti exigendi: maxime in laesae majestatis crimine, cui comparatur ejus reipublicae iniquitas, quae alterius innocentis pacem et statum turbat. Ex his novam colligimus sententiam, Paradoxon. capta bello publico reipublicae fieri suscipientis donec ipsi satisfactum sit. Quamquam cur novam dico? Apud Isidorum ² inter alias quae apud illum sunt aevi doctioris reliquias hoc etiam legimus: in jure militari versari praedae decisionem, et pro personarum qualitatibus et laboribus justam divisionem: item Principis portionem. Quae verba examinanti liquido

¹ Bart. ad l. si quid bello. ff. de capt. [D. 49. 15. 28.] Alex. et Jas. ad l. 1. ff. de acq. poss. [D. 41. 2.] Inst. de rer. div. §. item quae ex host. [l. 2. 1. §. 17.] Pan. ad c. sicut. de jurejur. [Deoretal. 2. 24. 29.] n. 7. Thom. gramm. Decis. Neap. 71. n. 17. Mart. Laud. de bello. q. 4. ² Etym. l. 5. c. 7. citatur in c. jus militare. ubi vide Gl. [Decr. Grat. p. 1. 1. 10.]

apparet jus ibi describi non τὸ τῶν συναλλαγμάτων διορθωτικόν, hoc est, quo reguntur contractus aequalitate ea quae est secundum quantitatem, sed τὸ διανεμητικόν¹, quo distributiones fiunt non secundum quantitatem, sed secundum proportionem, sive Geometrica aequalitate²: quorum nos³ hoc assignatricis, illud compensatricis justitiae opus appellavimus. Hoc autem jus distributivum, ut vocant, locum non habet inter partes, nec a partibus ad totum, sed a toto ad partes, dignitate scilicet et relatione ad totum differentes⁴. Quare nec in aliis rebus versatur, quam quae communes sunt seu publicae. Unde intelligitur in bello publico praedam naturaliter esse publicam ante distributionem. Nec alia fuit Ambrosii⁵ sententia dicentis ex disciplina militari esse, ut regi serventur omnia. Regem enim cum dicit eum intelligit, qui vices gerit reipublicae. Addit autem justum esse, ut his qui in adiumentum societatis fuerunt pars emolumenti tribuatur, ut merces laboris. Jam vero merces nondum nostra est, sed nobis debetur et undecunque solvi potest. Indicat hoc Scipio⁶ in oratione ad socium Masanissam: *Syphax populi Romani auspiciis victus captusque est: itaque ipse, conjunx, regnum, ager, oppida, homines qui existunt, quidquid denique Syphacis fuit, praeda populi Romani est.* L. quoque Aemilius apud Livium diserte testatur, capta urbe arbitrium praedae non penes militem sed imperatorem esse, qui scilicet a republica jus tale acceperat, ut mox exemplis demonstrabitur. Nec quidquam obstat vulgatissimum illud⁷, capta bello statim fieri capientis: id enim hanc sententiam recipit, ut hostium illa esse desinant, capientis

¹ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 5. 6. et 7. [p. 1130. 2. et sqq.] ² Thom. 2. 2. q. 61. art. 1. et seq. ³ c. 2. ante l. 5. ⁴ Gl. in c. Vulturanae. et seq. [Decr. Grat. p. 2. 12. 2. 25.] ⁵ de Abrahamo. l. 1. c. 3. citatur in c. dicat aliquis. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5. 25.] ubi Gl. V. Bald. in l. pen. C. de donat. [C. 8. 54. 36.] ⁶ Liv. l. 30. [c. 14.] ⁷ l. naturalem. ff. de acq. dom. §. fin. [D. 41. 1. 5.] et l. adeo. ibi [D. 41. 1. 7.] Inst. de rer. div. §. item ea quae ex host. [l. 2. 1. §. 17.] l. 1. §. 1. ff. de acq. poss. [D. 41. 2.]

autem nomine respublica intelligatur, quae aliorum opera capit. Nam nisi hoc admittatur nihil acquiri reipublicae possidendo potest ¹, cum universitas ad eam rem opus habeat ministerio singulorum. Quod ergo de filio et servo in bello privato, idem de civibus in publico dicemus. Sunt enim non minus subditi et quiddam ipsius reipublicae qua tales sunt ². Nec refert quod cives etiam seorsim considerari possunt et sibi acquirere, cum actio belli publici a cive quatenus civis est proficiscatur. Et sicut in filio habente castrense peculium ³, et in servo communi aut fructuario aut bona fide serviente ⁴ distinguitur, ita hic merito dicemus id quod ex jussu et re civitatis per cives quaeritur quaeri civitati. In sociis etiam ex mandato acquirentibus nihil hic diversum est ab iis, quae de privato bello diximus. Caeterum qui dictum illud de bello captis ita exponunt, ut primario gentium jure singulorum occupantium fieri velint, uno argumento refelluntur. Illud enim jus gentium, quod naturae dici potest, nullam habet causam in acquisitionibus distinguendi inter res mobiles et immobiles: unde quo modo margaritae eodem insula in mari nata fit occupantis ⁵. Agros autem ex hostibus captos sicut et civitates publicas fieri et non occupantium singulorum, omni historia et claro Pomponii responso ⁶ ita evidens est, ut nemo umquam ausus sit diffiteri. Idem igitur in caeteris obtinere debet, nisi quatenus posteriori jure ⁷ haec distincta sunt, ut infra explicabimus. Hoc autem quod ratione demonstravimus

¹ l. sed hoc jure. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 2.] ² c. 6. in fine. Arist. de rep. l. 1. c. 2. [p. 1252. 1.] ³ Inst. per quas pers. §. 1. [I. 2. 9.] ⁴ l. fin. C. per quas pers. nobis acq. [C. 4. 27.] l. qui bona fide. §. fin. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 19.] l. acquiruntur. eo tit. [D. 41. 1. 10.] ⁵ Inst. §. lapilli. et §. insula. de rer. div. [I. 2. 1. §. 18. et §. 22.] ⁶ l. si captivus. §. 1. [D. 49. 15. 20.] ⁷ V. Gl. in l. divus. ff. de jure fisci. [D. 49. 14. 31.] Bart. in l. si quid bello. ff. de capt. [D. 49. 15. 28.] Alex. et Jas. ad l. 1. ff. de acq. poss. [D. 41. 2.] Covarr. ad reg. peccatum. p. 2. §. 11. [Decretal. in sexto. 5. 12. reg. 4.]

omnium etiam gentium assensu omniumque temporum memoria comprobatur: jus praedae scilicet non esse penes singulos occupantes, sed penes rempublicam ejusve Principem aut belli ducem, quatenus jus istud a republica acceperunt. Apud Hebraeos ¹ videmus praedam ad duces perlatam, neque his concessam qui manu ceperant, ac ne his quidem solis qui pugnaverant, sed partem toti exercitui datam, partem populo, partem etiam sacratam jussu divino receptoque more. Apud Graecos nonne idem observatum est? Unde Homerus ²:

ἀλλὰ τὰ μὲν πολίων ἐξεπράβομεν, τὰ δέδοσται.

Omnia jam divisa quibus spoliavimus urbes.

Et Achilles apud eundem ³ de urbibus a se captis loquens:

τάων ἐκ πασέων κειμήλια πολλὰ καὶ ἑσθλὰ

ἔξελομένη καὶ πάντα φέρων Ἀγαμέμνονι δόσκον

Ἄτρεϊδῃ. ὃ δ' ὄπισθε μένων παρὰ νηυσὶ βοῆσιν

δεξάμενος διὰ παῦρα δασάσκετο, πολλὰ δ' ἔχεσκε.

Omnibus his ingens pretio numeroque supellex

Nostra rapta manu: regi sed victor Atridae

Cuncta tuli, celeres residens qui pone carinas

Divideret, cum pauca aliis, sibi multa tenebat.

Idemque Agamemnonem sic alloquitur ⁴:

οὐ γὰρ σοὶ ποτε ἴσον ἔχω γέρας, ὅπποτ' Ἀχαιοὶ

Τρώων ἐκπέρωσ' εὐναιόμενον πτολλέθρον.

Nam neque me tecum praedae pars aequa sequetur,

Si Danaum virtus Troianam exciderit urbem.

quare etiam publicitus:

Custodes lecti Phoenix et dirus Ulysses

Praedam asservabant: huc undique Troia gaza

Incensis erepta adytis, mensaeque Deorum,

Crateresque auro solidi, captivaeque vestis

Congeritur ⁵.

¹ Num. 31. vss. 27. 31. et 47. Jos. 6. vs. 27. et 22. vss. 7. et 8. Sam. 1. 30. vs. 22. et seq. ² [Il. 1. 1. vs. 125.] ³ [Il. 1. 9. vs. 330. sqq.] ⁴ [Il. 1. 1. vs. 163. sq.] ⁵ Virg. Aen. 1. 2. [vs. 762. sqq.]

Nec postea discessum ab hoc more: quod hic duntaxat nobilibus exemplis confirmabo. Praedam Marathoniam Aristides ¹ asservavit. Post praelium ad Plataeas Graeci edixere, ne quis de praeda quidquam privatim tolleret ²: sed ea pro populi cujusque merito fuit distributa. Devictis Lysander Athenis quaecunque ceperat publicavit ³. Si placet ad Asiam venire Troiani soliti, ut ille ⁴ inquit, *praedae ducere sortem*. Arbitrium ejus penes ducem: alioqui nec Dolon equos Achillis petisset ab Hectore, nec Hector promisisset, quod apud Homerum et Euripidem est ⁵. Quantum autem ad Cyrum devicta Asia, quantum ad Alexandrum pervenit ⁶? Africam etiam inspicimus et Poenos? Scimus ⁷, quid Agrigento capto aliisque urbibus, scimus, quid ex Cannensi pugna Carthaginem pervenerit. Sed dignissimi omnium qui cum in reliquo jure tum belli maxime audiantur Romani, apud quos haud equidem primus dico ⁸ praedam omnem, etiam rerum mobilium, non militi capienti acquisitam, ne duci quidem proprie, sed populo Romano. Cui sententiae obstare videtur quod a Celso ⁹ scriptum est: *Et quae res hostiles apud nos sunt non publicae, sed occupantium fiunt*. Sed praeterquam quod tota lex, cujus ista pars est, ita avulsa est a suo corpore, ut quo pertineat cognosci vix possit, illud sane verba ipsa indicant, non de rebus hostium manu captis, de quibus nos agimus, Celsum loqui, sed de rebus hostium, mobilibus ut arbitror, quae superveniente bello apud nos deprehenduntur ¹⁰. Videntur enim, quia sumtu publico quaesitae non sunt, quasi res vacantes, occupanti cedere, non tam jure gentium, quam

¹ Plut. Arist. [p. 321. d.] ² Herod. l. 9. [c. 80. et sq.] ³ Plut. Lys. [p. 442. a.] ⁴ Virg. [Aen. l. 9. vs. 268.] ⁵ Il. l. 10. [vs. 319. sqq.] Eurip. Rheso. [vs. 181. sqq.] ⁶ Plin. l. 33. c. 3. Plut. Alex. [p. 686. c.] et Curt. [l. 5. c. 20.] Diod. l. 17. [c. 66.] Strabo l. 15. [p. 1062. c. d. et 1063. a. ed. Casaub.] ⁷ Diod. l. 13. [c. 57. 62. 90.] Liv. l. 23. [e. 12.] ⁸ Fabri Sem. l. 2. c. 3. et 4. ⁹ l. trans-fugam. §. 1. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 51.] ¹⁰ l. in bello. in princ. ff. de capt. [D. 49. 15. 12.] V. Cujac. Obs. l. 4. c. 9. in fine.

jure Romano. Quamquam enim titulus ipse de acquirendo rerum dominio ¹ jus gentium proprie spectet, multa tamen continet in quibus a communi jure per legem vel consuetudinem vel receptas sententias discessum est: quippe cum et diversas jurisprudentium opiniones et constitutiones Principum complectatur. Jam vero alterum quod interpretes decepit, capta nimirum capientis fieri ², satis supra ostendimus de republica intelligi debere ³. Sed, ut quidem ego judico, melior juris Romani interpretes Dionysio Halicarnaseo haberi non potest. Is igitur scriptor historiae Romanae diligentissimus ⁴ de jure praedae ita loquitur: τὰ ἐκ τῶν πολεμίων λάφυρα, ὅσων ἂν ἡμῖν ὑπάρχη τυχεῖν δι' ἀρετὴν, δημόσια εἶναι κελεύει ὁ νόμος, καὶ τούτων οὐχ ὅπως τις ἰδιώτης γίνεται κύριος, ἀλλ' οὐδ' αὐτὸς ὁ τῆς δυνάμεως ἡγεμών. ὁ δὲ ταμίης αὐτὰ παραλαβὼν ἀπεμπολεῖ καὶ εἰς δημόσιον ἀναφέρει. *Quaecunque ex hostibus spolia per virtutem obven- runt, ea lex jubet publica esse, ita ut non modo privati eorum domini non fiant, sed ne ipse quidem imperator exercitus: verum quaestor illa accipit, et vendita in publicum refert.* Sunt haec verba eorum, qui Coriolanum accusant: quorum pars vera est, pars supra verum ad invidiam aucta. Verum est dominum praedae esse non militem, non imperatorem, sed populum Romanum: sed et illud non minus verum imperatorem jure Romano praedae esse dispensatorem atque arbitrum cum summa potestate. Lucius Aemilius apud Livium ⁵: *captas, non deditas diripi urbes, et in his tamen arbitrium esse imperatoris, non militum.* Hoc igitur arbitrium interdum imperatores vitandae invidiae ad alios rejecerunt, ut Camillus ⁶ ad senatum: interdum penes se retinere.

¹ l. quamvis quod in litt. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 50.] et l. adeo. §. cum quis. [l. 7. §. 7. d. t.] l. liber homo. [l. 19. d. t.] l. quidquid. §. 1. [l. 27. d. t.] l. in agris. [l. 16. d. t.] Inst. eo tit. §. thesauros. [l. 2. 1. §. 39.] ² Adde l. quod meo. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 18.] ³ d. l. adeo. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 7.] ⁴ Antiq. l. 7. [p. 467. vs. 46. sqq.] ⁵ Liv. l. 37. [c. 32.] ⁶ Liv. l. 5. [c. 20.]

Et hi e diversa temporum ratione, aut prout ipsi famae, religioni, ambitioni serviebant, diverse usi reperiuntur. Qui sanctissimi haberi volebant praedam non attingebant, sed sive pecunia erat in praeda, eam jubebant quaestorem populi Romani percipere, sive res aliae, eas per quaestorem sub hasta venundari. Redactam inde pecuniam sunt qui¹ *manubiarum* nomine significari volunt. Ea deinde in aerarium per quaestorem deferrebatur, prius tamen, si triumphus res esset, publice ostentata. Ita Pompejus fecit: *Pecunia Tigranis, sicuti Pompejo moris erat*, notanda sunt haec verba Velleji², *redacta in quaestoris potestatem ac publicis descripta literis*. Ita M. Tullius³ in bello Parthico, qui ipse in literis ad Sallustium: *De praeda mea praeter quaestores urbanos, id est populum Romanum, teruncium nec attigit, nec tacturus est quisquam*. Id autem veteri republica usitatissimum fuit, cujus morem Plautus⁴ respiciens:

Nunc hanc praedam omnem jam ad quaestorem deferam.

Et de hominibus captivis⁵:

Quos emi de praeda de quaestoribus.

Hi autem sunt, qui sub corona venditi dicuntur. Alii autem non quaestori dabant, sed ipsi vendebant et in aerarium referebant, ut ex verbis, quae apud Halicarnasseum in eadem accusatione sequuntur, facile intelligi potest. Ita Regem Tarquinium jam olim victis Sabinis praedam captivosque Romam † mus⁶: Romulium et Veturium consules praedam ex Aequis vendidisse inopiam aerarii, aegre id ferente exercitu⁷. Sed cum in historia Romana nihil frequentius occurrat, quantum ex Italicis primum, deinde Africanis et Asiaticis,

¹ Gell. l. 13. c. 23. ² l. 2. [c. 40. §. 3.] ³ ad fam. l. 2. [ep. 17. §. 4.]

⁴ Bacch. [vs. 1075.] ⁵ Capt. [vs. 34.] ⁶ Liv. l. 1. [c. 37.] ⁷ Liv. l. 3. [c. 31.]

† Hic in codice vocabula tria temporis injuria perierunt. Nobis tamen adhibitis duobus Livii locis, quibus Grotius utitur, de verbis ejus facile constare potest. Scripserat enim ita: Tarquinium jam olim victis Sabinis praedam captivosque Roman *misisse legitimus*, Romulium et Veturium consules praedam ex Aequis vendidisse, *propter* inopiam aerarii.

Gallicis Hispanicisque triumphis ducum quisque per se aut quaestores in aerarium retulerit, opus quaerentis sit dicere. Neque tamen impositam ducibus necessitatem hanc fuisse, quod innuere videntur accusatores, ex eadem historia apparet. Dabatur enim praeda interdum Diis, interdum his qui militaverant, interdum aliis. Diis aut ipsa corpora, ut spolia quae Romulus Feretrio suspendit ¹, aut redacta inde pecunia, ut ex Pometinis manubiis Superbus templum Jovis in monte Tarpejo statuit ². Militibus praedam dare priscis Romanis ambiciosum videbatur: uti Sextus Tarquinius Superbi filius non quidem Romae, sed Gabiis profugus praedam militi dilargitus dicitur ³, ut eo modo potentiam sibi conciliaret. Appius Claudius ⁴ in senatu largitionem hanc novam, prodigam, inaequalem, inconsultam arguit. Praeda autem militi data aut dividitur, aut diripitur. Dividi potest ratione stipendiorum aut meritorum. Stipendiorum ratione dividi Appius Claudius volebat ⁵, si illud obtinere non posset, ut pecunia inde redacta in aerario esset. Totum autem dividendi ordinem Polybius ⁶ explicat: nempe in dies aut vigiliis partem exercitus alteram aut minorem ad comportandam praedam mitti solere, et quod quisque reperisset id coactum in castra perferre, ut per tribunos aequaliter distribueretur, vocatis ad partem etiam his, qui castra servarant quique per valetudinem aut delegata ministeria aberant. Interdum non ipsa praeda, sed pecunia praedae loco militibus donata, quod fere in triumpho fiebat. Proportionem hanc invenio ⁷: simplex pediti, duplex centurioni, triplex equiti datum: interdum simplex pediti, equiti duplex ⁸: interdum simplex pediti, duplex centurioni, tribuno et equiti quadruplex ⁹: item sociis navalibus simplex, gubernatoribus duplex, magistris navium quadruplex ¹⁰. Me-

¹ Dion. Halic. Antiq. l. 2. [p. 102. vs. 28.] ² Liv. l. 1. [c. 53.] ³ Liv. l. 1. [c. 54.] ⁴ Liv. l. 5. [c. 20.] ⁵ Ibidem. ⁶ Polyb. l. 10. [c. 16.] ⁷ Liv. l. 45. [c. 40.] ⁸ d. l. [c. 34.] ⁹ Suet. Caes. c. 38. et App. Civil. l. 2. [c. 100. et 120.] ¹⁰ Liv. d. l. [c. 42.]

ritorum etiam saepe habita ratio, sicut Marcius, quod fortiter fecisset, ex praeda Coriolana donatus est a Postumio. Utrovis modo divisio fieret, licebat imperatori *ἐξαιρετον*, hoc est, *praecipuum* sibi accipere quantum vellet, ut Ocrisiam Corniculanam Rex Tullius ¹. Fabricius apud Halicarnasseum ² in oratione ad Pyrrhum: *ἐκεινων δορυκετήτων ἐξόν μοι λαβεῖν ὅπρσα βουλομένην, ex his quae bello capta erant licebat mihi quantum vellem accipere*. Hoc Isidorus ³ respicit agens de jure militari: *Item praedae decisio et pro personarum qualitatibus et laboribus justa divisio ac Principis portio*. Tarquinius Superbus, ut apud Livium ⁴ est, et ipse ditari volebat, et delinire praeda popularium animos. Servilius ⁵ in oratione pro L. Paulo dicit eum praeda partienda se locupletem facere potuisse. Sunt autem qui ⁶ hanc potius imperatoris portionem manubiarum nomine significari velint. Laudata vero imprimis ducum abstinentia, qui jus suum remittentes praedam omnino non attigerunt, ut ille, quem dico, Fabricius, et Scipio victa Carthagine ⁷. Aut qui modice delibarunt, ut Pompejus ornatur Catonis elogio apud Lucanum, quod plura retentis intulisset. In divisione habita interdum ratio absentium, ut in capto Anxure Fabius Ambustus constituit ⁸, congruenter Hebraeorum moribus: interdum praesentium quorundam non habita, ut Minuciani exercitus dictatore Cincinnato ⁹. Quod autem jus in dividenda praeda veteri republica imperatores habuere id postea ad magistros militum translatum ex Codice Justiniano ¹⁰ apparet, ubi a gestorum insinuatione absolvuntur donationes rerum mobilium vel se moventium, quas magistri militum militibus praestant ex spoliis hostium, sive in ipsa

¹ Dion. Halic. Antiq. l. 4. [p. 206. vs. 46.] ² in fragm. [p. 747. vs. 41.]
³ orig. l. 5. c. 7. citatur in c. jus militare. [Decr. Grat. p. 1. 1. 10.] ⁴ Liv. l. 1. [c. 57.] ⁵ Liv. l. 45. [c. 37.] ⁶ Asc. in Verr. 3. [Ap. Orell. est pseudo-Asconius in ast. 2. in Verrem ad §. 154.] ⁷ Plut. de fort. [p. 97. c.] ⁸ Liv. l. 4. [c. 59.] ⁹ Idem. l. 3. [c. 29.] ¹⁰ l. si quis pro redemt. §. 1. similiter etiam modo. C. de donat. [C. 8. 54. 36. §. 1.]

bellorum occupatione, sive in quibuscunque locis degere noscuntur. Divisio autem haec calumnias vix unquam effugit, non quia dici poterat id ipsum in potestate imperatoris non fuisse, sed quasi publicae rei dispensatione privata gratia captaretur. Itaque accusati hoc nomine Servilius, Coriolanus, Camillus aliique ¹, ut amicis et clientibus suis de publico largientes. Neque tamen non summa interdum aequitas aderat, ἵνα οἱ συναράμενοι τοῦ ἔργου τὸν τῶν πόνων καρπὸν κοιμισάμενοι προθύμως ἐπὶ τὰς ἄλλας στρατείας ἀπαντῶσιν ², *ut qui se operi addiderant, fructu laboris percepto, ad alias expeditiones obeundas fierent promptiores.* Diripienda etiam praeda interdum militi concessa in populatione aut post praelium aut expugnationem, ut signo dato discurreretur: quod antiquis saeculis rarius, sed tamen usurpatum. Exemplum dedere L. Valerius in agro Aequorum ³, Q. Fabius fuis Volscis captaque Ecetra ⁴, mox alii saepe. Hunc etiam morem alii improbant, alii defendunt. Qui improbant dicunt avidas in direptiones manus praeripere fortium bellatorum praemia, *cum ita ferme eveniat, ut qui segnior sit praedetur, at fortissimus quisque laboris periculique praecipuam partem petere soleat*: quae verba sunt Appii apud Livium ⁵. Contra dicitur, *gratius id fore laetiusque, quod quisque sua manu ex hoste captum domum retulerit, quam si multiplex alterius arbitrio accipiat* ⁶. Accedit quod hoc ipsum nonnumquam aut non impediri, aut non sine maxima invidia et indignatione militum potest, vetere ejus rei exemplo in expugnatione Cortuosae ⁷, cujus praedam publicari sero tribuni cupiebant et postea cum Gallograecorum castra a C. Helvii agmine direpta sunt contra ducis voluntatem ⁸. Quod dixi aliis interdum

¹ Dion. Halic. l. 6. [p. 365. vs. 18.] et l. 7. [p. 468. vs. 9. et 37.] Liv. l. 5. [c. 32.] ² Dion. Halic. l. 7. [p. 469. vs. 13.] ³ Idem. l. 9. [p. 611. vs. 28.] ⁴ Idem l. 10. [p. 647. vs. 33. sqq.] ⁵ l. 5. [c. 20.] ⁶ Ibidem. ⁷ Liv. l. 6. [c. 4.] ⁸ Liv. l. 38. [c. 23.]

quam militi praedam aut pecuniam ex ea redactam concedi solere, id ferme ita contigit ut his, qui tributum ad bellum contulerant, tantumdem redderetur. Quin et ludos e manubiis instructos jam sub Regibus annotes ¹. Neque tantum bellis diversis aliter atque aliter placitum, sed eadem saepe praeda plures usus habuit, portione aut ipso genere distinctos. Portione, ut Camillus ex voto decimam Pythio dedit ², Graecorum imitatione. Genera praedae haec ferme sunt, homines captivi, armenta et greges, quae Graeci cum proprie loquuntur *λειαν* vocant, pecunia, res mobiles aliae pretiosae aut viliores. Exempla per omnem historiam obvia sunt. Q. Fabius Volscis devictis *λειαν* et spolia per quaestorem vendi jubet, argentum ipse defert ³. Idem Volscis et Aequis devictis captivos extra Tusculanos militi donat ⁴, et in agro Ecetrano homines ac pecora diripienda concedit. L. Cornelius Antio capto aurum, argentum, res in aerarium defert ⁵: captivos et praedam per quaestorem vendit: militi ea quae ad victum et vestem pertinebant permittit. Nec dissimile huic Cincinnati institutum ⁶, qui Corbione Aequorum oppido accepto pretiosiora praedae Romam misit, caetera centuriatim divisit. Camillus ⁷ fuis Faliscis et Capenatibus partem praedae maximam ad quaestorem redegit, haud ita multum militi dedit. Idem captis Vejis praeter pecuniam ex venditione captivorum nihil in publicum redegit: Hetruscis devictis captivisque venditis ex ea pecunia aurum matronis quod contulerant persolvit, pateras tres aureas in Capitolio posuit. Fabricius ⁸ superatis Lucanis, Bruttis, Samnitibus militem ditavit, tributa civibus reddidit, quadringenta talenta in aerarium retulit. Q. Fulvius et Appius Claudius ⁹ cum Hannonis

¹ Liv. l. 1. [c. 35.] ² Liv. l. 5. [c. 23. et c. 25.] ³ Dion. Halic. l. 8. [p. 549. vs. 11.] ⁴ Idem l. 10. [p. 647. vs. 25.] ⁵ Ibi [p. 647. vs. 33. sqq.] ⁶ Idem l. 10. [p. 652. vs. 1.] ⁷ Liv. l. 5. [c. 19. et c. 22.] ⁸ Dion. Halic. in fragm. [p. 747. vs. 36.] ⁹ Liv. l. 25. [c. 14.]

capta essent castra, praedam vendiderunt diviseruntque, donatis quorum opera fuerat singularis. Acilius capta Lamia partim divisit, partim vendidit praedam. Cn. Manlius ¹ victis Gallograecis, concrematis ex Romana superstitione hostium armis, caeteram praedam conferre omnes jussit et aut vendidit, quod ejus in publicum redigendum erat ², aut cum cura, ut quam aequissima esset, per milites divisit. Paulus ³ victo Perseo spolia jacentis exercitus peditibus concessit, equitibus praedam circumjecti agri: mox confecto bello pecuniam regiam ex triumpho in aerarium tulit. Ex his quae diximus apparet praedam jure Romano publicam esse: dispensationem ejus imperatoribus permissam, ita tamen ut si commissum sibi arbitrium in rem suam fraudulenter traxisse dicerentur, legibus subjacerent: quod patet L. Scipionis exemplo, qui damnatus est peculatus judicio, ut Valerius Maximus ⁴ testatur, quadringenta octoginta argenti plus accepisse quam in aerarium retulisset: itemque eorum, quos supra nominavimus ambitiosae largitionis reos. M. etiam Cato in oratione quam *de praeda* scripsit, vehementibus atque illustribus verbis de impunitate peculatus, ut inquit Gellius ⁵, atque licentia conquestus est. Unde illud affertur: *Fures privatorum furtorum in nervo- atque compedibus aetatem agunt, fures publici in auro atque purpura*. Idem ⁶ alibi dixerat: *mirari se audere quemquam capta bello signa pro suppellectile domi statuere*. Ut et Verri invidiam peculatus auget Cicero ⁷, quod signum sustulisset et quidem captum de praeda hostium. Sicut autem imperatores ita et milites peculatus tenebantur, qui praedam non detulissent: quippe sacramento omnes adigebantur, teste Polybio ⁸, *περὶ τοῦ μηδένα νοσιφίζεσθαι μηδὲν ἐκ τῆς διαρπαγῆς, ἀλλὰ τηρεῖν τὴν πίστιν κατὰ*

¹ Liv. l. 37. [c. 5.] ² Idem l. 38. [c. 23.] ³ Liv. l. 44. [c. 45.] ⁴ l. 5. c. 3. et Liv. l. 38. [c. 55.] ⁵ l. 11. c. 18. ⁶ Priscianus citat l. 7. [c. 19. §. 95.] ⁷ in Verr. 6. [l. 4. c. 33. secundae actionis.] ⁸ l. 10. [c. 16.]

τὸν ὄρκον, nihil quemquam ex praeda interversurum, sed fidem ex religione sacramenti servaturum. Quo forte referri potest formula jurisjurandi apud Gellium ¹ qua militi imperatur, ne quid tollat in exercitu decemque millia passuum prope, quod pluris sit nummi argentei, aut si sustulerit, ad consulem proferat, aut triduo proximo profiteatur. Hinc intelligi potest quid sit, quod Modestinus ² dicit: *is qui praedam ab hostibus surripuit peculatus tenetur*. Cujus loci vel unico argumento induci debuerant juris nostri professores, ut crederent praedam proprietate publicam esse. Nam non est peculatus nisi in re publica aut sacra aut religiosa ³. Et sic Romanis in hac parte cum Graecis aliisque optime convenit. Cum igitur apud omnes nationes praeda non privati sed publici juris habeatur, etiamsi hoc ipsum ex naturali ratione demonstratum non esset, tamen ut lege receptum admitti debebat. Omnium enim jurisconsultorum calculo ⁴ comprobatum est iis de rebus, quae nondum cuiquam quaesitae sunt, sed quaeri cuivis possunt, liberrimum esse reipublicae arbitrium, ita ut possit illas cui visum est addicere aut etiam sibi applicare. Est enim jus istud acquirendi commune quodammodo, in communia autem jus est reipublicae. Ita videmus plurimis in locis jus aucupii, piscaturae, venationis, thesaurorum, derelictorum et hujusmodi rerum translatum ad rempublicam, et a republica ad Principem. Omnino igitur *Belli publici susceprix respublica praedam acquirit usque ad juris sui satisfactionem*. Sed et huic Concl. IX. artic. II. par. I. non minus quam privatis licet alienare et post et ante acquisitionem, ut cum emtori praeda a quaestore addicitur aut alicui donatur, ut sacerdotibus a Davide, militibus a Caesare dictatore, imperatori a republica saepe virtutis ergo. Hoc modo capti ex hostibus agri veteranis

¹ l. 16. c. 4. ² l. pen. ad l. Jul. pec. [D. 48. 13. 13.] ³ l. 1. eo. tit.
⁴ Covarr. in d. reg. peccatum. p. 4. §. 2. circa finem.

assignati sunt ¹, instituto Romuli, quod posterior aetas diu-
tissime secuta est. Ante acquisitionem, personae certae aut
incertae: certae, ut si quis tabernas Romanas ab Annibale
emisset, ut Doloni equi Achillis ²: incertae, quae tamen
certa sit futura, recte donari, missilia argumento sunt, quae
consul eo animo projicit, ut ei acquirantur, quicumque ce-
perit, etsi ignoret ipse quid sit quisque excepturus: quomodo
etiam convivator cibos convivarum facit. Sic igitur aut res-
Concl. IX.
artic. II.
pars. II. publica fit domina, *aut is cui praedam acquirendam illa*
Nova de-
claratio. assignavit. Dupliciter hoc fieri potest, aut singulari con-
cessione, aut lege perpetua: neque enim dubium est quin
lex dominum faciat. Singulari concessione, ut quoties signo
dato ad direptionem discurrebatur. Idem et lege fieri potest ³:
nec alio differunt ista, nisi quod legis perpetua quaedam
ratio est, aequitas scilicet. Aequitas in eo consistit ut lucra
cum damnis compensentur. Sunt autem damna non unius
generis cum alia nolentibus, alia volentibus accidant. Nolen-
tibus accidit rerum ab hostibus ereptarum amissio. Volentes
aut operam aut opes impendimus. Certum autem est obligari
mandatorem mandatario ob jacturam quae non quolibet casu,
sed occasione mandati contigit ⁴. De factis sumtibus, quin et
hi recuperentur mandati iudicio, numquam dubitatum est. Ad
operae mercedem quod attinet, ea quidem jure Romano exigi
non potest nisi pacta sit, sed non eo minus jure naturae

¹ l. item si verberatum. §. 1. ff. de rei vind. [D. 6. 1. 15.] l. Lucius. ff. de
evict. [D. 21. 2. 11.] l. in agris. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 16.] Lam-
prid. Alex. Sev. [c. 58.] ² Inst. de rer. div. §. hoc amplius [l. 2. 1. §. 46.]
³ Wilh. Marth. De bello justo et licito. req. 2. p. 5. ⁴ l. cum duobus. §.
damna. ff. pro socio. [D. 17. 2. 52. §. 3.] l. si mandassem. ff. mandati. [D.
17. 1. 15.] Innoc. in c. sicut. in fine, de jurejur. [Decretal. 2. 24. 29.] Silv.
in v. Bellum. 1. §. 7. concl. 10. et §. 11. concl. 2. et §. 13. et in v. Mandat-
um. §. 6. l. si vero. §. si mihi mandaveris. [D. 17. 1. 12. §. 9.] l. qui mu-
tuam. §. fin. [l. 56. §. 4. D. eo tit.] l. si quis alicui. §. impendia. ff. mandati.
[l. 27. §. 4. D. eo tit.] Mart. Land. q. 6. et 42. Silv. d. §. 7. concl. 7. et
§. 14.

debetur ¹, quo beneficentibus benefacere vicissim tenemur ². Atque ei rei argumento est, quod multis casibus, cum civilis actio deficiat, ad referendam pro opera gratiam quasi ex naturali aequitate extra ordinem mandatores compelluntur. Hinc sunt quae *proxenetica*, ἔρμηνευτικά, μήνυτρα, Φιλάνθρωπα, et aliis nominibus vocantur salaria ³: unde colligimus in caeteris ad exigendum non juris gentium rationem, sed auctoritatem civilem deficere, ut in pactis, quibus deest stipulatio jure Quiritium, in venditione, quae fide de pretio habita contrahitur juxta Platonem ⁴, in furto nec manifesto apud Spartanos, in mutuo et deposito olim apud Indos ⁵. *Multa*, inquit Seneca ⁶, *legem non habent nec actionem, ad quae consuetudo vitae humanae lege omni valentior dat aditum*. Neque enim credendus est nihil alteri imputare, qui suis plerumque rebus neglectis alienis vacat, cum magna hominum pars victum habeat in opera quotidiana ⁷. Ideo Seneca ⁸ medico et praeceptori operae pretium sive mercedem occupationis ait deberi, quod deserviunt nobis, quod a rebus suis avvocati nobis vacant. Idem in oratore et justum esse et necessarium ait Quintilianus ⁹, quia haec ipsa opera tempusque omne alienis negotiis datum facultatem aliter acquirendi recidunt. Neque novum est in jure id quod fit et id quod datur inter se comparari. Quare cum mutuis utilitatibus amicitiae contineantur, is qui res alterius procurat eundem sibi praeter indemnitate ad remunerandum naturaliter habet obligatum ¹⁰. Id in causa fuit, cur Romani res ex hoste captas sociis, quorum fuerant, agnoscantibus reddiderint ¹¹, et eosdem (ut in Latinorum erat foe-

¹ l. 1. §. ult. l. qui mutuum. §. pen. ff. eo tit. [D. 17. 1.] ² Matth. 10. 10. V. in c. 2. leg. 6. Sen. de benef. l. 6. c. 15. ³ Dig. de proxenetis. tot. tit. [D. 50. 14.] l. solent. ff. praescr. verbis. [D. 19. 5. 15.] Dig. de extraord. cogn. tot. tit. [D. 50. 13.] ⁴ de legg. l. 11. [p. 915. e.] Arist. de mor. ad Nicom. l. 9. c. 1. [p. 1164. 1. vs. 22.] ⁵ Stob. [l. 44. n. 41.] ⁶ de benef. l. 5. c. 21. ⁷ l. naturalis. §. 2. et 3. ff. praescr. verbis. [D. 19. 5. 5.] ⁸ de benef. l. 6. c. 15. ⁹ Instit. l. 12. c. 7. ¹⁰ Arg. l. sed et si lege. §. consuluit. [D. 5. 3. 25. §. 11.] ¹¹ Liv. l. 4. [c. 29.] V. supra c. 4. non procul fine.

dere) ad aequam secum praedae partem admiserint ¹. Nec aliud volunt Ambrosii verba ², quorum ante meminimus: *Sane his qui secum fuissent in adjumentum fortasse sociati, partem emolumentum tribuendam asserit, tamquam mercedem laboris.* Et hoc ipsum in Dei populo perpetuo obtinuit, ab Abrahamo scilicet ad Maccabaica usque tempora ³, ut socii subditique praedae participes fierent. De quo, praecipue qua subditos tangit, accuratius agendum est. Dicimus ergo auxiliarium hoc et subditorum ratione admitti debere ⁴, ut non modo pro jactura et impensa, verum etiam pro opera sibi obligent susceptricem belli rempublicam. Quamquam enim singuli subditorum publicis commodis inservire debent, illud tamen proportione judicatur ⁵, quod aut dando aut faciendo quispiam societati amplius quam pro sua parte impendit, a reliquis repeti posse, ut in omni re communi ⁶ accidere videmus. Hoc tamen ab auxiliariis subditi differunt ⁷, quod auxiliares juri suo, nisi propriis pactionibus, derogare non possunt, jus autem subditorum reipublicae legibus immutari solet ⁸, quia semel usu suadente ita convenit, ut communi utilitati privata posthaberetur: atque ita saepe accidit ut reipublica subditi damna bello accepta non recuperent. Exempla sumamus ex Romano jure ⁹. Primum cum placuisset bello capta utrimque capientibus cedere, rem civis Romani ab hoste occupatam constabat ejusdem hostis factam esse: a quo si reciperetur ipso jure non ad civem redibat, sed ad rempublicam, quia res scilicet in bonis illius inveniebatur qui reipublicae debebat. Videbatur igitur populus Romanus spo-

¹ Dion. Halic. l. 6. [p. 415. vs. 18.] ² de Abrahamo. l. 1. c. 3. citatur in c. dicat aliquis. [Decr. Grat. p. 2. 23. 5. 25.] ³ Gen. 14. in fine, Macc. 2. 8. vs. 28. et 30. Adde alleg. supra ad part. 1. art. 2. h. c. ⁴ Innoc. in c. sicut. de jurejur. n. 4. et Pan. ibi n. 17. Mart. Laud. de bello q. 6. et q. 42. Ayala de jure belli l. 1. c. 2. n. 38. et 40. cum alleg. ⁵ Vasq. contr. ill. l. 1. c. 6. et contr. poster. c. 4. n. 8. ⁶ l. pro socio arbiter. §. 1. ff. pro socio. [D. 17. 2. 38.] ⁷ Silv. in v. Bellum 1. §. 7. concl. 6. et amplius §. 13. ⁸ V. ad regulam 5. c. 2. ⁹ c. 8. cor. 3.

liato civi ad reparationem jacturae obligari. Sed hoc sublatum est, tum ne aerarium belli praesertim tempore nimis erogationibus exhauriretur, tum ne quis ea facilitate illectus res suas minus fortiter defendendo hostium opes augetet. Mox nonnullae species occurrerunt, in quibus aequius utiliusque visum est rempublicam jure suo eatenus cedere, ut sine damno suo civium damnis consuleret, hoc est, ut res ex hostibus receptas ad veteres dominos redire pateretur. Hinc jus nascitur *postliminii* in legibus Romanis notissimum, minus tamen primis illis interpretibus intellectum. De eo quod ad praedae considerationem satis sit videamus. Nam de postliminio inter exterarum nationes deque hominibus, qui aut bello redeunt aut recipiuntur, longa et ab instituto aliena sit disceptatio. Romani agros postliminio redire voluerunt ¹. Nam cum sine *Nova declaratio.* annona res bellica sustineri non posset et plerique periculis deterriti curam agrorum deponerent, praecipue si nulla sua negligentia sed vi hostium majore (quod plurimum in rebus soli evenit) expulsi, spe omni in posterum recuperandi destituerentur, indemnitate quodam pacto excitandi homines fuerunt, ut possidere fundos et colere vellent. In rebus mobilibus non idem observatur ²: non modo quia earum difficilis est indagatio, sed quoniam dubiis temporibus illud genus possessionis oneri verius quam usui est, timidosque interdum et imbelles facit, ita ut impedimenta non absurde iidem Romani appellaverint. Excipi ³ tamen debuerunt quaecumque in bello usum habent, ut naves longae et onerariae, non autem piscatoriae et quae voluptatis causa parantur, equus et equa non omnis, sed freni patiens, mulus etiam clitellarius ⁴. Nihil enim utilius est quam habere ad manum copiam earum rerum maximam, quas subita saepe indigentia belli requirit: ad eas igitur comparandas invitari cives oportuit, praesertim cum

¹ l. si captivus. §. 1. ff. de capt. [D. 49. 15. 20.] ² c. 3. ³ l. 2. ff. de capt. [D. 49. 15.] Cic. in topicis. Festus, ex Aelio Gallo, in v. Postliminium. ⁴ V. l. postliminium. in fine. ff. de capt. [D. 49. 15. 19.]

etiam sine culpa amitti soleant, ut de equis scribit Marcellus ¹. Nec minus evidens est, cur ex hoc rursus ordine eximi debuerint ea, quae sine flagitio non amittuntur, ut arma militis ². Cum vero ea, quae in postliminio sunt, saepe mutatione commerciorum ad alios earundem partium, non veteres dominos perveniant ³, causa ut dicimus onerosa, aequitas inter eum qui dominus fuit et eum qui pretium dedit ita fuit dispensanda, ut ille rem suam recipere posset huic pretium offerendo. Non tamen haec omnia, ut in Romano jure constituta sunt, ita ubique hodie observantur. Nam, ut exemplum demus, naves plerisque in locis postliminium non habent, sed incontinenti demum receptae aut, priusquam intra hostium praesidia abductae sunt, ad veteres dominos redeunt praestito receptoribus honorario, ita ut jus navium et mercium nihil differat: quod in constitutionibus Gallicis atque Italicis de re maritima ⁴ videre est. Et haec quidem remedia in rem, ut ita dicam, prodita sunt. Nam rebus in potestatem nostrarum partium non redactis, ut aliunde jacturam sarciamus, lege Romana constitutum non est: quod ipsum hodieque observamus, nisi quatenus extra ordinem interdum affectis damno certum quid ex praeda capienda assignatur, quae sunt quasi in bello repressaliae. Operae autem bellicae praemium nulla ex re utilius, quam ex praeda dissolvitur. Nam ita et respublica sumtum non facit et hostis depauperatur, flagrantiore ad cuncta milite, qui sciat etiam sibi se vincere. Non autem omnis praeda assignatur, (id enim nimium foret) sed certum aliquod genus ejusve pars, idque ea lege ut quod quisque ceperit ex hoste id suum faciat. Hoc modo incertum belli periculum incerto visissim commodo rependitur ⁵. Quidquid ex tali legis assignatione ad singulos pervenit, proprie et peculiari quodam significato vocis alioquin generalis, *praeda*

Praeda propria dicta.

¹ d. l. 2. ² ibidem. ³ l. in bello. §. si quis servum. ff. de capt. [D. 49. 15. 12. §. 7.] ⁴ Const. Gall. lib. 20. tit. 13. art. 24. Consul. maris. c. 287.

⁵ l. semper. §. negotiatores. ff. de jure imm. [D. 50. 6. 5. §. 3.]

dicitur: quam Varro ¹ dictam existimat quod manu pariat, ego aprehendendo verius elisa litera duriore. Itaque opponuntur *publicari et in praeda esse* ². Diversarum autem civitatum diversa hac in re instituta sunt. De eo fere convenit agros ex hostibus captos in praeda non esse, sed publicari ³. Contrarium in rebus mobilibus seque moventibus receptum videtur, hac etiam ratione, quia non satis expeditum est earum possessionem a singulis detentoribus revocare. Huc igitur melius quam ad priorem illum locum pertinet, quod *Nova declaratio.* juris civilis et pontificii interpretes, e theologis etiam nonnulli produunt ⁴ res mobiles hostibus ereptas fieri singulorum capientium. Id enim non ex primario ut diximus gentium jure procedit, sed ex jure positivo, cujus pars magna sunt consuetudines. Deinde non ex conducto venit, ut republicas obliget, sed quasi fortuito consensu, a quo singulis populis, ubi ita videtur, recedere liberum est ⁵: et ubi observatur, non directa est acquisitio, sed brevi manu. Praeterea vero regula ista sine discrimine admittenda non est. Praeda aut in excursu aut in procinctu capitur. Itali doctores illud *Corraria. Butinum.* *corrariam*, hoc *butinum* vocant ⁶. Res mobiles in excursu captas, non publica totius exercitus virtute, sed populabunda manu, cum ejusmodi actionum finis prope unicus sit hostem damno afficere, et propter difficultatem inquisitionis, capientibus singulis concessas arbitror, nisi aliud actum appareat. Atque ita in singularibus dimicationibus spolia hosti detracta

¹ de ling. Lat. l. 5. [§. 178. ed. Mull.] ² l. si captivus. §. 1. [D. 49. 15. 20.] et l. si quid bello. [l. 28.] eod. tit. ³ V. supra ad part. 1. art. 2. hoc cap. et ibi locum Procopii. Duar. in tit. de acq. rer. dom. [D. 41. 1.] c. 3. Cujac. Obs. l. 14. c. 7. ⁴ Gl. in c. sicut. de jurejur. Thom. lib. 3. de regim. Princ. c. 2. Hadr. in 4. sent. tract. de rest. §. aggredior casus. Flor. p. 3. tit. 4. c. 1. Joh. Major. in 4. dist. 15. qq. 20. Alph. a Castro lib. 2. de just. pun. haeret. l. 14. Andr. Tiraq. de legg. comm. l. 1. n. 46. Covarr. ad d. c. peccatum p. 2. §. 11. Vict. de jure belli n. 51. ⁵ V. c. 2. ad reg. 8. ⁶ Salyc. in l. ab hostibus. C. de capt. [C. 8. 51. 12.] et alii citati a Thom. Gramm. Dec. 71. n. 18.

ei qui vicerat propria fuisse conspicimus, etiam jure Romano. De proeliis et expugnationibus urbium quid existimabimus? Quae parta jam victoria eripiuntur victis in praeda militari esse non videntur¹: haec Graeci cum distincte loquuntur *σπῦλα* vocant. Caeterum quae in ipso proelii aut expugnationis impetu hosti extorquentur, *λάφυρα* iisdem appellata, dum scilicet

*Nec temperari facile, nec reprimi potest
Stricti ensis ira,*

plurimarum gentium moribus deferri singulis video. Eximenda tamen videntur quae non privata hostium, sed publica fuerunt. Macedones sane victores ad Pyramum amnem, cum Darii castra irrumperent, ingens auri argentique pondus diripere, nec quidquam intactum omiserunt praeter regis tabernaculum, tradito more, inquit Curtius², ut victorem victi regis tabernaculo exciperent. Atque adeo ad Arbela fuere qui militum nonnullos accusarent, quod conspirassent de praeda omni ita sibi vindicanda, ut nihil in praetorium deferrent³, contra morem: cui non dissimile quod Hebraeos usurpasse videmus, ut victi regis corona regi victori imponeretur⁴. Et cum Carolus Magnus Hungaros vicisset privatae opes militi, regiae aerario cesserunt. Sed veteri re Romana ne hoc quidem receptum fuisse, ut in expugnatione praeda militi cederet, apertissimis L. Aemilii apud Livium verbis ostendimus⁵. Sed non dubito quin id, quod beneficii imperatoris esse jam ceperat, per civilium bellorum licentiam, quae militi plus quam ducibus permittit, in contrariam consuetudinem verterit. Ecce tibi initium a Caesare, qui post Pharsalicam pugnam, cum castra Pompeji daret militi diripienda addit:

¹ Arias n. 162. Bell. p. 2. t. 18. n. 3. et 4. Wesenb. ad §. item ea quae. Inst. de rer. div. [I. 2. 1. §. 17.] Don. Comm. l. 4. c. 21. Silv. in v. Bellum. in princ. ex Rosella. ² l. 3. [c. 28.] ³ Plut. Apophth. [p. 180. b.] ⁴ Sam. 2. 12. vs. 30. ⁵ Ad art. 2. p. 1. hoc capite.

*Superest pro sanguine merces,]
Quam monstrare meum est: nec enim donare vocabo
Quod sibi quisque dabit ¹.*

Bello civili alio Flaviani ad Cremonam ducti, quamquam nox instabat, coloniam divitem impetu volunt capere, quia major esset per tenebras rapiendi licentia: veriti alioquin ne opes Cremonensium in sinu praefectorum legatorumque essent: ubi nobilem illam sententiam Tacitus ² addit: *expugnatae urbis praedam ad militem, deditae ad duces pertinere*. Mos paulatim in jus transiit: et sane justa aderat ratio, ne si post pugnam praeda negaretur, in ipsa pugna miles omissis hostibus praeda manus impediret, quae una aviditas multas saepe victorias corrumpit. Hac de causa in Britannico praelio Suetonius ³ hortatur suos, ut caedem continent praedae immemores, addens parta victoria cuncta ipsis cessura: quod et alibi passim reperias. Apud Procopium ⁴ Salomo Praetorii praefectus militibus, qui agros ereptos Vandalis sibi vindicabant ita respondet, ut distinguat inter res soli et res mobiles: has enim militibus permitti, illas autem penes rempublicam manere, quae et ipsos aluisset et in nomen honoremque militum cooptasset, non ut quae barbaris adversus Romanam majestatem insurgentibus abstulissent praedia ipsi possiderent, sed ut in publicum ea redigerentur, unde et ipsis et caeteris, ubi usus esset, annona suppeteret: his inter alia verbis: *ὡς τὰ μὲν ἀνδράποδα καὶ τὰ ἄλλα πάντα χρήματα τοῖς στρατιώταις εἰς λάφυρα ἵέναι οὐκ ἀπεικὸς εἶναι γῆν μόντοι αὐτὴν βασιλεῖ τε καὶ τῇ Ῥωμαίων ἀρχῇ προσήκειν*. *Captivos sane et res alias militibus praedae loco cedere nequaquam absurdum videri: sed ipsum solum ad Principem imperiumque Romanum pertinere*. Quo loco jus quoddam universale significari vel hinc apparet, quod extra ordinem agros etiam militibus assignari minime novum

¹ Lucanus l. 7. [vs. 738. 899.] ² Hist. l. 3. [c. 19.] ³ Tac. Ann. l. 14. [c. 36.] ⁴ l. ult. de bello Vand. [Edit. Paris. vol. 1. p. 269. b.] citatur ap. Cujac. Obs. l. 19. c. 7.

erat, ut supra attigimus. Haec autem omnia locum habent etiam tunc, cum certa laboris merces militi dicta est: quasi praeda stipendii auctarium sit, aut ejus emolumenti ratione minus militi in aere solvatur. Sunt enim ubique fere gentium salaria adeo exigua, ut nisi proposita hac spe difficile sit reperire, quibus placeat vitae genus militare. Nunc una haec fiducia labores sustinet, quod

horae

Momento cita mors venit aut victoria laeta ¹.

Nusquam autem non hodie pars praedae militi capienti cedit, pars ad rempublicam revertitur aut ejus concessione ad duces belli cujuscunque gradus in praemium operae deferitur: quod omnium populorum leges tam super maritimo, quam terrestri bello declarant ². Quemadmodum Constitutionibus Hispanicis ³ praedae ejus, quae ad militem pervenit, interdum pars quinta, nonnumquam tertia, alias vero dimidia regi debetur: et septima, interdum decima, duci exercitus. Interdum non pars sola, sed totum genus praedae excipitur, ut naves bellicae eisdem Hispanorum legibus ⁴ Principi acquiruntur. Quae vero operae et periculi ad praedam, eadem aut etiam justior sumtuum ratio est, si quos privatus in bellum publicum fecit. Quod enim pro his impensis debet respublica, commodius quam ex praeda dissolvi nequit. Moribus Italicis ⁵ capta hostium navi triens unus ad navis victricis dominum, alter ad eos quorum merces in navi victrice fuerunt, tertius ad eos qui pugnarunt pertinet: in primo impensae, in secundo periculi, in tertio operae fit compensatio. Alibi ⁶ illud receptum est ut qui militi equum ad excursionem commodavit praedam cum illo dividat. Apud Hispanos ⁷ navali bello quidquid acquiritur regis fit, si modo ille naves cum armamentis suppeditet, annonamque militibus et nautis

¹ Hor. Sat. l. 1. [l. vs. 7. sq.] ² V. Instr. marit. Foed. Belgii Prov. art. 22.

³ l. 4. tit. 26. p. 2. ⁴ l. 19. tit. 26. p. 12. l. 20. ⁵ Consul. maris. c. 285.

⁶ Bell. p. 2. tit. 5. ⁷ l. 19. tit. 26. p. 2. l. 14.

praebat, neque in ullam partem maris praefectus venit. Quod si regis sumtibus instructa navis non fuerit, exhibita regi sua portione, praefecto item sua, reliquum inter se victores dividunt. Si quis igitur operam per se aut per alios navet bello publico, sumtum faciat de suo, omne damnum atque periculum in se recipiat, idque nullo publicitus stipendio donatus, hunc quidquid hosti eripit sibi acquirere et quidem in solidum, constans omnium doctorum¹ et communis sententia est. Cum enim iniquum sit, ut ad Corinthios scribit Apostolus², *σπαρτεύεσθαι τινὰ ἰδίοις ὀψωνίοις*, hoc est, *militare quemquam suis stipendiis*, aut ut Syrus interpretatur, *suis sumtibus*, sine digna scilicet spe compendii, quod subjecta vinitoris et pecuarii exempla declarant; ac contra naturali aequitati consentaneum, ut cujusque rei eum sequantur commoda, quem sequuntur incommoda, tacita pactione (qualis in antichresi intelligitur) effectum videtur, ut respublica, contenta hostes sine suo sumtu mactasse infortunio, jus suum in res hostiles illi resignaret, qui vicissim in se id omne recepisset, quod ipsa deberet praestare. Verissimum autem est, quod nostri juris interpretes³ docent, jus belli commune et plerisque gentibus receptum semper sequendum esse, nisi quid secus aut lege aut pactione definitum sit. Quid enim obstat cur non, uti caeteris de rebus, ita de praeda justae atque legitimae sint pactiones⁴? Potest ergo respublica ex illa etiam praeda, quae privatis impensis sine mercede militantium capitur, partem aliquam sibi excipere⁵ aut alteri praemii loco assignare⁶, quasi quadam justa ad praedam

¹ Calder. cons. 85. Joh. Lupus, de bello §. si bene advertas. [Ocean. jur. vol. 16. p. 322.] Jas. in l. quod apud hostes. de legatis. 1. [D. 30. 1. 9.] Franc. a Ripa in l. 1. de acq. poss. [D. 41. 2.] n. 5. Covarr. ad d. c. peccatum. p. 2. §. 11. Adde Hist. Bonfin. lib. 4. dec. 5. ² Cor. 1. 9. vs. 7. Adde Matth. 10. vs. 10. ³ Bald. in l. adoptio. C. de adopt. [C. 8. 48. 4.] Adde Soc. in l. 1. ff. de acq. poss. [D. 41. 2.] Calder. in tit. de treuga et pace. Thom. Gramm. d. decis. 71. n. 11. Silv. in v. Bellum. in pr. ⁴ Bal. cons. 358. l. 2. arg. l. licet C. de pactis. [C. 2. 3. 19.] ⁵ Covarr. d. §. 11. ⁶ Const. Gall. l. 20. tit. 14. art. 1.

societate, cum republica causam praestet, subditus caetera omnia. Galliae legibus in bello navali decima excipitur, eademque maris praefecto addicitur: residuum penes eos manet qui sumtus faciunt, adjuncta ratione ¹, quia ad summam rempublicam pertinet quam plurimos inveniri, qui suis opibus causam publicam tueantur navesque adversus hostem instruant. Apud Batavos pars quinta reipublicae, decima praefecto maris debetur ²: quod hodie tantum intra aestivi solstitii circulum obtinet; ultra, tricesima est. Supra ostendimus ³ nos non tantum per nosmet ipsos, sed per ministros etiam acquirere: quod ad bellum tum privatum tum publicum aptavimus, ejusque rei certissima attulimus argumenta, quibus consequens est, si quis privatus bellum publicum suis impensis, suis damnis, suarum rerum periculo administret, sed ad eam rem aliorum adhibeat operam, quos aut certa mercede, aut de parte praedae ad se pertinentis inita pactione conduxit, hunc eorundem opera res ab hostibus captas statim acquirere: possessionem enim per ministros habet, quos quidem ad bellum gerendum sibi sufficere potuit ⁴, causam a republica. Plerumque autem ministris, puta nautis in bello maritimo, res quaedam leviores in praedam concedi solent.

Pilagium. Galli *despoliationem* aut *pilagium* vocant ⁵, extenduntque ad vestem itemque ad aurum et argentum, cujus pretium non excedat decem scutatos. Interdum amplius datur moribus aut *Ceroll.* pacto exercitorum. Jure igitur neutiquam ambiguo *ad eum qui suis impensis, damnis, periculo, suorumque ministrorum opera, nulla pacta mercede bellum publicum gerit, praeda omnis eo modo capta pertinet, nisi quid ejus jure speciali aut pacto exceptum sit.*

¹ ibi, art. 30. ² Instr. rei marit. art. 22. ³ ad p. 1. art. 1. et p. 1. art. 2. hujus capituli. ⁴ Arias n. 180. Inn. in c. Bertholdus. de sent. [Decretal. 2. 27. 18.] Bell. de re mil. p. 2. t. 6. ⁵ Const. Gall. 1. 20. t. 13. art. 10. et 16.

CAPUT XI.

P A R S I.

- ART. I. CAUSAE BELLI BATAVORUM IN ALBANUM, HISPANOS, PHILIPPUM ETC.
- ART. II. OFFICIA BATAVORUM EO IN BELLO.
- ART. III. CAUSAE BELLI BATAVORUM IN LUSITANOS.
- ART. IV. OFFICIA BATAVORUM IN LUSITANOS.
- ART. V. INJURIAE LUSITANORUM IN BATAVOS PER LUSITANIAM.
- ART. VI. INJURIAE LUSITANORUM IN BATAVOS ALIBI PASSIM.
- ART. VII. INJURIAE LUSITANORUM IN BATAVOS EO COLORE, QUOD ATTRIBUTAS IPSIS REGIONES COMMERCII ADIRENT.
- ART. VIII. IDEM COLOR PER INDIAM.

Proposito in universum jure facta assumenda sunt ut, an *Artic. I.* juri eadem congruant et omnia adsint quae requiruntur, facilis fiat inspectio. Neque tamen res omnes gestas explicandas censemus, quae praedam eam de qua disputatur aliquo modo praecedunt: quod infinitum esset et justae historiae opus. Nam quis nescit totis jam annis triginta et quod excedit, bellum esse Batavis cum gente Hispanorum? Cui rei exordium dedisse Ferdinandum, Ducem Albanum, qui a Philippo II Rege Hispaniarum, Belgii Principe, missus rector his partibus, pacatam eo tempore terram Belgicam cum Hispanorum exercitu intravit. Quibus ille viribus confidens, cum ante ejus adventum in sacris turbatum esset; in quo facto etiam qui peccatum volunt, perpaucorum tamen culpam

agnoscunt, cum certissimum sit non magistratuum modo, verum et civium maxima parte invita id ipsum contigisse; hoc uno obtentu jura, judicia, tributorum ordinem mutatum ivit, contra leges Principibus juratas, quae rara inter principatum ac libertatem temperatione imperii modum et status Belgici fundamentum continebant. Ea necessitas privatos primum adegit, quorum corpora in poenam, bona in fiscum aut tributum adversus eas, quas dixi, leges patrias trahebantur, aliis omnibus praesidiis exclusos vim moliri qua vim repellerent. Idem civitates fecere, brevique accessit Hollandiae, quae justa jam a septem saeculis respublica est, Ordinum auctoritas: quos quidem Ordines certum est, ut jura populi defenderent, Principibus atque praefectis velut custodes additos. *Anno 1572.* Hi publico consensu bellum adversus Albanum et Hispanos decreverunt, quod nationibus aliis Belgarum se adjunctibus in Albani etiam successores continuatum est, ut qui et eadem illa, et poenas praeterea defensionis exposcerent. Ex eo tempore quantum sanguinis fusum fuerit, quibus et rapinis et contra impensis exhausta fuerit Belgica, (fuerunt autem impensae tales, quibus, si justa ratio ponatur, nulla umquam aetate gens ulla pares tulit,) qua denique perfidia Hispani aut bellum administraverint, aut pacem simulaverint, longum sit dicere. Sed hinc satis intelligi potest quod illi, cum omnes, qui in aliqua sacrarum literarum interpretatione aut receptis ritibus a Romana cathedra dissentiunt, haereticos vocent, rebelles autem, quicumque Principibus sine exceptione parcendum non semper existimant, tum illud aperte profitentur, neque cum haereticis neque cum rebellibus fidei esse commercium¹, improbantque omnem conciliationis et clementiae rationem. Tandem cum rex Philippus non modo populos suae tutelae commendatos non defenderet, neque auctores injuriae in Hispaniam reversos pro meritis plecteret,

¹ V. Ayalam l. 1. c. 6. n. 71.

verum ultro et hos honoribus remuneraret et illos omnium vi affligeret, ita ut dubium esset nemini ac ne ipse quidem dissimularet, bellum in Batavos suo jussu, suis auspiciis suisque sumtibus geri, unde imperium legitimo majus per arma affectare videbatur, telum illud ultimum oppressae libertatis, quod Belgicae leges diserte concedunt, ut domesticae insidiae vitarentur necessario usurpatum est. Ita decreto *Anno 1581.* Ordinum potioris Belgii partis, et quidem earum nationum, quibus dum licuit, hoc autem est tot jam saeculis, nulla fuit obsequii erga Principes retinentior, Philippus II Belgii principatu exutus est, in Ordinum imperium adversus Philippum jurari coepit: cumque ille non modo bello multo quam ante acrius atque acerbius instaret, verum et percussores emtos inter publica arma in legum vindices immitteret, suscepta contra defensio ob justum infidae pacis metum in haec tempora ducitur adversus Philippum III Hispaniarum Regem, secundi filium et successorem, ejusque sororem Isabellam cum Alberto Austriaco ejus conjuge, quibus jus Belgii contracta ut videtur fiducia transscriptum est, omnesque eos qui in illius aut horum sunt partibus.

In eo bello Batavorum sicut eximia fortitudo, ita singularis humanitas semper emicuit. Longissima enim patientia, contenti vim illatam a suis capitibus propulsare proximasque urbes in eandem asserere libertatem, nihil gravius in hostem moliti sunt: tum vero quaecunque salva republica esse possunt belli, ut ita dicam, commercia, ea religiosissime observarunt et, si quando implacabili hostium saevitia contra ingenium severiores et ipsi esse cogerentur, paratos se ostenderunt tantumdem quantum hostes, aut etiam amplius remittere: semperque ab illis perfidiae et crudelitatis, ab his clementiae et fidei exemplum fuit. Inter alia nemo nescit eum esse orae situm, eam sedulitatem Batavorum, ut cunctis e locis in quaevis alia merces hinc commodissime transportentur, facto quodammodo ad res maritimas populi ingenio, cui

quaestus hic omnium dulcissimus videtur, ut qui humanitati adjumento sit et mutuis gentium commodis, sine cujusquam damno facile sustentetur. Morem hunc tam placidum ne bella quidem, satis animose alioquin gesta, sustulerunt. Et ad hoc usque tempus potissima visa est ratio negotiationis: arma non ultra usurpata, quam necessitas postulabat. Utque olim Timotheum Atheniensem in Samios bellantem fecisse legimus ¹, ita Batavi non eos tantum qui per Belgicam in partibus adversis erant, sed et ipsos auctores belli Hispanos in Hispania sua commeatu juverunt, quod ut horum mercatoribus utile fuit, ita illos gravi interdum fame liberavit. Nihil enim vetat, quin veteribus etiam exemplis Corinthiorum et Megarensium ita armis res agi possit, ut quaedam humanitatis officia non omittantur: sicut Hispani ² ipsi scripserunt posse negotiationum commeatus etiam cum hostibus intercedere, pactione scilicet aut foedere tacito.

Artic. III. Philippus II haud multo antequam Belgii imperio judicatus *Anno 1581.* est decidisse, rex factus est Lusitaniae, hoc est Portugalliae: quo jure quaeve injuria nihil refert. Nam postquam semel in regnum receptus est, agnovit eum ut Principem tota respublica Lusitanorum, sicut et nunc filium Philippum agnoscit, defertque solitos regibus honores, tributa, obedientiam. Ex eo tempore Batavis eodem loco Lusitani esse coeperunt, quo Castellani, Legionenses, Arragones et tota Hispania, in cujus corpus coaluerant. Quare cum bellum illis esset cum rege Hispaniae ejusque subditis et sociis omnibus Hispanorum, non potuit non esse cum Lusitanis, praecipue quia populi tam divitis vectigalia magnum alimentum bello accesserant. *Anno 1588.* Neque vero solae illorum pecuniae Batavos laeserunt. Nam horribilis illa classis, quae Methymnisidonio duce Oceanum ingressa internecionem Britannis, Batavorum sociis, ipsisque Batavis minabatur, maxima sui parte navibus nautisque Lusita-

¹ Arist. Oecon. l. 2. [p. 1350. 2. vs. 4.] ² Ayala l. 1. c. 7. n. 2.

norum constabat. Quam injuriam Batavi, quos nihil decebat hosti concedere, ulcisci statuerunt, ita ut vicissim aut in Britannorum societate, aut per se Lusitaniam regionesque Lusitanis subditas hostili classe aggredierentur. Ut inter alia classis illa docuit, quae missa Petro Dousa praefecto Thomae *Anno 1599.* insulam Brasiliamque publico bello adorta est. Pro hostibus igitur se gesserunt hinc Lusitani, inde Batavi: utri vero majore fide et humanitate, id nunc videndum restat.

Quod modo dicebamus mercaturam inter hostes non necessario *Artic. IV.* tolli, id sane causam nusquam habere potuit justiore quam inter hos populos, quorum res summa utrimque in navigationibus consistit et quos jamdudum usus commerciorum conciliaverat. Quid uterque alteri praestiterint conferamus. Vetustissima esse fertur harum gentium conjunctio. Cum *Circa annum 1150.* enim adhuc sub Mauris pars magna esset Hispaniae, Belgas vi maritima plurimum jam tum potuisse accepimus. Itaque advectos tempestate eas ad oras, dum Syriam belli sacri causa petunt, Lusitanorum precibus concessisse ut Ulyssiponem, Saracenorum regiam navibus aggredierentur, quam et captam tradidisse Lusitanis. Cujus meriti testimonium plurima privilegia Belgarum et immunitates in eo regno antiquitus exstitere. At Belgae vicissim Principes more passim recepto, quo melius commercia coalescerent, Lusitanos mercatores quicumque cum Belgis negotiarentur, in suam tutelam receperunt: quo ejus sanctimonia ab omnibus injuriis essent tutiores. Idem illis Ordines Belgii motis hic rebus diplomate confirmarunt, ne quid scilicet bellicae licentiae praetextu *Anno 1577. Oct. d. 22. Brussellis.* adversum paterentur. Ita Lusitani cum uxoribus, liberis, familiis, supellectile, merces, possessiones juraque omnia aut praesentum aut absentum propria, in fidem publicam recepta sunt: data facultate intrandi exeundique fines Belgarum, intra eos fines manendi, merces invehendi, evehendi, terra, mari. Jussi etiam praefecti omnes rei bellicae et milites Lusitanorum in his regionibus versantium incolumitatem et

*Anno 1581.
Jun. d. 19.
Amstelodami.* commoda defendere. Postquam vero Philippi imperium Belgae rejecerant, Lusitani susceperant, ita ut essent alteri alteris

hostium loco, eidem nihilominus Ordines rogatu Lusitanorum intra suos fines habitantium aut mercaturam exercentium, et quia Belgarum intererat commercia bello non impediri, sed foveri securitate, superius illud rescriptum confirmarunt gratiamque illis juris bellici hactenus fecerunt, ut Lusitani quicumque vellent inter Belgas tuto commeatu, habitatione,

*Anno 1588.
Febr. d. 11.
Hagae.* mercatu uterentur, vita rebusque salvis. Sed cum rursus Lusitani, conscientia eorum quae Batavi a sua gente inique

patiebantur, prioribus rescriptis non satis confiderent, confirmationem impetrarunt, nec hi tantum qui in Belgis sed et qui alibi habitarent, ut scilicet mercaturam cum Belgis, qui sub Ordinum essent imperio, vel ex ipsa Lusitania tuto commutarent, aditu et exitu patente: quo illi beneficio usque ad interdictionem, et quatuor post interdictionem men-

*Anno 1592.
Jul. d. 30.
Hagae.* sibus fruerentur. Effectum deinde est liberaliore interpretatione, ut his rescriptis etiam illi Lusitanorum comprehenderentur,

qui Antverpiae aut in aliis Belgii urbibus, quas adversarii tenent, sedes fixere: ita tamen ut inde in regiones Ordinum commercii gratia adventantes, atque itidem illi vicissim, qui hinc in adversas partes merces eveherent, singularem come-

*Anno 1600.
Oct. d. 2.
Hagae.* meatus permissionem haberent impetrandam. Posteriore rescripto etiam illud expressum est, ut Brasilia in Batavos merces trans-

vehi possent. Ita illis Batavos adire volentibus undique provisum.

Artic. V. Merito sane et jure quodammodo suo Batavi quales se in illos praestiterant, tales illos in se speraverunt: maxime ex quo navigantibus in Lusitaniam prima experimenta ejusdem

*Anno 1582.
et seqq.* aequitatis fidem fecerant. Nemo existimabat plus Batavis obstiturum Philippum dominum Lusitanorum, quam Lusitanis

idem obstiterat hostis Batavorum. Ita cum credita securitas magnam faceret navium frequentiam, hominesque benigne aliquoties excepti nullo novo interdicto arcerentur, ubi ad

praedam copia visa est sufficere, contempta illa quae inter mediocri bonitatis homines ne hostilitate quidem tollitur beneficii memoria et taciti foederis religione, naves omnes nihil tale sperantium comprehensae sunt per omnes Hispaniae portus et Lusitaniam maxime, quas deinde Batavi summis pretiis redimere cogeantur. Gens numerosa nec alio sueta vivere quam mercium mutatione post tam ingens dispendium, quod multas optime constitutas domos funditus evertit, quid faceret nisi ut jacturam novis mercandi utilitatibus sarciret? Allecti rursus Batavi eadem patientia atque etiam praemiis, tum quia recentibus suis in Lusitanos benefactis confidebant post aliquod temporis spatium easdem in fraudes inciderunt. Iterumque, iterumque hoc contigit alterius gentis perfidia, alterius simplicitate. Egregius denique illis proventus hinc constitit, cum alternis annis insidias locarent et rapinas exercerent. Exhausta in hunc modum Batavia (vix enim quisquam fuit, qui non plus isti violentiae quam omnibus naufragiis impunitaret,) nondum aviditati aut crudelitati satisfacit. Nam post longas spoliandi vices, cum jam Philippus III regnum suscepisset et incredibilis denuo multitudo ad mercatum alliceretur, accepta fide publica liberi commeatus ab Archiduce Alberto, quae aut non erat revocata, aut certe non antequam homines jam mari adventantes nullam mutatae voluntatis habere poterant notitiam, repente barbaro et plane Mithridatico edicto naves mercesque publicatae, excussa omnium institorum ratiocinia, homines ipsi (tantum est crimen Hispanis aut prodesse aut fidere) compacti in carcerem, rapti ad supplicia, multa millia addicta remis. Et nunc etiam homines Batavi in classibus Hispanicis eisdem compedibus quibus sicarii et latrones, Christiani inter Turcas et Mauros, mercatores ipsi inter piratas vincti tenerentur, nisi felicissima libertatis dies, qua ad Neoportum pugnatum est, Franciscum Mendozam Arragonum Admirantem, et tunc bello praepositum in manus dedisset: quo pignore redempti cives inedia, vinculis,

verberibus attritos artus ad ora popularium retulerunt. Pars capta nuper Clusa et Spinolanis navibus tristi servitio exemta est. Quis enim non vidit illam miserabilem turbam, sive cum optimis Ordinibus pro summa benignitate gratias agerent, quod fessum tot malis spiritum in patria potius quam inter crudeles tortorum manus emitterent, sive cum cognatos quisque suos et affines orarent, ne tale umquam facinus inultum relinqueretur? Quis autem est quem non aut miseriae aut damni portio tetigit? Quis non in illa immanitate aut fortunas suas aut amicos desiderat? Damnum recte ad multa millies millia aestimarem, nisi pluris essent tormenta, poenae, cruciatus ingenuorum corporum, quae aestimari non possunt.

Artic. VI. At saltem Lusitanos credet aliquis in coloniis et insulis, quas latissime sparsas obtinent, mitius agere. Nam in patria praesens jussus regis, libido magistratuum aliquid forte sunt: etsi quomodo innocens populus, qui ista videt aut patitur? quem vero juste ulciscemur, si ista recipitur excusatio? Peregre autem, tuto scilicet, ostendet se ingenium non totius expert humanitatis, mutua provocabit officia, in summa id faciet, quandoquidem licet, quod in se fieri velit. Testabuntur hoc quicumque Batavorum aut vi tempestatum, aut cum ipsis Lusitanis mercandi gratia et ignorantia tam feri moris, quia quod facere non possunt haud temere credunt homines, in ista littora advenerunt. Pauca duntaxat et recentia afferam.

Anno 1598. In Principis insula, cum ex classe Oliverii Roterodamensis, quae terrarum orbem quarta circumnavigavit, praecipui aliquot in terram missi praelatis hinc inde pacis insignibus exciperentur, Lusitani data opera ut plures allicerent, ubi id non successit eos statim obruncant, caeteros ad mare fugientes persequuntur et in scapham jaculando duos perimunt. Eadem in navigatione, ad flumen Janerum in Brasilia, missi ad littus duo praestructis Lusitanorum insidiis avecti sunt. Etiam tormenta explosa in naves, quibus funes disjecti, homo etiam unus interfectus est. Nam ad Dolium amnem accessu etiam littoris

et aquae usu Batavi arcebantur. Nec illorum melior conditio, *Anno 1599.* quos Laurentio Biquero duce profectos plurimumque pelago jactatos Lusitanorum manus, ipsis ubique scopulis formidabiliores exceperunt: donec ad sinum, quem Sanctorum omnium vocant, appulsa navis cum mercibus praedae addicta est: homines coniecti in vincula, quod eo terribilius fuit, quia eodem in loco annis ante quatuor Galli aliquot patibulo affixi audiebantur. Nec mitiora a Lusitanis Lusitanorumque emissariis expectanda his, qui casu quocunque in partem aliquam Africani littoris deciderint Spilbergianae ephemerides demon- *Anno 1601.* strant. Sed tales ego fortunas suis cujusque libris proditas huc transferre supersedeo, dum argumenti nostri propria me revocant.

Nemo nescit sicut Castellani maximam Americae partem *Artic. VII.* sibi vindicant, ita Lusitanos Aethiopici, Indici, Brasiliiani Oceani commercia sua esse velle, caeteros omnes excludere. In quo cum illis praeter Britannos et Galli et Itali et conjunctissimae quaeque gentes nihil concederent, Batavi et hostes et mari plurimum valentes non repugnaverunt. Erat quidem ipsis non minus quam caeteris perspecta istius postulationis iniquitas: sed apud nostra ingenia, quae non quantum liceret, sed quantum necessarium esset in bello faciendum sibi semper existimarunt, aliquid etiam pro hostibus valuit veteris hinc principatus, inde societatis memoria. Ita dum Hispanica negotiatione sustentari plebs potuit, quamquam ea cum magnis injuriis conjuncta erat, has tamen tolerare prius potiusque visum est quam alios conatus aggredi, qui difficiliore aliquando facturi videbantur pacis ineundae rationes. Hac patientia decem per annos et diutius agitatum est. Nam exinde, cum appareret hostes eam viam ingressos ut, quos armis non potuerant, fame atque inopia subigere vellent, praecisa scilicet Hispaniensi mercatione, in qua hactenus populi vita erat constituta, paulatim Batavi longinquas navigationes proculque positas gentes, cognitatas Lusitanis sed non subditas, respicere

et ipsi coeperunt: tanto tamen modestiae et aequanimitatis temperamento, ut singulas actiones consideranti satis constaret solam in consilium adhibitam fuisse necessitatem. Quod ad Batavos attinebat, amici occursum terra marique, Lusitani intra naves etiam et ad epulas admissi, nihil eorum fieri placuit, quae inter hostes licent: non coloniae oppugnatae, non naves incensae, ne prohibiti quidem Lusitani ad eosdem mercatus venire. Neque illos tamen aut causa navigandi necessitas, aut tam pacata negotiandi ratio quidquam mitigavit. Magnum enim crimen erat Batavorum non egestate potius opprimi, quam in ea commoda, quae cunctis hominibus natura patefecit, cum Lusitanis concurrere. Hoc tamen solo colore dictu incredibile, quanta illorum rabies (nec enim alio nomine appellanda est) in Batavos exarserit, adeo innocentes, ut contenti salutem suam propugnare vix plurimis flagitiis ad ultionem impelli potuerint: quod subjecta rerum narratio demonstrabit, non illa quidem nihil omittens, sed praecipua tantum complexa, e quibus caetera par est intelligi. *Anno 1594* Prima coepta est a Batavis adiri pars illa Aethiopiae Oceano imminens, quam Guineam dicimus, Bernardo Medemelacensi monstrante: quo tempore Lusitani ne sua tantum barbarie uterentur, Afris persuaserunt (ipsi mox Afri omnia confessi sunt) venisse latrones, qui mercandi specie ipsos in captivitatem abducerent: nec tantum verbis animos alienarunt, sed pretium, quo istae etiam gentes corrumpuntur, ad centum florenos posuerunt his, qui hominem Batavum necuissent. Artem etiam docuerunt, qua aurum (id enim istis ex locis petitur) adulterarent. Cumque Simone Tajo duce ad promontorium Coreum, quod eadem in regione est, navigaretur, vulgato rumore regulum ejus plagae venisse ut navem inspiceret, alios subornaverant, qui Batavos scapha provectos longius circumvenirent interficerentque: quod et factum est. Idemque hominibus Delphis in eam oram pervectis accidit, emto ad prodicionem negotiatore Afro, cui Voticae nomen et nonnulla apud Batavos auctoritas frequenti com-

mercio. Pars enim caesi, pars in arcem Lusitanorum Minensem captivi ducti sunt, quod aliquanto quam caedi pejus est: tanta imminent tormenta, tanti cruciatus: quippe cum constet Gallum hominem eodem delatum et ex fuga reprehensum aerae machinae impositum fuisse atque ita ejectum: ne non illi Phalarim ipso etiam crudelitatis instrumento imitarentur. Accidit et multo postea, ut navicula Batavorum non procul *Anno 1599.* arce Minensi a vento prodita, immissu Lusitanorum opprimeretur, cumque deprehensi in fluctus desilirent, perfossi spiculis et jam mortui funibus tracti sunt, utque praefecto arcis fides fieret egregii facinoris, partim suffixa palis capita, partim barbaris illorum beneficiariis ad efferandos animos concessa, qui et igni coxisse ut succum elicerent, et ex ossibus bibisse narrantur. Sed nec emta odia adversus Batavorum simplicitatem, nec paratae insidiae adversus providentiam diu valuerunt. Tot periculis indefessi etiamnum littus illud frequentant et Lusitanos re nulla magis, quam fide sua accusant. In quamcunque vero terrarum partem oculos convertimus, eadem feritas ubique. Nam hostilitas dici non meretur, quae hostibus solita longe transgreditur. Quo ex genere plurima Batavis in Brasilia accidisse, navigantium diariis compertum est. Nos non omnia referimus, praesertim cum uberrimam narrationum materiam, et huic argumento proprie convenientem res Orientales, hoc est Indicae offerant.

Postremo Indiam lustrare Batavi aggressi sunt, cujus consilii non utilitas magis evidens, quam aequitas aperta est. *Artic. VIII Anno 1595.* Nam quae tandem ista non jam dicam lucri appetendi insania, sed plane invidia est, flagitare ut pars tanta naturae, quae ab Arabico usque sinu, imo si addas caetera, a freto Gaditano ad septentrionis confinia immenso littore diffunditur, inque tot insulas excurrit, ut earum nec numerum nec nomina quisquam norit, unius populi divitiis, imo luxui inserviat, et magna ex parte neglecta vacet, cum pluribus nationibus commercio occupandis alendisque sufficiat? Quid quod jam

olim Veneti cum Indiae populis mercatus exercuerunt? Quid quod nunc etiam altera ex parte Arabes, ex altera Sinenses ad eandem negotiationem concurrunt? Audebuntne adhuc Lusitani ejus partem aliis negare, quod ipsi totum nec habent, nec habere possunt? Jam vero et illud accedit, quod multae istis temporibus Indorum nationes Lusitanorum non commercia tantum, sed contactum etiam aspectumque aversabantur. Non enim illic ut mercatores aspiciuntur, sed ut raptores alieni, oppressores humanae libertatis, non avaritia minus quam dominandi cupidine flagrant: ita ut illis nemo utatur, nisi quatenus carere non potest. Nam Lusitani cum primum in eam orbis partem venerunt, coloniis arcibusque positis, (nec enim videbant satis indigenae, quid istis exstructionibus peteretur) proxima quaeque in servitium traxerunt. Mox domesticis Indorum bellis permixti, quorum ipsi plerumque instigatores erant, in partem victoriae venerunt: quibus artibus auctam potentiam deinde in illos vertebant, quorum opera vicissent. Ita collocatis passim praesidiis maritimae potentiae fiducia, cuncta sui formidine implerunt. Nam incomparabilis exempla perfidiae, puerorum et feminarum principum laniatus, infesta Lusitanorum veneficiis regna, crudelitatem in subditas sociasque gentes detestabilem, Hispanorum e scriptis quam verbis meis discere lectorem malo. Testatum enim volo non ut nationem ullam maledictis insequerem, in hunc dicendi campum me processisse, sed ut facinora aperirem, quorum notitiam causa desiderat. Quare et merito eam veniam impetrabo, quam litigantes solent, cum adversarium aut testes in se productos refellendo injuria afficere non videntur. Ita sane plerique judicant, si res in America Castellanos et Lusitanorum apud Indos conferantur, illorum violentiam, horum perfidiam multo insigniorem fore: neque enim Lusitanis minus esse malitiae, sed Castellanis plus animi et roboris. Haec igitur Indis odii causa, Batavis navigandi: quo ex tempore nihil tam impium tamque nefarium fuit, quod

non avarissimi homines, ut Batavos illis locis averterent, aut facere tentaverint, aut etiam perfecerint. Nam ea in parte mundi eo graviora sunt Lusitanorum facinora, quam quae alibi contigerunt, quod gnari illic impares se viribus pacis et amicitiae imaginem induerunt, qua et ipsi tutiores essent, et homines minime malos de improvise acrius offenderent. Summa quaeque perstringemus, non tam temporibus (quamquam et horum ratio habebitur) quam certis capitibus distincta. Dicimus populum Lusitanum hominesque Lusitanos, cum fictis criminibus nomen Batavum diffamaverint hostesque concitaverint, unde atrocissimae clades consecutae sunt, tum praeterea multos homines Batavos crudeliter et perfidiose necuisse, vim etiam bellicam qua publice qua privatim priores intulisse, ita ut et Indorum populos, quod cum Batavis contraxissent, ferro atque igni vastare aggressi sint. Sancte autem profiteor horum me nihil vulgaturum, quod non disertissimis testimoniis comprobatum ipse viderim.

P A R S II.

- ART. I. CALUMNIAE LUSITANORUM IN BATAVOS.
 ART. II. SUBMISSI IN BATAVOS HOSTES A LUSITANIS.
 ART. III. FRAUDES ET PERFIDIA LUSITANORUM IN BATAVOS.
 ART. IV. COEPTUM A LUSITANIS BELLUM IN BATAVOS.
 ART. V. BELLUM LUSITANORUM IN AMICOS BATAVORUM.

Primum ergo dum et Batavici mores Indorum gentibus et *Artic. I.* Indorum sermo Batavis incognita erant, merito nihil visum est facilius, quam aditum Batavis in Orientem calumniis praeccludere: quae etsi longissime, non dicam a vero, sed ab omni similitudine veri abhorrebant, fidem tamen invenire poterant apud ignaros et non injuria, post Lusitanorum in eas

regiones adventum, timidos ac suspicaces. Nihil enim proclivius, quam Europaeos etiam omnes infamare apud istos, qui tanta scelera viderant, tanta perpessi erant. Indicabant Lusitani, quo tutius ante experimenta mentiebantur, atque ita per reges regnaque omnia differebant, venisse piratas, quibus in mari sedes, quaestus in rapto, nulla sedes pacata. Argumenta dabant cultum simplicem, ornatum omnem in armis et machinis. Nam Lusitani, quia inania apud barbaros multum valent et ipsis agnata superbia est, luxum in habitu et supellectile usurpant: arma, ut inter rudes, incuriosius habent. Haec ubi primo accessu revicta sunt, alia spargebantur. Anglos esse scilicet, homines perfidos ac furaces, quibus ingenium pejus terra nullum aleret. Et quo major invidia accederet apud Indos, (maritimi plerique sub regibus Arabibus Mahumetismo nomen dederunt,) mores eos, quibus Sinenses plurimum illis displicent, hominibus dissimillimis tribuebant. Gentem enim esse nullius numinis reverentem, quae nec religione aliqua nec legibus teneretur. Opes autem male partas haud melius prodigere effusos in ebrietatem, quae ibi non levis infamia est. Accessit crimen illis quoque gentibus invisum, Batavis inauditum, nefariae libidinis, cujus indicium esse quod nullum feminarum comitatum secum traherent, quod Lusitani solent: quare sequi, Batavis inter se nihil illicitum. Postquam haec visu coram refellebantur, aliud jactatum est: oram unde isti venirent classibus plurimum valere, neque nunc aliud sub velo negotiationis peti, quam ut exploratis aliquando terris indigenas depellerent, imperiumque sibi stabilirent. Id sensuros brevi reges populosque, ni suam societatem in tempore implorarent. Haec literis aut interceptis aut demonstratis, haec deceptarum gentium ac Principum testimoniis eruperunt.

Anno 1596. Hoc illud est quod primo Batavorum in eas partes adventu, (quatuor erant naves quibus totidem magistri praeerant) apud Rasadaumam, quem supremum Javae Principem Lusitani vo-

cant, et apud Dammae regem homines Lusitani Franciscus Materius, Batalia et Pesoa agebant. Nec minus apud ipsos Bantamenses, qui primi omnium cum Batavis contraxerunt: ibi enim omnes suspicionum auras captabant. Si longi itineris taedium et caeli insuetudo partem nautarum absumerat, dum in mari piraticam exercent praeliis amissos nuntiabant: si pro temporum ratione emtio differebatur, ne sic quidem dubium ad raptus venisse et invigilare occasionibus. Eadem spe dimissi Lusitani in omnes Javae portus, Pesoa Cidorum et Tubanum, Panarucam Batalia, Japaram alii et Jacatram et Janhanjavam, qui Batavis infamiam conciliarent, odia emerent. Nec semel fallere contenti, cum ista Javanis de Batavis mercarentur, Batavos vicissim (patebat enim accessus, quin et convivii excipiebantur) non desinebant a commerciis abstertere, ostentando Javanarum gentium perfidiam. Postquam a Java reditum est (cessatum enim a mercatoribus, donec prima tentamenta renuntiarentur) Taprobane, quae nunc Sumatra, vetustissimae celebritatis insula, adiri *Anno 1599.* coepit, missis navibus a Zelandica societate, quibus Cornelius Houtmannus imperabat. Hic Alphonsus Vincentius Lusitanus paria Javanis confictionibus Achinensi regi insurrabat. Si *Anno eod.* simul ad Moluccas itum priore Jacobi Neckii navigatu, eademque illic a Lusitanis disseminata praefectus et optimates Ambonae, qui eam rempublicam regunt, non dissimulabant. Quo tempore et Ternatae regem similibus mendaciis sollicitabant, et qui Bandam insulam colunt ad expellendos Batavos, qui navibus digressis permanserant, ejusdemmodi criminationibus incitabantur. Adeoque longe serpsit hoc malum, ut ne Borneonensibus quidem iritandis abstentum sit, ut eorum qui cum Oliverio fuerunt relatu cognitum est. Nec semel mentiri satis fuit, sed reditum semper in easdem artes. Nam et his, qui postea Willekeni praefecti jussu Acheni in Taprobane *Anno 1600.* manserant, officia summa regis amicitiamque verti in contemptum et odia ejusmodi sugillationibus compertum est, absci-

sis non tantum commercii, sed adito etiam vitae discrimine.

Anno eod. Mox cum Achenum venissent naves, quibus Petrus Bottius praecerat, missus a societate Hollandica posteriore, eadem in aula eadem rursus artes, misso scilicet Malacca, quae Lusitanorum colonia est in continente contra Taprobanen, monacho Franciscano legati specie et centurione Roderico de

Anno 1601. Costa Motamorio. Secunda autem Neckii peregrinatione scriptae literae ad regem Ternatae, sermone Malaccensi, et mandata nuntii per interpretem reddita, easdem accusationes continebant: cum ille subito pavore attonitus et velut regni sui insidiatores respiciens vix tandem precibus placaretur, ne inimicorum saevitiae Batavorum innocentiam condonaret. Sinenſibus etiam, ut eorum animos a Batavis averterent, quid non et quoties conati sunt persuadere, nisi quod gens perspicacioris iudicii etiamnum experiri illud mavult, quam Lusitanis credere?

Anno 1602. Non minus frustra Jacobi Hemskerckii adventu laboraverunt apud reginam Patanae et apud Jorae regem, (sunt haec regna in continentis regione, quae Siamensis hodie, pars olim, ut nonnulli putant, aureae Chersonesi fuit,) ut Batavorum amicitiam, quam illi avidissime erant amplexi, suspectam insimulationibus facerent, invalidis jam Lusitanorum mendaciis et satis ipso tempore convictis, cujus filiam veritatem non immerito antiqui dixere. Jam vero ex his, quae fortuna quadam celari non potuerunt, quam multa esse colligimus, quae in notitiam nondum pervenerint?

Artic. II. Nemini igitur mirum videri debet, si cum his calumniis a pretio pondus accederet, hostes Batavis et sicarii e turba aut decepta aut etiam venali submitti potuerunt. Quo facto non suam modo quietem Lusitani et Batavorum poenas lucrabantur, sed cuncta simul caecis turbabant suspicionibus, ut Batavi ex paucorum improbitate aestimatas gentes fugerent: ita ut nihil propius factum sit, quam ut istis difficultatibus Indica mercatio in perpetuum desponderetur. Primo enim

Anno 1596. appulsu Batavorum in Javam Lusitani, cum se palam amicos

profiterentur, quod nocentium genus est pessimum, venirent saepe in naves, benigne acciperentur, vocarent vicissim, quas interea prodiones, quos dolos struxerint, operae pretium est referre. Rasadauma erat, is quem dixi, totius, ut quidem tunc Lusitani ferebant, Javae dominator. Caeterum regulis obsequium detrectantibus cum bello contenderet, non tantum regni summa, sed et fortunarum maxima parte excidisse dicebatur. Res est audaciae plena in homine nobili paupertas. Ille itaque pro omni jactura duo haec tantum comparaverat, armorum peritiam, quanta in ejus gentis homine esse poterat, singularem, et quod nunc ibi rebus desperatis ultimum perfugium est, Lusitanorum societatem: a quibus tum colebatur titulo Imperatoris. Hunc illi emtum in Hollandorum perniciem Bantamum perduxerant, ubi tum naves erant Batavicae, instruxerantque dolum, ut Rasadauma invitatis ad epulas navium ducibus mox, quasi eosdem reduceret, naves improvise impetu adoriretur. Hoc praefectus Bantami sive prodicus (nam pupilli cognati nomine regnum administrat), cujus auxilium eam ad rem Lusitani poposcerant, primum per nuntium, deinde legatis e navibus coram ipse indicavit. Nec secus quam praedixerat evenit. Invitantur ad conductum Batavi: excusant. Unus Lusitanorum Petrus Taido, gubernator, devinctus honesta Hollandorum familiaritate, tali facinori assensum non commodaverat: unde veriti caeteri ne per illum dolus enuntiaretur, quinque suorum e numero mittunt, qui securum in aedibus suis et lecto trucidant: nec sceleri successus abfuit. Atque interim elusa fraude Rasadaumam ad parandam secum vim, exornandamque classem in oppido Jacatra hortantur: sed hujus etiam consilii ordo omnis per Taidonis mortui ministrum defertur, qui cum Hollandis operam suam addixisset, a Lusitanis in oppido Bantamo per vim ereptus et misere discruciatum est. Videbant fere Lusitani se nihil effecturos, favente Batavis prodico Bantamensi: ipsum itaque dolis et donis aggrediuntur: nec illi a qualicumque lucro

animus abhorrebat, praesertim cum eodem facto et praeda ex Batavis et pretium a Lusitanis speraretur. Primum elicere merces, ad se trahere, permutationem in aliud tempus rejicere. Ubi Hollandi plura promere jussi cunctabantur, vocatos ad se navis praefectos Houtmannum, Guilielmum Ludovicium, Aegidium Valkenerium decemque alios subito vinciri jubet. Et ne tum quidem dissimulabat Lusitanorum rogatu ista fieri, qui metuere se fingebant, ne navem suam in portu quaerentem exitum Batavi interciperent: hac specie illos velut obsides oraverant detineri. Sed et illud captivis innuebat, dare operam apud se Lusitanos, ut numerata mercede quater millium nummorum regalium, ipsos in suam acciperent potestatem: simul atrocissimorum suppliciorum metus quotidie miseris injiciebatur. Eodem tempore accidit, ut Javani Lusitanorum impulsu scaphas cymbasque Batavorum provectas longius oppugnatum venirent: quos cum fortiter illi repulissent, praefectus Bantamensis facto admonitus, non esse contemnendam ejusmodi hominum bonitatem, concordiae rationes iniit: cujus condiciones etsi periniquae erant, et redimi eos jubebant duobus millibus regalium, qui ne obtentu quidem juris ullo capti erant, tamen accipiuntur. Sed quo res Batavae loco meliori esse coeperant, hoc magis Lusitani pretium proditionis intendere. Venit enim Malacca legatus: is dona multa ad praefectum et proceres adfert, atque inter caetera regalium sex millia, quibus Hollandorum necem mercaretur. Versi statim animi, suspensa permutatio: etiam Sinensibus mercatoribus, qui Bantami versantur, interdictum ne quid Hollandis venderent. Et haec non dubia erant inimicitiae signa, et simul ab hospite Bantamensi atque aliis amicis nuntiabantur vendita Lusitanis ducum omnium capita. Quare navium primores postulante praefecto Bantamensi, ut ad se venirent velut coram leges commerciis accepturi, nequaquam venerunt. Hinc orta dissensione inter Lusitanos et Bantamenses, cum Lusitani ob causam data causa non secuta reposcerent, alteri

non dimitterent quovis nomine accepta, denuo aliter convenit, ut praefectus auxilio Lusitanorum vi caperet naves, eaeque cum mercibus ipsi, homines Lusitanis cederent, aut si naves corrumperentur, sex millibus regalium in antecessum solutis, altera duo mercedis loco praefectus acciperet. Forte accidit ut, dum ista habentur de ipsorum capitibus comitia, Hollandi inopia aquarum dulcium alio discederent, nec longe tamen Bantamo. Et ecce ab hospite nuntius, classem adversus naves Hollandicas expediri, cujus et ipsi ante discessum apparatus aliquem conspexerant. Neque tantum bona quadam fortuna vitatum erat discrimen, sed novum certamen Lusitanis cum praefecto, quod is se existimaret ex pacti formula ad persequendos etiam Batavos, postquam digressi erant, non obligatum. Prope Jacatram Hollandi cum venissent, Tomagonem Bantamensem necessarium suum Lusitani subornant, ut quasi alimenta venditurus nautas aliquos in vicinum satis Jacatrae locum, Janhanjava dicitur, proliceret. Sed praemonuerant mercatores Sinenses, Lusitanos in loco dispositos, qui nautas aut caperent, aut trucidarent. Ipse Tomago haec confessus est, cum Batavi altero itinere redeuntes infensos Javanos Lusitanis et sibi aequiores invenissent: sed turbas priorum temporum excusabat. Atrocissimae insidiae, Francisco Pesoa procurante, apud Cidaeam hoc modo institutae fuerunt. Provectis hucusque navibus Rasalata, Lusitanus origine natus Averi, sed Christianae pietatis desertor et archipirata illis locis haud ignobilis, re instructa cum Cidaeensi Sabandro (ita praetorem vocant), parata permutationi aromata, patere regis Cidaensis amicitiam affert. Missi qui explorarent, cum signa convenirent, eadem renuntiant. Dicitur etiam summo rex desiderio teneri inspiciendarum navium, quae per tantum maris suas ad oras venissent: gratissimum et hoc: adornantur cuncta, quae et suo gaudio et regis majestati convenirent. Apparent pravae (id navium genus est) sexaginta, quibus sexaginta singulis haud minus viri inerant, regius ut tum

quidem Batavis videbatur apparatus: caeterum ut exitus comprobavit exercitus hostilis. Praemittitur Rasalata exploraturus, numquid inimicum Batavis suboluisset: videt omnia ex voto, rogatus manere renititur. Vix erat emissus, cum ad unam navium (Amstelodamum vocabatur) Sabander Cidaeensis accedit, ac subito magistro navis Reginero Verhellio gratulabundam praebenti dexteram, in speciem et ipse compositus salutantis (non sola Aegyptus Septimios alit) sicam infigit: pariterque caeteri conscii sceleris ignaros et incautos super navis tabulata trucidant. Inter obruncatos Johannes Scellingius nauta et Aegidius Valkenerius et alii novem fuerunt, praeter eos qui fallente ictu sauciati tantum erant. Et capta fuerat navis, ni homines tredecim, pars magna jam ante aegri, descensum in carinam praclusissent explosisque machinis tum qui suprema tenebant, tum eos qui latus ambierant per vulnera ac pavorem egissent in mare: quod tum saluti fuit, accusantibus frustra Lusitanis barbarorum imprudentiam, qui capta callide consilia nimia festinatione corrupissent. Fuerat tamen tanta clades, ut virorum penuria nautae eam navem nudatam deserere cogerentur. Ab Hollandis ad Zelandos, e Java Taprobanen veniamus, quo naves duae praefecto quem diximus Houtmanno appulerunt. Erat in aula Achinensi Alphonsus ille Vincentius, homo etiam inter Lusitanos malignissimae calliditatis, qui cum aliis Lusitanis in familiaritatem Houtmanni ejusque comitum irrepsit. Ostentabat enim se illis, quasi gratia apud regem valeret possentque res illorum Achinensibus se conciliante commendari. Adeoque impense hanc operam simulabat, ut Zelandos nonnumquam in aulam produceret, etiam consilia quaedam regis velut arcana, sed quae corruptis primoribus potuerat didicisse, cum illis communicaret. Interim negotiatores ibidem morantes instigat, quippe corrumpi illis quaestum nova licitantium accessione. Instigat et Sabandrum, Abdulum nomine et Corconem scribam ipsumque regem monstrando opulentas naves et facilem praedam: etiam

*Anno 1599.
d. Sept. 11.*

colorem adinvenerat: constitutum esse Batavis, si mercium pretia nimium intenderentur, Joram ad mercatum ire. Jorae autem regi cum Achinensibus eo tempore bellum erat acre et infestum: occupari igitur naves suadebat, priusquam res hostium irent adjutum. Jam et aviditate et odio ferventibus animis componitur dolus. Traditur piperis aliquantum cum spe in dies majoris copiae: quam dicentes longis navibus adventare Sabander et Corco et magna vis Achinensium, quasi permutationis instituendae gratia, naves Batavicas inscendunt, armati omnes, ut mos habet gentis. Attulerant cibos potusque pharmaco infectos mentem alienante, *dutroam* vocant: quo cum se nautae avidius ingurgitassent, coeperunt subito per foros et tabulata discursare, jactare capita ut vecordes atque limphati. Id visum est tempus dudum meditata exsequendi. Dementes ac segreges pecorum ritu trucidantur: nec pugna, sed laniena erat. Vertigine simul et vulneribus fusi, trepidantem inter verba spiritum efflabant. Et jam cuncta tenebantur, nam et Indorum pravae circum undique aderant, instructae armis opera Lusitanorum, nisi pauci admodum, nondum victi feralibus epulis, se et naves tueri sustinuissent, et jactu glandium hostem ferum cruentis vestigiis evolvere. Prior navis, Leo dicebatur, liberata alteram, Leaenam nomine, prope captam asseruit, victores jam Achinenses aggressa depellere. Ita naves retentae. Madebant interim insonti sanguine navium latera, et ipse Houtmannus coenaculum cruentabat confossus dextera hospitali. Sequentes per dies ea veneni vis fuit, ut pars nautarum veterno oppressi jacerent, pars furore in mutua vulnera agerentur. Nec melius actum cum his, qui eo tempore in urbe ac potestate Achinensium erant, ducente ad caedes regis ipsius filio, quem Lusitani donis et pollicitationibus suum effecerant: desiderati homines non pauciores septuaginta. Paulo post adversus Neckianos, qui in Banda Anno 1600
Abrili. insula resederant, quos inter Adrianus Venius, emtus rex Tubani ut eos armis detraheret aut etiam necaret, minax

juncis quatuordecim (navigii genus est Orienti usitatum) et hominibus admodum mille quingentis se intulit: nec dubium erat quin illi periissent, ni Deus Sospitator ad idem temporis novas e Batavis naves, Lunam et Luciferum, in eandem insulam adjecisset. Ab eodem rege et Lusitanis accepto mandato

Anno eod. Rasalata ille, quem latrocinia clarum effecerant, cum milite Tubanensi et legatis Lusitanis viginti Moluccas fere omnes adierat, ut negotiatores Batavos ubique everteret: ut cum Willekeno p̄fecti ex Sarcio Maluca et ex p̄fecto Bantamensi didicerunt. Verum inde idem ille pirata pravis ferme quadraginta continuo Javam advolabat, quo novos Batavos venisse intellexerat, adactus juramento aliquam earum aut rapere, aut corrumpere. Quam ad rem p̄fecti etiam Bantamensis operam nomine Tubani regis ambiebat: unde Jaca-

Anno eod. tram se contulit insidiarum tempora occupaturus. Majus etiam periculum his, qui altero itinere Neckium comitati venerant, in regia Achinensi imminebat, nisi maturato discessu, qui illic manserant, fraudis Lusitanicae eventum praevenissent. Parum scilicet fuerat externas gentes immisisse, nisi in ipsis etiam navibus percussor quaereretur. Navis e classe

Anno 1601. Januario. Bottii sub Cardio et Flemingo apud Achinum in anchoris stabat. Erat ibidem Lusitanorum navis sub Roderico quem dixi Motamorio, cujus machinarius Hamburgensis gente, Matthaëus Novus nomine, cum p̄fecto vigilum et Johanne Henrici machinario, cumque gubernatore ac proreta saepius egit, ut adscitis in conscientiam facinoris quos idoneos comperissent, p̄fectos obtruncarent ac navem ipsam Malaccam deveherent: praemium pollicitus non minus viritim bis mille

Anno 1602. ducatis. Sed obstitit perfido conatui Batavorum fides. At cum naves duae, Lugdunum et Harlemum nomine, e p̄fectura Gronsbergii, qui missus a societate Hollandica posteriore pariter cum Neckio discesserat, in Sina Cochinesi ad Sinceonem sive ad amnem Polocambarem substitissent, incolae regionis et rex ipse loci monachi Lusitani instinctu

falsisque criminationibus, ut rex ipse postea confessus est, cum navibus insidias posuissent, viginti aut paulo plures homines Batavos deprehensos confoderunt, duodecim alios venenato araci potu in furorem morbumque egerunt, captos abduxerunt sex, nec sane ex infima nautarum plebe, quos tormentis duobus et mercibus redimi oportuit. Neque multo *Anno eod.* post cum Jacobus Hemsckerckius, is cujus virtuti ultio haec et captura debetur, in illas partes venisset, rex Dammae, amicus ut ab initio patuit et foederatus nationis Lusitanicae, officia sua et commercium ultro obtulit: nascitur enim in regno ejus magna vis oryzae: sed ea spe ut naves ex improvise invaderet, quae postquam fefellit, viginti homines ad mercatum missos detinuit captivos: quorum octo redempti sunt: caeteris ne hoc quidem contigit, sed ut viles animae in usum bellorum, quae tum regi cum finitimis intercedebant, seponuntur, in quibus viri, non genere magis quam eruditione nobilissimi, Dousae filius fuit.

At non etiam sufficit illis mandasse odia: neque enim tam *Artic. III.* lentus est nationum Hispanicarum furor, ut viso inimico, concepta spe nocendi, alienas semper manus exspectet: praecipue si quando perfidiam et sceleratas fraudes fiducia impuniti successus invitat. Sicut primo Hollandorum in Orientis insulas adventu Tomagonem Bantamensem, eundem per quem *Anno 1596.* postea ad Janhanjavam dispositae fuerunt insidiae, sollicitarunt, ut duces et navium magistros in villam suam (erat haec in littore) ad caenam invitaret: quo tempore consilium illis fuisse ipse Tomago postea nuntiavit navigio in eam littoris partem appellere, captisque convivis et convivatore, ipsum statim dimittere, Hollandos autem Malaccam deportare: nisi eam ad rem Tomago praefectum veritus ministerium suum denegasset. At postquam ipsum, sicut diximus, praefectum Lusitani corruperant, captique jam eorum rogatu inter caeteros erant magistri Houtmannus et Valkenerius, indignabundi quod praefectus suo potius lucro quam illorum odiis consuleret, venenum

utriusque illorum cibo miscuerunt. Quorum ubi capita intumescere, distendi illa, adesse exitium Sabander Bantamensis vidit, lapide satis noto, cui *berbar* nomen, periculum praevenit, tanto illis sanctorum qui Christianorum se vocabulo jactant. Cornelium vero Hemskerckium, quem magistri ad praefectum urbis allegaverant, Lusitani tanta ubique ira rimati persecutique sunt, ut in aedibus Lacmonis Sinensis supplex abdere se inter saccos oryza refertos cogeretur et ibi quoque inquisitus vix, habitu Sinensi tectus, praeterea arundinibus ab hospite piscatum simulante vectus evaserit. Sic etiam cum e classe Neckii secundo ejus itinere naves duae, ab Indis redeuntes, ad Sanctae Helenae venissent insulam, quo tum quatuor naves convenerant Lusitanorum, Batavi aequatum ultro vocati dispositos in insidiis Lusitanos, et multos satis et armatos, qui venientes scilicet interciperent, conspexere. Quod autem vehementius odii se non capientis indicium, quam quod adversus naves, ab eodem Neckio in Ambona insula relictas, factitatum est? Publicarant enim Lusitani singulis, qui privatum aliquem nautam interfecissent, mercedem decem regalium, atque ita deinceps pro ratione ordinis et dignitatis, ita ut qui praefecti (Cornelio Hemskerckio nomen erat) caput attulisset, mille nummos acciperet. Sed nos Hispanicum scimus capita licitari. Nondum satis est. Audi factum quovis Poenorum scelere sceleratius. E classe, quam regebat Mahujus ad Magellanicum missus fretum, navis una Fidei habebat nomen, quam inventura non erat. Nam cum ex australi oceano sola Tidorim (una haec Moluccarum est et inter Lusitanorum colonias) adveniret, Lusitani accedentes solemniter illa: *Unde et quo et cujus rei gratia?* Respondit Balthasar Cordesius, qui morte Georgiani Bocholtii navis centuriatu fungebatur, *attulisse merces, quas velle se permutatas.* Illi rursus *esse sibi caryophylla et, si ita videretur, facile conventurum.* Juvant illi ultro nautas laborantes, ut navis oram propius accederet: feruntur a Batavis munera ad praefectos

Anno 1600.

Anno 1601.
in principi-
pio.

Anno eod.

Lusitanos: commerciorum pacta sanciantur. Jusso excendere Cordesio cum promptissimis nautarum, ut bubalum ipsis victui attributum tollerent, alii interim cibi a Lusitanis ad navem quasi dono feruntur, sed rapidissimis venenis illibuti, proviso scilicet subsidio si forte fefellisset, qui simul instruebatur conatus audacior. Petiti duabus mortibus in pejorem inciderunt, hoc est, in manus Lusitanorum. Namque hi in navem admissi foederum fiducia, cum tecta sub vestibus tulissent arma, digressi diversas in partes, ut quemque confabulantem apprehenderant, transfigunt. Orbam defensoribus navem, tum quidquid inerat, occupant quasi victores. Atque interim Cordesius in cymba, qua forte remeabat, confossus primum, deinde decollatur: truncus in mare dejicitur. Idemque aliorum fatum fuit, quos e navi velut ad capiendam merendam Lusitani exciverant: nisi quod saturi caedium uni et alteri pepercerunt respectu aetatis tenerioris, aut quia divinae providentiae ita visum, ne tantum facinus testibus fraudaretur: quamquam nec ipsos jactare puduit. Scio stupuisse lectorem: scio vix credi ausam haec esse nationem primum Christianam, deinde morum etiam vitaeque cultu non parum superbientem, et ausam contra datam acceptamque fidem. Quid igitur? Caetera quibus verbis exsequar? Unde mihi voces, quae non aut longe post facti indignitatem relinquuntur, aut non omne quod credi possit, tametsi verissimae, exsuperent? Restat enim, restat atrocius aliud et magis Hispanicum. Quae modo diximus illa fuerunt, in quibus Lusitanorum ira prolusit. Sex homines, conspecta suorum clade et sanguine terra marique, in cymbam profugerant: non certa ulla spe (undique enim remis imminebant Lusitani), sed fluctus potius et scopulos et quidvis experturi, quam Ibericam crudelitatem. At illi clamant ut dederent sese: expletam jam ultionem: ipsis vitam ac corpus salvum fore. Praestatur jusjurandum, quod ut aliis hominibus securitatis vinculum, ita illis fallendi instrumentum est. Transgressos in

caracollam (navigii notum illic genus) centurio Lusitanus una serie destitui jubet. Deinde ad ministrum, qui machaeram evaginatam manu tenebat: *Isti*, inquit, *qui primus in ordine est, brachium dextrum decide. Etiam sinistrum*, addit. Paretur: ita quidem ut dubitari posset, saevius ille juberet, an hic exsequeretur. Tum vero pedes distinctis ictibus demeti jubet. Stabant alii, quos eadem manebant tormenta, numquam tam pro vita quam tunc pro morte solliciti. Et procedentibus in ordinem exemplis non jam metus, sed mutua erat miseratio. Videres truncos et sibi superstites et, quod malorum ultimum est, hominibus dissimiles. Multo tamen dissimiliores, qui ista faciebant. Ad extremum dissecta capita. Duobus tamen id animi fuit, ut antequam ad se perventum esset, integri adhuc in mare prosilirent: quorum alter mersus, alter effugit, foedissimi spectaculi nuntius. Intellectaque speciatim omnia, cum anno sequente Wolphardus Harmannius, Lusitanorum aliquot potitus, de redemptione eorum ageret, qui captivi in Tidori remanserant: quod non obtinuit. Sed machinae ac caetera infortunatae navis praeda in navi

*Anno eod.
Septembri.*

Lusitanica a Batavis cognita ac recepta sunt. Restat alterum nefas, haud diversum tempore, sed hoc etiam detestabilius, quod sacra juris species impietati commodata est, cum id quod factum dicemus, nec justa ulla causa, nec aut loci aut illorum leges permetterent. Macaûs Sinarum regionis Indicum ad oceanum vergentis emporium est: data precario Lusitanis sedes, ubi mercatum exercerent et jus dicerent in suos duntaxat. Quamquam ne hoc quidem indistincte, cum ipsorum moribus capitalia ingenuis supplicia a solo praeside, qui Goam tenet, irrogari possint, aut etiam soleant rei in Lusitaniam remitti. Classem, cui Neckius alteri praeerat, sub illud ipsum littus egerant venti: mittendos ille censet, qui loci positum investigarent, redderent adventus rationem, et simul alimenta recentiora compararent. Hoc jussu Martinus Apius, qui fiscalis munus in ea classe obibat, assumtis de-

cem cum scapha ad terram accedens, ab incolis ostentari conspicit nota pacis insignia. Hac fiducia progresso Lusitanorum ejus loci praefectus occurrit (Domino Paulo nomen) armata cum manu, quam ad id tempus in monasterio seu fano quodam in littore sito occultaverat. Interrogati pauca in fano rapiuntur. Adveniunt eo mandarini, hoc est senatores Sinenses, exploraturi *qui homines suas terras inviserent*. Respondet Apius *Hollandos esse mercatores, negotiandi gratia venisse, quod ex ipsis navibus mercium plenis, si introspicere liberet, tuto disceretur. Etiam literas a Principe ad regem Sinarum attulisse*. Quae cum diceret, circumfusa Lusitanorum multitudo undique obturbabat convitiis calumniisque, ita ut mandarini incertum re parum intellecta, an etiam Lusitanorum donis corrupti abscederent. Lusitani tormentis inquirunt: compertum nihil. Omnibus simul e fano in custodiam tractis gravissimi compedes affiguntur. Unde in antrum dejecti horrendum caligine et squalore. Cum Neccius interim, quid reditum suorum moraretur ambigens metuensque, scapham majorem alteram explorare profundum jubet: quo cognito naves propius urbem admoverentur. Sed scapha parum compos ventorum, quique inerant homines numero novem et inter eos gubernator, a Lusitanis intercipiuntur. Adest quaesitor, quem illi *auditorem* vocant. Itur ad eculeum. Rumor inter haec Cantonem, vicinam Sinensium urbem, affertur: *externos homines missos e navibus in terram a Lusitanis apprehensos*. Ejus rei gratia praefectus Cantonensis, cui Capado nomen erat, multo comitatu ire jubet et ad se captivos adducere. Hic cum Lusitani tenerentur neque postulatis resistere auderent, ad fraudes et suas artes se conferunt. Omni e turba sex homines separant linguae omnis, nisi patriae ignaros, utpote ex nautica plebe. Caeteros (nam plures fuisse dissimulari sparso jam rumore non poterat) proximis diebus alvi profluvio periisse mentiuntur. At sex illi ad legati Cantonensis prostrati pedes, cum per interpretem

Lusitanice loquentem multa interrogarentur, ignorantia sermonis, forte et pavore, ut elingues jacebant. Jubente legato ad Lusitanorum accusationes responderi, qui miseros nautas piraticae feritatis reos agebant, cum ad haec quoque nihil possent reddere, instabant Lusitani ut silentium pro confessione reciperetur. Credibile est accessisse et mercedem, ut captivis in illorum potestate relictis, velut re infecta rediretur. Praefectus sane Cantonensis indignari, elusum se legati ignavia, et jam ferme quod res erat conjicere, ut gens est solertissima, hoc agi ut caeterae nationes Sinensi commercio averterentur. Cum nova immineret legatio, quae dedi captivos sine exceptione postularet, procuratores Lusitanorum, qui Cantoni morabantur, ejus rei nuntium ad suos Macaunta praemittunt, ut mature rebus suis consulere, fraudes alioquin erupturas. Numquam alias Lusitanorum tanta trepidatio fuit: videbant enim nec deditioem ullo modo recusari posse, et si fieret deditio patebat, quas in se suspiciones, quam infamiam excitassent. Re ancipiti praesidium a scelere et audacia mutuatur, memores scilicet, stultum esse in peccando modum servare. Consilium erat, ne exhiberi possent, omnes interficere quasi judicio: sed Paulus praefectus (dandum est enim qualicumque innocentiae testimonium) diu cunctabatur. Quod enim illud judicium fore in urbe non sua, in homines peregrinos et libera capita? non Ulyssiponem reos, non saltem ad praesidem mitti? Vix perpulit quaesitor, ut nomen suum sententiae adscribi pateretur. Ita sex homines Hollandi, (o patria, o jura et leges, et frustra domi defensa libertas) in regno Sinarum, quod Hollandi tantis laboribus, tantis periculis quaesitum iverant, ubi ipsi vicissim expetebantur, ab inquilinis Lusitanis crudelissimo teterrimoque supplicio latronum et piratarum afficiuntur. Spectabant haec miserabundi Sinenses et mox averso vultu orabant, ut quaecunque gens, quaecunque terrarum ora in suum oceanum hospites suumque littus misisset, si quod illis numen, si qua patria, ne manerent

inulti. Quod vero nunc dicam nescio, an non etiam crudelius sit. Undecim reliquos, quorum scilicet mors occultanda erat, ne prioris ad legatum mendacii convincerentur, ut intuitu etiam et misericordia hominum fraudarent, nocte media in idem illud littus, in quod conspecto pacis signo advenerant, victos producunt et saxis oneratos in mare provolvunt. At illi, sicut credibile est, cum jam ultimam tellurem pedibus calcarent, aut inter undas semianimes volverentur, non ut vitam obtinerent, quae merito cunctis dulcissima est, non ut saltem optima in patria conjugum liberumque manibus tumularentur, sed unum hoc deficiente jam spiritu, ne diu tantum scelus lateret, inclamabant. Audivit Deus, audivere et homines. Ac primum Sinenses nautae quatuor Bantum advenientes omnia, ut facta erant, renuntiaverunt cum aliis multis, tum Lacmoni, quem ante nominavimus, homini imprimis potenti. Ille Batavos edocuit, et simul fama per Javam omnesque Indos latissime evagata: ubi illud vulgatissimum erat, quosdam Hollandorum a Lusitanis contra fidem suspensio jam destinatos, ea voce quae intelligi posset, Lusitanica nimirum, precatos memores sui supplicii populares. Ita ut Indi omnes atrocitate facinoris commoti, cum Wibrandus Warwicius eo venisset, indignos caeli lucisque aspectu Batavos dicerent, ni talem perfidiam digne ulciscerentur. Nec id satis. Testem Deus in Batavos transmisit, qui ista omnia partim ipse vidit, partim ex ipsis Lusitanis qui fecerant, ex aliis qui viderant, certo auditu percepit. Is est, quem modo dicebam, Martinus Apius, qui unus e miserabili turba praeter pueros duos annorum septendecim, jam damnatus, jam productus, sacerdotum Lusitanorum precibus: quod genus alias Batavis inimicissimum est, ut et hic caeleste beneficium liceat agnoscere: non servatus, sed tamen dilatus est. Malaccam inde et Malacca Goam mittitur, ubi cum renitentibus frustra magistratibus a praeside vitam impetrasset, profectus in Lusitaniam, Bajonae in Callaecia rursus detinetur.

Ibi etiam solita illi fortuna affuit: nam cum expectatis diu a rege literis tandem dimissus esset, biduo postquam abierat literae advenerunt, quibus ad aulam regis et haud dubie ad exitium vocabatur. Post tam insigne exemplum vix quidquam est quod referri mereatur. Est tamen alterum et recentius et perfidiae non minoris, quod Warwicii sociis ad insulam Anabonem, binis gradibus ab aequatore remotam accidit: quo in loco haud ita multo ante Galli homines, Missae sacrum accedentes, ad ipsas fere aras pars magna trucidati et reliqui capti fuerant. Hic igitur primum Batavos caduceatores, pacis insignia praeferentes, cum ad se venire conspicerent Lusitani, eos, quos jure gentium sanctos esse oportuerat, telis petivere: cecidit unus. Mox octo alii Batavorum ex insidiis intercepti necatique sunt: pars vulnerata. Quin etiam postulato concessoque colloquio, Lusitani inter loquendum solemne foederis vexillum, quod sua a parte extulerant, subvertunt et quasi fidei etiam vinculo soluto, improvidos et nihil tale suspicantes telis adoriuntur, nec sine noxa.

Artic. IV. Habemus igitur Lusitanos perfidos, sicarios, veneficos, proditores. Vidimus illa facinora, propter quae, etiamsi ad regem Hispaniae nihil pertinerent, bellum in illos suscipi et posse et debere nemo mediocriter sanus negabit. Sed ne hoc quidem urgebo. Imo nisi manifestissimis narrationibus apertum fecero *a Lusitanis gentem Batavam hominesque Batavos hostium loco habitos, belloque publico in Oriente infestatos, etiam antequam noxam ullam illis nocuissent, vimque armatam ab illis coeptam*, caetera mihi ad causam pro-

Anno 1596. dedesse non cupio. Quae primae naves Hollandorum ad Indos cursum instituerunt, his mensis unius iter provectis quatuor Lusitanorum naves (caraccae scilicet) obviae apparuerunt, nec pariter, sed segreges: quas ita singulas capi potuisse ea, quae postea acciderunt, argumento sunt. Et una tam prope accesserat, ut si libuisset, non dubie teneretur. Tale tamen nihil a Batavis tentatum: imo cuncta humanitatis officia cum

praestitissent, innoxii praetervehebantur. Et cum in Javam ventum esset jamque gravissima Lusitanorum scelera patuis-
sent, ultione tamen iidem abstinuerunt, cum esset in proclivi navigium comprehendere, quo legatus Malaccensis, mercator jam tum Hollandici sanguinis, vehebatur. At Lusitani jam ante Rasadaumae consiliis ita permixti erant, ut ad bellum Batavis inferendum et intercipiendas naves Javam inter et Panianas insulas, pacti essent maritimas copias suas cum illius classe conjungere. Et mox ubi Batavorum aliqui Bantamo ad naves regredi conabantur, portum illi obsederant: qua super re monebat Sabander, in urbe securi ut essent, ad fidem praefecti pertinere: extra ne quid accideret, opus ipsis providentia et virtute. Etiam Tomagonis insidiis, quas ante narravimus et Cidaensi perfidiae Lusitani adfuerunt. Dilata Batavorum mansione Lusitani cum ipso Bantamensi praefecto *Anno 1597.* belli conatus sociarunt, quorum pactiones jam retulimus. Venit etiam, venit missa publico in Batavorum exitium conjurata manus, ducente Emmanuele, cujus frater Goam regebat. Bellicae naves excellenti magnitudine erant quatuor: longae, quas *galeras* dicimus, tres: fustae paulo minus triginta. Has adversus Hollandos vires Lusitani paraverant: Hollandos requirebant, digressos indignabantur. Quin etiam (en quo illorum procedant odia) arma adversus Batavos suscepta in Bantamenses transferunt: hoc nomine, quod illos non prohibuissent recedere, aut postquam recesserant non secum pariter insequerentur. Videte nunc, cives, an illis parcendum sit, qui ab initio ita fuerunt animati, ut si facere non possent, accipere se putarent injuriam: quique non modo Batavos ipsos, sed omnes illos pro hostibus habent, qui Batavis non satis hostes videntur. Hic illorum animus, haec mens, haec consilia: eventus tantum contra cecidit. Victi sunt a Javanis, quo justius Batavis cederent. Sed ne sic quidem repressus furor et insana pugnandi libido. Nam cum Zelandorum auspiciis Houtmannus, ut diximus, Achinum Taprobanae *Anno 1599 d. Sept. 13.*

venisset, ibi contra veteres offensas, Lusitanorum temporaria simulatione, velut integrata amicitiae jura. Sed hostilis animus, postquam navalem turbam contra fas omne et fidem, Achinensium manibus discerpserat, ne tanta quidem strage satiatus est. Instabant feroces adhuc Lusitani, utque finem operi per alios praetentato imponerent, ipsi infestis navigiis, quorum longa erant ferme duodecim, expansis belli insignibus miserabiles navium nautarumque reliquias incurrunt.

Anno eod. Vis tantum vi repulsa est. Sub idem tempus incidit prior Neckii profectio, quem episcopus ipse Malaccensis testatur in literis ad regem Hispaniarum missis, nihil Lusitanis, nihil homini cuiquam injuriae aut detrimenti intulisse. Hujus igitur jussu navis, Trajectum nomine, Ambonam, inde Moluccas adiit: ubi vectores, gravissimis exerciti gentis inimicae injuriis (Tidorim enim Lusitani Moluccarum unam tenent), mox et illud intelligunt, missos Malaccam et in Philippinas, qui auxilia concirent, ad Batavos undique proturbandos, prohibendosque in posterum aditus. Sed elusae discessu minae.

*Anno 1601
principio.*

Cum vero relictus a Neckio Cornelius Hemskerckius duabus cum navibus ad Ambonam moraretur, illi noctes diesque Batavorum scaphis et cymbis imminebant. Et post leves aliquamdiu conatus, caracollas armaverant viginti duas et fustas tres. Sed ne sic quidem ausi oppugnationem, tenebrarum beneficio aut superatis latenter promontoriis fraudes et incendia struebant, quae providi ac pervigiles facile vita-

*Anno eod.
Majo.*

verunt. Paulo post accidit, ut ab Adriano Venio ad Cornelium Hemskerckium, Banda scilicet Ambonam, tres homines prava Indica trans mare mitterentur, quorum unus erat Jacobus, cognomine Watermannus, artificio chirurgus. Superveniunt Lusitani plures multo ac validiores, et adversus quos fuga tantum restaret. Duo alii dejectis in mare corporibus enisi in adjacentem insulam pervenerunt, ibique in solitudine degentes et inter feras, mansuetiora tamen omnia, quam Lusitanos invenerunt. Tertius ille Jacobus nandi insciens

crudeles in manus incidit: occisum constat. Fama per omnem Indiam constans asserit, navibus quatuor longis, quae remis in diversum incitarentur, distractum displicatumque. Nec est cur minus hoc credatur, quam quod Gallis factum ante meminimus, qui aeneis machinis impositi, et teli vice ejecti sunt. Certe caput illius a corpore avulsum, et sublime super caracollam ferculi more ostentatum plurimi videre. *Classis Anno eod.* interim prius memorata, quae Batavos Moluccis et Banda excluderet, paratu majore adornabatur. Atque etiam literae et nuntii mittebantur ad omnes Javae et aliarum insularum Principes, qui significarent coepta haec a Lusitanis, quo illi ab Hollandorum rapinis vindicarentur: quo facto meruisse, ut ad ipsos, veros scilicet Orientis liberatores, omnium regum populorumque copiae convenirent. Hac de re a praefecto Bantamensi praemonitus Neckius, cum jam alterum terras illas inviseret, confisus tamen et causae et virtuti, duabus cum navibus Ternatam petit, ubi verissima comperit quae auditu perceperat. Nam et rex insulae ad ferendas contra Batavos suppetias sollicitabatur, et Lusitani cum caraccis duabus, totidem galeris, navi bellica una littori adhaerebant, tempora captantes et occasionem, ut Batavis navibus flammam inferrent. Ibidem tormentis certatum est.

Sunt quidem haec omnia hostilitatis progressae ultra humani *Artic. V.* odii fines indicia tam clara atque manifesta, ut qui certiora desideret, ei meridie non luceat. Quid enim velis amplius, quam quod illi in nocendo nec nomini, nec rebus, nec vitae Batavorum, nec sumtibus suis, nec periculis, ne fidei quidem pepercerunt? Sed tamen una etiam res est, quae me validius concutit, et qua, ut ego arbitror, animi nobiles, quibus patria patriaeque gloria cordi est, etiam vehementius quam caeteris movebuntur. Planum faciam Lusitanos in populos omnes, qui Batavos ad se accedere negotiandi gratia passi sunt, non minus quam in ipsos saevisse, aut etiam tanto magis, quanto illi magis arte belli possunt, pollentque:

*Anno 1601
principio.*

ut scilicet omnis Oriens nomen Hollandicum, ut tetram pestem fontemque sibi et originem calamitatum omnium, perpetuo abominaretur. Ut igitur de illo in Bantamenses bello, cujus jam historia explicata est, nihil hic repetam, cum Ambonae esset Cornelius Hemskerckius aliquoties ante nominatus, Lusitani quemadmodum Batavos, ita ejus regionis proceres ad caedes proscripserant, apposito pretio in capita singula centum regalibus: in rectorem autem arcis, qui ibidem est, mercede eadem, qua in Hollandicarum navium praefectum percussorem invitaverant: ut scirent ejus insulae habitatores communem sibi cum Batavis fortunam subeundam esse. Eodemque tempore cum adversus naves nihil potuissent, Lusitellum (oppidum est Ambonensium cinctum moenibus) infesti contendunt: dejecti ab oppugnatione ad obsidium vertuntur. Ob victus inopiam res in periculo erant, cum insulae primores supplicum ritu fidem opemque Batavorum implorant. Adventu navium illi exempti obsidio, his parta gloria est. Sed omnes minae Lusitanorum in id quod proxime secutum est tempus inciderunt: cum passim jactarent se non hoc modo effecturos, ne umquam postea per eas terras Hollandorum nomen audiretur, sed vastaturos urbes insulasque omnes, quas

*Anno 1601
in fine, et
anno 1602
principio.*

illorum pedes contigissent. Classis regia, quae Cunalam Indorum Malabarum archipiratum, quinquaginta annorum rapinis et insignium regionum usurpatione nobilem, in gratiam regis Calicutensis expugnaverat, confecto bello, ut huc vires verteret, ab Goa longe ad fretum Sundanum, quod Javam et Taprobanen interest, mittebatur. Simul ab aliis Lusitanorum coloniis naves coibant. Et jam naves erant non multo infra triginta. Quinque galeones e Goa: unam tenebat Andreas Furtado Mendoza, classis summae praepositus: alteram Thomas Sousa de Roncha: tertiam Franciscus Silva Menezius: quartam Antonius Sousa: quintam Lopes Dalmeyda. E Malacca caraccae duae: praeerant Trajanus Rodericus Castelliblanicus, Georgius Pinteus. E Cochini una, duce Sebastiano

Suario. Caeterae naves fustae aut galeotae erant, quas curabat Andreas Rodericus Palota. Urbs Bantamum, ut prima Batavos quondam venientes excepit, ita prima in poenam poscebatur. Ut postea ex Francisco Sousa, filio Johannis Tuesii, rationarii Ulyssiponensis, aliisque captivis cognitum est, consilium erat primum in forum impetum facere, quod extra urbem est, Basar nomine, quo datum ad signum proceres ejus factionis, et quos e vulgo Lusitani pretio suos effecerant, subito concurrerent: inde irrupta Sinensium statione urbem invadere. Atque adeo de successu nihil dubitabatur, ut monachos inter et Jesuitas de sedium partitione acriter certatum sit. Immunito autem Bantamo mandata habebant Bandam, Ambonam et Ternatam in ditionem Hispanicam cogere: quas ad res non belli tantum instrumenta attulerant, sed et pecuniam et aromata, mercedem barbaris proditionum. Fregit immanem superbiam Deus (ut fere solet, ubi vim suam extra ordinem testatur) improvise atque insperato. Sub idem tempus, quo Bantamum Lusitani excidio destinabant, Batavi istarum rerum ignari mercatum navibus adveniunt, quibus Wolphardus Harmannus praeerat, honoris causa summo jure nominandus, ut quo vix quisquam, non dicam de societate Indica, sed de nomine Batavo melius umquam meritis sit. Ad ipsas Sundae angustias Sinensis navicula occurrit: admonet nauta Lusitanorum classe obsideri pelagus: quos cum sciret Batavorum perniciem quaerere, se praevenisse, ut salva ad fugam haberent tempora. Nam certamen nemo exspectabat: nihil enim erat quod posset comparari. Si numerum spectares, naves Wolphardi quatuor cum celoce una, quid ad illorum triginta? si magnitudinem, collata in summam omnium Batavicarum capacitas unam Andreae Furtadonis navem nondum aequabat: si multitudinem hominum, trecenti et quindecim omnes in classe Batavica, cum in Hispanica essent Lusitani octingenti, quibus accesserant milites Indi non pauciores mille quingentis, praeter omnem turbam navalem. Rebus

omnibus inferiores Batavi, praeterquam animo et causa erant. At cum velut ante oculos obversaretur foeditas fugae, gentis ignominia, et amissa in posterum negotiatione Indica suae cuique domus exitium, fretum pervecti in conspectum hostium prodierunt. Illi fremere, indignari, expedire classicum et belli vexilla, circumstrepere tormentis, et ut quamque navem accesserant, continuo inclamare, ut demissis velis deditionem faterentur. At Batavi haud ita in patria edocti, quo verborum insolentiam factis compescerent, ultro ventos captabant, quibus in hostem vecti telorum jactu se vindicabant. Favit virtuti fortuna, quamquam inter primos conatus ingenti terrore machina una Batavorum dissilierat. Sed resumto animo et certamine capta Lusitanorum navis una, capta item altera: plures ita perfossae, ut cum usui amplius esse non possent nudatae vectoribus mergerentur. Domiti statim hac clade Lusitani, quod fere praeferocium rebus secundis animorum ingenium est, etsi ventos habebant ferentes, non ausi sunt sequentibus diebus praelio dimicare. Sed more ferarum, quae viribus exutis iras nondum deponunt, ut et pavori suo et odio satisfacerent, naves suarum aliquot ardentes in Batavos immiserunt. Frustra: namque ignis intra ipsas consumtus est. Cum instarent Batavi, ut quibus nisi depulso hoste aditus ad mercatum non pateret, Lusitani relicto turpiter Bantamo in Moluccas fugerunt. Nec insecuti victores, ut cujus gratia venerant, id primum perficerent, adeunt urbem a se liberatam. Mirum dictu, quae illos Javanorum gratulationes et quae signa laetitiae velut triumphantes exceperint, quantaque Hollandorum fama per omnes insulas manarit, ut dicere liceat illam vere diem felicissimam et Batavis et Orientis gentibus illuxisse. At Lusitanorum etiam fuga crudelis: nam procul et velut remoto ultore, impunitis latrociniiis grassabantur, nec mentem effascinatam odiis deterior fortuna mutaverat, nisi tantum ut vellent tutius peccare. Primum igitur Ambonam advolant: ubi tum nullae erant Batavorum naves. Ityn et

caetera ejus ditionis oppida munimentis invalida, tum pagos omnes irrumpunt vastantque. In homines eadem saevitia usurpata est, quam saepe civitates Belgicae ab Hispanis perpressae sunt. In caedibus non sexus ullum, non aetatis discrimen, occisi passim et infantes et feminae: nec occisi tantum: alii teneros artus parentum ante ora dissecabant, alii praegnantium alvos et certissimae innocentiae corpora gladiis scrutabantur. Haec post exempla pars indigenarum, quibus temporis indulgentia fugam largiebatur, relictis penatibus fortunisque avitis, in loca deserta et aut silvis horrentia, aut montibus abrupta se conferunt: pars in vicinam insulam Ceram transeunt. Eodem forte Batavam celocem Wolphardus miserat: ipse eo tempore apud Bandam morabatur. Legati Ambonensium laeti, ut inter tantas miserias, inventa cum celoce Bandam proficiscuntur. Admissi ad praefectum eo vultu, quem praesens fortuna fecerat, interrumpentibus etiam lacrimis, quae sibi accidissent commemorant. Addunt, quod satis constabat, evenisse haec sibi, quia Batavos commerciis cōluissent. Orabant igitur per Deum, qui tam felices oceani cursus, qui tam egregios illis ex Hispano triumphos largiretur, per justitiam Hollandorum negotiationibus cognitam, per illam fidem, quam judicio secuti nunc ultimum haberent rebus perditis subsidium, ne se patria extorres egentesque rerum omnium, crudelissimo insuper hosti ludibrium debere paterentur. Quemvis hominem, nedum Hollandum, hoc est mitem natura ac misericordem movere haec potuit oratio: nec leviter sane indoluerat praefectus: sed videbat non posse illorum causa omitti mandatam imprimis negotiationem. Et anni tempus mercandi diligentiam poscebat. Excusat igitur se, et sperare ait ultionem Ambonensium Principi rei publicae Batavorum cordi fore. Quod unum ratio temporis permittebat, captivos, quos praelio in Sundae angustiis commisso nactus fuerat, ipsumque inter illos Franciscum Sousam, sine pretio liberos in Ambonam ad Lusitanos

dimittit donatque armis et commeatu, ne beneficium ulla in parte claudicaret. Spes erat quamvis feros animos posse tali exemplo emendari mollisque et induci vicissim, ut in Ambonenses clementius consulerent, cum victores Batavi ipsis tam clementer temperarent. Sed aliter cecidit, et plus quam periit hoc beneficium apud homines iniquissimos, qui simplicitatem stultitiam et modestiam timiditatem vocant. Praeterquam igitur quod nihil impetratum est, hoc etiam audentius scelera continuaverunt, quod nihil se non impune laturos post tantum misericordiae specimen confiderent. Sed postquam *Anno eod.* in Ambona jam et rapinarum et crudelitatis materia illos deficere coeperat, septem cum navibus bellicis et galeotis quatuor et caracollis aliquot ad Maciana pergunt, unam Moluccarum. Saevitur in homines cruciatibus, in agros vastitate, in aedes incendiis. Urbs etiam, insulae caput, Tabosos nomine, incenditibus Lusitanis sedit in cineres. Est autem Macian cum adjacentibus insulis in ditione regis Ternatensis, cujus eo tempore plurima in gentem Batavorum beneficia erant: quae causa Lusitanis irae incolisque miseriae fuit. Atque adeo tunc etiam e classe Wolphardi navis una, minima omnium, Trajectum nomine, cum celoce negotiandi causa apud Ternatam morabatur. Macianenses, ut qui defendendis civibus comparatam meminissent regiam dignitatem, veniunt Ternatam, adeunt Principem suum, obsecrant ut ereptas sedes restituat, aut tutius aliquod miseris perfugium largiatur. Rex suis subsidio profectus Batavos etiam, quamquam parum in navibus vix duabus adversus totam classem auxilii erat, ut sibi adessent exorat. Vecti propius vident miserabilem insulam lucentem incendiis, et mox acerrimo cum impetu ruentes in se Lusitanos. Creverant enim illis animi, quia cum Indis commissos se videbant, quorum centenos vix singulis suorum solent componere. Partim tamen Batavorum consiliis, partim illorum indignatione, qui tantas injurias acceperant et quia vinci posse Lusitanos Batavorum fortuna jam fidem fecerat,



inter impares arte et viribus totam per diem pari Marte certatum est. Mense post comitantibus iterum Batavis rex Ternatae prodit praetervectusque Tidorim insulam, cum quindecim Lusitanorum caracollae occurrerent, immotus compressis telis sedit, exspectans donec hostis prior auspicata caede in se Dei hominumque vindictam concitaret. Ibi plenus animorum et justae ultionis insurgit, captaque navium una victor in regnum redit. Maciana interim ita Lusitani desolaverant, ut nihil prope praeter nudum atque inane solum restaret. Utque flamma quo plura corripuit, hoc vehementius in caetera funditur, sic illi ex hac praeda majorem concupiscentes, Ternatam ipsam navibus quinque et galeotis quatuor adoriuntur. Ibi Batavi, qui propter littus hactenus sederant, cum se viderent multitudinem circumveniri, sublatis primum anchoris cursum sibi liberiores expediunt. Deinde memores mercatum se, non ad bellum missos, cum jam temporis dispendio et oneris penuria magnam satis jacturam incurrissent, pace regis discedunt, relictis suorum e numero, qui amicitiam ejus colerent et quorum ille opera consilioque adversus hostem esset instructor. Lusitani enim discessu iterum Batavorum insolentiores, ingressi insulam proxima quaeque, metu habitantium deserta, spoliabant urebantque. Et manet nunc etiam illis cum rege Ternatensi bellum, in quo tamen postea feliciter contusam illorum audaciam fama accepimus. Nec illud praetereundum est, Lusitanos ne ulla in parte a Castellanis, priscis hostibus Batavorum, distinguerentur satis cavisse; cum bello isto Ternatensi, quo Batavos vel maxime persequerentur, auxiliis Manilia missis (sunt enim et ibi Castellani) et navibus usi sint, ut alias etiam e Philippinis petita illis subsidia notavimus. Quo satis ostendunt populi, haud satis alioquin inter se concordem, una se tamen in Batavorum exitium conjurasse. Ad ultimam venio narrationem de rege Jorae, *Anno eod.* quem cum cogito, tum vero mihi videor summum illum atque verum Indicae peregrinationis fructum perspicere et merito

genio felicitis patriae gratulari. Nam cum Jacobus Hemskerckius in eas venisset partes et Patani versaretur, unde accessum ad regem Jorae ambiebat, responsum a rege est non modo per literas, sed per fratrem Siackae Principem, venturum sibi illum gratissimum, patere regnum, patere commercia: quae si inviseret re ipsa percepturum et terram suam prae caeteris opulentam mercimoniis, quae Batavi expeterent, et ipsum se multo aliter, quam caeteros Indorum Principes animatum affectumque. Perspectam sibi Hollandorum fidem, nec quidquam praeferre illorum amicitiae, quos cognosset tam fidos sociis, quam hostibus invictos. Quibus intellectis Lusitani legatos, Malacca miserunt, qui non modo regem a commerciis Batavorum calumniis deterrerent, sed bellum etiam, ni absisteret, inexplicabile minarentur. At ne his quidem rex motus ut pollicitis abscederet, respondet Lusitanis animose, attamen ex aequo, in hunc ferme modum. *Numquam sibi compertum tales esse Hollandos, quales a Lusitanis fingerentur: caeterum illud audiisse, illatas injurias ab illis fortiter vindicari, quod quomodo culpandum sit, se quidem non videre: atque adeo illis etiam confidere, quia injuriam facere nolit. Si quae inimicitiae Hollandis cum Lusitanis intercederent, id ad se nihil pertinere: nec vero aequum esse, ut illi sibi, quid suo in regno facere deberet, praescriberent: imo rectius Lusitanos, ut qui Malaccam tenerent, (nam et hanc avito jure rex ille sibi vindicat, etsi possessione detrusus) suis legibus parituros.* Adeo haec offenderant aures veri impatientes, ut continuo naves bellicae tres et fustae quinque ad annis ejus regni ostia mitterentur: tum ut aditum Batavis praecluderent, tum ut in ejus littoris accolae caedibus et praedis et in summam Lusitanice grassarentur. Ista Rex omnia ad Hemskerckium, qui tum ad insulam Tiamaor ulturus suas sociorumque injurias agebat, sedulo perscripsit adjectis precibus, ne beneficia, quae in Hollandos contulisset, sibi exitio esse pateretur. Quam res sancta sit et grata superno

Anno 1603.

numini injuste oppressos defendere, facto patuit. Nam et aditus reclusus est et commercia celebrata, et eodem in loco, ubi Batavorum odio rapinas suas adversus regem Jorae Lusitani exercuerant, praesente eodem rege et Batavica e navi spectante, navis Lusitanica victa Batavorum in potestatem venit.

Ex his quae diximus apparet, eos qui a diversis Batavorum societatibus, quae nunc in unum corpus coaluerunt, missi Indiam adiere, Lusitanos, cum revera hostes essent, non tamen hostium loco habuisse, sed remisisse, dum ullo modo licuit, jus illud belli concordiae tentandae gratia. Unde etiam codicillos sive mandata bellicae potestatis, quae nemini apud Batavos negari solent, priores navarchi nulla acceperunt: posteriores, etiam qui acceperant, haud facile usurparunt. Nam aut vitam suam fortunasque sibi commissas, quod natura et fides cogebant, contra vim illatam propugnarunt, aut periculum sibi intentantes, ne semper timerent vel timere viderentur, ultro aggressi sunt: sicut Neckius ad Tidorim, ad Bantamum Wolphardus. Post multa tandem facinora, quibus Batavorum simplicitatem illusam diximus, jura belli, quae velut sopita quieverant, resuscitata sunt et palam exercita. Ne tum quidem exemplo Lusitanorum prodige uti libuit humano sanguine, sed clementia prope nimia ita gestum est bellum, ut tantum immensi sumtus ad homines naves resque tutandas ab iis, adversus quorum arma suscipiendi fuerunt, armis repercerentur. Primam omnium caraccam sero admodum et post diutinam patientiam Zelandi ad Sanctae Helenae insulam ceperunt, et quidem irritati responso hostili petitique prioribus telis Lusitanorum. Et quamquam iisdem Lusitanis mandatum in se bellum compererant, consiliaque ejus rei habita, ipsi tamen qui post victoriam suae potius humanitatis quam aliorum injuriae meminissent, non modo mergendos jamjam servarunt, sed trans mare ad insulam orae Brasiliae propinquam vexerunt, ibi quoque omnis generis commeatu juverunt et quo facilius continentem attingerent, naviculam ipsis struxere,

Anno 1602
Martio 16.

non sine labore et temporis dispendio. Hollandi aliquanto etiam ad hanc rem lentiores fuere, nec ullam ceperunt ante hanc Hemskerckianam, excitati amicorum maxime cladibus, postquam ipsi annorum septem injurias ac damna per vim aut perfidiam populi hostilis apud Indos toleraverant. Id an jure factum sit dubitare quempiam non immerito miramur.

C A P U T XII.

IN QUO OSTENDITUR, ETIAM SI BELLUM PRIVATUM FUISSET, JUSTUM FORE, JUSTEQUE PARTAM PRAEDAM INDICAE HOLLANDORUM SOCIETATI. IN QUO ISTA INSERUNTUR PROBLEMATA:

I. AD GENTES OMNES OMNIBUS PATET ADITUS, JURE GENTIUM NON PERMITTENTE SED IMPERANTE.

II. INFIDELES OB HOC IPSUM, QUOD INFIDELES SUNT, DOMINIO PUBLICO PRIVATOVE EXUI NON POSSUNT, NEC TITULO INVENTIONIS, NEC PONTIFICIAE DONATIONIS, NEC BELLI.

III. MARE AUT JUS NAVIGANDI IN EO PROPRIUM FIERI NON POTEST OCCUPATIONE, AUT DONATIONE PONTIFICIA, AUT PRAESCRIPTIONE SIVE CONSUECUDINE.

IV. JUS MERCANDI CUM GENTE ALTERA PROPRIUM FIERI NON POTEST OCCUPATIONE, AUT DONATIONE PONTIFICIA, AUT PRAESCRIPTIONE SIVE CONSUECUDINE.

Si enim factum istud ad doctrinam de belli ac praedae justitia supra traditam sedulo exigamus, omnino inveniri nihil poterit, quod non examussim respondeat. Ut igitur omnia complectamur, quae ibi tradita sunt, primum ita agamus, quasi actio ista non publici, uti est revera, sed privati sit belli. Quod autem dico tale est. Separa a causa societatis Indicae causam publicam Batavorum, et fac eam ipsam societatem non ex Batavis constare, qui bellum in Lusitanos jam dudum gerunt, sed alia quavis gente, puta Gallis, Germanis,

Anglis, Venetis: et diligenter vide num quid obstet quominus, si se res ita haberet, praeda justa puraque censi posset. Post privatam causam publicam expende: in utraque autem inspicere, quid belli auctoribus pro se, quid autem pro sociis licuerit: deinde ad subditos te converte et in singulis omnia causarum genera omnesque definitiones expende. Ac primum ad personas quod attinet ¹, cum privati belli potestatem natura ejus juris domina atque imperatrix nemini mortalium neget, societatem Indicam excludi nemo dixerit: quod enim singulis seorsim, idem coniunctim pluribus juris est.

Causam ergo unde bellum oritur (hoc enim proxime consequitur) investigemus: et quia monuimus supra, quae causae, si justae essent, bellum petitoris justum facerent ², easdem, si id jus non recte prae se ferunt, justitiam ad defensorem transferre, quaeramus ab ipsis Lusitanis, quid sit quod illi a societate Indica postulent. Non dubie respondebunt, hoc unum se postulare, ne quis praeter se ad Indos mercandi causa accedat: quod etiam si recte diceretur, non tamen continuo insidiae et perfida facinora, quae modo narravimus, excusarentur. Sed tamen quia color ille ad multa pertinet, in ipso aditu explorandus est. Primum ergo illud positum *Probl. I.* sit jure gentium primario jubente, cujus ratio perpetua est et immutabilis, licere Batavis quibusvis cum gentibus negotiari. Noluit enim Deus ea cuncta, quibus vita indiget, omnibus locis suppeditare naturam: artibus etiam aliis alias gentes dedit excellere. Quo ista, nisi quod voluit mutua egestate et copia humanas fovendi amicitias, ne singuli se putantes sibi ipsis sufficere, hoc ipso redderentur insociabiles? Nunc factum est ut gens altera alterius suppleret inopiam, divinae justitiae instituto, ut eo modo (sicut Plinius ³ dicit), quod genitum

¹ ex conclusione quinta, articulo priore, in primis verbis et quae ad horum demonstrationem aut explicationem pertinent cap. sexto. ² in c. 7. non longe a principio. ³ Paneg. (c. 29. §. 2.)

esset uspiam apud omnes videretur. Poetas itaque canentes audimus :

Nec vero terrae ferre omnes omnia possunt.

Item ¹ :

Excudent alii,

et quae sequuntur. Hoc igitur qui tollunt, illam laudatissimam tollunt humani generis societatem, tollunt mutuas bene faciendi occasiones, naturam denique ipsam violant. Nam et ille, quem Deus terris circumfudit Oceanus undique et undiqueversus navigabilis, et ventorum stati aut extraordinarii flatus, non ab eadem semper et a nulla non aliquando regione spirantes, nonne significant satis concessum a natura cunctis gentibus ad cunctas aditum? Hoc Seneca ² summum Naturae beneficium putat, quod et vento gentes locis dissipatas miscuit, et sua omnia in regiones ita descripsit, ut necessarium mortalibus esset inter ipsos commercium. Hoc igitur jus ad cunctas gentes aequaliter pertinet: quod clarissimi jurisconsulti ³ eousque producunt, ut negent ullam republicam aut Principem prohibere in universum posse, quominus alii ad subditos suos accedant et cum illis negotientur. Hinc jus descendit hospitale sanctissimum, hinc querelae: *Quod genus hoc hominum, quaeve hunc tam barbara morem Permittit patria? hospitio prohibemur arenae* ⁴.

Et alibi :

littusque rogamus

Innocuum, et cunctis undamque auramque patentem ⁵.

Et scimus bella quaedam ex hac causa coepisse, ut Megarensibus in Athenienses ⁶, Eononiensibus in Venetos ⁷: Cas-

¹ [Virg. Aen. l. 6. vs. 848.] ² Quaest. Natur. [l. 5. c. 18.] ³ Inst. de rer. div. §. 1. [l. 2. 1.] et l. nemo igitur. ff. eo. tit. [D. 1. 8. 4.] V. Gent. de jure belli. l. 1. c. 19. et l. mercatores. C. de comm. [C. 4. 63. 4.] ⁴ Virg. Aen. l. 1. [vs. 539. sq.] ⁵ Virg. Aen. l. 7. [vs. 229. sq.] ⁶ Diod. [l. 12. c. 39. [Plut. Pericle. [p. 168. b.] ⁷ Sig. ult. l. de reb. Ital.

tellanis etiam in Americanos has justas potuisse belli causas esse et caeteris probabiliores Victoria ¹ putat, si peregrinari et degere apud illos prohiberentur, si arcerentur a participatione earum rerum, quae jure gentium aut moribus communia sunt, si denique ad commercia non admitterentur. Cui simile est, quod in Mosis ² historia et inde apud Augustinum ³ legimus, justa bella Israelitas contra Amorraeos gessisse, quia innoxius transitus denegabatur, qui jure humanae societatis aequissimo patere debebat. Et hoc nomine Hercules Orchomeniorum ⁴, Graeci sub Agamemnone Mysorum regi arma intulerunt: quasi libera essent naturaliter itinera, ut Baldus ⁵ dixit; accusanturque a Germanis apud Tacitum ⁶ Romani, quod colloquia congressusque gentium arcerent, fluminaque et terras et caelum quodammodo ipsum clauderent. Nec ullus titulus Christianis quondam in Saracenos magis placuit ⁷, quam quod per illos terrae Judaeae aditu arcerentur. Sequitur ex hac sententia Lusitanos, etiamsi domini essent earum regionum, ad quas Batavi proficiscuntur, injuriam tamen facturos, si aditum Batavis et mercatum praecluderent. Quanto igitur iniquius est, volentes aliquos a volentium populorum commercio secludi illorum opera, quorum in potestate nec populi isti sunt, nec illud ipsum, qua iter est, quando latrones etiam et piratas non alio magis nomine detestamur, quam quod illi hominum inter se commeatus obsident atque infestant. Non esse autem Lusitanos earum partium dominos, ad quas Batavi accedunt, puta Javae, Taprobanae, partis maximae Moluccarum, certissimo argumento colligimus, quia dominus nemo est ejus rei, quam nec ipse umquam nec

¹ Vict. de Indis. p. 2. n. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7. Adde Covarr. in c. peccatum. § 9. n. 4. ibi, quinta. ² Num. c. 20. ³ August. l. 4. q. 44. super Num. citatur in [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 3.] ⁴ Soph. Trachin. ⁵ Cons. l. 3. 293. ⁶ Histor. l. 4. [c. 64.] ⁷ Alciatus cons. l. 4. 130. Covarr. in c. peccatum. p. 2. §. 9. Bart. ad. l. 1. C. de paganis. [C. 1. 11.]

alter ipsius nomine possedit. Habent insulae istae, quas dicimus, et semper habuerunt suos reges, suam rempublicam, suas leges, sua jura: Lusitanis mercatus, ut aliis gentibus conceditur: itaque et tributa cum pendunt, et jus mercandi a Principibus exorant, dominos se non esse sed ut externos advenire satis testantur: ne habitant quidem nisi precario. Et quamquam ad dominium titulus non sufficiat, quia et possessio requiritur, cum aliud sit rem habere, aliud jus ad rem consequendam, tamen ne titulum quidem domini in eas partes Lusitanis ullum esse affirmo, quem non ipsis eripuerit doctorum et quidem Hispanorum sententia. Primum si dicent inventionis praemio eas terras sibi cecidisse, nec jus nec verum dicent. Invenire enim non illud est, oculis usurpare, sed apprehendere, ut Gordiani epistola ¹ ostenditur: unde grammatici ² invenire et occupare pro verbis ponunt idem significantibus: et tota Latinitas ³ quod adepti sumus, id demum invenisse nos dicit, cui oppositum est perdere. Quin et ipsa naturalis ratio, et legum diserta verba, et eruditorum interpretatio ⁴ manifeste ostendit ad titulum domini parandum eam demum sufficere inventionem, quae cum possessione conjuncta est ⁵, ubi scilicet res mobiles apprehenduntur, aut immobiles terminis atque custodia saepiuntur ⁶: quod in hac specie dici nullo modo potest. Nam praesidia illic Lusitani nulla habent. Quid quod ne reperisse quidem Indiam ullo modo dici possunt Lusitani, quae tot a saeculis fuerat celeberrima? Jam ab Horatii ⁷ tempore

*Impiger extremos currit mercator ad Indos
Per mare pauperiem fugiens.*

¹ l. si Barsatoram. C. de fidejussoribus. [C. 8. 41. 13.] ² Non. Marc. c. 4. in v. Occupare. ³ V. Connanum. Comm. juris civilis. l. 3. c. 3. in fine. ⁴ V. Donellum. de jure civili. l. 4. c. 10. ⁵ Inst. de rer. div. §. illud quaesitum est. [I. 2. 1. §. 13.] ⁶ l. 3. §. Neratius. in f. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 3. §. 3.] ⁷ Epist. l. 1. 1. [vs. 45. sq.]

Taprobanes pleraque quam exacte nobis Romani ¹ describere? Jam vero et caeteras insulas ante Lusitanos non finitimi tantum Persae et Arabes, sed Europaei etiam, praecipue Veneti noverant. Praeterea inventio nihil juris tribuit ² nisi in ea, quae ante inventionem nullius fuerant. Atqui Indi *Probl. 11.* cum ad eos Lusitani venerunt, etsi partim idolatrae, partim Mahumetani erant gravibusque peccatis involuti ³, nihilominus publice ac privatim rerum possessionumque suarum dominium habuerunt, quod illis sine justa causa eripi non potuit. Ita certissimis rationibus post alios auctores maximi nominis concludit Hispanus Victoria ⁴: *Non possunt, inquit, Christiani seculares aut ecclesiastici potestate civili et principatu privare infideles, eo duntaxat titulo, quia infideles sunt, nisi ab eis alia injuria profecta sit.* Fides enim, ut recte inquit Thomas ⁵, non tollit jus naturale aut humanum, ex quo dominia profecta sunt: imo credere infideles non esse rerum suarum dominos haereticum est ⁶, et res ab illis possessas illis ob hoc ipsum eripere furtum est et rapina, non minus quam si idem fiat Christianis. Recte igitur dicit Victoria non magis ista de causa Hispanis jus in Indos quaesitum, quam Indis fuisset in Hispanos, si qui illorum priores in Hispaniam venissent. Neque vero sunt Indi Orientis amentes aut insensati sed ingeniosi et sollertes, ita ut ne hinc quidem praetextus subjiciendi possit desumi, qui tamen per se satis est manifestae iniquitatis. Jam olim Plutarchus *πρόφασιν πλεονεξίας* fuisse dicit *ήμερώσαι τὰ βαρβαρικά*, improbam scilicet alieni cupiditatem hoc sibi velum obtendere, quod barbariem mansuefaciat. Et nunc etiam color ille redigendi invitas gentes ad mores humaniores, qui Graecis olim et Alexandro usurpatus est, a theologis omnibus, praesertim

¹ V. Plin. Nat. hist. l. 6. c. 22. ² l. 3. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1.]

³ Covarr. in c. peccatum. §. 10. n. 2. et 4. et 5. ⁴ de pot. civ. p. 1. n. 9.

⁵ Thom. 2. 2. q. 10. art. 12. ⁶ Vict. de Indis p. 1. n. 4. 5. 6. 7. et 19.

Hispanis ¹, improbus atque impius censetur. Secundo si Pontificis Alexandri Sexti divisione utentur, ante omnia illud attendendum est, volueritne Pontifex contentiones tantum Lusitanorum et Castellanorum dirimere, quod potuit sane ut lectus inter illos arbiter ², sicut et ipsi reges jam ante inter se ea de re foedera quaedam pepigerant: et hoc si ita est, cum res inter alios acta sit, ad caeteras gentes non pertinebit: an vero prope singulos mundi trientes duobus populis donare. Quod etsi voluisset et potuisset Pontifex, non tamen continuo sequeretur dominos Orientis esse Lusitanos, cum donatio dominium non faciat, sed secuta traditio ³: quare et huic causae possessio deberet accedere. Tum vero si quis jus ipsum sive divinum sive humanum scrutari volet, non autem ex commodo suo metiri, facile deprehendet donationem ejusmodi ut rei alienae nullius esse momenti. Disputationem de potestate Pontificis, hoc est episcopi Romanae ecclesiae, hic non aggrediar, nec quidquam ponam nisi ex hypothesi, hoc est quod confitentur homines inter eos eruditissimi, quique plurimum Pontificiae tribuunt auctoritati, maxime Hispani ⁴: qui cum pro sua perspicacia facile viderent Dominum Christum omne a se terrenum imperium abdicasse, mundi certe totius dominium, qua homo fuit, non habuisse, et si habuisset, nullis tamen argumentis astrui posse, jus illud in Petrum aut Romanam ecclesiam vicario jure translatum, cum alias etiam certum sit multa Christum habuisse, in quae Pontifex non successerit ⁵, intrepide affirmarunt, (utar ipsorum verbis), Pontificem non esse dominum civilem aut temporalem totius orbis ⁶: imo etiam si quam talem potestatem in mundo ha-

¹ V. Vasq. in praefat. n. 5. ² V. Osorium. ³ Inst. de rer. div. §. per traditionem. [L. 2. 1. §. 40.] ⁴ Luc. 12. 14. Joh. 18. 36. Vict. de Indis p. 1. n. 25. ⁵ Vict. ibi. n. 27. ⁶ V. Vasq. Contr. ill. c. 21. Turr. Crem. l. 2. c. 113. Hugo. 69. dist. cum ad verum. Bern. in l. 2. ad Eug. Vict. de Indis. p. 1. n. 27. Covarr. in c. peccatum. §. 9. n. 7.

beret, eam tamen non recte exerciturum, cum spirituali sua jurisdictione contentus esse debeat ¹: secularibus autem Principibus eam concedere nullo modo posse ². Tum vero si quam habeat potestatem temporalem, eam habere, ut loquuntur, in ordine ad spiritualia: quocirca nullam illi esse potestatem in populos infideles, ut qui ad ecclesiam non pertineant. Unde sequitur ex sententia Cajetani et Victoriae et potioris partis tam theologorum quam canonistarum ³, non esse idoneum titulum adversus Indos, vel quia Papa dederit provincias illas tamquam dominus absolute, vel quia non recognoscunt dominium Papae: atque adeo ne Saracenos quidem isto titulo unquam spoliatos.

His igitur sublatis, cum manifestum sit, quod et Victoria ⁴ scribit, Hispanos ad terras remotiores illas navigantes nullum jus secum attulisse occupandi eas provincias, unus duntaxat titulus belli restat, qui et ipse si justus esset, tamen ad dominium proficere non posset nisi jure praedae, hoc est post occupationem. Atqui tantum abest ut Lusitani eas terras occupaverint, ut cum plerisque gentibus, quas Batavi accesserunt, bellum eo tempore nullum haberent. Et sic igitur nullum jus illis quaeri potuit, cum etiam si quas ab Indis pertulissent injurias, eas longa pace et amicis commerciis remisisse merito censeantur. Quamquam ne fuit quidem quod bello obtenderent. Nam qui barbaros bello persequuntur, ut Americanos Hispani, duo solent praetexere, quod ab illis commercio arceantur, aut quod doctrinam verae religionis illi nolint agnoscere. Et commercia quidem Lusitani ab Indis impetrarunt, ut hac in parte nihil habeant, quod querantur. Alter vero obtentus

¹ Matth. 20. 26. Joh. 6. 15. Matth. 17. 27. ² Vict. ibi. n. 28. Covarr. d. loco. ³ Cor. 1. 5. in fine. Thom. 2. 2. q. 12. art. 2. Ayala. l. 1. c. 2. n. 29. Vict. ibi. n. 30. Covarr. d. loco. V. locum Cajet. infra. Thom. 2. 2. q. 66. art. 8. Silvester de infidelibus §. 7. Innoc. in c. quod super his. de voto. [Decretal. 3. 34. 8.] Vict. ibi. n. 31. ⁴ d. n. 31.

DE JURE PRAEDAE. CAP. XII.

minio est justior ¹, quam ille Graecorum in barbaros, quo
Kochius ² respexit:

*An distant quia dissidentque mores
Injustas acies et fera bella movent,
Alternisque volunt perire telis?
Non est justa satis saevitiae ratio.*

Ista autem et Thomae et concilii Toletani et Gregorii et
theologorum, canonistarum, jurisprudentiumque fere om-
nium ³ conclusio est: quantumcunque fides annuntiata sit
barbaris (nam de his qui subditi ante fuerunt Christianis
Principibus, item de apostatis alia est quaestio) probabiliter
et sufficienter, et si noluerint eam recipere, non tamen licere
hac ratione eos bello persequi et spoliare bonis suis. Operae
pretium est in hanc rem ipsa Cajetani ⁴ verba describere.
*Quidam, ait, infideles nec de jure nec de facto subsunt se-
cundum temporalem jurisdictionem Principibus Christianis,
ut si inveniuntur pagani, qui numquam imperio Romano
subditi fuerunt, terras habitantes, in quibus Christianum
numquam fuit nomen. Horum namque domini, quamvis
infideles, legitimi domini sunt, sive regali sive politico re-
gimine gubernantur: nec sunt propter infidelitatem a do-
minio suorum privati, quum dominium sit ex jure positivo
et infidelitas ex divino jure, quod non tollit jus positivum,
ut superius in quaestione habitum est. Et de his nullam
scio legem quoad temporalia. Contra hos nullus rex, nullus
imperator, nec ecclesia Romana potest movere bellum ad
occupandas terras eorum aut subjiciendos eos temporaliter,*

¹ V. Vasq. controuv. illustr. c. 24. Vict. de Indis. p. 2. n. 10. ² de cons. phil.
l. 4. in 4. met. [p. 286. vs. 7.] ³ Thom. 2. 2. q. 10. art. 8. Matth. 10. 23. c.
de Judaeis. dist. 45. [Decr. Grat. p. 1. 45. 5.] c. qui sincera. ead. dist. [c. 3.]
Innoc. d. loco. Bart. ad l. 1. C. de pag. [C. 1. 11.] Covarr. ad. c. peccatum.
p. 2. §. 9. et 10. Ayala de jure belli. l. 1. c. 2, n. 28. ⁴ ad Summ. Thom.
2. 2. q. 66. art. 8.

quia nulla subest causa justa belli, cum Jesus Christus rex regum, cui data est potestas in caelo et in terra, miserit ad capiendam possessionem mundi, non milites armatae militiae, sed sanctos praedicatores, sicut oves inter lupos. Unde nec in Testamento veteri, ubi armata manu possessio erat capienda terrae infidelium, indictum lego bellum alicui propter hoc, quod non erant fideles, sed quia nolebant dare transitum, vel quia eos offenderant, ut Madianitae, vel ut recuperarent sua, divina largitate sibi concessa. Unde gravissime peccaremus, si fidem Christi Jesu per hanc viam ampliare contenderemus, nec essemus legitimi domini illorum, sed magna latrocinia committeremus et teneremur ad restitutionem, utpote injusti debellatores aut occupatores. Mittendi essent ad hos praedicatores boni viri, qui verbo et exemplo converterent eos ad Deum: et non qui eos opprimant, spolient, scandalizent, subjiciant et duplo Gehennae filios faciant more Pharisaeorum. Et in hanc formam audimus saepe a senatu in Hispania et theologis praecipue Dominicanis decretum fuisse ¹, sola verbi praedicatione non bello Americanos ad fidem traducendos: libertatem etiam, quae illis eo nomine erepta esset, restitui debere, quod a Paulo Tertio, Pontifice et Carolo Quinto, Imperatore et Hispaniarum rege comprobatum dicitur. Omittimus jam Lusitanos in plerisque partibus religionem nihil promoveri; ne operam quidem dare, cum soli lucro invigilent. Imo et illud ibi verum esse, quod de Hispanis in America Hispanus ² scripsit, non miracula, non signa audiri, non exempla vitae religiosae, quae ad eandem fidem alios possent impellere, sed multa scandala, multa facinora, multas impietates. Quare cum et possessio et titulus deficiat possessionis, neque res ditionesque Indorum pro talibus haberi

¹ V. Joh. Met. in praef. ad Osorium. ² Vict. in relect. 1. de Indis. §. 33.

debeant, quasi nullius ante fuissent, neque cum illorum essent aliis recte acquiri potuerint, sequitur Indorum populos, de quibus nos loquimur, Lusitanorum proprios non esse, sed liberos et sui juris, de quo ipsi doctores Hispani ¹ non dubitant. Si ergo in populos terrasque et ditiones Lusitani jus nullum quaesiverunt, videamus an mare et navigationem

Probl. III. aut mercaturam sui juris facere potuerint. De mari autem prima sit consideratio, quod cum passim in jure aut nullius, aut commune, aut publicum juris gentium dicatur, hae voces quid significant ita commodissime explicabitur, si poetas ab Hesiodo omnes et philosophos et jurisconsultos veteres imitati in tempora distinguamus ea, quae tempore forte haud longo, certa tamen ratione et sui natura discreta sunt. Neque nobis vitio verti debet, si in juris a natura procedentis explanatione auctoritate et verbis eorum utimur, quos constat naturali judicio plurimum valuisse. Sciendum est igitur in primordiis vitae humanae aliud quam nunc est dominium, aliud communionem fuisse. Nam dominium nunc proprium quid significat ², quod scilicet ita est alicujus, ut alterius non sit eodem modo. Commune autem dicimus, cujus proprietas inter plures consortio quodam aut consensu collata est, exclusis aliis. Linguarum paupertas coegit voces easdem in re non eadem usurpare. Et sic ista nostri moris nomina ad jus illud pristinum similitudine quadam et imagine referuntur. Commune igitur tunc non aliud fuit, quam quod simpliciter proprio opponitur. Dominium autem facultas non injusta utendi re communi ³, quem usum scholasticis visum est facti, non juris vocare ⁴, quia qui nunc in jure usus

*Nova declaratio.
Dominium.
Communio.*

¹ Vict. in 1. relect. de Indis. in fine. [n. 16.] ² V. Gl. et Castrens. in 1. ex hoc jure. [D. 1. 1. 5.] et c. jus naturale. dist. 1. [Decr. Grat. p. 1. 1. 7.] ³ V. Vasq. controuv. usu freq. c. 1. n. 10. ⁴ c. exiit qui seminat. de verb. sign. in 6°. [Decretal. in 6°. 5. 12. 3.] Clem. exivi de Paradiso. de verb. sign. [Clem. const. 5. 11 1.]

vocatur proprium est quiddam, aut ut illorum more loquar, privative ad alios dicitur. Jure primo gentium, quod et naturale interdum dicimus, et quod poetae alibi aetate aurea, alibi Saturni aut Justitiae regno depingunt, nihil proprium fuit: quod Cicero dixit: *Sunt autem privata nulla natura*, et Horatius ¹:

*Nam propriae telluris herum natura nec illum,
Nec me, nec quemquam statuit.*

Neque enim potuit natura dominos distinguere. Hoc igitur significato res omnes eo tempore communes fuisse dicimus, idem innuentes quod poetae, cum primos homines in medium quaesivisse et Justitiam casto foedere res medias tenuisse dicunt: quod ut clarius explicent, negant eo tempore campos limite partitos, aut commercia fuisse ulla:

*promiscua rura per agros
Praestiterant cunctis communia cuncta videri*².

Recte additum est *videri*, propter translationem ut diximus vocabuli. Communio autem ista ad usum referebatur:

*pervium cunctis iter,
Communis usus omnium rerum fuit*³.

Cujus ratione dominium quoddam erat, sed universale et indefinitum: Deus enim res omnes non huic aut illi dederat, sed humano generi atque eo modo plures in solidum ejusdem rei domini esse non prohibebantur: quod, si hodierna significatione sumamus dominium, contra omnem est rationem. Hoc enim proprietatem includit, quae tunc erat penes neminem. Aptissime autem illud dictum est:

*omnia rerum
Usurpantis erant*⁴.

Ad eam vero quae nunc est dominiorum distinctionem non

¹ [Sat. l. 2. 2. vs. 129. sq.] ² Avienus in Aratacis. [vs. 302. sq.] ³ Seneca Octavia [vs. 402. sq.] ⁴ Avienus ibid. [vs. 301.]

impetu quodam, sed paulatim ventum videtur, initium ejus monstrante natura. Cum enim res sint nonnullae, quarum usus in abusu consistit, aut quia conversae in substantiam utentis nullum postea usum admittunt¹, aut quia utendo fiunt ad usum deteriores, in rebus prioris generis, ut cibo et potu, proprietates statim quaedam ab usu non sejuncta emicuit. Hoc enim est proprium esse, ita esse cujusquam ut et alterius esse non possit: quod deinde ad res posterioris generis, vestes puta et res mobiles alias aut se moventes, ratione quadam productum est. Quod cum esset, ne res quidem immobiles omnes, agros puta, indivisae manere poterunt: quamquam enim horum usus non simpliciter in abusu consistat, eorum tamen usus abusus cujusdam causa comparatus est, ut arva et arbusta cibi causa, pascua etiam vestium: omnium autem usibus promiscue sufficere non possunt. Repertae proprietati lex posita est, quae naturam imitaretur. Sicut enim initio per applicationem corporalem usus ille habebatur, unde proprietatem primum ortam diximus, ita simili applicatione res proprias cujusque fieri placuit. Haec est quae dicitur occupatio, voce accommodatissima ad eas res, quae ante in medio positae fuerant: quo Seneca² tragicus alludit

in medio est scelus

Positum occupanti.

Et philosophus³: *equestria omnium equitum Romanorum sunt: in illis tamen locus meus fit proprius quem occupavi.* Hinc Quintilianus⁴ dicit, *quod omnibus nascitur industriae esse praemium*, et Tullius⁵, *factas esse veteri occupatione res eorum, qui quondam in vacua venerant.*

¹ Dig. de usufr. ear. rer. quae usu cons. [D. 7. 5.] Extr. de verb. sign. ad conditorem. et, quia quorundam. [Extrav. Const. 20. Joan. XXII. tit. 14. c. 3. et c. 5.] Thom. 2. 2. q. 78. art. 1. ² Sen. Thyeste. [vs. 203. sq.] ³ de benef. l. 7. c. 12. ⁴ Decl. 13. [Ed. L. B. a. 1665. p. 183.] ⁵ de off. l. 1. [c. 7. §. 20.]

Occupatio autem haec in his rebus, quae possessioni reniuntur, ut sunt ferae bestiae, perpetua esse debet, in aliis sufficit corpore coeptam possessionem animo retineri. Occupatio in mobilibus est apprehensio, in immobilibus instructio aut limitatio: unde Hermogenianus ¹ cum dominia distincta dicit, addit agris terminos positos, aedificia collocata. Hic rerum status a poetis indicatur:

*Tum laqueis captare feras et fallere visco
Inventum* ²:

tum primum subiere domos:

*Communemque prius, ceu lumina solis et aurae,
Cautus humum longo signavit limite messor* ³.

Celebratum post haec, ut Hermogenianus indicat, commercium, cujus gratia

Fluctibus ignotis insultavere carinae ⁴.

Eodem autem tempore et respublicae institui coeperunt, atque ita eorum, quae a prima communione divulsa erant, duo facta sunt genera. Alia enim sunt publica, hoc est populi propria (quae est genuina istius vocis significatio), alia mere privata, hoc est singulorum. Occupatio autem publica eodem modo fit, quo privata. Seneca ⁵: *Fines Atheniensium aut Campanorum vocamus, quos deinde inter se vicini privata terminatione distinguunt.* Gens enim unaquaeque

*Partita fines regna constituit, novas
Exstruxit urbes* ⁶.

Hoc modo dicit Cicero ⁷ agrum Arpinatem Arpinatum dici, Tusculanum Tusculanorum: *similisque est, inquit, privatarum possessionum descriptio. Ex quo, quia suum cujusque fit eorum, quae natura fuerant communia, quod cuique ob-*

¹ l. ex hoc jure. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] ² Virg. Georg. 1. 1. [vs. 139. sq.] ³ Ovid. Metam. 1. 1. [vs. 121. et vs. 135. sq.] ⁴ Ovid. [ibid. vs. 134.] ⁵ de benef. 1. 7. c. 4. ⁶ Seneca Octavia: [vs. 419. sq.] ⁷ Off. 1. 1. [c. 7. §. 21.]

tigit id quisque teneat. Contra autem Thucydides ¹ eam terram, quae in divisione populo nulli obvenit, ἀδιαιτον, hoc est indefinitam et limitibus nullis circumscriptam vocat.

Ex his quae hactenus dicta sunt, duo intelligi possunt. Prius est eas res, quae occupari non possunt aut occupata numquam sunt, nullius proprias esse posse ², quia omnis proprietas ab occupatione coeperit. Alterum vero eas res omnes, quae ita a natura comparatae sunt, ut aliquo utente nihilominus aliis quibusvis ad usum promiscue sufficiant, ejus hodieque conditionis esse et perpetuo esse debere, cujus fuerint, cum primum a natura proditae sunt. Hoc Cicero ³ voluit: *Ac latissime quidem patens hominibus inter ipsos omnibus inter omnes societas haec est, in qua omnium rerum, quas ad communem usum natura genuit, est servanda communitas.* Sunt autem omnes res hujus generis, in quibus sine detrimento alterius alteri commodari potest. Hinc illud esse dicit Cicero: *Non prohibere aqua profuente.* Nam aqua profuens qua talis, non qua flumen est, inter communia omnium a jurisconsultis refertur et a poeta ⁴:

Quid prohibetis aquas? usus communis aquarum est:

Nec solem proprium natura, nec aëra fecit,

Nec tenues undas: in publica munera veni.

Dicit haec non esse natura propria, sicut Ulpianus ⁵ natura omnibus patere, tum quia primum a natura prodita sunt et in nullius adhuc dominium pervenerunt, ut loquitur Neratius ⁶, tum quia, ut Cicero ⁷ dicit, a natura ad usum communem genita videntur. Publica autem vocat, tralatitia significatione ⁸, non quae ad populum aliquem, sed quae ad societatem humanam pertinent, quae publica juris gentium in

¹ l. 1. [c. 139.] ² V. Duar. in tit. ff. de rer. div. et qual. [D. 1. 8.]
³ d. libro. [c. 16. §. 51.] ⁴ Ovid. Metam. l. 6. [vs. 349. sqq.] ⁵ l. venditor.
 ff. comm. praed. [D. 8. 4. 13.] ⁶ l. quod in littore. ff. de acq. rer. dom. [D. 41.
 1. 14.] ⁷ loco citato. ⁸ V. Conn. Comm. civ. l. 3. c. 2. Donellus. l. 4. c. 2.

legibus vocantur ¹, hoc est communia omnium, propria nullius. Hujus generis est aër, duplici ratione, tum quia occupari non potest, tum quia usum promiscuum hominibus debet. Et eisdem de causis commune est omnium maris elementum, infinitum scilicet ita, ut possideri non queat, et omnium usibus accommodatum, *sive navigationem respicimus, sive etiam piscaturam* ². Cujus autem juris est mare, ejusdem sunt, si qua mare aliis usibus eripiendo sua fecit, ut arenae maris, quorum pars terris continua littus dicitur. Recte igitur Cicero ³: *Quid tam commune quam mare fluctuantibus, littus ejectis?* Etiam Virgilius auram, undam, littus cunctis patere dicit. Haec igitur sunt illa, quae Romani ⁴ vocant communia omnium jure naturali, aut quod idem esse diximus, publica juris gentium, sicut et usum eorum modo communem modo publicum vocant. Quamquam vero etiam ea nullius esse, quod ad proprietatem attinet, recte dicantur, multum tamen differunt ab his, quae nullius sunt et communi usui attributa non sunt, ut ferae, pisces, aves: nam ista si quis occupet, in jus proprium transire possunt, illa vero totius humanitatis consensu proprietati in perpetuum excepta sunt, propter usum, qui cum sit omnium, non magis omnibus ab uno eripi potest, quam a te mihi quod meum est. Hoc est quod Cicero ⁵ dicit inter prima esse justitiae munera, rebus communibus pro communibus uti. Scholastici dicerent esse communia alia affirmative, alia privative. Distinctio haec non modo jurisprudentibus usitata est, sed vulgi etiam confessionem exprimit: unde

¹ l. ult. ff. de usuc. [D. 41. 3.] ² l. Aristo. ff. de rer. div. [D. 1. 8. 10.]
³ loco supra citato. ⁴ Inst. de rer. div. §. et quidem naturali. et §. littorum. [l. 2. 1. §. 1. et §. 5.] Dig. de rer. div. l. 1. et l. 2. et l. Aristo. eo tit. [D. 1. 8.] l. quod in littore. et l. quamvis. ff. de acq. rer. dom. [D. 41. 1. 14. et 50.] l. injuriarum. §. si quis me. ff. de injuriis. [D. 47. 10. 13. §. 7.] l. littora ff. ne quid in loc. publ. [D. 43. 8. 3.] cum l. seq. ⁵ Off. l. 1. [c. 7. §. 20.]

apud Athenaeum convivator mare commune esse dicit, at pisces capientium fieri. Et in Plautina Rudente ¹ servulo dicenti, *Mare quidem commune certo est omnibus*, assentit piscator: addenti autem, *In mari inventum est, commune est*, recte occurrit:

*Meum quod rete atque hami nacti sunt, meum
potissimum est.*

Mare igitur proprium omnino alicujus fieri non potest, quia natura commune hoc esse non permittit, sed jubet ²: imo ne littus quidem, nisi quod haec addenda est interpretatio: ut si quid earum rerum per naturam occupari possit, id eatenus occupantis fiat, quatenus ea occupatione usus ille promiscuus non laeditur. Quod merito receptum est: nam cum ita se res habet, cessat utraque exceptio, per quam evenisse diximus, ne omnia in jus proprium transcriberentur. Quoniam igitur inaedificatio species est occupationis, in littore licebit aedificare ³, si id fieri potest sine caeterorum incommodo, ut Pomponius loquitur: quod ex Scaevola explicabimus, nisi usus publicus, hoc est communis, impediretur. Et qui aedificaverit soli dominus fiet, quia id solum nec ullius proprium, nec ad usum communem necessarium fuit. Est igitur occupantis, sed non diutius, quam durat occupatio ⁴, quia reluctari mare possessioni videtur, exemplo ferae, quae si in naturalem se libertatem receperit, non ultra captoris est. Ita et littus postliminio mari redit. Quidquid autem privatum fieri occupando, idem et publicum, hoc est populi proprium, posse ostendimus. Sic littus imperii Romani finibus inclusum

¹ actu 4. sc. Heus mane. [vs. 975. sqq. et vs. 985.] ² V. Donell. l. 4. c. 2.
³ Inst. de rer. div. §. littorum. [I. 2. 1. §. 5.] l. riparum. §. 1. ff. de rer. div. [D. 1. 8. 5.] l. fluminum. ff. de damno inf. [D. 39. 2. 24.] l. quamvis. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 50.] l. in littore. ff. ne quid in loc. publ. [D. 43. 8. 4.]
⁴ l. Aristo. ff. de rer. divis. [D. 1. 8. 10.] l. quod in littorc. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 14.]

populi Romani esse Celsus existimat ¹: quod si ita est, minime mirandum est eundem populum subditis suis occupandi littoris modum per Principem aut praetorem potuisse concedere ². Caeterum et haec occupatio non minus quam privata ita restringenda est, ne ulterius porrigatur, quam ut salvus sit usus juris gentium. Nemo igitur potest a populo Romano ad littus maris accedere prohiberi ³, et retia siccare et alia facere, quae semel omnes homines in perpetuum sibi licere voluerunt ⁴. Maris autem natura hoc differt a littore, quod mare, nisi exigua sui parte, nec inaedificari facile nec includi potest: et ut posset, hoc ipsum tamen vix contingeret sine usus promiscui impedimento. Si quid tamen exiguum ita occupari potest, id occupanti conceditur. Hypebole est igitur ⁵:

*Contracta pisces aequora sentiunt
Jactis in altum molibus.*

Nam Celsus ⁶ jactas in mare pilas ejus esse dicit, qui jecerit, sed id non concedendum, si deterior maris usus eo modo futurus sit. Et Ulpianus ⁷ eum qui molem in mare jactit, ita tuendum dicit, si nemo damnum sentiat. Nam si cui haec res nocitura sit, interdictum utique, *Ne quid in loco publico fiat*, competiturum. Ut et Labeo ⁸ si quid tale in mari struatur, inderdictum vult competere, *Ne quid in mari, quo portus, statio iterye navigiis deterius sit, fiat*. Quae autem navigationis, eadem piscatus habenda est ratio, ut communis maneat omnibus. Neque tamen peccabit, si quis in maris diverticulo piscandi locum sibi palis circumse-

¹ d. l. littora ff. ne quid in loc. publ. [D. 43. 8. 3.] Donell. l. 4. c. 2. et c. 9.
² d. l. quamvis. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 50.] l. 2. in pr. et §. merito. et §. si quis a Principe. ff. ne quid in loco publ. [D. 43. 8. 2. § 10. et §. 16.] ³ l. nemo igitur. ff. de rer. div. [D. 1. 8. 4.] ⁴ d. l. littora. ff. ne quid in loco publ. ⁵ Horat. [Od. l. 3. l. vs. 33. sq.] ⁶ d. l. littora. ⁷ l. 2. ff. ne quid in loco publ. §. adversus. [D. 43. 8. 2. §. 8.] ⁸ l. 1. §. si in marc. ff. de fluminibus. [D. 43. 12. l. §. 17.]

piat atque ita privatum faciat: sicut Lucullus exciso apud Neapolim monte ad villam suam maria admisit ¹. Et hujus generis puto fuisse piscinas maritimas, quarum Varro et Columella meminerunt. Nec Martialis ² alio spectavit, cum de Formiano Apollinaris loquitur:

*Si quando Nereus sentit Aeoli regnum,
Ridet procellas tuta de suo mensa.*

Et Ambrosius ³: *Inducis mare intra praedia tua, ne desint belluae.* Hinc apparere potest, quae mens Pauli ⁴ fuerit, cum dicit, si maris proprium jus ad aliquem pertineat, *uti possidetis* interdictum ei competere. Esse quidem hoc interdictum ad privatas causas comparatum, non autem ad publicas (in quibus etiam ea comprehenduntur, quae jure gentium communi facere possumus), sed hic jam agi de jure fruendo, quod ex causa privata contingat, non publica, sive communi. Nam teste Marciano ⁵, quidquid occupatum est et occupari potuit, id jam non est juris gentium, sicut est mare. Exempli causa, si quis Lucillum aut Apollinarem in privato suo, quatenus diverticulum maris incluserant, piscari prohibuisset, dandum illis interdictum Paulus putavit, non solum injuriarum actionem, ob causam scilicet privatae possessionis. Imo in diverticulo maris, sicut in diverticulo fluminis ⁶, si locum talem occuparim ibique piscatus sim, maxime si animum privatim possidendi plurium annorum continuatione testatus fuerim, alterum eodem jure uti prohibebo, ut ex Marciano colligimus, non aliter quam in lacu, qui mei dominii est ⁷. Quod verum quamdiu durat occupatio, quemadmodum in littore antea diximus. Extra diverticulum idem non erit, ne scilicet communis usus im-

¹ Plin. l. 10. c. 54. ² Epigr. l. 10. 30. ³ De Nabuthe. c. 3. ⁴ l. sane si maris. ff. de injuriis. [D. 47. 10. 14.] ⁵ l. nemo igitur. ff. de rer. div. [D. 1. 8. 4.] ⁶ l. si quisquam. ff. de divers. temp. praescr. [D. 44. 3. 7.] ⁷ l. injuriarum. §. ult. ff. de injuriis. [D. 47. 10. 13. §. 7.] l. praescriptio ff. de usuc. [D. 41. 3. 45.]

pediatur. Ante aedes igitur meas aut praetorium ut piscari aliquem prohibeam, usurpatum quidem est, sed nullo jure: adeo quidem ut Ulpianus ¹ contempta ea usurpatione, si quis prohibeatur, injuriarum dicat agi posse. Hoc Imperator Leo ² (cujus legibus non utimur) contra juris rationem mutavit voluitque *πρόθυρα*, hoc est vestibula maritima, eorum esse propria, qui oram habitarent ibique eos jus piscandi habere: quod tamen ita procedere voluit, ut septis quibusdam remoratoriis, quas *ἐποχάς* Graeci vocant, locus ille occuparetur ³: existimans nimirum non fore, ut quis exiguam maris portionem alteri invideret, qui ipse toto mari ad piscandum admitteretur. Certe ut quis magnam maris partem, etiamsi possit, publicis utilitatibus eripiat, non tolerandae est improbitatis: in quam merito vir sanctus ⁴ invehitur. *Spatia maris sibi vindicant jure mancipii, pisciumque jura sicut vernaculorum, conditione sibi servitii subjecta commemorant. Iste, inquit, sinus maris meus est, ille alterius. Dividunt elementa sibi potentes.* Est igitur mare in numero earum rerum, quae in commercio non sunt, hoc est, quae proprii juris fieri non possunt ⁵. Unde, censent eruditiores, sequitur, si recte et proprie loquamur, nullam maris partem in territorio populi alicujus posse censi: quod ipsum Placentinus sensisse videtur, cum dixit mare ita esse commune, ut in nullius dominio sit nisi solius Dei, et Johannes Faber ⁶ cum mare asserit relictum in suo jure et esse primaevo, quo omnia erant communia. Alioqui nihil differrent, quae sunt omnium communia, ab his quae publica proprie dicuntur, ut mare a flumine. Flumen populus occupare potuit, ut inclusum finibus suis, mare non potuit. Territoria autem sunt

¹ d. l. injuriarum. §. si quis me. [D. 47. 10. 13. §. 7.] ² Nov. 56. ³ Nov. Leonis 102. 103. 104. V. Cuiac. Observ. l. 14. 1. ⁴ Hexacm. l. 5. c. 10. ⁵ Donell. l. 4. c. 6. ⁶ ad d. §. littorum. Inst. de rer. div. [l. 2. 1. §. 5.] Adde Dd. in l. *ἀξιώτως*. ff. ad l. Rhod. [D. 14. 2. 9.]

ex occupationibus populorum, ut privata dominia ex occupationibus singulorum. Vidit hoc Celsus ¹, qui clare satis distinguit inter littora, quae populus Romanus occupare potuit, ita tamen ut usui communi non noceretur, et mare, quod omnino pristinam naturam retinuit. Nec ulla lex diversum indicat. Quae vero leges a contrariae sententiae auctoribus citantur ², aut de insulis loquuntur, quas clarum est occupari potuisse, aut de portu, qui non communis est, sed proprie publicus. Qui vero dicunt mare aliquod esse imperii Romani, dictum suum ita interpretantur, ut dicant jus illud in mare ultra protectionem et jurisdictionem non procedere: quod illi jus a proprietate distinguunt, nec forte satis animadvertunt id ipsum, quod populus Romanus classes praesidio navigantium disponere potuit, et deprehensos in mari piratas punire, non ex proprio, sed ex communi jure accidisse, quod et aliae liberae gentes in mare habent. Illud interim fatemur potuisse inter gentes aliquas convenire, ut capti in maris hac aut illa parte hujus aut illius reipublicae judicium subirent, atque ita ad commoditatem distinguendae jurisdictionis in mari fines describi: quod ipsos quidem eam sibi legem ferentes deligat, at alios populos non item, neque locum alicujus proprium facit, sed in personas contrahentium jus constituit ³. Quae distinctio, ut naturali rationi consentanea est, ita Ulpiani ⁴ responso quodam comprobatur, qui rogatus an duorum praediorum maritimorum dominus alteri eorum, quod venderet, servitutum potuisset imponere, ne inde in

¹ l. littora. ff. ne quid in loco publ. [D. 43. 8. 3.] ² l. insulae. ff. de judiciis. [D. 5. 1. 9.] l. Caesar. ff. de publ. [D. 39. 4. 15.] Gl. in l. quaedam. ff. de rer. div. [D. 1. 8. 2.] et ibi Bal. et Gl. in §. 1. Inst. de rer. divis. [I. 2. 1.] et in d. l. littora. ³ Bal. in c. 1. in pr. in 2. col. quib. mod. feud. amitt. Adde l. unam C. de classicis. [C. 11. 13.] et Ang. in l. sanc. ff. de injuriis. [D. 47. 10. 14.] ⁴ l. venditor fundi. ff. comm. praed. [D. 8. 4. 13.] Adde l. caveri. [l. 4.] eo tit.

certo maris loco piscari liceret, respondet rem quidem ipsam, mare scilicet, servitute nulla affici potuisse, quia per naturam hoc omnibus pateret, sed cum bona fides contractus legem venditionis servari exposceret, personas possidentium et in jus eorum succedentium per istam legem obligari. Verum est loqui jurisconsultum de praediis privatis et lege privata, sed in territorio et lege populorum eadem hic est ratio, quia populi respectu totius generis humani privatorum locum obtinent. Similiter reditus¹, qui in piscationes maritimas constituti regalium numero censentur, non rem, hoc est mare aut piscationem, sed personas obligant. Quare subditi, in quos legem ferendi potestas reipublicae aut Principi ex consensu competit, ad onera ista compelli forte poterunt, sed exteris jus piscandi ubique immune esse debet, ne servitus imponatur mari, quod servire non potest. Non enim maris eadem quae fluminis ratio est, quod cum sit publicum, id est populi, jus etiam in eo piscandi a populo aut Principe concedi aut locari potest², ita ut ei qui conduxit etiam interdictum veteres dederint³, *de loco publico fruendo*, addita conditione, si is cui locandi jus fuerit fruendum alicui locaverit; quae conditio in mari evenire non potest⁴. Caeterum qui ipsam piscationem numerant inter regalia ne illum quidem locum, quem interpretabantur, satis inspexerunt: quod Iserniam et Alvarotum⁵ non latuit. Demonstratum est nec populo nec privato cuiquam jus aliquod proprium in ipsum mare (nam diverticulum excepimus) competere posse, cum occupationem nec natura nec usus publici ratio permittat. Hujus autem rei causa instituta fuerat haec disputatio, ut appareret Lusitanos mare, quo ad Indos navigatur, sui juris non fecisse. Nam

¹ c. quae sint regalia. in Feudis. [F. 2. 26.] ² V. Balbum. de praeser. 4. parte et 5. part. princip. q. 6. n. 4. ³ d. l. injuriarum. §. si quis me. vs. conductori. [D. 47. 10. 13. 7.] ⁴ Dig. de loco publico fruendo. [D. 43. 9.] ⁵ ad d. locum, quae sint regalia.

utraque ratio, quae proprietatem impedit, in hac causa est quam in caeteris omnibus infinito efficacior: quod in aliis difficile videtur, in hac omninó fieri non potest: quod in aliis iniquum judicamus, in hac summe barbarum est atque inhumanum. Non de mari interiore hic agimus, quod terris undique infusum alicubi etiam fluminis latitudinem non excedit: de quo tamen satis constat locutos esse Romani juris consultos, cum nobiles illas adversus privatam avaritiam sententias¹ ediderunt. De oceano quaeritur, quem immensum, infinitum rerum parentem, coelo conterminum antiquitas vocat: cujus perpetuo humore non fontes tantum et flumina et maria, sed nubes, sed ipsa quodammodo sidera pasci veteres crediderunt: qui denique per reciprocas aestuum vices terram hanc, humani generis sedem, ambiens neque teneri neque includi potest, et possidet verius quam possidetur. In hoc autem oceano non de sinu aut freto, nec de omni quidem eo quod e littore conspici potest controversia est. Vindicant sibi Lusitani, quidquid duos orbes interjacet, tantis spatiis discretos, ut plurimis saeculis famam sui non potuerint transmittere. Quod si Castellanorum, qui in eadem sunt causa, portio accedat, parvo minus omnis oceanus duobus populis mancipatus est, aliis tot gentibus ad Septentrionum redactis angustias: multumque decepta est natura, quae cum elementum illud omnibus circumfudit, omnibus etiam suffecturum credit. In tanto mari si quis usu promiscuo solum sibi imperium et ditionem exciperet, tamen immodicae dominationis affectator haberetur: si quis piscatu arceret alios, insanae cupiditatis notam non effugeret: at qui etiam navigatum impedit, quo nihil ipsi perit, de eo quid statuemus? Si quis ab igni, qui totus suus est, ignem capere, lumen suo de lumine alterum prohiberet, lege hunc humanae societatis reum peragerem: quia vis ea est istius naturae,

¹ supra allegatas.

Ut nihilominus ipsi luceat, cum illi accenderit ¹.

Quidni enim, quando sine detrimento suo potest, alteri commodet ² in iis, quae sunt accipienti utilia, danti non molesta? Haec sunt quae philosophi ³ non alienis tantum, sed et ingratis praestari volunt. Quae vero in rebus privatis invidia est, eadem in re communi non potest non esse immanitas. Improbissimum enim hoc est, quod naturae instituto, consensu gentium, meum non minus quam tuum est, id te ita intercipere, ut ne usum quidem mihi concedas, quo concessu nihilo minus id tuum sit quam antea fuit. Tum vero etiam, qui alienis incubant aut communia intercipiunt, certa quadam possessione se tuentur. Quia enim prima, ut diximus, occupatio res proprias fecit, idcirco imaginem quamdam domini praefert quamvis injusta detentio. At Lusitani num sicuti terras solemus, ita mare illud impositis praesidiis ita undique cinxerunt, ut in ipsorum manu esset quos vellent excludere? An vero tantum hoc abest, ut ipsi etiam, cum adversus alios populos mundum dividunt, non ullis limitibus aut natura aut manu positis, sed imaginaria quadam linea se tueantur? Quod si recipitur, et dimensio talis ad possidendum valet, jamdudum nobis geometrae terras, astronomi etiam caelum eriperent. Ubi hic igitur est ista, sine qua nulla dominia coeperunt, corporis ad corpus adjunctio? Nimirum apparet in nulla re verius dici posse, quod doctores nostri ⁴ prodiderunt, mare cum sit incomprehensibile non minus quam aër, nullius populi bonis potuisse applicari. Si vero ante alios navigasse et viam quodammodo aperuisse, hoc vocant occupare, quid esse potest magis ridiculum? Nam cum nulla pars sit maris, in quam non aliquis primus ingressus sit, sequetur omnem navigationem ab aliquo esse occupatam. Ita

¹ Ennius. [ap. Cic. de off. l. 1. c. 16. §. 52.] ² Cic. de Off. l. 1. [c. 16. §. 51. sq.] ³ Sen. de benef. l. 3. c. 28. ⁴ Joh. Faber ad §. littorum. [l. 2. 1. §. 5.]

undique excludimur. Quin et illi qui terrarum orbem circumvecti sunt, totum sibi oceanum acquisivisse dicendi erunt. Sed nemo nescit navem per mare transeuntem non plus juris quam vestigii relinquere. Verum etiam quod sibi sumunt, neminem ante ipsos eum oceanum navigasse, id minime verum est. Magna enim pars ejus de quo agitur maris ambitu Mauritaniae jam olim navigata est ¹: ulterior et in orientem vergens victoriis magni Alexandri lustrata est usque in Arabicum sinum. Olim autem hanc navigationem Gaditanis percognitam fuisse multa argumento sunt: Caio Caesare, Augusti filio, in Arabico sinu res gerente signa navium ex Hispaniensibus naufragiis agnita, et quod Caelius Antipater tradidit, vidisse se qui ex Hispania in Aethiopiam commercii gratia navigasset. Etiam Arabibus: si verum est quod Cornelius Nepos tradidit, Eudoxum quemdam sua aetate cum Lathyrum, regem Alexandriae, fugeret Arabico sinu egressum Gades usque pervectum. Poenos autem, qui re maritima plurimum valuerunt, eum oceanum non ignorasse longe certissimum est, cum Hanno Carthaginis potentia florente circumvectus a Gadibus ad finem Arabiae, praeternavigato scilicet promontorio quod nunc Bonae Spei dicitur (vetus videtur nomen Hesperion Ceras fuisse) omne id iter scripto complexus sit, testatusque ad ultimum non mare sibi, sed comneatum defuisse. Ab Arabico autem sinu ad Indiam Indicique oceani insulas et auream usque Chersonesum, quam esse Japanem credunt plerique, etiam re Romana florente navigari solitum, iter a Plinio ² descriptum, legationes ab Indis ad Augustum, ad Claudium etiam ex Taprobane insula, deinde gesta Trajani et tabulae Ptolemaei satis ostendunt. Jam suo tempore Strabo ³ Alexandrinorum mercatorum classem ex Arabico sinu ut Aethiopiae ultima, ita et Indiae pe-

¹ ex Plinio l. 2. c. 69. et l. 6. c. 31. et Mela. l. 3. [c. 9.] ² l. 6. c. 23.
³ l. 2. [p. 179. a. Casaub.] et l. 17. [p. 1149. c.]

tiisse testatur, cum olim paucis navibus id auderetur. Inde magna populo Romano vectigalia. Addit Plinius ¹ impositis sagittariorum cohortibus piratarum metu navigatum, solamque Indiam quingenties sestertium, si Arabiam addas et Seres millies, annis omnibus Romano imperio ademisse et merces centuplicato venditas. Et haec quidem vetera satis arguunt primos non fuisse Lusitanos. In singulis autem sui partibus oceanus ille et tunc, cum Lusitani ingressi sunt, et nunquam non cognitus fuit. Mauri enim et Aethiopes, Arabes, Persae, Indi eam maris partem, cujus ipsi accolae sunt, nescire nequam potuerunt. Mentiuntur ergo qui se mare illud invenisse jactant. Quid igitur, dicet aliquis, parvumne videtur, quod Lusitani intermissam multis forte saeculis navigationem primi repararunt et, quod negari non potest, Europaeis gentibus ignotam ostenderunt magno suo labore, sumtu, periculo? Imo vero, si in hoc incubuerunt, ut quod soli reperissent omnibus monstrarent, quis adeo est amens, qui non plurimum se illis debere profiteatur? Eandem enim gratiam laudemque et gloriam immortalem illi promeruerint, qua omnes contenti fuerunt rerum magnarum inventores, quotquot scilicet non sibi, sed humano generi prodesse studuerunt. Sin Lusitanis suus ante oculos quaestus fuit, lucrum quod semper maximum est in praevertendis negotiationibus illis sufficere debuit. Et scimus itinera prima proventus interdum quater decuplos aut etiam uberiores dedisse: quibus factum, ut inops diu populus ad repentinas divitias subito prorumperet tanto luxus apparatu, quantus vix beatissimis gentibus in supremo progressae diu fortunae fastigio fuit. Si vero eidem in hoc praeiverunt, ne quisquam sequeretur, gratiam non merentur cum lucrum suum respexerint; lucrum autem suum dicere non possunt, cum eripiant alienum. Neque enim illud certum est, nisi ivissent

¹ loco citato et l. 12. c. 19.

eo Lusitani, iturum fuisse neminem. Adventabant enim tempora, quibus ut artes paene omnes, ita et terrarum et marium situs clarius in dies noscebantur. Excitassent vetera quae modo retulimus exempla et, si non uno impetu omnia patuissent, at paulatim promotae velis fuissent littorae alio semper aliud monstrante. Factum denique fuisset quod fieri potuisset Lusitani docuerunt, cum multi essent populi non minus flagrantibus mercaturae et rerum externarum studio: Venetis, qui multa jam Indiae didicerant, caetera inquirere promptum fuit: Gallorum Brittonum indefessa sedulitas, Anglorum audacia coepto non defuisset. Ipsi Batavi multo magis desperata aggressi sunt. Nulla igitur aequitatis ratio, ne probabilis quidem ulla sententia a Lusitanis stat. Omnes¹ enim qui mare volunt imperio alicujus subjici posse, id ei attribuunt, qui proximos portus et circumjacentia littora in ditione habet. At Lusitani in illo universo littorum tractu paucis exceptis praesidiis nihil habent, quod suum possint dicere. Deinde vero etiam qui mari imperaret, nihil tamen posset ex usu omnium deminuere, sicut populus Romanus arcere neminem potuit, quominus in littore imperii Romani cuncta faceret, quae jure gentium permittebantur². Et si quidquam eorum prohibere posset, puta piscaturam, qua dici quodammodo potest pisces exhauriri, at navigationem non posset, per quam mari nihil perit. Cui rei argumentum est longe certissimum, quod ex doctorum sententia ante retulimus³, etiam in terra, quae cum populis tum hominibus singulis in proprietatem attributa est, iter tamen certe inermis et innoxium nullius gentis hominibus juste negari, sicut et

¹ gl. in c. ubi periculum. §. porro. super verbo *territorio*. de elect. in 6°. [Decretal. in 6°. 1. 6. 3. §. 2.] et ibi canonistae. Gl. in l. licet. ff. de fertis. [D. 2. 12. nulla lex *licet* in hoc tit. invenitur]. ² I. nemo igitur ff. de rer. div. [D. 1. 8. 4.] Adde Alber. Gent. de jure belli. l. 1. c. 19. sub finem. ³ hoc capite.

potum ex flumine. Ratio apparet quia, cum unius rei naturaliter usus essent diversi, eum duntaxat gentes divisisse inter se videntur, qui sine proprietate commode haberi non posset, contra autem eum recepisse, per quem domini conditio deterior non esset futura. Omnes igitur vident eum, qui alterum navigare prohibeat, nullo jure defendi, cum eundem etiam injuriarum teneri Ulpianus ¹ dixerit, alii autem etiam interdictum utile prohibito competere existimaverint. Et sic Batavorum intentio communi jure nititur, cum fateantur omnes ² permissum cuilibet in mari navigare etiam a nullo Principe impetrata licentia: quod et legibus Hispanicis ³ diserte expressum est.

Donatio Pontificis Alexandri, quae a Lusitanis mare aut jus navigandi solis sibi vindicantibus, cum inventionis deficiat titulus, secundo loco adduci potest, satis ex iis quae ante dicta sunt vanitatis convincitur. Donatio enim nullum habet momentum in rebus extra commercium positis. Quare cum mare aut jus in eo navigandi proprium nulli hominum esse possit, sequitur neque dari a Pontifice neque a Lusitanis accipi potuisse. Praeterea cum supra relatum sit ex prudentiorum sententia, Papam non esse dominum temporalem totius orbis, ne maris quidem esse satis intelligitur: quamquam etsi id concederetur, tamen jus annexum Pontificatui in regem aliquem aut populum pro parte nulla transferri debuisset, sicut nec imperator posset imperii sui provincias in suos usus convertere aut pro suo arbitrio alienare ⁴. Illud saltem nemo negaturus est, cui aliquid sit frontis, cum jus disponendi in temporalibus Pontifici nemo concedat, nisi forte

¹ l. 2. §. si quis in mari. ff. ne quid in loco publ. [D. 43. 8. 2. §. 9.] Gl. ad l. 1. ff. ut in flumine publico. [D. 43. 14.] ² Bald. in l. item lapilli. 3. col. ff. de rer. div. [D. 1. 8. 3.] Rodericus Zuarius Hispanus in cons. 1. de usu maris. ³ p. 3. tit. 28. l. 10. et 12. ⁴ Vict. ubi supr. n. 26. [de Indis 1. sect. 2. n. 1.]

quantum ejus rerum spiritualium necessitas requirit, ista autem de quibus nunc agimus, mare scilicet et jus navigandi, lucrum et quaestum merum, non pietatis negotium respiciant, sequi nullam hac in re fuisse illius potestatem. Quid quod ne Principes quidem, hoc est domini temporales, possunt ullo modo a navigatione aliquem prohibere, cum si quod habent jus in mari, id sit tantum jurisdictionis ac protectionis? Etiam illud notissimum est apud omnes, ad ea facienda quae cum lege naturae pugnant, nullam esse Papae auctoritatem ¹. Pugnat autem cum lege naturae, ut mare aut ejus usum quisquam habeat sibi proprium, ut jam satis demonstravimus. Cum denique jus suum auferre alicui Papa minime possit, quae erit facti istius defensio, si tot populos immerentes, indemnatos, innoxios ab eo jure, quod ad ipsos non minus quam ad Hispanos pertinebat, uno verbo voluit excludere? Aut igitur dicendum est, nullam esse vim ejusmodi pronuntiationis aut, quod non minus credibile est, eum Pontificis animum fuisse, ut Castellanorum et Lusitanorum inter se certamini intercessum voluerit, aliorum autem juri nihil deminutum.

Ultimum iniquitatis patrociniū in praescriptione solet esse aut consuetudine. Et huc igitur Lusitani se conferunt: sed utrumque illis praesidium certissima juris ratio praecludit. Nam praescriptio a jure est civili, unde locum habere non potest inter reges aut inter populos liberos ²: multo autem minus ubi jus naturae aut gentium resistit, quod jure civili semper validius est. Quin et ipsa lex civilis praescriptionem hic impedit ³. Usucapi enim aut praescriptione acquiri prohibentur, quae in bonis esse non possunt ⁴: deinde quae

¹ Silv. in v. Papa. n. 16. ² Vasq. c. 51. ³ Donell. l. 5. Comm. c. 22. et seq. ⁴ l. sed Celsus. ff. de cont. emt. [D. 18. 1. 6.] l. usucapionem. ff. de usucap. [D. 41. 3. 9.]

possideri vel quasi possideri nequeunt ¹, et quorum alienatio prohibita est ². Haec autem omnia de mari et usu maris vere dicuntur. Et cum publicae res, hoc est populi alicujus, nulla temporis possessione quaeri posse dicantur ³, sive ob rei naturam, sive ob eorum privilegium adversus quos praescriptio ista procederet, quanto justius humano generi quam uni populo id beneficium dandum fuit in rebus communibus? Et hoc est quod Papinianus ⁴ scriptum reliquit, praescriptionem longae possessionis ad obtinenda loca juris gentium publica concedi non solere, ejusque rei exemplum dat in littore, cujus pars imposito aedificio occupata fuerat: nam eo diruto et alterius aedificio in eodem loco postea exstructo exceptionem opponi non posse; quod deinde similitudine reipublicae illustrat: nam et si quis in fluminis diverticulo pluribus annis piscatus sit, postea interrupta scilicet piscatione alterum eodem jure prohibere non posse. Apparet igitur Angelum ⁵ et qui cum Angelo dixerunt, Venetis et Januensibus per praescriptionem jus aliquod in sinum maris suo littori praejacentem acquiri potuisse, aut falli aut fallere, quod sane jurisconsultis nimium est frequens, cum sanctae professionis auctoritatem non ad rationes et leges, sed ad gratiam conferunt potentiorum. Nam Marciani quidem responsum, de quo et ante egimus, si recte cum Papiniani verbis comparetur, non aliam accipere potest interpretationem quam eam, quae et Johanni olim et Bartolo probata est et nunc a doctis omnibus ⁷ recipitur: ut scilicet jus prohibendi procedat quamdiu durat occupatio,

¹ l. sine. ff. eo tit. c. sine possess. de reg. jur. [Decretal. in 6°. 5. 12. 3.]
² l. alienationis ff. de verb. sign. [D. 50. 16. 28.] l. si fundum. ff. de fundo dot. [D. 23. 5. 16.] ³ l. praescriptio. C. de oper. publ. [C. 8. 12. 6.] l. diligenter. C. de aquaeductu. [C. 11. 42. 9.] l. viam. ff. de via publ. [D. 43. 11. 2.] ⁴ l. ult. ff. de usuc. D. 41. 3.] ⁵ cons. 289. thema tale est: inter caetera capitula pacis. ⁶ l. si quisquam. ff. de div. temp. praescr. [D. 44. 3. 7.]
⁷ Duar. de usuc. c. 3. Cujac. ad d. l. ult. de usuc. [D. 41. 3.] Donell. Comm. l. 5. c. 22.

non autem si ea omissa sit. Omissa enim non prodest nec si per mille annos fuisset continuata, ut recte animadvertit Castrensis ¹. Et quamvis hoc voluisset Marcius, quod minime credendus est cogitasse, in quo loco occupatio conceditur in eodem praescriptionem concedi, tamen absurdum erat, quod de flumine publico dictum erat ad mare commune et quod de diverticulo ad sinum proferre, cum haec praescriptio usum qui est jure gentium communis impeditura sit, illa autem publico usui non admodum noceat. Alterum autem Angeli argumentum ² quod ex aquae ductu sumitur, eodem Castrensi monstrante, ut a quaestione alienissimum ab omnibus merito exploditur. Falsum igitur est talem praescriptionem etiam eo tempore gigni, cujus initium omnem memoriam excedat. Ubi enim lex omnem omnino tollit praescriptionem, ne istud quidem tempus admittitur, hoc est, ut Telmus ³ loquitur, materia impraescriptibilis tempore immemoriali non fit praescriptibilis. Fatetur haec vera esse Balbus ⁴: sed Angeli sententiam receptam dicit hac ratione, quia tempus extra memoriam positum idem valere creditur privilegio, cum titulus aptissimus ex tali tempore praesumatur. Apparet hinc non aliud illos sensisse, quam si pars aliqua rei publicae, puta imperii Romani, supra omnem memoriam usa esset tali jure, ei dandam praescriptionem hoc colore, quasi Principis concessio praeiisset. Quare cum nemo sit dominus totius generis humani, qui jus illud adversus homines omnes homini aut populo alicui potuisset concedere, sublato illo colore necesse est etiam praescriptionem interimi. Et sic ex illorum etiam sententia inter reges aut populos liberos prodesse nihil potest lapsus infiniti temporis. Vanis-

¹ in d. l. ult. n. 4. per l. quod in littore. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 14.]

² ex l. usum aquae. C. de aquaed. [C. 11. 42. 4.] confer cum l. diligenter. [l. 9.] eo tit. et cum l. hoc jure. §. ductus aquae. ff. de aqua quotid. et aest. [D. 43. 20. 3. §. 4.] ³ ad c. accedentes. de praescript. [Decretal. 2. 26. 11.] ⁴ de praescript. 4. parte. 5. partis princ. q. 6. n. 8.

simum autem et illud est, quod Angelus docuit, etiamsi ad dominium praescriptio proficere non posset, tamen dandam fore possidenti exceptionem. Nam Papinianus ¹ disertis verbis exceptionem negat et aliter non potuit sentire, cum ipse saeculo praescriptio nihil esset aliud quam exceptio. Verum igitur est quod et leges Hispanicae expriment ², in his rebus, quae communi hominum usui sunt attributae, nullius omnino temporis praescriptionem procedere: cujus definitionis illa praeter caeteras ratio reddi potest, quod qui re communi utitur ut communi uti videtur, non autem jure proprio, et ita praescribere non magis quam fructuarius potest, vitio possessionis. Altera haec ³ etiam non contemnenda est, quod in praescriptione temporis cujus memoria non exstet, quamvis titulus et bona fides praesumantur, tamen si re ipsa appareat titulum omnino nullum dari posse et sic manifesta sit fides mala; quae in populo maxime quasi uno corpore perpetua esse censetur, ex duplici defectu praescriptio corruit ⁴. Tertia vero, quia res haec est merae facultatis, quae non praescribitur, ut infra demonstrabimus. Sed nullus est finis argutiarum. Inveniunt qui in hoc argumento a praescriptione consuetudinem distinguerent, ut illa scilicet exclusi ad hanc confugerent. Discrimen autem quod hic statuerunt sane ridiculum est: ex praescriptione ajunt jus unius, quod ab eo aufertur, alteri applicari ⁵: sed cum aliquod jus ita alicui applicatur ut alteri non auferatur, tum dici consuetudinem: quasi vero cum jus navigandi, quod communiter ad omnes pertinuit, exclusis aliis ab uno usurpatur, non necesse sit omnibus perire quantum uni accedit ⁶. Errori huic ansam dederunt Pauli verba, non recte accepta, qui cum de jure

¹ d. l. ult. ² p. 3. tit. 29. l. 7. in c. placa. Rod. Suarius, d. cons. n. 4.

³ Fachin. l. 8. c. 26. et 33. Covarr. de praescr. p. 2. §. 2. n. 8. et §. 8. n. 5. et 6. ⁴ Fachin. l. 8. c. 28. ⁵ Aret. in rubr. ff. de rer. div. all. Balbus d. l. n. 2.

⁶ V. Vasq. contr. ill. c. 29. n. 38.

proprio maris ad aliquem pertinente loqueretur, fieri hoc posse dixit Accursius ¹ per privilegium aut consuetudinem: quod additamentum ad jurisconsulti textum nullo modo accedens mali potius conjectoris esse videtur quam boni interpretis. Mens Pauli supra explicata est. Caeterum illi si vel sola Ulpiani ² verba, quae paulo ante praecedunt, satis considerassent, longe aliud dicturi erant. Fatetur ³ enim, ut quis ante aedes meas piscari prohibeatur, esse quidem usurpatum, hoc est receptum consuetudine, sed nullo jure, ideoque injuriarum actionem prohibito non denegandam. Contemnit igitur hunc morem et usurpationem vocat, ut et inter Christianos doctores Ambrosius ⁴. Et merito. Quid enim clarius quam non valere consuetudinem, quae juri naturae aut gentium ex adverso opponitur ⁵? Consuetudo enim species est juris positivi, quod legi perpetuae obrogare non potest. Est autem lex illa perpetua, ut mare omnibus usu commune sit. Quod autem in praescriptione diximus, idem in consuetudine verum est, si quis eorum qui diversum tradiderunt sensus excutiat, non aliud reperturum, quam consuetudinem privilegio aequiparari. Atqui adversus genus humanum concedendi privilegium nemo habet potestatem: quare inter diversas republicas consuetudo ista vim non habet. Verum omnem hanc quaestionem diligentissime tractavit Vasquius ⁶, decus illud Hispaniae, cujus nec in explorando jure subtilitatem, nec in docendo libertatem umquam desideres. Is igitur posita thesi: *loca publica et jure gentium communia praescribi non posse*, quam multis firmat auctoribus, exceptiones deinde subjungit ab Angelo et aliis confictas, quas supra retulimus. Has autem examinaturus recte indicat, istarum rerum verita-

¹ ad d. l. sane. [D. 47. 10. 14.] ² in d. l. injuriarum. §. ult. [D. 47. 10. 13.]

³ Vide gl. eo loco. ⁴ de off. l. 1. c. 28. Gentilis. l. 1. c. 19. sub finem.

⁵ Auth. l. nulli jud. §. 1. [C. 9. 48. 1.] c. cum tanto. de consuet. [Decretal. 1. 4. 11.] ⁶ Contr. ill. c. 89. n. 12. et seq.

tem pendere a vera juris tam naturae quam gentium cognitione. Jus enim naturae, cum a divina veniat providentia esse immutabile. Hujus autem juris naturalis partem esse jus gentium primaevum, quod dicitur, diversum a jure gentium secundario sive positivo: quorum posterius mutari potest, prius non potest. Nam si qui mores cum jure gentium primaevo repugnent, hi non humani sunt, ipso iudice, sed ferini, corruptelae et abusus, non leges et usus. Itaque nullo tempore praescribi potuerunt, nulla lata lege justificari, nullo multarum etiam gentium consensu, hospitio et exercitatione stabiliri, quod exemplis aliquot et Alphonsi Castrensis, theologi Hispani, testimonio ¹ confirmat. *Ex quibus apparet, inquit, quam suspecta sit sententia eorum, quos supra retulimus, existimantium Genuenses aut etiam Venetos posse non injuria prohibere alios navigare per gulfum aut pelagus sui maris, quasi aequora ipsa praescripserint, id quod non solum est contra leges ², sed etiam est contra ipsum jus naturae aut gentium primaevum, quod mutari non posse diximus. Quod sit contra illud jus constat, quia non solum maria aut aequora eo jure communia erant, sed etiam reliquae omnes res immobiles. Et licet ab eo jure postea recessum fuerit ex parte, puta quoad dominium et proprietatem terrarum, quarum dominium, jure naturae commune, distinctum et divisum sicque ab illa communione segregatum fuit ³, tamen diversum fuit et est in dominio maris, quod ab origine mundi ad hodiernum usque diem est fuitque semper in communi nulla ex parte immutatum, ut est notum. Et quamvis ex Lusitanis magnam turbam saepe audiverim in hac*

¹ de potestate legis poenalis. l. 2. c. 14. p. 572. [Vasq. p. 752. n. 30. et sqq.]

² l. quod in littore. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 14.] l. fin. in pr. ff. de usuc. [D. 41. 3. 45.] §. flumina. Inst. de rer. div. [I. 2. 1. §. 2.] l. si quisquam. ff. de divers. temp. praescr. [D. 44. 3. 7.] l. sane si maris ff. de injuriis. [D. 47. 10. 14.] ³ l. ex hoc jure. ff. de just. et jure. [D. 1. 1. 5.] §. jus gentium. et §. jus autem gentium. Inst. de jure nat. [I. 1. 2.]

esse opinione, ut eorum rex ita praescripserit navigationem Indici occidentalis (forte orientalis.) ejusdemque vastissimi maris, ita ut reliquis gentibus aequora illa transfretare non liceat et ex nostrismet Hispanis vulgus in eadem opinione fere esse videatur, ut per vastissimum immensumque pontum ad Indorum regiones, quas potentissimi reges nostri Hispaniarum subegerunt, reliquis mortalium navigare, praeterquam Hispanis jus minime sit, quasi ab iis id jus praescriptum fuerit, tamen istorum omnium non minus insancae sunt opiniones, quam eorum, qui quoad Genuenses et Venetos in eodem fere somnio esse adsolent, quas sententias ineptire vel ex eo dilucidius apparet, quod istarum nationum singulae contra se ipsas nequeunt praescribere, hoc est non respublica Venetiarum contra semet ipsam, non respublica Genuensium contra semet ipsam, non regnum Hispanorum contra semet ipsum, non regnum Lusitanorum contra semet ipsum ¹. Esse enim debet differentia inter agentem et patientem ². Contra reliquas vero nationes longe minus praescribere possunt, quia jus praescriptionum est mere civile, ut fuse ostendimus supra ³. Ergo tale jus cessat, cum res agitur inter Principes vel populos superiorem non recognoscentes in temporalibus. Juxta enim mere civilia cujuscunque regionis quoad externos populos, nationes vel etiam homines singulos non magis sunt in consideratione, quam si revera non esset tale jus aut umquam fuisset, et ad jus commune gentium primaevum vel secundarium recurrendum est eoque utendum, quo jure talem maris praescriptionem et usurpationem admissam non fuisse satis constat. Nam et hodie usus aquarum communis est, non secus quam erat ab origine mundi. Ergo in aequoribus et aquis nullum jus

¹ l. sequitur. §. si viam. ff. de usuc. [D. 41. 3. 4. §. 27.] §. sic itaque. Inst. de actionibus. [l. 4. 6. §. 14.] ² Ut dictis juribus et l. cum filio. ubi multa per Bart. et Jas. ff. de leg. 1. ³ parte 1. in princip. quaest. 3. et 4.

est aut esse potest humano generi, praeterquam quoad usum communem. Praeterea de jure naturali et divino est illud praeceptum, ut quod tibi non vis, alteri non facias: unde cum navigatio nemini possit esse nociua, nisi ipsi naviganti, par est ut a nemine possit aut debeat impediri, ne in re sui natura libera sibi minime noxia navigantium libertatem impediatur et laedat contra dictum praeceptum et contra regulam¹, praesertim cum omnia intelligantur esse permissa, quae non reperiuntur expressim prohibita². Quinimo non solum contra jus naturale esset, velle impedire talem navigationem praetextu praescriptionis, cum impediendi id minime prosit et impedito noceat, sed etiam tenemur contrarium facere, hoc est prodesse iis, quibus possumus, cum id sine damno nostro fieri potest. Quod cum multis auctoritatibus tam divinis quam humanis confirmasset, subjungit postea: Ex superioribus etiam apparet suspectam esse sententiam Johannis Fabri, Angeli, Baldi et Francisci Balbi, quos supra retulimus, existimantium loca juris gentium communia, etsi acquiri non possunt praescriptione, posse tamen acquiri consuetudine, quod omnino falsum est eaque traditio caeca et nubila est omnique rationis lumine carens, legemque verbis non rebus imponens³. In exemplis enim de mari Hispanorum, Lusitanorum, Venetorum, Genuensium, reliquorum constat consuetudine jus tale navigandi et alios navigare prohibendi non magis acquiri, quam praescriptione. Utroque enim casu, ut patet, par est ratio⁴, et quia per jura et rationes supra relatas id esset contra naturalem aequitatem, nec ullam

¹ l. libertas ff. de statu hom. [D. 1. 5. 4.] §. libertas. Inst. de jure pers. [I. 1. 3. §. 1.] l. 1. et 2. ff. de hom. lib. exhibendo. [D. 43. 29.] l. 1. §. quae onerandae. ff. quar. rer. actio non detur. [D. 44. 5. 1. §. 5.] l. si quando. §. illud verb. astringendos. C. de inoffic. test. [C. 3. 28. 35. §. 1.] ² l. nec non §. quod ejus. ff. ex quib. caus. major. [D. 4. 6. 28. §. 2.] l. statuas C. de religiosis. [C. 3. 44. 7.] ³ contra l. 2. cum vulgatis. C. comm. de leg. [C. 6. 44.] ⁴ contra l. illud. ff. ad l. Aquil. [D. 9. 2. 32.]

*induceret utilitatem, sed solam laesionem, sicque ut lege expressa introduci non possent*¹; *ita etiam nec lege tacita, qualis est consuetudo; et tempore id non justificaretur sed potius deterius et injurius in dies fieret.* Ostendit deinde ex prima terrarum occupatione posse populo ut venandi jus, ita piscandi in suo flumine competere: et postquam ista semel ab antiqua communione separata sunt, ita ut particularem applicationem admittant praescriptione temporis ejus, cujus initii memoria non exstet, quasi tacita populi concessione acquiri posse. Hoc autem per praescriptionem contingere, non per consuetudinem, quia solius acquirentis conditio melior fiat, reliquorum vero deterior. Et cum tria enumerasset, quae requiruntur ut jus proprium in flumine piscandi praescribatur, *Quid autem, subdit, quoad mare? Et in eo magis est, quod etiam concursus istorum trium non sufficeret ad acquirendum jus. Ratio differentiae inter mare ex una parte et terram vel flumina ex altera, quia illo casu, ut olim, ita et hodie et semper tam quoad piscandum quam quoad navigandum mansit integrum jus gentium primaevum, neque umquam fuit a communione hominum separatum et alicui vel aliquibus applicatum. Posteriore autem casu, nempe in terra vel fluminibus, aliud fuit ut jam disseruimus. Sed quare jus gentium secundarium, ut eam separationem quoad terras et flumina fecit, quoad mare facere desiit, responde: quia illo casu expediebat ita fieri, hoc autem casu non expediebat. Constat enim quod, si multi venentur aut piscentur in terra vel flumine, facile nemus feris et flumen piscibus evacuatum redditur: id quod in mari non est. Item fluminum navigatio facile deterior fit et impeditur per aedificia, quod in mari non est*². *Item per aquaeductus facile eva-*

¹ c. erit autem lex. dist. quarta. [Decr. Grat. p. 1. 4. 4.] l. 1. et 2. ff. de legibus. [D. 1. 3.] cap. fin. de praescr. [Decretal. 2. 26. 20.] ² per totum tit. ff. ne quid in flum. publ. [D. 43. 13.]

*cuatur flumen, non ita in mari: ergo in utroque non est par ratio. Nec ad rem pertinet, quod supra diximus, communem esse usum aquarum, fontium etiam et fluminum. Nam intelligitur quoad bibendum et similia, quae fluminis dominium aut jus habenti vel minime vel levissime nocent: minima enim in consideratione non sunt*¹. *Pro nostris sententiis facit, quia iniqua nullo tempore praescribuntur, et ideo lex iniqua nullo tempore praescribitur aut justificatur*². *Mox: Et quae sunt impraescriptibilia, ex legis dispositione nec per mille annos praescribentur*³: quod innumeris doctorum testimoniis fulcit. Nemo jam non videt ad usum rei communis intercipiendum nullam quantivis temporis usurpationem prodesse: cui adjungendum est, etiam eorum qui dissentiunt auctoritatem huic quaestioni non posse accommodari. Illi enim de mediterraneo loquuntur, nos de oceano: illi de sinu, nos de immenso mari, quae in ratione occupationis plurimum differunt. Et quibus illi indulgent praescriptionem, hi littora mari continua possident ut Veneti et Januenses,⁴ quod de Lusitanis dici non posse modo patuit. Imo et si prodesse posset tempus, ut posse quidam putant, in publicis quae sunt populi, tamen non ea adsunt, quae necessario requiruntur. Primum enim docent omnes desiderari, ut is qui praescribit hujusmodi actum, eum exercuerit non longo duntaxat tempore, sed memoriam egrediente: deinde ut tanto tempore eundem actum nemo alius exercuerit, nisi concessione illius vel clandestine: praeterea ut alios uti volentes prohibuerit, scientibus quidem et patientibus iis ad quos ea res pertinebat: nam etsi exercuisset semper et quos-

¹ l. scio. ff. de minorib. [D. 4. 1. 4.] Vasq. l. 1. de suc. reso. c. 7. ² Balb. de praescr. 5. q. princ. in q. 11. illius 5. quaest. princ. Gl. in c. inter caetera. [Decr. Grat. p. 2. 10. 3. 8.] Alph. de Castro, de potest. leg. poen. l. 2. c. 14. ³ Balb. in fin. et ibi Ang. in l. omnes. C. de praescr. trig. annorum. [C. 7. 39. 4.] ⁴ v. Ang. in d. §. littorum quoque. Inst. de rer. div. [I. 2. 1. §. 5.] et alios supra alleg.

dam exercere volentes prohibuisset semper, non tamen omnes, quia alii fuerunt prohibiti, alii vero libere exercuerunt, id quidem non sufficeret ex doctorum sententia. Apparet autem debere haec omnia concurrere, tum quia praescriptioni rerum publicarum lex inimica est, tum ut videatur praescribens jure suo, non autem communi usus, idque non interrupta possessione. Cum autem tempus postulatur, cujus initii non exstet memoria, non semper sufficit, ut optimi interpretes ostendunt¹, probare saeculi lapsum, sed constare oportet famam rei a majoribus ad nos transmissam, ita ut nemo supersit, qui contrarium viderit aut audiverit. Occasione rerum Africanarum in ulteriora primum oceani inquirere coeperunt, regnante Johanne, Lusitani anno salutis millesimo quadringentesimo septuagesimo septimo²: viginti post annis sub rege Immanuele promontorium Bonae Spei praeternavigatum est, seriusque multo ventum Malaccam et ad insulas remotiores, ad quas Batavi navigare coeperunt anno millesimo quingentesimo nonagesimo quinto, non dubie intra annum centesimum. Jam vero etiam eo quod intercessit tempore aliorum usurpatio adversus alios etiam omnes impedivit praescriptionem. Castellani ab anno millesimo quingentesimo decimo nono possessionem Lusitanis maris circa Moluccas ambiguam fecere. Galli etiam et Angli non clanculum, sed vi aperta eo perruperunt. Praeterea accolae totius tractus Africani aut Asiatici partem maris quisque sibi proximam piscando et navigando perpetuo usurparunt, numquam a Lusitanis prohibiti. Conclusum igitur sit jus nullum esse Lusitanis, quo aliam quamvis gentem a navigatione oceani ad Indos prohibeant.

Quod si dicant Lusitani cum Indis commercia exercendi jus quoddam proprium ad se pertinere, iisdem fere omnibus argumentis refellentur. Repetemus breviter et aptabimus.

¹ Covarr. in c. possessor. p. 2. §. 3. n. 6. ² Osorius l. 1.

Jure gentium hoc introductum est ut cunctis hominibus inter se libera esset negotiandi facultas ¹, quae a nemine possit adimi. Et hoc sicut post dominiorum distinctionem continuo necessarium fuit, ita originem videri potest antiquiorem habuisse. Subtiliter enim Aristoteles ² μεταβλητικὴν dixit ἀναπλήρωσιν τῆς κατὰ φύσιν ἀδυναμείας, hoc est, *negotiatione suppleri id quod naturae deest, quo commode omnibus sufficiat*. Oportet igitur communem esse jure gentium non tantum privative, sed et positive ³, ut dicunt magistri, sive affirmative. Quae autem illo modo sunt juris gentium mutari possunt, quae hoc modo non possunt. Id ita intelligi potest. Dederat natura omnia omnibus, sed cum a rerum multarum usu, quas vita desiderat humana, locorum intervallo homines arcerentur, quia ut supra diximus non omnia ubique proveniunt, opus fuit traiectione: nec adhuc vera permutatio erat, sed alii vicissim rebus apud alios repertis suo arbitrio utebantur: quo fere modo apud Sares dicitur rebus in solitudine relictis sola mutantium religione peragi commercium ⁴. Sed cum statim res mobiles monstrante necessitate, quae modo explicata est, in jus proprium transissent, inventa est permutatio ⁵, qua quod alteri deest ex eo quod alteri superest suppleretur. Ita commercia victus gratia inventa ex Homero Plinius ⁶ probat. Postquam vero res etiam immobiles in dominos distingui coeperunt, sublata undique communio non inter homines locorum spatiis discretos tantum, verum etiam inter vicinos necessarium fecit commercium: quod ut facilius procederet nummus postea adinventus est ⁷: dictus autem ἀπὸ τοῦ νόμου, quod institutum sit civile: antiquior enim inter cives est. Ipsa igitur ratio omnium

¹ l. ex hoc jure. ff. de just. et jure. [D. 1. 11 5.] et ibi Bartolus. ² l. 1. de rep. c. 9. [p. 1257. 1. vs. 29.] ³ v. Covarr. in c. peccatum. §. 8. ⁴ Pomp. Melas. l. 3. [c. 9.] ⁵ l. 1. ff. de contrah. emt. [D. 18. 1.] ⁶ l. 33. c. 1. ⁷ d. 11 11 [D. 18. 1.]

contractuum universalis, ἡ μεταβλητική, a natura est: modi autem aliquot singulares ipsumque pretium, ἡ χρηματιστική, ab instituto ¹: quae vetustiores juris interpretes non satis distinxerunt. Fatentur tamen omnes ² proprietatem rerum saltem mobilium a jure gentium primario prodire, itemque contractus omnes, quibus pretium non accedit. Philosophi ³ τῆς μεταβλητικῆς, quam *translationem* vertere licebit, genera statuunt duo, τὴν ἐμπορικὴν καὶ τὴν καπηλικήν: quarum ἐμπορικὴ, quae est, ut vox ipsa indicat, inter gentes dissitas, ordine naturae prior est et sic a Platone ponitur ⁴. Καπηλικὴ eadem videtur esse, quae παράστασις Aristoteli ⁵, *tabernaria* seu *stataria negotiatio* inter cives. Idem Aristoteles τὴν ἐμπορικὴν dividit in ναυκληρίαν et φορτηγίαν, quarum haec terrestri itinere, illa maritimo merces devehit. Sordidior autem est καπηλικὴ ⁶, contra honestior ἐμπορικὴ, et maritima maxime, quia multa multis impertit. Inde navium exercitationem ad summam republicam pertinere dicit Ulpianus ⁷, institorum non eundem esse usum. Quin illa omnino secundum naturam necessaria est. Aristoteles ⁸: ἐστὶ γὰρ ἡ μεταβλητικὴ πάντων, ἀρξαμένη τὸ μὲν πρῶτον ἐκ τοῦ κατὰ φύσιν τῶ τὰ μὲν πλείω, τὰ δὲ ἐλάττω τῶν ἱκανῶν ἔχειν τοὺς ἀνθρώπους. *Est enim translatio rerum omnium, coepta ab initio ab eo quod est secundum naturam, cum homines partim haberent plura quam sufficerent, partim etiam pauciora.* Seneca ⁹: *quae emeris, vendere gentium jus est.* Commercandi igitur libertas ex jure est primario gentium, quod naturalem et perpetuam causam habet, ideoque

¹ Arist. de mor. ad Nicom. l. 5. c. 8. [p. 1133. 1. vs. 20. sqq.] et de rep. l. 1. c. 9. [p. 1257. 1. vs. 31.] c. jus naturale. [Decr. Grat. p. 1. 1. 7.] Arist. d. 1. c. 9. [p. 1257. 1. vs. 14.] ² Castrensis ex Cyno et aliis in d. 1. ex hoc jure. [D. 1. 1. 5.] n. 20. et 28. ³ Plato Sophista. [p. 223. d.] ⁴ Plato de rep. l. 2. [p. 371. c. d.] qui locus citatur in l. 2. ff. de nund. [D. 50. 11.] ⁵ Arist. de rep. l. 1. c. 11. [p. 1258. 2. vs. 23.] ⁶ Cic. de off. l. 1. Arist. de rep. l. 1. c. 9. [p. 1257. 2. vs. 1. sqq.] ⁷ l. 1. §. licet. ff. de exerc. actione. [D. 14. 1. 1. §. 20.] ⁸ ibidem. [p. 1257. 1. vs. 14. sqq.] ⁹ de benef. l. 1. c. 9.

tolli non potest, et si posset, non tamen posset nisi omnium gentium consensu: tantum abest ut ullo modo gens aliqua gentes duas inter se contrahere volentes juste impediatur. Et primum inventio aut occupatio hic locum non habet, quia jus mercandi non est aliquid corporale, quod possit apprehendi: neque prodesset Lusitanis etiamsi primi hominum cum Indis habuissent commercia, quod tamen non potest non esse falsissimum. Nam et cum initio populi in diversa iere, aliquos necesse est primos fuisse mercatores, quos tamen jus nullum acquisivisse certo est certius. Quare si Lusitanis jus aliquod competit, ut soli cum Indis negotientur, id exemplo caeterarum servitutum ex concessione oriri debuit aut expressa aut tacita, hoc est, praescriptione, neque aliter potest. Concessit nemo, nisi forte Pontifex, qui non potuit. Nemo enim, quod suum non est concedere potest. At Pontifex, nisi totius mundi temporalis sit dominus, quod negant sapientes, jus etiam commerciorum universale sui juris dicere non potest. Maxime vero cum res sit ad solum quaestum accommodata nihilque ad spiritualem procuracionem pertinens, extra quam cessat, ut fatentur omnes, Pontificia potestas. Praeterea si Pontifex solis illud Lusitanis jus tribuere vellet, idemque adimere hominibus caeteris, duplicem faceret injuriam. Primum Indis, quos ut extra ecclesiam positos Pontifici nulla ex parte subditos esse diximus. His igitur cum nihil quod ipsorum est adimere possit Pontifex, etiam jus illud quod habent cum quibuslibet negotiandi adimere non potuit. Deinde aliis hominibus omnibus Christianis et non Christianis, quibus idem illud jus, adimere non potuit sine causa, aut causa indicta. Quid quod ne temporales quidem domini in suis imperiis prohibere possunt commerciorum libertatem, uti rationibus et auctoritatibus ante demonstratum est? Sicut et illud confitendum est, contra jus perpetuum naturae gentiumque, unde ista libertas originem sumsit in omne tempus duratura, nullam valere Pontificis auctoritatem. Restat prae-

scriptio, seu consuetudinem magis dicere. Sed nec hujus nec illius vim esse aliquam inter liberas nationes aut diversarum gentium Principes, nec adversus ea quae primigenio jure introducta sunt, cum Vasquio ostendimus. Quare et hic, ut jus mercandi proprium fiat, quod proprietatis naturam non recipit, nullo tempore efficitur. Itaque nec titulus hic adfuisse potest, nec bona fides: quae cum manifeste desunt, praescriptio secundum canones non jus dicitur sed injuria. Quin et ipsa mercandi quasi possessio non ex jure proprio contigisse videtur, sed ex jure communi, quod ad omnes aequaliter pertinet: sicut contra quod aliae nationes cum Indis contrahere forte neglexerunt, id non Lusitanorum gratia fecisse existimandi sunt, sed quia sibi ita expedire crediderunt: quod nihil obstat, quominus ubi suaserit utilitas id facere possint, quod antea non fecerint. Certissima enim illa regula a doctoribus¹ traditur in his, quae sunt liberi arbitrii seu merae facultatis, ita ut per se actum tantum facultatis ejus, non autem jus novum operentur, nec praescriptionis nec consuetudinis titulo annos etiam mille valituros: quod et affirmative et negative procedit, ut docet Vasquius². Nec enim quod libere feci, facere cogor, nec quod non feci, omittere. Alioquin quid esset absurdius, quam ex eo quod singuli non possumus cum singulis semper contrahere, salvum nobis in posterum non esse jus cum illis, si usus tulerit, contrahendi? Idem Vasquius³ et illud rectissime, ne infinito quidem tempore effici, ut quid necessitate potius quam sponte factum videatur. Probanda itaque Lusitanis foret coactio, quae tamen ipsa, cum hac in re juri

¹ Gl. et Bart. in l. viam publicam. ff. de via publ. [D. 43. 11. 2.] Balb. in 4. par. 5. par. princ. q. 1. Pan. in c. ex parte Astensis. de concess. praeb. [Decretal. 3. 8. 10.] Dd. in l. qui jure familiaritatis. ff. de acq. poss. [D. 41. 2. 41.] et allegat. per Covarr. in c. possessor. p. 2. §. 4. n. 6. ² Controv. usu freq. c. 4. n. 10. et 12. ³ d. n. 12.

naturae sit contraria et omni hominum generi noxia, jus facere non potest. Deinde illa coactio durasse debuit per tempus, cujus initii non exstet memoria ¹: id vero tantum hinc abest, ut ne centum quidem anni exierint, ex quo tota fere negotiatio Indica penes Venetos fuit per Alexandrinas trajectiones ². Debuit etiam talis esse coactio, cui restitutum non sit. At restiterunt Galli et Angli aliique ³. Neque sufficit aliquos esse coactos, sed ut omnes coacti sint requiritur, cum per unum non coactum servetur in causa communi libertatis possessio. Arabes autem et Sinenses a saeculis aliquot ad hunc diem perpetuo cum Indis negotiantur. Nihil igitur prodest ista usurpatio. Ex his quae dicta sunt satis perspicitur eorum caeca aviditas, qui ne quemquam in partem lucri admittant, illis rationibus conscientiam suam placare student, quas ipsi magistri Hispanorum, qui in eadem sunt causa, manifestae vanitatis convincunt ⁴. Omnes enim qui in rebus Indicis usurpantur colores injuste captari, quantum ipsis licet satis innuunt, adduntque numquam eam rem serio theologorum examine probatam. Illa vero querela quid est iniquius, quod dicunt Lusitani quaestus suos exhauriri copia contra licentium? Inter certissima enim juris enuntiata est, nec in dolo eum versari, nec fraudem facere, ne damnum quidem alteri dare videri, qui jure suo utitur ⁵: quod maxime verum est, si non ut alteri noceatur, sed rem suam augendi animo, quidpiam fiat ⁶. Inspici enim debet id quod principaliter agitur, non quod extrinsecus in consequentiam venit ⁷. Imo si proprie

¹ Vasq. d. loco. n. 11. ² Guicciard. l. 19. histor. ³ v. supra. ⁴ Vasq. controuv. ill. c. 10. n. 10. Vict. parte 1. de Indis. rel. 1. n. 3. ⁵ l. sin autem. §. pen. ff. de rei vind. [D. 6. 1. 27.] l. nullius videtur. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 55.] l. illud constat. ff. quae in fr. cred. [D. 42. 8. 13.] l. fluminum. §. ult. ff. de damn. inf. [D. 39. 2. 24.] l. nemo damnum. ff. de reg. jur. [D. 50. 17. 151.] Bart. in l. 1. n. 5. ff. de fluminibus. [D. 43. 12.] Castr. in l. si tibi. C. de servit. [C. 3. 34. 10.] ⁶ l. 1. §. denique. ff. de aqua et aq. pluv. [D. 39. 3. 1. §. 23.] ⁷ V. Vasq. controuv. usu freq. c. 4. n. 3. et seq.

loquimur cum Ulpiano ¹, non ille damnum dat, sed lucro, quo adhuc alter utebatur, eum prohibet. Naturale autem est et summo juri atque etiam aequitati conveniens ², ut lucrum in medio positum suum quisque malit esse quam alterius ³, etiam qui ante perceperat. Quis ferat querentem opificem, quod alter ejusdem artis exercitio ipsius commoda evertat? Batavorum autem causa eo est justior, quia ipsorum hac in parte utilitas cum totius humani generis utilitate conjuncta est, quam Lusitani eversum eunt. Neque hoc recte dicitur ad aemulationem fieri, ut in re simili ostendit Vasquius ⁴: aut enim plane hoc negandum est, aut asseverandum non ad bonam modo, verum etiam ad optimam aemulationem fieri, juxta Hesiodum ⁵: ἀγαθὴ δ' ἔρις ἦδε βροτοῖσι. *Bona lis mortalibus haec est.* Nam etiam si quis pietate motus, inquit ille, frumentum in summa penuria vilius venderet, impediretur improba durities eorum hominum, qui saeviente penuria suum carius fuerunt vendituri. Verum est talibus modis minui aliorum redditus, nec id negamus, ait: *sed minuuntur cum universorum hominum commodo: et utinam omnium Principum et tyrannorum orbis redditus ita minuerentur.* Quid ergo tam iniquum videri potest, quam Hispanos vectigalem habere terrarum orbem, ut nisi ad illorum nutum nec emere liceat nec vendere? In cunctis civitatibus dardanarios odio atque etiam poenis prosequimur ⁶, nec ullum tam nefarium vitae genus videtur quam ista annonae flagellatio. Merito quidem, naturae enim faciunt injuriam, quae in commune faecunda est ⁷: neque vero censi debet in usus paucorum reperta negotiatio, sed ut quod alteri deest alterius copia pensaretur, justo tamen compendio omnibus proposito, qui laborem ac periculum transferendi in se suscipiunt ⁸. Hoc ipsum igitur

¹ I. Proculus. ff. de damno inf. [D. 39. 2. 26.] ² v. c. 2. ad l. 2. ³ Vasq. d. loco. ⁴ ibi n. 5. ⁵ [Op. et D. vs. 24.] ⁶ l. 1. C. de monop. [C. 4. 59.] ⁷ Cajet. ad Summ. Th. 2. 2. q. 77. art. 1. quod ad tertium. ⁸ Arist. de rep. l. 1. c. 9. [p. 1257. l. vs. 14. et 28.]

quod in republica, id est, minore hominum conventu, grave et perniciosum judicatur, in magna illa humani generis societate ferendumne est, ut scilicet totius mundi monopolium faciant populi Hispani? Clament igitur Lusitani quantum et quamdiu libebit: Lucra nostra deciditis. Respondebunt Batavi: Imo nostris invigilamus. Lucra nostra deciditis. Hocne indignamini in partem nos venire ventorum et maris? Lucra nostra deciditis. Et quis mansura promiserat? Lucra nostra deciditis. Salvum est vobis, quo nos contenti sumus; aequis mercamur pretiis. Lucra nostra deciditis. Docetis igitur id, unde lucrari possimus, alteri non remittere.

Cum igitur supra¹ Victoriae auctoritate et exemplis demonstratum sit justam esse belli causam, cum libertas commerciorum vindicatur adversus prohibentes, sequitur Batavis justam belli causam in Lusitanos fuisse. Quod et speciatim hoc modo probatur. Justae bellorum causae sunt rerum aut defensio aut recuperatio, debiti et poenae exactio. In rebus etiam jura comprehendere debemus: et sic Baldus² dicit eum qui jure meo me uti prohibet recte offendi. Jus autem est tum quod privatim, tum quod jure humanae societatis nobis competit, ut in causa belli adversus Amorraeos Augustinus³ loquitur, hoc est, usus ejus quod commune est, puta maris et commerciorum. Si quis igitur jus tale quasi possideat recte defendet. Ita Pomponius⁴ eum, qui rem omnibus communem cum incommodo caeterorum usurpet, *manu prohibendum* dicit. Nam quoties in judiciis interdicta competunt prohibitoria, toties extra judicia prohibitio competit armata. Praetor⁵: *Quominus illi in flumine publico navem agere, ratem agere, quove minus per ripam exonerare liceat, vim fieri veto.* De mari et littore in eandem formam dandum

*Ex concl. 6.
art. 1. exam-
men 1.*

*Ex l. 2. et 4.
supra c. 2.*

¹ Initio capitis. ² in l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] n. 38. ³ citatus supra.
⁴ l. quamvis quod in littore. ff. de acq. dom. [D. 41. 1. 50.] ⁵ l. 1. ut in flum. pub. nav. liceat. [D. 43. 14.]

interdictum docent interpretes ¹ exemplo Labeonis ², qui cum interdiceret Praetor: *Ne quid in flumine publico ripave ejus facias, quo statio iterve navigio deterior sit, fiat*: simile dixit interdictum competere in mari ³: *Ne quid in mari inve littore facias, quo portus statio iterve navigio deterius sit, fiat*. Injusta igitur vis illa vi justa repellenda est. Et hoc ipsum alii etiam de bello scriptores ⁴ crediderunt, cum pro rerum defensione bellum suscipi possit, posse etiam sustineri pro usu earum rerum, quae naturali jure debent esse communes. Quare his qui itinera praeccludunt, per quae fit inductio et eductio necessariorum, etiam sine Principis auctoritate *via facti* dicunt posse occurri. Et hoc in ipsa prohibitionem. Post prohibitionem autem competit vice interdicti restitutorii injuriarum actio, si quis in mari navigare prohibeatur, aut rem suam vendere, aut re sua uti non permittatur, ut multis locis Ulpianus ⁵ respondet. Oportet igitur hanc esse injuriam. Injuria autem ab altero illata justam dat bello causam ⁶. Et sicut res nobis ereptas recuperare liceret,

Ex lege 6. ita et jus illud recte recipiet, qui per vim depulsus est. Sequitur causa debiti. Nam qui aliquem impediret eo jure uti, ad damni reparationem etiam naturali jure obligatur. Silvester ⁷: *Qui impedit piscatorem vel aucupem a verisimili futura captione piscium vel avium, quae sunt juris communis, tenetur arbitrio boni viri ⁸: quia istis aufertur suus proprius usus, qui erat sui juris, et fructus in eorum usu quasi seminaliter contentus*. Deinde: *qui impediunt adventum frumenti aut aliarum mercium ad aliquam terram,*

¹ Gl. ibi. ² l. 1. in pr. ff. de fluminibus. [D. 43. 12.] ³ eadem l. §. si quid in mari. [§. 17.] ⁴ Henr. Gorich. de bello justo. in prop. 9. ⁵ l. 2. ff. ne quid in loco publ. §. si quis in mari. [D. 43. 8. 2. §. 9.] l. injuriarum actio. et l. si quis proprium. ff. de injuriis. [l. 13 et l. 24. D. 47. 10.] ⁶ c. dominus. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 2.] ⁷ in v. Restitutio. p. 3. sub finem. ⁸ alleg. Gerard. Old. et Arch.

*ut ipsi carius vendant, tenentur de illo pluri his, qui carius emerunt, et de damno illis, qui erant allaturi, quia injuste impediverunt, utilitatem privatam et propriam publicae et communi praeponentes. Et idem de his qui concordant in emtione omnium mercium, ut vendant ad libitum, quia tenentur ad omne damnum*¹. Sed praeter damnum, ut alibi tractavimus, illa culpa per se obligat, quia naturalis ratio malitiam impunitam esse non patitur. Leges civiles² injuriam fere multas, violentiam illatam libertati amissione partis bonorum, monopolium vero omnium bonorum publicatione coercent: quae hic pariter concurrunt. Verum quidem est poenas facinorum ex utilitate publica intendi et remitti. Sed tamen in his quae ex natura, non ab instituto, mala sunt et illicita ad verae proportionis normam etiam extra leges poena exigi potest. Cum igitur natura dictet ex eo quod alienum est nostrum nos facere non debere, sequitur tanto illos gravius peccare, qui jus commune hominum sibi proprium facere conantur, quanto hac in re pluribus fit injuria. Praecipue autem grave est peccatum, quo tota laeditur humana societas, cui vinculo antiquissimo obstricti et obnoxii sumus. Haec ratio Ambrosium³ cogit exclamare in eos qui maria claudunt, Augustinum⁴ in eos qui itinera obstruunt, Nazianzenum⁵ in coemtores suppressoresque mercium, qui ex inopia omnium soli lucrum sperant et ut ipse loquitur *καταπραγματεύονται τῆς ἐνδείας*. Quin et divina sententia *ὁ συνέχων σῖτον δημοκατάρατος*, publicis scilicet diris devovetur, sacerque habetur qui annonam vexat

Ex lege 5. v. c. 4. in pr. et c. 10.

¹ all. l. 2. ff. ad l. Jul. de annona. [D. 48. 12.] l. annonam. ff. de extr. crim. [D. 47. 11. 6.] et ibi Gl. ² Dig. de injuriis. toto tit. [D. 47. 10.] et ibi. Dd. Dig. de vi publ. et de vi priv. [D. 48. 6. et 7.] adde l. vim facit. ff. de vi armata [D. 43. 16. 11.] C. de monop. [C. 4. 59.] ³ loco supra citato ex Hexam. ⁴ citatur in Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 3. ⁵ in funus Basilii. [edit. Bened. vol. 1. p. 797. d.]

*Ex concl. 6.
art. 1. exa-
men 2.*

et supprimit. Sunt igitur haec omnino et simpliciter mala, quae vel ob exemplum poenam debent. Ea autem poena nulli rectius applicatur quam his, qui juris communis executionem in se receperint, et Baldus ¹ dixit jure canonico et jure conscientiae, quod a jure naturali non discrepat, bona omnia delinquentis tacite obligata pro satisfactione, quare praeter priora etiam hoc jus Batavis in bello Lusitanico fuit. Oriuntur haec omnia ex nuda prohibitione commerciorum: alia vero non minora e modo prohibendi, quo calumniae pertinent superius ² narratae. Si nostrum nobis servandum est nec id nobis eripi a quoquam debet, quid tam ulli suum est quam bene merenti bona fama, quae certe nobilioribus animis quovis lucro, paene et vita pretiosior est ³? Atque adeo vera haec injuria est, ut commune generis nomen sibi proprium fecerit ⁴: nec enim significantiore vocabulo exprimere possumus id, quod contumeliae causa fit, quam Graeci ὕβρις vocant. Neque hic de levi contumelia agitur, quae facientes delectet, affectos parum laedat, sed de ea qua Hollandi infamati per orbem terrarum, criminibusque non minus falsis quam atrocibus in odium humani generis adducti sunt: qua factum, ut plurimi reges et populi contactus etiam gentis velut profanos atque nefarios exsecrarentur. Infames olim populi piratica Cilices, furtis Cercopes, infandis amoribus Persae, vita exlege et insociabili Nomades: sed supra omne quod dici potest illorum est nefas, qui Deum et religionem non agnoscunt, cum id eousque ab humana natura abhorreat, ut vere dictum sit nullum esse populum, cui non appareat aliquam inesse notitiam et cultum divinitatis ⁵. Cuncta haec crimina Lusitani in Hollandos congesserunt tam caeca maledicendi libidine, ut nihil horum reperiatur quod non in quos-

¹ in l. furti. C. de furtis. [C. 6. 2. 15.] ² c. 11. p. 2. art. 1. ³ Ecclesiast. 26. vs. 7. Anch. cons. 325. v. Gent. lib. 2. c. 18. ⁴ l. 1. ff. de injuriis. [D. 47. 10.] ⁵ Cic. de nat. Deor. 1. 1. [c. 16. §. 43.]

vis potius populos congruat, quam in eos in quos dicebatur. Non enim piraticae sed mercaturae studiosissimam hanc esse gentem, deinde alienam ab omni rapacitate, in venere et omni vita prae caeteris moderatam, legum vero et magistratum et sacrorum praecipue reverentissimam, ne omnes historias evolvas, peregrini qui res Belgicas paulo diligentius introspexerunt testes sunt locupletissimi¹. Merito igitur in hunc modum traducti famam suam purgarunt, utque Indos omni suspitione liberarent, re ipsa demonstrarunt quinam essent, in quos arma Hollandi haberent. Nam quod pro rebus caeteris permittitur, qui minus pro fama liceat? Armis eam scilicet integram servare, laesam redintegrare, quod fit cum is qui innocentium existimationem non juste laesit, eandem jure victus dedecore suo expiat². Neque dubium est quin ad exemplum furis detractor ad restitutionem obligetur, quae si aliter haberi commode non potest, in multas etiam pecuniarias convertitur. Neque tantum civiliter, sed etiam criminaliter ob injurias agi potest³, quo nomine Turpiliani senatusconsulti poena in calumniatores prodita est⁴. Iisdem igitur de causis arma recte suscipiuntur: ut apud poëtam⁵:

Pro Jupiter ibit

*Hic, ait, et nostris illuserit advena regnis?
Non arma expedient totaque ex urbe sequentur,
Deripientque rates alii navalibus? ite,
Ferte citi flammis, date vela, impellite remos.*

Quin etiam eos qui in bello hostem amarioribus convitiis

¹ V. Chassaneum ad const. Burg. in praef. ad verbum Hollandiae, et Guicc. de rebus Belgicis, in c. de moribus et consuetudinibus et in c. de Hollandia et in c. de regimine. ² Dd. ad l. furem. ff. ad l. Corn. de sic. et ad l. 1. ff. de poenis. [D. 48. 8. 9. et D. 48. 19.] Vict. de jure belli n. 4. Pan. in c. olim de rest. spol. n. 17. [Decretal. 2. 13. 12.] ³ Inst. de injur. §. in summa. [l. 4. §. 10.] ⁴ Dig. ad S. C. Turp. toto tit. [D. 48. 16.] ⁵ [Virgil. Aen. l. 4. vs. 590.]

laccessissent, a victore punitos crebro invenimus ¹, quasi nec bellum virulentiam istam excuset. Et hae quidem justae causae belli suscipiendi fuerunt. Caeterum diximus ² non omne jus ante bellum esse; quoddam inter arma oriri, pro quo scilicet bellum recte continuetur. Ordinem hic ducit vitae defensio. Nam cum nos rem nostram defendimus recuperatumve imus, aut jus nostrum persequimur et adversarius ne id faciamus armis occurrit, apparet hic nos innocios in vitae periculum adduci: quae belli causa antiquissima et justissima est. Et profecto ante hanc causam bellum a parte Batavorum ne coepit quidem, ut narrationis praepositae series ostendit. Sequitur rerum defensio aut recuperatio sive ipsarum rerum bello amissarum, sive ejus quod pro rebus haberi potest. Nam bellator injustus justo bellatori ad omne damnum obligatur, quod ei occasione belli obvenit. Constat autem Batavis per violentiam Lusitanorum navigia quaedam cum mercibus erepta, damna autem illata esse plurima, ut cum ipsi interdum accepta clade coacti sunt naves suas deserere et exurere. Sequitur exactio ejus quod hostis hosti debet, in qua ponenda est sumtuum ratio. Omnes enim belli impensas innocio debet, qui belli injusti auctor fuit. Non potuisse autem Lusitanis resisti sine immensis sumtibus in tam remoto orbe tota rerum narratio satis ostendit. Huc pertinet armatura navium non minus pretiosa quam necessaria: major nautarum numerus, stipendia ob periculum majora et quae curandis vulneribus operaeve in bello navatae remunerationi imputantur. Utrumque autem et de damno et de sumtu quod diximus, ad illa etiam produci debet, quae Batavi ab his quos Lusitani submiserant aut passi sunt, aut metuere potuerunt. Nam et mandator ad restitutionem obligatur ³. Ex hoc capite repeti potest quod pro redemptione captivorum

*Ex concl. 6.
art. 1. addi-
men 3.*

Ex lege 1.

*Ex histor.
c. 11. parte
2. art. 2 et
art. 4.*

*Ex lege 2.
addo quae
in c. 4. de-
monstr. an-
tecedunt.*

*Ex histor.
dict. arti-
culis.*

*Ex lege 6.
addo quae
in c. 4. l. d.*

*Ex histor.
c. 11. parte
2. per totum.*

¹ Plut. Timol. [p. 252. a. b.] V. Gent. lib. 2. c. 18. ² c. 7. ad art. 1.
³ Th. 2. 2. q. 62. art. 7. in concl.

barbaris datum est. Ultima est poenæ persecutio. Nam quis-^{Ex lege 5. adde ex c. 4. ubi supra.} quis bellum gerit sciens injustum, cum delinquat gravissime merito puniri etiam debet, ne peccati magnitudo peccatori patrociniū præstet. Sunt autem graves noxæ Lusitanorum, quas partim interpositis aliis, partim et ipsi fecere. Sunt^{Ex histor. dict. artic.} autem hæc paria, ut docent jurisconsulti, per se vel per alterum facere¹: et crimen non minus mandantem, imo et magis obstringit, quam eum qui mandanti ministerium præbuit. Et proprie traditum est, eum quo mandante aut suadente aliquis impetitur recte offendi²: neque enim canes hominibus imitandi sunt, qui ut in veteri versu est, lapidem quo icti sunt, non ipsum qui icit petunt. Conveniet hic quod ille de buccinatore docet apologus, in illos maxime animadvertendum, qui cum per se audeant nihil, alios ad bellum concitant. Quin apud Senecam: *aeque dignus est poena, qui vim adhibet et qui ab alio admota ad lucrum suum utitur.* Acute Tragicus³: *cui prodest scelus Is fecit.* Delictorum autem genera ex narratione peti possunt. Gravissimum est delictum hominem occidere, unde leges in sicarios⁴. Lusitani autem multos homines Hollandos foedissime et crudelissime trucidarunt: quare societas Indica ministrorum suorum vindictam omittere non debuit. Thetis apud Homerum⁵:

καὶ δὴ τοῦτό γε, τέκνον, ἐτήτυμον οὐ κακὸν ἔστι
 τειρομένοις ἐτάροισιν ἀμυνόμεν αἰπὺν ἄλεθρον.

Illa quidem, fateor, fili, sanctissima res est

Ulcisci comites infanda morte peremptos.

Cum autem servitus mortalitati comparetur, libertatem vitae prope exaequari necesse est⁶. Unda colligi potest quan-

¹ V. Angelum et alleg. in tract. de malef. §. et Sempronium. ² Balb. in l. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] n. 56. all. Innoc. ³ Medea. [vs. 500.] ⁴ V. tot. tit. ff. et C. ad l. Corn. de sic. [Dig. 48. 8. C. 9. 16.] ⁵ [Il. l. 18. vs. 128.] ⁶ V. Dig. de lege Favia de plagariis, tot. tit. et de hom. lib. exhib. [D. 48. 15. et 43. 29.]

tum sit facinus hominem ingenuum immerentem in captivitate trahere, habere in vinculis et cruciatu: quod Lusitani in multos homines Hollandos fecerunt faciuntque, tanta quidem pertinacia, ut oblatis ex ipsorum numero multo pluribus aut sufficienti pretio numquam redemptionem concesserint, sed quos ceperant perpetuae addixerint servituti: quod jurisconsulti omnes clamant etiam in bello legitimo inter Christianos non licere, cum sit juri recepto contrarium ¹. Quid autem detestabilius est aut perjurio aut qualicumque perfidia ²? Nam caetera maleficia personam fere respiciunt ejus in quem diriguntur, perfidi autem et Deum impugnant, quem testem aut conceptis verbis, aut aliis certe indiciis adhibent, et omnem hominum societatem, abrupto vinculo, quo solo inter homines ignotissimos securi sumus. Romani olim etiam in quos justas habebant armorum causas, his priusquam bellum indicerent amicitiam renuntiabant ³. Lusitani contra cum

*Ex histor.
p. 2. maxi-
me art. 3.*

crudelissima quaeque in Batavos excogitarent, quo haec facilius succederent, amicitiae velo abutebantur. Sed hoc parum: contra sacra pacis insignia, contra pactiones minime dubias, contra interpositam jurisjurandi religionem in violandis Batavis aperte ventum est, nec quidquam tam sanctum fuit, quod illos ab Hollandorum sanguine coerceret. His affinia sunt venena et immissi amicorum specie percussores.

*V. supra ad
dict. concl.
7. art. 3.
p. 2.*

Quod de Perseo Rege olim dictum est huc referri potest: non justum bellum apparare Lusitanos, *sed per omnia clandestina latrociniarum et veneficiorum scelera grassari* ⁴. Aut quod in Darium Alexander: *Impia bella suscipitis et, cum habeatis arma, licitamini hostium capita* ⁵. Haec igitur

¹ Bart. et Dd. ad l. hostes. ff. de capt. [D. 49. 15. 24.] Covarr. in c. peccatum §. 11. n. 6. ² V. Dd. in l. si duo patroni. §. ult. ff. de jurejur. [D. 12. 2. 13. §. 6.] Adde l. ult. ff. stellionatus. [D. 47. 20. 4.] l. si quis major. C. de trans. [C. 2. 4. 41.] V. Gellium l. 7. c. 18. Et quae diximus ad concl. 7. art. 3. p. 2. ³ Liv. lib. 36. [c. 3.] et alii passim. ⁴ Liv. lib. 42. [c. 18.] ⁵ Curt. lib. 4. [c. 2.]

qui facit, ut idem ille Alexander dicebat, *ad internecionem persequendus est, non ut justus hostis, sed ut percussor veneficus*¹. Restant crimina alia, si conferas, minora, sed insignia tamen, si per se aestimentur: ut vis publica, privata, armata, bonorum raptorum², et alia quae a bello injusto abesse vix possunt: a Lusitanis non abfuisse narratio ostendit. Neque illud omittendum est, etiam conatum, certe in atrocioribus, puniri³: unde Lusitani, quibus quominus totas classes cum hominibus ipsis exurerent et similia plura patrerent, felicitas eventus defuit, non propositi malignitas, hanc ipsam impune ferre non debent. Quod Seneca egregie explicat: *Injuriam qui facturus est, jam facit*⁴. *Latro est etiam antequam manus inquinet, quia ad occidendum jam armatus est, et habet spoliandi atque interficiendi voluntatem*⁵. *Omnia scelera etiam ante effectum operis, quantum culpae satis est, perfecta sunt*⁶. Et alterum hoc constat, si homo etiam liber in alterius contumeliam offendatur, non ad eum duntaxat qui laeditur, sed ad eum etiam qui per hujus quodammodo latus petitus est, injuriae persecutionem pertinere⁷. Qua ratione contra Lusitanos ob ea, quae Indis inflictis sunt mala, Hollandis velut ex sua persona jus competit. Cum denique reipublicae et magistratuum sit culpa, manifesta suorum flagitia non coercere⁸, ultimo loco ponemus delictum totius populi Lusitanici, ad ista quae diximus facinora conniventis. Horum omnium criminum, si recte ponatur ratio, uti gravia sunt, ita poenas etiam graves esse oportet: quae legum civilium existimatione paucae admittuntur intra multas consistunt, pars magna bonorum publica-

*Ex histor.
p. II. artic.
V.*

*Ex histor.
per totum.*

Paret ex locis supraallegatis.

¹ Curt. eodem libro. [c. 45.] ² V. Dig. et Cod. per totos titulos. [D. 48. 6. et 7. et 43. 16. et C. 9. 12.] ³ l. item apud Labeonem. §. 1. ff. de injuriis. et ibi Dd. [D. 47. 10. 15.] l. is qui cum telo. C. de sicariis. [C. 9. 16. 7.] ⁴ de ira l. 1. c. 3. ⁵ de benef. l. 5. c. 14. ⁶ in sapientem non cadere injuriam. c. 7. ⁷ V. Bart. in l. ult. ff. de priv. delictis. [D. 47. 1.] Dd. in §. sed si. Inst. de injuriis. [l. 4. 4. §. 6.] ⁸ c. dominus. [Decr. Grat. p. 2. 23. 2. 2.]

tionem cum exilio aut infamia, pleraeque vero mortem irrogant. Has igitur poenas cum, ut mox dicemus, iudicio exigi non possent, armis exigere licuit ¹: siquidem et eos qui alias subjecti nobis non sunt, ad punitionem peccatorum quae in nos commiserunt, recte bello peti demonstratum est, et qui juste bellum gerit, eum per omnia iudicis accipere potestatem. Hactenus de causis: jam de hostibus ipsis videamus.

*Ex concl.
VI. artic.
II.*

Justum igitur bellum esse probavimus in singulos et in rempublicam, qui quaeve cujusve magistratus injuriam fecerunt, et in rempublicam, quae civem injuriae auctorem tuetur: itemque in eorum omnium, qui faciunt injuriam, socios subditosque. Peti igitur bello potuerunt a societate Indica Hollandorum primo loco singuli Lusitanorum, quorum ista sunt facinora, quae ante narravimus. Secundo loco respublica, sive populus Lusitanicus: nihil enim vetat quominus bellum sit privatum ex una parte, publicum ex altera, et justum ex ea parte qua privatum est, ut bellum Abrahami adversus reges, forte et Davidis contra Saulem. Populus autem Lusitanicus bellum meruit duplici de causa. Prior est, quod ipse per se perve magistratus suos Indicis negotiatoribus injuriam fecit. Omnes ² fatentur universitatis esse ea facta, quae publico consilio acciderunt; aut etiam quae a majore parte aut magistratibus decreta sunt, quod nos alibi demonstravimus. Publico consilio missus Emmanuel, frater ejus qui Goae praesidebat, cum navibus, ut Hollandos primo eorum adventu bello persequeretur, imo et in eos vindicaret,

*Ex histor.
p. II. artic.
IV.*

Eod. artic.

qui secum persequi nollent. Publico consilio aliae et plures iterum naves, accitis et Castellanorum auxiliis, in Batavos armantur. Publico consilio coacta terribilis illa classis sub Andrea Furtadone, quae Hollandos omnes et qui Hollandos receperant ad internecionem deleret. Idemque Furtado cum

Ex artic. V.

¹ V. c. 2. ad reg. 9. et Vict. de jure belli. n. 13. et 19. ² Panorm. ad Cons. Bas. Alex. 6. cons. 13. Jas. in l. civitas. si cert. pet. [D. 12. 1. 27.]

multa classe circa Malaccam nunc etiam haerens, in mandatis habet externos omnes mercatores undique evertere. Publico denique consilio Batavi homines captivi detinentur, mittuntur in Lusitaniam. Altera causa belli est, quia respublica Lusitanorum in singulos Lusitanos ob ea, quae in Batavos admiserunt, non animadvertit, quin etiam sontes tuetur et poenam impedit. Damnant uno ore jurisconsulti ¹ rempublicam non tantum quae justitiam denegat, sed et eam quae negligit, ubi scilicet injuriae et manifestae et continuae fuerunt, inque manu reipublicae eas injurias arcere aut punire. Ubi hoc locum habebit, si hic non habet? Quoties enim a Lusitanis Batavi summis affecti sunt injuriis? Semel? Nihil hoc est. Decies? Perparum. Centies? Non accedit. Imo quotiescunque ulla malefaciendi occasio fuit, idque non clam sed palam, sed in totius Indiae conspectu, terra, mari. Quid igitur fuit, quominus talium facinorum auctoribus irrogarentur supplicia, saltem nocendi facultas adimeretur, nisi quod omnium eadem mens, illud populi totius consilium, illa Lusitanorum quotquot sunt sententia est, neminem externum pati ad eas terras accedere? Tertio loco subjacent bello subditi ejus reipublicae, quae docetur injuriam fecisse, hoc est Lusitani singuli, excepto nemine, cum quia rempublicam tueri coguntur, tum quia factum reipublicae ad singulos pertinet. Augustini ² verba non frustra huc aptabo: *Aliud est quod in populo quisque habet peccatum proprium, aliud quod commune, quod uno animo fit et una voluntate, cum aliquid multitudine comparata committitur. Ubi universi ibi et singuli, non autem ubi singuli ibi continuo universi. Singuli enim esse possunt sine universo, universi autem non possunt nisi ex singulis quibusque constare. Nam singuli quique*

¹ Ferr. cons. 2. Alc. lib. 5. cons. 23. Jas. in d. l. civitas. [D. 12. 1. 27.]
Dd. ad. l. culpa caret. de reg. jur. [D. 50. 17. 50.] Decius cons. 486. V. Gent.
l. 1. c. 21. de jure belli. ² Levit. q. 26.

congregati vel in summam reputati faciunt universos. Talis est illa Lusitanorum pervicacissima obstinatio, qua et universi et singuli huc fortunis, huc corporibus collatis nituntur, ne quisquam Batavus in India tutus sit. Et causae igitur subfuerunt, et illi meriti ut hostium numero haberentur. In eo difficultas residet, quod non facile privatis concedenda videtur armorum movendorum copia. Sed demonstratum habemus, quatenus iudicium haberi non potest, eatenus privatos bellum inferre non prohiberi: quare cum defectus iudicii est continuus, omnia privato licent, quae jure naturali licuerunt. Itaque debitum armis exigi posse omnes fatentur. Nos ex prudentiorum arbitrio addidimus etiam punitionem, quae ad justitiae normam adaequata sit, tali specie necessitatis non denegandam. Continua autem iudicis penuria hic quidem evidens est. Res fere omnes, ex quibus bellum hoc ortum est, in ipso oceano contigerunt. In oceano autem nullam esse propriam respectu loci jurisdictionem recte, ut arbitror, affirmavimus. Tum si qua esset, ea esset Indorum Principum, qui nec volunt causae immisceri, nec a Lusitanis ut iudices agnoscuntur. Loci igitur ratione qua jure, qua facto iudicium deficit. Respectu personarum, cum res inter Lusitanos verteretur et Batavos, iudex alius esse non potuit, quam respublica Princepsve Lusitanorum, aut respublica Batavorum. Respublica et Princeps Lusitanorum priores ipsi Batavis non tantum injuriam publice fecerunt, sed et bellum intulerunt, quo facto constat amissam iudicandi potestatem: ut jam taceam post tanta perfidiae exempla, cum Lusitani legatis Batavorum ne ex conducto quidem parcerent, jure omnem ad eos accessum formidari potuisse. Adeunda igitur fuit respublica Batavorum, quod fieri non potuit ob immensam locorum distantiam. Non momentanea igitur sed continua et perpetua iudicii penuria fuit, maxime si rerum apud Indos gestarum, ita ut loco et tempore cohaerent, seriem atque contextum consideremus. Quod si bellum justum fuit, quantum in eo

*Ex concl.
VII. artic.
I.*

*Supra hoc
cap.*

*Ex concl.
VII. artic.
III. p. I.*

bello licuerit, considerandum. Apertum fecimus nec jus excedi posse, de quo agitur, nec personas juri obligatas. Quodnam sit jus Batavorum in Lusitanos, in causis explicatum est. Sed omittamus jus omne ultionis, quo Batavi punire Lusitanos potuerunt ob violatum gentium jus in prohibendis commerciis, ob calumnias atroces, ob homicidia, perfidiam, rapinas: cui juri nulla umquam Lusitanorum jactura satisfieri potest. Illud sumamus, quod ita ostensum est ut nemo possit diffiteri, ex eo quod Lusitani impediunt Batavos cum quibuslibet Indorum nationibus libere negotiari, obligatos eos esse ad restitutionem omnis lucri, quod ea ratione Batavis ereptum est: quae quidem ingens summa est cum primae navigationes per insidias Lusitanorum inanes fere atque infructuosae fuerint: tum vero ex bello injuste illato damni dati eosdem teneri etiam sumtuum nomine, quorum summa genera supra attigimus. Horum omnium, lucri cessantis, jacturae et impensarum si calculus ponatur, et ex altera parte captae caraccae merciumque aestimatio, dubium non est quin expensi summa, quam accepti aliquanto major futura sit, et plus Lusitanis Batavi imputent, quam debeant victoriae. Atqui aequum fuit, cum maneat injuria, duret periculum, certamen ingravescat, tantum illis eripi, unde etiam in posterum ad bella subsidia haberentur. Actio igitur ista belli non modo jus belli egressa non est, sed longe intra constitit. Neque vero personas, quibus erepta sunt bona, non fuisse obligatas, quisquam dixerit. Namque omnium eorum, quae dixi, restitutionem debebat respublica seu populus Lusitanorum, qui prohibuit commercia, bellum intulit, in sontes animadverti non curavit. Quod autem debet respublica, id a singulis ejus partibus exigi posse, non quidem jure civili, sed jure gentium, alibi demonstravimus, addito ad certas rationes et auctoritates repressaliarum exemplo, in quibus quicumque a cive injuriam patitur respublica justitiam non exhibente, multo magis si ab ipsa respublica

patiatur, a quovis alio ejus reipublicae cive suum juste recuperet. Unde et illam collegimus firmatam Hispanorum testimoniiis sententiam: corpora quidem subditorum non ultra laedi posse, quam quatenus suoapte delicto merentur aut executionem impediunt, praedam autem juste ab omnibus peti et semper, usque ad summam ejus quod debetur, nec mercatoribus exceptis, nec ullo ordine quantumlibet innocenti. Apparet hinc illis mercatoribus, quorum erat caracca et merces, bellum eatenus inferri potuisse, ut bona praedae cederent. Sed et specialiter hic notandum est, caraccam

*Refer ad
histor. p.
II. artic.
III.*

quae capta est venisse Macaunte, eos qui inerant mercium dominos eodem ex loco advectos, ubi scilicet Hollandi homines fere viginti Lusitanorum furiis acti in patibulum aut fluctibus mersi erant. Quis hos innocentes appellet? Majus aliud dicam. Reperta in ipsa nave vestimenta et tristes exuviae interfectorum: quae illi ut egregiae cujusdam victoriae spolia in patriam ferebant, veriti scilicet, ne quis nisi talibus indiciis parum crederet quemquam adeo fuisse crudelem. Horum igitur aliquis miserebitur? Aut non etiam illis putanda est ludibrio futura Batavorum bonitas, qui contenti damno terrere, ipsos qui talia facere possent vivos reliquerunt? Sed

*Ex concl.
VII. artic.
III. p. II.*

praeter jus alterum terminum praescripsimus bello gerendo, fidem. Nihil hic hostibus promissum est, quo non amplius sit praestitum. Ei genti, quae Batavos in pace trucidaverat, bello victae vita promissa et praestita est. Nec vita tantum, sed libertas, et haec gratis, cum non parum pretii extorquere liceret. Et ne quid ex beneficio periret, Hollandi praesidio dati, qui dimissos Malaccam deducerent. Tanta denique victoris populi in victos fuere officia, ut Lusitani, qui virtutes istas quo minus norunt hoc validius mirantur, illustre Batavis praebuerint benignitatis et nominatim fidei testimonium: quod literae senatus et praefecti Malaccensis et ejus, qui victae navi praefuerat, libello nostro subjectae loquentur. Denique verum est quod Lusitani, a Warwicii navibus superati,

ad Macauntem aliquanto post dixerunt, se cum Batavis, si <sup>Augusto
anni 1603.</sup> eorum potirentur, non tam clementer acturos. Ad finem quod attinet qui bello proponitur, hunc sibi quisque praestare debet: nec in iudicium humanum ista res cadit, nisi quatenus commune cujusque gentis ingenium, tum vero singulares actiones conjecturam suppeditant. Verum belli finem <sup>Ex concl.
VIII. ar-
tic. I.</sup> esse diximus juris adeptionem: ad quem si praeda tendit, juste pieque parta censi debet: secus si bellator suo duntaxat lucro inhiat. Id in Lusitanis an in Batavis credibilius sit videamus: veteres auctores ¹ tradunt jam olim gentem Lusitanorum latrociniis et praedis vivere assuetam. Ex eo tempore quam impurae avaraeque gentes isti se populo permiscuerint, et quam plerique eorum apud Christianos parum serio Christiani habeantur, qui inter ipsos sunt boni ² minime ignorant. De Batavis contra quae exstant elogia, perquam sane honorifica, transscribere supersedeo. Illud quod a re praesenti non alienum est, satis sit dixisse, omnium vicinarum gentium nullam a rapinae studio longius semper abfuisse. Tacitus ³ itaque in bello Civilis Germanos ad praedam pugnantes inducit, Batavos pro gloria. Proximi nostro saeculo et externi scriptores ⁴ in eandem sententiam prodiderunt, Hollandos eminere inter gentes Germanicas alieni abstinentia. Hoc ipso tempore in illa ipsa India quid de Batavis sentire cogantur Lusitani, literae ad regem Malaccensis episcopi satis indicant. *Mali nihil, inquit, indigenis intulerunt, minus etiam Lusitanis: nulli denique nationi quidquam crearunt molestiae.* Et mox: *Accepti admodum et grati indigenis erant, quoniam justa commercia exercebant sine vi atque injuria.* Apparet Batavos nihil praeter commercia quaesivisse et his contentos fuisse futuros, nisi in

¹ Strabo. [p. 154. b.] Diod. Sic. [p. 215. c.] Servius ad l. 3. Georg. [vs. 107.]
² V. Osor. lib. 1. ³ Histor. lib. 4. ⁴ Chassanaeus ad consuet. Burg. in praef. ad v. Hollandiae.

bellum cogere. Hoc ab ipso navigandi initio tota rerum series et longissimae quietis patientia demonstrat: sicut primo exitu diximus naves Lusitanicas quatuor, cum sigillatim occurrerent parata cupientibus praeda, sine noxa dimissas. Fuit etiam cum capta a Lusitanis ultro ipsis redderentur, quod Wolphardus Harmannus fecit in navi, carbella dicitur, quae Fernambucum missa citra aequatorem occurrerat. Sed cum doceret experientia Lusitanos tanto audacius in Batavos saevire, quantum amovebatur talionis metus, quod minimum fuit hoc Batavi tentarunt, an homines non minus avari quam crudeles saltem bonorum jactura adduci possent, ut jus et pacem colerent. Exempla referre abstinentiae, hoc vero sit virtuti et famae illorum injuriam facere: unum tamen non reticebo, cujus historia cum praedae ipsius tempore conjuncta est. Cum rex Dammae, ut alibi diximus, missos ad se negotiatores viginti captivos detineret, et pro capitibus octo pretium extorsisset, caeteros nulla conditione dimitteret, Hemskerckius, qui prodendam non existimabat hominis cujusquam Batavi libertatem, praesertim quem talis perfidia in miseriam implicuisset, ulcisci eos pignorationibus statuit. Forte accidit ut inter alias naves Jorensis una ex his, quae juncae vocantur, Dammam peteret, quam Hemskerckius Dammanam ratus non aliud quam detinuit. Nuntios Dammam ad regem mittit, per quos si reliqui suorum duodecim remitterentur, restitutionem navis vicissim et in posterum amicitiam pollicetur. Sed ille hac re nihil motus, etiam detentam navem vi armata custodibus eripere conatus est. Quo viso placuit consilium ut merces separarentur, magister navis cum ipsa navi et hominibus septuaginta Dammam mitteretur, addita sponsione, ut si Batavorum liberationem perficeret, ipsi aut merces redderentur, aut pretium, quod quinque Catiis auri aestimaverat. Cum deinde temporis ratio et aquae dulcis penuria mutare stationem cogeret, Indos omnes, quos penes se habebat, Hemskerckius in suas quemque sedes dimittit. Duos

*Histor. p.
II. artic.
IV.*

*Histor. p.
II. artic.
II.*

Joram legat: quorum opera regi excusaretur, mitti aliquem ad se cum mandato rogaus, cui quinque auri Catiis, quas dixi, persolveret. Rex autem respondet: *Nihil se in ejus facto invenire, quod excusari deberet. Satis enim compertum Hollandos ea esse innocentia, ut nemini pacato nocitum velent: caeterum vindicare se ab his, qui priores fecissent injuriam, non modo extra culpam, sed ubique gentium laudabile. Quod ipsum si cum suo aut suorum alicujus dispendio fortuna belli voluisset contingere, non esse cur hoc iniquius ferret. Sibi pro omni restitutione solam Hollandorum amicitiam abunde suffecturam.* Cum deinde Joram ad negotiandum Hemskerckius venisset, vix a rege supplicando impetravit, ut magistro detentae navis, Rasaduta vocabatur, satisfacere se permetteret. Ita pro auri Catiis quinque volenti persolvit mille ducentos regales, etsi merces vix septingentos valebant. Quid hic prius mireris? Quod pretium pro hominibus persolutum est, qui nullo jure, nulla fide capti erant? Quod Indi dimissi, cum ab Indis Batavi tenerentur? Quod regi Jorae se ipse Hemskerckius indicavit? Quod oravit etiam? Quod plus quam debuerat solvit, cum posset omnino nonolvere? Tam liberalis nemo praedator est. Quare cum etiam si talia deessent indicia, in facto dubio facienda sit benignior interpretatio, haec cogitanda est mens fuisse, hic animus vincen- tibus Lusitanos, ut qui beneficiis mitigari non potuerant, damnis saltem mutandos ad mores cogentur: sicut Ambrosius dixit ¹ eripiendam his latrocinandi facultatem, quibus voluntas eripi non potuit. Atque utinam nunc saltem deponere possent illam feritatem, admittere humani generis consortium et certare tantum licitando. Parati sunt Batavi omittere odia et omnem illam facinorum memoriam et egregias belli feliciter gerendi occasiones. Sufficit illis lucrum, quod ex

¹ Serm. 8. in Ps. 118. vs. 2. Et est in c. est injusta. [Decr. Grat. p. 2. 23. 4. 33.]

volentibus capitur. Sive igitur hunc finem volumus fuisse, ut damna et sumtus repararentur, sive etiam ut iniquorum malitia averteretur, alter sufficit et uterque sine dubio justus

Ex concl. IV. est. Evolutis causis omnibus, justum hoc esse bellum Indicae Hollandorum societatis in Lusitanos, ad quos navis capta

Ex concl. III. pertinuit, pronuntiamus; quare et praedam justam omnino fuisse, ut nostra principia declarant. Et cum evidentissimis

Ex concl. IX. artic. p. 1. rationibus demonstratum sit, praedam omnem ex bello privato usque ad debiti satisfactionem primo ejus fieri, qui belli justus

auctor est, facile intelligitur caraccam hanc captasque merces, quas ad debiti solutionem nondum sufficere ostendimus, societati Indicae esse acquisitas, quae suis sumtibus bellum illud administravit. Planum enim fecimus, non minus ex bello privato, quam publico praedam contingere. Verum etiam illi qui verbis discrepant, ad hanc quaestionem quod attinet, re ipsa consentiunt. Fatentur enim omnes¹, si judex desit, etiam ex intervallo ad recuperationem rerum et debiti compensationem, in quam et sumtus veniunt, res adversariorum capi posse, nisi quod nonnulli certis casibus requirunt subsequentem judicis sententiam: quae cum hanc praedam secuta sit nulla relinquitur dubitatio. Jam vero, quod amplius

In fine p. II. cap. seq.

est, docent scholastici², *quamvis bellum sit injustum ex causa, animo, persona et auctoritate, tamen si res subsit, quia scilicet pro rebus repetendis factum est, intellige ex intervallo, eum qui bellum movit in conscientia restituere non teneri, nisi acceperit vel damnificaverit ultra quam adversarius habuerit injuste de suo.* Et haec ratione societatis Indicae Hollandorum, quatenus pro se arma movit, dicta sunt. Eodem modo quin arma movere potuerit pro injuriis, quae sociis et amicis ipsorum, puta societati Zelandorum,

¹ V. all. in princ. c. 10. et adde Bart. de repress. q. 9. n. 4. circa finem.

² Silv. in v. Bellum 1. §. 10.

illata fuerant, et quod acquisitum foret, id primum in sum-
 tus a se factos imputare, dubium ex supra dictis esse non
 debet. Quemadmodum potuerunt et Hollandi non ipsi arma
 primitus movere, sed aut Zelandis aut Indis etiam moventi-
 bus accedere: quo facto eatenus praeda ipsorum esset futura,
 quatenus illis capiendam belli auctores assignassent. Sed quia
 privatorum accessione ad Principes aut populos Indos bellum
 magis publicum est quam privatum, idcirco in sequens rectius
 examen haec inspectio differetur. De subditis autem belli
 privati, hoc est nautis majoribusque et minoribus societatis
 hujus administris pene supervacua inspectio est, tum quia
 non horum praecipue causa examen institutum est, tum quia
 ex his quae jam dicta sunt et dogmatum principio positorum
 collatione, ambiguum non est, in tam aperta causae justitia
 recte eos fecisse, quod societati obtemperaverint adversus
 Lusitanos bellanti, sua sequentes mandata: unde etiam, si
 quid ex praeda ipsis a societate attributum est, id pure
 pieque retinebunt.

*V. quae
 praecedunt
 concl. VIII.
 artic. I. et
 quae ante
 concl. IX.
 artic. I. p.
 I.
 Ex concl. V.
 artic. I. med.
 et seqq. concl.
 ad concl. IX.
 artic. I. p.
 II.
 Ex concl. V.
 artic. I. in
 fine. concl.
 VI. artic.
 III. et IV.
 concl. VII.
 artic. IV.
 cum coroll.
 poster. et
 concl. VIII.
 artic. II. et
 concl. IX.
 artic. I. p.
 II.*

C A P U T XII.

IN QUO OSTENDITUR, JUSTUM ESSE BELLUM JUSTEQUE
 PARTAM PRAEDAM SOCIETATI EX CAUSA PUBLICA PATRIAE.

PARTE I. RESPECTU ORDINUM VOLUNTARIA AGENTIUM.

PARTE II. RESPECTU SOCIETATIS INDICAE, SUBDITAE
 ORDINIBUS.

PARTE III. AUT ETIAM EX CAUSA PUBLICA SOCIORUM.

IN QUO ISTA INFERUNTUR PROBLEMATA.

I. RESPUBLICA EJUSVE ORDINES ETIAM CUM HABENT
 PRINCIPEM, BELLI TAMEN PUBLICE SUSCIPIENDI HABENT
 AUCTORITATEM.

II. JUSTA BELLI CAUSA IN PRINCIPEM EST TUITIO
 LEGUM PATRIARUM, QUIBUS PRINCIPATUS ADSTRINGITUR.

III. BELLUM IN PRINCIPEM INDICATIONEM NON DESIDERAT.

IV. PRAESENTIS TEMPORIS MAGISTRATUI PARERE BONI CIVIS EST.

V. BONA FIDE CIVIS PUGNAT CONTRA PRINCIPEM PRO REPUBLICA ET LEGIBUS.

VI. BELLUM REIPUBLICAE IN PRINCIPEM, QUI SUUS PRINCEPS FUIT, EXTERNUM EST.

VII. SOCIETAS BELLI RECTE INTERDUM A CHRISTIANIS INITUR CUM INFIDELIBUS CONTRA CHRISTIANOS PUGNANTIBUS.

Pars I. capitulis.

Ex concl. V. artic. II.

Problema I.

Quamquam autem privatum hoc esse bellum potuit, et quidem justum eo quo diximus modo, nihilominus re ipsa fuisse publicum, et obvenisse praedam jure publico, verius est: ut quidem belli auctores sint Hollandiae Ordines, qui hodie cum aliis Belgarum nationibus foedere conjuncti sunt. Primam supremamque belli movendi potestatem penes rempublicam esse diximus. Esse autem justam rempublicam, perfectam quamdam communitatem. Ita regnum Arragoniae disjunctam esse rempublicam a regno Castellae dicit Victoria ¹, nec obstare, quod utraque sub eodem sit Principe. Sic et Hollandiae comitatus tota per se respublica est. Quemadmodum vero qui turmas et cohortes dicit, exercitum dicit, ita qui Ordines nominat, non aliud quam rempublicam vult intelligi, cum omnes partes simul sumtae a toto revera nihil differant. Tritum est in philosophorum diatribis, quae res per se causa est alteri cujuscunque qualitatis, eam multo magis eadem qualitate praeditam, si modo ejus per naturam sit capax. Jure autem naturali et divino, ut ipsius Victoriae ²

¹ de jure belli n. 7. ² de pot. civ. n. 7. Idem tradit Covarr. Pract. quaest. c. 1. concl. 1. V. supr. c. 2. ad legem 10.

verissimam exprimamus sententiam, potestas tota civilis in republica residet, cui de se competit gubernare se ipsam et administrare et omnes potestates suas in commune bonum dirigere. Principum vero potestas nulla justa est, nisi quatenus a reipublicae potestate derivata est per electionem sive in personam, sive in familiam ¹: unde et jus belli suscipiendi ad Principem pertinet, duntaxat qua vices reipublicae gerit et ab ea mandatum accepit ². Prior igitur majorque potestas belli indicendi penes ipsam rempublicam est ³, quae Principem censetur in his sibi substituisse, quae ipsa per se commode efficere non possit. Manet ergo etiam constituto Principatu integra potestas reipublicae ⁴, adeo quidem ut idem ille theologus Hispanus ⁵ posse a Republica mutari Principes et Principatum de genere in genus transferri Gallorum exemplo probet. Hinc constat Hollandorum rempublicam etiam cum Principem haberet jure tamen belli suscipiendi non caruisse. Nam alioqui non fuisset sibi sufficiens: quo argumento probat Victoria ⁶ reges quamvis Imperatori subjectos bellum suscipere non vetari. Verum etiamsi quos Ordines dicimus non ipsa essent respublica, sed magistratus a republica constituti et Principe inferiores, bellum tamen publicum esse non desinit. Docuimus enim cum Victoria ⁷ aliisque auctoribus, Principe cessante, posse magistratus inferiores non tantum propulsare injurias, sed et bellum publicum inferre ad puniendos malefactores extraneos. Qua ratione etiam partem populi magistratus sibi legere posse vult Covarruvias ⁸, etiamsi illi magistratus alias nisi a rege constitui non possint. Retinuit enim, ut ille inquit, populus juris naturalis potestatem, qua uti potest

¹ Covarr. d. c. concl. 4. Vasq. c. 20. n. 24. et seq. idem c. 47. n. 5. Durandus de orig. jurisd. ² Vict. de jure belli. n. 6. ³ Henr. Gorich. de bello justo, in praef. et in prop. 12. resp. ad ult. argum. ⁴ Ita docet Vasquius c. 47. n. 11. ⁵ Vict. de Indis, rel. 1. p. 1. n. 16. ⁶ De jure belli. n. 8. ⁷ Ibi. n. 9. ⁸ Pract. quaest. c. 4. n. 3.

dum rex ipse sua potestate non utitur: *Alioqui populus ipse ipsaque respublica maximum obiret discrimen et periculum, cui obviam ire non posset: quod est egregie absurdum.* Paria sunt in jure non esse et esse inutile. *Paria sunt, inquit Castrensis*¹, *non habere superiorem vel habere negligentem.* Si ob absentiam vel neglectum Principis inferioribus magistratibus bellum suscipere permissum est, quanto magis si ipse Princeps injuriam faciat reipublicae, quae nisi armis reprimi non possit? Theologi² non illi tantum, qui Papam Concilio subjiciunt, sed alterius factionis, qui supra Concilium Pontificiam ponunt auctoritatem, addunt tamen, si Pontifex Ecclesiam destruat, posse convocari Concilium contra ejus voluntatem, ejusque Concilii auctoritate etiam vi, si opus esset, resisti Pontifici, et mandatorum executionem impediri. Quid autem aliud est Concilium, quam Ordines ecclesiastici? quid Ordines, quam Concilium civile? Atque vel idcirco plus debet licere Ordinibus in Principem, quam Concilio in Papam, quia Papam qui dicunt immediate potestatem a Christo, non ab Ecclesia accepisse, Principem tamen fatentur nullam habere auctoritatem nisi a republica³. Habuerunt igitur Hollandiae Ordines jus belli indicendi, quod ipsum multo etiam clarius docet ab initiis reipublicae Hollandicae sacrosancta semper Ordinum auctoritas longissimoque temporum usu firmata, et leges patriae Brabantis olim scriptae, mox cum caeteris Belgarum nationibus communicatae, quae diserte cavent ut integrum sit Ordinibus omnem fidem atque observantiam negare Principi jura patriae violanti⁴. De causis autem belli hujus, quod ab Hollandis pariter cum aliis Belgarum nationibus

*Ex histor.
p. I.*

*Ex histor.
supra, p. I.
artic. I. ubi
vide.*

¹ Ad l. ex hoc jure ff. de just. et jure [D. 1. 1. 5.] n. 18. ² Silv. in. v. Papa. n. 4. Card. de Turri cremata lib. 3. c. 10. Vict. de pot. Papae et conc. n. 23. et 24. ³ Vict. de pot. ecclesiae. q. 3. n. 2. Covarr. pract. quaest. c. 1. concl. 2. et in c. peccatum §. 9. n. 6. all. Cajet. in Summ. 2. 2. 1. 10. et c. 1. tract. 2. de pot. Papae et conc. ⁴ V. sub finem Lacti introitus, et Guicciard. in c. de privilegiis Brabantorum.

primum in Albanum et qui cum eo erant Hispani, deinde in Regem Philippum, qui Comes fuit Hollandiae gestum est, disserere majus sit coepto opere. Neque vero meum post tot in eam rem editos jamdudum libellos ab aliis bene dicta invertere. Sed quod in transcursu ad rem praesentem satis sit non tacebo. Manifestum est Albanum et Hispanos illud palam praedicasse imo lata sententia pronuntiasse ¹, leges omnes et jura patria nationum Belgicarum velut commissa Principi. Nec tamen aliud obtendi potuit, quam turbae a paucis editae, consilio privato, et subito quodam impetu, qui simul atque reprimi potuit a magistratibus repressus est: quo crimine non obligari universitatem jurisperitorum omnium constantissima assertio est ². Quidquid igitur eo nomine factum est, quod alioqui fieri non licuisset, id profecto injustum fuit arcerique debuit ³. Cum itaque pertineret ad Ordines ut summos magistratus et jus reipublicae et civium tueri ⁴, officium illorum fuit defendere rempublicam adversus eam vim, quam externa arma contra leges inducta rebus pacatis intulerant: deinde vitam civium et possessiones tueri adversus iudicia illegitima contra formam juris communis et mores patrios admistis hominibus peregrinis exercita: liberare etiam rempublicam et cives singulos ab exactionibus ejusmodi, quae non tantum legibus directe obstabant, sed et communi hominum libertati, cum inducant, ut Doctor Hispanus ⁵ loquitur, expilationem praesentem et servitutem futuram: imprimis vero operam dare ut diligenter servarentur pacta a majoribus tradita, Principum juramento sancita et formam imperii continentia, ne his violatis,

*Ex concl.
VI. artic. I.
examen I.*

*Ex lege I.
supra c. II.*

*Ex lege I.
et II.*

Ex lege II.

*Ex lege VI.
cum reg.
III.*

¹ data Madriti, 16 Febr. an. 1568. ² Bart. in l. aut facta. §. ult. ff. de poenis. [D. 48. 19. 16.] Bal. quib. mod. feud. amitt. n. 13. Jason in l. civitas. ff. si cert. pet. [D. 12. 1. 27.] Andr. Gail. de pace publ. lib. 2. c. 9. ³ V. l. prohibitum. C. de jure fisci. [C. 10. 1. 5.] l. devotum C. de meta. [C. 12. 40. 5.] et utrobique Bart. et in tract. de Guelf. et Gib. n. 8. ⁴ Vasq. c. 41. n. 20. et seq. et c. 18. n. 7. ⁵ Vasq. c. 8. n. 8. et c. 7. per totum. et c. 43. n. 6.

quibus multa per saecula respublica steterat, eadem in provincia modum Hispanorum libidini subiceretur. Postremo etiam poenis coercendi erant, qui patriae aut civibus per injuriam insultabant. Quae cum ita essent certe ad Philippum pertinuit, oratum toties, oppressos armis Hollandos et alios Belgas defendere et in sontes jus reddere. Nam haec duo sola sunt, quorum gratia omnes instituti sunt Principatus. Tradunt autem magistri juris posse populum a Principe ob omissam defensionem discedere, ita ut nec alterum eligendi potestas ei neganda sit. Tradit et Doctor Hispanus¹ et quod est amplius in Philippi illius summo praetorio senator, superiores ex justitiae erga subditos denegatione non solum suprema jurisdictione ipso jure privari, verum etiam ipsius rursus recuperandae incapaces perpetuo fieri. *Proinde, inquit, Principibus summopere cavendum est, ne dum injuria ad justitiae denegationem properant, ipsi quoque subditi ad inobedientiam et defectionem jure festinent.* Quid igitur dicendum est de eo Principe, qui non modo in auctores malorum justitiam non exercet, sed eosdem honoribus evehit, non modo oppressum populum non defendit, sed ipse ad ejus oppressionem confert consilia sua, pecunias, classes, exercitus, ut scilicet contra veterem imperii formam, quasi victis leges pro arbitrio imponat? Hic sane ab obsequio recedendi multo justior est ratio. Sententia contra jus partis lata iniqua dicitur; contra formam judiciorum sententia non est. Idem in lege. Divino jure matrimonium eo solo peccato dirimitur, quod formae ipsius matrimonii contrarium est et adulterium dicitur. Qualiscunque alterius criminis reus ante damnationem civis est: sed is qui rempublicam oppugnat civis esse desinit². Simile est in magistratu et quidem summo. Qua ratione negaverunt

*Problema
II.*

Nova declaratio.

¹ Vasq. c. 5. n. 10. Castrensis ad l. ex hoc jure ff. de just. et jure. n. 17. et 18. [D. 1. 1. 5.] Dd. in l. si non defendantur ff. de poenis. [D. 48. 19. 19.] ² Vasq. in praef. contr. ill. n. 16. et 17. ³ Cic. Catil. 1. [c. 11. §. 28.]

Romani consulem esse Antonium¹. Et illa quae ex orationibus Tiberii Gracchi Plutarchus² excerpit, longe sunt verissima, etsi forte ab ipso non recte usurpata. Latine sic sonant: *Sacrosanctus est tribunus, quia plebi sacratus ejusque defensor est: quod si mutatus plebem vexet injuriis, potestatem ejus dissolvat, jus tollat suffragii, ipse magistratum se privavit, dum alia omnia facit, quam ea ob quae magistratum acceperat. Nam alioqui si Capitolium iret dirutum, flammam inferret publicis aedificiis, adhucne permittendus esset gerere tribunatum? Et tamen haec si faceret, malus esset tribunus: at cum plebem evertit, ne tribunus quidem.* Quae autem esse potest aut celsior aut sanctior potestas ea, quam hodie nonnulli³ tribuunt Pontifici Romano, quem negant ulli humano judici subiacere, cum summum illud imperium non hominibus, sed uni Deo acceptum ferat? Et hi tamen fatentur Papam si a fide declinet, se ipsum facto suo deponere: posse autem a concilio depositum declarari: quia scilicet haeresis directe repugnat institutioni Pontificatus. Cum enim capitis habere debeat rationem, ut vitam corpori instillet, non potest eo loco, inquit, haberi, postquam est spiritualiter mortuus. Nam quomodocunque affectum caput, etsi langueat, caput manet: praecisum autem, caput non est. Ipso igitur facto, cum contra formam institutionis veniat, perdit jus omne et potestatem⁴. Quod si ille Pontifex potestatem hoc modo ereptam armis vindicet, quin armis repellendus sit minime dubitatur. Multo igitur haec facilius in principatu procedent, qui jus nullum habet, nisi quod a republica profectum est. Atque ideo ex Hispanorum⁵

*V. supra in
examine ex
concl. V. ar-
tic. II.*

¹ Cic. Philipp. 4. [c. 3. §. 6. seq.] et passim. ² Vita Tib. Gracchi. [p. 831. d.]
³ V. Silv. in v. Papa n. 4. Cardinalis de Turri cremata, Summae lib. 4. p. 2. c. 19. et 20. ⁴ c. Acatius. 1. et 2. c. audivimus. c. didicimus. [Decr. Grat. p. 2. 24. 1. c. 1. 3. 4. 31.] ⁵ Vasq. c. 1. n. 8. casu tertio, allegat Iserniam, Thomam et Hostiensem.

maxime doctrina potestas Principi data revocari potest tum praecipue, cum ille principatus sui terminos excedit: jam enim ipso facto Princeps non videtur ¹. Nam qui imperio abutitur eo se indignum reddit, et Princeps esse desinit hoc ipso quod se tyrannum facit ². Quod locum habiturum etiam apud eos, qui rempublicam Principi subjiciunt, exemplum vasalli docet, quem domini saevientis obsequio jura eximunt ³.

Ex concl. VI. artic. I. examen II. Vid. ad eum artic. c. VII. Ex lege I. et II.

Non potest autem non injuria repeti, quidquid jure amissum est. Quare cum Philippus imperium, quo exciderat, bello reposeret atque etiam recte facti poenas expeteret, fuit ex Hollandorum parte justissima belli causa, vitae ac rerum et legitimae libertatis defensio ⁴. Jus deinde aliud atque aliud

Ex lege II.

in ipso bello subnatum est. Primum ob immensa damna ⁵, quae Hispani immerito Hollandis intulerunt, agro quondam vastato, urbibus dirutis, direptis, acta praeda jam tot per annos.

Ex lege VI. In histor. supra p. I. artic. I.

Secundum ob impensas belli, quas tantas fuisse et esse quotidie, ut vix ullae ullius temporis conferri possint, vere diximus: idque tum ex belli diuturnitate, tum ex opulencia hostis, cui

Ex lege V.

resistendum fuit, intelligi potest. Tertium ob delicta: quae cum dico, non tantum caedes innocentium et rapinas et omnem illam violentiam intelligi volo, quae propterea peccata sunt in bello, quia bellum injustum est, verum alia etiam, quae nec bellum justum gerenti licuissent, cujusmodi innumera crudelitatis, perfidiae, libidinis exempla, tantum abest ut nos numerare possimus, annales nulli satis digne expriment.

¹ Vasq. c. 8. n. 19. ² Vasq. d. c. 1. n. 8. casu. 1. c. 8. n. 11. et c. 18. n. 10. Covarr. pract. quaest. c. 1. concl. 6. circa finem. arg. c. non omnes. causa 11. q. 7. [Decr. Grat. p. 1. 11. 7. 29.] ³ Bald. in 1. Rubr. ff. et de milite vasall. qui cont. est. in fine. [F. 2. 22.] Inst. de his qui sui vel alieni juris sunt, sub finem. [I. 1. 8.] V. c. 1. §. domino. si de feud. contr. sit inter dom. et agn. [F. 2. 26.] Item c. ex facto. qual. dom. prop. feud. priv. [F. 2. 47.] et ibi Bald. n. 8. ⁴ V. text. in l. 2. ff. de orig. juris. §. exactis regibus. [D. 1. 2. 2. §. 3.] Et Bart. de tyrann. n. 3. in fine. ⁵ V. c. 7. ad artic. 1. et c. 4. post princ.

Haec tria si in unum conferantur jus facient prope infinitum, certe nullis umquam temporibus, nullis victoriis recuperabile. Adversus ipsos Lusitanos propriae belli causae fuerunt, cum ipsi priores bello aggrederentur, ut in classe Hispanica, defensio damnorum et sumtuum recuperatio et justa vindicta. Itemque recuperatio et vindicta omnium eorum, quae detentis toties navibus et nautis Hollandis in Lusitania contigerunt: nec minus eorum quae Hollandis totum per orbem, quacunque se Lusitanorum potentia ad injurias, ut videtur, nata extendit, acciderunt hominibus spoliatis, trucidatis. In ipsa autem India peculiare reipublicae Hollandorum causae¹, aliae propter se, aliae propter cives. Ad prius genus referri possunt injuriae, per quas tota gens Hollandorum commerciis prohibita est et apud externas nationes infamata. Utrumque jam antea in causis belli privati exsecuti sumus². Unum tamen hic notatu non indignum est, etiamsi ad Lusitanos pertinisset jus ad Indos negotiandi, ita ut alias gentes arcere possent, tamen ex quo Batavis cum illorum Principe bellum justum erat, sicut res hosti subditorum eripere licuit, ita et jus illis alioqui proprium usurpare licuisse. Ad alterum genus quod attinet, satis planum est tutelam jusque civium et vindicationem reipublicae cordi esse debere, cum hac maxime de causa instituta sit civilis societas, ut quod non possent singuli possent universi³. Si Romani, quod Tullius annotat⁴, saepe injuriosius tractatis naviculatoribus bella gesserunt, quid non Hollandos facere oportuit ejus societatis gratia, qua tot civium alimenta sustententur? Potuerunt sane, imo, quantum ratio reipublicae permisit, etiam debuerunt cives suos ante exitium defendere, exitio datos ulcisci, res similiter eorum aut tutari, aut armis reposcere. Estne ulla sanctior belli causa, quam haec quae et divinis literis et antiquissimo gentium jure, legibus etiam

Ex concl. VI. artic. I. examen III. Ex lege I. II. V. VI. Ex histor. supra p. I. artic. III. Ex lege II. VI. Ex histor. supra, p. I. artic. V. Ex lege II. VI. Ex histor. suprap. I. artic. VI. et VII. Ex concl. VI. artic. I. exam. I. et II.

Ex lege I. V. II. VI.

¹ V. supra c. 12. ² V. c. 6. paulo post artic. 1. et c. 9. ad concl. 8. artic. 1. ³ V. c. 2. ad l. 7. et 8. ⁴ pro l. Manilia. [c. 5. §. 11.]

civilibus prodita est, ob legationem violatam¹? Quid autem est concitare bellum? Mari et portubus non admittere? Lusitani quantum in ipsis est, etiam depulerunt. Homines capere? At illi captos ne redimi quidem passi sunt. Homines occidere? Quod illis parum fuit, nisi ante cruciatibus laniarent. Bello quemquam appetere? Quanto autem saevius allectos specie pacis atrocioribus malis, quam bella norunt, affligere?

*Ex histor.
p. II. per
totum.*

*Ex concl.
VI. artic. I.
examen III.*

*Ex concl.
VI. artic.
II.*

Sed non onerabo chartas repetendis quae aut ex narratione, aut ex privati belli examine hauriri possunt, cum omnino idem jus quod cives habuerint, habuerit pro civibus respública. Jure igitur hostes Hollandi habent et Philippum et Castellanos et Lusitanos, suis quemque de causis, ob injurias quibus ab ipsis affecti sunt. Jam vero etiamsi in Lusitanos nullae essent propriae causae, tamen hostium loco esse demonstravimus

*Ex histor.
p. I. artic.
III.*

hostium aut socios, aut subditos. Fuerunt autem Lusitani subditi Philippi Secundi regis et nunc sunt subditi Philippi Tertii, qui patri in regnum et bellum Batavicum successit:

*Ex histor.
p. II. artic.
V.*

ad quod bellum etiam tributa illorum conferuntur. Sunt et socii Castellanorum opemque mutuam adversus Batavos aut praestant, aut implorant, ut in classe Hispanica patuit et in rebus Indicis narratum est. Quod autem dicimus Lusitanos hostes esse, id non minus de singulis, quam de republica intelligendum rationes declarant toties jam positae², ut iterari

*Ex concl.
VII. artic.
II.*

non debeant. Bellum autem ab Hollandis et in Albanum cum Castellanis, et mox in Philippum, et in Lusitanos denique justo modo, ex necessitatis scilicet lege, susceptum est.

*Histor. p. I.
artic. I.*

Ostendimus enim ei qui bello prior impetitur, nec clarigationem, nec decretum esse necessarium. Atqui apertissimum est Albanum cum exercitu licentiosissimo intervenisse rebus eo tempore pacatis, et Philippum arma intulisse Batavis, cum

¹ Sam. 2. c. 10. et apud omnes historicos. I. ult. ff. de legat. [D. 50. 7.]

² ad d. artic. 2. Et v. supra c. 12. examen ex eodem articulo, et infra ex concl. 7. artic. 3. cum coroll.

adhuc ab ipsis Principis nomine coleretur: Lusitanos autem *Histor. p. II. artic. IV.* in bello committendo priores fuisse ipsa rerum series patefecit. Praeterea nec ad Albanum tuto licuit accedere, nulla in hostes hostium jura servantem: et Philippum in Hispania convenire post marchionis Bergensis et Montignaei legatorum mortem cui non formidolosum fuit? Apud Lusitanos autem in India quae fuit securitas, ubi caduceatoribus ne pacta quidem profuerunt? Ubicunque autem jus legationis et gentium commercia violantur, nulla, uti diximus, denuntiatio necessaria est. Praeterea dignum est observatu defensionem Batavorum ad *Problema III.* ea usque tempora, quibus Philippus imperio cecidisse pronuntiatus est, fuisse bellum civile, quantum ad hostes principales attinet. Nam et praefectus qua praefectus est et Princeps qua Princeps pars videntur reipublicae, sicut theologi ¹ tradunt, ubi de abjudicando Pontificatu agitur, in eo iudicio Papam non caput sed membrum esse ecclesiae. Quare etiamsi vim nullam armatam hostes priores intulissent aut jus gentium violassent, tamen denuntiatio non requiretetur, quae bello externo propria est: ut egregie diximus Ciceronem colligere non esse bellum per legatos indicendum Antonio, quamquam consuli, hoc est magistratui summo populi Romani. Nam et cum Tarquinii publico decreto damnati fuerunt, bellum regi indictum non est: quod tamen bellum eo nomine minus justum nemo existimavit. Sola igitur sententia sufficeret. *Histor. p. I. artic. I.* Sententia autem et contra Albanum data est ab Hollandiae Ordinibus, et contra Philippum tum ab his ipsis, tum ab aliarum nationum ac totius fere Belgii Ordinibus in concilium legitime convocatis. In Lusitanis autem eo res est expeditior, quia nullo Doctorum dissentiente tradidimus coepto bello adversus aliquem, sociis et subditis omnibus ipso facto satis indictum bellum censi, cum non possent non hostes esse, qui se hosti aggregarent. Nec quidquam obstat hac in parte

¹ Silv. in v. Papa. n. 4.

illa pacata per Indiam vivendi ratio, quam Batavi dum licuit observarunt, Lusitani interrompere, cum satis constet, finitis aut violatis induciis, bellum non novum sed quod ante fuit censi, neque opus ulla indictione ¹. Quamquam sane et horum ratione decreti locum obtinet edictum ² ab Ordinibus foederatarum Belgii nationum publicatum, quo bona omnia subditorum regi Hispaniæ prædæ cedere jubentur. Actionem autem hanc bellicam non esse egressam juris sui limites ex his apparet, quæ in bello privato examinavimus ³. Ostensum enim est sola damna, quæ Hollandis Lusitani intulerunt, ex ista præda non posse resarciri. Quanto igitur plus juris putandi sunt Ordines habuisse, qui et illa ipsa damna exigere potuerunt, et alia omnia, quæ cives sui totum per orbem ac præcipue navium in Lusitania apprehensionibus passi sunt, et præterea mulctare condigne tot malorum artifices, tamquam bello iudices constituti, ac totius in Hispanos belli immensa

*Ex concl.
VII. artic.
III. p. I.*

*Ex coroll. I.
cap. VIII.*

illa dispendia a Lusitanis non minus quam ab aliis reposita? Neque de personis ulla restat dubitatio, cum Hispani theologi ⁴ verissima sit hæc sententia et ab omnibus comprobata, si hostes nolint restituere id, quod debent et non possit qui læsus est aliunde commode recuperare, undecunque satisfactionem posse accipere, sive a nocentibus, sive ab innocentibus. *Ut si, inquit, latrones Galli fecerint prædas in agrum Hispanorum, et rex Francorum nolit cogere illos ad restitutionem cum possit, possunt Hispani auctoritate Principis spoliare mercatores Gallos aut agricolas quantumcunque innocentes: quia licet forte a principio respublica aut Princeps Gallorum non fuerit in culpa, jam est in culpa, quia negligit vindicare, ut ait Augustinus, quod improbe a suis factum est: et Princeps læsus potest ex omni membro*

¹ Mart. Laud. de bello. n. 29. V. Gent. lib. 2. c. 2. ² De quo vide infra in parte cap. secunda. ³ V. c. 12. examen ex eodem articulo. ⁴ Vict. de jure belli. n. 41.

et parte reipublicae satisfactionem accipere. Neque vero fides Hollandica ulla ex parte accusari potest. Nihil enim est Lusitanis publice promissum: nisi quis huc trahere velit diplomata liberi commeatus, quae Lusitanis concessa fuisse, in testimonium innocentiae Batavorum alibi memoravimus. Sed illa nihil amplius quam ex locis hostilibus in Batavos transeundi, rursumque emigrandi licentiam indulgent: non etiam ex locis hostilibus alio quovis commeandi, multo minus in locos hostiles, evidentissima ratione, quia mercaturam civium suorum benignissimi proceres provehere voluerunt, quae res etiam aerario compendiosa est, non autem hostibus ditescendi occasionem praestare, quod ipsis non modo non lucrosum verum etiam periculosum foret. Notissimum autem est quamquam beneficiis publicis liberalissima concedatur interpretatio ¹, id tamen locum non habere in privilegiis et dispensationibus, quas dicimus. Istae enim communi juri cum repugnent ad consequentias trahendae non sunt: ut jam taceam in aliis etiam beneficiis, praesertim quae ad partis desiderium concessa sunt, si quid novum atque inusitatum contineant, praecipue vero si quid publicis utilitatibus insidiosum, sequendum esse sensum parcio ². Quod ipsum quanto certius erit in hostibus, quorum personae minime sunt favorabiles, et quidem ubi ratio non modo diversa, verum etiam contraria est? Ut jam taceam etiamsi beneficium hucusque porrigi posset, tamen quicumque facta Lusitanorum post concessionem legerit, minime dubitaturum quin se Lusitani eo indignos reddiderint. Finem autem tum bello universim, tum proprie in Lusitanos non alium sibi videri possunt Ordines proposuisse, quam consecutionem juris, quod aut reipublicae aut civibus debetur, ut fatigata aliquando hostium malitia pax ea pariatur, quae nihil habitura sit insidiarum,

*Ex concl.
VII. artic.
III. p. II.*

*Histor. p.
I. artic. IV.*

*Ex concl.
VIII. artic.
I.*

¹ Jas. in l. beneficium ff. de const. Princ. (D. 1 4. 3.) n. 33. et 37. ² Jas. ibi n. 32.

atque interim quanta fieri potest tranquillitate foveatur negotiatio, quae cum omnibus a natura patet, tum hujus populi studiis peculiariter accommodata est. *Ex concl. IV.* Omni igitur ex parte, etiam quod ad conscientiam attinet, bellum hoc in Lusitanos justissimum est: et sic praeda justa, de qua agimus. *Ex concl. III.* Ea autem praeda, etiam cujusvis suorum ministerio, reipublicae primo acquireretur usque ad juris satisfactionem, quae praedam istam infinite excedit: potuit autem et concedente reipublica fieri Indicae societatis: quemadmodum concessam esse opportunius infra docebitur.

Pars II. Haec ergo cum ratione habita ipsorum, qui belli sunt auctores, Ordinum scilicet, a nobis probata sint, multo erunt certiora si subditos, puta societatem Indicam, respiciamus, quae Ordinum imperiis paret. Nam quae in auctoribus vera esse necessario debent, eadem in subditis satis est esse verisimilia. Sed tamen aptemus examini ea, quae de subditis in doctrina de jure praedae conclusa sunt tum ex primario, tum *Ex concl. V. artic. II.* ex secundario gentium jure. Primum igitur constat subditos Ordinibus esse eos, qui Indicam constituunt societatem. *Problema IV.* Omnes enim qui in istis sunt regionibus aut jurejurando obsequium Ordinibus promiserunt, aut dum se partem faciunt ejus reipublicae, quam Ordines administrant, tacite satis profitentur ejus se reipublicae moribus victuros, et receptis ab ea magistratibus praestituros obedientiam: ex qua professione non minus, ut alibi ¹ ostendimus, quam voce obligantur. Euripideum est:

σέβειν δὲ τοὺς κρατοῦντας ἀρχαῖος νόμος.

Antiqua lex est, colere rerum compotes.

Nec illud tragici alterius ² dissimile:

καὶ γὰρ τὸ λοιπὸν εἰσόμμεσθα μὲν θεοῖς

εἶπειν, μαθησόμεσθα δ' Ἀτρεΐδας σέβειν.

ἄρχοντές εἰσιν, ὡςθ' ὑπεικτέον. τί μή;

¹ c. 2. paulo post reg. 3. et ante l. 7. V. etiam c. 8. ante concl. 7. artic. 3.

² Sophocles Ajace. [vs. 666. sqq.]

*Quod restat, et nos Dis minores, ut decet,
Geramus, et veneremur Atridas duos,
Queis, cum regentes sint, nefas non cedere est.*

Justissimum enim est, ut Alcibiades dixit, ὅπερ ἐδέξατο τις σχῆμα τῆς πολιτείας, τοῦτο ξυνδιασάζειν ¹, hoc est, *quem quis acceperit reipublicae statum, ad eum servandum conitii*: quod Augustus viri civisque boni officium esse definivit ²: sapienter, nec minus vere. Nam et ipse qui via est et veritas Judaeos non illud inquirere, quo jure Romani Palaestinam occupassent, sed quandoquidem ipsi in Romano imperio viverent, parere jussit Caesaribus, qui tum ejus imperii potiebantur, quod nummus Caesarea imagine signatus indicabat ³. Ordinibus autem non idcirco tantum parere subditi debent, quia nunc id regimen receptum est, verum etiam quia istud imperium jure communi nititur. Hollandi enim et qui cum illis foederati sunt hodie, nulli omnino Principi obsequium debent, cum omnis apud illos principatus a mutuo sacramento soleat initium sumere. Post mortem autem Philippi Secundi nullus est Princeps in cujus verba juraverint. Neque vero Philippus Tertius jus aliquod retinuit, qui se videri vult omni Belgarum imperio abdicasse, neque Albertus cum conjuge plus quidquam habere potest, quam volentibus Ordinibus accepit, cum minime obscurum sit, ne partem quidem ullam populi invitam posse in alterius ditionem transferri ⁴. Quomodocunque autem Princeps deficit, nihil est certius quam totum imperium deferri ad rempublicam, quae in Ordines suos distributa est, sive ut Covarruvias ⁵ docet, ad optimates atque proceres, qui reipublicae corpus referunt et recte Ordines dicuntur. *Parum enim refert*, inquit Paulus jurisconsultus, *Ordo quippiam fecerit, an is cui*

¹ Thucyd. lib. 6. [c. 89.] in orat. ad Laced. ² Macrob. lib. 2. Sat. c. 4.
³ Matth. c. 22. vs. 21. Marc. c. 12. vs. 17. Luc. c. 20. vs. 25. ⁴ Vasq. c. 5.
controv. illustr. per totum. Ayala lib. 1. c. 6. n. 9. ⁵ Pract. quaest. c. 1. n. 4.

Ordo id negotium dedit ¹. Cum ergo sint Ordinum subditi, de quibus loquimur, sufficit illis, quod bellum ab Ordinibus gestum non existimant injustum esse, si modo in ea opinione non est error inexcusabilis. Omnes autem pios atque religiosos cives (horum enim causa instituta est oratio, caeteri digni non sunt, quorum ratio habeatur) non credere bellum hoc esse injustum certissimo argumento convincitur, quia salva conscientia nemo potest interesse bello, quod injustum credat et tale bellum pro suis viribus sustentare: quod illi cum faciunt, et quidem non gravatim, bene se de bello sentire testantur ². Ejus autem persuasionis quam non improbanda sit ratio, ex his quae de causa belli modo diximus facile quivis intelligit. Et quamvis res dubia esset, tamen in ambiguo sequenda foret magistratus auctoritas, et quidem ejus qui summus hoc loco et tempore agnoscitur. Atqui Hollandi, ut diximus, neminem hodie alium agnoscunt. Bonae igitur fidei bellatores censendi sunt non illi modo, qui nunc adversus Lusitanos, sed et qui olim adversus Albanum ipsumque adeo Philippum auctoritate publica Ordinum arma sumserunt. Res ipsa poscit hic reprimi foedam et ingenuis hominibus indignam adulationem eorum, qui nati in hoc videntur, ut optima etiam Principum ingenia corrumpant. Ita enim docent, nullam justam esse causam rebellandi. Qui si serio agunt et hoc volunt dicere, fieri non posse ut justa sit aliqua causa desciscendi ab eo, qui Princeps sit, fuerit, inve eum arma movendi, turbant omnium regnorum possessiones, cum nullum fere imperium hodie apud eosdem sit, apud quos olim fuit. In his autem quorum causa omnino nulla esse potuit, ne longissimi quidem temporis exceptione

Problema
V.

¹ I. item eorum ff. quod cujusque univ. nom. [D. 3. 4. 6.] Adde Joh. Fab. Inst. de poena tem. lit. ad §. omnium. [I. 4. 16. §. 3.] et l. necessarium §. deinde ff. de orig. juris. [l. 2. §. 6. D. 1. 2.] ² V. quae diximus c. 7. ad d. art. 3. ubi all. c. Julianus. 11. q. 3. [Decr. Grat. p. 2. 11. 3. 94.]

tuta est conscientia. Omittam notissimum Davidis exemplum, qui contra Saülem se defendit et Lobnae civitatis, quae Jorami se regno subduxit¹. De Abrahamo quid dicent? Aper-tissime testatur divina historia regnum Sodomae et vicinarum urbium, cum duodecim per annos sub ditioe fuissent Chodorlomari Elamitarum regis, ab ejusdem imperio defecisse, quae causa Elamitae movendi in Sodomam fuit. Vir igitur sanctissimus rebellibus opem tulit, regem subditos suos jure punientem impediit, ei se denique bello immiscuit, quod nulla causa defendi poterat? An illud Thomae² verius est, cum tyrannis non sit justum regimen, quippe quod ad privatum non ad publicum bonum ordinetur, ejus perturbatores falso seditionis insimulari? magis enim tyrannum esse seditionis, qui in populo sibi subjecto discordias et seditiones nutrit, ut tutius dominari possit? Tyranni autem nomen non illis tantum convenire, qui imperium sibi indebitum per vim usurpant, sed et qui legitimo imperio per vim abutuntur³, hoc est ubi vitium est non ex parte tituli, sed ex parte exercitii, probatione non indiget. Panormitanus etiam de Papa et Imperatore tradit, non eo ipso quod bellum faciunt, etiam inferioribus id bellum justum videri, cum et ipsi peccare possint, sed requiri ut causa subsit⁴. Neque ergo dicemus temere rejiciendum Principis imperium aut tantam ad rem quasvis injurias sufficere: sed et omnes, qui id unquam fecerunt, rebellionis crimine obstringi constanter negandum est. Sunt enim exceptiones aliquot, quarum hic duas proponimus. Prior sit: rempublicam universam, etiamsi posset aliquo modo in Principem peccare, rebellem tamen dici non posse⁵. Princeps enim est per et propter rempublicam, non respublica per aut propter Principem⁶. Et ideo rebellionis damnantur, qui

*Nova de-
claratio.*

¹ Sam. lib. 1. per totum. Chron. 2. c. 21. Gen. 14. ² Summa 2. 2. 42. art. 2. ad tertium. ³ Bart. in tract. de tyr. n. 27. ⁴ in c. olim. de rest. spol. [Decr. Grat. p. 2. 2. 13. 12.] Silv. in v. Bellum. 1. n. 4. ⁵ V. Vasq. c. 82. n. 6. et 9. ⁶ Vasq. c. 1. n. 10.

Principi non paruerunt ¹, quia auctoritatem a republica profectam violant et in unius persona non unum, sed totam laedunt societatem. Ipsique diversae sententiae auctores ² hoc uno probant nullam justam esse causam adversus Principem, quia nulla sit justa adversus patriam, respublica autem et Princeps inter se sint conjunctissima. Rebellis igitur esse tota respublica non magis recte dicitur, quam homo quispiam sibi ipsi facere injuriam ³. Atque adeo, si tanti esset, multa referre possem ex omni historia exempla populorum, qui imperio alicujus excusso in libertatem se asseruerunt, quorum tamen nullum rebellem dictum invenias ⁴. Quod autem ex jure Pontificio nonnulli huc afferunt, effici nullo modo posse ut a capite membra discedant, ineptissime ad illud imperium accommodatur, quod ab hominibus profectum est, cum ut recte Vasquius ⁵ annotat in eo nihil obstet, quominus tota respublica suum fiat caput. Respublica sine Principe esse potest: at Principem nihil aliud quam reipublicae consensus facit. Caetera vero, quae contra populare regimen declamari solent, nihil huc pertinent, cum nec omne regimen populare vitiosum sit, nec omne sine Principe regimen populare. Altera autem distinctio ab ipsis est, qui Principibus omnino et semper pareri volunt: dicunt enim hoc locum non habere, nisi cum merum atque summum est imperium Principis: secus, si alia potestate legum aut magistratuum temperetur ⁶. Qua de causa Romani Volscos, Latinos, Hispanos, Poenos, etiam tum cum ipsorum essent stipendiarii et tributa penderent et majestatem populi Romani observare tenerentur, ab imperio desciscentes non ut rebelles, sed ut legitimos hostes, denuntiatio indictoque bello persecuti sunt. Pone ex una parte ephoros Lacedaemonios, senatum Romanum et Venetum:

¹ V. l. ult. ff. ad l. Jul. majest. [D. 48. 4.] ² Ayala lib. 1. c. 2. n. 22. ³ V. Arist. de morib. lib. 5. c. 11. in fine. [p. 1136. b. vs. 5.] ⁴ V. Vasq. c. 8. n. 21. et seq. ⁵ d. c. 82. n. 9. ⁶ Ayala lib. 1. c. 2. n. 26. in fine.

ex altera Pausaniam, Neronem, Falerium Principes. Quis non hos potius quam illos rebelles dixerit? Multis in locis, inquit Cajetanus ¹, statuta sunt talia, ut reges solo nomine sint reges; et juxta Proculum ² non usquequaque liber esse desinit populus, qui superiorem habet. Idemque multi alii ³ testantur. Quod si dubia sit omnino causa, non negamus priorem bono civi esse debere Principis quam inferioris cujuscunque magistratus auctoritatem: sed eadem ratione totius reipublicae consensus plus apud illum, quam unius Principis voluntas valebit, cum hujus potestas a reipublicae potestate derivetur ⁴. Similiter quanto legum, quam hominum sanctiora et incorruptiora sunt imperia, tanto aequum est priorem haberi legum patriarum, quam Principis rationem ⁵. Quod si jam resoluta principatu constituta sit reipublicae forma, quid in ambiguo sequi debeat civis jura monstrabunt, quae vindicias decernunt pro libertate ⁶: et merito cum haec a natura sit, imperium a facto hominis ⁷. Pro his autem quae natura sunt favor stat et praesumptio. Et hoc est quod posteriores magistri ⁸ tradiderunt, subditis de suo statu litigantibus nullum interim praejudicium inferendum contra libertatem. Quod maxime verum est in libertate non enormi neque effraeni, quae licentia verius dicitur, sed in eo statu, qui praefectorum quasi principatu, procerum auctoritate, civium benevolentia firmatur. Et haec quidem in universum dicta ad argumentum nostrum facile quivis applicabit. Caeterum Ordinum causa propterea quoque piis civibus debet esse commendatior, quod a Principibus fere omnibus vicinis

*V. supra c.
VII ante
concl. VI.
artic. III.*

¹ ad Summ. Thom. 2. 2. 40. 1. ² l. non dubito. ff. de capt. [D. 49. 15. 7.]
³ Vasq. c. 3. n. 3. c. 23. n. 3. c. 47. n. 9. et seq. ⁴ Vasq. c. 1. n. 11.
⁵ Idem c. 41. n. 26 et 27. Vict. de pot. papae et conc. n. 23 in fine. ⁶ l. lite ordinata. C. de lib. causa. [C. 7. 16. 14.] Livius lib. 3. c. 44 sqq. in historia Virginiae. ⁷ Inst. de jure naturali §. 2. ibi, jure enim. [I. 1. 2.] ⁸ Bal. in l. cum aliquis. ad finem. C. de jure delib. [C. 6. 30. 21.]

scripto factoque defensa est ¹, qui nisi in jure admodum manifesto non facile credendi sunt ejus exempli bellum promoturi fuisse, cum sit alioqui ante omnia

Regi tuenda maxime regis salus ².

Nonnihil huc pertinet tacita hostis ipsius confessio, qui cum principio motuum in captivos judiciis majestatis et capitalibus suppliciiis saeviret, ubi firmata est certis viribus respublica et ordinata belli moles obstitit, captivorum redemptionem, jura praedae et alia belli commercia induxit, quae nonnisi cum justo

*V. in c. VII.
circa finem.*

hoste usurpantur, hoc est, ut nos alibi interpretati sumus, cum eo qui probabilem saltem habet pro se magistratum auctoritatem. Et recte: si nos non decipit ea, quae apud Tullium est hostis legitimi descriptio ³, ut is sit qui habet rempublicam, aerarium, consensum et concordiam civium et rationem aliquam, si res ita tulerit, pacis et foederis. Nihil igitur est, quod cives possit impellere ut de bello Ordinum in Philippum sinistre judicent, multoque minus de bello in Lusitanos, praesertim quia certissima naturae principia communi rationi dictant, neque libertatem commerciorum impediendam, neque fidem violandam, quorum utrumque a Lusitanis fieri quotidie omnes audiunt. Probata igitur bona fide civium caetera omnia expedita sunt. Justum enim subditis bona fide praeditis bellum est in eos, quos magistratus pro hostibus habent. Habent autem Ordines Lusitanos pro hostibus et omnes et singulos: quod

*Ex concl.
VI. artic.
IV.*

apparet ex classe illa, quam sub Petro Douza in Thomae insulam et Brasiliam miserunt, plurimisque navibus ac mercibus quas Ordinum bellicae naves hominibus Lusitanis abstulerunt. Et alioqui per se quoque manifestum est, hostes esse subditos quoties Princeps hostis est. Quin et ex parte Lusitanorum ut bona fides contingat, dum forte probabilem habent opinionem, justas esse Principi suo Philippo causas belli in Batavos,

*Supra in
histor. p. I.
artic. III.*

¹ V. Declarationem reginae Angliae, de causis susceptae defensionis Belgarum. ² Seneca Oedipo. [vs. 242.] ³ Philipp. 4. [c. 6. §. 14.]

quamquam difficile est his praesertim qui apud Indos versantur ob manifestas injurias, fieri tamen posse non pertinaciter negem. Et eo modo bellum utrimque, tam Batavorum quam Lusitanorum civium respectu, justum esse poterit et pura conscientia geri. Licet autem in tali bello tantum, quantum a magistratu conceditur. Concedunt autem Ordines Lusitanos illos spoliare, quorum fuit caracca. Edicto id probatur ab Ordinibus foederatis promulgato, postquam Hispani extremum suae perfidiae specimen ediderunt, abreptis navibus quae fide publica advenerant et hominibus in nervum et servitutum datis acerbissimam. Quare Ordines demonstrant Hispanos quique *ipsis addicti et ab ipsorum partibus starent insatiabili dominatus cupidine, a qua gens nulla tuta esset, adeo efferatos, ut quia Batavos eorumque socios nulla vi nullisque fraudibus jugo suo hactenus subdere potuissent, jam eadem vi eisdemque fraudibus, etiam contra datam fidem, eos omnium orbis regionum commercio certarent excludere. Idcirco cum sibi propositum sit ad compescendos conatus tam inhumanos ultro Hispanos aggredi in regnis atque provinciis, quas illi occuparunt, dataque damna reparare ac resarcire, non tantum navium publicarum opera, sed et singulorum quorum id interest, accepto ab Ordinibus mandato, omnino se necessarium arbitrari Hispanos et qui illis addicti aut eorum sectae adhaerent, prohibere omni com meatu nec pati naves mercesve ullas terra aut mari, quacunque ratione ad ipsos devehī, quod tum juri publico gentium et Imperatorio receptoque belligerantium usui, tum edictis jam ante a se et regina Angliae editis esse consentaneum. Declarant igitur *justam esse praedam homines resque omnes sitas sub ditione regis Hispaniarum, quocumque tandem loco reperiantur. Ac denuo detricte prohibent atque interdiciunt cunctis ac singulis, cujuscunque conditionis, imperii aut regionis fuerint, excepto nemine, ad ullos portus, oppida locosve hostium in regnis Hispaniae, Lusitaniae aliisque in Europa sitos, sub**

Ex coroll. c. VII. artic. II.

Ex concl. VII. artic. IV.

Datum d. 2. m. Apr. a. 1599.

V. supra in histor. p. I. artic. V.

V. supra c. VIII. ante coroll. I.

ditione regis qui nunc est Hispaniarum aut archiducum, terra aut aqua, directe aut per circuitus, qualicumque praetextu aut colore vehere, ferre, transportare *naves aut res aut mercimonia ulla*, sub paena *amissionis eorumdem* aliisque in edicto expressis. Jubent insuper curatores rei maritimae (collegium Admiralatus dicitur), quorum ordinaria in causis ejusmodi notio est, de rebus ad hostes destinatis interceptisque ex praescriptis istius edicti judicari. Huic edicto convenit eorumdem Ordinum interpretatio ad diplomata liberi comneatus Lusitanicae nationi concessa. Quae cum nonnulli contra sententiam in non permissa producerent, ita intelligenda ipsi decreverunt, ut Lusitapis eorumque rebus in foederato Belgio repertis tuta essent omnia fide publica, nec minus iis rebus, quas eidem Lusitani, ex Belgio duntaxat, in alias terras transmitterent, impetrata singulari permissione, ut mos habet Belgarum, Caeterum sive Lusitani *ex locis hostilibus in locos hostiles*, ut ex insula Sancti Thomae aut Brasilia Ulyssiponem, aut Ulyssipone in Brasiliam Thomaeve insulam, sive *ex locis hostilibus in locos non hostiles, sive ex locis non hostilibus in locos hostiles* commercia mutarent, deprehensosq; in istis commerciis homines, naves resve Lusitanorum nulla ex fide publica securitate fructuros, sed aut a publicis navibus aut *ab aliis victos in praeda fore*. Apparet hinc caraccam mercesque in ea jure triplici capientibus cessisse. Primo, quia Lusitanorum erant, subditorum regis Hispaniae. Secundo, quia Macaunte veniebant, quae colonia est Lusitanorum et ea ratione hostilis haberi debet. Tertio, quia Ulyssiponem mittebantur, urbem Lusitaniae. Quae autem huic annexa est inspectio, utrum scilicet ii, qui ceperunt caraccam, mandatum id faciendi habuerint, supervacua videri potest. Omne enim subditi in bello officium aut hostem aut magistratum respicit. An mandatum fuerit, ad hostem plane nihil pertinet, cui satis esse debet causam adfuisse offendendi. Atque ita cum Lusitani Batavis hostium loco sint et spoliari

*Data d. 12.
m. Sept. a.
1603.
Histor. p. I.
artic. IV.*

potuerint, jussu an injussu spoliati sint ipsorum nihil interest. Distinctio haec a senatu Carthaginensi non incommode usurpata est adversus Romanos de Annibalis facto inquirentes, quibus unum e principibus Poenis ita respondisse accepimus¹: Ego autem non privato publicone consilio Saguntum oppugnatum sit, quaerendum censeo, sed *utrum jure an injuria. Nostra enim haec quaestio atque animadyersio in civem nostrum est, nostro an suo fecerit arbitrio: vobiscum una disceptatio est, licueritne per foedus fieri.* Quantum ad Lusitanos igitur, licuit sine dubio quod factum est facere. Ordines autem tam foederati, quam Hollandiae, ad quos altera quaestio pertinet, (tantum abest ut factum hoc societatis Indicae ejusque administrorum condemnaverint) non tantum partitione praedae, verum praemiis etiam et honoribus comprobarunt: ita ut etiamsi mandatum non adfuisset, is tamen defectus gesto utiliter negotio publico et quasi retro tracta ratihabitione suppleretur². Neque tamen verum est non antecessisse mandatum. Constat enim et decreto Ordinum Hollandiae probatur, multo antequam proficisceretur Hemskerckius admonitos ab Ordinibus Indicae societatis praepositos, opus esse ipsis ad negotiationis suae tutelam ita se componere et armis instruere, ut non tantum possent hostiles Lusitanorum conatus arcere, verum ipsis ultro bellum inferre. En igitur mandatum supremi magistratus, quod procul dubio sufficere debet. Nihil autem facilius fuit quam, si opus videretur, praeter mandatum hoc, codicillos cum amplissima etiam potestate belli publice gerendi, qui nemini negari solent, ab illustrissimo Principe Mauritio impetrare. Sed alibi quoque ostendimus *in fine c. XI.* eam perpetuo fuisse Batavorum lenitatem, ut seposita, quoad ejus fieri poterat, belli publici causa tantum ab injuriis Lusitanorum tuti esse vellent, non nisi necessitate ultima ad

*Dato 1.
Sept. 1604.*

Liv. lib. 21. [c. 18.]² c. ratihabitionem. de R. I. in 6°. [Decret. in 6°. 5. 12. 10.]

vim et arma processuri. Verumtamen qualescunque accepti sunt codicilli, eos etiamsi abessent caetera auctoritatem huic facto praestare, tentandum est. Dedit autem codicillos alios praefecto totius classis Hemskerckio, alios his qui navibus singulis praeerant Princeps ille cum genere, tum rebus a se gestis maximus, qui cum Ordinum jussu summum obtineat belli imperium terra marique, procul dubio juxta ea, quae nos alibi demonstravimus, belli mandandi jus habuit. Codicilli Hemskerckiani vetant cum quoquam manus praefectum conserere, nisi compulsus injuria, sibi suisve aut navibus suis inferri tentata. Quod si accidat, non permittitur tantum, verum etiam jubetur cunctis rebus uti, quas aut ad defensionem sui suorumque suarumque navium, aut ad injuriae reparationem necessarias esse intelligit. Ita ut si quos nactus in potestatem fuerit eorum, qui se inimicos ostenderit, aut Principi eos offerat, aut ita de illis statuatur, uti expedire et tempori convenire existimabit. Vim enim vi opponere cum omnium gentium jure liceat, sibi quoque Princeps ait justum et honestum videri. In praefectos autem navium singularum codicillis principalibus confertur potestas capitanei sive centurionis, simulque mandatum datur, quos visum erit nautas allegere et officiales navi praeponere. Jubentur deinde armis abstinere, nisi forte si quis hostiliter ipsos navigatione aut commercio prohibere conetur. Id enim si fiat omnino jubentur operam dare, ut eos qui se hostiliter gesserint in suam redigant potestatem, ita tamen ut bona quae eo modo ceperint, in foederatas regiones conferre debeant, quo a iudicibus maritimis ejus loci, in quem res inferentur, praedae addicantur, aut aliter, uti oportebit, ita fiat. Denique ut omne id faciant quod centurionis navalis officium est. Cum Princeps id omne concedit, quod ad injurias reparandas necessarium est, idque ipsum ad jus gentium refert, non hoc tantum permittere existimandus est, ut ex iis reparentur, qui ipsi injurias fecerunt sed ex omnibus, qui ad eas reparandas jure gentium obligati

*Ante concl.
VII. artic.
IV.*

*Datis d.
20. m. Nov.
a. 1600.*

sunt. Nam alterum illud, ut easdem personas consequamur quae damnum nobis dederunt, cum ubique difficile est, tum in illa navigatione vix est ut contingat. Nec credi par est minus in belli gerendi mandatis contineri, quam in repressaliis. Hoc igitur codicillis efficitur, ut quidquid jure gentium privati facere potuissent, id nunc retro auctoritate publica et quasi decreto bello fecisse existimandi sint. Jure autem gentium ostendimus ex facto reipublicae aut magistratuum teneri singulos subditos, ex facto subditorum, quod non sine culpa impunitum sit, universam rempublicam et sic fieri, ut civis unius factum alterum obliget. Nomen autem injuriae reparandae non tantum persecutionem damni et sumtuum continet, sed et poenae, quod indubitatum est in mandato reipublicae, quae omnium interpretum consensu ¹ jus habet ut in internos ita in externos suo ordine pro merito vindicandi. Hoc igitur videndum est, an quid tale Hemskerckio factum sit ejusque navibus, aut qui ei suorum loco haberi debent, quod Ordines aut Princeps injuriae nomine complecti voluisse censendi sunt. Omittam hic igitur Lusitanis invidiam facere commemorando deprehensas in ipsa caracca tristes exuvias hominum Hollandorum, quos illi ad Macaüntem contra fas omne et fidem strangularant et merserant: quamquam hi ipsi non tantum ob patriae conjunctionem, sed quia ab eadem societate missi erant, cujus administer erat Hemskerckius, alieni non poterant videri ²: neque praefectum nautasque omnes minus vehementer eo facinore commoveri oportuit, quam certum erat Ordines et Principem, si in rem praesentem sisti potuissent, bellum eo nomine decreturos ipsisque mandaturos fuisse. Omittam etiam repetere quomodo, qui comites priore itinere Hemskerckii fuerant, Banda Anbonam missi a Lusitanis intercepti sint unusque eorum foedissime

*V. ante
concl. VII.
artic. III.
p. I. et c.
XII. in ex-
am. ejus ar-
tic. et in
exam. concl.
VI. artic. II.
et in parte
priori hu-
jus cap. ad
eosd. artic.*

*V. supra
c. XII. in
exam. ad co-
roll. I. c.
VIII.*

*Supra in
histor. p. II.
artic. IV.*

¹ V. Vict. de jure belli n. 19. et Cajet. ad Summ. 2. 2. 69. art. 3. ² V. Cardin. ad Clem. causam. §. verum. De elect.

*In histor.
dicto artic.*

trucidatus, cum tamen non nesciam eum, qui amicorum injurias persequitur, in jure dici non suorum duntaxat, sed suas quodammodo injurias persequi ¹, cum maxime in tam longinquis regionibus procul agnatis, procul domo populares omnes quasi intimos complectamur, eoque firmiter astringat patria, quo longius dissidet. Ne illud quidem memorabo, quoties jam ante ab eadem societate missi duces collatis manibus coacti fuerint cum Lusitanis configere. Ipse Hemskerckius ejusque nautae et navarchi quae ac qualia passi sunt? Fortunatas insulas praetervecti vix erant, cum illis tredecim armatarum navium classis Hispanica obviam facta est. Hispani quod res erat judicantes, et Batavos quos videbant esse et Indiam peti, non se continuerunt, quominus statim hostili more incurrerent: naves Hollandicae perfossae ictibus machinarum scloporumque atque etiam cominus oppugnatae, interfecti pars nautarum, vulnerati complures. Nec multum aberat quin hostes navis, cui Rubro Leoni nomen, potirentur, nisi in tempore suppetias venisset Hemskerckius, qui et ipse eorum, quos penes se habebat, alios vidit concidentes, alios membris mutilos. Quo certamine coacti sunt Hemskerckiani et mercium et navium et vitae adire discrimen. Quibus malis accessit, quod navis Ruber Leo tanta clade deserere classem et in patriam redire coacta est: tum vero navis ea, quae a praetoria secunda erat, altero post praelium die immista iterum Hispanis vix summo periculo se expedivit, neque vero se postea cum classe Hollandica conjungere potuit, magno ad susceptum iter incommodo. Facta quidem haec a Castellanis. Sed hi nimirum illi sunt, qui non regem tantum eundem, sed belli causas et odia in Batavos communia habent: quorum auxilia a Lusitanis adversus Batavos etiam per Indiam

¹ Guil. in l. sed et hac. ff. de procur. [D. 3. 3. 35.] Bal. in l. 1. C. de acc. [C. 9. 2.] Gl. in l. coloni. C. quibus ex caus. col. [C. 11. 49. 2.] Alex. in l. ult. ff. de publ. jud. [D. 48. 1.] et in l. 2. ff. de acc. [D. 48. 2.]

implorari relatum est. Merito igitur ipsorum exemplo nihil distinguitur. Nobilis jurisconsulti, imo ipsius juris gentium vox ista est: ut socios licet defendere, ita offendere socios criminis et quicumque participant criminosis et criminibus aggressorum ¹. Quod eo magis hic locum habet, quia quod Castellani Batavis Indiam petentibus nocuerunt, hoc sine dubio et publico consilio et rogatu aut certe in gratiam Lusitanorum factum est. Jam vero de Hemskerckianis, qui a rege Dammae nulla belli praeëunte causa, specie commerciorum capti et in servitute detenti sunt, quamquam id eum Lusitanis imputasse minime dubitandum est, velut minus compertum illis remittam. Hoc solo contentus ero, quod liquido probatum vidi. Lusitani cum audirent regem Jorensem eo propendere ut Hemskerckium ad mercationem admitteret, missa, ut alibi diximus, legatione regi indicarunt, cum Hollandos omnes homines esse rapacissimos, tum vero Hemskerckium exploratorem missum inspiciendis regionibus, quas illi aliquando vi magna navium invecti suas facerent expulsis possessoribus. Quae autem est, si non haec, injuria aut quem prius spectat, quam ipsum Hemskerckium ejusque comitatum, etiamsi latus in totam gentem spargatur? Bellum praeterea minantur Lusitani, si quis Hollandos recipiat. Et haec nonne gravis injuria est? Nec minantur tantum, sed inferunt eisdemque navibus et Jorense depopulantur, et Batavos tentant accessu prohibere. Esse hanc vere injuriam, cum alter alterius in contumeliam vexatur et cum eo quis prohibetur, quod jure gentium competit, alibi ostendimus. Quare sive codicillos Hemskerckianos respicimus, constat de injuriis quas reparari oportuit, sive centurionum mandata, habemus commerciorum turbatores manifestos. Injuriae autem istae cunctos et singulos obligabant Lusitanos, praesertim qui in ista orbis parte ver-

*Supra in
histor. p. II.
artic. II.*

*In histor.
p. II. artic.
I. et artic.
V.*

*In c. XII.
exam. concl.
VI. artic. I.*

*V. c. XII.
exam. concl.
VI. artic.
II.*

¹ Bald. 1. 1. C. unde vi. [C. 8. 4.] n. 24. Joh. de Lign. in tract. de repr. 2. p. 3. qu. 2. pr.

sabantur, non tantum ob singulorum facinora impunita, verum quia et legatio et naves publica auctoritate et decreto eorum, qui Malaccae praesident, missae fuere. Quid igitur in caraccam Lusitanorum juxta mandata licuerit, dubium esse non potest inspicienti aut codicillos praefecti, qui jus tribuunt etiam de personis statuendi, quod plus est, aut centurionum, qui de praeda expressim loquuntur. Mandatum ergo habuerunt belli gefendi tam praefectus, quam centuriones et per illos nautae, quos scilicet ex vi mandati centurionibus, non minus quam in terrestri exercitu legere licuit. Qui et juramento formulae militaris adacti sunt, nec vitae se nec corpori parsuros, quatenus exercitorum usus et praefectorum imperia poscerent. Recte itaque cum Ulpiano ¹ dicemus non navarchos tantum et trierarchos, sed et nautas et remiges omnes in classibus milites esse. Sed et illud notari potest, quamvis propria ad praedam mandata fuissent nulla, cum tamen et classis praefectus et navium duces concessione publica jurisdictionem obtinerent, potuisse eosdem pro tuendo jure subditorum et sua jurisdictione in turbatores ejus Lusitanos, deficientibus aliis iudicibus, animadvertere et res eorum capere, praesertim, ut tradunt utriusque juris consulti ², decreto praecedente. Praecessit autem decretum a praefecto et quod ei adsidebat summo nautico consilio rite peractum. Eo fere modo C. Pinarius ³ Ennae in Sicilia relictus non ut urbem sed ut praesidium regeret, cum imminere oppidanorum defectionem prospiceret, neque populi Romani, ne consulis quidem adeundi esset potestas, perfidiam istam non caedibus tantum ultus est, sed et urbem omnem militi diripiendam dedit. Sequitur hinc cum auctoritas publica et a parte Batavorum et

Supra in recitatione codicillorum centurionum, et didasc. ad concl. VII. artic. IV.

Datum d. 4. m. Dec. a. 1600.

Ex coroll. II. cap. VIII.

¹ 1. 1. ff. de bon. poss. ex test. mil. [D. 37. 13.] ² Bart. in l. hostes [D. 49. 15. 24.] n. 11. et 12. Innoc. in c. olim. de rest. spol. [Decret. 2. 13. 12.] n. 9. et in c. sicut. de jurejur. [Decret. 2. 24. 29.] n. 5. et ibi Pan. n. 9.

³ Est apud Frontinum et Polyaeum.

a parte Lusitanorum steterit, bona autem fides omnino a parte Batavorum, si eandem ponas in Lusitanis, quae res utrimque captae sunt non modo retineri integra conscientia potuisse, sed ex jure etiam gentium secundo factas revera capientium. Ex coroll. III. cap. VIII. Neque enim bellum hoc civile sed externum est, cum diversae sint respublicae Batavorum et Lusitanorum. Imo ipsum Problema VI. etiam in Philippum bellum non fuit civile, ex quo pars nulla reipublicae Hollandicae stetit a Philippo et ipse principatu cecidisse judicatus est. Cassius ¹ in oratione ad Rhodios apud Appianum negat civilem esse dissensionem, sed bellum apertum, quoties respublica pro libertate contra unius dominationem certat. Bellum Romanorum adversus Tarquinos ² eorumque socios nihil minus fuit quam civile: ideoque et praedam utrimque partem legimus et spoliatos a Romanis etiam Etruscos, qui in partibus erant Tarquiniarum, sicut Lusitani in partibus Philippi. Noster etiam Bartolus ³, quem sequuntur alii, cum dixisset paulo ante civitates Tusciae subditas esse Imperatori, jure omnino, partim etiam facto, tamen subdit in bello, si quod oriretur inter Imperatorem et civitatem quae se pro libera gerit, Florentinam puta vel Pisanam, jure publico praedae locum fore ⁴. Propositum autem in hac re aut societati, aut his, qui vice societatis navibus praefuerunt, aliud fuisse nemo imaginabitur, quam ut operam obsequiumque commodarent Ordinibus, cum publicae ultioni tum societatis ipsius juri consulere volentibus. Ex his omnibus apparet bellum (quatenus hic considerari potest) subditorum Ex concl. IV. ratione justum esse et praedam juste partem. Quorum utrimque fatentur literae praefecti Malaccensis Albuquerqueii, viri Ex concl. III. prudentissimi, ad Hemskerckium scriptae: *Nactus es, inquit, Datae d. 9. m. Martii a. 1603.* *navem opulentam. Fruere, quandoquidem justo bello nactus*

¹ l. 4. Civil. [c. 69. vol. 2. p. 619. Schweigh.] ² Livius, l. 2. passim. ³ ad l. hostes. de capt. n. 3. et 4. [D. 49. 15. 24.] Pan. in c. sicut. de jurejur. [Decret. 2. 24. 29.] ⁴ Bart. ibi n. 16.

Ex concl. 65. IX. artic. II. p. II. Praeda autem belli publici, ut alibi diximus, simpliciter quidem et ipso jure acquiritur reipublicae: sed potest assignatione speciali aut generali lege effici, ut his ipsis acquiratur, per quos praedam respublica acquireret, aut tota aut pro parte. Consuetudine autem vetustissima Galliae et Belgii,

Art. XXII. Instructio- nis collegii admiralita- tis. tum vero et lege speciali Batavorum ejus praedae, quae publico quidem mandato capta est, sed ab iis navibus quas privati adornarunt, pars quinta reipublicae, decima praefecto maris debetur: quod restat id inter exercitores, capitaneos, officiales nautasque dividitur juxta mores aut pacta conventa. Quare cum naves propriae fuerint ipsius societatis, navarchi et nautae omnes societatis stipendio conducti, arma a societate addita, omne denique periculum sumtusque omnis societatem spectaverit, nec ullam mercedem respublica ipsi

Ex coroll. cap. X. promiserit, non lege tantum illa, sed communi etiam receptoque jure, extra id quod specialiter exceptum est et quod nautis debetur, praeda omnis ad societatem pertinet. Con-

Data d. 9. m. Sept. a. 1604. venit haec conclusio primum cum sententia judicum maritimum, qui ad postulationem societatis Indicae, vocatis omnibus quorum id intererat et causa ex eremodicio cognita, pronuntiarunt *justam praedam ac jure partam videri*: deinde vero cum decreto Ordinum Hollandiae; qui cum adversus eandem societatem jus fisci in controversiam vocaretur, approbata praeda verbis quam honorificentissimis, fiscali, quaestoribus et cunctis magistratibus edixerunt, uti eam praedam et quae in posterum apud Indos caperentur, *utpote belli publici consequentias*, arbitrio Ordinum foederatorum et collegii maritimi permetterent. Et haec quidem ad explicationem ejus, quae initio proposita fuit, quaestionis sufficere debent.

Parti III. Sed ne quis sit refragandi locus adjiciemus et illud: etiamsi et causam Ordinum et mandata ab hoc facto removeas, nihilominus bellum non justum tantum fuisse, verum etiam publicum et praedam societati Indicae acquisitam: idque ex eorum jure quibus eadem societas bellantibus per administratos

suos auxilium tulit. Est in India regnum Jorense, quod ^{Ex concl. V. artic. II. et ibi vide in fine cap. VI.} supremi principatus loco jamdudum censetur: unde apertum est regem belli publice gerendi habuisse auctoritatem. Is Hollandos qui cum navibus venerant, in bello sibi ut auxilio essent requisivit. Quam naturae et humani generis ^{Ad dictam concl. artic. I.} cognationi sit consentaneum alterum alteri opem ferre, cum alibi demonstratum sit, satis apparet potuisse Hollandos illius belli socios accedere. Imo cum possent commode, non facere illis vix integrum fuit, sive divinam paginam ¹ respicimus, quae nobis injungit, ut innocentes ab interitu liberemus, sive etiam philosophos ², qui dicunt injustitiae duo esse genera, unum eorum qui inferunt, alterum, qui ab iis quibus infertur, si possint, non propulsant injuriam. Eum enim, qui non defendit nec obsistit, si potest, injuriae, tam esse in vitio, quam si parentes aut amicos aut patriam deserat ³: cum dicere civium habendam rationem, externorum negare, hoc vero sit, illis iudicibus, dirimere communem humani generis societatem, quam qui tollunt etiam adversus Deum, ejus societatis auctorem, impii judicandi sunt. Nostri etiam jurisconsulti ⁴ eum qui id omittat culpae affinem putant et Christiani Patres ⁵ eum qui non depellat a socio injuriam non minus in vitio esse, quam eum qui faciat. Quod juxta Aristotelem ⁶ tunc maximam rationem habet, cum iidem qui nunc injuria afficiuntur, nos ante beneficio aliquo affecerunt. Quid igitur eum dicturum fuisse credimus, si quis ob hoc ipsum, quod nos beneficio affecit, ab aliis afficiatur injuria? Hoc enim Indis contigit, neque alio nomine Lusitani et regem Jorensem et eas quas alibi memoravimus nationes ^{In histor. supra p. II. artic. V.} caedibus et rapinis vastant, nisi quod Hollandos admiserunt.

¹ Prov. 22. vs. 11. ² Cicero Off. 1. [c. 7. §. 23.] Adde Ecclesiasticum c. 4. vs. 9. ³ Cic. Off. 3. [c. 6. §. 28.] ⁴ Bald. in l. 1. C. de ser. fug. [C. 6. 1.] ⁵ Ambr. Off. 1. c. 36. ⁶ Rhet. ad Alex. c. 3. [p. 1424. b. vs. 35. et p. 1425. a. vs. 12.]

Ecquis igitur est, qui negabit illorum injurias ad Hollandos pertinere? nisi forte arbitramur nihil esse cum illis commune, *Problema VII.*

qui a Christiana religione alieni sunt. Quod ab Augustini¹ pietate longissime recedit, qui Domini praeceptum exponens quo proximum diligere jubemur, manifestum esse ait *omnem hominem proximum* dici: neque vero ob religionem distrahi humanitatis officia, docet illustre in evangelio Samaritani exemplum². Unde cum infideles tueri adversus injurias etiam Christianorum numquam non justum omnes fateantur, tum illud praeterea asseverant, qui hoc argumentum tractarunt³, multis casibus evenire posse, ut juris etiam sui defendendi gratia cum infidelibus societas et foedera juste ineantur, sicuti Abrahamo, Isaaco, Davidi, Solomoni et Maccabaeis factum accepimus⁴. At regis certe Jorensis causa justissima

Ex concl. VI. artic. I. Ex histor. supra. p. II. artic. V.

fuit. Quid enim iniquius quam populum mercatorem regi libero indicere, ne cum altero negotietur? aut quid est, si non hoc est, et jus gentium et distinctam Principum jurisdictionem turbare? Quare cum haec illi injuria publicitus fieret, ultro etiam bellum denuntiaretur, ni pareret, et continuo inferretur, merito ille Lusitanos omnes et singulos

Ex concl. VI. artic. II.

hostium habuit loco, cum hostes esse nemo illos neget, qui bellum nobis decreverunt⁵. Qua ratione rex Jorensis bellum opus non habuit indicere, praesertim cum priores Lusitani infestis navigiis portus ejus obsiderent et e littore praedas

Ex concl. VII. artic. II.

agerent. His ergo facinoribus obligati Lusitani, ut damna sumtusque restituerent et insuper poenas darent tam insignis injuriae, quin regis Jorae auspiciis spoliari potuerint minime ambigi convenit. Sicut autem regis ipsius optimum illud institutum pro jure suo consequendo tuendisque subditis

Ex concl. VII. artic. III. et coroll. I. cap. VIII.

Ex concl. VIII. artic. I.

¹ De doctr. Christi. ² Luc. 10. vs. 29. et seqq. ³ Franc. Arias, de bello. n. 192. Pan. in c. quod super. de voto. [Decr. 3. 84. 8.] n. 15. Vict. Rel. 1. p. 2. n. 15. et 17. ⁴ Genes. 21. in fine et 26 in fine. 1 Sam. 27. et seq. ubi vide Nicolaum Liranum. 1. Regum. 3. et 5. Silv. in verb. Bellum. n. 9. concl. 3. ⁵ 1. hostes. ff. de V. S. [D. 50. 16. 118.]

laborare, ita et Hollandorum laudabilis pietas in eo adjuvando fuit. Nec sane quidquam magis interest verae religionis, quam istud fieri. Servandi sunt homines, ne cum ipsis (ut Patres quondam loquebantur) spes extinguatur conversionis. Ostendi Indis debet, quid sit esse Christianum, ne putent Christianos omnes hoc esse quod Hispanos. Videant religionem sine simulacris, mercaturam sine fraudibus, arma sine injuriis. Admirantur fidem, quae negligi vetet etiam infideles. Hoc erit homines Deo praeparare. Justum igitur undequaque bellum et Jorensi et pro Jorensi Hollandis fuit: quare justa etiam praeda: cujus quidem jus naturali jure ad regem ipsum pertinebat, sed et rege concedente Hollandorum fieri potuit. Imo cum societatis Indicae navibus, ejusdem impensis, periculo etiam si quid sequius accidisset, eorumque opera qui in ministerio erant societatis, regi militatum sit, nulla stipendii pactione, communis belli consuetudo¹ naturali aequitati consentanea satis indicat, ipso jure praedam ad societatem devenisse. Quod vero in societate Indica hac specie, idem in Ordinibus dici potest, ut horum jussu, ex causa belli Jorensis, sumtu societatis, ipsi societati praeda quaesita sit. Est autem hujus tituli eousque approbata justitia, ut doctores² hoc uno maxime Romanum imperium commendent, quod sociorum tuitione ex hostibus creverit. Eodem titulo Castellani³ Talcalthidanorum socii adversus Mexicanos utuntur, et ipsimet Lusitani in plerisque Indiae locis.

Peracto examine concludimus, sive privatum fuit, sive publicum, et publicum quidem aut ex patriae aut ex sociali causa, tum Ordinibus, tum multo magis Indicae societati bellum hoc omni ex parte justum fuisse, quo Lusitanorum caracca capta est cum mercibus, ipsamque societatem factam omni jure ejus praedae dominam.

Ex concl.

IV.

Ex concl.

III.

Ex concl.

IX. artic.

II. parte I.

et II.

Ex coroll.

cap. X.

¹ Joh. Lupus, de bello §. si bene advertas. et alii allegati ad d. coroll.

² Thom. de regim. Princ. l. 3. ³ Vict. ubi supra n. 17.

C A P U T XIV.

PARS I. HONESTAM ESSE PRAEDAE HUIUS CAPTURAM: IN
QUA ISTA INSERUNTUR PROBLEMATA.

I. JUSTUM OMNE HONESTUM.

II. HONESTA PRAECIPUE ACTIO PRO SOCIIS, PRO
PATRIA, ADVERSUS HOMINES INEMENDABILES.

III. HONESTA PRAECIPUE PRAEDATIO EX FINE.

PARS II. HONESTAM ESSE PRAEDAE HUIUS POSSESSIONEM.

In justi quaestione veri amantibus satisfactum arbitror. Abunde enim demonstratum est et pietati et naturae et moribus consentaneum fuisse, ut Lusitani ob illatas injurias spoliarentur, utque res captae mercatoribus cederent. Sed quemadmodum non unum aut simplex illorum genus est, qui falsa opinione praecepta iudicii sui arbitram rationem non faciunt, ita quosdam esse audimus, qui etsi rem eam, *Pars I.* de qua nunc agitur, justam fuisse non audent negare, nec habent quomodo id tueantur, parum satis honestam tamen sibi ajunt videri. In quo sane dicto manifesta repugnantia est. Semper enim ita accepimus ¹, non posse non honestum esse quod justum est omni ex parte. Honestum enim qui definiunt omnes aut virtutem ipsam esse volunt, aut quiddam quod virtutibus inhaeret aut ex iis proficiscitur. Sane a virtute divelli numquam potest nec quidquam bonum est, nisi quod et honestum est. Nam et ab exactioribus magistris ² ita describitur, ut honestum sit quod jucundum est idcirco, quia bonum sit. Necessario igitur alterum alteri consequens est, nec turpe esse potest aut apud sapientes et bonos produci, quod verae justitiae congruit, seu quia virtus nulla

¹ Cic. de invent. lib. 2. Id. de off. lib. 1. [c. 62.] et lib. 3. [c. 33.] de finibus. lib. 1. Aristot. libello de virt. et vit. in princ. [p. 1249 a. vs. 28.] ² Arist. Rhet. lib. 1. c. 9. [p. 1366. a. vs. 33.]



virtuti repugnat, seu quia de justitia recte a veteribus ¹ dictum est in ea virtutes caeteras comprehendi. Verum hoc quidem apud homines communi sensu utentes probationem nullam requirit, cum jam olim apud Platonem ² puer Alcibiades a Socrate per naturales instinctus ad confessionem hujus conclusionis adductus sit, eos qui justa faciunt necessario etiam honesta facere, idemque omnium mortalium consensu testatum philosophi ³ perscripserint. Quod ut probe intelligatur, sciendum est justum nos non illud dicere, quod aliquo civili jure permittitur, aut potius, cui leges connivent ⁴: quod enim sic impune fertur atque adeo licere dicitur, cum revera justum non sit, ne honestum quidem est, ut jurisconsulti ⁵ praedicant: sed de eo nos loqui, quod immutabili lege naturae decretum atque constitutum est. Id enim honestum est necessario, adeo quidem ut Stoici et plerique philosophorum honesti speciem notabilius se exprimere haud posse existimaverint, quam si in eo consistere dicerent, quod a natura praescribitur ⁶. Unde et auctores plerique honesti nomine jus non aliud, quam illud omnium commune intelligunt: quo pertinet quod a sapientibus ⁷ traditum est, eam esse vim honesti, ut sponte ac per se et quasi naturaliter expetatur. Quare cum probatum sit jus ut belli, ita praedae ex naturali instinctu proficisci, qui Deum ipsum habeat auctorem, factique istius aequitas ex juris naturae gentiumque principiis elucescat, profecto cujus quemquam pudere debeat nihil hic invenitur. Ego *Problema II.* vero non modo non inhonestam, sed et summopere gloriosam esse istam rerum hostilium et capturam et possessionem cum quovis contendam. Nam qui de honesto proprie scripserunt ⁸,

¹ Arist. de morib. lib. 5. c. 3. ex veteri poeta. [p. 1129. b. vs. 29.] ² in dial. Alcibiade. ³ Arist. Rhet. d. loco. [p. 1367. a. vs. 19.] ⁴ Cic. Tusc. lib. 5. ⁵ l. non omne quod licet. ff. de R. I. [D. 50. 17. 144.] Cic. pro L. Cornelio Balbo. ⁶ Cic. Acad. lib. 1. et de legg. lib. 1. [c. 46.] et de off. lib. 1. [c. 14.] ⁷ Arist. Rhet. d. loco. [p. 1366. a. vs. 34.] Cic. de finib. lib. 3. [c. 11. §. 36.] ⁸ Arist. d. loco. [p. 1366. b. vs. 3.]

docent ejus excellentiam in fortitudine maxime et justitia consistere, quod hae scilicet virtutes privatim publiceque sint utilissimae. Ac de fortitudine quidem plenae poëtarum paginae. Quam magna sunt illa Tyrtaei ¹:

πιμῆν τε γάρ ἐστι καὶ ἀγλαὸν ἀνδρὶ μάχεσθαι
γῆς περὶ καὶ παίδων κουριδῆς τ' ἀλόχου
δυσμένεσι.

*Illustre est dignumque viris pro pignore caro
Corpora, pro tenera conjuge, pro patria
Hostibus objecisse.*

Huc triumphi, huc coronae, huc inscriptiones pertinent, huc et acclamationes:

οὗτος ἐν ἀνθρώποις νικηφόρος, οὗτος ἄριστος.

Victor hic, hic homines inter clarissimus audit.

Haec est illa virtus, qua reges celebrari gaudent, qua homines Deorum asserebantur numero:

*Hac arte Pollux et vagus Hercules
Innixus arces incolit igneas ².*

Et quia nunc in re navali versamur, Themistocles qui Persicam potentiam navalibus praeliis infregit, nonne clarior prope Athenis et Graecia sua effectus est? Cynegirus etiam privatus aeternum meruit nomen. Inter Romanos Duillius, qui Poenos mari vicerat, praelatis funalibus velut perpetuum egit triumphum. Ac sicut ignavi homines et *ῥιψάσπιδες* contentu ubique, alicubi et paenis conteruntur, ita nulla gens est, nulla respublica, in qua non prima pars honoris illis exhibeatur, qui fortibus factis et suum et patriae nomen extulerunt. Cujus rei indicia cum in omnium populorum, tum in his, quae maxime laudantur, Laconum dico et Romanorum institutis adeo sunt illustria, ut huic loco immorari hoc vero sit operam perdere. Ad justitiam vero quod attinet, recte ab antiquissimis dictum non Luciferi aut Vesperi ful-

¹ [Eleg. 1. vs. 6. sq.] ² Horatius. [Od. 3. 3. 9.]

gorem ¹ aequae esse admirabilem: adeo quidem ut Tullius ² dixerit, nihil honestum esse posse, quod justitia vacet. Esse enim hanc fundamentum quoddam perpetuae commendationis et formae, sine qua nihil possit esse laudabile ³. Quod igitur factum esse tam illustre atque gloriosum potest, quam in quo utraque ista virtus pariter resplendet? Contingit autem hoc nusquam clarius, quam cum justo apertoque bello datur ⁴

ἄνδρ' ἀπαμύνεσθαι ὅστις πρότερος χαλεπήνη.

Marte virum ulcisci, qui nos prior ipse lacessit.

Fortitudo, ut alibi ex Ambrosio ⁵ retulimus, quae patriam aut socios aut infirmos defendit, *plena justitia est*. Et acutissimus philosophorum ⁶, *inimicos*, inquit, *ulcisci honestum est, quia par pari referre justum est: justum autem honestum utique: et praeterea fortis viri officium est, non cedere: unde et victoria et qui victoriae deferuntur honores vel inter maxime honesta numerantur: adeo quidem ut expetenda sint, etiamsi fructum non afferant, quia scilicet virtutis excellentiam declarant*. Haec ille. Nec est quod occurrat quisquam magnificentius fore, simulque non alienum a Christi et philosophorum praeceptis, damnum illis nullum inferre, quibus ut inferamus in nostra est potestate, ut nos ipso facto hostibus nostris praestare demonstremus. Nam id sane hac specie ut justitiae ac publicae utilitati, ita et honesto repugnat. Utionem qui improbant, eos diximus primum illud sentire, privatis non convenire, ut quam possunt per Cap. II. ad leg. V. et cap. VIII. ad artic. I. concl. VII. judicem expetere vindictam, eam per se expetant; deinde vero et causam adesse debere et justum in ulciscendo modum, quem excedi non oporteat, ac purum praeterea animum rectamque intentionem. Haec autem nihil obstant, quominus interdum et recte et necessario vindicemur. Seneca ⁷ breviter:

Arist. de morib. lib. 5. c. 3. [p. 1129. b. vs. 27.] ² de legib. lib. 1. passim.
³ de offic. lib. 2. [c. 20. §. 71.] ⁴ Homerus. Il. [lib. 24. vs. 369.] ⁵ de off. lib. 1. c. 27. V. cap. 3. supra in fine. ⁶ Arist. Rhet. d. loco. [p. 1367. a. vs. 19.]
⁷ de clem. lib. 1. c. 2.

Tam omnibus ignoscere crudelitas est, quam nulli. Et Augustini ¹ pereruditus in hanc rem est locus: Reddere bona pro bonis, et pro malis mala, haec duo mediocrium sunt: prius propinquum bonis convenit etiam malis, quod Christus non arguit, sed plus oportere dicit, quia et ethnici hoc faciunt: posterius propinquum malis convenit tamen etiam bonis: unde et lex modum ultioni statuit. Et mox ita explicat ut dicat, injusta ultione, quae fit dilectione justitiae, non delectatione alienae miseriae, non reddi malum pro malo, sed justum pro injusto, hoc est, inquit, bonum pro malo: quod etiam Deus iudex facit. Ut ergo appareat quando honesta sit ultio, quando autem misericordia conveniat, distinguendae videntur personae tum quae faciunt, tum quae patiuntur injuriam. Ad patientes quod attinet, si communes sint cum sociis aut cum patria, certum est non aequae nos faciles esse posse in remittendis publicis aut alienis, atque in nostris injuriis. Inter jurisconsultos celebris est sententia, foveri ab eo injuriosum, qui injuria affectum non tuetur ². Ipse Augustinus ³: ostenditur non esse immunes a scelere, qui permiserunt. Qui desinit obviare, cum potest, consentit. Nam ut idem alibi ⁴: Non est innocentiae parcendo sinere, ut in malum gravius incidatur. Pertinet ergo ad innocentiae officium non solum nemini metum inferre, verum etiam cohibere peccata, vel punire peccatum, ut aut ipse qui prius odio habetur, corrigatur experimento, aut alii terreantur exemplo. Ambrosius ⁵ etiam multum exagitat perversam misericordiam, quae innocentes tradit exitio, dum liberat multorum exitia cogitantem. Non in ferenda, inquit ⁶, sed in depellenda injuria lex virtutis est. Qui enim non repellit a socio in-

¹ in expositione psalmi. 108. et est c. sex differentiae. [Decr. Grat. p. 2. 23. 3. 1.] ² c. dilectus et c. consentire [Decr. Grat. p. 1. dist. 83. 5.] Arias de bello n. 37. et 38. ³ in psalm 81. ⁴ de civit. Dei. ⁵ Serm. 8. in psalm. 118. ⁶ de off. lib. 1. c. 36.

juriam tam est in vitio, quam ille qui facit. Et sicut hoc de socio, ita de patria luculenta sunt ista Tullii ¹ in Catilinam: *Si nos in his hominibus, qui singulas uniuscujusque nostrum domos et hoc universum reipublicae domicilium delere conati sunt, vehementissimi fuerimus, misericordes habebimur: sin remissiores esse voluerimus; summae nobis crudelitatis in patriae civiumque perniciem fama subeunda est.* Et Augustino iudice hoc qui facit, reus est imperii deserti atque contemti. *Itaque,* subjicit ², *unde punitur si fecerit injussus, inde punitur si non fecerit jussus.* Altero loco inspiciendae sunt, ut dixi, personae, quae priores nocuerunt. Nam si liquet eas lenitate non corrigi, si ea sunt animi pervicacia, ut, quod in mimo est,

Veterem ferendo injuriam invites novam,

ultio sane sui honesta est, quia necessaria. In quam sententiam Thucydides ³ multa praeclare dixit, et inter caetera illud in Cleonis concione sapienter, misericordia et lenitate aequum esse in illos uti, qui et ipsi vicissim misericordia moventur, aut quos spes est ea re ad amicitiam pertrahi posse, non etiam in hos, quibus perpetua odii causa est, quique, si ipsis parcat, non eo magis hostes esse desinent. Qui et alibi ⁴ inculcat, nihil hosti concedendum, ne se jactet insolentius et oblatam sibi gaudeat occasionem aliena bonitate abutendi. Accedit quod existimamur infirmitatis potius nostrae conscientia hostibus obstinatis pepercisse, quam quod veniam ultro faceremus, et ita affectata lenitatis fama in contemptum vertitur: unde apud Herodianum Severus: *ὡςπερ δὲ ἄδικον τὸ ἄρχειν ἔργων πονηρῶν, οὕτως ἀνανδρον τὸ μὴ ἀμύνεσθαι προαδικούμενον.* *Sicuti injustum est facta noxia priorem coepisse, ita imbelle non ulcisci illatas injurias.* Quid, si et ipsorum, qui de-

¹ in Catil. 4. [c. 6. §. 12.] ² de civit. Dei. lib. 1. c. 26. ³ lib. 3. [c. 40.]

⁴ Thucyd. lib. 5. in coll. Ath. et Mel. [c. 95. et c. 97.]

linquunt, hoc interest? Vere Platonici ¹: *Cum nocere alteri malorum omnium maximum sit, multo gravius est, si qui nocet habeat impune, graviusque et acerbius est omni supplicio, si noxio impunitas deferatur, nec hominum interim animadversione plectatur.* Quin et theologis nostris auctoribus et praestantissimo theologorum Augustino ², etiam ipsis aliquid praestamus, quos terrore repellimus ne mala faciant. Cujus et alia ³ in eumdem sensum referri possunt: *Qui vitiis nutriendis parcit et favet ne contristet peccantium voluntatem, tam non est misericors, quam qui non vult cultrum rapere puero ne audiat plorantem, et non timet ne vulneratum videat vel extinctum.* Item ⁴: *Illi autem qui vos pro tanto scelere tam leniter damnorum admonitionibus, vel locorum, vel bonorum, vel pecuniae privatione deterrendos coercendosque decernunt, ut cogitantes quare ista patiamini, sacrilegium vestrum cognitum fugiatis et ab aeterna damnatione liberemini, diligentissimi rectores et piissimi consultores deputantur.* Conveniunt haec cum Hieronymo, qui ad Zophoniam: *Si quis fortitudinem latronis vel piratae enervat et infirmos reddit, prodest illis sua infirmitas: debilitata enim membra, quibus prius non bene utebantur, a malo opere cessabunt.* Civilis autem prudentia, quae omnes belli articulos examinat, satis ostendit lenitatem aut initio convenire, aut fini: initio quidem, ut fama clementiae sollicitentur hostium animi: fini vero, ut parta jam securitate victi facilius contineantur: mediis autem temporibus et fervente periculo nihil consultius terrore. Jam vero de praedationibus proprie videamus, quatenus honestae, quae contra turpes atque infames habendae sint, quia discrimine hoc confuso perniciosissime vulgo erratur, dum aut malum sub umbra boni similis delitescit, aut id quod rectum est vicini probri

*Problema
III.*

¹ Apul. de philos. Platonis. [vol. 2. p. 244.] ² Epist. 154. ad Publicolam.
³ ad Lotharium. ⁴ contra literas Petiliani. lib. 2.

labe aspergitur. Atqui nihil est facilius, quam ista discernere, si ad justae regulas supra traditas, quae cum honestae regulis congruunt, respiciamus. Primum enim inhonestus est quaestus eorum, qui privata manu nulla causa urgente alios despoliant, quos in mari piratas dicimus. Deinde et illorum, qui nulla legitima de causa potestatem belli publice gerendi usurpant, sicut memoriae proditum est totas olim gentes, ut Cretenses et Cilicas, Graecos denique ipsos Homero teste, Germanos etiam et Normannos direptiones ne praetextu quidem idoneo et palam publiceque exercuisse: quos et ipsos non injuria praedones dicimus. Culpantur et illi qui ante res rapiunt, quam ea facta sunt, quae ad bellum legitime suscipiendum desiderantur: quas invasiones latrocinii nomine scriptores exagitant. Sed haec tria manifesta sunt adeo, ut per se facile appareant: quare praecipue quartum illud in considerationem venit, quod nisi conjecturis vix assequimur: nimirum ubi bello justo aut quod justum creditur ita aliquis lucrum captat, ut hoc unum, non autem verum belli finem, hoc est juris ademptionem, respexisse videatur. Indicia autem hujus rei haec ferme sunt: si quis, ipse praesertim nulla damna hosti imputans, inermes et infirmos exigua manu improvisus passim adsultet spoliisque, cum non eas habeat vires, ut apertam loci possessionem sibi armis audeat vindicare. Nam hic cum nec hostiles admodum infringat, nec suas promoveat partes, vicinus est illi suspicioni, ut credatur bellum non alterius quam lucri gratia sequi. Hujus generis sunt isti, qui pisces aut navicularios in pelago, quo ipsi conspici timent, casu deprehensos exspoliant. Ab hac enim inertia longe remotus est verus ille bellator ¹ *haud furto melior, sed fortibus armis*. Unde in bello tam terrestri quam maritimo alia semper ratio ² habita est eorum, qui

Nova declaratio.

¹ Virgil. [Aen. l. 10. vs. 735.] ² V. de hac dist. Alph. Guererium in spec. Princ. c. 46.

velut clandestinis excursibus hostilem possessionem irrepunt, alia vero exercitus aut classis totius, quae palam sese ostentat figitque signa et pugnam aut incipit ultro, aut provocat. Nam his aut venia si errent, aut si justam causam foveant gloria debetur, qui bellum quomodocunque student conficere: illi vero omnium odia incurrunt, qui imbelli audacia publicas calamitates privatos in quaestus protrahunt, quod non tantum justitiae adversum videtur, sed et fortitudini, de qua virtute inter legitimos hostes contenditur. Haec si ad institutum nostrum conferamus, repetitis quae ante narrata sunt, perspicuum fiet Lusitanos mercatorum specie non procul a piratis discedere. Si enim hoc nomen illis convenit, qui maria obsident et gentium commercia infestant, an non venient in hunc numerum qui, cum omnes populos Europaeos, etiam in quos nullas belli causas habent, oceano et Indiae accessu per vim arceant, inter diversissimos atque inter se contrarios colores, quos huic feritati obtendunt, ne unum quidem reperiunt, quem aequioribus apud se hominibus potuerint approbare? Cum igitur id genus homines, ut in omne humanum genus injuriosos, cunctorum commune odium mereri antiquitas semper judicavit; ne nunc quidem sint, nisi forte paucissimi, qui Lusitanos istius criminis absolvant, quid est quod ex illorum paenis timeat aliquis sustinere invidiam? Sicut igitur viatori, quem latro in itinere adortus est, si eum pro merito fortiter excipiat, nemo est qui id vitio vertat, ita mercatoribus inhonestum esse non potest, quod in juris publici violatores condigne vindicant, quo posthac tutius eodem jure fruantur. Neque hoc magis pugnat cum ratione vitae mercatoriae, quam id quod agricolas saepe locis periculosis factitasse intelligimus, ut gladio succincti aratrum tractarent. *Neque enim est interdictum, ut apud Tullium*¹ *discimus, aut a rerum natura aut a lege aliqua atque mo-*

¹ de orat. lib. 1. [c. 49. §. 215.]

re, ut singulis hominibus ne amplius quam singulas artes nosse liceat. Quanto igitur magis id probandum est, cum ars altera est ab electione, altera a necessitate assumitur atque ita comparata est, ut priori inserviat, quod sine hac illa obtineri non possit? Neque vero Atheniensibus tantum, ut historiae nos docent, aut Carthaginiensibus hodieque et antiquitus ipsis Lusitanis usitatissimum fuit mercaturam armis munire, sed et veteres Batavi, sanctissimi et innocentissimi viri et quos imitari posse pro summa virtute est, exempla posteris ejus rei insignia reliquerunt: quorum e multis unum referam. Olim maritimae Germanorum civitates, quo nomine Anno 1438. Lubeca, Hamburgum, Gedanum, Lunoburgum, Vismarum, Rostochium, Zunda et aliae, quibus Prutheni accesserant et Hispani Venetique (nam et hi tum septentrionem navigabant), aucupatae dissidiorum causas, quarum inter aemulantes mercaturae causa numquam penuria est, Batavos nullo belli paratu maria permeantes coeperunt spoliare, occidere aut in durissimam captivitatem abducere. At illi, qui gravissimis vexati injuriis cuncta tamen ante vim mallent experiri, decretis legationibus res repetunt ac jubent eas quas dixi civitates, nisi noxae aestimationem persolverent, privatis latrociniiis absistere et aperto in posterum Marte secum certare. Cum vero Germanos ut sponte juri parerent adducere nullo modo potuissent, assensu Principis (erat is tum Philippus Burgundionum primus) cunctis in urbibus armant implentque naves, quibus mox in hostem invecti promulgatis ut plurimum praeliis feliciter non minus quam fortiter depugnarunt, ita ut brevi nullae in oceano naves praeter Batavicas conspicerentur, quae in decus multiplicis victoriae everriculum praeferebant, purgati maris insigne. Captae uno praelio viginti magnae Germanorum naves, Pruthenicae tres, caracca Veneta una referta opibus, quae inter illas versabatur: haec in Zelandiam aucta est. Altero deinde conflictu tres aliae naves magnae molis in potestatem venerunt. Captivi honestissime habe-

bantur, cum interim Batavi, si qui in hostium manus ante venerant, foedissimis custodiis macerarentur. Praedam victores sortito divisere: et tantum erat, unde non priora modo damna resarciri sed et belli impensae mediocriter sustineri possent. His malis victae civitates Germanicae, cum verum esse metuerent, quod vir eximiae apud illos auctoritatis praedixerat, Leonem ab ipsis irritari, quem semel excitatum haud facile sopirent, ad pacem orandam venerunt. Nec difficulter impetrarunt ab illis, qui in justa ultione et egregio quamvis belli successu patentem semper habuerant animum concordiae. Ne sollicite nimis externa quaeramus: in hoc uno exemplo domestico multa sunt documenta. Videmus in suscipiendo bello justitiam, in gerendo fortitudinem, in deponendo aequitatem. Igitur eidem et vincendo misericordes et praedando abstinentes erant. At si quis res Indicas a nobis ante descriptas cum ista narratione conferat, ejusdem ingenii mores mansisse centum et sexaginta post annos haud dubie fatebitur. Haec igitur honesta est ultio, quae juris sui consequendi gratia comparata est. Hanc eandem mercatores Batavi in Lusitanos merito usurpant. Quamquam non illorum duntaxat causa, sed publica et sociorum agitur. Publica, tum quia magna aliqua negotiatione opus est, quae et plebem et aerarii vires sustentet, tum quia gentem Hispanorum, quae in vestigiis dirutae patriae dominationi solum sibi quaerit collocare, ubique terrarum et opprimi et everti omnium interest, ne quando ad subigendos Batavos extremus etiam orbis tributum conferre cogatur. Etiam sociorum, hoc est regum populorumque Indiae, quos Lusitani ob hoc unum, quod Batavis inimici non sunt, ferro et flammis prosequuntur. Testantur hoc Bantami periculum, Machianis cineres, Bachianis solitudo. Has ergo injurias sine summa infamia remittere nemo potest. Quid enim turpius, quam aut patriam nobiscum, aut socios pro nobis periclitantes prodere? Romanis olim dictum scimus¹:

¹ Livius lib. 21. [c. 19.]

ibi socios quaeratis, ubi Saguntina clades ignota est. Ita, mihi credite, vela Hollandorum, ita appulsus Indi quasi fatales ac funestos exhorruissent, ita contactus ipsos aut fugerent homines, aut etiam fugarent, ni visum esset Deo Batavam virtutem per Europam omnem clarissimam, Asiae etiam gentibus ostendere et ingens dare exemplum, minime illos decipi, qui Batavorum fortitudinem et fidem prae Lusitanorum perfidia et ferocia sequuntur. Ac me sane per omnem belli istius historiam, quod ultra tricesimum annum jam trahitur, nulla magis exempla ducunt, quam fidei socialis. Hanc Lugdunenses, exhausta malis civitas, inter hostium arma et deficientes cibos et quidquid cibum egestas fecerat, tamen non prodiderunt. Hac moti vicissim caeteri in sua arva suasque fruges oceanum vocaverunt. Haec est quae Angliam communi Marte defendit: haec eadem Galliae laboranti auxilia submisit. Haec domi utilis, apud finitimos honesta, at in ultimo illo terrarum recessu etiam necessaria est, ubi ignotos ante nisi per virtutes nosci non convenit. Non est quidem cum illis gentibus religionis, ne foederum quidem societas, sed est illa naturalis inter homines necessitudo, est etiam peculiare commercium, columen illud reipublicae reique familiaris. Et sane si sperandum est fieri posse, ut resipiscentes aliquando Christianam accipiant institutionem, non ea spes in excidiis urbium, suppliciis populorum, sed fidei et bonitatis et clementiae exemplis sita est. Jam vero si Lusitanorum ex altera parte ingenium respicimus, quis est, qui negare possit illos summis Batavorum beneficiis etiam post injurias invitatos adeo nihil remisisse ex veteri saevitia, ut illa ipsa bonitate non in contentum modo, sed in perfidos etiam conatus toties abuterentur: ita ut non frustra praestantissimus historiae auctor ¹ affirmaverit, illos praecipue, qui nulla de causa aliquem injuria provocarunt, nullis postea benefactis mitigari, quominus

¹ Thucyd. lib. 3. [c. 40. in fine.]

eumdem, quem semel odisse ultro coeperant, ad internecionem usque persequantur. Adversus tales igitur homines ut leniter agere nec periculo nec timiditatis probro vacat, ita se ulcisci quia necessarium etiam honestum est. Novimus enim mores Hispanorum, qui belli hujus quod in Belgio geritur initiis, cum illis aliquo modo parceretur, nullo ipsi abstinerunt crudelitatis genere, nec prius deterriti sunt, quam paria in ipsos decernerentur. At in India ne hoc quidem contigit. Quis nescit injuriam quamlibet corporalem omnem bonorum jacturam infinito anteire¹? Illic autem tum Batavi discerpantur viri, ad remos addicantur, ipsorum contra captivis et vita salva est et salva libertas. Atqui aequum fuerat eos graviora quam fecerant perpeti, ut qui priores nec irritati tam immania edidissent exempla. Haec vero ultio sane dici vix meretur. Castigatio tantum est, qua discant immites animi, quam gravis sit aliis rerum suarum jactura:

non solos tangit Atridas

Iste dolor.

Quoniam vero honestum in praedae captura praecipue ex fine spectari supra dictum est, referri huc debet quod alibi probavimus, omissis plurimis opimae satis praedae occasionibus, nautas Batavos eam suspicionem procul satis a se removisse, ut nuda praedae cupiditate aggredi tanta pericula credi non possent, cum palam sit quidquid fecerunt, hac de causa fecisse, quod Lusitanos quaestus avidissimos non alia ratione videbant posse coerceri. Praeterea ipsa praeda non lucrum affert, sed damnum reparat, quo nihil potest evenire honestius. Non autem fraudibus ullis, non perfidia, quae tamen poterant in Lusitanos non injusta videri, ne furtivis quidem circumventionibus, sed palam publico Marte pugnandi copiam fecerunt: et quidem saepe pauci cum copiis immenso majoribus, ea animorum virtute et corporum robore,

¹ 1. in servorum. ff. de poenis. [D. 48. 19. 10.]

ut praeter justitiae laudem fortitudinis etiam decus merito sibi vindicent. Neque vero dubitare licet, quae facta vituperium, quae contra gloria sequatur, et quae in utramque partem sperari debeat generis humani existimatio. Meminerimus exprobratum Hollandis fuisse ab Indis nobilibus, quod primo itinere dum paci student, quatuor naves uni Lusitanorum caraccae vela submiserant. Meminerimus incitatos esse eosdem a Sinensibus, ne eousque famam contemnerent, ut socios Macaüntem ad urbem in patibulum sublato marique submersos, se quidem invitissimis, inultos paterentur. Tum vero animo repraesentemus festas Bantamensium acclamationes, qui imminente excidio subtrahere Bataavorum virtute, classem illam victricem ut unicam suae salutis auctorem salutarunt. Quanta hinc fama per insulas? quantus in hostes terror? Quod vero regis Jorensis gaudium, cum captae caraccae transtris jam securus, jam vindicatus insisteret? Haec illa sunt facta, quae gloriam Batavae gentis in ultimos mundi terminos extulerunt. Fatendum enim, fatendum est: et quis nescit? Hollandorum nomen ante haec bella exiguis notitiae finibus contentum fuit. Freta duo, in septentrionem Cimbricum, in occidentem Gaditanum res eorum famamque rerum incluserant. Hostis Hispani celebritas aliquantum profuit. Innotuit enim longius positus, in ultimo oceani angulo exiguam esse nationem, quae non dubitasset Hispanicam magnitudinem in se irritare atque etiam feliciter tot per annos retundere. Postquam ad Indos ventum, habita ibi Hollandorum ratio, qualis haberi mercatorum solet: laudata fides et industria, et quod tantum maris enavigassent commerciorum gratia. Sed praeradiabat fulgor eximius Hispanorum, qui domitores totius prope orbis et soli hominum invicti credebantur. Oderant quidem Lusitanos Indi, sed interim metuebant et venerabantur etiam, sicut audimus apud barbaras gentes Genios malos ob hoc unum, ne noceant, coli. Insulas et littora, quae imperio non poterant, auctoritate et

metu tenebant. Multi nec mare ingredi, nisi emto ab ipsis permissu audebant. Itaque caeteri omnes ut longe impares et brevi illorum viribus cessuri adspiciebantur. At simul irritata Batavorum virtus emicuit et qui ante cum sua simplicitate, tum hostium dolis circumventi erant arma armis objicere, Lusitanorum passim fuga, clades, deditio spectata, quis non Indorum obstupuit, quis autem non admiratus est, gentem ullam esse quae, cum nihil non posset, vires tamen suas nisi coacta non experiretur? Hollandos ubique illi praedicare fortissimos homines, defensores sociorum, domitores hostium, votis insuper et spe certa destinare servatores Orientis. Igitur magnum illud atque terribile Lusitanorum nomen in Hollandos cessit, tanto celebrantium amore, quanto illi se odio oneraverant. Inquirere omnes, quae terra tam fortes, quae tam justos homines aleret, et qua republica regerentur: mittere certatim legatos et munera in hunc usque orbem: affectare societatem: reges ipsi nautis velut Principibus occurrere: vectigalium et decimarum, quas caeterae pendunt nationes, largiri immunitatem: nihil denique omittere quo favorem, imo reverentiam testarentur. Et ut Asiam omittamus, Europa omnis quid hac de re sentiat minime obscurum est, cum videamus Principes maximos missa sibi de istac praeda munera excipere gratulabundos: ex omnibus autem populis incredibilem turbam ad coemtionem concurrere. Domi autem ipsi Hollandiae Ordines decreti sui verbis significarunt, videri sibi gloriae ex hac re plurimum ad omnem rempublicam redundare. Cives Deo gratias agunt, gaudent obtigisse patriae tam insignem triumphum: etiam qui in ulla parte fuerunt istius victoriae ut optime meriti coluntur ab omnibus et suspiciuntur. Quid restat igitur? Laudabile est laudari, sed ut ille dicebat, a laudatis viris: nam caeteris fere quo magis quisque displicuit, hoc melior est. Ego vero, si qui scelera Lusitanorum etiamnunc foveri volunt impunitate, si qui immanissimos homines ne bonorum quidem ademptione reprimi

fas putant, eos vix hominum, certe Batavorum nomine nequam dignabor.

Alii forte erunt qui Lusitanos quidem meritos fuisse dicent *Pars II.* ut ista paterentur, sed res hostibus ereptas aut quod inde redactum est, penes se conspici haud satis decorum arbitrabuntur. Hoc vero perquam abjecti est et degeneris animi, id vereri ne sibi probro sit, quod maximi reges et Principes et optimus quisque instrumentum gloriae habent. Nam quid aliud volunt erecta victoribus tropaea, arcus exstructi hostium spoliis et manubiae et rostra, sive olim Romanorum sive nunc etiam Venetorum? Ex sacris sane literis discere isti poterant, non modo praedam pura conscientia quaeri et haberi posse, sed hoc ipsum vel maxime gloriosum duci, quod idem cedat nobis commodo, hostibus terrori, caeteris exemplo. Quare Deus ipse ¹ inter caetera, quibus Abrahami posteritatem se donaturum pollicetur, addit illud velut maxime honorificum, effecturum se ut possiderent portas inimicorum suorum. Jacobus ² autem possessiones, quas Josepho assignat, eo nomine laudat quod sint *δωρύκτητοι*, armisque partae. Et Josua ³ cum Manassitas a se dimittit, legitur illis *et praedam honoris ergo donare, et pretium dicere muneri*. Sicut et David ⁴ partem praedae, quam ad amicos suos, Judaeae proceres mittebat, his verbis commendat: *Ecce vobis donum de praeda hostium Domini*. Seneca ⁵ inter prima beneficia numerat, *pauperi raptas belli jure opes tradere, et quod est militaribus viris speciosissimum, divitem illum spoliis etiam hostilibus facere*. Quin et inter jurisconsultos Accursius ⁶ dicere non est veritus, magis nostrum esse, quod eo modo virtute nostra quaesitum, quam quod a majoribus relictum est. Quod vero ad illos attinet, qui publice haberi praedam facile ferunt, privatim non item,

¹ Gen. c. 22. vs. 17. et c. 24. vs. 60. ² Gen. c. 48. in fine. ³ c. 22. ⁴ Sam. 1. 30. in fine. ⁵ de benef. lib. 3. c. 53. ⁶ ad l. si quid in bello ff. de captivis. [D. 49. 15. 28.]

Cap. X. in
artic. II.
concl. LX.

horum subtilitati, praeterquam quod ratione nulla nititur, ita commodissime occurri potest, si dicamus, quod alibi demonstratum est, primo ac per se, ex bello quod mandato publico administratur, praedam ad rempublicam pertinere: sicut autem hanc ipsam a republica emere, ita dono accipere honestum est. Et apud Homerum hac de causa, quod de praeda publica singulis virtutis ergo attributum est, modo κῦδος, modo γέρας honestissimis vocabulis dicitur. Quare cum Ordines mercatoribus praedam concedendo testati sint se ita censere, ipsorum cura atque impensis egregiam operam reipublicae navatam esse, dum hosti communi vires adimuntur, eamque ob rem velle se gratitudinis causa ipsos eadem praeda remunerari, nonne quidquid inde pervenerit, hoc praemium bene meriti in patriam existimandum est, quo quid tandem potest esse praeclarium? Praeterea vero quae invidia est tantum ex hostibus consequi, quo damna et impensae ad instruendas armandasque naves factae et porro faciendae ab iisdem recuperentur, sine quibus esset ut eas impensas facere nemo cogeretur? Nam si quis rei naturam diligenter consideret, nihil hoc differre inveniet ab his, quae per rem judicatam nobis adjiciuntur, in quam veniunt et damna et impensae, quae non raro exsecutoris manu etiam armata consequenda sunt. Illud igitur constitutum sit, sicut acquisitio justa fuit, ita nihil esse cur possessio minus honesta judicetur.

C A P U T XV.

PARS I. UTILEM ESSE PRAEDAE HUIUS CAPTURAM, IN QUA INSERUNTUR PROBLEMATA.

I. OMNE JUSTUM UTILE.

II. OMNE HONESTUM UTILE.

III. UTILE PRAECIPUE QUOD STATUI REIPUBLICAE CONVENIT.

IV. UTILE PRAECIPUE PRODESSE SOCIIS.

V. UTILE PRAECIPUE NOCERE HOSTIBUS.

VI. UTILE QUOD FACILE.

PARS II. UTILEM ESSE PRAEDAE HUIUS POSSESSIONEM.

EPILOGUS.

Jam de utili videamus loco postremo. Non dubito autem, quin futurum sit ut multis haec tractatio supervacua videatur, qui cum utilitatem lucris metiantur, neminem putabunt ignorare, quam sit utilis praedae comparatio, unde rei familiari tantum accedat. Verum ego, qui ita accepi, eam demum *Par. I.* veram esse utilitatem, quae ab honesto et justo numquam sejungitur, sicut ista si abessent, hominis existimarem profligatissimi utilitatem ostentare, ita nunc cum adsint, hanc etiam non aliunde, quam ex illis derivaverim ¹. Nam et alibi ² ostendimus hominem justum vel praecipue sibi utilem esse, *Problema I.* unde et Plato in justitiae laudibus ³ non modo gloriam sive *εὐδοξίαν*, sed et voluptatem sive utilitatem spectandam putat. Similiter ad honestum quod attinet, sive hoc ipsum cum utili *Problema II.* necessario conjunctum perversa quaedam et vere humano generi funesta ratio divulsit, sive in cunctis quae utilia dicuntur, id quod honestum est excellit maxime et praeponderat, illud sane inter omnes, qui bonos se haberi volunt, facile constabit, nec quidquam quod turpe est, revera utile esse, nec quidquam quod honestum est, non hoc ipso expedire. Quam in partem plurima a Tullio Officiorum libris ⁴ dicta sunt, apud quem et haec invenitur argumentatio: *quidquid justum est id utile: quod autem honestum idem et justum est: ex quo efficitur ut quidquid honestum est, idem sit utile.*

¹ ex cap. 12. 13. et 14. ² supra in cap. 1. et princ. cap. 2. ³ in dialogo de justo. ⁴ lib. 3. passim et lib. 3. de finib. [c. 21. §. 71.]

Nemo autem hoc negare potest, cum Epicurei ¹ etiam, summi commodorum suorum defensores, dicant *οὐκ εἶναι ἡδέως ζῆν ἄνευ τοῦ καλῶς καὶ δικαίως ζῆν*, non posse jucunde vivi, nisi et honeste et juste vivatur. Praecipue autem cum honesto conjungi amat utilitas illa, quae communis et publica est ², quam et jurisprudentes ³ plerumque respiciunt. Primum igitur sicut omnis justa acquisitio utilis est et ex eorum genere, quae severissimi philosophorum *προηγμένα* vocant, quasi dicas *praeposita*, quia divitiae multarum rerum sunt effectrices, ita et praeda, quae dum justa et honesta sit, neutiquam spernenda est,

οὐ γὰρ ἀπόβλητ' ἐστὶ θεῶν ἐρικυδέα δῶρα ⁴.

Nam nec despicienda Deum sunt inclita dona.

Ostendimus ⁵ enim Deum inter caetera, quae piis confert beneficia et hoc numerare. Utilis est igitur vel hac maxime de causa, quod isti qui sic honeste locupletantur pluribus etiam prodesse possunt, et quia reipublicae interest cives habere opulentos. Tum quatenus pars praedae ad rempublicam pervenit nullo ejus sumtu, utilissimum hoc est istis maxime aerarii quod tam gravi bello atteritur difficultatibus. Romani plurimos per annos ad continuos bellorum usus coacti sunt tributa conferre, quod etsi diuturnitas ipsa grave effecerat, tamen necessitate tolerabatur. Sed victa Macedonia tantum ex praeda in aerarium relatum est, ut ex eo cives fuerint immunes, nec ad collationes ullas postea vocarentur. Ita quae secuta sunt bella devictarum gentium impensis administrata sunt. Ego quid Batavis in posterum sperandum sit non praejudico. Illud omnes fatebuntur, quatenus fieri potest utilius aerario ex hostium quam civium facultatibus succurri. Optime philosophi ⁶ in utilis pertractatione praecipue docent

*Problema
III.*

¹ in epistola Cassii ad Cicer. Famil. lib. 15. epist. 19. ² Arist. Rhet. lib. 1. c. 6. et 9. [p. 1362. b. vs. 28. et p. 1366. b. vs. 5.] ³ l. 2. de const. Princ. [D. 1. 4.] ⁴ Homerus. Il. lib. 3. vs. 65. ⁵ in fine cap. 14. ⁶ Arist. Rhet. lib. 1. c. 8. [p. 1365. b. vs. 22.]

assumenda esse uniuscujusque reipublicae instituta et mores et proprias utilitates. Universaliter verum est ad summam rempublicam navium exercitionem pertinere ¹, ita ut qui advehendae annonae rerumque necessariorum causa absunt, fere reipublicae causa abesse intelligantur ². Quis autem rerum Batavicarum adeo ignarus est, qui unicum illarum columen, decus ac praesidium esse nesciat navigationem et mercaturam? Inter omnes autem negotiationes Indica et dignitate et magnitudine et utilitate facile primas obtinet. Postquam enim Hispanorum feritas commercia abruptit, labascenti jam mercaturae Deus, ipse Deus, inquam, singulari beneficio orbem istum Batavis aperuit. Potuit quidem aeterna bonitas etiam Indis consuluisse, quos horum exemplo animatos voluerit adversus terrorem Hispanici nominis, utque simul occasio patefieret addiscendae religionis verae et simplicis: sed quin et ipsis opportune prospectum sit, monstratis regionibus unde eadem illa peterentur, quae pretiis multo majoribus, inter graviora terrae quam maris pericula diu petita jam ne sic quidem hostilis immanitas concedebat, dubitari nequit. Nonne enim mirum ac pene incredibile est, decem per annos, quibus in Orientem navigatum est, inter incerta tempestatum, ignota maris, portuum incognita, dispositas ubique Lusitanorum insidias numquam factum, ut classis ulla omnino inanis rediret, ne scilicet, quod alioqui timendum erat, dejicerentur animi inque ipsis primordiis, quae rerum magnarum difficillima sunt, conatus iste tam salutaris oppressus interiret? Unde mihi non humano duntaxat consilio sed pene divina quadam felicitate foederati Ordines, patriae parentes, videntur prudentiam suam huc intendisse, ut Indicas societates, quas in imperio suo diversas et hoc ipso

¹ l. 1. §. licet. ff. de exercit. act. [D. 14. 1. 1. §. 20.] ² l. semper §. negotiatores. ff. de jure immun. [D. 50. 6. 5. §. 3.] Adde l. 2. ff. de nundinis. [D. 50. 11.]

damnosas invicem et exitiabiles videbant, in unum corpus certasque leges juberent coalescere, multis insuper beneficiis abunde testati, quam hoc esse e republica judicarent. Quod cum perfectum est (habuit enim labor iste non parum molestiarum) nemo fuit, qui non jacta esse certissima fortunae publicae fundamenta existimaret. Ex eo Indi res Batavas concordia firmatas suspicere, trepidare Lusitani, aliae autem Europae gentes Batavorum et fidei et providentiae tantum tribuere, ut constitutae jam atque ordinatae societati pecunias credere mallent, quam per se maris fortunam periclitari. Ergo quae intra decennium florenorum millibus minus quam trecentis inchoata fuerat negotiatio, ejus tum sors ad septem millia millies adscendit. Tantum vero gaudium, tantus consensus laetitiae fuit, ut appareret certa spe atque omine praecepta esse commoda, quae in immensum quotannis auferentur. Et quantum etiam nunc experimentis patuit, haud vana fuit ista fiducia. Quamquam restant majora multo. Pauci sunt Indici portus, qui hactenus invisuntur. Circumsita undique littora invitant: Arabicus hinc et Gangeticus oceani recessus, inde novo proventu divites Sinae, ut aliis atque aliis subinde allatis mercibus et in remotissimas regiones distributis priorum pretia sustineantur. Videmus Castellani ac Lusitani qua ex paupertate quo opum processerint. At quondam apud illos ante transmarinas navigationes vix pecunia ad primas naves instruendas a regibus corradi potuit, manetque nunc etiam veteris inopiae signum numerandi ratio per minuta aera. Hodie vero sive domi ipsos respicimus, sive in superbissimis coloniis, quas totum per orbem dimiserunt, in habitatione et suppellectile et cultu et servitio is non splendor tantum et elegantia, sed luxus est, ut vere dici de illis possit, quod de Tyriis olim, mercatores eorum Principes videri¹. Atque adeo nuper cum praeda navis istius veniret,

¹ Jeremias. c. 23: vs. 8.

quis non admiratus est opulentiam, quis non obstupuit, neque privatae fortunae, sed quasi regiam haberi creditit auctionem? Batavi justas ditescendi rationes etiam ab hostibus, usum divitiarum a majoribus suis accipiant, viris honeste frugalibus. Optimus autem fructus opum positus est in communi utilitate, quae primum in tributis et vectigalibus locupletandis consistit. Nam si rex Hispaniae proventu externarum navigationum totum orbem ausus est perterrere, quod illi pro dominatione animi fuit, idem justius Batavis erit pro libertatis et vitae tutela. Altera pars publicae utilitatis est, quod magna turba numerosae admodum plebis, mercaturae aut navigationis ministra, non aliunde alitur. Fiet ita quod apud prophetam ¹ est, ut negotiatio et quaestus omnis Deo consecretur, non adservatus nec reconditus, sed ita habitus ut his, qui Deo vivunt, suppeditet victum ad satietatem usque et cultum sufficientem. Hanc igitur negotiationem tam utilem tamque necessariam placetne omittere? Nemo, ut arbitror, ita censet. Atqui retineri aliter non potest, nisi remotis illis, qui ubicunque tuti sunt, ibi alios tutos esse non sinunt: qui dictis factisque profitentur non passuros se, ut alius quisquam Europaeus illas terras mercatus gratia accedat, idque nullo jure, sed quia introductum utcunque lucrum nolunt dimittere, nolunt participare; quod ut obtineant, clam dolis, palam bello nihil relinquunt intentatum. Quid autem non credas illos quaestus sui gratia facturos, qui Castellanis, finitimis suis eidem subjectis regi et tantumnon popularibus, in Sinas haud ita dudum pervectis veriti non sunt calumniis apud regionis praefectos, imo et pretio, mortem intendere? Et perfecissent nisi apud Sinenses, homines alioqui non religiosos et tunc Castellanis merito infensos (nam decem eorum millia in Philippinis Hispani occidisse dicebantur), plus valuissent supplicum et hospitem jura,

¹ Esaias. c. 23. in fine.

quam inter Lusitanos cognationis necessitudo. Etsi ne hoc quidem nimium mirandum est, cum passim Lusitani etiam Lusitanos, qui suae non sunt societatis, sui tantum lucri gratia invidiaque ad necem persequantur. Ab his igitur se tueri nemo nisi ulciscendo potest. Nam, ut recte dixit theologus Hispanus¹, bellum, etiam defensionis solius causa comparatum, geri non potest, nisi simul in hostes vindicetur. *Fierent enim hostes, inquit, audaciores ad iterum invadendum, nisi timore poenae deterrentur ab injuria.* Quantum igitur publice interest mercaturam Indicam retineri, tantumdem Lusitanos, quandocunque datur occasio, malis omnibus, quorum levissimum est rerum jactura, coerceri. Et hae quidem commoditates intus, aliae vero non minores extra sitae sunt, in sociorum commodis aut incommodis hostium. In omni hoc universo post Deum immortalem nihil homini est utilius homine, unde summa utilitas est in conciliandis hominum studiis, de quo Cicero multis agit Panaetium secutus, qui omnem de utili disputationem in isto argumento consumserat. Sicut et Aristoteles² inter ea quae plurimum prosunt amicos ponit et amicitias, quas et per se expetendas dicit, et esse multarum rerum effectrices, unde *φιλευταιρίαν τῆς φιλοχρηματίας, amicitiae cupiditatem pecuniae cupiditate*, praestantiorum judicat. Cum autem contra etiam accidat, ut homines hominibus plurimum obsint, quod versus ille significat:

Problema
IV.

Problema
V.

Pernitius homini quae maxima? solus homo alter, ex contrariorum natura sequitur id nobis optimum esse, quod inimicis pessimum est: sicut e diverso quod hostibus placet, id nobis perniciosum esse intelligimus, unde est,

Hoc Ithacus velit et magno mercentur Atridae.

Merito igitur qui de utilibus scribunt et hoc in praecipuo ordine collocant. Ac primum amicitiae quanta vis sit nemo

¹ Vict. de jure belli, in princ. ² Rhetor. I. c. 6. [p. 1362. b. vs. 13.]

ignorat, unde societates non vicinæ modo, verum etiam longinquæ, ut mercatoribus sunt necessariae, ita bellantibus utiles. Laudatur Mithridates ¹, quod ab Albanis usque in Hispaniam legatos miserit ad Sertorium et Daces, quibuscum tum Romani bellum gerebant. Sciebat enim quicum hoste sibi res esset, magnæ scilicet terrarum partis possessore, valido atque opulento. Unde sic instituerat, ut cum duobus in locis disjunctissimis maximeque diversis uno consilio, binis copiis bellum terra marique gereretur, Romani interea ancipiti contentione distracti de imperio dimicarent. Mihi Hispanorum vires hic attollere nec deprimere animus est. Hoc scio latius eos regnare, quam tum Romani regnaverint, forte etiam, quam ullus hodie aut umquam, atque ejus dominationis ipsa fundamenta non in Belgio, non in Hispania, sed trans oceanum sita esse, unde opes illis largitionumque et bellorum alimenta: sed eosdem illis in terris quantum potentiae, tantum odii quaesivisse et eo Batavos uti debere, si quem bello finem volunt impositum. Jungendus est cum ultimo oriente septentrio, ut in omne mundi latus profecta dominatio undique labefactetur. Ambire jamdudum reges populosque Indiae Batavi debuerant: en, ultro ambiuntur. Cui enim non praefectorum ipsi supplicarunt, ut subsidiis adversus Lusitanos juvarentur? Quae regis Ternatensis, quae reipublicae Ambonensium preces, quae literae a rege Jorensi venerunt? Quin et proceres Achinenses visi in Hagensi palatio. Et quae in Augusto vel praecipua habita est pars felicitatis ², ab Indorum legatis salutari, qui pretiosa munera trahentes nihil magis quam viae longinquitatem imputarent, cum eos ipse corporis color ab alio venire sole fateretur, quodque Claudii imperio nobilissimum fuit ³, ex Taprobane legationem vidisse, id jam Batavis adeo usitatum est, ut cum novitate perdiderit admirationem. Hi autem omnes quid aliud petunt, quid

¹ Cic. pro I. Man. [c. 4. §. 9.] ² Florus. ³ Plinius lib. 6. c. 22.

aliud orant, quam ut Lusitani junctis viribus invadantur? Imo etiam rogant Batavos arces ut struant suo in solo: tanta fidei fiducia est. Suadent freta teneri Malaccense et Sundanum. Alii commeatus offerunt ad obsidendam Malaccam, sedem ipsam servitutis, ejusque rei vias ostentant. Quod amplius est Batavorum amicitia ipsos inter se conciliat. Jam inter Taprobanen et Celonem insulam foedera commeant, Candiae et Achini regibus in Lusitanos conjurantibus. Idem rex Achinensis vetera in Jorensem odia Hollandorum gratia remittit, unumque inter eos certamen est, uter plus Batavis praestet. Multi alii reges aperte jamdudum in causam descenderent, nisi viderentur Batavi ad bellum Lusitanicum remissiores. Quid igitur? Haecne animorum inclinatio projicienda est? Non dicam id contra utilitatem esse publicam: ne integrum quidem est, ex quo illorum urbes obsessae, agri vastati, pagi inflammati sunt a Lusitanis Batavorum ob amicitiam. Quodsi omnino societates istae non fovendae modo, sed excitandae etiam augendaeque sunt (et alioquin sane etiam ipsa mercatura amittitur), quod gentibus externis pignus, quod fidei vinculum erit? Id nimirum, quod unum appetunt, ut Lusitanos, quorum se hostes Batavi profiterentur, intrepide aggrediantur agantque cum illis hostiliter. Nam sicut pro meritis in illos vindicare justum et honestum, ita eisdem parcere inter suspiciosa maxime Indorum ingenia periculosum est. Ejus rei recens argumentum dabo. Rex Candiae in Celone insula, cum eo venisset ex Zelandia Spilbergus, tantum in res Batavas studium demonstravit, ut totos dies nihil aliud, nisi de historia belli istius nobilissimi inquireret,

Multa super Priamo rogitans, super Hectore multa ¹.

Neque invictissimi Principis Mauritii effigiem, neque Neoportani praelii picturam inspiciendo umquam satiabatur. Jam

¹ [Virg. Aen. 1. vs. 750.]

et ipse et regina cum liberis Belgicas voces auiscere coeperant, ita ut dicerent ex Candiae regno factam esse Bataviam. Addebat rex velle se filium natu maximum, ubi adolevisset, ad Principem Mauritium mittere, ut rem militarem sub tanto duce addiceret. Rogabat eligerent Batavi in regno suo locum arci struendae, ubicunque situs arrisisset: ipsumque se potius et uxorem et filium filiamque saxa eo collaturos, quam ut res adeo sibi optata intermitteretur. Venit paulo post ad regem eundem Siboldus Waertius, sub Wibrando Warwicio classi praefectus, quem rex obsecrat ut sibi auxilio esse velit ad expugnandum castellum Columbanum, quod in ejus regni finibus Lusitani tenebant, et sibi expugnationem deposcit, illum rogat, ut cum navibus adsit et Goa subventuros arceat, propositis ei rei praemiis atque inter caetera paratus erepta hosti loca Batavorum praesidio permittere. Evenit ut Siboldus, e Celone Achinum profectus ut socios acciret, quatuor in ipso itinere caperet naves Lusitanorum. Oraverat autem rex praesentem et jam profectum literis erat obtestatus per Deum perque Principis Mauritiū virtutem perque amicitiam suam, ut si quos Lusitanos nancisceretur eos sibi traderet. At ille quasi dementiam facile excusaturus, quos ceperat statim liberos dimisit. Rex autem, qui sibi eos traditum iri non dubitabat, cum ad urbem Vintanum obviam se venturum promisisset, ultro officii causa Matecalum processit, quo tum naves Batavae advenerant. Ibi res accidit miserabilis, ut rex cui mirum videbatur homines primum nocentes, deinde victos impunitate laetari, suam vero postulationem esse contemptui, Siboldum contumacius sibi obloquentem cum aliis fere quinquaginta obruncari juberet. Ita quod inultus manserat, hoc ipsum ultus est: eademque lenitas, si tamen lenitas vocanda est, hostibus ludibrio, sociis suspicioni, Batavis exitio fuit. Cum igitur gentes istae, quae bella multo quam Europaei ferocius exercent, vix hanc accipiant moris nostri excusationem, quod hostes cum possimus

perdere, servamus, si jam naves Lusitanorum, paratam scilicet praedam e Batavorum manibus emitti viderint, quid aliud quam latere proditorem et illos inter se colludere existimabunt? Praestanda est igitur illis haec fides, dandum hoc pro amicitia gaudium, pro calamitatibus solatium, ut eos nunc praedam esse videant, qui totius mundi praedatores fuere. Jam quae ex inimicorum malis proprie obvenit utilitas, spectanda est. Hostem illic habent Batavi (qualem Tacitus alicubi describit) adversis pavidum, secundis non divini, non humani juris memorem. Maxima igitur utilitas haec est, quod ille ad occursus Batavorum posthac trepidabit, quod damno suo commotus fortissimorum virorum etiam aspectum fugiet, neque naves suas etiam plures aliquanto et majores cum Hollandicis audebit contendere. Has enim sciet esse, quibus toties praedae fuerit. Cum igitur ubicunque classes Batavorum ancoras fixerint, eo Lusitani metuent accedere, non tutiores modo illi erunt, verum etiam securiores. Quod sane in partem jam consecuti sunt, praedicantibus Indorum regibus Lusitanos non ad conspectum modo, sed ad nomen etiam Hollandi hominis pavere et expallescere. Quid quod ipsi Lusitani, merces captarum navium in Batavicas exonerare suis manibus jussi, paruerunt? Quid quod jam aliqui tuto navigandi licentiam a Batavis mercati sunt? Quare et cum tam pronum videbunt esse Batavis vel maximam captivorum turbam nancisci, in eos quos forte contra ceperint minus audebunt saevire, quodque beneficiis invitati facere noluerunt, id facere cogentur metu talionis. Praeterea posthac aut similem praedam hostis debet, unde plurimum utilitatis in publicum ac privatum redire palam est, aut ab oppugnandis aliis ad se tuendum conversus compelletur innumeras habere per Indiam praesidiarias naves, colonias suas firmare munitionibus et quod molestissimum est, eodem tempore habere suspecta omnia. Per tot tantosque sumtus et privatorum quaestus omnis exhaurietur, et ipsi perpetuo libertatis Batavae adversario

totum illud vectigal Indicum peribit. Ex utroque non est obscurum quanti fructus ad rempublicam perveniant, cum pecuniam nervum esse belli notissimum sit, quam ut sibi comparare maximum habet momentum, ita huic proximum est eandem hosti avertere. Quodsi obtineri potest ut Philippo, sicut in Europaeis quibusdam possessionibus, ita in Indicis proventus reditusque omnes aequalibus onerentur impensis, nae illud futurum est, ut multo posthac commodior sit belli administratio. Neque enim dubitari potest id, quod ex Hispania per Italicas trajectiones suppeditatur, praecipuum esse belli istius alimentum. Nam si cum solis Belgarum alterius partis vectigalibus componerentur, jamdudum rem factam haberent Batavi. Si igitur Hispaniarum reditus et per hos expediendi argenti fides defecerit, quid aliud exspectandum est, quam ut militari seditione magna aliquâ rerum mutatio eveniat? Liquet enim rerum istarum historiam evolventibus, fere quidquid Batavis felix hactenus et prosperum fuit, id causam et originem ex hostili inopia habuisse. Pax Gandavensis et illa totius fere Belgii adversus Hispanicum nomen conjunctio res prope afflictas per hostium seditionem (nata autem haec erat ex aerarii paupertate) in pulcherrimam speciem restituit. Quod a Parmensi tamdiu victi totidem per annos optimi ducis virtute iterum vincunt, unde est, nisi quod ingens in Britanniam classis et gravissimi sumtus in bellum Gallicum ita opes hostiles opprimerunt, ut recreari vixdum potuerint? Hinc ad fines Gallicos toties tumultuatum et Itolorum Siche-miana seditio versique hostes in mutuas caedes: hinc Sanctandreae defectio et per alias iterum turbas patefacta Flandria, et datus illustri praelio locus: hinc Hoochstratana rebellio, quae Batavorum sub imperiis suos agros vastaret. Ac quo nunc spes ille majores aggreditur atque etiam maris possessionem, quae propria est Batavis, tentat invadere, hoc magis annitendum est ut impensis aliis super illas impensas additis, medio in conatu deficiat. Quo summopere pertinebit quam

plurimum Hispano negotii per Indiam exhiberi, ut novis subinde cladibus et damnis turbetur, praesertim cum quae ex contraria parte sustententur impensae rempublicam non onerent, sed a privatis proficiscantur. Et quis scit an felix per Indiam successus mox in Americam aliquid audendi daturus sit fiduciam? Quod si eveniat, quid aliud quam praeda omnium gentium erit illa ex omnium gentium spoliis collecta dominatio?

*Problema
VI.*

Jam vero si verum est, ut magistri hujus rei praecipiant ¹, in utilis consideratione etiam rei propositae facilitatem spectari, struant illi quamvis pretiosissimas classes, ut omnia ingenti apparatu strepant, si quid illòs, si quid se Batavi noverunt, nihil periculi est. Non magis profecto quam Romanis ab exercitu Antiochi fuit, in quo facete lusisse Annibalem scimus. Nam cum rex illi copias numerosas aureis argenteisque nitentes insignibus, falcatos currus, turritos elephantos, equitatum fraenis, ephippiis, monilibus, phaleris praefulgentem gloriabundus ostenderet et quaereret, num satis esse illa omnia Romanis judicaret, ille qui nihil magis quam imbellium hominum ignaviam spectaret, satis esse dixit Romanis, etiamsi avarissimi essent, interrogatusque de contentione virium, quasi de praesenti praeda respondit. Mutatis vocibus dictum imitabimur: quidquid Lusitani per Indiam parant, specie magnificentum, pretio opulentum, id satis esse Batavis, etiamsi plurimis affecti damnis non immerito vicissim plurima concupiscant. Antisthenes ² olim eleganter *ὅτι δεῖ τοῖς πολεμοῖς εὐχεσθαι τ' ἀγαθὰ παρεῖναι χωρὶς ἀνδρείας. γίνεται γὰρ οὕτως οὐ τῶν ἐχόντων ἀλλὰ τῶν κρατούντων. Hostibus bona ut adsint optandum est sine virtute. Sic enim fiunt non habentium sed vincientium.* Et sane qui iudicio comparabit, nemo aliter sentiet. Naves Batavae quanto minores tanto agiliores sunt, faciles moveri ad omnes belli aut maris casus et quas emissa ex adverso tela impune supervolent. Illorum magnae tardaeque moles,

¹ Arist. Rhet. d. loco. [p. 1363. a. vs. 21.] ² Stob. Serm. [54. 41.]

oneri factae non bello et ad globorum ictus apertae undique, nec ventorum satis potentes et in universum dignae magis vinci, quam quae possint vincere. Gens Batava gelido ventosoque coelo, sub ipso septentrionis sidere, inter aquas suas educata et incredibilis multitudo ab ipsis pueritiae annis majorem vitae partem in oceano solita, quam in terris degere, haud aliter mari quam solo utitur: tolerantissima frigoris, patientissima inediae, assuetissima incommodis, quae tam longa itinera necessario secum ferunt: longum domi bellum ad audaciam et armorum artem profuit. Lusitanorum infirma corpora, fluentia calore, sueta deliciis nec marinas jactationes nec nauseam satis ferunt. Praeterea molles ipsi, maridi luxu, armorum rudes, inter navigandum onerati aegrotantium turba, quae caeteris etiam valentibus impedimento est: uno verbo imbelles et quod dicitur, Mysorum praeda. Unde videmus nautis Batavis tantum accessisse fiduciae, ut numquam putent, si ad certamen veniendum sit, aut se nimium paucos esse posse, aut Lusitanos satis multos. Prudentissimi saepe duces ex vultu militum gestuque, conspecta ante praelium alacritate, non dubie jam se vicisse pronuntiabant: id omen optimum, id illis auspiciam erat longe certissimum. Quare et Batavi nihil sibi exiguum promittere debent, ubi illos suorum spiritus conspiciantur. Neque enim temere illi aut sine magna causa virtuti fortunaeque suae credunt. Habent ejus rei certissima argumenta ac velut pignora victoriae. Galli longissimo tempore Americanam negotiationem ita infestam habuerunt¹, ut pauci essent Hispani alicujus dignitatis, qui non aliquando in illorum fuissent potestate, praedae autem tantum nonnumquam victoribus obvenerit, ut singuli etiam nautarum pueri octingentos ducatos referrent. Iidem omnes ejus orbis insulas ipsamque continentem feliciter diripere. Contra autem cum semel unam Gallorum navem Hispani non sua virtute sed ducis

¹ Joh. Met. in praefat. ad Osorium.

Galli timiditate cepissent, adeo ea res infrequens ipsis visa est, ut non quasi Gallica nave, sed quasi Gallia devicta triumpharent. Non tamen hoc eo eveniebat, quod Galli usu rei maritimae multum praestarent, sed quia ea erat Hispanorum avaritia, ut naves suas non armis ullis, sed mercibus et vectoribus onerarent. Angli totum orbem circumvecti nihil fere, quod Hispanici juris esset, intactum reliquere. Nihil umquam alicui cessit impunius. De Batavis igitur quid non sperandum, illa vere Neptunia gente? Absit invidia verbo: numquam aequo in loco, numquam aperta in pugna navali acie laborarunt. Nec ad antiqua quemquam exempla revoco, etsi suppetunt egregia in Gallos, Germanos, Britannos certamina: Hispanum hostem videamus, etiam Belgicis nonnihil suffultum viribus, et a primo belli initio ad haec usque felicissima tempora brevi transitu memoria discurrat. Spectabimus captivi vincula Bossuii, raptas a Zelandis jam tum opes Lusitanorum, fugientem scapha Medinacaelium, Hontam Hispanorum cruentum sanguine. Jam vero num ulla major esse classis poterit, quam quae anno illo terribili in Britanniam ac Batavos missa est? aut non Indicum illud mare multo etiam quam Gallicum hoc fretis angustius est et undis incertius, quippe ubi praeter tot brevia et syrtes septuaginta esse insularum millia perhibentur, in quas graviora hostium navigia allidi necesse est? Num acta in littus et in flammis Batavorum et Anglorum viribus classis ad Gades animo excidit? Num illae funestae domino naves Spinulanae? Enimvero quis aut fortior aut famae ingentior Andrea Furtadone ductor hosti dabitur? Et hic tamen ad Bantum fusus fugatusque est: nec ullum tam inaequale iniri potest certamen, quam fuit sex navium exiguarum, si compares, cum illis supra triginta tam magnis tamque validis. Quot interim navigia Lusitanorum capta, mersa, incensa sunt? Ut caetera taceam et maxima loquar, praeter eam quae inter Spilbergium et Anglos divisa est, tres jam caraccae, quas

naves cum dico quasi arces, imo oppida et quidem hominum plus septingentorum, intelligi par est, in manus venerunt. Una ad Helenae insulam a Cornelio Sebastiani superata Zelandis obvenit. Altera est ipsa quam Hemskerckius adduxit. Jam tertia ad Macaüntem a navibus Warwicianis victa et spoliata est. Illud vero multo etiam illustrius, quod tota classis victa, Jora liberata, rex amicissimus obsidio exemptus est. Nam ex classe eadem Warwiciana naves duas cum celoce Jacobus Petri Patanam devehens, reginae illic propensissima in Batavos studia nutriturus, in ipso itinere Jorensis regni amnem a Lusitanis teneri videt, qui secum habentes galeones duas, fustas autem aliasque naves longas supra viginti quinque, omnia ingenti terrore impleverant. Ille qui ne integrum quidem sibi existimabat socium Principem in eo periculo deserere, conserit pugnam, quae ad serum usque diem producit, donec fusi hostes altum petiere. Quae tum gratiarum actione rex ipse coram victrices in naves adveniens sociorum fidem jam iterum expertus extulerit, longum sit dicere. Ne sic quidem satis, sed iterum quaesitus hostis et longum post certamen galeonum utraque corrupta, ita quidem ut vix Lusitani remigio effugerint. Tot igitur tamque praeclarae victoriae de Lusitanis contigerunt: et sunt qui adhuc eos metuendos putent? Imo perge, perge, gens nautica et illud ex oraculo non Augusto olim ad Actium ¹, sed tibi dictum puta:

Nec te quod classis centenis remigat alis

Terreat: invito labitur illa mari:

Quodque vehunt prorae centaurica saxa minantes,

Tigna cava et pictos experiere metus.

Frangit et attollit vires in milite causa,

Quae nisi justa subest, excutit arma pudor.

Quod ultimum profecto verum est et huc maxime pertinet. Scit nauta Batavus pugnare se pro gentium jure, hostes contra

¹ Prop. lib. 4. eleg. 6. [vs. 47. seqq.]

hominum commercia, illos pro dominatione, se pro sua atque aliorum libertate, illos insita malefaciendi libidine, se et diu et saepe calumniis, crudelitate, perfidia lacessitos. Summus apud Graecos orator: ὑπὲρ μὲν ὧν ἂν ἐλαττώσονται, μέχρι δυνατοῦ πάντες πόλεμοῦσιν· περὶ δὲ τοῦ πλεονεκτεῖν, οὐχ οὕτως. *Pro his in quibus injuria afficiuntur omnes quantum omnino possunt depugnant, at propter alieni cupiditatem non item.* Et Alexandri Imperatoris vox est imperatoria: τὸ μὲν ἄρχειν ἀδίκων ἔργων οὐκ ἀγνώμονα ἔχει τὴν πρόκλησιν, τὸ δὲ τοὺς δαχλοῦντας ἀποσελεσθαι, ἔκ τε τῆς ἀγαθῆς συνειδήσεως ἔχει τὸ θαρράλεον, καὶ ἔκ τοῦ μὴ ἀδικεῖν, ἀλλ' ἀμύνασθαι ὑπάρχει τὸ εὐέλπι. *Ejus a quo coepit injuria provocatio maxime invidiosa est: at cum depelluntur aggressores, sicut bona conscientia fiduciam secum fert, ita quia de vindicanda, non de inferenda injuria laboratur, spes etiam adsunt optimae.* Brevius autem, quae hactenus de utilitate dicimus¹, Ordines Hollandiae decreto suo in summam colligunt palamque faciunt, dum in Lusitanos pugnatur, divina gratia defensam auctamque navigationem et negotiationem, liberata regna atque urbes amicas, insignes victorias et commoda ex hostibus reportata, quae etiam majora exspectari, eaque omnia sine ullo reipublicae dispendio ad hostium perniciem magnaue damna, ad honorem, commodum, existimationem foederati Belgii et ejus civium summopere pertinere.

Pars II. Quemadmodum vero Lusitanos affligi bello et spoliari, sic praedam mercatorum propriam esse non ipsorum magis quam patriae interest. Cum enim aerarium bello tam longo tamque difficili multiplicibus impensis exhauriatur, praecipue vero rei maritimae gravia sint onera, nihil commodius accidere potest, quam ut hostium vires infringantur sumptibus privatorum. Sumtus autem sapiens non facit, nisi periculum justo commodo pensetur. Rectissime igitur Ordines fecerunt, qui ut caeteris in rebus omnibus Indicam negotiationem foveant,

¹ V. Joh. Met. Praef. ad. Osorium.

ita quae capta sunt societatis impensa atque periculo non aliis, quam ipsis cedere aequum et ex usu publico existimant: ut ex formula videlicet versus Propertiani¹, imo ex naturali ratione

Praeda sit haec illis quorum meruere labores.

Quare qui tam bonam utilitatem negliget, nimium prodige utetur occasione ac fortuna. Quod enim belli, id est gentium jure, quod Ordinum, hoc est summi magistratus concessionem, nostrum sit, id non statim sumere grata, ut dicitur, manu stolidae prope dixerim contumaciae est. Quare credibile est nullum fore qui in ea sententia persistat, ut possessionem hanc refutet atque rejiciat, aut si qui erunt, eos futuros a quibus exemplum nolit sumere homo recte erga Deum et patriam animatus. Sunt enim, sunt profecto Batavi hanc in partem leniores, quod a civibus hostiles interdum voces audiunt et patiuntur. Rem sane dolendam, eo impunitatis deventum esse, ut sint qui jactare audeant Lusitanis omnia licere, ipsis nihil. Quibus ego pejus nihil habeo quod imprecer, quam ut salvo imperio et republica incolumi in eorum manus deveniant, quibus tantopere favent. Sed illa vaniloquentia seu malevola potius causae publicae detrectatio legum paenis et diligentiae magistratuum relinquatur. Nobis errantes instruxisse satis est. Qui igitur lucrum recusare potuissent, quia se aliter justitiae et conscientiae non arbitrarentur satisfacturos, hos si qua ratio, si qua movisset auctoritas, argumenta et testimonia, quae in prima tractationis parte adducta sunt, efficere potuerunt doctiores. Esse etiam hunc quaestum honestissimum homini non pertinaci satis persuasum ex superioribus puto. Ac si qui sunt qui praecipuum habent utilitatis respectum, hi quid possint contra praedam obtinere videamus. Neque enim illud credo dicet hic quisquam, male parta male dilabi, nec transferri ad posteros quod

¹ lib. 3. el. 3. [vs. 21.]

turpiter quaesitum est. Nam et nos huic sententiae libenter assentimus, imo etiam si fieri posset, ut injustas possessiones tueretur fortuna et longi temporis firmaret auctoritas, utile tamen esse negamus quidquid ab honesto et justo discrepat. Cum vero in hac quaestione contra se rem habere certissimis rationibus jam ante comprobatum sit, necesse est illam qualemcunque conceptionem velut subtracto fundamento dilabi. Contra enim verissimum est nullas fere possessiones esse antiquiores, quam quae ex bello obvenerunt, et in his fere gentium omnium securitatem consistere, ut in Officiis¹ etiam Tullius demonstrat. Itaque saepe apud auctores occurrit, juste possideri quidquid armis sit captum ab hostibus: id justo titulo, id justa causa ad successores transmitti. Quod ipsum et Romani ad Auruncos de agro Ecetranorum responderunt; qui et Volscis dixere non minus haec nostra esse, quam quae dono accepimus: hoc forte intuiti, quod qui belli aleam utrimque subeunt ita quasi contrahere videntur, ut capta cedant capientibus, nec sit iniquum eum qui vincere voluerit, si contra ceciderit, victi ferre fortunam. Operae pretium est ipsa quae hanc in rem usurpat Dionysius Halicarnasseus² verba describere: in oratione Titi Largii, ὅτι Ῥωμαῖοι καλλίστας ὑπολαμβάνομεν κτήσεις εἶναι καὶ δικαιοτάτας, ὡς ἂν κατάσχωμεν πολέμῳ λαβόντες καὶ νόμῳ, καὶ οὐκ ἂν ὑπομειναιμεν μωρία τὴν ἀρετὴν ἀφανίσαι, παραδόντες αὐτὰ τοῖς ἀπολωλεκόσι κοινωγητέον τε πᾶσι καὶ τοῖς ἐκ τούτων γενομένοις καταλιπεῖν ἀγωνιούμεθα. νῦν δὲ ὑπαρχόντων ἤδη στερησόμεθα καὶ ἑαυτοὺς ὅσα πολεμίους βλάψομεν; *Romani honestissimas justissimasque eas credimus possessiones, quas belli lege captas habemus, neque vero induci possumus, ut stulta facilitate deleamus virtutis monimenta, eadem illis reddentes, quibus semel perierunt. Qui ergo in hoc communi ope certandum credimus, ut ejusmodi plurima ad posteros transferamus, nunc quae parta*

¹ lib. 1. ² lib. 6. [p. 369. vs. 27.]

tenemus, his nos spoliari patiemur inque nos ipsos ea constituemus, quae in hostes constitui solent? In responso ad Volscos ¹, ἡμεῖς δὲ κρατίστας ἡγούμεθα κτήσεις, ἃς ἂν πολέμῳ κρατήσαντες λάβωμεν, οὔτε πρῶτοι καταστησάμενοι νόμον τόνδε, οὔτε αὐτὸν ἀνθρώπων ἡγούμενοι εἶναι μᾶλλον ἢ οὐχὶ θεῶν, ἅπαντάς τε καὶ Ἑλληνας καὶ βαρβάρους εἰδότες αὐτῶ χρωμένους οὐκ ἂν ἐνδοίημεν ὑμῖν μαλακῶν οὐδέν, οὐδ' ἂν ἀποσταίημεν ἔτι τῶν δορυκλήτων. πολλὴ γὰρ ἂν εἴη κακότης εἴ τις ἂ μετὰ ἀρετῆς καὶ ἀνδρείας ἐκτήσατο, ταῦτα ὑπὸ δειλίας καὶ μωρίας ἀφαιρεθείη. *Nos autem optimum iudicamus possessionis genus, quod ex hoste captum acquisitumque est, cumque non ipsi primi id jus statuamus, sed a Diis verius quam ab hominibus profectum, omniumque gentium tam Graecarum, quam barbararum usu comprobatum sequamur, nihil vobis per ignaviam remitemus nec bello partis absistemus. Maximum enim hoc probrum foret, quae virtute et fortitudine quaesita sunt, ea per inertiam aut formidinem amittere.* In responso Samnitum ², πολέμῳ κρατήσαντων ἡμῶν, ὅσπερ ἐστὶ νόμος κτήσεως δικαιοτάτος. *Cum armis obtinuerimus, quae lex acquirendi justissima est.* In oratione Fabricii ³, ἐκείνη μὲν γε τῇ κτήσει καὶ τὸ μεθ' ἡδονῆς ποιεῖσθαι τὰς ἀπολαύσεις πρὸς τῷ καλῶς καὶ δικαίως πόσον ἦν; *In illa enim acquisitione (de bellica sermo est) cum justum honestumque inerat, tum vero delectationis plurimum.* Quodsi per se possessio ista suspecta esse non potest, restat ut ex post facto aliquid metuatur, puta, si quando res ista in iudicium veniat. Sed iudicem fingere oportet aut Hispanum, aut alium quemlibet. Pessime sane de patria speraturus sit, qui illud fore crederet, ut Hispanis sedentibus etiam de praeteritis actionibus Batavi causam dicere debeant: quod si fieri posset (absit tam dirum omen), non ista duntaxat praeda, sed omnes quotquot sunt Batavi cum bonis suis perierint. Nimirum

Nulla manus belli mutato iudice pura est ⁴.

¹ lib. 8. [p. 488. vs. 23.] ² in fragm. [p. 741. vs. 2.] ³ ibid. [p. 748. vs. 4.] ⁴ Luc. lib. 7. [Phars. vs. 263.]

At forte manente bello, redintegratis cum hoste commerciis, metuat aliquis ne res suae hac de causa detineantur. Quasi vero non antequam haec fierent idem fecerit Hispanus, aut novo hoc praetextu egeat. Praeterea non satis video cur quisquam, cui Indica negotiatio tantum affert et plus in dies ostentat compendii, alteram illam malit tot periculis et hostium malitiae obnoxiam. Aut denique eundum non est, aut tum demum eundum est, cum Hispani Batavorum mercibus carere non poterunt. Quodsi tamen ad veterem redibit perfidiam, non haec mercatoribus scribetur dica, quod praedam possideant (quis enim partitus sit, quis contra recusaverit illic sciri non potest), sed quod contra edictum regis Hispaniae cum Indis negotiationem exercuerint. Quid enim? an nescimus ab Hispano proscripta esse nomina eorum, qui huic mercaturae praefecti sunt? neque tum caraccam ceperant; sed tantum illi capital visum est cum Indis celebrare commercia, ut quam poenam de hominibus sumere non potuit, eam qua maxime potuit ignominia adumbraverit. Atque etiam praedae ipsius nomine, si manifeste injusta sit, ut forte Hispanis videri poterit, non illos duntaxat teneri qui perceperunt, sed omnes auctores atque suasores, et quidem in solidum, et ex regula restitutionum et jurisconsultorum auctoritate monstratur ¹. Hispano igitur judicante cum nihil sit impunitum, non est cur quis hoc unum magis quam caetera formidet: quin in eo potius laborandum, ne ad illum umquam arbitrum veniatur. Sin autem iudicem imaginamur non hostem, sed pacatum aliquem Principem populumve, primum vanus est ille metus, cum pignerationes sive represaliae numquam concedantur earum rerum gratia, quae inter bellantes actae sunt. Et quamdiu bellum injustum non est declaratum (contra Batavicum autem nemo pronuntiavit),

*V. supr. c.
VIII. ad
concl. VII.
artic. III.
p. 1.*

¹ Joh. Lupus de bello. §. si bene advertas. Wilh. Matth. in 1. req. sub finem. Summ. Ros. in v. Bellum. n. 6.

capta ita juste retinentur, ut in controversiam trahi non possint. Praeterea suis quisque civibus, non extraneis, per repressalias consulit: haec autem res ad Lusitanos pertinet. Quod si aliquem nobis proponimus addictum Hispano et qui illi omnia studeat gratificari, nae apud illum judicem non tam praedae perceptio, quam sumta in Principem arma, Indica negotiatio multaque alia simul luenda aut simul defendenda sunt. Nam praedae perceptio in tantum potest obligare, quanti praeda est, non ultra: itaque haec restitutio lucrum eripit, damnum non infligit. Caeterorum autem, quae crimini ducentur, infinita erit aestimatio. Insuper ea est repressaliarum natura, ut factum civis cujuslibet alterum quemvis ejusdem reipublicae comprehendat. Nihil igitur hoc nomine plus illis qui partem ex praeda perceperint, quam qui non perceperint, metuendum est. Praedam igitur non agnoscendi nulla est ratio. At si quis agnoscat quidem aliquatenus, sed alia religioni aut timiditati suae remedia quaerere velit, is geminet errorem. Quod enim agnoscitur aut retinendum, aut transferendum est. Retineri autem duplici animo potest, aut ut hostibus, ex quibus captum est, restituatur, aut ut sua cuique causa sepositum sit. Veteribus dominis reddi quod captum est nec potest, nec debet. Nam ubi illi invenientur? An forte expectamus ut ex India, aut Ulyssipone veniant hostis subditi, qui ex jure manu conserutum, ut dicitur, res repetant? At illi quidem omnem recuperandi spem ex animo projecerunt, ut qui se palam fateantur id passos, quod jus belli tulit: contra autem ridiculi sunt, qui de eo jure ambigunt, de quo ne hostis quidem controversiam facit. Satis enim patet eum, qui bona fide bellum gerit, ad restitutionem ne in conscientia quidem obligari. Neque vero debet illis praeda restitui, ut maxime possit. Faciunt enim contra jura et majestatem populi ¹ violant, quo-

¹ l. cujusque. ff. ad l. Jul. maj. [D. 48. 4. 4.]

rum opera hostes pecunia aut qua alia re juvantur. Quod si ipsa id conantes patria alloqueretur, nonne hoc diceret? Omnes boni cives hoc agunt, hoc laborant, in hoc sanguinem fortunasque suas profundere non dubitant, ut hostibus adempta omni ad nocendum facultate, me constituent quam beatissimam. Itaque vitam eripere pertinacibus, opes etiam errantibus, quibus in meum scilicet exitium abutuntur, utile mihi atque adeo sibi gloriosum existimant. At vos etiam quae belli fortuna jam inimicis abstulit, ad eosdem redire vultis, ut scilicet quantum mihi decrescit, tantum illis accedat, qui non ignorantia aut errore aliquo, sed sua ambitione, sua impulsu avaritia in meam perniciem vestrumque singulorum omnes ad unum conspirarunt? Haec si quis audiret, nihil ut opinor haberet aliud, quam ut culpam agnoscens seductum se potius falsis rationibus, quam sponte in patriam impium fateretur. Reddere igitur hosti cum non liceat, an secessim habere a caeteris suis rebus aliquam in partem prosit, inspiciamus. Et hoc quidem si fiat ideo, ne praedam admiscendo inquinentur caeterae facultates, ridenda magis quam confundenda est superstitio: nisi forte credimus sicut in scabris ovis, ita in male partis rebus de nummo in nummum vicinitate quadam serpere contagium, ac non potius patrimonium quoddam universitatis esse nomen et hoc ipsum, quamvis loculis et fiscis distinctum, rationem eandem obtinere¹. Quare sicut juste partis, in quibus et praeda est ex bello justo, recte augetur atque ornatur, ita non recte quaesitis, etiamsi longissime haec seposita atque amandata sint, non potest non contaminari. Hoc enim unum quaeritur, velimne illa in rerum mearum numero esse, an secus. Non possum autem extra res meas habere videri, quod et percipio tamquam meum et servum. Enimvero si quis idcirco separet, ne quaerendum

¹ Bart. sol. matrim. [D. 24. 3. 2.] n. 17. Dd. in l. frater a fratre. ff. de cond. ind. [D. 12. 6. 38.]

aliquando habeat, ubi ad restitutionem iudicio cogere-
 praeterquam quod rem metuit, quae numquam aut sane num-
 quam praecipue metuenda est, ut ante diximus, insuper in
 juris cognitione graviter labitur et damno suo favet. Multo
 enim facilius cogetur quis restituere eam praedam, quae pe-
 nes se exstet, quam quae jam consumpta sit ¹, cum hanc
 bonae fidei praemio cedere compertissimum sit. Nihilo plus
 agunt hi qui agnoscunt quidem praedam sed alio transferunt.
 Nam si vitium rei inesse imaginantur, id quidem nulla alien-
 natione purgari potest, quod cum legibus etiam constitutum
 sit ², tum vero in conscientia multo magis obtinet. Quare
 qui mala fide praedam percepit, cum scilicet eam injustam
 crederet, is ad restitutionem perpetuo tenetur, ita ut tradant
 magistri nec vendendo nec donando eum liberari, etiam si
 res in millesimum possessorem translata sit ³. Si quis vero
 existimet ideo se minus praedae participem dici posse, quia
 priusquam ejus quidquam contigerit, jus omne alteri resig-
 nasset, expers est etiam vulgaris jurisprudentiae. Quod enim
 mea concessione ad alterum pervenit, quamquam brevi, ut
 dicitur, manu transfertur, tamen quin meum fuerit, negari
 non potest. Alioqui nihil ad nos omnia illa pertinebunt,
 quae per procuratores nostros accepta et expensa sunt. Eos
 autem qui alienant necesse est aut in pauperes erogare, aut
 dare societati, aut alteri cuivis. Qui pauperibus donat idem
 facit ac si Deo donet: est autem hoc inprimis laudabile.
 Quid enim justius, quam in obventionē satis insperata ag-
 noscere ejus beneficium, cui soli debetur bellorum victoria?
 Itaque non Judaeis tantum, sed et Graecis et Romanis et
 aliis gentibus in more positum fuit, decimam aut aliam prae-
 dae partem consecrare. Sed eo ipso satis intelligitur necesse
 non esse, ut omnia resignentur. Nam et Abrahamus ⁴, qui

*V. supra c.
VIII. ad co-
roll. II.*

¹ Vict. de jure belli. n. 33. ² Inst. de usuc. §. furtivae. [I. 2. 6. §. 2.] ³ Silv. in v. Bellum. §. 10. Joh. Lupus d. §. si bene advertas. Wilh. Matth. d. loco.
⁴ Gen. c. 14. in fine.

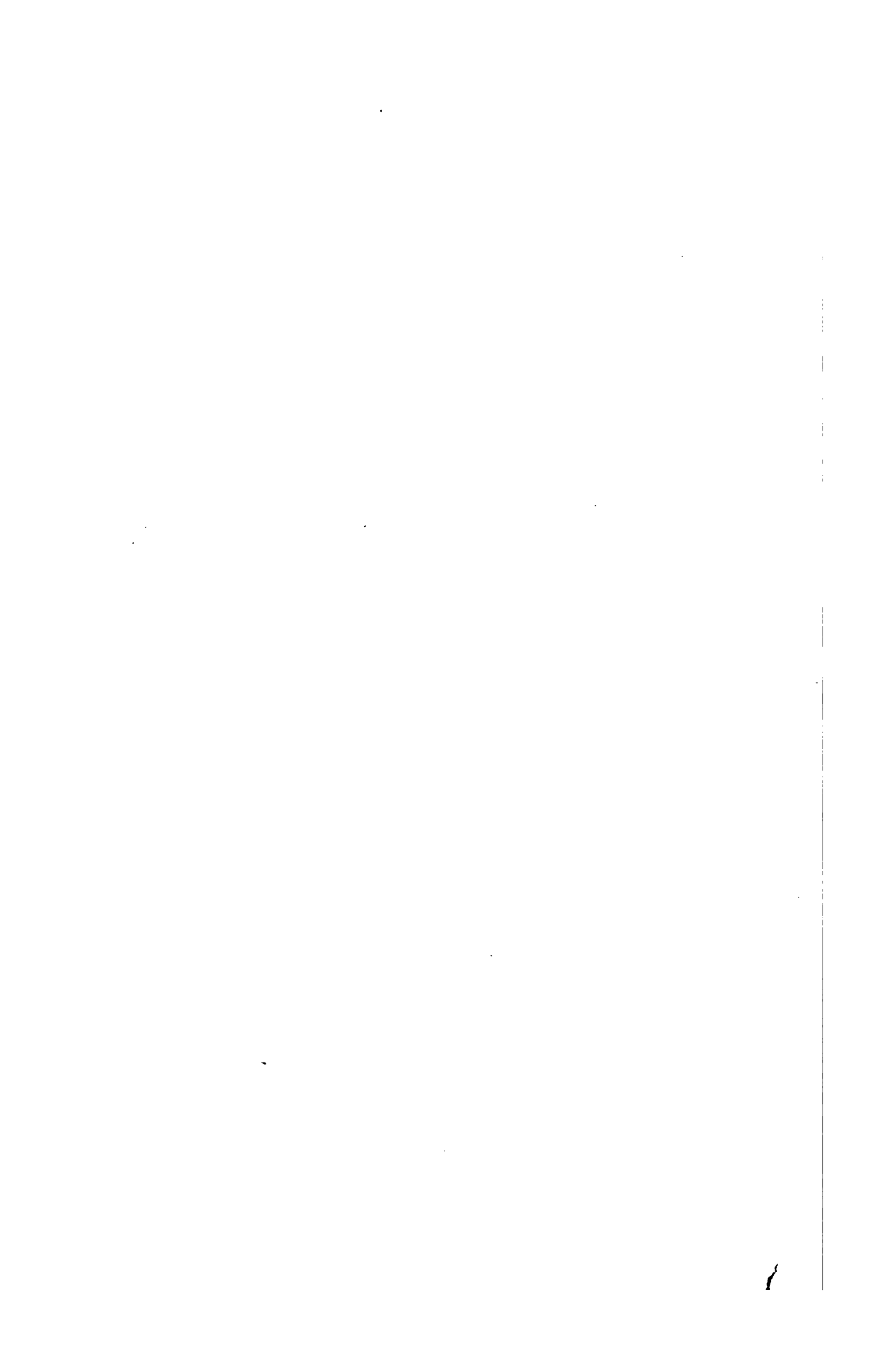
decimas ex spoliis Pontifici dedit, non tamen socios aut administratos suis partibus fraudavit, et in Mosis historia ¹ diserte scriptum est, etsi liberaliter factae erant oblationes, tantum tamen fuisse praedae, ut ex ea multum sibi quisque reser- varet. Verum etiam atque etiam animadvertendum est is, qui praedae partem Deo attribuit, detne ut suam an ut alienam. Si quidem ut suam, recte, nec ulla nobis cum eo concertatio est, cum quod quisque acquisivit alienare etiam possit. Sin ut alienum, caveat ne Deum, quem placare studet, offendant ea ratione, dum ei obtrudit, quod ipse pura conscientia re- tinere se non posse arbitratur. Nam qui pretium meretricium dicari sibi noluit ², satis ostendit nullam sibi placere, nisi ex recte quaesitis liberalitatem. Quo et Augustini ³ illud pertinet, furta facienda non esse, etiam voluntate pascendi pauperes sanctos. At qui jus suum aut societati, aut alteri cuivis transcribunt, sive aliud quidpiam recipiunt ejus rei loco, credendi sunt vendidisse, sive nihil volunt praeter gra- tiam, tamen negare non possunt pro suo habuisse, quod fa- ciunt alienum. Nemo enim potest quod non habet dare ⁴. Sive igitur conscientiam spectamus, sive eventum fori civilis, eodem sunt loco quo caeteri qui perceperunt. Nam ne hi quidem res ipsas, sed pretium accipiunt, et hoc etiam aliis mercibus quotidie permutant.

Epilogus. Multis igitur modis aut fallunt aut falluntur, qui esse ali- quid fingunt, quominus tutum sit praedam ex hoste Lusitano et capere et detinere. Quocirca mercatores societatemque Indicam adhortor, ne se ullis rationibus, quae profecto fal- sae omnes atque inanes sunt, dimoveri ab instituto patiantur, quod non modo recepto more apud hominum existimationem, sed et divino jure apud conscientiam commendatum est, quod-

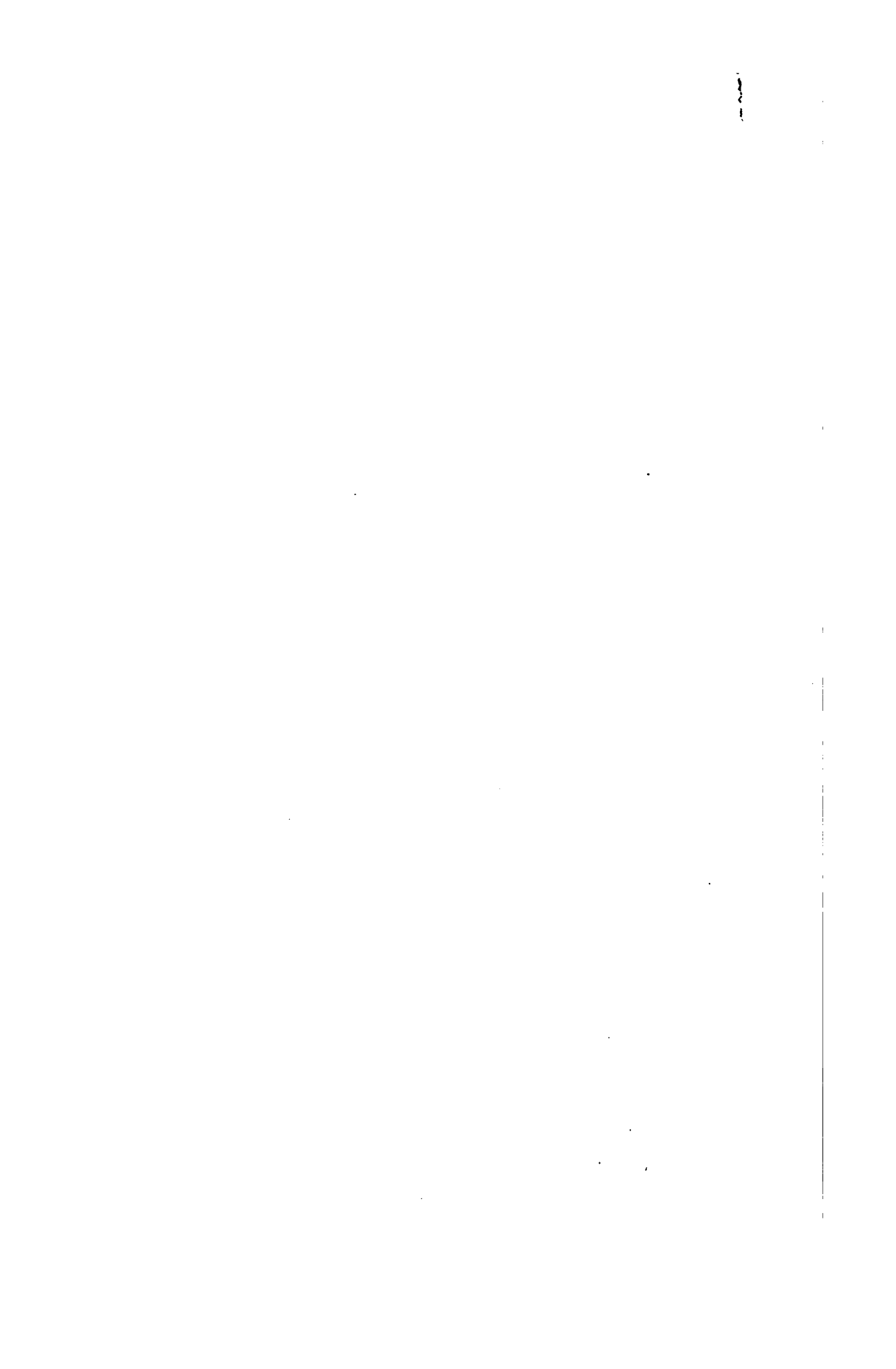
¹ Num. c. 31. vs. penult. ² Deut. c. 23. vs. 18. ³ ad Claud. contra Jul. lib. 5. c. 8. ⁴ Seneca de benef. l. 5. c. 12. l. nemo plus. ff. de R. I. [D. 50. 17. 54.]

que non tantum turpitudinem habet nullam, sed praecipue honestum, imo vero gloriosum censi debet, in quo denique nihil incommodi, utilitas contra qua privatim, qua publice maxima est. Frequentent sancta, hoc est, Batava fide, ultimas gentes, fas illud commerciorum ab omni defendant injuria, acquirant patriae et sibi. Ordines autem cum singularum nationum, tum totius foederis universos, rectores ac dominos publicae libertatis, oro quaesoque, uti negotiationem hanc opportunissimam tempori, hosti noxiam, populo utilem, honorificam sibi, quo coeperunt favore provehant et tueantur, neque vero sinant deesse laboribus praemia, virtuti honores, periculis commoda, sumtibus mercedem. Deum vero immortalem, auctorem solum educatoremque reipublicae istius, quem ob voluntatem Optimum, ob potestatem Maximum dicimus, supplex precor et veneror, quando illi visum est Batavos potissimum deligere, per quos ostenderet adversus vim suam infirmam esse quantamcunque humanam magnitudinem, atque insuper gentis gloriam apud remotissimos orbis a se conditi terminos illustrare, primum ut mores det eos, qui deceant nomen Christianum, ne eorum vitia apud profanas nationes verae religioni faciant invidiam; deinde ut crudelia inimicorum consilia disturbet, neque velit insontes eorum feritati succumbere, sed illos damnis ac cladibus, hos laude atque adorea mactet; reprimat pestiferos a patria dissentientium furores; errantibus indat bonam mentem; omnibus vero det eam sapientiam, ut victoria, quam caeleste donum fatemur, animis non minus gratis quam integris liceat uti fruique.

F I N I S.



DOCUMENTA.



Grotius ad operis calcem his verbis descripsit documenta, quae ipse additurus erat:

Sequitur exemplum

Edicti Ordinum foederatorum, Anni 1599. Sept. 2.

Decreti Ordinum Hollandiae, Anni 1604. Sept. 1.

Sententiae Collegii Admiralitatis.

Partis Epistolae Episcopi Malaccensis ad Regem. 1600. ult. Apr.

Epistolae Senatus Malaccensis. 1603. Martii 9.

Epistolae Praefecti Malaccensis ad Jac. Hemskerckium. Eodem.

Alterius Epistolae ejusdem. 1603. Martii 26.

Epistolae Capitanei captae Galeonis ad Hemskerckium. 1603.

Martii 24.

Haec documenta cum hodie in Grotii apographis non comparent, Fruinius ea aliunde acquisivit.

Decretum Ordinum foederatorum legitur in Borrii Historia bellorum Neerlandicorum. Vol. IV. p. 525. sq.

Decretum Ordinum Hollandiae est in volumine, quo continentur Decreta Hollandiae (De Resolutiën van de Staten van Holland en Westfriesland), anni 1604. p. 217.

Sententia Collegii Admiralitatis legitur in opere Hulsii, Achte Schiffart, zusammengebracht durch weyland Levinum Hulsium. Frankf. a/M. 1608. cap. xv. p. 42. sq.

Epistola Episcopi Malaccensis ad Regem e Grotii apographis a Fr. Mullero, bibliopola Amstelodamensi, emta est, qui exemplum ejus nobis praebuit.

Quatuor epistolae Lusitanorum ad Batavos exstant in opere fratrum de Bry, quod inscribitur: Appendix oder Ergänzung

desz achten Theils der Orientalischen Indien. Franckfurt am Mayn. 1606. Sunt in altera hujus libri praefatione, quae agit Belangendt die Ursachen der Holländer diese weitgelegene Oerter zuersuchen, unnd sich wieder die Spanier unnd Portugesen daselbst feindtlich zuerzeigen, gestellet durch B. P. B. M. D. p. 11. sq. Versio Latina documentorum a me confecta est.

I.

EDICTUM ORDINUM FOEDERATORUM.

A. 1599. APR. 2.

Quoniam omnibus hominibus in diem magis constat hanc esse mentem Hispanorum quique ipsis addicti sunt et ab ipsorum partibus stant, ut non modo Belgicas regiones cum incolis vi et fraude superbo suo et tyrannico imperio subicere velint, sed his annis etiam copiis militaribus atque insidiis Galliam et Britanniam subigere conentur, atque adeo cum id se facere non posse viderent, vicinos Electores et alios Imperii Germanici Principes bello petierint nec veriti sint urbes eorum obsidere et tormentis expugnare, magnas ab iis pecunias exigere, agros etiam populari, matronas et virgines violare, omnia denique caedibus, incendiis et rapinis implere: quae cum perpetrarent, ne Principalibus quidem domibus vel Comitum aliorumque nobilium familiis pepercerunt, ut paret e crudelissimis facinoribus, quibus his diebus Electoratum Coloniae, Principatum Clivensem et Bergensem, Episcopatum Monasterii et vicinos locos foedarunt: haec cum ita sint et insuper constet ministros tyrannidis Hispaniae importune gloriari non cessaturos nec quidquam remissuros de cupiditate, crudelitate et dominandi libidine, in eos praesertim Electores, Principes, Comites, aliosque dominos et subditos, qui fidei Catholicae addicti non sint, donec omnes sub jugum Hispanorum redegerint et veram fidem Christianam deleverint: cumque etiam in civitatibus et diversis regionibus Imperii Germanici fidem et reip. formam palam vi et minis mutarint ac gaudere se praedicent, quod Electores aliique Principes et nobiles adversus se arma ceperint, quoniam ita se melius propositum assecuturos sperent: cumque rex Hispaniae et regii generis Principes et senatus Hispaniensis tam in

ipsa Hispania, quam in provinciis Belgicis non solum vi et dolo Belgas ceterasque nationes a navigatione et commerciis prohibeant, navigantes superbe ac crudeliter tractent, naves et merces publicent, sed etiam datam fidem terra marique violent, hoc colore, quod ad hunc diem opibus illorum et perfidiae resistamus, nec provincias foederatas tyrannico et superbo Hispanorum dominio addici patiamur, tamen tristem hunc et gravem rerum statum animum nobis adimere noluimus: imo, qui ope divina et auxiliis regis Britannici atque aliorum Principum, inprimis vero strenua ac constanti nostratum opera sustentati, per multos jam annos consiliis illorum superbis et nomini Christiano ubique nocituris restitimus, tandem ipsi Hispanos ultro in regnis et coloniis suis petere decrevimus, atque ita non solum damnosa illorum consilia impedire, sed operam dare, ut bello publico et privato, copiis maritimis et terrestribus et amissa recuperemus et vicissim damna inferamus. Speramus autem fore ut Deus nostrae causae faveat ac provincias foederatas Hispanorum tyrannide liberet, utque insuper Principibus et civitatibus Germanicis animos addat iisque persuadeat opus esse, ut rebus suis attendant et Hispanos e suis terris et e provinciis Belgicis expellant. Ipsi vero ut rei communi justae et necessariae consulamus, omnino necesse habemus prohibere, quominus in posterum naves ad Hispanos commeent aut merces terra marive ad eos devehantur: hoc enim in bello non tantum jure gentium licitum est, sed etiam legibus Imperii et omnium ubique Principum et civitatum fieri solet, et prioribus edictis nostris et reginae Britanniae ita constitutum est: praeterea nolumus in posterum quemquam de his terris foederatis, dum negotiationis vel piscationis gratia mari vel mediterraneis aquis utatur, falsis hostium diplomatis et literis decipi; quod nonnullis accidisse audivimus contra exspectationem nostram.

Itaque de sententia Principis Mauriti, praefecti classium nostri, jubemus omnes homines omnesque res, quae in regno Hispaniae inveniuntur, quocunque loco eas in potestatem nostram redegerimus, praedam nostram esse: vetamus quemquam, undecunque sit vel cujuscunque conditionis, ad portus vel oppida hostium terra vel mari ullo praetextu quidquam transmittere, sive naves sint, sive merces, sive alia bona: quodsi quis id neglexerit, mulctabitur mercibus ipsis

et navibus, carris et equis, quibus merces impositae erant, et caeteras praeterea poenas incurret, quae deinceps indicabuntur. Et quo melius praevortamus omnes fraudes et fallacias, quas adversus hoc edictum forsitan aliquis struere velit, expresse jubemus omnes portitores et coactores caeterosque magistratus nostros in portibus, oppidis aliisque locis terrarum foederatarum (hi autem meminerint jurisjurandi et cogitent se alioquin munere suo privatum iri et poenas nostro arbitrio duros), reliquos praeterea omnes, qui provinciarum foederatarum cives sunt vel eas frequentant, ut magna cura et diligentia inquirant, an contra hoc edictum merces aliqua vel bona ad portus et oppida hostium transmittantur: quod si esse compertum sit, jubemus merces omnes et bona cum navibus, carris et equis, quibus imposita sint, detineri et publicari, ita ut pars una cedat delatori, sive magistratus sit reip., sive privatus, partes vero duae inserviant rei communi, indeque solvatur quaesitori, qui rem apud iudices prosequetur. Insuper jubemus cum dominos mercium, tum navicularios vel vehicularios, quorum navibus vel vehiculis merces ad hostes transportentur, in carcere detineri, donec multas solverint, quae iudicum sententia impositae sint: hae multae in dominis mercium florenis mille, in vectoribus florenis quingentis haud minores esse debent. Et quo diligentius edictum observetur, ab omnibus quos aliquid in fraudem ejus commisisse compertum sit intra annum praeter multas supra dictas apud magistratus et iudices, ad quos ea res pertineat, etiam pretia exigi volumus navium, vehiculorum et equorum: nec ullam in executione moram interponi, licet damnatus alios iudices appellarit et provocarit. Denique si forte quis in provinciis foederatis merces aliquas vel bona velit transmittere ad gentem aliquam vicinam et amicam, id ei facere non licebit, nisi prius obtinuerit comitatum ab admiralatu generali nostro, vel ab iis quibus nos hujus rei curam mandaverimus, et insuper caverit vectoribus, in quorum naves merces impositurus sit, de pretio navium et merces non alio quam ad loca amica transportatum iri, idque intra certam diem, quae in instrumento indicari debeat: quodsi aliter fecerit, statim dictae multae damnabitur. Mandamus etiam omnibus ducibus praefectisque copiarum maritimarum et terrestrium, ut diligenter attendant omnes, qui

merces aliquas vel bona navibus vel carris equisve suis ad hostium agros vel oppida transportare velint, eosque comprehendendos curent, causamque eorum ex lege hujus edicti apud collegia admiralatus et iudices supra dictos peragi.

Et quoniam providere volumus, ut naves onerariae et piscatoriae ab hostium vi et rapinis tutae sint, nec in damnum ingentis pretii redemptionis incurrant, hoc edicto vetamus, ut quisquam in provinciis foederatis, sive mari negotietur, sive per aquas internas naviget, commeatum vel sygraphum liberi itineris ab hostibus sibi postulet, quique id fecisse reperietur, hunc ut hostium fautorem, bonorum publicatione aliisque poenis multari iubemus. Et si qui vehicularius vel nauta ab hostibus capiatur et redemptionis gratia major pecunia ab eo exigatur, quam apud nos fieri mos est, hanc summam rependi iubemus a magistratibus, praefectis et civibus Brabantiae et Flandriae, qui sub ditione hostium sunt, praeter pecunias, quas alio nomine reipublicae solverint, et senatui ejus provinciae, a cujus civibus contra hanc legem majus redemptionis pretium exactum sit, mandamus ut statim postquam de damno cognoverit, eam pecuniam eo modo exigat, ut in tali re fieri assolet.

II.

DECRETUM ORDINUM HOLLANDIAE.

A. 1604. SEPT. I.

Ordines Hollandiae et Westfrisiae, cum in consessu suo cognovissent de sententia ad se scripta a fisci advocato in curia provinciali, qua demonstratur, secundum leges et consuetudines Hollandorum caraccam et merces a Jacobo Hemsckerckio in India Orientali Lusitanis ereptas non esse Societatis Indicae, sed ad rempublicam Hollandorum pertinere, re diu multumque considerata, ita decrevere:

Cum constet Jacobum Hemsckerckium, aliquot navibus Societatis Indicae praefectum, Ordinum foederatorum auctoritate et cum codicillis Principis Mauritii ad Indiam Orientalem navigasse, item codi-

cillos non multum diversos singularum navium rectoribus datos esse; Lusitanos vero et alios hostes Belgarum Hemskerckii classem copiis maritimis invasisse, ut ipsum caeterosque Belgas a navigatione Indica et commerciis prohiberent, ac praeterea certum sit Lusitanos suo more cives Belgas, qui in Asiam venissent, hostiliter et crudeliter tractasse et trucidasse; indigenas etiam, qui cum Hollandis commercia inire coepissent, urbium oppugnationibus et hominum caedibus ultos esse: Ordines foederati vero, multis annis ante quam Hemskerckius iter ad Indiam susciperet, Societatis Indicae moderatoribus praeceperint, ut naves suas copiis militaribus instruerent, quo melius negotiationem Indicam tueri et cum hostiles Lusitanorum conatus repellere, tum ipsi iis bellum inferre possent: unde factum, ut praeter Hemskerckium et ab aliis navium praefectis in India Orientali variis temporibus et locis bello certatum sit, etiam adversus magnam vim navium, utque Belgae et commercia cum Indis tueri et regna atque urbes amicas ab hostibus liberare et Lusitanos superare praedasque agere potuerint: haec omnia vero nullis reipublicae sumtibus plurimum damni hostibus intulerint, provinciis foederatis contra magnae gloriae et usui sint; quae Ordines foederatos moverunt, ut moderatores Societatis Indicae ad bellum adversus Lusitanos gerendum impellere velint et hac mente varia beneficia et privilegia iis concedere:

Qua de causa Ordines Hollandiae decrevere, ut collegium rationalium ceterique Hollandorum magistratus praedam in India Orientali nuper captam vel in posterum capiendam Ordinibus foederatis et Admiralitatis collegiis permittant. Actum Hagae Comitum Sept. d. 1. Anno 1604.

III.

SENTENTIA COLLEGII ADMIRALITATIS.

A. 1604. SEPT. 9.

Quoniam in collegio Admiralitatis, quod sedet Amstelodami, res pendet inter advocatum fiscalem, nomine officii, et societatem octo

navium, quae ad Indiam Orientalem navigaverunt, ac praefectum earum Jacobum Hemskerckium, omnes petitores, et ab altera parte eos, qui bona et caraccam S. Catharinam adversus petitores defendunt, qui tamen citati non responderunt atque ideo contumaces censendi sunt; petitores nobis demonstrarunt, Societatem Indicam anno 1601 naves octo misisse, quibus Jacobus Hemskerckius praepositus fuit, ut in India Orientali aliisque locis, si locorum praesides paterentur, negotiationem exercerent, eosque a Principe Mauritio codicillos obtinuisse, per quos non solum licet praefecto, sed etiam jubetur defendere se adversus omnes, qui in itinere molestias creent vel noceant, et potestas datur, ut si quid damni passi sint restitutionem quaerant. Cum autem praefectus cum hisce navibus suis insulas Canarias praetervectus jam esset, occurrit ei quindecim navium classis Hispanica, bene armata et instructa, ipsumque statim aggressa est. Et una ex illis navibus, nomine Rubri Leonis, hostium tormentis tam graviter lacerata est, ut navarcho et compluribus hominibus occisis aliisque multis vulneratis ab itinere absistere et domum reverti coacta sit. Ita praefectus in hoc praelio, ut navem hanc defenderet, ipse cum sua nave suisque omnibus periclitari coactus est, quo et viri aliquot ejus interfecti sunt: altero die post etiam legatum suum amisit: is enim cum solus inter naves Hispanicas aberrasset et non nisi magno periculo evaderet, donec Bantamum venerat ad Hemskerckium redire et iter una facere non potuit. Hemskerckius vero ut Bantamum accessit, ab incolis audivit, quam acriter brevi ante depugnatum esset inter classem Lusitanorum duce Andrea Furtadone et quinque naves Hollandicas, quibus praepositus erat Wolphardus Harmannus; classem vero Lusitanorum hoc mandatum habuisse, ut et naves Hollandorum omnes, et Indos, qui cum Hollandis negotiarentur, penitus deleret: et satis constat eos urbem in potestatem suam redacturos fuisse, si a dictis quinque navibus non prohibiti essent. Nec latet nos, quid post commiserint in insulis Hito et Ambona, ubi miseros incolas graviter oppresserunt: etiam insulam Mathiam, quae in regis Ternatensis dominio est, incendio delerunt et cum incolis quoque pessime egerunt. Idem facere tentarunt in ipsa Ternate, ubi duae naves illis subsidio venerunt ab urbe Manilha, quod caput

est Hispanorum in insulis Philippinis: nam illius insulae regem cum Hollandis et Zeelandis negotiari non patiebantur. Itaque naves duae Hollandorum, quibus nomen Ultrajectum et Custos, et quae prope Ternatam in anchoris erant, ut onus reciperent, oneris partem deserere et summo periculo ex media hostium classe evadere coacti sunt. Nec ignorabat Hemskerckius Lusitanos Macaunte in regno Sinensi cum Hollandis viginti, qui ad Neckii classem pertinebant et cum Sinensibus negotiaturi erant, tam crudeliter egisse, ut ex illorum numero septendecim homines suspenderit, reliquos victos Goam miserint: praeterea constat in Cochinchina homines viginti duo de classe Hollandica Groesbergii, qui excenderant ut varia emerent, jussu regis, quem monachus Lusitanicus stimulaverat, trucidatos esse: capitaneis solis pepercerunt, quos dein ab Hollandis duobus tormentis aeneis redimi voluerunt. Insuper tres homines de illis, quos Hemskerckius in priore itinere Bandae reliquerat, cum centurio eos negotiandi causa ad insulam Ambonam misset, acriter persecuti sunt et unum quidem quatuor equis distentum dilacerarunt, ceteri ut vitam salvam haberent in silvas inter feros homines refugere coacti sunt. Sed alia sunt et pejora, inprimis quod perpetrarunt in Tidore, quae una est Moluccarum, in navem praefecti Balthasari Cordesii. Haec navis enim ita se Lusitanis tradiderat, ut viros, qui inerant, salvos fore jurarent: at illi neglecta fide, viris in ordine constitutis, cunctis primum pedes, dein brachia, ultimo loco capita amputari jubent. Iidem et Jacobi Neckii classem incendio delere conati sunt et Achini regem monuerant ut naves Zeelandorum, quae illuc negotiandi causa accesserant, invaderet, atque ita multi viri trucidati sunt.

Praefectus igitur cum diu multumque deliberasset cum consilio, tandem omnium consensu decrevit hostibus, qui ipsos tam superbe tractassent et tot molestiis affecissent, non tantum resistere sed ultro eos aggredi et quod possent damni inferre: constat enim hoc remedium jure naturae et omnium gentium permitti, idque etiam praefecto in codicillis Principis Mauriti mandatum fuisse: nam mare liberum esse debet, ut Indica negotiatio, quae his provinciis foederatis res tanti momenti est, sine bellico tumultu continuetur. Itaque Hemskerckio, qui hoc consilio cum duabus navibus vela

dedit Bantamo, haud longe a regno Jorae caracca obviam fit, de qua nunc disputatur, viris septingentis armatis instructa, omnibus Lusitanis, si paucos excipias, et hostibus patriae nostrae, maxime vero infestis negotiationi, quam hic exercemus. Quod cum intelligeret Hemskerckius, (et probe sciebat Ordines foederatos edicto constituisse, ut omnia bona subditorum regis Hispaniae, quocunque loco eas in potestatem nostram redegerimus, praeda nostra sint) caraccam, ut constituerat, aggressus est et expugnavit, homines illaesos dimisit, ipsam navem huc adduxit, mercesque exponi et ordine servari curavit: in his mercibus erant vestes et res quaedam nautarum, quos Lusitani Macaunte suspensio interfecerant. Indica Societas haec omnia secundum Hemskerckii narrationem Admiralitatis collegio exposuit, ut res ordine procedere posset, et cum nemo adesset, qui caraccam vel bona inde sumta repetere conaretur, petitores, si qui essent, qui id facere intenderent, his ut moris est in Admiralitatis collegio, spatio quatuordecim dierum interposito, ter diem prodixerunt: sed nemo adfuit: itaque rogatu petitorum, cum neminem adesse constaret nec prima nec tertia die, illos quorum erat caraccam et bona defendere, contumaces declarari nec ullam iis exceptionem reliquam facere placuit. Itaque nihil supererat, quam ut petitores actionem intenderent et documenta, quae ad rem pertinerent, omnia afferrent: nec id facere omiserunt: quo facto collegium decrevit, dictum praefectum jure ac merito caraccam et bona, de quibus nunc agitur, cepisse, quoniam Lusitanorum fuissent, qui subditi essent regis Hispaniae, hostis provinciarum foederatarum et infesti negotiationi, quam exercent, et quam rex omnibus modis in India Orientali et Occidentali impedire studet: praefectum vero id recte facere potuisse, non tantum legibus scriptis et jure gentium, sed etiam edicto Ordinum foederatorum et codicillis Principis, sicut Lusitani et ipse gubernator Malaccae palam agnoverunt, caraccam ab Hemskerckio jure belli captam esse. Petitores quomagis haec ita se habere et omnia vera esse appareret, varia documenta, acta et litteras exhibuerunt et postularunt, ut Admiralitatis collegium judicaret caraccam jure captam videri et publicam praedam esse. Collegium Admiralitatis, re diu multumque considerata, decrevit caraccam cum omnibus, quae inerant, bonis, publicam praedam esse et jure captam videri;

et insuper eam publica auctione vendi debere, ut pecunia, quae inde redeat, dividatur ex edicto Ordinum foederatorum.

Sententia dicta est in collegio Admiralitatis, D. 9. Sept. A. 1604.

IV.

PARS EPISTOLAE EPISCOPI MALACCENSIS AD REGEM.

A. 1600. APR. 30.

Litterae scriptae ab hominibus fidis, quae ad nos perlatae sunt e regno Sinensi, Malacca, Maluco aliisque locis meridianis (scriptae erant mense Martio anni 1600) confirmant anno superiore 1599 ad terras versus meridiem sitas venisse naves duodecim ex Hollandia et Zeelandia, quarum decem Sundam iter verterint, duae versus regnum Achini; has autem naves iter ex Hollandia suscepisse anno 1598 et hiemasse in insula Sti. Laurentii: ab initio fuisse naves sedecim, copiis militaribus bene instructas, sed mox naufragio amisisse navem praetoriam: tres alias naves iter vertisse ad Guineam ob tempestates. Non dicitur quorsum tres illae naves dein se contulerint: ad hunc diem nihil de illis in has oras pervenit.

De navibus decem, quae Sundam pervenerunt, statim quatuor pipere et aromatis onustae domum reverterunt, mense Januario anni 1599, nihil mali indigenis inferentes, minus etiam Lusitanis; nulli denique nationi quidquam crearunt molestiae. Piper ab iis emebatur triginta regalibus, macis vero et caryophylli et nuces myristicae octoginta vel nonaginta regalibus: ne dicam de aliis mercibus, de quarum pretio mihi non constat: hoc unum novimus eos omnia maximis pretiis emisse et fideliter solvisse. Itaque accepti admodum et grati indigenis erant, quoniam justa commercia exercebant sine vi atque injuria. Etiam varias merces e terris suis attulerant, quarum nonnullas, quae indigenis usui esse poterant, vendidere. Praeterea armorum magnam vim omnis generis secum habebant, quae magno

vendidere: regalibus, quos pro armis acceperant, ad commercia utebantur. Etiam societatem et amicitiam fecerunt cum rege Sundano et Principibus, et spem illis crearunt fore, ut similiter omnibus annis negotiationem continuarent: quod utinam Deus ne iis permittere velit.

De navibus quas dixi decem, aliae duae oras Javae septentrionales legentes, venerunt ad castra Ambonae et insulam Hitum, indeque caryophyllis onustae profectae sunt, nec ad hunc diem scimus, quod iter domum susceperint. De iisdem navibus aliae duae Sunda profectae ad oras Javae septentrionales verterunt, indeque ad insulam Bandam, ubi macide et nucibus onustae sunt: hae naves cum sat oneris acceperant, Sundam reverterunt et anno 1599, mense Augusto, inde domum regressae sunt; hoc mare dicitur semper ventos ferentes habere. Hae naves Bandae reliquere viros decem vel duodecim, qui indigenis amicitiae et futurae negotiationis pignus essent. Idem fecere in insula Hito, ut et in regno Balensi atque Sundae.

De navibus duodecim, quae in insula Sti. Laurentii hiemarunt, duae venere ad oram Achinensem, mense Julio anni 1599. Hae naves initio, cum primum venerant, regi Achinensi satis acceptae erant, qui etiam piperis aliquantulum iis vendidit: sed mox Lusitanorum aliquot, qui hoc tempore Achini morabantur, regi dixere, si has gentes (i. e. Hollandos et Zeelandos) in regno suo commercia exercere pateretur, non fore eum amicum et socium Lusitanorum; atque ita convenit, ut rex Achinensis dictas naves incenderet: sed nautae a ministris regiis admoniti fuga Achino cum navibus abierunt, atque adeo suorum nonnullos in oppido reliquerunt: de quibus rex duos, qui linguam Hispaniensem probe callebant, ad praefectum Malaccae misit. Alter horum rector navis erat Lusitanicus, natus Zuricajae, quem Hollandi e nave Brasileënsi abreptum, invitum secum duxerant: praefectus Malaccae eos misit ad proregem, ut animum adverteret, quod in hac urbe capti erant. Naves duae, quas Achino fugisse dixi, Cilaüm versus abierunt: major earum naufragio periit in littore Cilaënsi: de altera non constat: sed ea quoque naufragio periisse dicitur.

V.

EPISTOLA SENATUS MALACCENSIS.

A. 1603. MART. 9.

Mos est regum et Principum ut inter se voluntatibus et consiliis dissentiant, unde subditorum corpora et bona plurimum damni capiunt. Fortuna et tempus praefecto vestro favit et laetum ei ad has oras iter parans, navem Macaunte venientem in manus tradidit: sed haec obscuro et incognito nobis Dei arbitrio contigerunt. Has vobis lautitias dono mittimus, ut animum gratum testemur ob ea, quae et praefectus vester et vos ipsi Lusitanis verbis polliciti, re fidem servastis: hujus enim beneficii memoria nobis semper praesens manebit et faciet, ut si quando tale quid contigerit, nos vobis idem praestare velimus. Haec nunc quidem sufficiant. Deus omnipotens vos salvos faxit. Scriptae in Curia, a me Paulo Mendesio Vascola, scriba, d. 9. m. Martii, anno 1603, Malaccae.

Ruglos Frammanis, Andreas Fernandes,
Domingo de Monte, Isaac de Gusgago.

(Inscriptio hujus epistolae erat: quatuor Hollandis, qui comites fuerunt Lusitanis: quos Deus salvos faxit).

VI.

EPISTOLA PRAEPECTI MALACCENSIS AD
JACOBUM HEMSKERCKIUM. EOD. D.

Bella varia et dubia sunt, nec quisquam praeter Deum iis exitum faustum vel infaustum dare potest: homines enim mera instrumenta sunt. Felici casu accidit ut navis inprimis opulenta tibi occurreret, repleta mercatoribus belli ignaris et mulierum ac puerorum turba, quae in periculis plus obesse, quam prodesse solet. Itaque tu frueri, quandoquidem justo bello nactus es. Sed tamen aegre fero, quod

non in meam potius navem incidisti, quo magis vidisses, quantum distet unius navis defensio et alterius. Res quae Hollandis Macaunte accidit, me vehementer conturbat, praesertim cum parum causae esset, quare tam atrocibus poenis plecterentur. Sed pro certo habeas, auctorem facinoris jam vinctum in carcere teneri et poenas capite daturum. Erga Hollandos, qui huc venere e regno Sinensi vel a Moluccis bonus benignusque fui et merces eorum omnes emi. Hanc tibi navem mitto, simul cum Hollandis, quos hominibus de nave Lusitanica in itinere ad nos praesidio dedisti, et magnam gratiam tibi habebō, si mihi miseris presbyterum, fratrem Antonium, praefectum navis et reliquos Lusitanos, quos adhuc in vinculis habes, et cum rege agas, ut recuperem homines, quos Malaccenses in junca Sinensi ceperunt, iisque confirmes in itinere ab omni injuria tutos fore.

Haec vobis documento sint facta nostra cum dictis convenire. Dominus Deus vos salvos faxit. Malaccae, d. 9. Martii, anno 1603.
Fernaο dal Buquerque.

(Inscriptio erat: Jacobo Hemskerckio, praefecto classis Hollandicae, haec epistola mittitur a praefecto Malaccae).

VII.

EPISTOLA ALTERA EJUSDEM AD EUMDEM.

A. 1603. MART. 26.

Litteras tuas cum magno gaudio accepi, e quibus mihi palam fit, quam benignus fueris erga homines de nave capta. Hoc enim ab imperatore et praefecto merito expectatur, nec ipse alio modo agam, si quando fiet, ut Hollandorum aliquis in hoc castellum inducatur. Quod vero scribis de hominibus vestris, qui apud Indos in insulis Japonicis degunt, D. Vicarius omnia facit, quae potest, ut illis bene sit; idem aegerrime fert sententiam de Hollandis Macaunte latam et procuratorem iudicii vinctum in carcerem abduci jussit, ut graviter in eum animadverteret. Tu igitur noli irasci universis

Lusitanis: omnes enim facinus Macaunte perpetratum iniquum et immane putant. Quod conditionem Christianorum, qui miseri et egentes in captivitate vivunt, impensa opera allevare studeas, spem mihi facit fore, ut in meam gratiam agere velis cum rege Jorae ejusque fratre Rasa Bonso de Lusitanis et Christianis, quos sub colore pacis captivos abduxit. De mercibus juncae, qua Lusitani, quos cepit, vehebantur, nihil addam, nec postulo, ut mihi restituantur, nam inter milites divisas esse probe scio. Sed rogo et obtestor, ut mihi Lusitanos et Christianos, qui illis nullius pretii sunt, recuperare liceat, et Philippum Lobum ac Petrum Mascarcheam ad te mitto, qui hac de re cum rege agant et te obsecro ut eos ab omni injuria tueri et salvos ad Lusitanos mittere velis. Faxit Deus ut ex animi sententia salvi et incolumes in Hollandiam revertamini. Scriptae Malaccae, d. 26 Martii anno 1603.

Fernao dal Buquerque.

VIII.

EPISTOLA CAPITANEI CAPTAE GALEONIS AD JACOBUM HEMSKERCKIUM.

A. 1603. MART. 24.

Deo placuit facere ut praesidio tuo redux Malaccam venirem: itaque dum vita mihi suppetet, te laudabo ob multa fidei et amicitiae documenta, quae per omne captivitatis tempus cum ipse accepi, tum ceteri, qui mecum erant. Ex animo vellem me habere aliquam refectionem, quam tibi dono mittere possem, ut aliquo certe modo beneficia tua rependerem: sed mea egestas et quod in terra aliena apud peregrinos moror, id me facere vetat; ne vestis quidem mihi superest, praeter eam, qua nunc etiam indutus sum: haec autem glandibus e navibus tuis emissis ita discissa et lacerata est, ut amplius uti nequeam. Itaque supplex peto, ut mihi segmen holoserici mittas, unde aliam vestem confici jubeam: quod si feceris, summum beneficium putabo et ut eleemosynam gratus a te accipiam: tu autem meminisse velis qua conditione fuerim, cum primum in manus tuas

incidi, qua vero cum dimittebar. Quod si hac in re mihi gratificari et aliquid mittere volueris, per praesentium latorem id facere poteris, qui mihi probe tradet. Deus vos salvos et incolumes in Hollandiam reducat. Malaccae, d. 24. Martii, anno 1603.

Sebastiano Serraon.



12/00



